

TRACTATUS

DE PAPA

UBI ET

DE CONCILIO ŒCUMENICO

AUCTORE

D. BOUIX

THEOLOGIAE ET UTRIUSQUE JURIS DOCTORE

TOMUS SECUNDUS

APUD JACOBUM LECOFFRE, BIBLIOPOLAM
LECOFFRE FILIO ET SOCIIS SUCCESSORIBUS
[illegible]
[illegible]

TRACTATUS

DE PAPA

II

PARISIIS. — EX TYPIS SIMONIS RAÇON, VIA DICTA ERFURTH, 1.

TRACTATUS

DE PAPA

UBI ET

DE CONCILIO ŒCUMENICO

AUCTORE

D. BOUIX

THEOLOGIÆ ET UTRIUSQUE JURIS DOCTORE

TOMUS SECUNDUS

SOIS L'AUXILIAIRE DE LA VÉRITÉ

JL

APUD JACOBUM LECOFFRE, BIBLIOPOLAM

LECOFFRE FILIO ET SOCIIS SUCCESSORIBUS

PARISIIS, VIA DICTA BONAPARTE, 90

LUGDUNI, VIA MERCATORIA, 47, IN VETERI PERISSE FRATRUM DOMO

1869

TRACTATUS

DE PAPA

PARS II

DE ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITATE

(SEQ.)

SECTIO II

EXPENDITUR QUÆSTIO HISTORICE

(SEQ.)

CAPUT X

QUOD ANNO 1682 CLERI GALLICANI CONVENTUS SUIS QUATUOR ARTICULIS DECLARAVIT, NEDUM TANQUAM AUCTORITAS ADDUCI QUEAT, PRO INGENTI PRÆVARICATIONE AC SCANDALO HABENDUM EST.

Haud deerunt qui primo intuitu illud meum assertum ægre ferant, imo forte nec ullatenus ferendum pronuntient. Quos tamen non dubito sententiam mutaturos, si attento ac solam veritatem exquirenti animo subjecta documenta et ratiocinia recenseant ac perpendant.

§ 1. — Series documentorum circa conventum cleri gallicani anni 1682.

Documentum I. — *Excerpta e diario* l'Ami de la religion. — « Les divisions entre Louis XIV et Innocent XI commencèrent par la régale. La régale était, comme on sait, un droit par lequel nos rois jouissaient du revenu des évêchés pendant la vacance des siéges et conféraient les bénéfices de leur collation. Ce droit ne s'étendait point sur tous les diocèses. Mais, en 1673, Louis XIV entreprit de les y assujettir tous, et il déclara la régale imprescriptible et inaliénable. Tous les Évêques exempts jusque-là *se soumirent* [1], à l'exception de ceux d'Aleth et de Pamiers. Le roi ayant nommé aux bénéfices vacants de leur collation, parce qu'ils n'avaient pas fait enregistrer leur serment de fidélité, ce qui était censé clore la vacance, les prélats portèrent des censures contre les bénéficiers pourvus par le roi. D'un autre côté, les Archevêques de Narbonne et de Toulouse cassèrent, comme métropolitains, les ordonnances des deux Évêques. Innocent XI prit le parti de ces derniers, et adressa au roi, le 12 mars 1678, le 21 septembre suivant, et le 27 décembre 1679, des brefs pour l'engager à se désister de l'extension qu'il voulait donner à la régale. Louis XIV ne se rendit point, et des mesures de rigueur furent prises dans les diocèses d'Aleth et de Pamiers, surtout après la mort des deux prélats. M. Pavillon, évêque d'Aleth, mourut le 8 décembre 1677; et M. Caulet, évêque de Pamiers, le 7 août 1680. Ce dernier diocèse fut en proie à de grands troubles. Plusieurs ecclésiastiques furent exilés, d'autres mis en prison, et un grand-vicaire nommé par le chapitre, le P. Cerle, fut condamné à mort par le Parlement de Toulouse et exécuté en effigie. Ces violences sont racontées dans plusieurs écrits, et entre autres dans une

(1) Id est consenserunt aperto furto bonorum ecclesiasticorum. Cumque Episcopus nec licite nec valide possit Ecclesiæ suæ bona alienare, fuit hæc præsulum Galliæ agendi ratio scandalosa æque ac gravissima prævaricatio.

relation que le docteur Arnauld[1] fit imprimer à Bruxelles, en 1681. Arnauld et son parti se montrèrent fort opposés à la régale.

Un second sujet de querelle, moins important, éclata vers le même temps à l'occasion d'un couvent de religieuses du faubourg Saint-Antoine. Ce couvent, dit de Charonne... La supérieure de ce couvent étant morte, l'Archevêque de Paris, François de Harlay, en nomma une autre à sa place. Les religieuses réclamèrent leur droit d'élection et recoururent au Pape, qui leur ordonna, par un bref du 7 août 1680, d'élire une nouvelle supérieure. Les religieuses le firent. Mais le Parlement de Paris appela comme d'abus du bref, et maintint la première supérieure. Achille de Harlay, procureur général et parent de l'Archevêque, prononça en cette occasion, le 24 septembre 1680, un réquisitoire où il donnait au Pape des avis entremêlés de menaces, qui ne durent pas plaire à la cour de Rome. Il y eut encore sur cette affaire de Charonne un bref d'Innocent XI, du 15 octobre 1680, et un arrêt du Parlement du 4 décembre, pour appeler de ce bref. » (*L'Ami de la religion*, 19 septembre 1821, t. XXIX, p. 161. Ce journal était alors dirigé par M. Picot.)

« L'assemblée du clergé qui se tint à Saint-Germain en-Laye, en 1680, ayant été instruite des brefs sur la régale, écrivit au roi, le 10 juillet, avant de se séparer, une lettre dans laquelle elle témoignait son étonnement de ces brefs, et se montrait disposée à prendre des mesures et à protester contre[2]... Une assemblée extraordinaire du clergé fut convoquée en 1681. Il n'y eut point d'élections dans les provinces, mais on réunit seulement les prélats qui se trouvaient à Paris, et

(1) Debuisset dominus Picot inprimis citare opus cardinalis Sfondrati, cui titulus *Gallia vindicata*, ubi collecta fuere documenta authentica, quæ inaudditas istiusmodi violentias testantur. Citando unicum Arnauld, virum Jansenismo addictum, suspecta potius reddit facta ista. Nec una vice, sed pluries hac arte usus est dictus Picot.

(2) Madame de Sévigné se permit de plaisanter sur les *manières de menaces* que les Évêques y faisaient au Pape. Voir lettres des 17 et 31 juillet et 4 août 1680, tome VI, édition in-8. Chez Blaise, 1818.)

il s'y trouva quarante-sept Évêques, dont neuf n'étaient encore que nommés. L'assemblée s'ouvrit le 19 mars 1681, chez l'Archevêque de Paris, celui-là même dont le Pape venait de casser l'ordonnance dans l'affaire de Charonne... Ce fut même lui qui présida l'assemblée. On remarque aussi parmi les membres de l'assemblée Jean de Montpezat de Carbon, Archevêque de Sens et frère de l'Archevêque de Toulouse, qui avait agi si vivement dans l'affaire de Pamiers et qui avait résisté aux instances et aux représentations qu'Innocent XI lui avait faites à cet égard... Le rapport fut lu par Le Tellier, Archevêque de Reims, fils du chancelier et frère du marquis de Louvois. Le prélat faisait la critique des brefs et proposait d'écrire au Pape et de demander au roi la tenue d'un concile national ou d'une assemblée générale du clergé. On ne voit point qu'il ait fait aucune réclamation contre les violences exercées à Pamiers envers des grands vicaires, des chanoines et autres ecclésiastiques. Le procès-verbal n'annonce pas non plus que d'autres Évêques aient pris la parole dans cette assemblée. On sait seulement que l'Évêque d'Arras, Guy de Sève de Rochechouart, refusa de signer, et fut, pour son opposition, obligé de se retirer. On le priva même de la présidence des états de sa province, et on donna lieu par là de se plaindre du peu de liberté qui avait régné dans les délibérations. C'est ce que ne manqua pas de faire l'auteur d'une *Critique* manuscrite qu'on trouve souvent jointe aux exemplaires des procès-verbaux du clergé... Cet écrit semble être d'un auteur assez favorable aux jansénistes » (*l'Ami de la religion*, 19 sept. 1821, t. XXIX, p. 163 et suiv.).

« Le 16 juin 1681, le roi convoqua donc une nouvelle assemblée générale du clergé, qui s'ouvrit le 1[er] octobre. On y comptait trente-quatre Évêques et trente-huit députés du second ordre. Il avait été décidé que ceux-ci n'auraient point voix délibérative. Mais on les voit provoquer des délibérations, et signer celles même qui ne traitaient que d'objets spirituels. L'Archevêque de Paris présida cette assemblée,

comme les précédentes..., et il fut secondé dans l'assemblée par les docteurs Coquelin, Chéron et Courcier, qu'il avait fait nommer, et qui étaient attachés à son chapitre ou à son administration. L'Archevêque de Reims, fils et frère de ministre, suivait la même ligne que M. de Harlay. Son grand vicaire Faure, prévôt de son chapitre, était député du second ordre à l'assemblée. Le ministère devait encore trouver un appui dans la présence de trois prélats du nom de Colbert, dont l'un, fils du ministre, était coadjuteur de Rouen; et les deux autres, parents du même, étaient Évêques de Montauban et d'Auxerre. Enfin, on remarque parmi les députés..., Jean Gerbais, docteur de Sorbonne et auteur d'un traité latin *de Causis majoribus*, qu'Innocent XI avait condamné par un bref du 18 décembre de l'année précédente. L'assemblée devait aussi s'occuper de cette affaire où Gerbais était partie intéressée. Le Cardinal de Bausset a remarqué avant nous... que plusieurs membres de l'assemblée paraissaient *fort animés contre le Pape* » (*l'Ami de la religion*, 19 sept. 1821, t. XXIX, p. 165 et suiv.).

« Le 9 (mai 1682) on reçut un nouveau bref de ce Pontife (Innocent XI) en date du 11 avril 1682. C'était une réponse à la lettre écrite le 3 février précédent par l'assemblée. Le Pape reprochait aux Évêques leur faiblesse... Les prélats parurent fort sensibles à ces reproches... Mais il paraît que Louis XIV ne voulut pas qu'on allât plus loin, car il n'y eut point de séance depuis ce jour jusqu'au 23 juin, où l'assemblée déclara que c'était pour obéir au roi qu'elle s'abstenait de prendre une résolution sur le bref du 11 avril... Le 29 juin, Louis XIV fit dire à l'assemblée de se dissoudre... Nous ne pouvons ici qu'applaudir... à la modération de Louis XIV, qui ne voulut point que l'on envoyât au Pape une lettre déjà rédigée à cet effet, et qui empêcha même la publication du procès-verbal de l'assemblée. Il semble que ce monarque sentit la nécessité d'arrêter l'impulsion que ses ministres avaient donnée, et d'empêcher qu'on ne harcelât le Pape par

de nouveaux écrits. Il n'y eut point d'arrêt de Parlement contre le bref à l'assemblée, comme il y en avait eu contre les brefs précédents » (*l'Ami de la Religion*, 19 sept. 1821, t. XXIX, p. 168).

DOCUMENTUM II. — *Quomodo, teste Fleury, exortus sit conflictus circa moniales conventus de Charonna.* — « Charonne, dans le faubourg Saint-Antoine de Paris, était un monastère de la congrégation de Notre-Dame, institué par le bienheureux Pierre Fourrier. La nomination de la supérieure, suivant les règles, appartenait à la communauté. Le roi, sur la recommandation de M. de Harlay, Archevêque de Paris, nomma une religieuse d'un autre ordre, qui fut installée par l'Archevêque. Les religieuses se plaignirent au Pape, qui était alors Innocent XI, de la violation de leur règle. Le Pape les autorisa à ne point reconnaître la supérieure qui leur avait été donnée, et leur ordonna de procéder à l'élection d'une autre supérieure. Telle est l'origine de l'affaire de Charonne » (*Nouveaux Opuscules de l'abbé Fleury*, seconde édition, Paris, 1818, note de la page 209).

DOCUMENTUM III. — *Notæ quas manuscriptas reliquit Fleury.* — Notas illas cum abbreviationibus, prout in autographo extant, edidit D. Emery, Sulpitianæ congregationis superior generalis, in opere cui titulus *Nouveaux Opuscules de Fleury* (pagina 210 editionis secundæ Parisiis, 1818). Eas inde, absque abbreviationibus, transcribimus :

« Chancelier Le Tellier et Archevêque de Reims avec l'Évêque de Meaux en font le projet [1], principalement pour régale. Archevêque de Reims en parlait au roi appuyé par son pére. Évêque de Meaux ne paraissait. Roi voulut qu'Évêque de Meaux en fût. Personne d'autorité. Question de l'autorité du Pape regardée comme nécessaire à traiter par l'Archevêque de Reims (apparemment excité par Faure) et son père. On ne la décidera jamais qu'en temps de division. Colbert insis-

(1) Il s'agit du projet d'une assemblée générale du clergé.

tait et pressait le roi. Évêque de Meaux répugnait. Hors de saison. Évêque de Tournay voulait la décider. Détourné par Évêque de Meaux. On augmentera la division que l'on veut éteindre. Beaucoup que le livre *de l'exposition* ait passé avec approbation. Cardinaux du Perron et Richelieu avaient dit le même, mais sans approbation formelle. Laissons mûrir. Gardons notre possession. A l'archevêque de Reims : Vous aurez la gloire de l'affaire de la régale, qui obscurcie par ces propositions odieuses.

« Archevêque de Paris. Ordre du roi de traiter cette question. P. La Chaise joint. Pape nous a poussés, s'en repentira. Évêque de Meaux propose examiner toute la tradition pour pouvoir allonger tant que l'on voudrait. Comptait faire durer et finir quand on voudrait. Archevêque de Paris dit au roi que durerait trop. Ordre de conclure et décider sur l'autorité du Pape. M. Colbert pressait. Évêque de Tournay chargé de dresser les propositions. Mal et scholastiquement. Évêque de Meaux les dresse. Assemblées chez l'Archevêque de Paris où examinées. Disputes. On voulait y faire mention des appellations au concile. Évêque de Meaux résista : ont été nommément condamnées par des bulles de Pie II et Jules II : engagés à Rome à les condamner : ne reculent jamais : ne donner prise à condamner nos propositions.

« Affaire de Pamiers et Charonne : tort au fond. Mal, blâmer Évêque de Pamiers, louer Archevêque de Toulouse. Procès-verbal de Fromageot et Benjamin faux. Arrêts du Parlements insoutenables. »

Illas notas interpretatus est Emery in hunc modum :

« M. Fleury nous apprend donc que le chancelier Le Tellier et l'Archevêque de Reims son fils, de concert avec l'Évêque de Meaux, formèrent le projet d'une assemblée générale du clergé. La régale en était le sujet principal. C'est l'Archevêque de Reims, appuyé par son père, qui en parla au roi. L'Évêque de Meaux ne paraissait pas. Mais, pour donner plus de poids à cette assemblée, le roi voulut qu'il en fût du

nombre. Le chancelier Le Tellier et l'Archevêque de Reims, poussés apparemment, dit M. Fleury, par Faure [1], crurent nécessaire de traiter la question de l'autorité du Pape. On ne la jugera jamais qu'en temps de division, disait cet Archevêque. L'Évêque de Meaux répugnait à voir cette question traitée; il la croyait hors de saison, et il ramena à son sentiment l'Évêque de Tournay, qui pensait d'abord comme l'Archevêque de Reims. On augmentera, disait-il, la division qu'on veut éteindre : c'est beaucoup que le livre *de l'Exposition de la doctrine catholique* (où cette question est traitée) ait passé avec approbation. Les Cardinaux Duperron et de Richelieu avaient dit de même, mais sans approbation formelle : Laissons mûrir, gardons notre possession, ajoutait Bossuet. Il disait encore à l'Archevêque de Reims : Vous aurez la gloire d'avoir terminé l'affaire de la régale, mais cette gloire sera obscurcie par ces propositions odieuses.

« M. Colbert insistait pour qu'on traitât la question de l'autorité du Pape, et pressait le roi. L'Archevêque de Paris, le P. de La Chaise même, agissaient de leur côté dans le même sens. *Le Pape nous a poussés, disait-on, il s'en repentira.* Le roi *donna donc ordre* de traiter la question.

« L'Évêque de Meaux proposa qu'avant de la décider on examinerait toute la tradition. Son dessein était de pouvoir prolonger autant qu'on voudrait la discussion; mais l'Archevêque de Paris dit au roi que cela durerait trop longtemps. Il y eut donc *ordre du prince de conclure et de décider promptement* sur l'autorité du Pape. L'Évêque de Tournay, Choiseul-Praslin, fut chargé de dresser les propositions. Mais il l'exécuta mal et scholastiquement. Ce fut M. l'Évêque de Meaux qui les rédigea telles que nous les avons. On tint des assemblées chez M. l'Archevêque de Paris, où elles furent exami-

(1) Docteur de Sorbonne, doyen de l'église de Reims, très-connu par son opposition à ce qu'on appelle les opinions ultramontaines, commensal de l'archevêque de Reims, et qui avait un grand ascendant sur son esprit. (*Note de M. Emery.*)

nées ? On disputa beaucoup. On voulait y faire mention des appellations au concile. Mais l'Évêque de Meaux résista. Elles ont été, disait-il, nommément condamnées par des bulles de Pie II et de Jules II. Rome est engagée à les condamner. Il ne faut pas donner prise à condamner nos propositions » (*Nouveaux Opuscules de Fleury*, 2e édit., Paris, 1818, p. 212 et suiv.).

Documentum IV. — *Epistola gubernatoris Roulier, ad ministrum regium, quæ refert suum cum Archiepiscopo Aquensi colloquium, et ex qua constat deputatos conventus anni* 1682, *non libere, sed jubente et eos designante rege fuisse electos.* — Extat hoc magni momenti documentum in Bibliotheca imperiali Parisiensi, 178e *manuscrit Harlay, pièce* 26e. Priora verba, *lettre de M. Roulier*, ab ipsomet de Harlay exarata sunt. Transcribimus dumtaxat quæ conventum cleri gallicani anni 1682 respiciunt.

« Lettre de M. Roulier, intendant de Provence, sur la conférence qu'il a eue avec M. le Cardinal Grimaldi (*Archevêque d'Aix*) touchant ladite assemblée. — ... M. le Cardinal passant ensuite à ce qui regarde l'assemblée du mois d'octobre prochain, a dit *qu'il ne la croyait point légitime ;* qu'elle ne pouvait se faire sans l'autorité du Pape qui devait être appelé, d'autant plus qu'en le condamnant comme on fait, sans l'entendre, c'est pratiquer à son égard la même chose dont on prétend le reprendre ; que cette assemblée *ne passera jamais que pour un conciliabule*, auquel *les bons Prélats* de France se garderont bien d'assister ; apprenant d'ailleurs *qu'il y a des lettres de cachet qui ont marqué les députés qui doivent être choisis* dans les autres provinces ; ce qu'il a répété plusieurs fois pour connaître si je n'avais pas reçu quelque chose de semblable à son égard.

« En ce qui est de la procuration, M. le Cardinal a dit qu'il était étrange qu'on envoyât un modèle de cette qualité, et qu'on voulût *prescrire non-seulement quels seraient les députés de chaque province mais encore ce que diraient les*

députés; que c'était ôter la liberté de toute manière...; qu'à son égard... il ne pouvait en conscience... consentir à une procuration *qui condamne d'abord le Pape sans l'ouïr et décrie la conduite du Saint-Siége...* Mais il a principalement insisté sur la nécessité d'appeler le Pape, *sans l'autorité duquel on ne peut convoquer le concile national;* prétendant que cette assemblée, qui doit *le représenter*[1], est un mauvais détour que l'on a voulu prendre, dans la nécessité où l'on a bien vu qu'on était de recourir à l'autorité du Saint-Siége.

« Son Éminence, ne m'ayant rien répliqué, a repris *la désignation des députés comme une chose tout odieuse et qui marquait visiblement qu'on ne voulait que des gens d'un caractère complaisant.* Comme je n'ai pas jugé qu'il *fût encore temps de m'ouvrir sur les ordres que j'ai reçus à ce sujet, remettant à le faire lors de l'assemblée de la Province...* — Envoyé d'Aix le 12 août 1681. »

Documentum V. — *Manuscriptæ animadversiones, inter cartas ministri Colbert repertæ, quibus conventus anni* 1682, *inter alia, redarguitur, quod deputati nequaquam fuerint libere electi*[2].

« *Remarques sur la déclaration de l'assemblée du clergé touchant la puissance ecclésiastique, reçue et autorisée par l'édit du roi du mois de mars* 1682.

(1) Les ministres, dans la formule de procuration imposée par eux, avaient désigné l'assemblée sous le nom d'*Assemblée générale extraordinaire du clergé, représentant le concile national,* comme on voit dans les *procès-verbaux du clergé*, t. V, page 203 des *Pièces justificatives*. A Rouen, on modifia un passage de cette formule. Le modèle envoyé par le roi portait que les députés avaient « charge et mandement exprès d'employer toutes les voies convenables pour réparer les contraventions *qui ont été commises* par la cour de Rome aux décrets du concordat. » L'assemblée de la province ecclésiastique de Rouen mit : « les contraventions *qu'ils trouveront avoir été commises.* » (La pièce se trouve à la bibliothèque impériale, *Mélanges Colbert*, tome VII.)

(2) Hujusce scripti anonymi auctor mihi videtur fuisse Fleury. Nam si conferas cum opere *Nouveaux Opuscules de Fleury* (edito a domino Emery) easdem reperies sententias, eumdem dicendi modum. Sed quisquis auctor fuerit, id certum, ex ipso tenore, scriptas fuisse illas adnotationes, nondum soluto conventu anni 1682. Habetur autem istud documentum in bibliotheca imperiali Parisiensi, *Mélanges Colbert*, 111, ubi textum quatuor articulorum immediate sequitur.

« Il paraît que le prétexte que les prélats de l'assemblée ont pris de faire cette déclaration a été de défendre les libertés de l'Église gallicane. C'est pour cela qu'ils la commencent : *Ecclesiæ Gallicanæ decreta et libertates a majoribus nostris tanto studio propugnatas*, etc., et c'est sur cela qu'on a cru devoir faire les déclarations suivantes.

« Ce qu'on appelle libertés de l'Église gallicane consiste principalement dans l'observation du droit commun, fondé sur l'ancienne discipline et sur les canons des premiers conciles, selon l'idée même qu'en donnent les auteurs français qui ont traité de cette matière. Le zèle que l'assemblée témoigne ici pour ces libertés devrait surtout paraître à maintenir les provinces non sujettes à la régale dans leurs libertés naturelles et canoniques, et à s'opposer à l'usurpation des officiers royaux qui ont entrepris de les en dépouiller au préjudice d'un concile général, reçu et autorisé dans le royaume depuis plus de quatre siècles.

« Il fallait encore témoigner ce zèle en prenant la défense de l'Église de Pamiers, qui est depuis si longtemps dans une extrême oppression par l'emprisonnement et la dispersion des grands vicaires et de tous les chanoines du chapitre, par l'entreprise schismatique de Mgr l'archevêque de Toulouse, qui s'est attribué, contre tout droit, l'administration de cette Église, durant la vacance du siége, et par l'infâme arrêt du Parlement de Toulouse qui a condamé à mort le P. Cerles, l'un des grands vicaires du chapitre, et l'a fait exécuter publiquement par effigie à la confusion du clergé et de toute l'Église.

« Il fallait témoigner ce même zèle en faisant des remontrances au roi sur le sujet de tant d'ecclésiastiques et de religieux de mérite et de vertu, prisonniers ou bannis depuis plusieurs années, et de tant d'autres que l'on continue encore tous les jours d'emprisonner ou de bannir, sans aucune forme de justice, sur des prétextes faux et calomnieux, qui ne peuvent servir qu'à opprimer tous les gens de bien.

Les entreprises de la puissance séculière sur les droits et les libertés de l'Église dans l'affaire de l'ordre des chevaliers de Saint-Lazare, dans celle des Urbanistes, dans celle de Charonne et dans plusieurs autres qui sont notoires et publiques, étaient encore des sujets dignes du zèle que l'assemblée témoigne pour la conservation des libertés de l'Église gallicane.

L'abolition des conciles provinciaux, qui est un des plus grands maux de l'Église... les entreprises continuelles des parlements et des magistrats sur l'Église sous prétexte des appels comme d'abus... étaient encore un objet digne de l'application que l'assemblée témoigne avoir à servir les droits et les libertés de l'Église gallicane.

Cependant l'assemblée n'a rien fait *jusques ici*[1] sur tout cela. Ceux qui la composent sont demeurés dans un profond et respectueux silence à l'égard de toutes ces choses. Ils se sont seulement expliqués sur le point de la régale qui est en effet le plus pressant, et pour lequel proprement ils ont été assemblés par l'ordre du roi, *mandato regio*, comme ils disent eux-mêmes. Ils avaient témoigné d'abord qu'ils ne prétendaient point le décider, mais seulement faire l'office de médiateurs entre le roi et le Pape. Mais comment se sont-ils acquittés de cet office de médiation? Après avoir supplié le roi de se départir, dans l'usage du droit de régale, de deux points qui n'étaient qu'une pure nouveauté et une usurpation des officiers royaux et dont la cession même n'empêche que Sa Majesté ne retienne presque tout ce qu'il y a de réel et de solide dans l'un et l'autre, ils ont consenti par un acte exprès à l'extension de la régale sur toutes les Églises du royaume, et de cette sorte ils ont consommé, autant qu'il est en eux, cette importante affaire, sans le consentement et la participation du Pape, quoique ce soit certainement une des causes majeures dont il est parlé dans le droit, qui ne peu-

(1) Ces mots prouvent qu'elle n'était pas encore dissoute.

vent être terminées sans l'autorité du Saint-Siége, que Sa Sainteté en ait été saisie par des appellations juridiques, et qu'elle y ait pris beaucoup de part par les brefs apostoliques... Il est clair que le Pape, dans ses brefs, n'a fait que défendre les droits même et la liberté des Églises de France, en prescrivant l'exécution d'un décret d'un concile général... Que font donc les Prélats de l'assemblée en une occasion si juste et si favorable?... Il y a même une circonstance qui rend encore leur conduite plus malhonnête et plus injurieuse au Pape ; c'est qu'ayant écrit à Sa Sainteté touchant le consentement qu'ils ont donné à l'extension de la régale... ils n'ont pas attendu sa réponse pour faire cette nouvelle démarche et pour donner au roi cette *déclaration* qu'ils ont bien jugée devoir extrêmement déplaire à Rome...

« *Nos Archiepiscopi et Episcopi, Parisiis mandato regio congregati, Ecclesiam Gallicanam repræsentantes.* — Ceux qui savent comment les députations pour cette assemblée se sont faites dans les provinces, *qu'il y a eu plusieurs Évêques qu'on n'y a pas convoqués, que beaucoup d'autres n'ont pas daigné venir ni y envoyer, qu'on n'y a eu aucune liberté pour le choix des députés et pour les clauses et les conditions de leurs procurations*, comme le P. Cerles, grand vicaire de Pamiers, l'a fait connaître au public par son acte de protestation affiché dans Paris, ceux, dis-je, qui feront réflexion à toutes ces choses auront assez de peine à se persuader que cette assemblée *représente toute l'Église gallicane, ce qui ne peut convenir qu'à un concile national légitimement convoqué et où les Évêques aient une entière liberté.* D'ailleurs, quand ces défauts ne se trouveraient pas dans la plupart, le clergé de chaque province ne leur a donné nul pouvoir de faire une telle déclaration au nom de toute l'Église gallicane, et de demander au roi un édit qui en ordonne la souscription à diverses personnes, et contient encore plusieurs autres clauses qui n'étaient pas dans celui des six propositions de Sorbonne, et qui peuvent beaucoup gêner les consciences...

« Tout le monde sait aussi comment les choses se passent dans l'assemblée ; que souvent, en proposant les matières, on les résout en même temps ; qu'on ne les met point d'ordinaire en délibération, les Évêques n'appuyant point en particulier et les députés du second ordre n'ayant presqu'aucune liberté d'en dire leur sentiment ; de sorte que les résolutions qui y sont prises, loin de pouvoir être attribuées à toute l'Église gallicane, ne doivent pas même passer pour le sentiment de toute l'assemblée. »

DOCUMENTUM VI. — *Excerptum ex opere* Mémoires de Cosnac, Archevêque d'Aix, *ex quo palam fit deputatos ad conventum anni* 1682, *non libere, sed jussu regis electos fuisse.* — « Je reçus une lettre de M. l'archevêque de Paris, François de Harlay, avec lequel je n'avais aucune habitude, par laquelle il me témoignait que Sa Majesté serait bien aise que je fusse un des deux députés de ma province[1] pour assister à l'assemblée qui était convoquée à Paris touchant les différends sur la régale, qui était entre le Pape et Sa Majesté. Mon premier mouvement et sincèrement mon propre désir fut de m'en excuser... Mais après une seconde réflexion je me déterminai à ne donner à M. de Paris ni assurance ni exclusion... Ce qui m'ôtait l'envie de songer à cette députation, c'est que je connus bien qu'on ne venait à moi que par faute d'en trouver un autre. Il fallait députer deux du premier ordre. Notre province n'était composée que de quatre Évêques. M. de Vienne, comme j'ai déjà remarqué, n'était pas agréable. M. de Grenoble s'était expliqué en quelque manière pour être dans le sentiment du Pape. Il ne restait que M. de Viviers et moi. Il fallait donc en venir à nous deux... Ainsi j'étais, ce me semble, nécessaire... Cela est si vrai que j'ai su de M. de Paris que le roi fit quelque difficulté quand *on me nomma*[2] pour être député. Mais après avoir fait réflexion que c'était

(1) Erat tunc de Cosnac Valentinæ civitatis Episcopus. Postmodum ad sedem archiepiscopalem Aquensem translatus est.
(2) Ibi agitur de nominatione a regiis ministris facta.

uné nécesssité, et que M. de Paris se fût fait fort *de me rendre facile*, on continua de m'écrire qu'il fallait que je fusse député. Cette manière de députation ne me paraissait pas trop glorieuse » (*Mémoires de Daniel de Cosnac*, Archevêque d'Aix, Paris, Renouard, 1852, tomo II, p. 107).

Cum Ludovicus XIV isti Episcopo de Cosnac injunxisset *de suivre les sentiments de M. l'Archevêque de Paris*, respondit ille : *Sire, je ne perdrai jamais l'occasion de vous servir et de vous plaire* (ibid., pag. 110).

DOCUMENTUM VII. — *Epistolæ ministri de Seignelay, quibus constat in eligendis membris conventus cleri anni* 1682, *non relictam libertatem, sed jussu regio omnia peracta.* — Scripsit minister de Seignelay ad Rothomagensem Archiepiscopum duas sequentes epistolas :

« Fontainebleau, le 21 septembre 1681. — Le roi étant persuadé que l'Évèque de Lisieux peut convenir davantage dans la prochaine assemblée générale du Clergé qu'aucun autre des Évêques vos suffragants, Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire que vous lui ferez plaisir de faire en sorte qu'il soit nommé pour député. »

« Le 27 septembre. — Le roi ayant été informé de l'accident arrivé à M. l'Évèque de Lisieux, Sa Majesté a jeté les yeux sur M. l'Évêque d'Avranches pour remplir la place de député de votre province » (tome IV, p. 135 de la *Correspondance administrative de Louis XIV*, publiée par Depping, dans la *Collection de documents inédits*, Paris 1855).

Nec dicatur, ibi solummodo designari quos rex mallet eligi. In praxi enim ejusmodi designationes æquipollebant jussionibus; et, quo certius efficaces forent, eas comitabantur epistolæ regiæ quæ vocabantur *de cachet;* prout constat supra, documento IV. Cæterum jam eodem modo egerat rex quoad præcedentia Cleri comitia, prout testantur sequentes ejus litteræ ad procuratores Cleri (les agents du Clergé) provinciæ Senonensis directæ:

« A Saint-Germain-en-Laye, ce XIe mai 1675. — Nos amés

et féaux, sur ce que nous avons apris qu'il avait été pris quelque délibération dans la précédente assemblée de votre province, pour députer l'abbé de la Mivoye à l'assemblée générale du Clergé qui se doit tenir en ce lieu, nous vous faisons cette lettre pour vous dire que, pour causes importantes au bien de notre service, nous voulons que, nonobstant les engagements que vous auriez pu prendre sur le sujet dudit la Mivoye, vous ayez à faire choix d'un autre ecclésiastique du second ordre pour le députer en sa place. Si n'y faites faute, car tel est notre plaisir » (Opere citato *Correspondance de Louis XIV*, tomo IV, p. 116).

Tandem citati operis editor Depping plenissime compertum habuit, non relictam in eligendis membris comitiorum Cleri libertatem. De quo sic adnotavit : « Le roi s'inquiétait du choix des députés. Si un évêque, si un abbé lui déplaisait, il le faisait savoir en termes très-clairs, et il ordonnait de procéder à une nouvelle élection » (*Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, tome I, introduction, p. IV, publiée dans la *Collection de documents inédits*).

Documentum VIII. — *Excerptum ex opere* Mémoires de l'abbé Legendre, *testans declarationem quatuor articulorum ubique fere generali indignatione repulsam fuisse.* — « La déclaration du Clergé ne fut point d'abord applaudie; loin de là, plusieurs l'attribuèrent à la lâcheté, disant que c'était l'effet de l'obéissance servile des Évêques pour les volontés de la cour. Ce soulèvement, *qui était quasi général* contre les prélats de l'assemblée, produisit des écrits piquants, où M. de Harlay était le plus maltraité, parce qu'on le regardait comme le premier mobile et quasi comme l'unique auteur de tout ce qui s'y était fait. Les prélats qui en avaient été étaient les premiers à le dire, nommément M. le Tellier, archevêque de Reims, et M. Bossuet, évêque de Meaux. C'était par ressentiment de ce que M. de Harlay leur avait, disaient-ils, fait jouer, malgré eux et par jalousie, un rôle important dans l'assemblée.

« Bossuet avait été précepteur du Dauphin, et passait pour

être très-savant; et le Pape, soit croyant faire plaisir au roi, soit pour couronner la profonde capacité de M. Bossuet, était fort disposé à le faire Cardinal. M. de Reims, malgré une première tentative inutile, ne désespérait pas de l'être... Comme c'eût été un grand chagrin pour M. de Harlay de n'être point Cardinal et que ces prélats l'eussent été, on disait que, malicieusement, il avait suggéré au roi que, pour donner un plus grand poids aux résolutions qu'on devait prendre dans l'assemblée, on y avait besoin de deux hommes aussi savants et aussi accrédités que M. de Reims et M. de Meaux; et que ce fut dans cette vue qu'à l'ouverture de l'assemblée, M. de Harlay, qui en était le président, donna à ces deux prélats, sous prétexte de leur faire honneur, à M. de Reims la discussion de la régale, et à M. Bossuet le soin de dresser les quatre articles contre le Pape, afin que par là ils se rendissent si odieux à la cour de Rome qu'elle ne pensât jamais à eux » (*Mémoires de l'abbé Legendre*, Paris, 1863, p. 46).

« Certes, il était temps de le conclure (l'accommodement qui eut lieu par la rétractation des Évêques nommés qui avaient assisté à l'assemblée de 1682), tant on semblait, en France, disposé *à se passer du Pape, soit en créant un patriarche*, soit plutôt en établissant le louable et ancien usage suivant lequel, sans prendre de bulles, l'Évêque élu par le chapitre était incontinent sacré ou par le métropolitain ou par l'ancien des suffragants. De ces expédients il pouvait naître de grands troubles, si le Pape de son côté en venait aux extrémités; ce fut grande sagesse de se relâcher de part et d'autre » (*Mémoires de l'abbé Legendre*, p. 157).

Non suspectus hac in re Legendre, cum fuerit secretarius, imo potius mancipium Parisiensis archiepiscopi de Harlay, qui et ipse, teste Bossuet[1], vilissimum agebat ministrorum regiorum mancipium.

Documentum IX. — *Scriptum procuratoris generalis de Harlay*,

(1) Vide infra, documento XI.

testans ipsosmet prælatos qui quatuor articulis subscripserant, contrarium libenter dicturos, si hoc ipsis per regem licuisset. — Die 2 junii 1682, scripsit dictus de Harlay ad ministrum Colbert verba hæc :

« De trouver si étrange que la Faculté se plaigne de la forme de l'édit du roi, ...lorsqu'une assemblée du Clergé *dont la plupart changeraient demain, et de bon cœur, si l'on leur permettait*, cela n'est pas tout à fait sans prétexte. » Scriptum istud, quod jam supra, cap. VIII, § 7, n. 3, citavimus, manu ipsius de Harlay ex integro exaratum, extat in Bibliotheca imperiali, *Ms. Harlay* 367, pièce 145ᵉ. Notetur id dictum esse adhuc perdurante conventu anni 1682. Item notetur id dictum de *plerisque* membris hujusce conventus, *la plupart*.

Documentum X. — *Manuscriptum* Histoire du séminaire d'Angers, *testans multos Episcopos conventus anni* 1682 *vehementer pœnituisse, quod quatuor articulis subscripsissent.* — Jam supra (capite VIII, § 7, n. 5) documentum istud transcripsimus. Notentur præcipue verba hæc : « *Beaucoup* d'Évêques, après avoir fait cette belle affaire (declarationem quatuor articulorum) lui en avaient paru au désespoir, et lui avaient dit : « Mon-« sieur, tirez-nous de là par ce que vous ferez en Sorbonne. »

Documentum XI. — *Excerptum ex opere* Mémoires de Ledieu, *ubi refertur Bossuetii testimonium de veris auctoribus declarationis quatuor articulorum, et de servilismo Archiepiscopi Parisiensis de Harlay.* — « Il (*Bossuet*) partit de Meaux le mardi 19 janvier 1700. Dans le voyage, on parla de l'assemblée de 1682. Je lui demandai qui avait inspiré le dessein des propositions du Clergé sur la puissance de l'Église. Il me dit que M. Colbert, alors ministre et secrétaire d'État, *en était véritablement l'auteur*, et que lui seul y avait déterminé le roi. Il disait que la division que l'on avait avec Rome sur la régale était la vraie occasion de renouveler la doctrine de France sur l'usage de la puissance des Papes. Que dans un temps de paix et de concorde, le désir de conserver la bonne intelligence, et la crainte de paraître être le premier à rompre l'union, empêcheraient

une telle décision. Il attira le roi à son avis par cette raison, contre M. le Tellier même, aussi ministre secrétaire d'État, qui (et M. de Reims avec lui) avaient eu les premiers cette pensée, mais qui aussi l'avaient rejetée depuis par la crainte des suites et des difficultés. Au reste, feu M. de Paris (de Harlay) ne faisait en tout cela que flatter la cour, écouter les ministres et suivre à l'aveugle leurs volontés *comme un valet* » (*Mémoires et Journal de l'abbé Ledieu*, secrétaire de Bossuet, publiés par Guettée, Paris, 1856, tome II, p. 8).

DOCUMENTUM XII. — *Epistola ministri Le Tellier, testans anno* 1680 *a rege et ministris deliberatum fuisse de facienda ad futurum concilium appellatione.* — « A Fontainebleau, le 23 mai 1680. — J'ai dit au roi que vous m'aviez envoyé *un projet d'acte d'appel au futur concile* des menaces du Pape au sujet de l'exercice de la régale. Mais Sa Majesté a remis à le voir lorsqu'on examinera ce que vous et MM. vos collègues ferez savoir au roi ensuite de l'ordre que vous en avez dû recevoir de Sa Majesté par M. Colbert de Croissy ». (*Correspondance administrative sous Louis XIV*, tome IV, page 123, publiée par Depping, Paris 1855, dans la *Collection de documents inédits*).

DOCUMENTUM XIII. — *Epistola ministri cancellarii Le Tellier ad primum præsidem Parlamenti Tolosani, jubens ut Parlamentum in Vicarium capitularem Apamiensem Cerles decernat pœnam quam maximam : la plus grande et plus sévère peine qu'il se pourra.* — Vacante episcopali sede Apamiensi, in vicarium generalem canonice a capitulo electus fuerat Cerles, ejusdem capituli canonicus, simulque religiosus, prout cæteri capituli Apamiensis canonici, qui religiosam vitam, cum votis perpetuis, amplexi fuerant. Is porro agnoscere recusavit jus regaliæ in Apamiensem diœcesim, quæ numquam huic juri subjecta fuerat. Egit nempe tunc Pater Cerles prout sub peccato gravi agere tenebatur. Hæc causa processus a Parlamento Tolosano in ipsum intentati. Tolosanorum autem magistratuum zelum sic acuebat supremus justitiæ custos Le Tellier :

« Le chancelier Le Tellier au premier président du Parle-

ment de Toulouse. — Monsieur... *Il faut* qu'on instruise incessamment les défauts qu'on poursuit contre ledit religieux (le P. Cerles); *que*, lorsque l'instruction sera parachevée, on le condamne *à la plus grande et plus sévère peine qu'il se pourra*, et qu'on ordonne que ses écrits seront brûlés par la main du bourreau, tant à Toulouse qu'à Pamiers et dans les autres lieux où il les aura affichés... A Saint-Germain, ce 17e mars 1681 » (à la Bibliothèque impériale, *Manuscrits français* 5267, *Recueil de lettres écrites depuis le 1er janvier* 1678, *concernant la justice, par Mgr Michel Le Tellier, chancelier de France*).

Facile, pro sua perspicacia, intellexerunt Tolosani magistratus, pœnam illam *la plus grande et plus sévère qu'il se pourra*, quam decerni jubebat minister regius Le Tellier, esse pœnam mortis, et dociles eam decreverunt! Cum autem delitesceret Pater Cerles, nec apprehendi potuisset, facta est executio in effigie dumtaxat; bis tamen, id est, Tolosæ et in civitate Apamiensi. In cæteros autem illius diœcesis canonicos et presbyteros qui similiter prævaricari renuerant, decreta exilia et carceres. E quibus haud pauci squalore, inedia et aliis sævitiis gloriosam pro causa Ecclesiæ mortem oppetiere. Id apprime notum singulis conventus cleri Gallicani anni 1682 membris. At nedum protestationis, ne supplicationis quidem syllabam ullus emisit; spero ego fore ut viro sanctissimo et fortissimo Patri Cerles serius ocius in civitate Apamiensi statua erigatur.

Documentum XIV. — *Excerptum ex opere* Mémoires de Coulanges, *referens Alexandri Papæ VIII verba, de abjecto Episcoporum Galliæ erga Ludovicum XIV servilismo.* — « Le Pape (Alexandre VIII) dit au Cardinal (de Bouillon) qu'il comptait pour tout, ce qui viendrait du roi, et pour fort peu de chose, ce que feraient les évêques nommés. Qu'il connaissait assez bien le système de la France, et à quel point l'autorité du roi y était parvenue, pour savoir que les Évêques n'y auraient d'autres sentiments et d'*autre religion que celle du roi. Que si le roi voulait que les Évêques de France fissent schisme avec le*

Saint-Siége, ils ne tarderaient guère à lui obéir ; que si, au contraire, l'intention du roi était qu'ils déclarassent le Pape infaillible dans le droit et dans le fait, ces Évêques donneraient sur cela telle déclaration qu'il leur demanderait. Que c'était là l'idée qu'il avait de l'Église de France; et qu'ainsi il ne se souciait point d'avoir aucune déclaration du clergé, et n'attachait point d'importance à ce que contiendraient les lettres particulières des Évêques nommés par le roi aux évêchés vacants depuis 1682 » (*Mémoires de Coulanges*, publiés par M. de Montmerqué. Paris, Blaise, 1820, p. 143 et 144).

De isto Coulanges sic occurrit in diario *l'Ami de la religion* (tomo XXIX, p. 203, 29 septembre 1821) : « Coulanges nous fournit dans ses *Mémoires* des documents sur ce qui se passa pendant son séjour à Rome. Ami du duc de Chaulnes, demeurant avec lui, lié avec le Cardinal de Bouillon, il a pu être instruit de beaucoup de particularités secrètes; et la relation qu'il avait dressée et qui ne vient que d'être rendue publique, paraît exacte et soignée... Coulanges raconte une conversation qu'Alexandre VIII, peu de jours après son exaltation, eut avec le Cardinal de Bouillon sur l'affaire des bulles. »

De eodem servili Gallicanorum Antistitum in regem obsequio, sic Cardinalis de Aguirra :

« Quæ omnia (id est prætextu regaliæ attentata) dum video nuperrime Parisiis edita, vix oculis meis credo. Cum autem credere compellar, miror illustrissimos Galliarum præsules, dum se regem suum Ludovicum XIV tam ardenter amare, *seu potius adorare profitentur*, ea officia ipsi præstare, quæ serio considerata, non nisi vatiniani odii argumenta sunt. Quid enim perniciosius æternæ saluti Regis sui quam... » (de Aguirre, *Defensio cathedræ S. Petri*, disput. XI, n. 147).

Documentum XV. — *Excerptum e scripto* Journal d'Olivier d'Ormusson, *referens tentamen ministri Colbert restringendi religiosorum vota, necnon alia infensissimi in Sedem Romanam*

animi signa. — « J'ai vu le projet d'édit dressé par M. Talon... L'on dit que le Nonce a parlé au roi, et que toutes les maisons religieuses sont fort alarmées. Janvier 1667. Le dimanche 30 janvier, je fus le matin voir mon fils l'abbé, et après aux Jésuites, où le P. Cossart me dit que le Nonce était fort emporté sur la déclaration des vœux; qu'il était résolu de dire au roi : Que, si comme prince chrétien il ne voulait pas déférer aux conciles et à l'Église, au moins il suivît les règles de l'Angleterre où le roi, qui se prétendait chef de l'Église, consultait néanmoins les Évêques sur les affaires spirituelles, les Hollandais leurs ministres, le Turc le moufti, et qu'au moins le roi devait considérer le Pape comme le moufti; que l'on soutenait en France que le concile était au-dessus du Pape, mais qu'il fallait ajouter *le roi au-dessus du concile;* que l'on aurait le schisme; car assurément le Pape le ferait, et lui se retirerait, qu'il l'avait dit à M. l'Archevêque, qui devait en parler au roi » (*Journal d'Olivier d'Ormusson*, *Collection des documents inédits*, t. II, p. 490 et 498).

Coactus est Colbert ab eo consilio desistere. Sed patefaciunt citata verba, quousque tunc temporis Cæsaropapia progredi ausa sit.

Documentum XVI. — *Excerpta e nonnullis Innocentii Papæ XI Brevibus.* — Ad Episcopum Apamiensem 4 januarii 1679 : « Quod ad nos attinet, regem christianissimum per litteras diligentissime scriptas rogavimus, ut non solum Apamiensis Ecclesiæ indemnitati consultum velit, sed etiam omnium aliarum Ecclesiarum; quæ, cum juri, quod vocant, *regaliæ*, obnoxiæ nunquam fuerint, recentibus tamen regii senatus decretis, contra omnes humani divinique juris regulas ac veterem inconcussamque observantiam ejusmodi onus subire coactæ sunt » (vide documentum integrum in opere *Collection des procès-verbaux des assemblées*, édition de Paris, 1772, t. V, *Pièces justificatives*, p. 188).

Ad Tolosanum Archiepiscopum, 18 januarii 1679 : « Delatæ nuper sunt ad nos querelæ monialium ordinis sanctæ Claræ

rbanistarum in Tolosana civitate, graviter dolentium... Per hos enim dies ad illud monasterium venisse monialem quamdam magno comitatu, militum etiam cohorte stipatam, ut abbatissatus perpetui possessionem invaderet, prætextu regiæ nominationis, nullo jure aut consuetudine, nullo apostolico indulto subnixæ. Se quidem ad inusitatæ rei spectaculum primo attonitas, mox collectis animis et implorata cœlesti ope, quacumque ratione licuit restitisse, ne immunitati Ecclesiæ et instituto ordinis sui, apostolica authoritate firmato, tam inaudita ac tam perniciosi exempli injuria inferretur : sed superante vi militum cedere tandem coactas effractisque foribus ac pariete ipso, liberum multis secularibus aditum patuisse; cum quibus ingressos quoque milites violenter ibi et sacrilege multa patrasse, magna cum totius civitatis indignatione et scandalo; fraternitate autem tua, quæ par omnino erat ut venientibus lupis pastorale pectus opponeret, non solum non repugnante, sed ultro cos quodammodo invitante, et monasterium, edito decreto, per vim recludi jubente. Inhorruit ad tam indignæ rei nuntium animus noster, adeoque monstri similis visa est, ut quamvis aliunde quoque eadem afferrentur, vix tamen persuadere nobis potuimus Archiepiscopum Tolosanum, inspectantibus religiosissimis Galliæ Episcopis et Gallia universa, eo progressum fuisse, ut dignitatis ac muneris sui oblitus, nullo horribilium censurarum et cœlestis iræ metu, nulla famæ reverentia, tanto facinori, non solum non resisteret, sed etiam suffragaretur, nisi memoria teneremur quid duobus abhinc annis in negotio regaliæ, ut nuncupant, ubi de Apamiensi Ecclesia, Tolosanæ suffraganea agebatur, decernere ausus fueris contra manifestam causæ justitiam, contra omnes divini humanique juris regulas .. Nisi quam primum emendatis quæ admissa sunt, misericordiarum Patris clementiam demereri studueris..., cogemur de opportunis remediis serio cogitare. »

Ad Apamiensem Episcopum 7 julii 1680 : « Magnum pro-

fecto... dolori nostro solatium capimus... quod difficillimo tempore suscitaverit sibi in isto regno sacerdotem fidelem, qui in communi animorum consternatione et silentio, quasi tubam exaltet vocem suam... Statueramus efficax remedium adhibere his quæ Archiepiscopus Tolosanus contra Lugdunensis concilii sanctionem et contra Apamiensis Ecclesiæ vel potius provinciæ Tolosanæ jura libertatemque huc usque attentare ausus fuit. Sed... duximus eidem remedio supersedere, dum Cardinalis (*il s'agit du Cardinal d'Estrées, que le roi avait envoyé à Rome*) adveniat » *Collection des procès-verbaux des assemblées*, tome V, *Pièces justificatives*, pag. 189).

Ad Archiepiscopum Tolosanum, 2 octobris 1680 : « Venerabilis frater, non possumus non vehementer mirari quod ad aures nostras pervenit; videlicet, fraternitatem tuam veritam non esse passim absolvere eos quos, novo et injusto regaliæ titulo, in Apamiensis diœcesis beneficia intrusos, bonæ memoriæ Franciscus Episcopus declaravit adstrictos censuris a generali concilio Lugdunensi inflictis : cum præsertim non desint qui parochiales quoque Ecclesias, rem antea inauditam, eo prætextu occupaverint... Præterea ignorare non potes Episcopum ipsum Apamiensem a tuis sententiis ad nos et ad hanc sanctam sedem appellasse, nosque appellationem hujusmodi admisisse. Cujus rei vel umbra ipsa, si debitam eidem sedi reverentiam in consilio habere voluisses, revocare te atque retrahere ab incœpto debuisset. Hæc scribenda ad fraternitatem tuam duximus, ut et ea quæ perperam egisti corrigas, et a similibus in posterum agendis abstineas; atque interim conscientiæ tuæ consulas. Datum Romæ, die secunda octobris 1680 » (*Collection des procès-verbaux des assemblées*, t. V, *Pièces justificatives*, p. 190).

Ad capitulum Apamiense, sede Apamiensi vacante : « Præter omnem expectationem nostram accepimus ex vestris litteris quæ nuper istic acciderunt de dilecto filio Michaele Daubarede Archidiacono, (et vicario generali per vos, verum et

legitimum ejusdem Ecclesiæ capitulum constituentes, canonice electo) exulare jusso; deque admissis ad celebrationem divinorum officiorum iis, quos tanquam in beneficiorum possessionem temere ac violenter intrusos bonæ memoriæ Franciscus Episcopus vester innodatos censuris a generali concilio Lugdunensi inflictis promulgaverat. Vestræ tamen pietatis ac fidei erit manere in statione, et locum in quo positi estis constanter tenere, sicut facitis; neque alios vicarios generales, sede vacante, agnoscere, quam præfatum Michaelem Daubarede, et alios a vobis electos vel eligendos ; quos etiam, quatenus opus sit, auctoritate apostolica confirmamus et respective confirmabimus : mandantes clero tam sæculari quam regulari et universo populo Apamiensi, ut neminem alium quam quos diximus vicarium capitularem agnoscant, aut illi actum ullum obedientiæ præstent » (*Collection des procès-verbaux des assemblées*, t. V, *Pièces justificatives*, p. 191).

Ad Patrem Cerles, electum in vicarium capitularem Apamiensem. — Breve istud, diei 1 januarii 1681, reperies loco citato operis *Collection des procès-verbaux*. Ibi Pontifex excommunicatos ipso facto declarat qui tanquam legitimos vicarios capitulares agnoscere renuerent Patrem Daubarede (tunc exulantem) et Patrem Cerles, qui canonice electus fuerat a capitulo, et qui diœcesim regebat. Archiepiscopus vero Tolosanus, ut regiis ministris obsequeretur, contra jus omne alium presbyterum in vicarium capitularem Apamiensem deputaverat, et hunc intrusum pro posse juvabat.

Die vero 31 martii 1681 Parlamentum Parisiense decrevit *suppressionem* brevis diei 1 januarii 1681 ad Patrem Cerles, quod breve nomine *libelle* designare non erubuit. Hoc Parlamenti decretum, quod reperies loco citato operis *Collection des procès-verbaux*, non omittat lector, si velit compertum habere quam atrocia in Apamiensi diœcesi, auctoritate regia, patrata sint.

Documentum XVII. — *Analysis epistolæ conventus cleri Galli-*

cani, diei 3 *februarii* 1682. — Sic exordiuntur hujus conventus Episcopi : « Quam consecrandi fecimus apostolicæ Sedi canonicæ obedientiæ professionem, ea nos impellit, ut quæ Parisiis jussu regio congregati gessimus, ad Apostolatum vestrum referamus, gravesque metus nostros paternum in sinum effundamus. » Postea fuse exponunt quam utilis sit concordia, et advertunt ad eam obtinendam quandoque expedire ut canonum disciplina relaxetur, in iis quæ nec fidem nec mores lædunt; eamque fuisse Ecclesiæ praxim. Tum fatentur, in causa regaliæ, se appellasse ad tribunal sæculare. En eorum verba : « Quantum intelligimus, rem totam expediri haud difficile fuerit, cum id unum inquirendum restet, justane causa fuerit, cur, post Ecclesiarum quarumdam libertatem totis sexaginta annis strenue propugnatam, *victi in eo tribunali, quod ipsi antiquo more regni appellavimus*, acquiescere potius, quam omnia commovere, regiam potestatem cum Pontificali committere, nova denique bella ciere vellemus. » Multa congerunt in laudem regis, et inferunt, pro bono pacis, ei concedendum esse jus regaliæ in eas Ecclesias quæ numquam huic juri obnoxiæ fuere. Tandem, pro certo supponentes sibi competere hujusce concessionis faciendæ potestatem, audacter summo Pontifici renuntiant, illam revera concessionem *a se* factam fuisse. « Nos quidem, aiunt, Beatissime Pater, ut gratias agimus quas possumus maximas, quod jura quarumdam ecclesiarum, quæ nobis omnibus communia facit fraternitas, sarta tectaque esse vultis, *ita nostra causa* concuti orbem pacemque christianam conturbari *nolumus*. Quare *eo quoque, quidquid inerat, jure decessimus; id in regem optimum atque beneficentissimum ultro contulimus.* » (Videantur integræ litteræ in Opere *Collection des procès-verbaux des assemblées*, autorisée par les assemblées de 1762 et 1765, édit. Paris 1772, tome V, *Pièces justificatives*, pagina 227.)

Lugendæ huic epistolæ respondit Innocentius XI sequenti Brevi.

Documentum XVIII. — *Breve* Paternæ charitati, *die* xi *apri-*

lis 1682, *ad conventum cleri Gallicani ab Innocentio Papa XI directum.* — « Venerabilibus fratribus Archiepiscopis et Episcopis, etc... Paternæ charitati, qua charissimum in Christo filium nostrum Ludovicum regem christianissimum, et Ecclesias vestras, vos ipsos, et universum istud regnum amplectimur, permolestum accidit ac plane acerbum cognoscere ex vestris litteris, die tertia februarii ad nos datis, Episcopos clerumque Galliæ, qui corona olim et gaudium erant Apostolicæ Sedis, ita se erga illam in præsens gerere, ut cogamur multis cum lacrymis usupare propheticum illud : *Filii matris meæ pugnaverunt adversum me.* Quamquam adversum vos ipsos pugnatis, dum nobis in ea causa resistitis, in qua vestrarum Ecclesiarum salus ac libertas agitur, et in qua nos pro viribus et dignitate episcopali in isto regno tuenda, ab aliquibus ordinis vestri piis ac fortibus viris appellati absque mora surreximus, et jam pridem in gradu stamus, nullas privatas nostras rationes secuti, sed debitæ Ecclesiis omnibus sollicitudini et intimo amori erga vos nostro satisfacturi.

« Nihil sane lætum et vestris omnibus dignum eas litteras continere in ipso earum limine intelleximus : nam præter ea quæ de norma in comitiis convocandis peragendisque servata afferebantur, animadvertimus eas ordiri a *metu vestro,* quo suasore numquam sacerdotes Dei esse solent in ardua et excelsa pro religione et ecclesiastica libertate vel aggrediendo fortes, vel perficiendo constantes. Quem quidem metum falso judicavistis posse vos in sinum nostrum effundere. In sinu enim nostro hospitari perpetuo debet charitas Christi, quæ foras mittit et longe arcet a se timorem. Qua charitate erga vos regnumque Galliæ paternum cor nostrum flagrare, multis jam ac magnis experimentis cognosci potuit, quæ hic referre non est necesse. Si quid est autem in quo bene merita de vobis sit charitas nostra, id esse imprimis putamus hoc ipsum regaliæ negotium; ex quo, si serio res perpendantur, omnis ordinis vestri dignitas atque authoritas pendet. *Timuistis* ergo *ubi non erat timor.* Id unum timendum vobis erat, ne apud

Deum hominesque redargui rite possetis, loco atque honori vestro et pastoralis officii debito defuisse. Memoria vobis repetenda erant quæ antiqui illi sanctissimi præsules, quos quamplurimi postea qualibet ætate sunt imitati, episcopalis, constantiæ ac fortitudinis exempla in hujusmodi casibus ad vestram eruditionem ediderunt. Intuendæ imagines prædecessorum vestrorum, non solum qui patrum, sed qui nostra quoque memoria floruerunt; et qui Ivonis Carnotensis dicta laudatis, debuistis etiam facta, cum res posceret, imitari. Nostis quantum is fecerit passusque sit in turbulenta illa et periculosa contentione inter Urbanum Pontificem et Philippum regem; muneris sui esse arbitratus contra regiam indignationem stare, bonis spoliari, carceres et exilia perferre, deserentibus aliis causam meliorem. Officii vestri erat Sedis Apostolicæ authoritati vos adjungere, et pastorali pectore, humilitate sacerdotali, causam Ecclesiarum vestrarum apud regem agere, ejus conscientiam de tota re instruendo, etiam cum periculo regium in vos animum irritandi, ut possetis in posterum sine rubore in quotidiana psalmodia Deum alloquentes Davidica verba proferre : *Loquebar de testimoniis tuis in conspectu regum, et non confundebar*. Quanto magis id vobis faciendum fuit, tam perspecta et explorata optimi Principis justitia et pietate, quem singulari pietate Episcopos audire, Ecclesiis favere, et episcopalem potestatem intemeratam velle, vos ipsi scribitis, et nos magna cum voluptate legimus in vestris litteris. Non dubitamus, si stetissetis coram rege pro causæ tam justæ defensione, neque defutura vobis verba quæ loqueremini, neque regi cor docile quo vestris annueret postulatis. Nunc cum muneris vestri et regiæ æquitatis quodammodo obliti in tanti momenti negotio silentium tenueritis, non videmus quo probabili fundamento significetis, vos ad ita agendum adductos, quod in controversia victi sitis, quod causa cecidistis. Quomodo cecidit, qui non stetit? Ecquis vestrum tam gravem, tam justam causam, tam sacrosanctam curavit apud regem? Cum tamen prædecessores vestri in si-

mili periculo constitutam, non semel apud superiores Galliæ reges, imo apud hunc ipsum libera voce defenderint, victoresque a regio conspectu decesserint, relatis etiam ab æquissimo rege præmiis pastoralis officii strenue impleti? Ecquis vestrum in arenam descendit, ut opponeret murum pro domo Israel? Quis ausus est invidiæ se offerre? Quis vel vocem unam emisit memorem pristinæ libertatis? Clamaverunt interim, sicuti scribitis, et quidem in mala causa pro regio jure clamaverunt regis administri, cum vos in optima pro Christi honore sileretis. Neque illa solidiora, quod reddituri nobis rationem, seu verius excusationem allaturi, rerum in hujusmodi comitiis per vos actarum, exaggeratis periculum ne sacerdotium et imperium inter se collidantur, et mala, quæ exinde in Ecclesiam et in rempublicam consequi possent : proinde existimasse vos ad officium vestrum pertinere aliquam inire rationem tollendi de medio gliscentis dissidii; nullam vero apparuisse commodiorem remedio a Patribus judicato, utili condescensione canones temperandi pro temporum necessitate, ubi neque fidei veritas, neque morum honestas periclitetur : deberi ab ordine vestro, deberi a Gallicana imo ab universali Ecclesia plurimum regi, tam præclare de catholica religione merito, et in dies magis mereri cupienti : propterea vos jure vestro decedentes illud in regem contulisse. Omittimus hic commemorare quæ significastis de appellato a vobis sæculari magistratu, a quo victi decesseritis; cupimus enim ejus facti memoriam aboleri, et volumus ea vos verba a litteris vestris expungere, ne in actis cleri Gallicani resideant ad dedecus vestri nominis sempiternum. Quæ de Innocentio III, Benedicto XII, Bonifacio VIII in vestram defensionem adducitis, non defuere qui doctis litteris ostenderint, quam frivola atque extranea sint causæ; et magis notum est, quam ut opus sit commemorare, quo zelo, qua constantia eximii illi Pontifices Ecclesiæ libertatem defenderint adversus sæculares potestates, tantum abest ut exempla eorum possint errori vestro suffragari. Cæterum ultro admittimus et lauda-

mus consilium relaxandi canonum disciplinam pro temporum necessitate, ubi fieri id possit sine fidei et morum dispendio. Imo addimus cum Augustino toleranda aliquando pro bono unitatis, quæ pro bono æquitatis odio habenda sunt, neque eradicanda zizania, ubi periculum sit, ne simul et triticum eradicetur. Id ita tamen accipi oportet, ut in aliquo tantum peculiari casu, et ad tempus, et ubi necessitas urget, licitum sit; sicuti factum est in Ecclesia cum Arianos et Donatistas Episcopos, ejurato errore, suis Ecclesiis restituit, ut populos qui secuti eos fuerant in officio continerent. Aliud est ubi disciplina Ecclesiæ per universi amplissimi regni ambitum sine temporis termino, et manifesto periculo ne exemplum latius manet, labefactatur, imo evertitur ipsius disciplinæ et hierarchiæ ecclesiasticæ fundamentum, sicuti evenire necesse est, si quæ a rege christianissimo in negotio regaliæ nuper acta sunt, conniventibus, imo etiam consentientibus vobis, contra notam jam vobis in eam rem mentem nostram, et contra ipsam jurisjurandi religionem (qua vos Deo, Romanæ vestrisque ecclesiis obligastis, cum episcopali charactere imbueremini) hæc executioni mandari, et malum invalescere diutius differendo permitteretur; ac non ea nos, pro tradita divinitus humilitati nostræ suprema in universam Ecclesiam potestate, solemni more prædecessorum nostrorum vestigiis inhærentes, improbaremus. Cum præsertim per abusum regaliæ non solum everti disciplinam Ecclesiæ res ipsa doceat, sed etiam fidei ipsius integritatem in discrimen vocari facile intelligamus ex ipsis regiorum decretorum verbis, quæ jus conferendi beneficia regi vindicant, non tanquam profluens ex aliqua Ecclesiæ concessione, sed tanquam ingenitum regiæ coronæ.

« Illam vero partem litterarum vestrarum non sine animi horrore legere potuimus, in qua dicitur, vos jure vestro decedentes illud in regem contulisse; quasi Ecclesiarum quæ curæ vestræ creditæ sunt, essetis arbitri, non custodes; et quasi Ecclesiæ ipsæ et spiritualia earum jura possent sub potestatis sæcularis jugum mitti ab Episcopis, qui se pro earum liber-

tate in servitutem dare deberent. Vos sane ipsi hanc veritatem agnoscitis et confessi estis, dum alibi pronuntiastis, jus regaliæ servitutem quamdam esse, quæ in eis præsertim quæ spectant beneficiorum collationem imponi non potest, nisi Ecclesia concedente, vel saltem consentiente. Quo jure vos ergo jus illud in regem contulistis? Cumque sacri canones distrahi vetent jura Ecclesiarum, quomodo vos distrahere in animum induxistis, quasi eorumdem canonum authoritati derogare liceat vobis? Revocate in memoriam quæ inclytus ille Clarevallensis Abbas, non Gallicanæ modo sed universalis Ecclesiæ lumen a vobis jure merito nuncupatus, Eugenium Pontificem officii sui admonens reliquit scripta præclare : meminisset se esse cui claves traditæ, cui oves creditæ sunt; esse quidem et alios cœli janitores, et gregum pastores, sed cum habeant illi assignatos greges singuli singulos, ipsi universos creditos; unicum, nec modo ovium, sed et pastorum Eugenium esse pastorem; ideoque juxta canonum statuta alios Episcopos vocatos fuisse in partem sollicitudinis, ipsum in plenitudinem potestatis. Ex quibus verbis quantum vos admoneri par est de obsequio et obedientia quam habetis huic sanctæ Sedi (cui nos Deo authore quamquam immeriti præsidemus), tantumdem Pastoralis nostra sollicitudo excitatur, ad inchoandum tandem aliquando in hoc negotio (quam nimia fortasse longanimitas nostra, dum pœnitentiæ spatium damus, hactenus distulit) apostolici muneris executionem.

« Quamobrem per presentes litteras, tradita nobis ab omnipotente Deo authoritate, improbamus, rescindimus et cassamus, quæ in istis vestris comitiis acta sunt in negotio regaliæ, cum omnibus inde secutis et quæ in posterum attentari contingat; eaque perpetuo irrita et inania declaramus; quamvis, cum sint ipsa per se manifeste nulla, cassatione et declaratione hujusmodi non egerent. Speramus attamen vos quoque ipsos re melius considerata, celeri retractatione consulturos conscientiæ vestræ et cleri Gallicani existimationi; ex quo clero, sicuti hucusque non defuere, ita in posterum non de-

futuros confidimus, qui boni pastoris exemplo libenter animam ponere parati sint pro ovibus suis et pro testamento patrum suorum. Nos quidem pro officii nostri debito parati sumus, Dei adjutrice gratia, sacrificare sacrificium justitiæ, et Ecclesiæ jura ac libertatem, et hujus sanctæ Sedis authoritatem dignitatemque defendere, nil de nobis, sed omnia de eo præsumentes, qui nos confortat et operatur in nobis, et qui jussit Petrum super aquam ambulare. *Præterit enim figura hujus mundi et dies Domini appropinquat.* Sic ergo agamus, venerabiles fratres ac dilecti filii, ut, cum summus Pater familias et Princeps Pastorum rationem ponere voluerit cum servis suis, sanguinem pessumdatæ Ecclesiæ, quam suo cruore ipse quæsivit, de nostris manibus non requirat. Vobis interim omnibus Apostolicam benedictionem, cui cœlestem accedere exoptamus, intimo paterni amoris affectu impartimur. Datum Romæ, die XI aprilis 1682. »

Documentum XIX. — *Epistola responsoria ad Breve* Paternæ charitati, *qua Episcopi comitiorum anni* 1682 *schismaticam doctrinam profitentur, quamque rex noluit ad Pontificem mitti.* — « Quantum olim a majoribus Sedi Apostolicæ delatum est, tantum nos, qui honoris sacerdotalis successores patriique animi hæredes sumus, vestræ sanctitati debere, solemniter profitemur. Neque id modo, quod vestra Beatitudo in præcelso editoque Ecclesiæ loco posita est, sed et quod illam videmus singulari pietate et religione summa loci auctoritatem exæquare. Cum enim Petri cathedram ea qua debemus veneratione prosequimur, et pariter nobis ante oculos proponimus virtutes eximias quibus sanctitas vestra ornata est, severitatem scilicet institutorum, studium amplificandæ Ecclesiæ, constantem retinendæ veteris disciplinæ sententiam, quotidianam sollicitudinem omnium Ecclesiarum, obfirmatam non acquiescendi carni aut sanguini voluntatem, non possumus non admirari et summam in honoribus gloriam, et parem in moribus disciplinam. Hæc et alia quæ sane magnifica sunt, magnam de vestro Pontificatu spem omni Ecclesiæ injecerunt... Ea spes

orbis christiani fuit; eaque opinio hoc magis apud nos invaluit, quod paribus votis et simili animorum consensione cum vestra sanctitate conveniret rex christianissimus qui... jam non minus religione quam armis magni nomen implevit... Cum hæc inter sanctissimum Pontificem et regem maximum incredibilis esset virtutum et voluntatum conspiratio, quid aliud nos augurari oportebat, quam fidei victorias et gloriam Ecclesiæ.

« Verumtamen, Beatissime Pater, hæc contra omnium expectationem perversis quibusdam hominum improborum artibus interpellata sunt. Vix præ dolore hæc meminisse, nedum commemorare possumus. Etenim dum rex christianissimus pro sua pietate rem Ecclesiæ bene et feliciter gerit, ecce per provincias et civitates Galliarum litteræ apostolicæ divulgatæ sunt, quibus sacra regis christianissimi majestas offenditur; acerbis minacibusque litteris impetitur ille rex, prædicator fidei, defensor Ecclesiæ, regionum præsul, patriæ custos, triumphator gentium; convelluntur jura regni, tolluntur sacra majorum nostrorum deposita, pulsantur Ecclesiæ Gallicanæ libertates, cæditur reverentia sacerdotalis, provinciarum Ecclesiarumque privilegia violantur, subvertitur jurisdictio Episcoporum, perruptisque terminis quos patres nostri constituerunt, ex antiqua patrum nostrorum hæreditate immeriti dejicimur. Ingemuit, Beatissime Pater, clerus gallicanus, cum videret contra canonem ecclesiasticum et contra formam judiciorum condemnatum esse illustrissimum Archiepiscopum Tolosanum; exhorruit districtum et minitantem capiti collegæ excommunicationis gladium. Demum contra fidem concordatorum litteræ Pontificiæ absque canonica causa denegantur rite nominato ad Apamiensem episcopatum; unde accidit ut non succurratur Ecclesiæ scissura laboranti, quoniam non adest Episcopus, qui et pro munere institutionis suæ tollat schisma, et dissidentes ad unitatem revocet.

« Unde vero, Beatissime Pater, tot et tantæ in nos irarum

causæ?... Dolemus, Beatissime Pater, nihilominus ex vestris litteris in Ecclesia seri discordias. Cumque in dies malum ingravesceret, huic tandem obviam ire cœpimus; habitoque generali Ecclesiæ Gallicanæ conventu in commune providere, ne quid detrimenti christiana res caperet. Adivimus itaque regem christianissimum; et qua legatione pro Christo fungimur tanquam Deo exhortante per nos, obsecravimus, ne ex unius negotii causa ædificationem Dei dissolvi sineret. Eum vero, Beatissime Pater, qui pacandi orbis gratia, gloriæ et magnitudini suæ, quibus nihil fortissimo principi pretiosius est, ultro modum fecit, tranquillitati Ecclesiæ et felicitati sacerdotum nihil non condonaturum esse, rogationis nostræ eventus comprobavit.

« Quoniam vero paci et quieti Ecclesiæ Gallicanæ, non modo in præsentiarum, sed etiam in posterum prospiciendum est (talia nempe præcesserunt, ut similia vel etiam graviora præcaveri oporteat), præmisso erga Sedem Apostolicam, quod decet, reverentiæ et obedientiæ officio, impensius deprecamur sanctitatem vestram, ne jura, privilegia, mores et instituta majorum convelli aut minui patiatur; ea præsertim quæ sacris canonibus et Patrum decretis stabilia nobis semper in honore et usu fuerunt, et quæcumque Ecclesia Gallicana auctoritate consuetudinis et vetustatis possessione defendit. Idque eo ardentioribus votis exposcimus, quo nulla temporum interruptione, nullaque definitione Patrum hac in re Ecclesiæ Gallicanæ derogatum est. Ejusmodi autem sunt Episcoporum judicia, quæ ex patrum decretis et ex moribus nostris in his partibus a nobis tractari, quin etiam interjectis ad Sedem Apostolicam appellationibus finiri debent; ea quoque, quæ ad jurisdictionem Metropolitanorum et Episcoporum attinent, jura regni, libertates Ecclesiarum, negotia ecclesiastica, quæ omnia intra limites diœceseos Galliarum æstimari, agitari et judicari condictum est. Prudentissime enim et justissime, ut in simili prope negotio patres Africani ad Cœlestinum Papam scribebant, Nicæni Patres providerunt, quæ-

cumque negotia, ubi orta sunt, finienda ; nec unicuique provinciæ gratiam Sancti Spiritus defuturam, qua æquitas a Christi sacerdotibus et prudenter videatur et constantissime teneatur...

« Neque hæc pro *juribus nostris* defendendis repentina supervenerunt subsidia : antiqua majorum nostrorum documenta sunt; quæ ut hausimus ab iis, ea pariter hoc *eclesiastici vigoris et sacerdotalis animi* exemplo ad posteros transmittimus... Sine honoris erga vestram sanctitatem diminutione, sine ulla charitatis offensione *decertata jura* suis possessoribus asseruntur... Pridie nonas mensis maii, anno 1682 » (Sfondrat., *Gallia vindicata*, p. 349, 2ᵉ edit. Saint-Gall, 1702).

In hac epistola sibi contradicunt Gallicani præsules, extollendo Innocentii XI *constantem retinendæ veteris disciplinæ sententiam, studiumque amplificandæ Ecclesiæ*, et simul ei exprobrando quod antiqua Ecclesiæ Gallicanæ jura subvertat, suisque litteris discordias in Ecclesia serat. Sed præcipue adnotet lector doctrinam quam ibi profitentur *de juribus Ecclesiæ Gallicanæ*. Contendunt nempe, tum *judicia Episcoporum*, tum negotia ecclesiastica quibus movetur quæstio sive *de jurisdictione Metropolitanorum et Episcoporum*, sive *de juribus regni*, sive *de Libertatibus Ecclesiarum*, hæc, inquam, omnia debere *intra limites diœceseos Galliarum æstimari, tractari, agitari, judicari*, FINIRI, *etiamsi interjecta sit appellatio ad Sedem apostolicam*. Hoc esse *jus suum* profitentur et tenent isti Gallicani Episcopi. Tenent proinde Romano Pontifici non competere potestatem de negotiis istis cognoscendi et ultimatim pronuntiandi *per seipsum;* nec posse negotia hæc per alios quam *Galliæ Episcopos*, nec alibi quam in Gallia, judicari. Hæc porro doctrina certo schismatica est, et inducens in hæresim qua denegatur Romano Pontifici *plena potestas universalem Ecclesiam pascendi, regendi ac gubernandi*, a concilio Florentino definita. Nec objiciatur ab iis præsulibus exprimi dumtaxat *vota* et *preces*. Equidem utuntur formulis istis : *impensius deprecamur; ardentioribus votis exposcimus ;* at simul

audacter declarant, profitentur et contendunt *jus suum esse* id quod sibi conservari postulant. Cujus declarationis et professionis vim apertæ oppositioni ac resistentiæ æquivalere ita ipsimet intellexerunt et æstimarunt, ut putaverint per talem declarationem et professionem efficaciter ab ipsis *prospici paci et quieti Ecclesiæ Gallicanæ*, ac *præcaveri* ne renovarentur ex parte Sedis apostolicæ attentata quæ præcesserant, iisve *similia vel etiam graviora*. Et ideo hanc suam *de juribus suis* declarationem et professionem ipsimet existimant et vocant *ecclesiastici vigoris* et *sacerdotalis animi* exemplum. Unde citata epistola schismaticam reverà doctrinam exprimit ac profitetur.

Documentum XX. — *Quid senserit, licet e protestantica secta, Leibnitz.* — « Plusieurs Évêques de France ayant abandonné les droits et libertés de leurs Églises par une complaisance peu digne de leur caractère, le Pape qui veille pour toutes les Églises a eu droit de s'y opposer. La régale est une charge imposée à quelques Églises par la connivence ou par la concession expresse. Le roi très-chrétien demande impérieusement qu'on l'étende aux Églises qui en ont été jusqu'ici exemptes ; le Pape le refuse. Peut-on l'accuser pour cela d'être l'ennemi de la France ? Le roi très-chrétien, pour se venger de lui, fait tenir une assemblée des députés du clergé, gens entièrement dépendants des volontés de la cour, qui entreprennent de décider hardiment les plus grandes questions de l'infaillibilité du Pape et de la supériorité du concile, et tout cela sans cause et sans besoin, l'esprit de vengeance et de flatterie paraissant manifestement dans les actions de ces instruments de la passion d'autrui. Le Pape, ayant raison de ne pas souffrir qu'une poignée d'Évêques de cour entreprennent sur les droits de l'Église générale, y oppose des censures et refuse des bulles à ceux qui y ont assisté. Peut-on dire que c'est une partialité ? Pouvait-on moins faire contre des ecclésiastiques insolents et désobéissants au dernier point, qui s'écartent de leur devoir malgré le serment formel de

l'obéissance jurée dans leur sacre, malgré toutes les apparences de l'humilité extérieure et malgré les mesures que des Évêques, au jugement des protestants, devraient garder avec le Pape? » (*Remarques sur un manifeste français*, *Œuvres de Leibniz*, t. III, p. 152, édition de M. Foucher de Careil).

« On se fâchait de voir cette inflexibilité d'un Pape désintéressé (Innocent XI), à l'épreuve des promesses et des menaces, et ce caractère de droiture et de sévérité était déjà haï en France. On veut des Évêques de cour qui savent accorder les canons de l'Église avec ceux de l'arsenal. On considère le Pape comme le chef de ces ecclésiastiques opiniâtres, qu'on appellerait partout des gens de bien, qui croient qu'il faut plutôt obéir à Dieu qu'aux hommes. On est accoutumé d'envoyer ces gens-là en prison; et, pour le chef, on va lui faire sentir ce que c'est que de choquer celui qui se dit le fils aîné de l'Église » (Ibidem, p. 190).

Documentum XXI. — Testimonium Fenelonii de Gallicanorum præsulum servilismo. — Sic habet ejus ad Ludovicum XIV epistola : « Vous avez un Archevêque corrompu, scandaleux, incorrigible, faux, malin, artificieux, ennemi de toute vertu, et qui fait gémir tous les gens de bien. Vous vous en accommodez parce qu'il ne songe qu'à vous plaire par ses flatteries. Il y a plus de vingt ans qu'en prostituant son honneur il jouit de votre confiance. Vous lui livrez des gens de bien, vous lui laissez tyranniser l'Église, et nul Prélat vertueux n'est traité aussi bien que lui. » Quod hæc scripserit Fenelonius de Parisiensi Archiepiscopo de Harlay, omnino certum est[1]. An vero ad regem epistola ista Fenelonii pervenerit haud ita liquet. — Anno 1705 ad Romanum Pontificem misit Fenelonius relationem quamdam sic inscriptam : *Memoriale a sanctissimo domino nostro clam legendum.* In eo enumerat non paucos Galliæ Episcopos Jansenismo faventes; et postea sic pergit : « *Plerique* alii, incerti et fluctuantes, *quoquolibet rex se inclinaverit, cæco impetu ruunt... Neque ipsa dogmata* aut adstrui aut re-

(1) De Archiepiscopo Parisiensi de Harlay, vide notam ad calcem voluminis.

probari posse dictitant, *nisi aspiret aulicæ potestatis aura.* »

Documentum XXII. — Teste d'Avrigny in scripto *Testament politique*, cujus auctor reputabatur Colbert, asserebatur : « Que les Archevêques de Paris et de Reims, qui présidèrent l'assemblée (de 1682) n'avaient pas de grands sentiments de religion; et les autres Évêques étaient à peu près de même trempe, et si dévoués aux volontés du roi, que s'il eût voulu substituer l'Alcoran à la place de l'Évangile, ils y auraient donné les mains aussitôt » (vide *Revue des sciences ecclés.*, tomo XVI, p. 475).

Simile judicium occurrit in hoc carmine poetæ Clairambault :

Prélats, abbés, séparez-vous.
Laissez un peu Rome et l'Église!
Un chacun se moque de vous,
Et toute la cour vous méprise.
Ma foi, l'on vous ferait, avant qu'il fut un an,
Signer à l'Alcoran!

(A la bibliothéque impériale de Paris, *Recueil manuscrit* de Clairambault, tome II, p. 423.)

Documentum XXIII, testans servilissimum Bossuetii erga Parisiensem Præsulem de Harlay, quem dignum pronuntiavit Bossuetius cui conferatur, *sicut perillustri Osio, præsidis conciliorum titulus.* — Inter manuscripta Bibliothecæ Parisiensis quæ dicitur *de l'Arsenal*, extant, sub numero 31 *bis*, volumina in-4°, referentia quid actum sit in comitiis cleri anno 1680, 1681 et 1682. Ibi porro, tomo IV, p. 2541 ad 2543, sic legere est de conventu cleri, qui dici solet anni 1682, quamvis sub finem anni 1681 inceptus fuerit : « Le 30 octobre (1681) l'on s'assembla à huit heures du matin aux Augustins, et on entendit la messe selon la coutume. Ensuite M. l'Archevêque de Paris dit qu'il était à propos de procéder à l'élection des officiers... M. de Besons nomma la province de Paris. M. l'Archevêque dit qu'attendu l'éminente science et les rares qualités qui se rencontraient dans Mgr l'Archevêque

de Reims, son sentiment était qu'il fallait le supplier de vouloir présider à une assemblée de laquelle toute la France attendait de si grandes choses. Après que M. de Paris eut parlé, M. l'Évêque de Meaux ajouta que la province de Paris ne pouvait s'empêcher de témoigner *le désir qu'elle aurait que son Archevêque, qui a déjà donné tant de preuves de sa haute capacité,* voulût bien se joindre à M. de Reims pour présider à une si illustre assemblée, et *qu'on pouvait lui donner justement le titre qu'on donnait autrefois au grand Osius, qu'on appelait le président des conciles*. Tout le monde conclut dans la suite qu'on prendrait M. de Paris et M. de Reims pour présidents. »

§ 2. — Qui ad comitia cleri anno 1682 convenere, non libere a clero, sed jussu regio electi sunt; ita ut conventus iste, nedum nationale concilium repræsentaverit, ne verus quidem fuit cleri conventus.

I. Attente perpendat lector quid de istiusmodi electione et deputatione asseramus, videlicet : Deputandorum catalogus Parisiis excriptus est a ministris regiis et a rege approbatus. Et juxta hunc catalogum uniuscujusque provinciæ ecclesiasticæ electoribus designati sunt quos rex jubebat deputari. Et ne forte aliquot electores secus suffragium emittere auderent, expeditæ sunt epistolæ regiæ quæ vocabantur *de cachet;* id est, quibus jubebatur electorem, qui alios præter designatos a rege, ausus fuisset eligere, absque ulla processus forma in carcerem exiliumve mitti. Item formula procurationis, deputatis tradendæ, non a singularum provinciarum clero deliberata et concinnata, sed Parisiis exarata fuit a ministris regiis, et inde ad singulas provincias ecclesiasticas transmissa; addito jussu regio ut hæc et non alia procurationis seu mandati formula adhiberetur. In provincia tamen Rothomagensi concessa est levis unius phraseos immutatio. Sigillatæ scilicet epistolæ regiæ (les lettres de cachet) non magis procurationem quam deputatorum electionem liberam relinquebant. Hæc asserimus, utpote quæ præcedentis para-

graphi documentis plenissime constant. Etenim : 1° Hæc omnia evincit documentum IV, id est epistola gubernatoris provinciæ Roulier ad ministrum regium, ubi sic refert de Cardinali Grimaldi, Aquensi Archiepiscopo : « M. le Cardinal, passant ensuite à ce qui regarde l'assemblée du mois d'octobre prochain, a dit qu'il ne la croyait pas légitime... Qu'elle ne passera jamais que pour un conciliabule, auquel les bons prélats de France se garderont bien d'assister, apprenant d'ailleurs *qu'il y a des lettres de cachet qui ont marqué les députés qui doivent être choisis dans les autres provinces;* ce qu'il a répété plusieurs fois pour connaître si je n'avais pas reçu quelque chose de semblable à son égard. En ce qui est *de la procuration*, M. le Cardinal a dit qu'il était étrange qu'on envoyât un modèle de cette qualité, et qu'on voulût *prescrire non-seulement quels seraient les députés de chaque province*, *mais encore ce que diraient les députés; que c'était ôter la liberté de toute manière...* Son Éminence a repris la désignation des députés comme chose toute odieuse... Je n'ai pas jugé qu'il *fût encore temps de m'ouvrir sur les ordres que j'ai reçus à ce sujet*, remettant à le faire lors de l'assemblée de la province. » Igitur habebat et ipse Roulier ejusmodi jussa regia (des lettres de cachet) deputandos et procurationis formulam præscribentia. Et Cardinali Archiepiscopo Aquensi apprime notum erat similia jussa regia ad omnes alias provincias ecclesiasticas transmissa. Authenticum prorsus hocce documentum, cum extet in Bibliotheca imperiali Parisiensi, inter manuscripta procuratoris generalis de Harlay (*manusc.* 178, pièce 26), et priora verba, *lettre de M. Roulier* ipsiusmet dicti de Harlay manu fuerint exarata. — 2° Idem constat e documento V, ubi dicitur de peractis in unaquaque provincia deputationibus : *qu'on n'y a eu aucune liberté pour le choix des députés et pour les clauses et conditions de leurs procurations.* Equidem istud documentum, inter manuscripta ministri Colbert repertum, remansit anonymum. Cum vero exaratum fuerit adhuc durante conventu anni 1682 (ut ex

tenore constat) et ademptam omnem libertatem atque affixam Parisiis Patris Cerles protestationem referat tanquam facta notorietatis publicæ, in probationem merito adducitur. Auctor enim, quicumque is fuerit, talia sic asserere non ausus fuisset, si vel in dubium revocari potuissent. — 3° Defuisse omnem prorsus libertatem quoad deputatorum electionem et quoad procuratorium mandatum, testantur insuper documenta VI et VII præcedentis paragraphi.

II. Ergo conventus anni 1682 non fuit conventus *repræsentans concilium nationale*, prout fraudulenter et mendaciter vocatus fuit. — Equidem in formula procurationis ad singulas provincias, ut dictum est, jussu regis missa et imposita, decoratus est hic conventus isto nomine, « assemblée générale extraordinaire du clergé, *représentant le concile national* » (vide *Procès-verbaux des assemblées du clergé*, t. V, p. 205 des *Pièces justificatives*). Sed hoc mendaciter et fraudulenter dictum. Etenim, 1° iste conventus nequaquam fuit *concilium nationale*. Ad verum quippe nationale concilium requiritur imprimis convocatio per legitimam auctoritatem facta, id est, per Summum Pontificem, aut, ipso annuente, per primatem cui competat jurisdictio in omnes alicujus regni diœceses. Conventus vero anni 1682 coactus est, non auctoritate ecclesiastica, sed jussu regis, prout ingenue declaratum est in ipsa celebri quatuor articulorum declaratione, his verbis : « Nos Archiepiscopi et Episcopi Parisiis *mandato regio* congregati. » Insuper ad constituendum verum nationale concilium, requiritur ut *omnes* regni præsules vocentur, ut *omnes* qui interesse voluerint admittantur, imo ut *omnes* sive per se, sive per procuratorem adesse teneantur. Ast in conventu anni 1682, duo tantum ex unaquaque provincia antistites a rege designati adesse potuerunt. Cæteri nec vocati sunt, nec admissi fuissent. Igitur luce meridiana clarius est conventum cleri Gallicani anno 1682 non fuisse *nationale concilium*. Id apprime sciebant viri aulici; et ideo non ausi hanc denominationem usurpare, dixerunt dumtaxat ab isto

conventu *nationale concilium repræsentari.* At 2° id pariter falsum, nec nisi ad decipiendos incautos fraudulenter inventum. Nam de natura concilii est ut nequeat repræsentari ab aliqua coadunatione, nisi ista coadunatio sit ipsamet vere et proprie concilium. Sic, verbi gratia, concilium *œcumenicum* repræsentari nequit ab aliqua Episcoporum coadunatione, nisi hæc Episcoporum congregatio sit et constituat verum concilium œcumenicum. Item Episcopi adunati nequeunt representare concilium *provinciale*, nisi hæc ipsorum adunatio sit verum provinciale concilium. Et pariter ut aliquis Episcoporum conventus repræsentet concilium *nationale*, omnino requiritur ut iste conventus sit et constituat verum nationale concilium. Recte quidem dici potest alicujus provinciæ populum *repræsentari* a deputatis quos iste populus elegerit et quibus mandatum procuratorium dederit. Item recte dicitur a concilio œcumenico *Ecclesiam universalem repræsentari*, eo quod constet concilium œcumenicum universis mundi Episcopis, aut eorum procuratoribus, et unusquisque Episcopus, quatenus Pastor, gregem suum jure divino et absque ulla deputatione, repræsentet. At prorsus repugnat *repræsentari* concilium ab aliqua coadunatione quæ concilium non sit. Cum ergo conventus anni 1682, nequaquam fuerit concilium nationale, falso dictus fuit *représentant le concile national.* Qui error cum nequeat aulicorum ignorantiæ tribui, dicendum est adhibitam erroneam formulam ut dictus conventus majorem apud vulgus auctoritatem consequeretur, fraudulenter scilicet et mendaciter.

III. Ergo conventus anni 1682 non fuit verus *cleri conventus*, et a fortiori non fuit conventus *repræsentans Ecclesiam Gallicanam*, sed fuit dumtaxat, prout asseruit protestans Leibnitz, *une poignée d'Évêques de cour... insolents et désobéissants* (erga Summum Pontificem) *au dernier point.* — Equidem illius conventus antistites, in ipso celebris suæ declarationis exordio, sic asserunt : « Nos Archiepiscopi et Episcopi, Parisiis mandato regio congregati, *Ecclesiam Gallicanam*

repræsentantes. » At neque Gallicanam Ecclesiam repræsentarunt, nec eorum coadunatio fuit verus *cleri conventus*. Nam conventus illos qui *cleri* vocabantur, constituebant illi antistites et alii clerici quos singularum provinciarum ecclesiasticarum *clerus* eligebat et deputabat, et quibus per procuratorium mandatum facultatem tribuebat certa negotia certo modo tractandi et expediendi. Et solebant sic deputari ex unaquaque provincia Episcopi duo, cum duobus aliis ex inferiori ordine clericis. Isti nempe comitia seu veros conventus *cleri* constituebant. Porro conventus anni 1682 constabat quidem duobus ex unaquaque provincia præsulibus et duobus secundi ordinis. Ast istos omnes elegerat et deputari jusserat rex. Nulla scilicet, ut supra vidimus, relicta libertas uniuscujusque provinciæ clero, quoad electionem et procurationem. Igitur falsum prorsus est, istos deputatos *cleri deputatos* fuisse. Ac proinde conventus ex ipsis conflatus nequaquam fuit *cleri conventus*. Fuit dumtaxat, ut asserit protestans Leibnitz, *une poignée d'Évêques de cour... insolents et désobéissants* (à l'égard du Pape) *au dernier point.* « Quid enim est iste conventus (aiebat Innocentio Papæ XI vicarius capitularis Apamiensis Cerles) tam fraudulenter tantoque omnium canonum contemptu coactus, tam scenica pompa habitus, tam aulæ studiis addictus..., tam proditorie regaliæ consentiens, tam inaniter vobis scribens, tam denique cleri Gallicani antiquæ gloriæ ac in sanctam Sedem observantiæ immemor, quid, inquam, est iste conventus, quam Ecclesiæ magnifica supplantatio? » (Epist. 13 aprilis 1682, apud Sfondrat., *Gallia vindicata*, p. 330. Saint-Gall, 1702).

§ 3. — Episcopi et alii quibus conflatus est conventus anni 1682, variis ex capitibus excludi debuissent.

Exclusionis causæ, aliæ generales seu omnibus communes, particulares aliæ.

1° Excludendi omnes erant, ex eo quod non fuissent libere a clero electi ac deputati, prout constat ex superiori paragrapho.

2° Abstinere omnes debuissent, ex eo quod ageretur de celebrando conventu *repræsentante concilium nationale*.—Nam in procurationibus quarum formulam gubernium præscripserat, et quæ deputatis a clero (id est, designatis a rege) traditæ sunt, expresse nuncupatur conventus ille, *assemblée générale extraordinaire du clergé, représentant le concile national* (quod vide *Procès-verbaux du clergé*, t. V, p. 205 des *Pièces justificatives*). Igitur qui ad ista comitia convenerunt, in hunc finem convenere ut *concilium nationale* celebrarent. Porro legitimum esse nequit concilium nationale, nisi interveniat Romani Pontificis auctoritas, ac nisi rite vocatis et admissis omnibus Episcopis. Si secus fiat, non est nationale concilium, sed latrocinium. Jam vero ad conventum illum anni 1682, non vocati omnes Galliarum Episcopi, non admissi omnes, non a primate et Romani Pontificis auctoritate facta indictio et adunatio; sed ex unaquaque provincia ecclesiastica duo dumtaxat Episcopi et duo clerici, a rege designati, jussu regio convenerunt. Proinde cœtus ille, utpote qui non adunabatur tanquam solitus conventus cleri Gallicani, sed tanquam *concilium nationale*, et ut concilium nationale ageret, fuit omnino anti-canonicus. Nulli ergo sic deputatorum fas fuit talem conventum celebrare. Unusquisque scilicet, vel ex hoc quod non protestatus sit contra prætensionem illam *nationale concilium repræsentandi*, intrusionis et violatæ legis ecclesiasticæ reum se fecit, ac prævaricatorem.

3° Item abstinere omnes debuissent ex eo quod ageretur de judicandis *causis majoribus*, Sedi Apostolicæ reservatis, prout erat causa regaliæ, et quæstiones de potestate Romani Pontificis. Debebant nempe incompetentiam suam quoad talia negotia in procurationibus designata declarare. Quod cum non fecerint, ex isto etiam capite intrusi ac prævaricatores extitere. Intrusi, inquam; quia sibi potestatem usurparunt legitimi cœtus, cui competeret de causis ejusmodi deliberare ac pronuntiare.

4° Imo nec ipsam procurationem acceptare potuerunt nisi summæ prævaricationis sese reos faciendo. Nam in ea procuratione, jussu regis injuncta, deputatis conferebatur *charge et mandement exprès d'employer toutes les voies convenables pour réparer les contraventions qui ont été commises par la cour de Rome aux décrets du concordat*. Tale mandatum acceptando, hoc ipso reum certo supponebant Romanum Pontificem, et sibi jus tribuebant ipsum judicandi et condemnandi. Quæ præsumptio summa sane prævaricatio fuit.

5° Excludi debuit conventus præses Archiepiscopus Parisiensis de Harlay, ne foret judex in propria causa. Quod enim erga moniales de Charonna tam injuste ac scandalose peregerat, duo Innocentii Papæ XI brevia condemnaverant, significata injustitiam corrigendi obligatione. Id ægre ferebat. Cæterum in isto negotio perperam egisse, non Romanum Pontificem, sed gubernium et Parisiensem Præsulem, confessus est Gallicani systematis tenacissimus Fleury, prout constat § 1, documento II. Porro in conventu anni 1682 actum est de isto negotio, interveniente Archiepiscopo de Harlay, non tanquam membro dumtaxat, sed tanquam præside. Sane cum infensus Romano Pontifici legitime præsumeretur, non debuit pro tribunali sedere, in causa ejusdem Romani Pontificis. Excludendus insuper ob impudicitiarum suarum notorietatem et scandalum. Pudet documenta hic congerere quæ effrenem perditi hujus viri luxuriam testantur. Ad Fenelonii testimonium (§ 1, documentum XXI) lectorem remittimus, necnon ad notam ad calcem voluminis positam.

6° Excludi debuerunt deputati secundi Ordinis Coquelin, Chéron et Courcier, cum notorietatis publicæ foret eos procurante Archiepiscopo de Harlay electos fuisse, et eidem Archiepiscopo serviliter addictos. Causa exclusionis Archiepiscopi etiam quoad istos valebat.

7° Excludi debuerunt tres Antistites de Colbert, videlicet, Coadjutor Rothomagensis, Episcopus Montalbanensis et Episcopus Antissiodorensis; quorum unus filius ministri Colbert,

alii vero proxime consanguinei. Judicandum enim erat inter Papam et regem; seu, quod idem est, inter Papam et ministrum Colbert. Proinde merito suspecti et excludendi tres Antistites Colbert.

8° Excludendus ex simili causa Rhemensis Archiepiscopus, utpote filius ministri Le Tellier.

9° Excludendus deputatus secundi Ordinis Gerbais, de quo sic in diario *l'Ami de la religion* (19 sept. 1822, tom. XXIX, p. 165) : « On remarque, parmi les députés, Jean Gerbais, docteur de Sorbonne et auteur d'un traité latin *de Causis majoribus*, qu'Innocent XI avait condamné par un bref du 18 décembre de l'année précédente. L'assemblée devait aussi s'occuper de cette affaire, où Gerbais était partie intéressée. »

10° Excludendus de Cosnac, utpote qui promiserat se judicaturum prout vellet rex et sibi significaret Archiepiscopus de Harlay (vide documentum VI). Judex enim qui, nondum cognita causa, promittit se in favorem unius partis judicaturum, merito ab altera parte recusari potest; imo et depositionis pœna plectendus est.

11° Excludendi eadem de causa alii quos certum erat (sive ex eorum promissione sive aliter) judicaturos juxta regis placitum; id est, excludendi hac de causa omnes. Nam omnes suam electionem et deputationem regi debuerunt, prout constat præcedenti paragrapho. Porro quos admisit rex vel certo noscebantur placitis ipsius adhæsuri; vel, si hæc eorum dispositio non certa omnino, quoad aliquos fuerit, ab istis postulata est promissio de ferenda sententia quæ regi placeret, prout actum fuerat cum Episcopo de Cosnac.

Jam lectoris judicium sit quanti valeat talium virorum auctoritas. Impudicitia celebrem præsidem, id est Parisiensem archiepiscopum de Harlay, vocabat Bossuetius *un valet;* et ei nihilominus omnes, non excepto Bossuetio, serviliter obsequebantur; et in encyclica sua epistola, omnes talem præsidem sic laudabant : « Spiritus sancti gratiam et auxilium communibus votis, sacrificante illustrissimo Parisiensi Archi-

episcopo, nostro *dignissimo* præside, invocavimus. » Hoc recte dictum. Dignissimus revera talis conciliabuli præses! dignissimum tali præside conciliabulum!

§ 4. — In regaliæ negotio enormis ac manifesta fuit Præsulum conventus anni 1682 prævaricatio.

Decimo tertio sæculo passim invalescere cœperat abusus quidam, *regaliæ* nomine decoratus. Reges nempe sibi assumebant aliquarum vacantium episcopalium sedium proventus; immo et conferebant beneficia simplicia, quæ conferre poterant, dum viverent, earumdem sedium Episcopi. De quo abusu extirpando actum est in concilio œcumenico Lugdunensi, anno 1274. Visum autem Patribus, ob temporum difficultates, ad rigorem non procedere, sed potius temperamento uti. Quapropter prætensum istud jus regaliæ concesserunt regibus (sicque legitimum in posterum effecerunt) quoad illas dumtaxat diœceses in quibus reges jus istud jam exercere consueverant. Simul vero ne ad cæteras diœceses extenderetur districte prohibuerunt sub excommunicatione ipso facto incurrenda.

Ex tunc usque ad Ludovicum XIV, res indubitata fuit apud viros ecclesiasticos ac Episcopos etiam Galliæ omnes, extensionem regaliæ ad aliquam aliam diœcesim, manifestissimum furtum esse ac sacrilegium, necnon anathemate attingi quoslibet istiusmodi attentati auctores ac fautores. Quodque ita sentiendum sit, videri potest luce meridiana clarius probatum a Cardinale Sfondrato in sua *Gallia vindicata*. Locum dumtaxat citabimus in quo laudatus Cardinalis documentis demonstrat qua constantia Episcopi Galliæ semper, ante Ludovicum XIV, obstiterint istiusmodi juris regaliæ extensioni, ad quam attentandam viri aulici, parlamentorum præsertim advocati magistratusque, regem impellere identidem conabantur.

« Anno 1274, concilium Lugdunense, cujus Galliæ Episcopi magna pars erant, regaliam extendi vetuit. Idemque regis

christianissimi Philippi audacis oratores censuerunt. Imo, ut fatetur Guillelmus Durandus, testis oculatus, quique canones concilii pertexebat, hoc ipsum decretum *ad clamores prælatorum Franciæ promulgatum est*. Nobiscum ergo tunc Gallia sentiebat.

« Anno 1302, Philippus Pulcher jubet regaliam *ad aliquas* tantum Ecclesias, et ubi hactenus *consueverat*, pertinere.

« Anno 1304, Philippus Valesius in sua Philippina constitutione regaliam non ab omnibus Ecclesiis exigi vult, sed ab iis tantum *quæ juri regaliæ subsunt*. Eodem modo loquitur constitutio, *Dum Episcopus;* et codex de antiquis moribus Galliæ (*l'Ancien coutumier de France*, l. III) : *non omnes episcopatus juri regaliæ subduntur*.

« Anno circiter 1400, celebris illa constitutio edita est, cujus initium est *Dominus rex*, in qua index omnium episcopatuum contexitur, in quibus regaliæ locus est, aut non est, ibi : *Dominus rex prout constat per antiqua scripta cameræ, consuevit capere regaliam, cum vacaverit, in provinciis quæ sequuntur : in tota provincia Senonensi, etc... Exceptis diœcesi Antisiodorensi, Cameracensi, Lemovicensi, Cathurcensi, Ruthenensi, Albiensi, Mimatensi, Macloriensi, Trecorensi, Auxitanensi, Arelatensi, et tota lingua occitana*. Evidens ergo est ad aliqua tantum Galliæ loca regaliam fuisse restrictam.

« Anno 1452, alia constitutio seu designatio edita est Ecclesiarum regaliæ subjectarum, cui titulus, *Ecclesiæ cadentes in regaliam;* et habetur in regesto rationum Cameræ Parisiensis, continetque triginta diœceseon nomina, inter quæ nulla penitus Ecclesia provinciarum Aquitaniæ, Septimaniæ, Provinciæ et Delphinatus. Supponit ergo has esse exemptas.

« Anno 1499, Ludovicus XII prohibet sub pœna sacrilegii ne officiales regii in eos Archiepiscopatus aut Episcopatus regaliam inducant, in quibus hactenus ea regi non competebat.

« Anno 1583, cum Pibracus, celebris advocatus, contenderet regaliam toto regno extendi, reclamaverunt Ecclesiæ Gallicanæ deputati, et Henrico III demonstrarunt, Ecclesias, non solum

quæ titulo oneroso, sed etiam quæ a tempore memoriam hominum excedente, libertatem suam possedissent, regalia exemptas esse.

« Anno 1606, cum eamdem regaliæ extensionem regii advocati urgerent, ad querelas Ecclesiæ Gallicanæ Henricus IV edixit : *Suæ mentis non esse, ut ultra morem receptamque hactenus consuetudinem regalia extendatur.*

« Anno 1608, advocato Servino eamdem regaliæ ad omnes ecclesias extensionem urgente, a clero Gallicano repetitæ querelæ, suas immunitates minui clamante. Et Henricus supersederi jussit, causamque ad se avocavit.

« Anno 1638, syndicus Ecclesiarum Narbonensis et Tolosanæ senatui regio titulos et documenta exhibet, ob quæ in eas Ecclesias nullum esse regaliæ locum contendebat; protestatus tamen, ne hic actus, et abundans nec necessaria probatio, ullum iis Ecclesiis præjudicium afferret.

« Anno 1655, in comitiis cleri generalibus, Bosquetus Glanensis Episcopus, et Marca Archiepiscopus Tolosanus, coram Mazarino Cardinali eleganter solideque exemptionem Ecclesiarum Septimaniæ aliarumque, et nomine cleri Gallicani, prosecuti sunt.

« Anno 1670, in comitiis cleri, Archiepiscopus Hebromanensis pro eadem a regalia exemptione insigniter diffuseque peroravit; ejusque de hac re dissertatio in cleri archivia reposita est.

« Anno 1682, illi ipsi qui regaliæ subscripserunt, in litteris ad Innocentium Pontificem datis, profitentur : *Se timore adactos, ne imperium et sacerdotium colliderentur, multorumque malorum quæ in Ecclesiam et rempublicam consequi possent, jure suo cessisse, et illud in regem contulisse.* Fatentur ergo, jus percipiendi fructus vacantium Ecclesiarum, conferendique beneficia, ad clerum, non ad regem pertinere. Alioquin quomodo cederet clerus quod ad eum non pertinebat? Quomodo in regem transferret quod alias ad regem spectaret?

« Denique in hanc nostram sententiam omnes fere Galliæ

jurisconsulti conveniunt, videlicet : Gille le Maistre, Glossa in pragmaticam sanctionem, Duarin de Grassalis, Probus, Choppinus, Carondas, Rebuffus, Pasquier, Ossatus Cardinalis, Marca Archiepiscopus Parisiensis, Bosquet, etc. » (Cardinalis Sfondratus, *Gallia vindicata*, pagina 150, editio *Sancti Galli*, 1702).

Cum Ludovicus XIV regaliam ad diœceses omnes extendi decrevisset, visa est in Galliis huc usque inaudita Episcoporum prævaricatio. Etenim a decessorum suorum, qui ejusmodi attentato semper obstiterant, tramite declinantes, regio decreto sese accommodarunt ac submiserunt omnes diœceseon a regalia exemptarum Episcopi, duobus dûmtaxat exceptis, Alectensi videlicet et Apamiensi. Immo in comitiis cleri anni 1682, ausi sunt Gallicani Episcopi, jus istud regaliæ quoad dictas omnes diœceses *in regem* (ut ipsi dixerunt) *transferre*. Quasi penes ipsos potestas fuerit legem universalem Ecclesiæ, decretum scilicet œcumenici concilii abrogandi, et de proventibus et juribus Ecclesiarum in favorem regis disponendi ! Et notetur ejusmodi supra canones potestatem, quam sibi usurpabat istud aulicorum conventiculum, ab ipso Sedi apostolicæ denegatam fuisse in sua quatuor articulorum declaratione.

Manifesta sane prævaricatio. Etenim 1° Etiamsi Galliarum Episcopi omnes legitime in concilium nationale convenissent, nullatenus penes ipsos fuisset potestas regi *concedendi* jus regaliæ in diœceses huic juri non obnoxias. Hanc quippe dicti juris ad alias diœceses extensionem sub excommunicatione ipso facto incurrenda prohibuerat concilium œcumenicum. Ac proinde ad abrogandam vel immutandam eamdem prohibitionem, necessaria erat æqualis, id est, vel alterius œcumenici concilii, vel Romani Pontificis, auctoritas; non autem id valide poterat concilium nationale. Porro coventus anni 1682 ne fuit quidem nationale concilium, imo nec verus cleri Gallicani conventus, ut probatum est supra (paragrapho 2). Igitur iste conventus regi concedendo ejusmodi regaliæ exten-

sionem, non impedivit quin hæc extensio fuerit *furtum;* sed cooperatione sua hujusce furti se complicem fecit. — 2° Cum autem ageretur de bonis ecclesiasticis, furtum istud fuit simul *sacrilegium*. — 3° Decreti, quo œcumenica synodus dictam extensionem prohibuerat, abrogationem attentando, supremam in Ecclesia auctoritatem sibi usurpavit conventus anni 1682; *intrusione* scilicet manifesta et qua major esse nequit. — 4° Sic decernendo quoad regaliæ negotium, Romano Pontifici contrarium præcipienti palam restitit et obedientiam denegavit, ac proinde *schismatis* se reum fecit. — 5° Prælati et alii quibus constabat conventus, quique unanimes fuerunt in concedenda extensione regaliæ, hoc ipso excommunicationem a concilio œcumenico Lugdunensi statutam certo incurrerunt. De quo ipsos commonuit summus Pontifex, ut conscientiæ suæ consulerent. At censuram et Pontificis monita nihili fecerunt, non sine lugendo sane *scandalo*.

Objicies. — Persuaderi hominibus nequit errasse viros tanta doctrina et virtute præcipuos.

Respondeo 1° : Cum Cardinali Sfondrat : « Mirum non est illic errorem fuisse, ubi alios odium et vindicta, alios spes et cupiditas, omnes vero metus urgebat. Quanti Osius, Tertullianus, Lucifer, Origenes Patresque Ariminenses viri? Et hi tamen iisdem causis cecidere. Etiam angelos subvertit fastus et æmulatio. Quod si durum credituque difficile tibi videtur aliquot Galliæ Episcopos errasse, at mihi multo durius errasse concilium Lugdunense, mille infulis frequens, et cum illo quadringentos fere annos errasse Ecclesiam Gallicanam, quæ in hæc usque tempora regaliam negavit posse dilatari. Vanitas enim et fucus est cum dicunt Gallicanam Ecclesiam regaliæ suffragari. Imo nulla magis obnixa est; nec olim tantum, sed etiam hac tempestate ut injustam amovit » (*Gallia vindicata*, p. 149, S.-Galli, 1702).

Respondeo 2° : Falso prorsus extollitur ejusmodi virorum virtus, pietas, morum integritas, prout constat documentis paragrapho I deductis. Quibus áddere juvat sequens : « En-

tr'autres occasions, dans cette assemblée du clergé qui se fit pour les droits de la régale, il n'y eut que lui (Episcopus Lavardin), Mgr de Grenoble et un troisième, à conserver les droits du Pape. Quand le roi sut la conduite du clergé, il dit: *Il n'a pas tenu à ces messieurs que je n'aie pris le turban. Je n'ai que trois Évêques dans mon royaume*, parlant de ces trois-ci[1] » (Registres manuscrits des religieuses de l'hôpital de Saint-Ives de Rennes, cités par D. Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, t. VI, p. 358). De doctrina si quæstio sit, fuit hæc enormiter erronea et aperte schismatica.

Immo plerique, ut videre est sequenti paragrapho, non juxta, sed contra propriam suam doctrinam et conscientiam opinati sunt. Id recens dumtaxat compertum ex ignotis huc usque manuscriptis. Quæ si Cardinali Sfondrato innotuissent, acriori sane stylo respondisset ad objectam dictorum Prælatorum pietatem et doctrinam.

§ 5. — Declaratio quatuor articulorum fuit simul, mendacium, tyrannica persecutio, et intrusionis actus.

I. *Fuit mendacium.* — Etenim : 1° triginta quatuor illi prælati, quibus conventus conflatus est, declarationem suam ediderunt, non quatenus suæ dumtaxat opinionis formulam, sed quatenus Gallicanam Ecclesiam repræsentantes, ac proinde quasi declaratio ista ejusdem Ecclesiæ Gallicanæ doctrinam exprimeret. Sic enim loquuntur : « Nos Archiepiscopi et Episcopi Parisiis mandato regio congregati, *Ecclesiam Gallicanam repræsentantes...*, hæc sancienda et declaranda esse duximus. » Porro illi triginta quatuor præsules non nisi mendaciter Ecclesiam Gallicanam a se repræsentari dicere potuerunt ; siquidem apprime sciebant se, non libere a clero, sed jussu regis electos fuisse, prout supra documentis probatum fuit. Falsum item dicta declaratione expressam fuisse Galli-

(1) Equidem falsa relatione decipi potuerunt istæ moniales. Exhibet tamen documentum ipsarum et vulgi opinionem quoad antistites conventus anni 1682

canæ Ecclesiæ doctrinam. Non hanc sed oppositam doctrinam apud Galliæ clerum tunc generaliorem fuisse constat ex eo quod Facultas Parisiensis, licet jam mutila totque machinationibus oppressa, quindecim suffragiorum majoritate rejiciendos quatuor articulos censuerit, prout supra capite x palam fecimus. Item alienam a declaratione generaliter extitisse Gallicanam Ecclesiam, satis evincunt verba hæc haud suspecti viri, cum fuerit Archiepiscopi de Harlay secretarius : « La déclaration du clergé ne fut point d'abord applaudie ; loin de là, plusieurs l'attribuèrent à la lâcheté, disant que c'était l'effet de l'obéissance servile des Évêques pour les volontés de la cour... Ce soulèvement *qui était quasi général* contre les prélats de l'assemblée... » (*Mémoires de l'abbé Legendre*, pag. 46 ; quod opus manuscriptum nuper editum est Parisiis, 1863, apud Charpentier bibliopolam). — 2° Etiamsi libere a clero dicti præsules electi ac deputati fuissent, non tamen mandatum acceperant ad declarandam Summi Pontificis potestatem, seu ad edendos quatuor articulos. Nam de facta ipsis a clero ejusmodi facultate, nihil exprimitur in procuratione quam receperunt. Immo nulla ipsis a clero facta procuratio. Siquidem quæ ipsis tradita est, non a clero sed jussu regis concinnata et injuncta fuerat. Igitur ut starent in veritate quoad declarationem quatuor articulorum, dicere debuissent : Ecclesiam Gallicanam *non repræsentantes*. — 3° Mendacium præcipue fuit dicta declaratio, eo sensu quod et ipsi declarationis auctores plerique aliter sentirent, et libenter eam retractassent, si hoc ipsis per regem licuisset. Constat testimonio procuratoris generalis de Harlay : *La plupart*, inquit, *changeraient demain et de bon cœur, si l'on leur permettait.* (Vide supra, § 1, documentum IV.) Quæ verba scripta sunt die 2 junii, id est, adhuc perdurante prælatorum istorum conventu. Constat pariter documento X paragraphi 1, *multos* ejusdem conventus prælatos vehementer pœnituisse, quod quatuor articulis subscripsissent. Igitur celebris ille conventus anni 1682, Gallicanæ Ecclesiæ doctrinam asserebat, quæ

nec Gallicanæ Ecclesiæ doctrina erat, nec etiam sua. Sed ita mentiendo declarabat, quia ita volebat rex. Jam quanti valeat Athanasiorum ejusmodi doctrinalis auctoritas, lectoris judicium sit.

II. *Declaratio quatuor articulorum fuit tyrannica persecutio.* — Etenim 1° voluit conventus declarationem suam esse, non simplicem doctrinæ suæ expositionem, sed formulam *efficaciter obligatoriam*, eo sensu quod potestate regia et sub pœnis prohiberetur ne opposita doctrina jam libere propugnari posset in Facultatum theologicarum lectionibus, in seminariis, in thesibus ad gradum, in sacris concionibus, in libris, ac ipsis etiam pastoralibus Episcoporum instructionibus; item eo sensu quod Facultatum, seminariorum aliorumque scholarum theologiæ professores adigerentur seu *stricte tenerentur* ad docendam tanquam veram et certam quatuor articulorum doctrinam. Quod ut pateat, satis erit ex actis ipsis pauca recensere. — Die 26 novembris 1681 sic peroravit promotor conventus jansenista Coquelin : « Ajoutez à ces articles (les 6 articles de la Faculté en 1663) ce que vous jugerez à propos... Changez ce qui n'est qu'une simple déclaration d'un jugement doctrinal de la Faculté de théologie en une *décision de l'Église gallicane*, qui tienne lieu de *chose jugée*, au moins pour la France. » Die 17 martii 1682, Jansenista Choiseul de Praslin, Tornacensis Episcopus, sic locutus est nomine commissionis ad præparandam declarationem deputatæ : « MMgrs nos commissaires m'ont encore chargé de vous dire que leur avis est qu'il soit dressé des articles en forme de *canons et de décisions*, pour être envoyés à tous les Prélats du royaume, avec une circulaire qui marque les motifs que vous avez eus d'éclaircir cette matière, et de déclarer vos sentiments sur un sujet si important. Qu'il vous plaise aussi de prier MMgrs nos présidents de porter au roi avec tous nos seigneurs vos commissaires votre délibération, votre lettre circulaire et vos articles; et de supplier Sa Majesté d'en vouloir autoriser l'exé-

cution, *par laquelle il soit défendu de rien soutenir de contraire dans toute l'étendue de son royaume, et enjoint aux Universités d'enseigner cette doctrine, et aux bacheliers de la soutenir dans leurs thèses publiques* » (citamus ex actis manuscriptis quæ asservantur in bibliotheca Episcopi Atrebatensis, folio 245). — Sic prosequuntur acta : « Mgr de Tournay ayant fini son rapport a ajouté, que Mgr de Meaux avait pris la peine de dresser des articles en latin, qui avaient été vus et examinés avec beaucoup de soin par MMgrs les commissaires et MMgrs les présidents ; et que, lui, il avait aussi composé une lettre latine adressée à MMgrs les Archevêques et Évêques de France, pour accompagner lesdits articles, et qu'enfin on avait encore fait un mémoire... — Mgr l'Évêque de Meaux a fait ensuite la lecture des articles latins qu'il a dressés : *Cleri gallicani de ecclesiastica potestate declaratio*... — Mgr l'évêque de Tournay a lu aussi le mémoire concernant les demandes qu'on prie Sa Majesté d'autoriser par sa déclaration pour le parfait établissement des quatres articles par Mgr de Meaux. » Dictæ supplicationis ad regem tenor is fuit : « L'assemblée supplie très-humblement le roi d'ordonner que la déclaration que le clergé a jugé à propos de donner de ses sentiments sur l'autorité ecclésiastique, soit enregistrée dans toutes les cours de parlement, bailliages, sénéchaussées, Universités et Facultés de théologie et de droit canon du roi, pays et terres de Sa Majesté ; *défendre à tous ses sujets* et aux étrangers même étant dans son royaume, séculiers et réguliers de quelque ordre, congrégation et société qu'ils soient, *d'enseigner dans leurs maisons, colléges et séminaires, ou d'écrire aucune chose contraire à la doctrine contenue en icelle : d'ordonner que ceux qui seront choisis pour enseigner la théologie dans tous les colléges ou maisons séculières ou régulières, qu'ils se soumettront à enseigner la doctrine qui y est expliquée ; et que les syndics des Facultés de théologie présenteront aux ordinaires des lieux des copies desdites soumissions, signées par le greffier desdites Facultés.*

Que dans tous les colléges et maisons desdites Universités où il y aura plusieurs professeurs, soit qu'ils soient réguliers ou séculiers, l'un d'eux sera chargé *tous les ans* d'enseigner la doctrine contenue en ladite déclaration; et dans les colléges où il n'y aura qu'un seul professeur, il sera *obligé* de l'enseigner une des trois années consécutives... Qu'aucun bachelier soit séculier soit régulier ne pourra être licencié, ni être reçu docteur, *qu'après avoir soutenu ladite doctrine dans l'une de ses thèses.* » Hisce postulationibus ab Episcopo Tornacensi propositis unanimis accessit assensus. Fuerunt nempe *trouvées très-judicieuses et approuvées par toute la compagnie* (séance du 17 mars 1682, folio 471-476 du manuscrit conservé à la bibliothèque de l'évêché d'Arras).

Edicti regii, quod sic unanimiter postulatum fuerat, tenor est hujusmodi : « Défendons à tous nos sujets, et aux étrangers étant dans notre royaume, séculiers et réguliers de quelque ordre, congrégation et société qu'ils soient, d'*enseigner* dans leurs maisons, colléges et séminaires, ou d'*écrire* aucune chose contraire à la doctrine contenue en icelle (déclaration)... Enjoignons à tous les Archevêques et Évêques de notre royaume... d'employer leur autorité pour faire enseigner dans l'étendue de leurs diocèses la doctrine contenue dans ladite déclaration faite par lesdits députés du clergé. » Postea Parlamentis injungitur edicti executionem procurent « sans souffrir qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement, et *à procéder contre les contrevenants en la manière qu'ils le jugeront à propos*, selon l'exigence des cas. »

Evincunt documenta ista conventum anni 1682 revera voluisse et procurasse ut declaratio sua foret *stricte obligatoria* in eo sensu quem diximus; id est, *primo*, in eo sensu quod *interdiceretur omnibus*, in tota Gallia, quidquam docere aut scriptis edere, declarationi quatuor articulorum contrarium, sub pœnis arbitrio magistratuum infligendis; *secundo*, in eo sensu quod *cogerentur* theologiæ professores hujus declarationis doctrinam tradere, et scripto promittere se tradi-

turos; nec posset ullus licentiam aut doctoratum consequi, nisi eamdem doctrinam propugnasset.

Objicies cum Bossuetio et sequacibus. — Errarunt subsecuti Romani Pontifices et theologi exteri, existimando voluisse conventum edere *decreta* seu *definitiones* quibus adhærere *tanquam fidei articulis* fideles tenerentur. Hoc non voluit conventus, sed tantum exponere doctrinam apud Gallos receptam.

Respondeo : 1° Falsum est Romanos Pontifices et theologos exteros quoad intentionem conventus errasse. Conventui nempe non exprobraverunt quod voluerit *fidei articulos* quibus conscientiæ ligarentur decernere. Sed ei exprobraverunt quod suos quatuor articulos voluerit in Galliis ita doceri ac propugnari ut contrariam doctrinam nullatenus jam docere ac propugnare liceret. Porro id revera voluit conventus. Voluit enim quod fecit : porro duo hæc præstitit : quatuor articulos suam declaravit doctrinam, et edictum regium postulavit ac obtinuit, quo prohibitum est ne alia in Galliis doctrina doceretur ac propugnaretur. Hoc sensu *obligatorios* voluit suos quatuor articulos ; et hoc sensu tanquam *obligatorios* editos a conventu fuisse reputarunt Romani Pontifices et exteri theologi. Quod autem conventui intentionem erronee adscripserint *articulos fidei* proprie dictos condendi, est gratuita falsaque assertio, vanissimumque effugium, ad excusandas excusationes in peccatis excogitatum. — 2° Falsum est voluisse dumtaxat conventum, apud Gallos receptam doctrinam exponere. Nam hac expositione contentus non fuit ; sed postulavit regio edicto doctrinam hanc docendam et propugnandam injungi, ac contrariam prohiberi. Sane si voluisset conventus suam dumtaxat opinionem promere, articulos edendo non postulasset brachii sæcularis auxilium ut contraria doctrina doceri ac propugnari sub pœnis prohiberetur.

2° Ejusmodi agendi ratio conventus anni 1682 tyrannis fuit ac persecutio. — Etenim cuilibet in Gallia jus competebat quatuor articulorum doctrinam habendi pro erronea et

illicita. Eam sic judicabat Sedes apostolica, cum catholicis totius mundi scholis. Nec intenderat conventus (fatente Bossuet et testantibus actis) *articulos fidei* edere quos *veros credere* Galli ex conscientia tenerentur. Neque somniavit idem conventus penes particularem synodum residere dogmata infallibiliter definiendi potestatem. Igitur certo certius erat jus cujuslibet Episcopi, presbyteri ac laici, post emissam a conventu doctrinalem illam declarationem, oppositam doctrinam propugnandi, docendi et scriptis propagandi. Porro jus istud impediri conventus procuravit. Petiit nempe et obtinuit a rege ut jus istud de medio tolleretur, et quicumque illo usi deprehenderentur, pœnis subjacerent. Quid aliud tyrannis, quam jurium violatio? — Quæ quidem tyrannis simul quoad multos *persecutio* fiebat. Episcopi enim qui doctrinam declarationis *erroneam* censebant et *illicitam*, ad id adigebantur ut, vel contra conscientiam suam agerent, eam in suis diœcesibus doceri ac propagari permittendo, vel pœnis, magistratuum arbitrio, coercerentur. Item theologiæ professores, vel mentiri cogebantur, eam doctrinam ut veram tradendo quam falsam sciebant, quamque sine gravi peccato doceri non posse censebant, vel depositionem aliasque pœnas subire. Item juvenibus qui gradus academicos ambiebant, facta necessitas, ut vel doctrinam quatuor articulorum propugnarent, licet id prorsus illicitum ducerent, vel in perpetuum arcerentur a muneribus et beneficiis ecclesiasticis, ad quæ sine licentia vel doctoratu non patebat aditus. Sævissima sane persecutio hæc. Et eo quidem detestabilior, quod ipse conventus, ut Archiepiscopum Cameracensem ad subscribendos quatuor articulos alliceret, ei declaraverat qu'*on ne prétendait pas en faire une décision de foi* (Procès-verbaux, séance du 19 mars 1682). Hoc ipso licitam omnibus implicite declarabat doctrinæ istius impugnationem. Et nihilominus regium edictum postulavit et obtinuit, quo sub pœnis impugnatio prohiberetur, propugnatio vero professoribus et licentiam ambientibus injungeretur.

III. *Declaratio quatuor articulorum fuit intrusio*, id est, alienæ potestatis usurpatio. — Existere in Ecclesia controversiarum fidei judicem supremum et infallibilem, cui competat potestas definiendi et definitiones suas obligatorias efficiendi, dogma catholicum est, quod nobiscum propugnant gallicani systematis defensores. Judicem istum supremum nos dicimus esse Romanum Pontificem, sive solus pronuntiet, sive co-judicante concilio œcumenico. In Gallicanorum autem systemate, non residet dicta prærogativa penes Papam si solus definiat, sed dumtaxat accedente consensu concilii œcumenici vel Ecclesiæ dispersæ. Quæ Gallicanorum opinio, etiamsi non esset certo erronea, non tamen a conventu cleri anni 1682 intrusionis crimen averteret. Iste siquidem conventus, etiam juxta Gallicanorum systema, nequaquam erat controversiarum fidei supremus judex, et tamen sibi usurpavit potestatem supremi quoad fidem judicis. — Etenim 1° si contingat de doctrina in scholis catholicis, sciente et permittente Ecclesia, tradi solita, oriri contentiones, ad solum controversiarum fidei judicem supremum pertinet *prohibere ne in posterum propugnetur, et professores ad docendam doctrinam oppositam adigere.* Nam professor obligari nequit ad docendum aliquod dogma tanquam certum, nisi simul obligetur ad habendum idem dogma pro certo et indubitato. Alioquin obligari posset ad asserendum tanquam certum, quod certum non crederet, nec credere teneretur; id est, obligari posset ad mentiendum, quod manifeste repugnat. Ergo ut obligari possit quis ad taliter docendum in materia fidei, interveniat necesse est judex ille qui infallibiliter doctrinam illam veram definire et credendam injungere potest. Ergo solus fidei supremus judex decernere potuisset ut professores Galliæ talem doctrinam docere tenerentur et contrariam sub pœnis prohibere. Id tamen attentavit conventus anni 1682. Nam petivit et obtinuit regium edictum professores adigens ad docendam tanquam veram quatuor articulorum doctrinam, et oppositam sub pœnis prohibens. Nimirum iste aulicorum conven-

tus in locum supremi controversiarum fidei judicis sese intrudere ausus est, et ejus potestatem usurpare. Quod quidem attentatum eo pejus fuit quod doctrina, sic proscripta per edictum a conventu cleri postulatum et obtentum, esset illa ipsa quam solam Sedes apostolica constanter probabat, quam unanimiter ut certam et tenendam tradebant doctores catholici, de qua Suaresius dixerat : *Hæc est catholicorum omnium sententia*, cujus oppositam Bellarminus *hæresi proximam* et *certo erroneam* pronuntiaverat. Equidem regium suum edictum abrogavit Ludovicus XIV. At certum remanet edictum istud a conventu cleri approbatum, postulatum et obtentum fuisse. — 2° Alio etiam ex capite intrusionis reus convincitur dictus conventus. Certum nempe *causas majores* esse Romano Pontifici reservatas. Nec minus certum *majoribus causis* potissimum adnumerandas de fide seu dogmate controversias. Et dogmatica sane quatuor articulorum materia. Nec dixerunt hujus conventus prælati, *hæc* DECLARANDA *esse duximus*, quasi doctrinalem dumtaxat opinionem exprimentes et liberam oppositam relinquentes ; sed dixerunt hæc *sancienda*. Voluerunt nempe doctrinam a se assertam *obligatoriam* in docendo fieri, et oppositam efficaciter e scholis et scriptis expelli. Ad quod postularunt et obtinuerunt edictum regium. Igitur ita pronuntiando et proscribendo, *majorem causam* dirimere ausi sunt, et propriam Sedis Apostolicæ potestatem invaserunt.

§ 6. — Quomodo ii qui conventui anni 1682 interfuerant, quosque Rex ad sedes Episcopales postea nominavit, anno 1693 summo Pontifici satisfecerint; et an eorum epistola fuerit vera retractatio seu reprobatio declarationis anni 1682.

Hac de re subjiciemus primo documenta. Tum exquiremus an dictorum nominatorum litteræ fuerint vera retractatio seu reprobatio declarationis anni 1682.

I. Præmittuntur documenta.

DOCUMENTUM 1. — *Excerptum ex opere* Nouveaux Opuscules de Fleury, *auctore Emery*. — « M. Fleury nous fournit encore

des éclaircississements curieux sur la manière dont se termina le démêlé entre le Saint-Siége et Louis XIV, qu'avait fait naître la déclaration du clergé. Plusieurs des députés du second ordre, à l'assemblée de 1682, avaient été nommés par Louis XIV à des évêchés, mais le Pape Innocent XI et son successeur Alexandre VIII refusèrent constamment de leur accorder des bulles. Ils n'en obtinrent qu'en 1693, sous le pontificat d'Innocent XII. Les Papes exigeaient d'eux une satisfaction. On convint enfin qu'ils écriraient une lettre de soumission au Pape Innocent XII. La rédaction de la lettre souffrit bien des longueurs et des difficultés. On proposa différents projets qui nous ont été conservés par M. Fleury » (opere citato, p. 162, Paris, 1807).

Ibi referuntur variæ formulæ Parisiis discussæ quoad dictam satisfactoriam epistolam. Alias ego præ manibus habui, e manuscriptis Bibliothecæ imperialis Parisiensis desumptas. Eas simul conferendo facile perspicitur, in hunc scopum desudasse aulicorum Galliæ calliditatem, ut epistola videretur esse retractatio quatuor articulorum, atque ut talis a Summo Pontifice acciperetur ; simul vero in ea ponerentur aliqua verba ambigua, quorum ope postea contrarium propugnari posset. Ad quod intentum apta visa est et prævaluit tandem formula ista : *Mens quippe nostra non fuit quidquam decernere.*

Documentum II. — *Textus epistolæ satisfactoriæ ad Innocentium XII missæ.* — « Cum in hac tanta exultantis Ecclesiæ felicitate, ingentes christiani omnes paternæ providentiæ sanctitatis vestræ fructus percipiant, facilemque in sinum clementiæ vestræ aditum experiantur, nihil accidere molestius nobis potuit, quam quod eo nunc loco res nostræ sint, ut aditus in gratiam sanctitatis vestræ nobis hactenus interclusus videatur. Cujus quidem rei cum *eam fuisse rationem* perceperimus, *quod* nos *cleri Gallicani comitiis anno* 1682 *Parisiis habitis interfuerimus*, idcirco ad pedes beatitudinis vestræ provoluti, profitemur et declaramus nos *vehementer*

quidem et supra omne quod dici potest ex corde dolere de rebus gestis in comitiis prædictis, quæ sanctitati vestræ et ejusdem prædecessoribus summopere displicuerunt. Ac proinde quidquid in iisdem comitiis circa ecclesiasticam potestatem et Pontificiam auctoritatem *decretum censeri potuit*, pro non decreto habemus et habendum esse declaramus. Præterea pro non deliberato habemus illud quod in præjudicium jurium Ecclesiarum deliberatum *censeri potuit.* Mens quippe nostra *non fuit quidquam decernere* et Ecclesiis prædictis præjudicium inferre. Prompti insuper, in profundissimi obsequii quod sanctitati vestræ profitemur et demissæ reverentiæ pignus, ita nos gerere, ut de debita nostra, quam ad extremum vitæ spiritum sanctitati vestræ impensissime præstabimus obedientia, et de nostro pro tuendis Ecclesiæ juribus zelo, nihil unquam possit desiderari. His itaque perlectis nostris litteris speramus, et sanctitatem vestram humillime obtestamur, ut nos in gratiam benevolentiamque tandem receptos, Ecclesiis ad quas rex noster christianissimus nos nominavit, præficere dignetur... »

De ista epistola dicit Emery : « Elle fut écrite avec l'approbation au moins tacite de la cour (debuisset dicere *par ordre*), et de quelques-uns des principaux Évêques du royaume, et *notamment de Bossuet. — C'est lui* (Bossuet) *qui en avait donné le plan* » (*Nouveaux Opuscules de Fleury*, p. 169 et 171, Paris, 1807).

Documentum III. — *Epistola Ludovici XIV ad Cardinalem d'Estrées qua constat denegatus fuisse bullas ob pravam quatuor articulorum doctrinam.* — Scripta fuit die 6 septembris 1688. In ea sic legere est : « Elle (Sa Sainteté) s'est opiniâtrée par une dureté inflexible à refuser les bulles à ceux que j'ai nommés aux évêchés vacants de mon royaume... Qu'elle a *fondé son refus sur des moyens qui n'ont jamais empêché aucun Pape de pourvoir ceux que les rois mes prédécesseurs, et moi, avons nommés en vertu du concordat.* Mais, comme vous lui avez assez fait voir, et à ses ministres, tous les inconvénients

de ce refus, et que les Évêques de mon royaume qui ont acquis le plus de réputation dans toute la chrétienté ont suivi *les mêmes maximes qui font aujourd'hui le prétexte d'une prétendue incapacité dans ceux que la cour où vous êtes qualifie n'être pas d'une saine doctrine*, il est inutile de rebattre toutes les raisons qui ont été si souvent dites sur ce sujet, et que vous avez si bien expliquées, qu'elles ne peuvent laisser aucun lieu aux faibles excuses et aux prétendus scrupules de conscience dont Sa Sainteté... » (*Collection des procès-verbaux des assemblées*, tom. VIII, pag. 303 des *Pièces justificatives*). Igitur, teste Ludovico XIV, Sedes Apostolica denegatarum bullarum causam allegabat nominatorum a rege *doctrinam*, quam contendebat *non esse sanam*. Et, eodem Ludovico XIV teste, istam eamdem doctrinam antea tenuerant præcipui Galliarum Episcopi, quibus tamen bullas concedere Sedes Apostolica non renuerat. Agitur, ut patet, de doctrina in declaratione quatuor articulorum contenta, prout expresse in sequenti documento.

Documentum IV. — *Ab advocato Talon perorata die 23 januarii* 1688. — « Cette assemblée (de 1682) n'a pas prétendu former une décision d'une controverse douteuse, mais rendre un témoignage public et authentique d'une vérité constante... L'on a vu pourtant avec étonnement que le Pape *a regardé cette déclaration comme une injure faite à son autorité.* En telle sorte que, le roi ayant nommé à l'épiscopat quelques-uns de ceux qui assistaient à cette assemblée..., on leur a refusé des bulles, *sous ce prétexte qu'ils ne font pas profession d'une saine doctrine.* Si ce fondement est solide, nous sommes en état de ne plus avoir à l'avenir d'Évêques; puisque tous les ecclésiastiques du royaume, et particulièrement ceux qui prennent dans les universités les degrés... soutiennent avec une fermeté invincible *les propositions dont le Pape se plaint...* L'opiniâtreté du Pape est cause que trente-cinq églises cathédrales demeurent destituées de Pasteurs. Qui pourrait s'imaginer que le Pape laisse le tiers des églises de France va-

cantes, *parce que nous ne voulons pas reconnaître* qu'il soit infaillible?... Le roi est très-religieux à nommer aux prélatures des ecclésiastiques d'une probité exemplaire et d'un mérite distingué. Et *parce que ces ecclésiastiques ne croient pas que le Pape soit infaillible, qu'ils ne lui attribuent pas le titre de monarque universel, qu'ils sont persuadés qu'il n'a aucune puissance directe ni indirecte sur le temporel des rois, et qu'il est entièrement inférieur aux conciles, qui ont le droit de le corriger et de réformer ses décisions, le Pape, sur ce prétexte imaginaire, leur refuse des bulles* » (*Procès-verbaux des assemblées du clergé*, t. V, p. 307 des *Pièces justificatives*).

Igitur anno 1688 erat notorietatis publicæ, non alia de causa denegari bullas nominatis, quam ob doctrinam declarationis quatuor articulorum necnon gesta quoad regaliam, et quod huic doctrinæ et gestis adhæsissent.

Documentum V. — *Epistola Ludovici XIV ad Innocentium XII.* — Très-saint Père, j'ai toujours beaucoup espéré de l'élévation de Votre Sainteté au pontificat pour l'avantage de l'Église et l'avancement de notre sainte religion. J'en reconnais présentement les effets avec beaucoup de joie dans tout ce que Votre Sainteté a exécuté de grand et d'avantageux pour le bien de l'un et de l'autre. Cela redouble mon respect filial pour Votre Sainteté. Et, parce que je tâche de le lui témoigner par les preuves les plus fortes dont je suis capable, je suis bien aise de faire savoir à Votre Sainteté que j'ai donné les ordres nécessaires, afin que les affaires contenues dans mon édit du 2 de mars 1682 concernant la déclaration faite par le clergé du royaume (à quoi les conjonctures d'alors m'avaient obligé) n'aient point de suite. Et comme je souhaite, non-seulement que Votre Sainteté soit informée de mes sentiments, mais aussi que tout le monde sache par un témoignage public la vénération que j'ai pour ses saintes et grandes qualités, je ne doute pas aussi que Votre Sainteté n'y réponde par toutes sortes de preuves et de témoignages de son affection paternelle envers moi. Cependant, je prie

Dieu qu'il conserve Votre Sainteté heureusement pendant plusieurs années. »

II. *An epistola satisfactoria anni 1693 vim retractationis habere censenda sit?*

PROPOSITIO I^a. — *Declaratio quatuor articulorum non fuit, nec a Romanis Pontificibus reputata est* DECRETUM FIDEI, *quo voluerint Gallicani præsules animas ad credendum constringere.* — 1° Non habuit declaratio illa formam *decreti fidei*. Nam ut aliqua declaratio dogmatica formam habeat definitionis ad fidem obligantis, debet expresse pronuntiari id quod declaratur esse de fide catholica, atque ex obligatione ab omnibus credendum; quod fieri solet reprobando contrariam opinionem tanquam *hæreticam*. Porro declaratio gallicana nihil tale præ se ferebat. Unde, attento vel solo ipsius tenore, non potuit a Romanis Pontificibus, vel a quolibet alio mente sano, haberi tanquam definitio fidei, qua gallicani præsules conscientias ligare præsumpserint. 2° Fuisset ejusmodi gallicanorum præsulum præsumptio, apertissima dementia; siquidem pauci unius regionis prælati sibi potestatem vindicassent *fidem definiendi*, ita ut christiani ipsorum definitionibus credere tenerentur. Quod idem fuisset ac infallibilitatem sibi tribuere, eo ipso tempore quo eam Romano Pontifici denegabant, et in solo concilio œcumenico, vel Ecclesiæ universalis dispersæ judicio residere pronuntiabant. Quod hac tanta dementia capti fuerint Gallicani præsules, nec Romani Pontifices, nec alii unquam somniarunt. 3° In gestis ipsis conventus anni 1682, contrarium expresse declaratum fuerat. Nempe die 19 mars dixit de Brias, Cameracensis Archiepiscopus : « Qu'il avait été nourri dans des maximes opposées; mais qu'il avait été convaincu par M. l'Évêque de Tournai et MM. les commissaires; et qu'il entrait d'autant plus volontiers dans leurs sentiments, que l'on ne prétendait pas *en faire une décision de foi, mais seulement en adopter l'opinion.* » Sane non ignorabant Romani Pontifices dicti conventus gesta. Sciebant igitur non eam mentem fuisse gallicanorum præsulum, ut conscientias

suis quatuor articulis constringerent et ad credendum obligarent.

Propositio IIa. — *Licet declaratio quatuor articulorum non fuerit decretum fidei, fuit tamen verum ac proprie dictum decretum.* — Qui facit aliquam declarationem doctrinalem, licet non intendat alios ad credendum obligare, potest tamen ita suam doctrinam edicere, ut simul velit et procuret eam solam in scholis doceri, contrariam vero efficaciter prohiberi. Porro talis declaratio est verum ac proprie dictum decretum. Sit in exemplum rex qui sic declararet : Sententia mea est, Romano Episcopo non competere Primatum jurisdictionis ; hanc solam omnes regni mei professores doceant ac discipuli defendant, sub pœna carceris. Sane talis declaratio verum decretum foret, quamvis rex non sibi potestatem arrogaret conscientias obligandi ad credendum interne, veram esse doctrinam quam docendam ac defendendam præcipit. Unde revera si Gallicani præsules, non tantum suam sententiam exposuerint, sed simul voluerint et procuraverint eam solam in scholis ac scriptis doceri ac defendi, contrariamque prohiberi ac impediri, verum ac proprie dictum *decretum* ediderunt, ac edere intenderunt. Jam vero expendamus quid peregerint.

1° Non dixerunt solummodo quatuor articulos tanquam propriam opinionem a se *declarari*, sed addiderunt eosdem articulos a se *sanciri*. Hæc nempe verba textui quatuor articulorum præmiserunt : « Nos Archiepiscopi et Episcopi Parisiis mandato regio congregati, Ecclesiam Gallicanam repræsentantes:.., hæc *sancienda* et declaranda esse duximus. » Quid sonet vox *sancire*, ita exponit in lexico suo Forcellinus : « *sancio*, κυρόομαι, decerno, statuo... Proprium est legislatorum et legum. Proprie significat sanctum facere, id est, rem aliquam ut Diis probatam ideoque perfectissimam atque inviolabilem proponere, constituere... Hinc *sancire* solemne vocabulum de legibus, fœderibus, quæ sanciuntur, id est, in ipsam Deorum tutelam conferuntur, ut quæ *lædere nefas sit* propter ipsorum sanctimoniam. Idem fere quod *statuere*...

Est etiam certa pœna proposita aliquid cavere ac vetare... Sæpe est firmare, confirmare. » Sane jam vox ista satis innuit plus voluisse Gallicanos præsules quam nude suam opinionem promere. Innuit nempe eos voluisse ut hæc sua sententia esset in Galliis pro regula, cui scholæ ac scriptores sese aptare deberent.

2° Quid voluerint ac intenderint ipsimet publicis actis suis palam fecerunt. Postularunt scilicet a rege, ac obtinuerunt decretum, quo tenerentur magistri in scholis docere, ac discipuli defendere hanc ipsam quatuor articulorum doctrinam, prohibita sub pœnis contraria sententia. Voluerunt igitur declarationem suam esse dicto modo *obligatoriam*. Sed emittere declarationem doctrinalem ut sit certo modo obligatoria, quid aliud est quam *decernere?* Equidem postea recurrerunt ad istud effugium : *voluimus dumtaxat opinionem nostram promere.* Sed fuit hoc apertissimum mendacium. Enimvero voluerunt opinionem suam in docendo et defendendo et scribendo obligatoriam esse, siquidem procurarunt decretum regium quo sic obligatoria fieret. Qui vult opinionem suam nude proferre, dicit *ita sentio*; at non dicit *ita sancio.* Ast ipsi dixerunt *sancimus;* et ita dixerunt tanquam *Ecclesiam Gallicanam repræsentantes;* et procurarunt hanc a se *sancitam* doctrinam in scholis ac scriptis solam doceri ac defendi posse, contrariam vero sub pœnis prohiberi ac impediri. Igitur Gallicani præsules verum ac proprie dictum *decretum* edere voluerunt ac de facto ediderunt.

3° Idem insuper constat ex ipsorum encyclicis litteris ad omnes Galliarum Præsules directis, ubi sic expresse suam hac de re mentem declarant : « Rogamus porro fraternitatem pietatemque vestram ut... eam quam communi consilio divulgandam esse censuimus doctrinam, in vestris singuli ecclesiis, atque etiam universitatibus et scholis vestræ pastorali curæ commissis aut apud vestras diœceses constitutis, *ita procuretis admitti ut nihil unquam ipsi contrarium doceatur.* Sic eveniet ut... communi nostrum omnium sententia noster con-

sessus fiat *nationale totius regni concilium*, et quos ad vos mittimus doctrinæ nostræ *articuli*, fidelibus venerandi et nunquam intermorituri *Ecclesiæ Gallicanæ* CANONES *evadant.* » Igitur suos quatuor articulos ediderunt ut evaderent *Ecclesiæ Gallicanæ* et *nationalis concilii* CANONES *nunquam intermorituri;* et voluerunt *nihil unquam contrarium* in ecclesiis, universitatibus et scholis *doceri posse*, siquidem ut ita procurent universos Galliarum præsules deprecantur. Unde quod postea dictitarunt, se noluisse *quidquam decernere*, sed dumtaxat privatam opinionem suam *nude proferre*, fuit apertissimum mendacium, ad excusandas excusationes in peccatis excogitatum.

PROPOSITIO IIIª. — *Summopere displicuit Sedi Apostolicæ, non quod Gallicani Præsules decretum edere præsumpsissent conscientias ad credendum obligans; sed 1° quod professi essent falsam ac reprobandam quatuor articulorum doctrinam*; 2° *quod eam doctrinam declarassent per formam decreti, id est, ut esset in scholis ac scriptis obligatoria.*

1° Non somniavit Sedes apostolica eo dementiæ abreptos illos præsules, ut sibi infallibilem potestatem arrogare voluerint fidem definiendi, et internos fidei actus imperandi. Nihil in eorum declaratione, nihil in gestis reperire est quod hanc erroneam persuasionem Romanis Pontificibus ingerere potuerit; prout propositione Iª diximus.

2° At certum est ipsis summopere displicuisse, quod doctrinam quatuor articulis contentam professi sint. Id ipsimet Gallicani fatentur. Imo doctrinam hanc ideo sic solemniter professi sunt, quia sciebant nihil Romano Pontifici molestius fore, et quia volebat Rex Pontificis constantiam molestiis exagitare ac frangere. Denegatas per tot annos bullas ob amplexatam quatuor articulorum doctrinam, non tantum apprime sciebant Gallicani systematis defensores (non excepto advocato Talon et aliis e parlamento ejusmodi viris), sed idipsum Romanis Pontificibus crimini vertebant. Ipsi nempe exprobrabant quod *non alia de causa* bullas denegaret nominatis a rege, qui conventui anni 1682 interfuerant. Quod quidem

adeo notorium est, ut prætermittenda hic visa sint plura documenta quæ abunde in probationem adduci possent.

3° A fortiori Sedi apostolicæ summopere displicuit quod Gallicani præsules, non tantum quatuor articulos suam esse doctrinam declaraverint, sed insuper procuraverint hanc solam in scholis et scriptis admitti, contrariam autem edicto regio sub pœnis prohiberi. Nimirum summopere Romanis Pontificibus displicuit declaratio anni 1682, quatenus simul fuit *decretum* prædicto sensu obligatorium.

Propositio IVª. — *Falso asseruit Bossuetius, in libro Defensionis, Sedi Apostolicæ displicuisse dumtaxat quod Gallicani Præsules decretum de fide conscientias obstringens (prout ipsa erronee putabat) edere præsumpsissent; neque aliud a nominatis postulatum, quam ut ejusmodi decretum ad credendum obligans retractarent vel a mente sua alienum fuisse declararent; et tandem non de alio se dolere testatos esse dictos nominatos, quam quod Summus Pontifex, ob erronee suppositum ejusmodi decretum, angustiam passus esset.* — Præmittimus ipsamet libri *Defensionis* verba, quæ triplicem illam assertionem continent : « Idcirco nec piguit Gallos ad episcopatum promovendos, datis ad Pontificem maximum litteris, id obedientissime profiteri et subscribere : *Quidquid in iisdem comitiis circa ecclesiasticam potestatem et pontificiam auctoritatem decretum censeri potuit, pro non decreto haberi velle : mens nempe*, inquiunt, *nostra non fuit quidquam decernere.* Quod in ipso conventu clara voce testatos ex gestis vidimus. Nihil nempe decretum quod spectaret ad fidem, *nihil eo animo ut conscientias constringeret*, aut alterius sententiæ condemnationem induceret : id enim nec per somnium cogitabant. Quare, *cum tale decretum a clero Gallicano editum putaretur, id a se amoliti sunt Galli, summo cum animi dolore; neque aliud quidquam de ipsa declaratione aut* Pontifex voluit *aut Episcopi præstiterunt* (in dissertatione prævia cui titulus *Gallia orthodoxa*, n. vi).

« Itaque haud aliis conditionibus compositæ res sunt. Quid enim ab Episcopis Gallicanis Innocentius XII, bonus ac pacifi-

cus Pontifex, postulavit? Ut erroneam, ut schismaticam, ut falsam doctrinam ejurarent? Absit! Nempe Episcopi in hæc verba scripserunt : *Nihil enim decernere animus fuit.* En quod deprecantur, *en quod Pontifex adversari jubet, decretum esse conditum*, latum episcopale judicium, *eoque animo quo diximus* » (ibid., n. x).

Igitur satisfactoriam epistolam revera interpretatus est Bossuetius prout in thesi diximus, videlicet : 1° erronee putabat summus Pontifex Gallicanos Præsules edere voluisse *decretum de fide animas constringens* et ex hac erronea persuasione summe doluerat; 2° hoc solum exigebat a nominatis ut ejusmodi *decretum animas constringens* respuerent ; 3° dicti nominati de hoc solo doluerunt et dolere se in litteris suis testati sunt, quod Summus Pontifex erronee putasset editum a Gallicanis præsulibus ejusmodi *decretum de fide animas constringens*, et quod ob illam erroneam persuasionem angustiam passus esset.

Jam expendamus quam mendax et dolosa sit Bossuetiana illa explicatio.

1° Falsum est ita stolide Romanos Pontifices errasse circa Gallicanorum Præsulum declarationem et gesta, ut putaverint eos voluisse fidei decretum edere quo fidelium conscientiæ ad credendum iis articulis obligarentur. Id jam propositione I^a^ probatum est. Putarunt quidem Romani Pontifices a Gallicanis Episcopis editum *decretum* eo animo ut constringerent magistros ad docendam, discipulos scriptoresque ad defendendam quatuor articulorum doctrinam, prohibita sub pœnis sententia contraria; sed in hoc nullatenus erraruut, siquidem Gallicani Præsules suos quatuor articulos, non tantum declararunt, sed edictum regium postularunt et obtinuerunt, hanc solam doctrinam in scholis et scriptis permittens. Quod autem Gallicani Præsules insuper voluerint conscientias attingere, et eas obligare ad credendum interno assensu quatuor articulis, tanquam fidei articulis, nec ullus Romanus Pontifex, nec alius, quod sciam, vel per somnium unquam cogitavit. Equidem

asserit Bossuetius in hoc errore versatum esse Cardinalem d'Aguirre : « Daguirræus, inquit, objectabat *catholicæ doctrinæ formulam quæ animas constringeret* « (loco citato, n. VI). Sed hoc non dixit d'Aguirre. En ejus verba, paulo ante a Bossuetio citata : « Galliarum præsulibus non licuisse sua paradoxa publici juris facere et *mittenda curare ad omnes Ecclesias*, veluti quandam sanæ omnino imo et catholicæ doctrinæ formulam *qua omnes constringerent.* » Exprobrat d'Aguirre quod paradoxa sua *miserint ad omnes Ecclesias*, cum non soleant ab Episcopis sic ad *omnes Ecclesias* mitti, nisi catholicæ fidei professiones seu articuli ab omnibus tenendi. At non dixit, nec putavit eos revera voluisse *animas constringere* ad credendum declaratæ suæ doctrinæ tanquam fidei articulis.

2° Falsum est Romanos Pontifices doluisse dumtaxat de chimera illa, videlicet, quod Gallicani præsules voluissent *animas ad credendum suis quatuor articulis obligare.* De hoc non doluerunt, quia nec unquam crediderunt aut somniarunt. At doluerunt, et quidem summopere, de duobus certissimis Gallicani conventus attentatis : *primo* quidem quod detestandam quatuor articulorum doctrinam suam esse professi essent; *secundo* quod procurassent hanc solam doctrinam in scholis et scriptis permitti, contrariamque sub pœnis prohiberi, sicque effecissent verum ac proprie dictum *decretum.*

3° Falsum est non aliud expostulasse a nominatis Romanos Pontifices quam ut respuerent declarationem, *quatenus decretum animas constringens ad credendum.* Non scilicet postulabat Sedes Apostolica id respui, quod apprime sciebat non extitisse. Porro dementia illa, qua intendissent Gallicani præsules suam declarationem tanquam *credendos fidei articulos* conscientiis imponere, nec extiterat, nec a Romanis Pontificibus somniata fuerat. Igitur expostulabant a nominatis Romani Pontifices, ut respuerent declarationem tum ob detestandam ejusdem declarationis doctrinam, tum quatenus declaratio illa decreti naturam induerat, ex implorato ac

subsecuto regio edicto, contrariam sententiam in scholis et scriptis prohibente. Hanc satisfactionem exigebat Summus Pontifex. Hanc sibi datam per directas a nominatis litteras existimavit. Et ideo eis bullas tandem concessit.

4° Falsum est nominatos, in sua satisfactoria epistola sensu obvio intellecta, non de alio dolorem testatos esse, quam quod Sedes apostolica, erronee putasset editum a conventu anni 1682 decretum *animas ad credendum obligans*, et summum inde mœrorem passa esset. Id sequenti propositione expendimus ac palam facimus.

Propositio V^a^. — *Satisfactoria nominatorum epistola, sensu obvio intellecta, fuit vera retractatio declarationis anni* 1682. — 1° Testantur se vehementer et supra omne id quod dici potest *ex corde dolere de gestis in comitiis* quæ Innocentio XII et ejus prædecessoribus *summopere displicuerunt*. Porro publicæ notorietatis est summe displicuisse Romanis Pontificibus, tum quod Gallicani præsules doctrinam quatuor articulorum suam esse professi essent, tum quod procurassent edictum regium eam solam doctrinam quoad scholas et scripta permittens, tum quod regi jus regaliæ concessissent in eas Ecclesias quæ huic juri non subjacebant. Ergo de his tribus se dolere profitentur nominati, ac proinde tria hæc respuunt atque retractant.

2° Dicunt se habere *pro non decreto*, quidquid circa ecclesiasticam potestatem et Pontificiam auctoritatem *decretum censeri potuit*. Ergo retractant et respuunt quatuor articulos, quatenus censeri possent verum ac proprie dictum *decretum*. Porro fuerant revera *decretum*, eo sensu quod Gallicani præsules declarassent hanc esse Gallicanæ Ecclesiæ doctrinam, et insuper procurassent eam solam in scholis et scriptis permitti, contrariamque regio edicto sub pœnis prohiberi. Ergo dicta epistola vim habet veræ retractationis relative ad quatuor articulos, quatenus fuerant verum in dicto sensu decretum. Et idem dicendum quoad regaliæ extensionem, in præjudicium Ecclesiarum. Equidem addunt, *mentem suam*

non fuisse quidquam *decernere* et Ecclesiis *præjudicium inferre*. Hoc, si verum foret, probaret dumtaxat eos non intellexisse quid facerent quando declarationem quatuor articulorum emittebant et regaliæ extensionem regi tribuebant. Nam de facto ediderunt verum in prædicto sensu decretum, et Ecclesiis verum præjudicium intulerunt. At remaneret, rejecta et retractata ab ipsis fuisse gesta comitiorum anni 1682, qualia in se ac reapse peracta sunt.

3° Desumendus insuper illius epistolæ sensus ex ipsius scopo. Enimvero eam scripserunt ut Summo Pontifici satisfacerent. Cur autem nominatis bullas denegabat Sedes Apostolica? Ob id solum quod quatuor articulis subscripsissent, doctrinamque iis articulis contentam professi essent, et regaliæ extensioni consensissent. Id testantur protractæ per tot annos querelæ, tum ipsiusmet regis tum ministrorum et aulicorum et ipsius etiam advocati Talon. Nimirum Sedi Apostolicæ crimini vertebant, *ob hoc solum* nominatis bullas denegari, quod *doctrinæ quatuor articulorum adhærerent*. Atque ut injustissimum id demonstrarent, perpetuo recantabant esse opinionem illam licitam et liberam; nec proinde posse quemquam ob eam opinionem ab episcopatu juste arceri. Igitur cum scripta fuerit epistola ut satisfieret Pontifici, qui bullas ob amplexatam quatuor articulorum doctrinam recusabat, interpretanda est tanquam dictæ doctrinæ retractatio, nisi verba contrarium clare denotent. Porro nedum epistolæ tenor hunc retractationis sensum clare excludat, cum econtra aperte præ se fert et exprimit, ut supra vidimus.

4° Quo res magis pateat, expendamus quid contigisset, si epistolæ suæ nominati adnexuissent Bossuetianam explicationem; si nempe Pontifici dixissent: *Dolemus, Beatissime Pater, quod stolide existimaveris Gallicanos præsules voluisse decretum edere, animas constringens ad credendum declarationi suæ tanquam fidei articulo. Item dolemus quod ex hoc erroneo supposito mæstitiam passus sis. At de hoc solum dolemus. Cæterum quatuor*

articulorum doctrinam non respuimus, sed ei semper adhæremus. Quid, quæso, contigisset, si ita scripsissent? Haud sane bullas concessisset Innocentius XII. Hinc dolosam suam explicationem, etsi jam in concinnanda satisfactionis formula excogitassent ac præparassent Bossuetius et alii aulici (ut ex præmissis documentis constat), diligenter tamen siluerunt et secretam servarunt, ante negotii compositionem et bullarum concessionem. Permiserunt nempe satisfactoriam epistolam haberi a Romano Pontifice pro vera quatuor articulorum retractatione; nec in ea quidquam posuerunt quod non posset huic interpretationi congruere, quia id omnino necessarium erat ut bullæ obtinerentur. At post compositum negotium, cœperunt præparato in antecessum effugio uti. Misera sane ac vana dolositas! Nam qui epistolam scripserunt, nisi voluerint mentiri ac Summum Pontificem decipere, censendi sunt eam scripsisse in eo sensu, quo eam intelligebat Summus Pontifex, et quo volebant eam ab ipso intelligi.

5° Sincerior furibundus advocatus Chauvelin, qui ne in quæstionem quidem vocat, num dicta epistola vim veræ retractationis habuerit. Sic quippe in illam invehitur (*Tradition des faits*, p. 266 et 274). « Quel scandale ne donnèrent pas les Évêques qui, oubliant qu'ils étaient Français, se détachèrent du reste de la nation pour reconnaitre ces injustes prétentions et demander humblement pardon de ce qui s'était fait dans l'assemblée du clergé de 1682! *Désavouer les quatre articles*, comme firent les Évêques dans leur lettre à Innocent XII et promettre au Pape une profonde obéissance par opposition à ces articles, n'était-ce pas abandonner lâchement son souverain et se rendre coupable d'une infidélité formelle envers lui? Une démarche *aussi criminelle* ne montrait que trop visiblement que *la plupart* de ceux qui avaient signé la déclaration de 1682 ne s'y étaient *prêtés que par respect humain* et que *dans le fond du cœur* ils conservaient *ces sentiments ultramontains*! »

Alienus item a Bossuetiana explicatione Legendre, Archiepis-

copi Parisiensis de Harlay secretarius, qui loquens de formula epistolæ *qui fut concertrée entre les deux cours*, sic habet : « Cette lettre fit grand bruit. Et comment n'en aurait pas fait *une palinodie* aussi extraordinaire? En pays étranger elle fut regardée comme une *abjuration expresse*. En France, au contraire, on disait que ce retour, parce qu'il n'était fait que par des particuliers, ne donnait point d'atteinte à ce qui avait été arrêté en 1682 » (*Mémoires de l'abbé Legendre*, p. 159, Paris, 1863).

6° Igitur dicta epistola, sensu obvio intellecta, pro vera retractatione habenda est. Insuper ejusmodi retractatio multo majoris auctoritatis est quam declaratio conventus anni 1682. Nam qui sic quatuor articulos retractant et respuunt, id agunt exigente Sede apostolica ; unde palinodiam illam corroborat ejusdem Sedis apostolicæ auctoritas. Econtra vero declaratio anni 1682 edita est exigente rege, ab Episcopis qui, teste procuratore generali de Harlay, contrarium sentiebant, quique libenter et ipsi retractassent, si per regem licuisset, *si on le leur permettait*.

Propositio VIª. — *Satisfactoria epistola, juxta intentum Bossuetii et aliorum qui eam concinnarunt, non fuit retractatio, sed fraus; qua tamen fraude non ei adimitur vis retractationis proprie dictæ.* — 1° Positæ sunt voces, « mens quippe nostra non fuit quidquam decernere » eo fine ut postea hoc fundamento extrui posset supracitata interpretatio, videlicet : non retractatam quatuor articulorum doctrinam; neque hoc ab Innocentio XII postulatum, sed dumtaxat ut rejiceretur declaratio *quatenus decretum fidei animas ad credendum constringens;* atque id solum fecisse nominatos per verba hæc : *mens nostra non fuit quidquam decernere.* Colligitur ex eo quod Bossuet dictas voces in formula poni procuraverit, et postea eas modo dicto interpretatus sit. Idem intentum testantur inedita quædam scripta ministrorum Ludovici XIV, quæ, dum hæc scribo, inter cartas meas reperire nequeo, quamvis certo præ manibus habuerim, a clarissimo viro Carolo Gerin, cum

multis aliis, mihi commodata[1]. Antea scilicet Romanis Pontificibus constanter crimini vertebatur quod denegarent bullas *ob quatuor articulorum doctrinam.* Ast anno 1693 initum consilium hoc ipsum denegandi, post obtentas bullas. Simul autem ut istæ bullæ concederentur, hanc mentem suam de futura interpretatione viri aulici Innocentium XII omnino celarunt; atque ita reliquas satisfactoriæ hujus epistolæ partes composuerunt, ut eam Pontifex haberet pro vera et sincera quatuor articulorum et gestorum quoad regaliam retractatione. Igitur epistola illa, ex mente auctorum, non fuit sincera retractatio quatuor articulorum, fuit dumtaxat retractatio ficta et fraudulenta, siquidem eam sic concinnarunt ut Pontifex deciperetur, et eam pro sincera retractatione reciperet. — 2° Dicta fraus nequaquam isti epistolæ vim retractationis adimit. Nam Pontifex eam habuit pro retractatione proprie dicta, nec nisi ob hanc suam persuasionem bullas concessit. Et qui concinnaverant, voluerunt, donec concessæ forent bullæ, eam a Pontifice reputari veram retractationem. Porro totus hujus epistolæ doctrinalis valor desumendus est ex sensu quem ei adnexuit Sedes apostolica, et qui cæteroquin est sensus obvius; non autem ex alio sensu, diligenter toto tempore negotiationis tacito, et post obtentas bullas declarato. Valet ergo epistola, tum ut retractatio, tum ut fraus ac probrum.

Et idem dicendum de Ludovici XIV epistola. Retractationem declarationis innuunt verba hæc : *J'ai donné les ordres nécessaires afin que les affaires contenues dans mon édit... concernant la déclaration faite par le clergé du royaume* (*à quoi les conjonctures d'alors m'avaient obligé*) *n'aient pas de suite.* Et tamen rigorose significant retrahi dumtaxat edictum regium, non ipsam cleri declarationem. In concinnanda nempe ista

(1) Cum mox editurus sit laudatus D. Gerin gestorum in comitiis cleri anni 1682 veram *historiam*, ad librum hunc quoad prædicta documenta, lectorem remitto. Simul autem occasionem arripio eumdem librum summopere commendandi, ut pote quem summi momenti quoad rem catholicam, ob ditissimam præsertim ineditorum documentorum copiam, existimo.

epistola adhibitæ voces quæ retractatio declarationis esse viderentur, simul autem in alio sensu intelligi possent.

Nota, *quoad conclusionem præsentis capitis* x. — Conclusio est, declarationem conventus Gallicani, anni 1682, omni prorsus auctoritate seu valore doctrinali carere. Quam conclusionem evolvere prætermittimus, cum ex deductis aperte sequatur. Igitur toto cœlo errarunt Gallicani scriptores, qui ad dictum cleri conventum, tanquam ad auctoritatem, provocarunt. Excusandi tamen aliquatenus, utpote quos latuerit, fuisse ista comitia, non legitimum cleri conventum, sed vilissimorum aulicorum conciliabulum.

CAPUT XI

NIHILI FACIENDA EST AUCTORITAS ALIQUOT JESUITARUM GALLIÆ, QUI QUATUOR ARTICULIS ET EXTENSIONI REGALIÆ ADHÆSERUNT.

Absone tanquam auctoritas opponerentur Pater de la Chaise et aliquot alii Jesuitæ Galliæ : tum quia eorum doctrinam et agendi rationem Societas Jesu reprobavit et abominata est : tum quia non aliter habendi viri illi quam pro morbidis dictæ Societatis membris.

Libuisset sane scandalosam istiusmodi virorum in causa regaliæ et quatuor articulorum prævaricationem silentio prætermittere. Sed perpetua recurrit in Gallicis libris ad eorum auctoritatem provocatio. Immo in crimen nobis vertitur quod aperte illicitam ac erroneam pronuntiare audeamus doctrinam illam, cui tanto zelo adhærendum existimarunt dicti Galliæ Jesuitæ, viri scilicet (ut aiunt) tanta pietate, sanctitate, scientia, virtutum denique omnium decore conspicui, ac de Ecclesia catholica tam bene meriti. Nempe ut Gallicanæ doctrinæ patronos eos utiliter adscribant, in sanctos evehunt. Cogimur ergo de perditis illis ac religiosorum nomine indignis viris veritatem pandere. Pandemus

autem ex documentis omnino authenticis. Eo simul consilio ne ipsa Societas Jesu, quæ tantæ prævaricationis innocens fuit, quæque ei obstitit eamque reprobavit, tanquam ejusdem lapsus rea injuste traducatur. Societatem vero merito vocamus, generalem præpositum cum omnibus cæterarum regionum Jesuitis, a devio aliquot Jesuitarum Galliæ manipulo sane distinguendam.

§ 1. — Quo ex libro documenta potissimum desumpserimus, et quæ fuerit scribendi hujus libri causa.

Bello acquisitis pluribus in Belgio civitatibus, postulavit Ludovicus XIV, ut Jesuitarum domus et collegia in iis partibus existentia, assistentiæ[1] Galliæ aggregarentur. Quod cum non obtineret, prohibuit die 8 octobris 1688 ne Jesuitæ Galliæ ullum cum patre generali commercium haberent; jussitque assistentem Galliæ patrem Fontanum ac nonnullos insuper Gallicos patres Romæ degentes, Galliam repetere; quod et peregerunt. Coaluerunt tunc pater de la Chaise, dictus assistens Fontaine et primarii alii Galliarum Jesuitæ, in factionem quamdam contra patrem generalem Tyrsum Gonzalez et cæteros universali Societatis regimini præpositos.

Crimini eis verterunt quod justissimæ (ut aiebant) regis voluntati non acquiescerent; quod pater Tyrsus Gonzalez, ut rumor erat, ad refellendos quatuor cleri Gallicani articulos anni 1682 sese accingeret, librumque hac de re mox edendum compararet; quod ejusmodi agendi ratione idem pater generalis certam societati in Galliis existenti ruinam, immo universæ rei catholicæ ingentissima detrimenta ingereret. Nisi consilium mutaret et regi tandem satisfaceret, prospecturos se quomodo extinctionem Societatis in Gallia præcaverent. Postularunt

(1) Erat tunc Societas Jesu in quinque sectiones, quas *assistentias* vocant, distributa, videlicet : Italiæ, Germaniæ, Galliæ, Hispaniæ, Lusitaniæ. Comprehendit unaquæque assistentia plures *provincias*. Pro singularum autem assistentiarum curandis negotiis, totidem constituti assistentes Romæ apud generalem Præpositum degere solent.

sibi constitui vicarium generalem, qui Jesuitas Galliæ independenter a generali Præposito regeret. Denuntiarunt *jussu regio* mox habendam ab ipsis synodum, in qua hac de re deliberarent atque opportuna statuerent. Habitum revera Parisiis, *jubente rege*, illud præcipuorum Jesuitarum Galliæ conciliabulum. In quo tamen non ausi sunt propria auctoritate Vicarium generalem sibi eligere ac constituere, etsi hoc etiam licitum affirmaverit pater Fontaine, ut infra videbitur. Quapropter litteras ad Summum Pontificem direxerunt, quibus, præmissa querelarum suarum contra patrem generalem summa, flagitarunt apostolica auctoritate constitui vicarium, alteriusve nominis magistratum, qui Jesuitas Galliæ independenter a generali præposito regere valeret. Interea totus erat pater de la Chaise, ut per regium Legatum Romæ degentem, regis iram, minas, infaustaque omnia intentando, patris generalis ac Romani Pontificis constantiam frangeret, ac postulata obtineret. Jesuitarum Galliæ litteras remisit Pontifex ad patrem generalem Tyrsum Gonzalez. Debuit tunc is, suo ac Societatis nomine, apologiam contra præfatos Jesuitas Galliæ instituere.

In hunc porro finem conscriptus est liber, ac paucissimis (ut reor) exemplaribus editus, ex quo potissimum documenta deprompturi sumus. Qui proinde liber tota quanta potitur ipsiusmet Societatis Jesu authentica auctoritate[1]. Continentur autem in eximio illo libro (paginis 222, in-8, Constante): 1° expositio historica totius negotii, sub hoc titulo : *Commentarii de rebus gestis in negotio aggregationis provinciæ Gallo-Belgicæ Societatis Jesu, petitæ a rege christianissimo ab anno* 1682; quibus commentariis subnectuntur *annotationes in epistolam* quamdam patris Fontani ; 2° ipsa defensio cum suis conclusionibus contra Jesuitas Galliæ ipsorumque molimina, sub hoc titulo : *Causa societatis Jesu, contra novum magistra-*

(1) Deest in exemplari meo pagina prævia, in qua describi solet titulus; sed extrinsecus super opertura positus est hoc modo : *De rebus Gallo-Belgicis Societatis Jesu* 1682.

tum ad gubernationem provinciarum Galliæ petitum, anno 1689. Divisi sunt *commentarii* in duas partes. Et ad calcem partis primæ hæc legitur attestatio : *Lectis et examinatis hisce commentariis, nullam a veritate aberrationem comperire potui. Datum Romæ* 23 *julii* 1689. *Ægidius Estrix, secretarius Societatis.* Item ad calcem partis secundæ : *Legi et examinavi hanc secundam partem Commentariorum de rebus gestis in negotio aggregationis*, etc.; *et nullam in ea comperi aberrationem a veritate. Datum Romæ* 28 *januarii* 1690. *Ægidius Estrix, secretarius Societatis.* Pariter post *Annotationes* ad epistolam patris Fontani, subjicitur : *Has annotationes scripsi, annuente reverendo patre nostro generali, et ex judicio patrum assistentium Italiæ, Germaniæ, Hispaniæ, Lusitaniæ. Datum Romæ* 4 *februarii* 1690. *Ægidius Estrix, secretarius Societatis.*

Nequit ergo quidquam citari magis authenticum, quam quod occurrit in isto libro, qui ipsiusmet generalis præpositi et aliorum generali Societatis regimini addictorum auctoritate exscriptus fuit, recognitus, ac pro sincero habitus et declaratus.

§ 2. — Jesuitæ Galliæ deliberant de aliquo sibi eligendo Vicario qui eos regat independenter a generali Præposito. Simul impedire conantur ne pater generalis Tyrsus Gonzalez suum librum edat de auctortiate Summi Pontificis quoad decernendam fidem infallibili, et conciliis generalibus superiore.

« Adfuerunt e Gallia litteræ a viro e nostris primario (*intellige patrem de la Chaise*) datæ die 9 octobris 1688, quibus explicabantur causæ offensionis... Addebat auctor epistolæ, nisi obtineretur a patre nostro Vicarius generalis cum ampla potestate res omnes, quasi ipse adesset, ordinandi, necessarium futurum, ut saltem provinciales, cum aliquot deputatis provinciarum, unum in locum convenirent, regimini societatis in Gallia prospecturi » (in dicto libro, pag. 15).

« His curis intento patri generali novi ex Gallia terrores nuntiantur... Patres provinciæ Franciæ... singuli seorsum litteras dederunt ad Patrem nostrum eodem fere die 22 oc-

tobris (1688)... quibus et hortati sunt ut regi in omnibus prompte obediret, et orarunt enixe ut supersederet edendo in lucem libro ad defensionem auctoritatis et potestatis Romani Pontificis » (ibidem, pag. 22).

« Die 16 novembris illis respondit Pater noster... Quod ad librum a se cogitatum attineret, curæ sibi ne quid offensionis existeret; de eo autem argumento plura se scribere patri Stephano Deschamps[1]. Summa epistolæ ad patrem Stephanum Deschamps hæc erat : in tanta librorum et libellorum farragine contra auctoritatem Pontificiam editorum hoc tempore, multum sermonis hominibus etiam primæ notæ in curia Romana dedisse silentium Societatis. Cum vero palam esset notum, se anno toto et amplius Salmanticæ dictasse discipulis de auctoritate Romani Pontificis in definiendis quæstionibus fidei et morum, eademque conciliis generalibus superiore, se potissimum fabulam esse factum, qui ea nunc premeret Generalis...Factum denique esse ut, mandato Summi Pontificis, se conveniret ejus confessarius, expositurus Pontificium sensum et dolorem; quod Societas hoc tempore oblita videretur primævi spiritus sui, quo eam sanctus Ignatius instituisset ad defensionem in primis Apostolicæ Sedis, cæteraque his consentanea. Hæc porro ipsius nomine Pontificis sibi denuntiata pupugisse graviter animum suum; cum non esset obscurum, se potissimum notari : porro facere non potuisse quin pontificem de his conveniret, saltem se excusaturus, si causa idonea occurreret.

« Quid vero comminisceretur, nisi invidiam sibi in Gallia paratam? Causam Pontifici odiosissimam futuram! Quippe cui nimis in animum descendissent calumniæ malevolorum; Jesuitas zelum emolumento suo parem habere; Sedi Apostolicæ studere, cum id sibi esset commodum; hoc tempore principibus sæcularibus velificari, a quibus plus sperarent vel metuerent; theologiam ipsis seu politicam seu œconomi-

(1) Erat is rector collegii Parisiensis.

cam esse, ejusque dogmata versatilia, varia humani favoris aura; auctoritatem Pontificis Romani, falli nesciam et conciliis superiorem, antehac ipsis constantem fuisse doctrinam, plenis ubique libris venditam; hoc tempore eamdem non solum illos erubescere, sed alicubi incipere contrariam sonare; alia his pejora.

« Et tamen conveniendum sibi Pontificem fuisse, neque tacendum de auditis ex confessario. Expertum vero se esse etiam veris inferiora sibi esse relata de illius sensu et dolore; neque evadi posse quin cogitaret de limandis successivo otio commentariis illis suis atque adornandis ad prælum... Nihil a se cogitatum de potestate Summi Pontificis in principes, quo vel leviter tangerentur eorum jura. Solum cordi esse doctrinam de Summi Pontificis auctoritate in docendo, eademque conciliis superiore, doctrinam omnium Societatis auctorum huc usque, utinamque semper, doctrinam sancti Thomæ et Thomistarum, doctrinam theologorum fere omnium, doctrinam theologorum etiam a concilio Constantiensi, etiam Gallorum, etiamque Sorbonicorum tam multorum... Hanccine doctrinam timere se debuisse allaturam Galliæ perturbationem? A supremis Galliæ magistratibus proscribendam? Igne et carnificina damnandam? Id si esset ita, causam nos habere, justissimi luctus, non solum privati et societatis, sed etiam publici et Ecclesiæ » (ibidem, pag. 22, 23, 24 et 25).

De responso Patris generalis ad alias Jesuitarum Galliæ litteras, mensis novembris 1688, sic habetur :

« Respondit Pater noster prolixius et efficacius; præcipue ad eum locum delatus, ubi de auctoritate doctrinæ, quam vindicatum ibat, agendum erat; quam scilicet gravissimi auctores dicerent *communissimam omnium catholicorum sententiam; doctrinam Hispaniæ, Italiæ, aliarum omnium christianitatis provinciarum; doctrinam omnis religiosæ familiæ; cujus opposita est noviter introducta a quibusdam contra doctrinam omnium veterum scriptorum; doctrinam certam; doctrinam certissimam, et tenendam veritatem catholicam*. Hæc ille aliaque,

in illa epistola nominatis singulorum assertorum auctoribus.

« His vero subjunxit : non se adduci ut crederet quod ferebant maligni rumores, Jesuitas in Gallia cœpisse contrariæ doctrinæ canere. Atque id quidem, si esset ita, MACULA SOCIETATIS NUNQUAM ELUENDA. Quanto satius fore, omnibus toto regno cathedris nostris interdici! *Se quidem in hacce causa sanguinem profusurum*, cum usus venisset » (ibidem, pag. 25 et seq.).

« Hoc certius est, Patres Galliæ subditos regium interdictum esse reveritos pene ad superstitionem... » (ibidem, p. 54).

« Interea gubernationis incommoda ex suspensione commercii perquam impatienter ferebant Galliæ provinciæ; usque adeo ut... renuntiatum sit illarum quamdam informationes nominationesque novorum superiorum habere paratas; eo consilio ut, nisi brevi libera fieret cum generali communicatio, aut alia gubernationis ratio iniretur, *facto ad jus commune perfugio*, ii qui primo loco essent nominati subrogarentur superioribus antiquioribus, munere suo sponte abeuntibus aut abire jussis (quod illud *jus commune* dicerent, non explicabatur); audiri vero alias Galliæ provincias hæc eadem aut his similia serio cogitare » (ibidem, p. 54 et 55).

« Adfuerunt eodem die (19 *augusti* 1689) prænuntiæ futurorum etiam magis tristium epistolæ, et ipsæ die 29 julii datæ a Patre assistente Galliæ[1] ad singulos Patres assistentes et Patrem secretarium. Summa hæc erat :

« Nisi quantocius pater noster generalis, aut regi satisfaciat (haud dubium quin aggregatione provinciæ), aut provinciarum quæ Galliæ sunt subjectæ præsidem constituat, ea potestate quæ supra omnes extendatur, sine mora ex mandato regio evocabuntur Parisios provinciales omnes juris Gallici, cum suis deputatis, hujusmodi præsidem electuri,

(1) Nempe patre *Fontaine*, qui tunc Parisiis erat.

cui cogendi sint obedire nostri omnes regi subjecti, abrupto omni cum Generali ejusque assistentibus qui Romæ sunt commercio.

« His addebat quo jure existimarent ad hanc electionem procedendum esse. Sic illos aiebat rationem putasse : jus est, imo necesse est, nos consulere nostræ in Gallia conservationi; atqui conservari non possumus, nisi unus aliquis præsit omnibus; ergo jus est, imo necesse est, unum aliquem præfici omnibus, primum quidem a Generali, tum vero, si hic detrectaverit, electione nostra.

« His recte subnotabat Pater assistens, se scire quid oppositurus esset Pater generalis. Non dubito, nec mirum est.

« Ego mihi videor rationem posse immutare atque invertere hac forma : jus est, imo necesse est nos consulere nostræ in Gallia conservationi; atqui electione illa non consulimus conservationi nostræ, sed, quod in nobis est, perimus funditus, rem nomenque perdimus Societatis Jesu a sancto Ignatio fundatæ, fulmina congregationis quintæ generalis, eademque Pauli V Summi Pontificis Romani in capita nostra provocamus, facinus designantes quod nulli (majorum nostrorum memoria) societatis perturbatores sunt ausi ac ne machinati quidem; ergo neque necesse est, neque jus aut fas est, nos attentare electionem hujusmodi, de ridiculo futuram omnibus urbanis hominibus, horrori omnibus piis, odio et abominationi omnibus cordatis; sed satius, imo necesse est, nos perpeti potius extrema quæque, et spes nostras figere altius in omnipotenti providentia, si defecerint spes aliæ; quæ non deficient, Deo providente, si non præcipites, si patientes, si humiles, si denique amantes fuerimus vocationis nostræ qua vocati sumus ad Societatem Jesu fundatam a sancto Ignatio.

« Non satis mihi constat ex epistola Patris assistentis, quam multorum [1] fuerit illa sententia ad diem 29 julii, quo

(1) Constat plane ex isto documento aliquot primarios Jesuitas Galliæ eo usque devios fuisse ac dyscolos, ut serio cogitaverint de constituendo sibi per apertum schisma superiore, qui eos independenter a patre generali regeret. Quod scelus

scripta est epistola : videor enim hac parte posse benignius interpretari. Sed denique illos ipsos, re maturius considerata, mutasse sententiam, credere jubet exitus nuperi provincialium conventus Parisiensis, de quo infra » (ibidem, p. 61 et seq.).

Die 29 septembris 1689 hæc inter alia scripsit pater Fontaine, assistens Galliæ, et tunc Parisiis degens, ad unum ex assistentibus Romæ commorantibus :

« Non potui hactenus, quamcumque tandem diligentiam adhibuerim, susceptum prius consilium convocandi provinciales cum deputatis aut discutere aut differre. Ad kalendas novembris debent omnes convenire Parisios, ac statuere quid agendum ex juris formulis in eo casu, quo Præpositus generalis factus est inutilis Societati in Gallicis ditionibus commoranti; tum quod regem offenderit, tum quod nostrarum provinciarum regimini, quod unum petebatur, ex regis clementia providere noluerit. Scio ego regem christianissimum a Summo Pontifice petere decrevisse, ut rata habeat quæ in nostro cœtu fuerint constituta, ac multo plus obtenturum esse, quam pater noster concessisset » (ibidem, pag. 78 et 79).

« Convocati autem dicuntur provinciales litteris encyclicis, et a patre assistente Galliæ, et a patre Francisco de la Chaise, cui creditum est affirmanti se agente hoc factum esse, ut non per litteras regis nomine missas, regioque sigillo munitas convocarentur » (ibidem, pagina 92).

« Die 14 novembris (1689) ad patres assistentes, jam celebrato cœtu, hæc scripsit (*pater Fontaine*) : *Duo aut tria perfeceram... Primo obtinueram ut soli provinciales sine aliis provinciarum deputatis, contra quam statutum fuerat, huc se transferrent. Secundo effeceram ut alii tardius aliis huc convenirent...; quod crederem ad sextum novembris litteras Roma accipi posse,*

tamen, sive mutatis in melius consiliis, sive alia de causa, non palrarunt. Digni sane viri qui e Societate expellerentur; at polentiores, Regis Galliæ favore, quam ut potuerit Præpositus Generalis a corpore Societalis eos rescindere.

quæ pacem afferrent, non bellum canerent. Tertio eviceram ut ex jure stricto non ageretur in hoc negotio... Quibus verbis videri potest innuere, jus illi cœtui fuisse ut Gallicanæ societati præsidem eligeret. »

« Fama non valde dubia acceptum est, unum aliquem ex illo cœtu multis contendisse : electionem vicarii aut commissarii, ut res tunc erant, et licitam fore et necessariam esse : sed provincialium nullum ad istud consilium sese inclinasse. Quid reliqui senserint, non valde adhuc est exploratum » (ibidem, pagina 92 et 93).

Conclusio istius aliquot Jesuitarum Galliæ conciliabuli fuit epistola sequens ad Summum Pontificem, cui tradita est a legato Galliæ, die 16 decembris, 1689 :

« Beatissime Pater,... dolet Gallica societas interdictum sibi, nulla sua culpa, cum generali Præposito commercium ; et in paterno beatitudinis vestræ sinu opem ac solatium quærit. Cognoscet illa, nisi jam forte cognovit, ab oratore christianissimi regis, cujusmodi sint de patre Tyrso Gonçalez societatis Præposito querelæ ; quam ob causam incurrerit ille gravem in offensionem principis, de tota re christiana, deque societate nostra, supra quam dici potest bene meriti[1] ; quanta in nos mala inde redundent atque in posterum impendeant. In illo tamen seu præsentium dolore, seu timore futurorum, nihil æque nos angit, ac potentissimi regis, cujus incredibilem hactenus beneficentiam sumus experti, primum quidem offensa, deinde vero membrorum a suo capite divortium, quo nihil est magis exitiosum ac lethale. Utrinque scilicet premimur, angustiæ nobis undique sunt : jamque biennium est ex quo sortem hanc nostram lugemus.

« Neque enim ignorat vestra Sanctitas eo rerum nostrarum loco stare diu societatis in Gallia regimen non posse, ut penes unumquemque provincialem præpositum maneat nescio quæ

(1) Notet lector pudendam adulationem ! Scilicet bene merebatur supra quam dici potest de ipsorum Societate Ludovicus XIV, etsi illam scindendo, et commercium omne cum Præposito generali prohibendo !

sit potestas, a generali superiore plane libera. Nam cujus erit abdicare domorum præsides ac provinciarum, exacto triennio; aut, si quando fuerit opus, in eorum munus sufficere successores? Cujus erit admittere idoneos ad gradum, ejiciendos a societate dimittere? Innumeris occurrere, vel mederi gubernationis incommodis, cætera præstare omnia, quæ vix aut ne vix quidem, possunt singula recenseri? Nihil omissum a nobis est, quo præsentem futuramque calamitatem depelleremus; egimus sæpe per litteras apud Præpositum generalem, apud assistentes, apud secretarium; ratione, consilio, precibus; frustra tentavimus omnia.

« Tandem convenimus, jussu regis, una cum patre assistente Galliæ, quotquot sumus in regni provinciis societati præfecti, adjunctis etiam ad consilium quatuor viris qui jam ante eodem munere perfuncti erant; neque aliud malo nostro in communi cœtu se remedium obtulit, quam si authoritate pontificia regiæ voluntati ab ipso Generali satisfiat : vel certe, si denegetur, interim ab eodem seu vicarius, seu commissarius, qui regi christianissimo sit acceptus, cum plena regendi Galliæ provincias potestate constituatur. Sin autem, quod avertat Deus, spes ea nobis eriperetur, ineunda tamen restaret ad extremum alia via, beatissime Pater, nimirum ut religiosis supplicibus et disciplinæ studiosis, superiorem cui pareant ad tempus, deligere per te liceret, aut alio quo tibi videretur modo societatis incolumitati melius consuleretur...

« Devotissimi et addictissimi Sanctitatis vestræ filii et servi — Paulus Fontaine, assistens Galliæ — Guillielmus Monchanin, provincialis Lugdunensis — Joannes Baptista Balinghen, provincialis Gallo-Belgicæ — Joannes Bomier, provincialis Aquitaniæ — Petrus Dozenne, provincialis provinciæ Tolosanæ — Martinus de Lyoncovit, provincialis per Campaniam — Jacobus le Picart, provincialis provinciæ Franciæ — Jacobus Pallu, ex-provincialis, superior domus professæ Parisiensis — Stephanus Deschamps, ex-provincialis, rector collegii Parisiensis — Joannes Pinett, ex-provincialis provinciæ Parisiensis — Franciscus

de la Chaise, ex-provincialis » (ibidem, pagina 94 et seq.).

« Die 17 decembris (1689) ipsum quod acceperat exemplar epistolæ Summus Pontifex tradendum curavit in manus patris nostri generalis » (ibidem, pagina 94).

Contra illam Jesuitarum Galliæ epistolam, Summo Pontifici exhibuit pater generalis sententiam suam scripto exaratam (habetur ibidem, pagina 98 et seq).

Quo in scripto, postquam commemoravit recentem declarationem cleri gallicani anni 1682, ita subjungit, quid sperandum esset de Jesuitis Galliæ, si semel independentes a patre generali fierent.

« Ominari cogor de gallicana societate, si postulationi annuatur, *quæ calamo scribere manus ipsa horret.* Innuisse satis sit. Quanto est satius securiusque Sedem apostolicam in uno homine præposito generali obnoxium Romæ habere ordinem universum ! Vidit expressitque verbis gravibus Gregorius XIV in ea constitutione quæ incipit *Ecclesiæ Catholicæ*. Non desunt Galliæ patribus, qui epistolam dederunt, quibus se solentur spesque foveant meliores, etsi violenta a capite separatio, qualem et morbi contagio et bellum efficere potest, non fiat schisma et scissura societatis, soluto obedientiæ vinculo. incommoda societati in Gallia suspensio commercii cum Generali : liberumne est commercium cum Generali tot Dei servis et Societatis filiis in Anglia, et alibi terrarum, in carceribus, latebrisque, montibus, et sylvis? » (ibidem, pagina 102).

« Huc usque perducere secundam partem commentariorum animus erat... Ea vero quæ, his ipsis diebus cum hæc scribo, accipio, sunt hujusmodi ut horrore quodam impediar ne describam. Maneo igitur in sententia suspendendi calamum, dum et certiora accipiam et me collegero » (ibidem, pagina 105).

Celebrato Parisiis a Jesuitis Galliæ conciliabulo, Pater Fontaine epistolam direxit ad provinciales, in qua, expositis primum variis contra patrem generalem criminationibus, enarrat quid ipse ac alii patres in dicto conciliabulo, jussu regis coa-

dunati, statuendum duxerint. Cujus epistolæ confutatio, sub *annotationum* nomine, a secretario Societatis Ægidio Estrix exscripta, et tum a patre generali, tum ab assistentibus Italiæ, Germaniæ, Hispaniæ et Lusitaniæ approbata, reperitur in eodem libro authentico (pagina 106 et seq.).

Ex ipsa autem epistola patris Fontaine, hæc quæ sequuntur excerpimus :

« Sic se gessit pater noster generalis erga regem christianissimum et societatem Gallicanam, ut res nostras in summum discrimen adduxerit... Eo ipso tempore quo hæc gerebantur, edebatur in lucem a patre generali liber de authoritate et juribus Summi Pontificis. Cujus rei fama cum Gallias pervasisset, provinciales, rectores, boni omnes stupere, metuere, obsecrare patrem generalem, ut a cœptis desisteret, quæ magnam Societati perturbationem ac molestiam essent allatura... Institimus ut ab ejusmodi libro hoc tempore vulgando abstineret... Recepta omnia libri exemplaria servaturum se promisit. Sed tentata typographi et objecta pecunia labefactata fides... Et revera fama est aliquot jam exemplaria in Gallia circumferri...

« Quid faciat Gallica Societas, rege graviter offenso, et prohibente ne quis suorum postea subditorum ullum habeat cum Præposito generali commercium ? Rogavit hæc societas quam vehementissime potuit, suum Præpositum, ut regi quantocius satisfaceret... Illud vero denegavit pater generalis. Quare revocatus ego sum cum patribus assistentiæ administris in Galliam, et jussus a rege nostro regimini providere[1]. In his constitutus angustiis multas ad patres assistentes et patrem secretarium (cum scribere ad patrem generalem non liceret) dedi litteras, quibus rogavi eos ut apud Præpositum agerent, ut curam omnem Societatis gallicanæ ne abjiceret ; et quam per se non posset, stante regis prohibitione, per alium administrare ne gravaretur. Ac proinde vicarium, vel commissarium,

(1) Notetur qua inverecundia devius ille Jesuita, ipsemet fateatur *jussu Regis* in regimen provinciarum Galliæ sese intrudisse.

vel visitatorem substitueret, qui ipsius nomine gallicanas provincias gubernaret... Adjeci per jus commune et particulare Societatis licere... Non improbavit pater secretarius [1], sed affirmavit tamen nunquam consensurum patrem generalem.

« Jussus ergo a rege aliam gubernandi Societatem inire viam, et convocare Parisios provinciales Galliæ. Discussi cum iis diligenter, et cum provincialibus qui hic aderant modos omnes nos conservandi nostris constitutionibus consentaneos, abjecta omni cura nostri a Præposito generali.

« Quamvis autem non deessent consulti Romæ et Parisiis doctissimi canonistæ [2], qui licere omnino contenderent gallicanæ Societati, absque ulla nota schismatis et secessionis a suo legitimo Præposito generali, eo casu quo ille Societatem in Gallia administrare nec volebat nec poterat, licere, inquam, primo in legitimam congregationem convenire; secundo, eligere superiorem, qui loco Præpositi generalis Societatem Gallicanam administraret; tertio, electo a se superiori eamdem quam habet Præpositus generalis conferre jurisdictionem, donec ad eumdem Præpositum liceret recurrere [3]; nihilominus tamen aliam nobis consulendi rationem selegi cum pro-

(1) Contra dictum istud protestatur pater secretarius (ibidem, pagina 122).

(2) Ad hanc phrasim sic adnotat secretarius Societatis : « Qui vocantur doctissimi canonistæ, ii certe juris Societatis fuerunt valde imperiti, ut res ipsa mox docebit ; quibus ipsis ne casus quidem fuit propositus bona fide, si is est propositus, *quo Præpositus generalis Societatem in Gallia administrare nec volebat nec poterat*. *Volebat* omnino, ut observatum est... Sed et *poterat*, uti potest in Italia, Germania, Polonia, Hispania, Lusitania, utraque India. At nolebat Rex christianissimus sinistre edoctus. Si hoc est Præpositum generalem nec velle nec posse gubernare Societatem, quid superest, nisi ut ejus authoritas et potestas dependeat, non jam ab arbitrio cujusque magni Principis, sed a libidine malevolorum, sive intra, sive extra Societatem, quibus placuerit eum reddere Principibus odiosum? Quando etiam is fuisset casus, ut Præpositus generalis Societatem in Gallia administrare nec vellet nec posset, res non erat Parisiis deferenda ad canonistas, sed ad quinque assistentes Societatis, ad quos proxime pertinet de his dispicere, ex parte IX constitutionum, capite IV. » (Ibidem, pagina 122 et 123.)

(3) Ad hunc locum sic adnotavit, patris generalis et assistentium nomine, secretarius Societatis : « Quæ hic ordine tria referuntur opinamenta *doctissimorum* ut vocantur *canonistarum*, sunt ejusmodi ut eorum abnormitas, indignitas, perversitas non possit exhauriri sermone, quem recipiat brevitas annotationum. Sed et sunt ejusmodi, ut velut monstra totidem, eo quo locantur ordine aliud alio te-

vincialibus, toti Societati magis placituram. Omissa enim vicarii electione, quæ sine strepitu fieri non potuit, ad Summum Pontificem ut patrem communem recurrimus, et transmisso ad illum supplici libello humillime petimus... »

In defensione, quæ Præpositi generalis et totius societatis nomine, ut sese contra Jesuitas Galliæ tuerentur, exarata est, recensentur, paragrapho 14, quæ a Summis Pontificibus et a Societate ipsa decreta sunt, occasione quorumdam Jesuitarum Hispaniæ, qui per vicarium generalem gubernari in Hispanicis regionibus Societatem obtinere quondam tentaverunt, quique tanquam perturbatores expulsi sunt. Quorum occasione ita de Jesuitis Galliæ subjungitur :

« Hoc dum ago præfandum mihi est, me Galliæ patres, novum magistratum petentes hoc tempore, nequaquam velle collatos cum indubitatis Societatis perturbatoribus nova molitis quondam in Hispania. Novum magistratum studeo, ut meretur, odiosum facere : Patres illos habeo pro viris perquam religiosis, quos interdictum regium, eoque perturbata illarum provinciarum gubernatio induxere, ut magistratum illum specularentur, et ejus quaque specie, ut a Præposito generali dependentis, delusi, pium existimarent eumdem petere, ad remedium præsentium malorum. Attamen ipsi viderint quid seris temporibus Societatis historia de his rebus ipsis dictura sit, posterique sensuri » (ibidem, pagina 180).

Dum ibi generalis Præpositus Jesuitas Galliæ dicit viros *per quam religiosos*, pius pater filios aliquatenus excusare conatur. Quoad novi magistratus petitionem, de qua sola ibi agitur, aliquatenus excusari poterant ex bona fide ; eo quod, specie decepti, putarent per ejusmodi magistratus institutionem non abrumpi omnino dependentiam a generali Præposito. At quod *de jure communi* potuerint Galliæ patres hunc magistratum constituere ac ipsi jurisdictionem tribuere, prout su-

trius, horrorem incussura sint omni qui aspexerit homini societatis, instituti sui perito et amanti : ut mirum sit patrem assistentem eorum vel tenui mentione aspergere voluisse epistolam ad provinciales Societatis. » (Ibidem, pagina 123.)

pra scriptum a patre Fontaine vidimus, nec excusatur, nec excusari potest; sed habendum tanquam scandalosa obcæcatorum ac in traversum actorum hominum aberratio. Cæterum provocat generalis Præpositus, ad futurum historiæ judicium. Prævidens scilicet, fore ut aliquando, non religiosi viri, sed erronea jam doctrina imbibiti, ambitionis ac mundani quæstus lepra correpti, ac regalismi morbo putridi merito dicerentur. Quod verum historiæ judicium, alia quæ subjungemus documenta comprobabunt.

Ad specimen illius quem dixi regalismi morbum, adnotabo quod in dicta defensione Societatis contra Jesuitas Galliæ per transennam refertur. In Sinarum regionem missi fuerant quinque Gallici Patres a patre Pallu, provinciali provinciæ Franciæ. Præceperat Sedes apostolica, necnon generalis Præpositus, ut missionarii huc advenientes obedientiæ juramentum præstarent Japoniæ et Sinarum visitatori. Moniti Patres illi quinque ut juramentum præstarent, dixerunt id sibi fas non esse; de quo unus ex eis scripto respondit : « Regem christianissimum, a quo ipse et socii missi essent in Chinam ad faciendas observationes astronomicas, publice et authentice mandasse, ne suspicerent obligationes juramenti, ut manerent liberi ad redeundum in Galliam, quando ipse eos revocaret » (ibidem, pagina 205). En quid tunc temporis sentirent aliquot Jesuitæ Galliæ, de obedientia regi, et de obedientia generali Præposito ac Summo Pontifici debita! Degeneres sane sancti Ignatii filii.

Citanda præcipue, ex dicta defensione, tota paragraphus decima nona, quæ sic inscribitur : *Novus magistratus novam ominari jubet doctrinam contra authoritatem Summi Pontificis Romani* (ibidem, pagina 208).

« Quid doctrinæ contra authoritatem illam gliscere cœperit per Galliam jam inde a concilio Basileensi : quid eadem turbaverit in concilio Tridentino : quousque ausi progredi Richerius, atque Vigorius : quid nostra ætate privati in Gallia scriptores contra eamdem moliti sint, notum vulgo est. No-

tissima vero ac celeberrima declaratio cleri Gallicani dicta, qua quidam Galliæ Episcopi tanquam Ecclesiam Gallicanam repræsentantes, et Ecclesiis Gallicanis et Episcopis Spiritu Sancto authore præsidentes, authoritatem Romani Pontificis varie circumscripserunt.

« Fatendum est, ita se dare hasce res, ut timeri possit, ne doctrina *hucusque abominata societati universæ*, irrepat in provincias Societatis Gallicanas ; nisi vigili moderatorum cura obstruantur rimæ omnes, quibus latenter possit influere, non sine periculo aggeris denique rumpendi, et lato hiatu doctrinam recepturi. In luce publica, oculisque omnium est posita declaratio Episcoporum, ut Spiritu Sancto authore præsidentium Ecclesiis Gallicanis ; ample sonat ubique œcumenici concilii Constantiensis sessio IV et V. Extolluntur canones spiritu Dei conditi, et totius mundi reverentia consecrati, quibus sit moderandus Apostolicæ potestatis usus, quin et regulæ, mores, et instituta a regno, et Ecclesia Gallicana recepta : ipsius etiam Summi Pontificis in quæstionibus fidei partes præcipuæ, sed denique judicium reformabile, nisi consensus Ecclesiæ accesserit. Episcoporum authoritati pondus adjungit regis majestas, non dubitantis, quin sanam extulerit declarationem Selectorum a se præsulum cœtus ; adeoque mandantis doctrinam declarationis toto regno Acadamicam esse.

« Quis vero hiscere contra hæc tota Gallia audeat ? Quando et extra Galliam, si quis de Societate calamum strinxerit, eidem denuntiantur ex Gallia terrores, ne porro quod incœptavit absolvat, aut quod absolvit in lucem prodat ? Silentium : silentium.

« Utinam vero silentio res abeat ! Quod habent intus prava dogmata ut animum commoveant, hoc illis plerumque extrinsecus advenit, animum perturbante placendi studio, aut ambitione ; si nihil magnopere sit, quod has affectiones coerceat. Deo sint gratiæ : Societatem Gallicanam, quoad communibus societatis legibus gubernata est, affirmare licet eo

malo immunem stetisse : vim habuit in primis S. Ignatii constitutionibus instillata singulorum animis reverentia erga apostolicam Sedem : continuit observantia erga Præpositum generalem, ne quid novarent, quem scirent haud secus sensurum, ac læso oculo societatis : prohibuit quoque, nisi fallor, verecundia Sociorum toto orbe ejusdem instituti legibus conjunctorum, atque ad vindicandam Sedis apostolicæ authoritatem veluti conjuratorum.

« Facessent hæc singula inducto novo magistratu. Constitutionibus sancti Ignatii capitalem passis labem suus honor abrogabitur : Galliæ provinciis nullus erit Præpositus generalis. Sociorum alibi degentium nullus respectus : quippe non jam sociorum, sublato nexu charitatis, et obedientiæ cum communi capite. Spes ne est fore, ut tanto malo occurrat is, qui novum magistratum geret? Huic vero, nisi et ipse magnatibus placiturus ad novam doctrinam se inclinaverit, licebit deplorare silentio doctrinæ peccata; cohibere non licebit.

« Ominationem novæ doctrinæ augere nobis potest casus domesticus infelicis historici Maimburgi. Nobiscum vivens peccare cœperat contra apostolicam Sedem : simul coercendo viro sedulam navare operam cœperat Præpositus generalis : sed hujus ille authoritati subductus, quanto graviora designavit? Subductum dices fuisse non solum authoritati generalis, sed et cæterorum societatis superiorum. Sic est : sed hi quidem ad coercendum virum quid suo nomine auderent eo loco ac tempore, atque ut res tunc erant? Nihilo plus audeat vel possit novo insignis magistratu provinciarum Galliæ præses, cæterique adeo superiores, si usus venerit. Omnia Deus avertat, et magistratum ipsum. »

§ 3. — Quam devii fuerint primarii aliquot Jesuitæ Galliæ, panditur ex documentis a cardinali Sfondrato editis et in latinum ab ipso fideliter translatis.

I. Epistola Episcopi Apamiensis ad Patrem de la Chaise. — *Prænotandum.* — Quando Ludovicus XIV prætensum suum

regaliæ jus extendit ad diœceses quæ huic juri nullatenus subjacebant, ex omnibus earum diœceseon Episcopis duo dumtaxat obstiterunt, Alectensis atque Apamiensis; cæteris, ne regi displicerent, misere prævaricantibus. Notandum autem est Alectensem præsulem Du Pavillon, eo nomine suspectum fuisse quod Jansenistis faveret; editumque ab ipso librum *Ritualem* Romanam censuram non evasisse. Alienum tamen ipsius animum a deneganda obedientia Sedi apostolicæ debita, sic ipse testatur in epistola, quam morti jam proximus ad Romanum Pontificem direxit die 25 octobris 1677 :

« Est et aliud grave mihi, beatissime Pater, quippe quod meæ cum apostolica Sede communioni umbram aliquam offundere videatur; censura scilicet a Romanis inquisitoribus Rituali libro, qui a me ad usum nostræ diœcesis editus est, inusta. Libri illius... novum examen subire non detrecto; imo peropto, si modo Sanctitas vestra per se pro sua benignitate oculos et animum advertere dignata fuerit. Quidquid in eo emendandum pro sua sapientia duxerit, hoc pro reverentia mea emendandum duco... » (apud Cardinalem Sfondrat., *Gallia vindicata*, pagina 236 editionis secundæ, Sancti-Galli, 1702).

Item Apamiensis Episcopus, quod Jesuitarum de re morali doctrinam acerbius insectaretur, faventis Jansenianæ sectæ animi suspicionem moverat. Immerito tamen, ut ex mihi notis documentis colligendum existimo. Quidquid autem sit de sinistris ejusmodi, quoad Jansenismi quæstionem, suspicionibus, queis ambo dicti præsules impetiti sunt, id omnino certum est eos in causa regaliæ, pro veritate ac justitia stetisse; dumque cæteri omnes lugenda prævaricatione jura Ecclesiæ proderent, eos ad mortem usque Sedi Apostolicæ adhæsisse, ac cum ea fortiter decertasse. Sileo de Alectensi. At non possum, perspectis documentis, quin Apamiensem Episcopum, ut sanctum, orthodoxumque ac fortissimum pastorem summa veneratione prosequar, dignumque plane existimem cui ignoscatur ac rectæ intentioni tribuatur, si quid

forte nævi e contemporaneis disputationibus traxerit. Eum vocat Innocentius X *sacerdotem fidelem, qua in communi animorum consternatione se opponat murum pro domo Israel* (apud Sfondrat., *Gallia vindicata*, pagina 290 editionis 1702).

Epistolæ quam ad patrem de la Chaise scripsit die 14 junii 1679, tenor est hujusmodi :

« Admodum reverende Pater — Jamdudum animo proposueram admodum reverendam paternitatem vestram litteris convenire; sed ne id facerem, duas præsertim ob causas prohibitus sum. Primo enim verebar ne operam perderem et nihil scribendo proficerem. Deinde ne, si conquererer quas a paternitate vestra sufferre molestias cogor, ipsa privato potius dolori, quam æquitati zeloque immunitatis ecclesiasticæ conservandæ eas querelas adscriberet. Ne tamen ulla in re partibus meis defuisse viderer, aut aliquid inexpertum reliquisse bonæ causæ libertatique Ecclesiæ a divina Providentia mihi commissæ providendæ, statui amicorum consiliis cedere, et si quid obtineri posset, hac quoque epistola experiri... Equidem si aut contra paternitatem vestram aut ejus societatem privatis odiis ac simultatibus concitarer, scit ipsa quam multæ præclaræque occasiones abundaverint, justum animi mei dolorem contestandi ; neque ab ullo mortalium id mihi vitio verti potuisset, quippe non mea, sed veritatis ac justitiæ imo boni publici causa agebatur. At malui charitatis christianæque prudentiæ rationem habere, nec prius silentium abrumpere, quam necessitas loqui me cogeret.

« Plane cum paternitatem vestram et christianam esse et religiosam cogitabam, numquam persuaderi poteram, et nisi aut ipsa aut ejus societas aliqua in re offensa a me esset, adeo vindictæ avidam fore, ut eam tanto divinæ gloriæ ac immunitatis ecclesiasticæ dispendio quæreret.

« Reminisci adhuc potest, cum eam conveniendi Parisiis occasio fuisset, vidissemque globo ecclesiasticorum incinctam, ejus favore beneficia captantium, dixisse mihi : *Hos esse lupos prædæ insidiantes*. Qua ergo conscientia, quæ gregi ovium in-

nocentium alendo debebantur, rapacibus lupis ipsa projecit? Imo ne expectavit quidem ut fauces aperirent prædæ expetendæ, sed etiam eorum famem prævenit. Cum enim canonici Ecclesiæ meæ vitam regularem profiteantur, quam ego apostolica auctoritate regisque auspiciis feliciter restitui, ii qui in beneficiis ecclesiasticis nihil aliud quam proventus opesque affectant, nulla plane cura canonicatuum tangebantur, quibus paupertatis vitæque communis obligatio incumbit. Sed paternitas vestra illis animos addidit, oblata spe eos canonicatus ad vitam sæcularem revocandi, idque se effecturum promisit.

« Eadem quoque patris Ferrier intentio fuerat, vitam regularem in Ecclesia mea abolere volentis. Id vero quam a divina voluntate alienum fuerit, satis intelligere paternitas vestra ex iis difficultatibus potuit, quæ Romæ et alibi superari non potuere. Non ergo capere possum ex quibus rationibus animum ipsa adjecerit illi operi destruendo, quod patres etiam Societatis, quorum utique testimonia suspecta habere non potest, approbari conati sunt, ac sæpe confiteri illud in Dei gloriam, diœcesis utilitatem totiusque Ecclesiæ utilitatem redundare; nisi forte easdem ob causas delendæ vitæ regulari accincta est, ob quas non est verita palam jactare, id quoque majori Dei gloriæ accessurum, si jampridem Ecclesiam meam regii clausissent. Quo ergo, mi Pater, demissa illa veneratio et cæca obedientia avolavit, quam societas vestra apostolicæ Sedi hactenus professa est?...

« Utinam saltem paternitatem vestram ab hujusmodi conatibus retineret reverentia gallici regni, in quo nemo non videt, abuti ipsam fiducia, quam munus confessarii ei apud regem conciliavit, et qua id unice agit, ut præcipua Ecclesiæ jura ab ignaro licet rege violentur, utque principis auctoritate tam injustæ sevæque actiones muniantur, quas, nisi publicis et authenticis monumentis constarent, nemo credere sustineret. Enim vero fieri non potest ut paternitas vestra regaliæ examinandæ animum solide adjecerit, quin protinus

intellexerit, eam nec in mea nec in aliis quamplurimis Ecclesiis locum habere, sicque ingenti damno Ecclesiam afficere, quando regi persuadet ut eam sibi usurpet... » (apud Cardinalem Sfondrat., *Gallia vindicata*, pagina 263 editionis secundæ, Sancti-Galli, 1702).

Ad intelligentiam hujus epistolæ, breviter recolenda sunt quæ in Apamiensi diœcesi contigerant. Edicto regio declaratum fuerat ad omnes, ac proinde ad hanc etiam diœcesim, extendi jus regaliæ; id est jus regis percipiendi proventus episcopatus, vacante sede, necnon conferendi beneficia quæ ad liberam Episcopi collationem pertinebant. Jus autem illud regaliæ non censebatur *claudi*, id est, finire, per novi Episcopi in sua diœcesi installationem, sed dumtaxat per juramentum fidelitatis ab ipso præstitum in Camera computorum (à la Cour des comptes). Istiusmodi juramentum nunquam emiserat Apamiensis præsul, jam ab annis quadraginta episcopatum gerens, eo quod ipsius diœcesis juri regaliæ non subjaceret. Postulatum ab ipso fuit juramentum; quod si præstitisset, jure regaliæ suam diœcesim attingi agnovisset. Igitur præstare renuit. Tunc agi cœptum est a regiis ministris quasi regalia esset aperta jam inde ab obitu præcedentis Episcopi. Proinde collata sunt nomine regis, non tantum beneficia hic et nunc vacantia, sed etiam ea quæ prius collata fuerant ab Episcopo, et quorum possessores violenter exturbati sunt. Ipsi etiam canonici cathedralis, qui vitam religiosam, auctoritate apostolica, amplexati erant, expulsi ac in exilium et carceres acti; et in ipsorum locum suffecti clerici sæculares. Illi omnes novi beneficiati aperte intrusi erant, cum jus beneficia conferendi ad regem non pertineret. Ipsi, et qui eos constituebant, excommunicatione ex ipso jure innodati remanebant; eosque excommunicatos et intrusos declaravit Apamiensis Episcopus. Atque idem simul apostolicis suis litteris pronuntiabat Summus Pontifex. Nihilominus pater de la Chaise, et regem ad hæc omnia facinora impellebat, et intrudendos in beneficia præsentabat, seu verius beneficia

hæc ipse intrusis elargiabatur, Sedis Apostolicæ judicium, atque intentatam sacris canonibus excommunicationem, quam certo incurrebat, conculcans ac nihili faciens. Hæc ei exprobrat in citata epistola Episcopus Apamiensis, qui paulo post ærumnis confectus occubuit.

II. Breve Innocentii XI ad Archiepiscopum Tolosanum. — « Venerabilis frater, non possumus non vehementer mirari, quod ad aures nostras pervenit, videlicet fraternitatem tuam veritam non esse passim absolvere eos, quos novo et injusto regaliæ titulo, in Apamiensis diœcesis beneficia intrusos bonæ memoriæ Franciscus Episcopus declaravit obstrictos censuris, a generali concilio Lugdunensi inflictis; cum præsertim non desint qui parochiales quoque Ecclesias (rem antea inauditam) eo prætextu occupaverint. Admirationem vero nostram vehementer auget, quod nihil statuere potes contra jura libertatemque Ecclesiæ Apamiensis, quin idem contra Tolosanam et universam provinciam istam statuas. Præterea ignorare non potes, Episcopum ipsum Apamiensem a tuis sententiis ad nos et ad hanc sanctam Sedem appellasse, nosque appellationem hujusmodi admisisse. Cujus rei vel umbra ipsa, si debitam eidem sedi reverentiam in consilio habere voluisses, revocare te atque retrahere ab incepto debuisset. Hæc scribenda ad fraternitatem tuam duximus; ut et ea quæ perperam egisti corrigas, et a similibus in posterum agendis abstineas, atque interim conscientiæ tuæ consulas. Datum Romæ, 2 octobris 1680 » (apud Sfondrat., *Gallia vindicata*, p. 300 edit. Sancti-Galli, 1702).

Intrusionum de quibus ibi agitur, Sedis quidam Apostolicæ judicio certissimarum, auctor præcipuus pater de la Chaise.

III. Epistola Joannis Cerle, *vicarii generalis Apamiensis Ecclesiæ, sede vacante, ad Innocentium XI.* — « ... Quanta sit hæc nostra tribulatio, beatissime Pater, enarrare quis queat?... Bonis, patria, libertate spoliamur; erramus in solitudinibus egentes et angustiati; vinculis catenisque constricti per op-

pida circumducimur ad terrorem omnibus incutiendum; cum sicariis ac parricidis teterrimis ergastulis inclusi suspiria mittimus surdis auribus excipienda... Stupenda sed vera loquor, Pater sanctissime. Extinctus enim est sublatusque durissimi carceris incommodis reverendus pater Carla, canonicus ac prior noster; felix quod libertatis ecclesiasticæ prima victima cecidit... Laboribus, morbis, et extrema macie confectus rapitur trahiturque in ultimos Galliæ recessus, ibique in quadam arce includitur, quæ sub pestilenti aere posita, optimo seni exitio fuit. Morienti Ecclesiæ sacramenta negata sunt... Reverendum Patrem Michaelem d'Aubarede presbyterum..., quem putabamus exilio tantum mulctatum, audivimus ductum Codomum, ibique in carcerem detrusum. Reverendus Pater Rech, tam arcta custodia inclusus constrictusque est, ut quid de eo factum sit penitus ignoremus... Cæteri canonici regulares fratres mei sedibus suis pulsi, in variis oppidis, inter se et a nobis dissitis, exulant... Alios permultos omitto, Pater sanctissime, pro causa Dei extrema quæque subeuntes...

« Illustrissimus Archiepiscopus Tolosanus non dubitavit presbyterum quemdam mittere, qui per summam vim nobis omnibus expulsis, in illa Ecclesia, sede vacante, vices illius ageret, revera ut sponsam Christi regalistis, ut vocant, conculcandam adulterandamque traderet. Religio magna est ac summa pietas huic vicario generali partam contra canonicas sanctiones authoritatem, armis, quibus tota regio perstrepit, asserere; anathemate perculsos homines altaribus admovere; plebem christianam ad celebranda cum excommunicatis mysteria et ab iis suscipienda sacramenta immissis militibus adigere; monachos et sanctimoniales in obsequio remanentes, ab usu sacramentorum arcere et monasteriis suis ejicere...

« Accessit hæresis. Aiunt enim homines isti Ecclesiæ perduelles, ac publicis instrumentis consignant, jus istud regaliæ, non aliunde adcitum, non Ecclesiæ aut sanctæ Sedis

beneficio partum; sed ipsis regibus innatum; hoc est, licere laicis, quatenus laici sunt, si modo rerum potiantur, præcipua Episcoporum obire munia : canonicos, qui sede vacante spiritualem jurisdictionem habeant, efficere...; parochis curandas animas tradere, et alia id genus multa præstare...

« Hujus præcipui fautores, Pater beatissime (horrens lugensque dico), reverendi Patres Societatis Jesu censentur et sunt. Non mentior Petro, quem scio coram se mentientes verbi sui mucrone aliquando interemisse. Ut enim privatis colloquiis, publicis professorum prælectionibus, libris quoque in lucem editis, regnantium in rebus ecclesiasticis authoritatem evehunt et extollunt. Hi Summos Pontifices, quorum constantia in vindicanda Ecclesiæ libertate omnium sæculorum venerationem promeruit, tanquam aut plus æquo credulos, aut nimium in consiliis præcipites, aut gerendæ rei parum idoneos spernunt, scommatis dicteriisque proscindunt. Non habent alios regalistæ consiliarios, patronos, amicos. Per hos fit in aulam aditus. Horum consilio suasuque multi, quos antea religio impediebat, fractis tandem conscientiæ repagulis, in beneficia regaliæ, ut mentiuntur, obnoxia, impetu facto irruunt. Ut non immerito quispiam dixerit, regaliæ parentem esse patrem Ferrier; nutritium et educatorem patrem de la Chaise; præconem patrem Maimbourg; defensores et advocatos atque adeo milites cæteros omnes Jesuitas. Quod quidem mirum videri non debet. Pinguiores enim regaliæ fructus Societas percipit. Nam cum hujusmodi beneficia ex nutu fere ac voluntate confessarii conferantur a principe, nulla re magis Societatis potentia provehitur. Hoc illi familias devincit, hoc innumerabilem clientum multitudinem illi conciliat.

« Quod pertinet ad Archiepiscopum Tolosanum, ut est Jesuitis in cæteris rebus addictissimus, ita in opprimendis nobis conjunctissimus. Hujus erga sanctam Sedem animum nulla res magis demonstrat quam quod nuper recepto apostolico Brevi præstitit. Vocat illico regium notarium jubetque scribere : *Nefas esse sibi ullum Pontificium rescriptum injussu*

regis aut legere, aut aperire : eam esse concordatorum fidem : sic ferre Ecclesiæ Gallicanæ libertates... Ad istiusmodi calamitosam libertatem pertinet, quod nuper in senatu Tolosano, authore illustrissimo Archiepiscopo, factum est. Nam cautum fuit, ne quis in posterum ullum apostolicum breve reciperet, quod non esset prius in consilio regis excussum, ipsique probatum; mulcta immensa dicta eis qui secus fecerint... 7 januarii 1681 » (apud Sfondrat., *Gallia vindicata*, p. 302 edit. Sancti-Galli, 1702).

IV. *Alia epistola Joannis Cerle, vicarii generalis Apamiensis, sede vacante, ad Innocentium XI.* — « ... Affulserat, beatissime Pater, spes aliqua, fore ut ab illustrissimo Archiepiscopo Tolosano pace frueremur, sparsa scilicet fama, ipsum ad sanctitatem vestram litteras scripsisse, quibus se in posterum a rebus nostris velle penitus abstinere profiteretur. Sed evanuit citissime, multiplicatis a prædicto præsule vicariorum generalium pro nostra diœcesi nominationibus. Cum enim primæ a se factæ, ab iis ipsis quos consuluerat damnatæ, vitium tandem agnovisset, jam quidem revocavit. Sed post senatus Parisiensis placitum, cui in edicto suo se obsequi protestatur, illustrissimum Episcopum Leonensem nova præsumptione vicarium generalem creavit... Sanctiora sunt illi parlamenta, quam concilia; minusque veneranda sancti Petri cathedra quam profana sæcularium judicum subsellia.

« Illustrissimo Episcopo Leonensi, ab hujusmodi vicarii generalis munere abhorrente, et, ut passim creditur, sanctitatis vestræ censuram pertimescente, presbyterum quemdam domesticum suum et cruciferum regendæ huic Ecclesiæ præfecit. Obtemperavit crucifer... Conscientiæ tamen stimulis exagitatus, aliquanto post Tolosam repetit. Verum dominus Archiepiscopus, qui adversus sanctitatis vestræ litteras studet impavidus videri, postridie quam archiepiscopalis palatii valvis affixum fuit breve kalendis januarii datum, prædictum vicarium Apamias remisit, pristinumque locum resumere coegit; utque contentam in brevi excommunicationem in

quam inciderat se parum reformidare universæ plebi suaderet, sanctissimum missæ sacrificium publice, aliaque divina officia solemniter celebravit, a quibus per sex menses abstinuerat.

« Non est, beatissime Pater, tam parum christiana Gallia, nt prædictus dominus Archiepiscopus sanctissimæ sedis contemptum posse non improbari arbitretur. Quamobrem tam odiosam a se opinionem amovere nititur, falsitatem litteris a sanctitate vestra emissis affingendo; atque ut res verisimilior evadat, affirmando falsitatem non solum a Sanctitate vestra fuisse detectam, sed et vindicatam, ejecto secretario, hujusmodi brevium fabricatore.

« Huic rumori adstipulantur quasi testes certissimi, aut verius authores sunt patres societatis Jesu, præsertim pater Roques. Non alio fere consiliario, non alio rerum suarum scriptore utitur reverendissimus Archiepiscopus Tolosanus. Utinam unius aut paucorum tantum privatorum hujus societatis hominum esset hæc erga Ecclesiam affectio, aut propagandæ regaliæ studium. Unus eorum, nomine Meynier (ut cæteros omittam) eum ex novo regaliæ jure fructum jam percepit, ut tres suos nepotes, totidem beneficiis, ut ipse putat, auxerit, ut ego existimo, jugulaverit...

« Quod nobis a patribus Societatis Apamiensibus obsequium hucusque denegatum sit, de sententia atque decreto primorum provinciæ factum est; quos accepimus eam ob causam in unum Tolosæ convenisse... Quid in eo cœtu deliberatum conclusumque fuerit, subsecuta demonstravit contumacia, quæ neque per Sanctitatis vestræ litteras, pœnam exommunicationis latæ sententiæ continentes, comprimi potuit. Siquidem etiamnum publice sæcularium confessiones excipere pergunt, et animas Christi sanguine redemptas diaboli laqueis irretiunt, hoc est absolutionibus, quas Sanctitatem vestram nullas declarasse non ignorant... 15 martii 1681. »

V. *Alia epistola Joannis Cerle, vicarii generalis Apamiensis, sede vacante, ad Innocentium XI.* — Postquam enarravit quomodo contra ipsum pœna mortis pronuntiata sit a parla-

mento Tolosano, suadente ac urgente Tolosano Archiepiscopo, quomodo in effigie (quia ipsum latitantem comprehendere non potuerant), executio Tolosæ facta sit, et quomodo jussus carnifex Apamiensis eamdem capitis sententiam similiter in effigie exequi, horrore tanti sceleris perculsus aufugerit, ita subjungit :

« De patribus Societatis Jesu utinam aut nulla mihi dicenda forent, aut bona!... Ignoscat illis Deus, non quidem nescientibus, sed maxime omnium scientibus quid faciunt, dum sanctæ Sedi palam illudunt. Post acceptas a præposito generali genuinas litteras, quarum altera de ultimarum Sanctitatis vestræ litterarum veritate certiores illos faciebat, publice regalistarum et aliorum quorumcumque ad ipsos accedentium confessiones excipere pergunt, quod a testibus fide dignissimis, ipso sanctissimo corporis Christi die aliisque visum et confirmatum est. Sperant scilicet, ob regionum longinquitatem, et pertimescentibus omnibus qui veritatis conscii sunt ipsorum iram et in aula christianissimi regis favorem, quæ illic notoria sunt usque ad Sanctitatem vestram non perventura. Toleranda fortassis videretur temeritas, si volentibus tantum noceret, si solos regalistas jam excommunicationis vinculis innexos hujusmodi confessarii solverent, aut verius arctius constringerent, seipsos eisdem vinculis innodantes... Sed quod omnem crudelitatem superat, in ruinam vel invitæ trahuntur animæ. Rector collegii, nomine Espagnac, qui, ut accepi, de præstito regalistis auxilio et consilio innocens apud sanctam Sedem videri voluit, ipsos ad celebranda publice solemniterque divina officia, paucis post scriptas suas apologeticas litteras diebus, hoc est in festo sancti Francisci Xaverii, suam in Ecclesiam admisit; et ad confessionem sibi aut suis faciendam non solum ultro venientes etiamnum excipit, verum refugientes militum metu adigit. Quod quam sincera fuerit ejus excusatio declarat » (apud Cardinalem Sfondrat., *Gallia vindicata*, pagina 324, edit. 1702).

VI. *Epistola Joannis Cerle, vicarii generalis Apamiensis, sede vacante, ad Patrem Espagnac, rectorem collegii Apamiensis Societatis Jesu.* — « Argumentum acerbissimi doloris mihi est, quod experiar pergere paternitatem vestram, ejusque in collegio Apamiensi socios, Romanæ Sedi obluctari, nec velle obstinatæ in illam contumaciæ finem imponere. Enimvero ingens animi afflictio, quam ex vestra cæcitate percipio, illa est, quæ mihi calamum in manus præbet, compellitque vobis ante oculos ponere gravitatem inobedientiæ, qua mandata Summi Pastoris obstinate hactenus respuistis. Vereor equidem ne operam perdam... Si enim ausi estis Ecclesiæ caput visibile ejusque voluntatem contemnere, vobis tam enixe et tanto cum apparatu insinuatam, qua ratione polliceri mihi possum, vos monitis auscultaturos simplicis religiosi[1], quique inter ærumnas et exilia vitam ægre occulteque sustentat, ut persecutiones effugiat quas contra illum vos concitastis?... Soli vos regularium fuistis, qui Fortassini[2] desiderio flagrare visi estis. Hic ut primum Apamiis comparuit, vos illius auctoritatem primi agnovistis; vos obedientiam jurastis... Eo enim audaciæ provecti estis, ut non solum Episcopi Apamiensis monita ludibrio vobis fuerint, sed etiam principis omnium Episcoporum, supremique Ecclesiæ pastoris ac vicarii Jesu Christi monita vocesque pari contemptu acceperitis... Utque delicti vestri ac pertinaciæ magnitudo tegeretur saltem, cum deleri non posset, illud artificii excogitastis, ut palam passimque spargeretis breve apostolicum confictum fuisse subornatumque. Cumque Romani Pontificis sollicitudo hunc quoque prætextum vicisset, datis ad provincialem vestrum authenticis bullæ suæ copiis, num tot tergiversationum productæque in longum contumaciæ tunc saltem vos puduit? Imo pertinaciam auxistis, ipso provinciali vestro delicti complice, et apud se-

(1) Erat nempe pater Cerle canonicus regularis. Sed quatenus Vicarius Generalis, sede vacante, legitime constitutus, episcopalem tunc in totam diœcesim jurisdictionem obtinebat.

(2) Erat is Vicarius Generalis intrusus, quem Tolosanus archiepiscopus Apamias miserat.

natum Tolosanum Pontificem Romanum deferente, ac velut patriæ hostem regnique Gallici turbatorem accusante...

« Expavit Gallia tam indignam agendi rationem, tamque alienam a spiritu vestrorum fundatorum... Quod si tamen fidelitatis vestræ in principem fuit, contra Pontificis Romani repetita decreta regaliam tueri, quid rogo causæ est, ut vos fidelitatis hujus Romæ pudeat? Nihil enim Romæ patres vestri ardentius curant, quam ut Romano Pontifici persuadeant, Jesuitas qui in Galliis commorantur innoxios esse, nec se huic causæ unquam implicasse... Vos præcipui et ardentissimi regaliæ promotores estis, idque tam notum et vulgatùm est, ut nemo id ignoret... Delictum et inobedientia vestra, cum publica essent, secretis monitionibus curari non poterant. Palam ergo vos monui; sed cum nihil proficerem, nec dignaremini constitutionibus meis deferre, ad Ecclesiam vos detuli. Sed hanc quoque sprevistis, cum videlicet per os visibilis sui capitis ad vos loqueretur. Quid ergo supererat mihi, nisi videlicet delicti vestri complex esse patique vellem ut alii quoque exemplo vestro perveterentur; quid, inquam, supererat, quam ut infectum membrum a reliquo corpore separarem? Atque utinam, mi pater, hunc ictum, quem ego non nisi invitus ac lacrymantibus oculis inferre cogor, declinaretis !... Certe, diœcesis Apamiensis vicarius generalis, a Sede Apostolica confirmatus » (apud Cardinalem Sfondrat., *Gallia vindicata*, pagina 364, editionis secundæ Sancti-Galli, 1702).

§ 4. — Documenta e regestis Parlamenti Parisiensis (18 juin 1681).

« Ce jour le procureur général du roi est entré en la cour et a dit que, le bruit s'étant répandu dans le public que le Pape avait ordonné au général des Jésuites d'adresser aux provinciaux de Paris et de Toulouse des copies authentiques du Bref donné par Sa Sainteté, le premier jour de la présente année, avec une injonction encore plus précise à celui de

Toulouse de le rendre public, et d'obliger ceux de cette Société d'assurer que ce Bref était véritable, contre l'opinion que nous aurions désiré pouvoir toujours conserver au contraire ; et que le général des Jésuites ayant écrit à ses provinciaux, en conformité de ce commandement du Pape, avait adressé à celui de Toulouse une expédition authentique de ce Bref, avec ordre de la communiquer à celui de Paris... ; il la suppliait de vouloir bien, attendu l'absence du provincial, mander le supérieur de la maison professe, les recteurs... » (*Collection des procès-verbaux des assemblées du clergé de France*, édition de 1772, tome V, page 193 des *Pièces justificatives*, à la fin du volume).

« Ce jour (20 juin 1681) les gens du roi... ont dit que le P. de Verthamont, supérieur de la maison professe des Jésuites de cette ville de Paris, les PP. Deschamps et Dozaine, recteurs du collége et du noviciat, et le P. Pallu, procureur de la province de France, étaient au parquet des huissiers pour recevoir les ordres de la cour. Et à l'instant lesdits PP. Jésuites mandés en présence des gens du roi, M. le premier président leur a dit : La cour vous a mandés sur ce que...

« Le P. de Verthamont a dit : que leur provincial avait reçu une lettre de leur général, du 23 avril dernier, avec une copie en langue italienne d'un ordre du Pape, d'adresser au provincial de Toulouse une copie en forme authentique du Bref de Sa Sainteté du premier janvier de l'année présente, touchant les grands vicaires établis dans le diocése de Pamiers, le siége vacant ; et d'ordonner aux Jésuites de Toulouse et de Pamiers de déclarer que ce Bref était véritable, et d'en faire adresser aussi une copie au provincial de Paris, afin de lui en faire connaître la vérité. Et par cet ordre le général est chargé de rendre compte à l'assesseur de l'inquisition des réponses qui lui seront faites. Que dans ce paquet il y avait une copie non signée de ce Bref. Qu'il était de sa connaissance que pour réponse à la lettre du général, leur provincial lui avait entre autres

choses écrit, qu'il ne croyait pas qu'aucun de sa compagnie eût été assez malheurenx pour manquer au respect qu'ils devaient à Sa Sainteté ; comme il pouvait aussi assurer la cour pour tous les Jésuites du royaume, qu'ils ne manqueraient jamais de fidélité èt de zéle pour le service du roi...

« Les gens du roi ont dit, maître Denys Talon portant la parole : ... Ce que nous faisons en cette occasion pour l'intérêt public et pour le service du roi, *n'est pas que nous ayons à nous plaindre de la conduite des Jésuites : les reproches qu'ils reçoivent dans le billet écrit au nom du Pape, et dans la lettre de leur général, doit parmi nous leur tenir lieu d'éloge, et sont des preuves certaines qu'ils ne se sont point écartés de leur devoir.* Cependant comme ils auraient peut-être peine dans la suite à ne pas déférer aux ordres du Pape et de leur général..., il est juste de les secourir et de les tirer de l'embarras où ils se trouvent, par l'autorité de l'arrêt qui interviendra » (*Procès-verbaux...*, loco citato, pagina 194).

§ 5. — Conclusio ex allatis documentis.

Evincunt plane adducta documenta, queis multo plura, si opus foret, addere possem, pro morbidis prorsus ac Societate Jesu indignis habendos esse illos Jesuitas Galliæ, qui tanquam regaliæ et quatuor articulorum propugnatores objici possent. Etenim :

1° Serio cogitarunt de eligendo sibi propria auctoritate vicario qui eos independenter a generali præposito regeret, et qui jurisdictionem ab ipsis reciperet. Idque licitum *de Jure communi* aliquot ex ipsis existimarunt. Quæ sane doctrina palam schismatica est et inducens in hæresim.

2° Licitum sibi putarunt superiori suo generali ac Summo Pontifici obedientiam denegare, ne regi displicerent.

3° Extensioni regaliæ in diœceses ab onere isto immunes adlaborarunt ; quodque sic canonum censuras certo incurrerent, nihili fecerunt.

4° Intrusionibus in Apamiensi diœcesi auxiliati sunt, et intrusorum jurisdictionem agnoverunt, spreta legitimi vicarii capitularis auctoritate.

5° Quod cum sub excommunicatione prohibuissent Innocentii XI Brevia, mendaciter sparserunt authentica non esse brevia hæc, sed conficta.

6° Postquam authenticas brevium illorum copias per ipsorum generalem Præpositum, simul cum ejusdem Præpositi attestatione, mitti procurasset Summus Pontifex, ad parlamentum detulit provincialis Tolosanus eas pontificias bullas, ac Præpositi generalis litteras, tanquam attentatum et læsæ majestatis crimen, a quo ipse et sui abhorrerent.

Pudeat ergo ad perditorum ejusmodi virorum auctoritatem provocare. Quos scilicet regalismi morbus in transversum egerat, ac perduelles erga Sedem apostolicam generalemque Præpositum suum effecerat. At summopere simul cavendum, prout adnotat Cardinalis Sfondratus, ne paucorum membrorum totum corpus peccati reum faciamus. Id sane injustum foret quammaxime. Eam aliquot Jesuitarum Galliæ agendi rationem Societas Jesu doluit, reprobavit, exhorruit, prout adducta superius documenta testantur. Ne autem putrida illa membra resecaret, impossibilitate prohibitam fuisse haud immerito forsan quis autumabit, habita ratione iniquissimorum ejusmodi temporum. Utinam hodierni Jesuitæ Galliæ, decessorum suorum prævaricatione ac ruina commoniti, ab aulici favoris et magnatum commercii pestifero melle sedulo semper caveant, memores finis institutæ a sancto Ignatio ipsorum Societatis, ut nempe, posthabitis quibuslibet temporalibus detrimentis, ac propriæ etiam vitæ discrimine, totam se ad defendendam Sedem apostolicam ejusque doctrinam impendat, ad lucrum animarum et majorem Dei gloriam. Si (quod avertat Deus) ut regionis suæ falsis opinationibus sese accommodent, ut pacem favoremque sibi concilient, ut *exaggeratorum* notam (quæ nunquam non omnibus errori pro debito adversantibus inusta est) effugiant, a Sedis apostolicæ

doctrina, quæ columna est et firmamentum veritatis, sibi declinandum existiment; si prudentiam sæculi sectantes, ubi ingruit erronei alicujus systematis procella, pugnam devitantes silentio se involvant, cum ipsorum potisssimum officium sit dimicare ac testimonium veritati reddere; quantumvis sibi prospere agere videantur, haud sane justum evadent historiæ ac Dei judicium, quo scilicet non legitimis Societatis Jesu filiis, sed spuriis accensebuntur.

Igitur quod in Gallia Jesuitæ aliquot quatuor articulorum doctrinam et regaliæ extensionem approbaverint, non est auctoritas; sed auctoritas est quod hæc eorum agendi ratio ab ipsorum societate et superiore generali reprobata fuerit. Idem dicendum de paucissimis aliorum ordinum religiosis, ad novam quatuor articulorum doctrinam transfugis. Paucissimis, inquam, prout sic fatetur Fleury dissertatione IX in *Historiam ecclesiasticam :* « In Gallia vix reperietur (id referendum ante 1681) regularis cui certa non sit Romanorum Pontificum infallibilitas. Non regulares tantum, sed presbyterorum etiam qui privilegiis carent et Episcopis subsunt, cœtus, in hanc sententiam tanquam pietati magis conformem inclinant. »

CAPUT XII

AB ANNO 1682, COMMUNIS EXTRA GALLIAM PERMANSIT DE ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITATE DOCTRINA. IN GALLIA AUTEM CONTRARIUS ERROR, ETSI DUACENSIS FACULTAS AC ALII MULTI FORTITER EI OBSTITERINT, REVERA TAMEN ALIQUANDO PRÆVALUIT.

Id satis compertum habebit lector documenta perpendendo quæ sub sequentibus paragraphis recensemus.

§ 1. — Lovaniensis facultas Romani Pontificis infallibilitatem, necnon ejus supra concilium et supra canones auctoritatem, tanquam dogma certissimum atque omnino tenendum perpetuo habuit ac propugnavit.

Cum hoc ipsum luculenter probaverit dominus Feye, in Universitate Lovaniensi juris canonici professor, subjiciemus dumtaxat nonnulla excerpta ex ipsius opusculo, sic inscripto : *Quelques mots sur l'index, le gallicanisme et l'Université de Louvain, à propos de l'ouvrage de M. Delacouture, Tirlemont*, 1853. Distinguemus autem, cum laudato professore, duas epochas, videlicet : ab ipsius Facultatis exordio usque ad annum 1682 ; et ab anno 1682 usque ad ejusdem Facultatis extinctionem.

I. *Lovaniensis Facultatis doctrina, usque ad annum* 1682. — « Quelle a été de tout temps la doctrine de l'ancienne Faculté de théologie de Louvain ?—Elle a été *constamment opposée à la doctrine gallicane*. Il n'est nullement nécessaire de faire des citations qui remontent avant l'an 1682. La doctrine d'avant ce temps a été mise en évidence par plusieurs professeurs de la Faculté dans différents opuscules. En effet, à peine la déclaration de 1682 avait-elle paru, que plusieurs professeurs de la Faculté de théologie de Louvain, d'Aubermont, Du Bois et Steyaert, y opposèrent une vigoureuse résistance. Nous ne donnerons que les titres de leurs opuscules :

« Les opuscules d'Aubermont sont ceux qui suivent : 1° *Doctrina, quam de primatu, auctoritate ac infallibilitate Romani Pontificis tradiderunt Lovanienses sacræ theologiæ magistri ac professores..., declarationi cleri Gallicani de ecclesiastica potestate nuper editæ opposita. Leodii*, 1682.

« 2° *Mantissa celebrium in Belgio et Gallia scriptorum, qui tardius post editum nuper succurrerunt tractatum, cui titulus :* Doctrina quam, *etc... Accessit ejusdem authoris dissertatio de immediata episcopalis et synodalis jurisdictionis origine. Leodii*, 1683.

« Les opuscules de Nicolas Dubois sont : 1° *Ad illustrissimos et reverendissimos Galliæ Episcopos disquisitio theologico-juridica, super declaratione cleri gallicani facta Parisiis, 19 martii* 1682. *Leodii*, 1682.

« 2° *Ad reverendos admodum, clarissimos, et quovis alio titulo insignitos dominos qui illustrissimis Episcopis, nuper Lutetiæ Parisiorum congregatis, adjuncti sunt, seu a consiliis fuerunt, consultationes theologico-juridicæ. Leodii*, 1682.

« 3° *Pars prima refutationis argumentorum seu errorum... ad clarissimos et quovis alio titulo insignitos dominos, qui nuper illustrissimis Episcopis Lutetiæ Parisiorum congregatis juncti fuerunt. Leodii*, 1683.

« 4° *Tractatus brevis de jure et facto... quo simul via sternitur ad ulteriorem refutationem novellorum theologorum, præcipue Gallorum, Sanctæ Sedis auctoritatem impetentium, etc. Leodii*, 1683.

« 5° *Acta Parisiis hoc anno* 1683, *a januario usque ad finem maii, etc. Leodii*, 1683.

« 6° *Défense de l'autorité du Pape par-dessus les conciles. Gand*, 1683.

« Sur Steyaert et ses opuscules contre la déclaration, voir van de Velde, *Synopsis monumentorum*, tomo III, page 863, 855 et 856.

« La citation de ces auteurs nous suffit. Ils attestent la doctrine de la Faculté *en* 1683 *et avant*, comme peu après cette époque » (Feye, opere citato, pagina 33).

Quod ergo Lovaniensis facultatis doctrina, usque ad annum 1683, Gallicanæ doctrinæ, quatuor articulis anni 1682 contentæ, opposita constanter fuerit, quodque imprimis Romani Pontificis in decernenda fide infallibilitatem pro certo dogmate Facultas eadem perpetuo habuerit, hic iterum adstruere esset prorsus rem plenissime actam agere. Id siquidem Lovanienses doctores, citatis operibus, anno 1683 tanta documentorum mole præstiterunt, ut vesanus jam aut impudens æstimandus sit, qui rem in dubium vocaverit. Sed

num ad Gallicanas postmodum opiniones eadem Facultas deflexerit, expendamus.

II. *Lovaniensis Facultatis doctrina, ab anno* 1682 *usque ad ipsius extinctionem.* — « Nous allons communiquer le résultat de nos recherches, qui se rapportent à tout le temps écoulé depuis 1682 jusqu'à la destruction de l'Université.

« Immédiatement après que la déclaration de 1682 eut paru, la Faculté décréta que personne ne serait jamais admis, comme membre, qu'aprés s'être formellement engagé à défendre toujours l'infaillibilité du Pape et sa supériorité sur le concile (voir van de Velde, *Synopsis monumentorum*, t. III, p. 921 et 922). Non-seulement les ouvrages des docteurs de la Faculté contiennent constamment la même aversion pour les maximes gallicanes, mais nous la retrouvons entiérement et sans interruption dans les thèses théologiques, sans qu'on puisse en indiquer une seule qui la contredise. Il y a plus, on remarque que depuis 1682 la Faculté de théologie a voulu professer la doctrine d'une manière plus énergique et plus explicite. Souvent même les thèses sont expressément posées contre les théologiens gallicans.

« Nous retrouvons la défense énergique de la supériorité du Pape sur le concile, la restriction des sessions 4 et 5 du concile de Constance au temps de schisme, la juridiction des Évêques dans leurs diocèses comme dérivant immédiatement du Souverain Pontife, le pouvoir des conciles généraux même comme dérivant du Pape, dans les thèses suivantes :

« 31 octobre 1682, — 11 mai 1683, — 5 octobre 1685, — 31 octobre 1685, — 15 mars 1687, — 1er mars 1688, — 15 mai 1688 ; avec l'addition : *Privilegia enim Sedis istius divinitus sunt radicata; impingi possunt, transferri non possunt. Hactenus illibata manent, manebuntque quo usque Christianum nomen prædicatum fuerit. Rem exemplo suo docet Parisiensis theologus,* OMNIUM TELORUM GALLICORUM *collector nuperus (pace viri dixero); qui citationum suarum infidelitate, defensionum imbe-*

cillitate, Patrum irreverenti tractatione (ob quæ omnia quæ ad hanc materiam contra nos habet, hic pro expresse rejectis reputato) satis prodit quam malam tueatur causam; hoc unum præ omnibus probans : durum esse contra stimulum calcitrare, — 28 juin 1692, — 22 août 1693, — 1er avril 1694, — 11 juin 1695, — 13 juillet 1696, — 11 décembre 1696, — 19 juin 1698, — 2 avril 1699,— 15 juillet 1699, — 10 octobre 1699, avec l'ajouté : *Intolerabile fore, si melliflui doctoris familia cogeretur docere et signare famosa cleri regni vicini placita, per facultatem theologicam Lovaniensem, seu strictam seu latam, a tempore formationis suæ in antecessum* SEMPER IMPROBATA *hactenus, et si quid vota valent, et mens non fuerit læva, nullo unquam tempore non improbanda*, — 17 décembre 1699, — 19 juillet 1700,— 8 avril 1701,— 7 février 1702, avec l'addition : *Atque hæc de authoritate Pontificis supra concilia, sicut et ejus infallibilitate, est* FUITQUE SEMPER *almæ hujus Universitatis sententia... Unde facultas theologica, anno* 1685, *jussa judicium suum promere circa hanc propositionem*, concilium est supra Papam, *verissime dicit : in schola nostra nunquam nisi oppositum sustinuimus*, — 29 octobre 1706,— 1er mars 1710, — 20 mars 1715, — 1er juin 1715, — 3 août 1718, — 1er décembre 1718, — 20 mai 1719,— 21 février 1722, — 17 août 1722, — 16 février 1723, — 7 mai 1723, — 12 août 1723, — 21 juin 1724, — 17 mai 1725, — 3 juillet 1725, — 12 août 1726, —14 août 1726, —29 mai 1728, — 5 novembre 1729, — 19 juin 1730, — 14 novembre 1731, — 22 février 1732, — 23 juillet 1733, — 1er décembre 1733, — 1er avril 1735, — 24 mai 1735, — 7 avril 1736,— 9 juin 1736, —19 juillet 1736, — 28 mars 1737, — 9 avril 1737, — 12 avril 1737, — 20 janvier 1738,—5 juillet 1738, — 9 mars 1739, — 20 avril 1739, —10 juin 1739, — 7 juillet 1739, — 17 décembre 1739 (posée contre les théologiens gallicans et la *Defensio declarationis cleri gallicani*), — 29 janvier 1740, — 13 février 1740, — 16 août 1741 (posée contre les théologiens gallicans), — 18 octobre 1741, — 6 mars 1742, — 17 juillet 1742, —

7 août 1743, — 21 avril 1744, — 27 novembre 1744, — 18 juin 1746, — 8 février 1747, — 11 avril 1747, — 11 juin 1757, — 15 juillet 1758, — 16 mars 1759, — 21 août 1761, 7 août 1762, — 11 février 1765.

« Comme ici nous touchons au temps de M. van Gils, qui a passé une bonne partie de sa vie à Louvain, son témoignage[1] nous suffit pour les années suivantes, et nous nous sommes contenté des découvertes communiquées au lecteur.

« Enfin une autre doctrine, diamétralement opposée aux maximes gallicanes, et que la Faculté de théologie de Louvain avait surtout à cœur de défendre, c'est l'infaillibilité du Souverain Pontife parlant *ex cathedra*, indépendamment de tout concile et de toute acceptation de l'Église. Constamment même elle a pieusement défendu l'infaillibilité du Pape dans la béatification et la canonisation des saints. Ces doctrines, auxquelles les théologiens de Louvain tenaient plus qu'à la vie, nous les retrouvons dans les thèses suivantes, sans que nous ayons besoin de recourir à leurs ouvrages, et sans qu'on puisse trouver une seule thèse dans le sens contraire :

« 31 octobre 1682, — 11 mai 1683, — 8 mai 1685, — 31 octobre 1685, — 17 novembre 1685, — 8 mars 1687, — 1er mars 1688, — 15 mai 1688, — 5 mars 1692, — 2 août 1692, — 22 août 1693, — 6 mai 1695, — 11 juin 1695 (avec l'addition : *Si quis de hac veritate nondum satis sibi constare prætendat, adeat synodum octavam sub Adriano Papa ejus nominis secundo, cujus synodi patres hanc veritatem ipsam docebant, adeat synodum sextam celebratam sub Agathone Pontifice; quæ certe prævalent prælatorum Gallicanorum declarationi subsequenti, anni* 1682 : IN FIDEI QUOQUE DEFINITIONIBUS, etc.), — 15 février 1696, — 13 juillet 1696, — 19 juin 1698, — 2 avril 1699 (on y dit de l'Université : *In quo a primis incunabilis huc usque immota perstitit*), — 15 juillet 1699, —

(1) Testimonium illud referimus infra.

10 octobre 1699, — 17 décembre 1699, — 19 juillet 1700, — 8 avril 1701, — 7 février 1702 (avec l'ajouté : *Atque hæc de authoritate Pontificis supra concilia, sicut et de ejus infallibilitate, est fuitque semper almæ hujus universitatis sententia*), — 13 octobre 1702, — 26 octobre 1703, — 15 janvier 1705, — 29 octobre 1706, — 18 mars 1707, — 26 mars 1707, — 14 août 1708, — 13 décembre 1709, — 22 février 1710, — 1er mars 1710, — 1er juin 1715, — 4 juillet 1715, — 3 août 1718, — 1er décembre 1718, — 21 mars 1719 (directement opposée aux théologiens gallicans), — 13 mai 1719 (on y lit : *Hæc etiam est continua, constans, et nunquam interrupta traditio Facultatis nostræ theologicæ, ab anno* 1431 *suæ institutionis usque ad annum præsentem* 1719), — 20 mai 1719, — 21 février 1722, — 17 août 1722, — 16 février 1723, — 12 août 1723, — 21 juin 1724 (on y lit : *Hanc infallibilitatem concorditer agnovere majores nostri... Non possunt etiam negare Galli quin veteres Ecclesiæ suæ proceres eam sustinuerint.*), 17 mai 1725, — 3 juillet 1725, — 12 août 1726, — 14 août 1726, — 29 mai 1728, — 3 novembre 1729, — 19 juin 1730, — 14 novembre 1731, — 22 février 1732, — 23 juillet 1733, — 1er décembre 1733, — 1er avril 1735, — 24 mai 1735, — 7 avril 1736, — 9 juin 1736, — 19 juillet 1736, 28 mars 1737, — 9 avril 1737, — 12 avril 1737, — 20 janvier 1738, — 5 juillet 1738, — 9 mars 1739, — 20 avril 1739, 10 juin 1739, — 17 décembre 1739 (posée contre les théologiens gallicans et la *Defensio declarationis cleri Gallicani*), — 29 janvier 1740, — 18 février 1740, — 25 juin 1740, — 1er juillet 1740, — 29 avril 1741, — 4 juillet 1741, — 16 août 1741, — 14 octobre 1741, — 17 juillet 1742, — 7 août 1743, — 21 avril 1744, — 29 novembre 1744, — 18 juin 1746, — 8 février 1747, — 11 avril 1747 (où la doctrine indiquée est défendue, *cum sacra facultate theologica Lovaniensi, hoc a patribus suis acceptum depositum fideliter custodiente*) — 11 juin 1757, — 15 juillet 1758, — 16 mars 1759, — 21 août 1761, — 7 août 1762, — 11 février 1765.

« Nous touchons de nouveau au temps de M. van Gils, dont le témoignage nous dispense de recherches ultérieures » (Feye, opere citato, p. 33 et seq.).

Idem dominus Feye, quoad proximos ante suppressam Lovaniensem facultatem annos, testimonium adducit coætanei doctoris van Gils, in hunc modum :

« Sous la Restauration, plus d'une fois on cita avec emphase une déclaration de la Faculté de Louvain de 1789. Mgr l'Évêque de Chartres ayant invoqué le même argument, un membre de l'ancienne Faculté de théologie de Louvain, le vénérable docteur *van Gils*, qui, sous Joseph II et sous l'Empire français, avait mérité les honneurs de l'exil et de la persécution par son attachement à l'Église et au Saint-Siége, protesta contre cette déclaration. Dans une lettre particulière, adressée en 1826 à un ecclésiastique français, il vengea l'honneur du corps auquel il avait appartenu. Il démontra que cette déclaration était l'œuvre des professeurs du fameux *séminaire général* de Joseph II, et que les doctrines de l'ancienne Faculté de théologie de Louvain sur l'autorité du Pape étaient diamétralement opposées aux doctrines gallicanes. Pendant les dernières années du règne de Guillaume Ier, lorsqu'on voulut renouveler les innovations de Joseph II, et que le gouvernement s'avisa de donner aux Belges *les libertés de l'Église belgique* pour les séparer du centre de l'unité, on invoqua aussi la déclaration de 1789... Lié d'amitié avec M. van Gils, M. de Ram[1] obtint de lui, peu de temps avant sa mort, la minute de la lettre adressée à l'ecclésiastique français. Il la fit imprimer » (Feye, opusculo citato, p. 29).

Ipsam vero doctoris van Gils epistolam reperies in *Nouveau Conservateur belge* (t. X, p. 481, anno 1834), et in *Annuaire de* 1845. Fuse primum in ea demonstrat laudatus doctor, prætensam declarationem facultatis Lovaniensis anni 1789 elucubratam fuisse a professoribus *generalis seminarii*, schis-

(1) Lovaniensis universitatis Recto .

maticis (ut norunt omnes) Josephi II ordinationibus subjecti; nequaquam vero a Lovaniensi facultate, quæ jam ab anno 1787 existere desierat, et de cujus membris ita idem dominus van Gils testatur : « *Les membres fidèles à leurs devoirs furent déposés, dispersés, chassés; ou enfin bannis hors le territoire autrichien.* » Tum ita subjungit : « Je suis le seul membre de l'ancienne Faculté de théologie qui subsiste encore en vie : j'ai donc cru que l'honneur de mon corps exige la déclaration que je vous fais ici, et, s'il le faut, à toute la France. »

Ad primum e quatuor articulis quod attinet, ita testatur van Gils : « Quant aux articles mêmes, je déclare que de mon temps (et j'ai passé une bonne partie de ma vie à Louvain) je n'ai jamais entendu traiter dans des actes publics, soit des leçons, soit des disputes de théologie, l'objet de la première proposition de la déclaration de 1682. On ne le regardait pas comme objet de la science proprement théologique, mais plutôt comme faisant partie du droit public : et, en conversation, quand on en parlait en particulier, on soutenait ordinairement l'opinion de Fénelon, connue seulement ici depuis l'édition complète de ses œuvres... En voilà plus qu'assez sur le premier article de la déclaration, que nous n'avons jamais regardé comme très-essentiel, et qui n'est guère plus applicable, les sentiments en cette matière étant tout à fait bouleversés, et la vraie religion regardée politiquement comme assez indifférente. Même on a regardé dans ce pays-ci comme une pratique très-peu sincère de la part des Gallicans, et comme une ruse maligne, qu'en traitant les affaires de 1682 avec ceux d'un sentiment opposé, ils ne manquent jamais de mettre ce premier article de la déclaration toujours en avant, comme s'il était le plus important, tandis que cette matière était la plus odieuse aux puissants de ce siècle. Mais je vous assure encore que, parmi nos théologiens, cette proposition n'a jamais été regardée comme de grand intérêt, le pouvoir hétérodoxe ayant tou-

jours des moyens assez efficaces pour faire pratiquer le contraire de ce qu'on soutenait dans les temps passés. »

De tribus aliis articulis quid tenuerit Lovaniensis facultas ita testatur idem doctor van Gils : « Ce sont les trois autres articles que la Faculté théologique de Louvain, et avec elle toute la Belgique, *a toujours rejetés avec vigueur*, non comme hérétiques (nous obéissons à l'Église qui ne les a pas déclarés tels), mais comme éloignés de la vérité, comme dangereux, et même comme très-pernicieux à l'Église catholique. Il ne s'agit pas ici de vous détailler les raisons et les autorités théologiques qui établissent notre persuasion... Mais souffrez que je vous raconte... un entretien que j'ai eu sur cet objet avec feu le respectable et savant M. Émery, que vous avez connu sans doute... J'alléguais donc l'injure sanglante qu'on ne cessait en France depuis plus d'un siècle de faire au Saint-Siége, reconnu comme chef spirituel, malgré son opposition soutenue par tant de Papes depuis Innocent XI et ses successeurs. Cette injure, et dans son origine et dans toute sa continuation, ne cessait de provoquer une punition éclatante de la part du suprême et divin chef de l'Église. Dieu l'a infligée, mais dans sa miséricorde : on sent jusqu'à présent les suites extrêmes pour la religion qu'on pouvait en redouter... Dans les pays étrangers on se peine sur le mode et les circonstances et les causes qui ont concouru à établir et à continuer la profession de vos articles. Dans les commencements, on regarda cette affaire comme l'effet de la passion, à laquelle on a cédé avec trop de complaisance et de condescendance, que l'on regarderait dans quelques-uns comme de la lâcheté; et dans la suite, jusqu'à nos temps, comme un point d'honneur à soutenir pour le clergé et la nation, jointe encore une certaine crainte, qu'on ne regarde pas ici comme appartenant à la prudence et à la fermeté sacerdotales. On se trouve en peine sur les moyens qu'on a employés pour soutenir les quatre articles pendant un siècle et demi. C'était toujours le pouvoir civil, forcé le

plus souvent par les parlements. C'étaient même des moyens peu conformes à la bonne foi, comme les retranchements, les suppressions de textes des ouvrages d'auteurs contemporains, français même, qui pourraient nuire gravement à la propagation des maximes gallicanes... Pardon, mon respectable ami..., c'est votre bonté de m'envoyer la lettre de Mgr de Chartres qui m'a mis la plume en main, pour rectifier les opinions sur la Faculté théologique de Louvain, dont j'ai eu l'honneur d'être membre. »

Quod ultimis ante suppressionem temporibus Lovaniensis facultas primum e quatuor Gallicanis articulis non impugnaverit, prudentiæ, ob temporum rationem, tribui potest. At vero quod insuper, in suis privatis colloquiis, ejus doctores parvi momenti, relative ad doctrinam theologicam, hanc quæstionem fecerint, aque etiam ad opinionem Fenelonii, de tribuenda juri publico potestate indirecta Summi Pontificis in temporalia, accesserint, in hoc aliquid humani passi sunt; nec sane in hoc sequendus van Gils, etsi eximius in cæteris.

Igitur Lovaniensis Facultas, per quam totius Belgii doctrina personat, et perpetuo ante Gallicanam anni 1682 declarationem, et perpetuo etiam postea, oppositam huic declarationi doctrinam, atque imprimis Romani Pontificis infallibilitatem, tanquam dogma certissimum omninoque tenendum docuit ac propugnavit.

§ 2. — Duacensis facultas doctrinam quatuor articulorum anni 1682, suis ad Ludovicum XIV litteris, reprobavit; et constans in ea sententia per 85 annos perseveravit.

Documentum I. — *Litteræ Duacensis Facultatis ad Ludovicum XIV, anno* 1683. — Scriptæ sunt gallice, pluraque supersunt vetusta earum exemplaria. Nos illas edidimus jam in publicatione periodica *Revue des sciences ecclésiastiques* (avril 1861, tomo III, pagina 359), juxta manuscriptum Bibliothecæ Cameracensis, numero 685 notatum; quem pariter textum

hic reponimus. Cæterum latine redditas easdem litteras reperies in opere cui titulus, *Mantissa celebrium in Belgio et Gallia scriptorum, etc... Leodii*, 1683; itemque apud Zaccaria (*Antifebronius vindicatus*, dissert. V, cap. v, n. 3). Iis autem litteris, in præfato Cameracencis bibliothecæ manuscripto, adnotatio hæc præfigitur : « Cette lettre a été écrite au roi par ceux de l'Université de Douai vers le commencement de mars 1683. Quelqu'un de ce corps a eu l'indiscrétion et l'infidélité d'en donner une copie qu'il a fait courir dans le monde et même chez les Espagnols. M. le Peltier, intendant de Flandre, irrité de cette conduite imprudente, m'a chargé de rechercher le premier auteur, mais je n'ai pu le découvrir. » Ipsum vero præfatum manuscriptum, 12 voluminibus in-folio constans, ita inscribitur : *Lettres, mémoires et affaires écrites par le baron de Vuoerden, depuis* 1669 *jusqu'en* 1698. Hæc prænotanda visa sunt antequam subjiceremus dictarum litterarum textum, qui tenoris est hujusmodi[1] :

« Sire, il y a environ huit mois que le zèle que nous avons pour le service de Votre Majesté nous a obligés de vous représenter, avec tout le respect possible, la grande aversion de tous ses fidèles sujets qui sont dans ce pays réuni à la couronne, de la doctrine contenue dans la déclaration du clergé de France, qui regarde la puissance ecclésiastique. Ils disent *que cette doctrine est inouïe dans ce pays ;* qu'on y a toujours tenu pour des opinions *erronées* celles qui choquent la primauté absolue et l'infaillibilité du Souverain Pontife, pour qui ils ont eu de tout temps tant de respect qu'ils *eussent cru être du nombre des schismatiques*, s'ils eussent douté de la souveraine autorité du vicaire de Jésus-Christ pour définir quelle est la bonne ou mauvaise doctrine ; qu'ils ne voient pas comment ils pourront, sans cette croyance, résister dorénavant aux insultes que leur font les Jansénistes, leur reprochant

(1) Voces quasdam sublineamus, non quod in manuscripto sint sublineatæ, sed ut ad eas potissimum lector attendat.

que la doctrine de Jansénius n'a pas été condamnée par un concile général, mais par des Papes sujets à manquer.

« Et quoique l'autorité du clergé de France, composé de personnes si illustres en doctrine et vertu, semble suffire pour les mettre en repos, ils disent néanmoins, qu'ils ne doivent rien moins déférer aux sentiments contraires de beaucoup d'Évêques, prélats, docteurs et un nombre presqu'infini d'écrivains très-célèbres dans toute l'Europe, qui ont enseigné la doctrine opposée, et qui même la font passer pour erronée en quelques-uns de ses points. Et comme il est très-difficile de changer l'opinion dans laquelle on a été élevé et nourri comme dans une doctrine indubitable, et qu'il est évident et incontestable que personne ne peut opérer contre sa conscience sans pécher, nous nous trouvons, Sire, dans une grande consternation, voyant les ordres de Sa Majesté touchant ladite déclaration, voulant d'un côté nous y soumettre, et de l'autre satisfaire à notre conscience.

« Ayant donc appliqué nos soins pour trouver de quoi satisfaire aux objections qui nous avaient été faites de tout côté par une grande multitude de personnes de toute condition, et ayant pour cela consulté les plus savants auteurs de l'Europe qui ont consacré par de gros volumes leur doctrine à la postérité, afin d'y trouver quelque moyen *pour apaiser nos propres consciences* dans une matière si importante, nous nous trouvâmes, Sire, obligés de nous prosterner aux pieds de Votre Majesté, et de la supplier avec toute la soumission possible, de permettre que son édit touchant ladite déclaration du clergé de France ne fût pas mis à exécution dans ce pays, de sorte que personne ne fût obligé d'enseigner les propositions y contenues, ni de les soutenir.

« Et quoique nous espérions, Sire, cette grâce de votre royale bonté, d'autant plus que nous étions entièrement persuadés que par ce moyen Votre Majesté ne conserverait pas seulement la paix des consciences de ses fidèles sujets, mais qu'elle produirait aussi dans leurs cœurs de nouvelles affections et un

nouveau zèle pour son service, néammoins cette très-humble supplication nous a été renvoyée, et on nous a dit que Votre Majesté ne voulait recevoir aucune requête là-dessus avant que son édit touchant ladite déclaration fût enregistré, ce que nous avons fait pour obéir à ses ordres. Et bien que l'on nous avait assuré peu après que l'intention de Votre Majesté n'était pas d'obliger ses fidèles sujets à soutenir les propositions du clergé contre leur conscience, nous n'avons pas cependant laissé d'appliquer de nouveau tous nos soins et nos études à chercher les moyens de pouvoir soutenir et enseigner ladite doctrine. Nous avons même consulté les plus savants théologiens, tant séculiers que réguliers, et *nous n'avons encore pu trouver aucune raison valide pour nous former une conscience* qui nous ait permis d'enseigner lesdites propositions ; de sorte que nous nous trouvons présentement dans la dernière perplexité par l'intimation que nous a faite M. l'intendant le Peltier de lui envoyer les noms des professeurs qui doivent avoir été députés pour enseigner cette doctrine, et de lui signifier si l'on a commencé de le faire ; d'autant que d'un côté nous ne souhaitons rien tant que d'exécuter les ordres de Votre Majesté, et de l'autre *notre conscience ne nous permet pas d'approuver toutes ces propositions.*

« Nous sommes, Sire, trop persuadés de votre bonté et justice pour croire que vous voulussiez nous obliger d'enseigner une doctrine *si contraire à notre conscience.* Mais nous espérons que vous agréerez la très-humble supplication que nous venons faire avec une confiance filiale, puisque vous écoutez vos fidèles sujets non-seulement en souverain monarque, mais aussi en bon père.

« Dans cette confiance nous nous prosternons, Sire, à vos pieds et nous supplions Votre Majesté avec toute la soumission possible de nous excuser de soutenir et d'enseigder une doctrine contraire à celle qui a *toujours* été reçue dans ce pays et enseignée dans cette Université, qui est au péril d'être ruinée si l'on oblige d'entrer dans tous les sentiments de la

dernière assemblée du clergé de France; d'autant que la plupart semble mieux aimer d'abandonner nos écoles, voire même de renoncer à toutes les promotions et dignités, que de se soumettre à des opinions répugnantes à leur conscience. Et l'expérience nous fait voir, que depuis que l'on a enregistré l'édit de Votre Majesté, personne n'a pris aucun degré dans la Faculté de théologie, et que ceux qui étaient venus à ce dessein se sont retirés. En outre les fondations des séminaires dont les revenus sont du district des Espagnols seront sans effet, parce qu'ils retireront leurs séminaristes; ce que nous croyons d'autant plus qu'ils nous insultent déjà (quoique témérairement) *d'avoir perdu la liberté des consciences*. Et ainsi votre Université de Douai, si affectionnée à votre service, si utile à vos États et au public, se verra en bref dans une grande décadence. Nous espérons, Sire, que Votre Majesté, ayant un favorable égard à toutes ces raisons, aura la bonté de nous dispenser d'enseigner et de soutenir lesdites propositions, et qu'elle *se contentera d'un silence respectueux*. C'est, Sire, l'espérance de ceux qui font gloire d'être les plus zélés de votre service, et de vivre et mourir — de Votre Majesté — les très-humbles et très-obéissants et fidèles sujets — le recteur et le conseil de l'Université de Douay. »

Igitur Duacensis Facultas habuit tunc, prout et semper antea, pro *erroneis* ac *schismaticis* opiniones declarationis cleri Gallicani anni 1682, quæ *omnimodo* Romani Pontificis *primatui* ejusve *infallibilitati* adversantur; censuitque ac professa est quatuor celebres articulos non posse *salva conscientia* doceri aut propugnari. Cumque ad ita testandum, non obstante quæ certo inde sibi imminebat persecutione, obligatam sese existimaverit, colligat lector quam certum ac firmum apud ipsam fuerit de Romani Pontificis infallibilitate atque ipsius primatus plenitudine dogma.

Documentum II. — *Jesuitæ Platelii, in universitate Duacensi professoris, doctrina hoc ipso anno 1685 edita.* — « Pontifex est etiam infallibilis extra concilium. Est jam communis et

adeo *indubitata catholicorum fere omnium sententia*, ut Bellarminus, Bannez et alii censeant esse fidei proximam. Hanc Bellarmini sententiam non parum firmat maxima authoritas 85 illustrissimorum Galliæ Episcoporum, litteris quæ incipiunt *Majores causas*, datis ad Innocentium X, ut infallibilem in rebus fidei judicem, quibus Pontificis Romani primatum, ejusque etiam extra concilium infallibilitatem agnoscunt et prædicant, ab eoque petunt infallibilem de quinque propositionibus Jansenii definitionem. His litteris subscripserunt 85 genere, doctrina et virtute illustres Galliæ Episcopi. Quibus cum multa eorum zeli laude humanissime respondit Innocentius X, anno 1653, 31 maii; iisque orthodoxæ fidei sententiam de quinque Jansenii propositionibus tanquam hæreticis misit. Quam, tanquam infallibilem et indubitatum fidei articulum cum magna erga sanctam Sedem Romanam observantia acceptarunt dicti 85 Episcopi, litteris anno 1653, 15 julii, datis : advertentes quod, *sicut olim, ad Episcoporum Africæ relationem, Innocentius I pelagianam hæresim* extra concilium, *damnavit, sic ad Gallicanorum Episcoporum consultationem, hæresim pelagianæ oppositam auctoritate sua proscripserit;* secutus Damasum, qui Apollinarium et Macedonium, necdum ab ulla synodo œcumenica damnatos, anathematizavit » (*Compendium perutile universi cursus theologici*, R. P. J. Platelii, e S. J., sacræ theologiæ in universitate Duacensi professoris. Duaci, 1683, pagina 180). Vide ibidem, pag. 182, testatam professorum Duacensis universitatis doctrinam.

Documentum III. — *Breve Clementis X ad Facultatem theologicam Duacensem.* — Hujus Facultatis doctores et professores laudat Pontifex quod *eximium orthodoxæ doctrinæ tuendæ studium omni tempore* ostenderint. Integrum Breve datum 15 februarii 1721 reperies in collectione *Revue des sciences ecclésiastiques*, tomo III, avril 1861, pagina 363.

Documentum IV. — *Epistola doctoris Callens ad Flandriæ præpositum.* — « A M. l'intendant de Flandre. — Douai 7 novembre 1764. Monsieur. — Permettez que j'implore l'honneur de votre

protection pour être nommé à la chaire de théologie en vertu du dernier concours. La mort prématurée de mes deux compétiteurs démontre qu'on expose ses jours dans les combats littéraires aussi bien que sous les drapeaux de Mars. Je suis très-disposé à enseigner les quatre articles du clergé de France, si dans la suite il plaît au roi de l'ordonner. Le faire de mon propre mouvement, *ce serait me brouiller avec toute l'Université*, ce serait troubler la paix et l'union qui y règne. A la vue de la sagesse profonde avec laquelle vous veillez au bonheur de notre province, je me persuade que vous approuverez l'aversion pour les dissensions et les troubles qui me porte à attendre un ordre. Si vous me faites la grâce de me protéger, j'espère que dans peu mes désirs seront accomplis. J'ai l'honneur d'être... »

Epistolam illam, quæ in æternum auctoris probrum manebit, postquam edidit dominus Hautcœur (*Revue des sciences ecclésiastiques*, avril 1861, tomo III, pag. 364), ita subjunxit :

« L'obséquieux docteur Callens obtint ce qu'il demandait : il fut nommé professeur en 1765. Il paraît même qu'on voulut utiliser son dévouement. Le 7 juin 1766, sur le réquisitoire du procureur général près le parlement de Flandre, pris en exécution de l'arrêt du conseil d'État du 24 mai précédent, l'Université dut consentir à enseigner les quatre propositions du clergé de France. A partir de cette époque, nous trouvons dans quelques thèses juridiques la doctrine de la déclaration; mais nous ne l'avons rencontrée que dans une seule thèse de théologie. Il serait facile de montrer par d'autres preuves que l'acte du 7 juin 1766 n'a point apporté de modification réelle dans l'enseignement de la Faculté de théologie. »

Igitur Duacensis Facultas, saltem usque ad annum 1766, quatuor articulorum doctrinam perpetuo ac constanter rejecit, ac potissimum pro certo dogmate habuit ac propugnavit Romani Pontificis in decernenda fide infallibilitatem.

§ 3. — **Condemnatio quatuor articulorum Gallicorum anni 1682, a Primate et aliis Episcopis Hungariæ pronuntiata, anno 1686.**

« Quæ quidem propositiones auribus christianis absurdæ, et plane detestabiles, cum per Hungarici quoque regni provincias a Satanæ ministris disseminatæ sint, eo fortasse consilio ut perduellioni et cæteris malis intestinis pabulum et fomentum suppeditent, et incautis fidelium animis blanda pietatis specie schismaticum virus instillent : Nos, omissa in præsens cura eas confutandi, cum perpetua sanctorum Patrum traditione, œcumenicorum conciliorum decretis, et apertis ipsius divini verbi testimoniis satis explosæ confutatæque sint, quamvis nonnulla scripturæ loca auctores propositionum in suam sententiam callida et falsa interpretatione detorqueant ; neque desint insignes theologi qui has partes strenue exequantur ; prædecessorum nostrorum vestigiis inhærentes, qui in hujusmodi casibus unanimi consilio et spiritu noxias doctrinas et in fide periculosas proscripserunt... ; Dei nomine invocato, et præhabito ea meliori forma qua per temporis et loci difficultatem licuit diligenti examine et deliberatione matura, cum venerabilibus Coepiscopis nostris, abbatibus, præpositis, capitulis, aliisque compluribus theologiæ professoribus et sacrorum canonum scientia præstantibus viris, præfatas quatuor propositiones configimus et proscribimus, et universis ipsius regni Christi fidelibus interdicimus ac prohibemus, ne eas legere vel tenere, multo minus docere audeant, donec super eis prodierit infallibile Apostolicæ Sedis oraculum, ad quam solam divino immutabili privilegio spectat de controversiis fidei judicare » (tomo II *Conciliorum Hungariæ*, pagina 440).

Quando a Facultate Parisiensi expostulatum est ut censura perstringeret doctrinam Strigoniensis Archiepiscopi ac præfatæ Hungaricæ synodi, qua asserebatur ad solum Romanum Pontificem pertinere articulos fidei definire, quantumvis rem

urgeret regia auctoritas, plures illius Facultatis doctores damnationi subscribere recusarunt. Quod sic refert Petit-Didier (*de Auctoritate et Infallibilitate Summorum Pontificum*, capite xv, § 5, sub finem).

« Neque denique id memoria excidit quod sub finem præteriti sæculi et a tempore famosorum cleri Gallicani articulorum anni 1682, cum Archiepiscopus Strigoniensis in Hungaria asseruisset, quod ad solum Papam pertineret articulos fidei definire, ejus propositio ad Facultatem theologicam Parisiensem ad censuram delata, quamvis censuræ factio regia auctoritate fulcita esset, summas tamen passa sit contradictiones, pluresque hujus Facultatis doctores maluerint exilium pati quam hujus propositionis damnationi subscribere. »

§ 4. — **Condemnatio quatuor articulorum Gallicanorum 1682, ab universitatibus et inquisitoribus Hispaniæ.**

Quod declaratio conventus Gallicani anni 1682 horrorem in Hispania excitaverit testatur d'Aguirre : « Paucis mensibus postquam declaratio cleri Gallicani edita fuerat 19 martii 1682, aliquot ejus exemplaria ad hanc Salmanticensem academiam pervenerunt, beatissime Pater. *Quanto horrori* illa fuerit tot eximiis professoribus..., non facile explicare queam. Cum enim nihil antiquius fuerit huic celeberrimæ omnium disciplinarum scholæ, quam veneratio cathedræ Petri, ejusque successoris Romani Pontificis, non potuit sine ingenti dolore et commotione animorum videre ejus auctoritatem palam impetitam, et ab iis quidem ipsis, quorum officii et partium erat illam tueri usque ad sanguinem » (d'Aguirre, *Defensio cathedræ Petri*, dedicatoria epistola ad Innocentium XI).

Ibidem asserit d'Aguirre dictam declarationem cleri Gallicani indignatum esse Innocentium XI, *cum horrore reliqui catholici orbis*.

Postquam retulit d'Aguirre, quomodo specialis Cardinalium Congregatio, ab Innocentio XI deputata ut sententiam suam de quatuor gallicanis propositionibus panderet, proscriben-

das eas esse unanimiter censuerit, ita subjungit de Hispanis Universitatibus.

« Sed et in hac florentissima *Academia Salmanticensi, cæterisque Hispaniæ, omnes uno animo illas diris et execrationi devovent;* idque palam testabuntur, si Pontificium de ferendo judicio mandatum accesserit » (*Defensio cathedræ S. Petri*, disputatione XL, sectione III).

Quod inquisitio hispanica tres ex istis gallicanis articulis proscripserit cum notis theologicis, et quod speciatim opinionem de fallibilitate Papæ confixerit, *ut minimum tanquam erroneam et hæresi proximam*, testatur idem d'Aguirre in hunc modum : « Accedit recens decretum sanctæ inquisitionis Hispaniæ. Quæ licet, in expurgatorio indice anni 1640, in totum prohibuisset omnia opera Heningi, sive Hennini Arnesæi aut Heningi Germani, eaque notasset in prima classi auctorum damnatæ memoriæ, adhuc nunc nota *erroris* et *schismatis* inussit thesim illam ipsius, in defensionem Guillelmi Barclaii : *Nec Papam, nec Ecclesiam habere ullam potestatem directam aut indirectam in jura temporalia regum; ut proinde abdicare eos possit, aut subditos eximere ab obsequio promisso.*

« Similiter nunc proscripsit Francisci Pinsonii, Biturici jurisconsultæ, Parisiensis advocati, commentarium in Pragmaticam sanctionem, Lutetiæ editum anno 1663, quod in eo extent propositiones erroneæ, ut minimum, schismaticæ et piarum aurium offensivæ; ac speciatim : *Concilium habere potestatem supra Papam certum et indubitatum :* et præterea : *Papam in dirimendis ex cathedra fidei quæstionibus non esse infallibilem.* Quarum prior inuritur veluti *erronea et schismatica ;* posterior *ut minimum tanquam erronea et hæresi proxima* » (loco citato, numero 18).

Subjungit d'Aguirre prodiisse hujusmodi censuram, supremum Hispaniæ inquisitorem agente principe Didaco Sarmiento Valladares, Placentino Episcopo. « Sub tanto itaque, ait, et tam insigni inquisitore generali Hispaniarum prodiit

nuper censura prædictarum propositionum, et severa prohibitio ne quis illas ullo modo editas aut scriptas apud se retineat » (ibidem, numero 19).

§ 5. — Censores Romani, in Congregatione Cardinalium, ab Innocentio XI specialiter deputata, judicarunt quatuor Gallicanos articulos anni 1682 non posse mitius proscribi quam abstinendo ad summum a nota *hæreseos;* omnino scilicet eis inurendas esse cæteras inferiores notas.

Id testatum reliquit Cardinalis de Aguirre in opere suo *Defensio cathedræ S. Petri*, sectione quarta disputationis XL. Quam sectionem ita inscripsit : *Præsules Gallicanos non potuisse sine gravissimo reatu proferre eam declarationem ; tenerique illam abolere palam, utpote damnatam a reliquis catholicis, et nuper ab inquisitione Hispaniæ.* Ibi meminit de præfata Cardinalium congregatione in hunc modum :

« Quare nullo jure licuit illustrissimis Præsulibus Galliæ declarationem edere, minus autem constringere aut hortari ad illam in Ecclesiis ejus nobilissimi regni sequendam ; cum singulæ ejus theses *gravissimis censuris notatæ* inveniantur *ab omnibus fere* catholicis scriptoribus doctoribusque; et nuperrime *a censoribus Romanis ;* inter quos illustrissimus dominus Angelus a Nuce, Archiepiscopus Rosanensis, olim abbas Cassinensis Archimonasterii, ejusque *Chronici* eruditissimus auctor. Rogatus sententiam in speciali congregatione eminentissimorum Cardinalium et theologorum, instituta a sanctissimo domino nostro Innocentio XI, eam protulit, *ut, etiam mitissime pronuntians, singulas earum propositionum tantum non traducat veluti* HÆRETICAS. Quod etiam *ut minimum judicasse* cæteros fere censores Romanos, ex variis quorumdam eorum epistolis didicimus. »

§ 6. — In Galliis, etsi ab anno 1682, quam plurimi perpetuo extiterint Pontificiæ infallibilitatis propugnatores, paulatim tamen prævaluit contrarius error, quem seminariorum alumnis constanter infudit, ac etiam nunc infundit Congregatio Sancti Sulpitii.

Quod in Galliæ clero Pontificia infallibilitas propugnatores

quamplurimos semper habuerit, est factum notorietatis publicæ; pauciores utique laicos, præsertim aulicos, advocatos et parlamentorum magistratus. At fatendum in clero etiam prævaluisse tandem errorem de Papa fallibili, necnon heterodoxam doctrinam tribus aliis articulis contentam. Id testantur libri theologici, a viris ecclesiasticis in ea regione a tempore Ludovici XIV usque nunc editi ; ac ii præsertim qui tanquam manuales seminariorum alumnis traditi sunt. In quo rea potissimum videtur Sulpitiana congregatio, prout colligere licet ex factis sequentibus :

I. Nondum soluto funesto illo conventu anni 1682, cum tyrannice ageretur apud Facultatem Parisiensem ut quatuor articulos tabulis suis inscriberet, regis nomine commoniti sunt doctores Sulpitiani ne interessent, die 13 junii 1682, Facultatis comitiis, in quibus agendum erat de acceptanda vel rejicienda quatuor articulorum inscriptione (*qu'ils feraient plaisir à Sa Majesté de ne pas s'y trouver*. Vide supra cap. VIII, § 6, documento VI). Resciverant nempe viri aulici doctorum Sulpitianorum suffragium quatuor articulis contrarium fore, et ideo tentarunt dicto modo impedire ne comitiis adessent. Regiæ commonitioni obsecuti sunt doctores Sulpitiani, assentiente procul dubio eorum superiore generali Tronson. Id est, ne regi displicerent, in re gravissima officio suo defuerunt. Enimvero, si cæteri doctores recte sentientes, qui similiter abesse rogati fuerant, hisce precibus, seu potius minis, cessissent, non rejecti fuissent a Facultate quatuor articuli, sed econtra unanimiter admissi. Hinc quamvis apprime scirent exilium imminere, haud fas sibi putarunt absentia sua testimonium veritati denegare. At Sulpitiana familia maluit pacem habere cum Cæsare. Hoc nempe initium deviationis ad nostra usque tempora protractæ.

II. Post solutum conventum anni 1682, supradictus Sulpitianæ familiæ superior generalis Tronson suos hortabatur theologiæ professores ad docendam quatuor articulorum doctrinam. Atque idem generalis superior sententiam rogatus,

num a rege nominati, quibus Sedes Apostolica institutionem et bullas denegabat, possent nihilominus, vicariorum capitularium nomine, diœceses ad quas nominati fuerant *legitime* administrare, respondit affirmative. Fuit nempe certissimarum ejusmodi intrusionum fautor.

III. Quotquot postea de Romani Pontificis auctoritate scripserunt Sulpitiani domino Emery anteriores, quatuor articulorum doctrinam pariter amplexati sunt. Ego saltem nullum novi qui doctrinam illam impugnaverit. Equidem non Sulpitianorum dumtaxat ea vox. Consonabant alii generatim, tum e clero sæculari, tum etiam e religiosis familiis scriptores gallici. Sulpitianis imo ea laus debita, quod dum multi alii e gallicanismo in Jansenismi hæresim misere ruerent, ipsi semper a peste illa sese immunes servaverint. At pro majore qua potiebantur auctoritate, et educandi cleri officio, ipsis potissimum adscribenda Gallicanismi propagatio et radicatio.

IV. Alte jam animis defixum errorem, suo tempore non parum confirmavit, pro ea quam sibi comparaverat gravitatis ac pietatis fama, dominus Emery, Sulpitianæ familiæ generalis superior[1]. Cumque hodierni Sulpitiani virum illum, haud satis considerate, laudibus extollant imitandumque proponant, in recens edita ipsius vita, visum est de ipso pauca hic cursim adnotare. — Is scilicet in prima editione operis sui, quod inscripsit *l'Esprit de Leibnitz*, sic præfando profitebatur, anno 1772 : « Nous ajoutons, pour écarter jusqu'aux plus légers soupçons d'ultramontanisme, que nous sommes très-attaché aux maximes du clergé de France, consignées dans la déclaration de 1682. Nous la regardons, cette déclaration, comme un monument précieux, même au Saint-Siége, dont nous ne doutons pas qu'il ne loue un jour la sagesse et ne réclame l'autorité : parce que, en même temps qu'on y rejette des prérogatives qui n'ont pas de fondement dans l'Évangile, on y établit celles qui sont de droit divin, et

(1) Natus 26 augusti 1732, obiit 28 aprilis 1811.

sur lesquelles repose l'immuable grandeur du Saint-Siége. Et si l'Église gallicane y indique d'une main la partie de l'édifice que l'on peut abattre, elle montre de l'autre celle qui doit être à jamais sacrée et inviolable. Le moment n'est peut-être pas éloigné où l'on adoptera, dans les États catholiques de l'Europe, nos maximes; et la crainte qu'en poussant précipitamment la jurisdiction du Pape, on ne la fasse reculer au delà de ses justes bornes, nous a donné lieu de faire l'observation précédente. »

Ita scriptorum suorum seriem auspicabatur dominus Emery, annos natus quadraginta. Hanc quidem effrænis Gallicanismi professionem expunxit in ejusdem operis subsecuta editione anno 1803, quam inscripsit *Pensées de Leibnitz*; at pertinaciter retenta plena sua quatuor articulis adhæsione, quam pluries scripto exaratam et suo nomine subscriptam gubernio tradidit.

Lugendos domini Emery lapsus longum foret pertexere. Paucos cemmemorabimus.

1. Jusserat Lugdunensis Archiepiscopus de Montazet in seminario edoceri theologiam, a Jansenista Patre Valla oratoriano conscriptam, erroribus et hæreticali veneno refertam. Periculum erat ne Sulpitianos, si forte obsequi renuissent, a suo seminario Præsul amoveret. Quid sibi agendum Lugdunensis seminarii directores a suo generali superiore Emery postularunt. Respondit is acquiescendum, id est hæreticale opus discipulis prælegendum; simul autem cavendum ne heterodoxas ejusdem operis propositiones ullomodo qualificarent. Quam agendi rationem Sulpitiani, qui nuper ejus vitam ediderunt, vocant, *conforme à l'esprit de modération que M. Émery avait coutume de porter dans la conduite des affaires délicates* (*Vie de M. Émery*, tome I, page 210, Paris 1862).

2. Præstitit juramentum, ab Assemblea nationali, die 3 septembris 1792, præscriptum, videlicet, *de maintenir de tout son pouvoir la liberté, l'égalité, la sûreté des personnes et des propriétés, et de mourir, s'il le fallait, pour l'exécution de la loi.*

Cum esset simul Sulpitianorum generalis superior, et unus e vicariis generalibus qui, exulante Archiepiscopo de Juigné, Parisiensem diœcesim regebant, plurimos in eumdem lapsum auctoritate sua pertraxit. Orta hinc lugenda scissio in ea parte Gallicani cleri quæ fidelis remanserat, id est, quæ *civili constitutioni* cleri subscribere renuerat. Illicitum sane istiusmodi juramentum videri debuisset, vel ex eo solo quod *dubia saltem* esset ejus liceitas ; in dubio enim jurare non licet. Et cæteroquin liceitatem aperte excludebat vox ista *la loi ;* quippe quæ, *sensu obvio*, vigentes tunc temporis leges omnes exprimebat, inter quas lex de civili constitutione cleri, aliæque multæ impietatem injustitiamque manifestissimam sanciebant. Quoad præfatum juramentum expostulata est a Pio VI resolutio sequentis dubii :

« Quid agendum cum secundi (*æqualitatis et libertatis*) jura- « menti labe pollutis, si pœnitentiam petant, nec tuto præs- « titum juramentum publice retractandi spes ulla afful- « geat ? »

Ad quod quæsitum rescriptum fuit die 26 julii 1794 :

« Ad secundum dubium rescribendum mandavit : satis « esse quod qui præstiterunt juramentum *libertatis et æqua-* « *litatis*, consulant conscientiæ suæ, cum in dubio jurare non « liceat ; neque ulla lege usque modo obstringi, nondum pro- « lato judicio Sanctitatis Suæ, ad emittendam hujusmodi ju- « ramenti retractationem » (*Collection générale des Brefs de Pie VI*, Paris, 1798, tome II, page 492. Voir aussi page 498).

D. Emery nunquam fassus est se errasse in præstando dicto juramento (*Vie*, t. I, p. 385).

3. Die 5 septembris 1797 injunctum est juramentum *odii in regiam potestatem* (je jure haine à la royauté, etc.). Hoc etiam juramentum *licitum* censuit dominus Emery (*Vie de M. Émery*, t. I, p. 412 et suiv.). Illud condemnavit Pius VI, *illicitum* pronuntiando (vide documenta et textus illius condemnationis in *Collection générale des Brefs de Pie VI*, t. II, in supplemento, p. 22 et seq., Paris, 1798.—Et in *Synodico*

Belgico, ad calcem tomi II). Nonobstante illo Pii VI judicio, suam sententiam propugnavit Emery, eamque adhuc satis aperte tueri videbatur anno 1800; quam ipsius agendi rationem approbando referunt hodierni Sulpitiani, in ipsius vita, loco citato. Dicti juramenti *retractationem* injunxit Pius VII, prout edixit Cardinalis Legatus Caprara, decreto suo 16 januarii 1802, formulam subjungendo cui subscribendum erat, tenoris videlicet hujuscemodi : « Ego infra scriptus, ea qua « par est reverentia opinioni meæ præferens judicia sanctæ « Sedis Apostolicæ, profiteor propriam submissionem ipsius « sanctæ Sedis judiciis, præsertim vero iis quibus juramentum « *odii in regiam potestatem* (je jure haine à la royauté, etc.) « damnatum fuit » (*Synodicum Belgicum*, t. II, p. 548).

4. Quando imperator Napoleo voluit cassari matrimonium suum cum Josephina, ut posset archiducissam Austriacam in uxorem ducere, causa delata est ad tribunal incompetens, videlicet ad officialitatem Parisiensem. Porro dominus Emery et competentiam dictæ officialitatis propugnavit, et approbavit sententiam qua eadem officialitas prioris matrimonii nullitatem pronuntiaverat, et licitum censuit cardinalibus secundi matrimonii celebrationi adesse, eosque ad præstandam assistentiam hortatus est (*Vie de M. Émery*, tom. II, pag. 244 et suiv., Paris, 1862). Multiplex in negotio uno lapsus.

5. Mortuo Archiepiscopo Parisiensi die 10 junii 1808, deputati sunt a capitulo vicarii capitulares, inter quos et ipse dominus Emery. Ad sedem vacantem nominavit Napoleo Cardinalem Fesch Lugdunensem Archiepiscopum. Cui mox capitulum et vicarii capitulares litteras obtulerunt quibus administrandæ Parisiensis diœcesis potestatem conferebant. Porro certo certius est non posse electum aut nominatum ad aliquam diœcesim in ejus administrationem sese ingerere; idque si faciat, intrusum esse. Certum præterea semel completa per capitulum vicarii capitularis deputatione, non posse ullum alium vicarium capitularem ab eodem capitulo deputari.

Et prætcrea inhabilis erat Cardinalis Fesch ad assumendam alius diœeeseos administrationem, utpote a sua Lugdunensi Eeclesia nondum eanonice solutus. Quod ergo Cardinali Fesch oblata sit administrandæ diœceseos faeultas, fuit ingens lugendusque lapsus, quo et ipse dominus Emery reus exstitit. Ast insuper prout olim dominus Tronson sub Ludovieo XIV, posse assumi a nominatis, facta a capitulis potestate, diœceseon administrationem propugnaverat, ita eumdem errorem dominus Emery tunc temporis pertinaciter tueri ausus est. Hinc postquam Cardinali Fesch substituit Napoleo Cardinalem Maury, et is (facta simili a eapitulo potestate administrandi) diœeeseos gubernationem assumpsit, huic intrusioni eooperatus est et sese aeeommodavit dominus Emery; cum tamen ex officio suo viearii eapitularis ad obsistendum ipse potissimum teneretur. Imo postquam innotuit breve Pii VII, diei 5 novembris 1810, ad intrusum Maury, quo indubiam esse ipsius intrusionem expressis terminis auctoritate Pontificia deelarabatur, et simul injungebatur ut ab ea statim desisteret, nihil a domino Emery scriptum est, nihil peractum, ex quo vel conjieere liceat, ab ipso tandem agnitam fuisse dictam intrusionem. Perrexit nempe eum intruso agere perinde ac si intrusus non fuisset.

6. Prorsus erravit dominus Emery contendendo pensiones, in Gallia post concordatum anni 1801, parochis, eanonicis et Episcopis solvi solitas, non habere rationem benefieii nec boni ecelesiastici (vide in meo tractatu *de Capitulis*, parte I, seet. III, eap. III, prop. II).

7. Ante eoneordatum anni 1802, propugnavit Emery canonicis Galliæ jus eompetere Episcopos in suis respective diœeesibus *eligendi*. Cui sehismatieæ suggestioni si annuissent eapitula, exorta in Galliis fuisset alterius speciei *parva Ecclesia*.

8. Lapsibus annumeranda ipsius dissertatio : *la Mitigation de la peine des damnés*. Quæ quidem erronea opinio si passim in docendo et eoneionando propagaretur, in funestissimam, meo judicio, animarum stragem cederet.

9. Attendendum præcipue opusculum a domino Emery editum cum hoc titulo, *Nouveaux Opuscules de Fleury*. Haud aliam existimo exaratam unquam fuisse magis astutam ac periculosam Gallicanismi defensionem : ibi enim circa celebrem cleri conventum anni 1682, nonnulla edit documenta, ad deprimendam ejusdem conventus auctoritatem haud parum utilia. Tum et persuadere conatur, non ita magnum intercedere discriminis Gallicanam inter et Romanam doctrinam ut nequeant ad concordiam adduci, dummodo devitetur animorum æstus (l'exagération). Hinc ob istud opus Napoleonis gubernio *ultramontanismi* suspectus fuit dominus Emery. In re tamen ipsissimum Gallicanismi systema ibi profitetur ac propugnat, etsi non recta, sed veluti clanculum ac per cuniculos procedens.

Solitum domino Emery, dissentientes, id est, probatam a Sede Apostolica doctrinam propugnantes vocitare *exaggeratos* (*exagérés*, *outrés*); in quo imitatores habuit qui subsecuti sunt Sulpitianos multos. Vir cæteroquin domus Dei zelo flagrans, pro causa catholica (quoties certam agnovit) usque ad carceres ac vincula vitæque discrimen dimicans, nec aliter devius quam ex imbibitis communibus regionis suæ præjudiciis, et in reputatum bona fide laudabilem finem intendens.

V. Gallicanum item systema propugnavit Sulpitianus Frayssinous, in opere suo *les Vrais Principes de l'Église gallicane*. Insuper procuravit primum e quatuor articulis anni 1682 ab Episcopis Galliæ anno 1826 denuo verum declarari. De quo sic in diario *le Monde* (13 januarii 1865) clarissimus Doney, Montis Albanensis Episcopus :

« Monsieur le rédacteur du *Monde*. — Il est important de ne pas laisser fausser l'histoire contemporaine et travestir un fait aussi récent que la nouvelle reconnaissance des libertés de l'Église gallicane en 1826. Voici le fait tel que vous le trouverez dans les écrits du temps. — La guerre ardente que faisaient alors à la déclaration de 1682 l'abbé de La Mennais

et ses disciples, entre autres, NNgrs de Salinis et Gerbet, avait produit naturellement l'objection qu'on nous fait encore : que nous voulions soumettre le pouvoir royal à la papauté. Sur ce, le ministre des cultes, Mgr Frayssinous, détacha de cette déclaration *le premier article* seulement, et, laissant les trois autres de côté, il demanda aux Évêques, pairs de France et autres, qui étaient présents à Paris au nombre de 13 (plutôt que 14), de proclamer de nouveau ce premier article, afin de mettre à l'abri l'*indépendance du pouvoir royal* à l'égard du Souverain Pontife. Il l'obtint assez facilement; et, comme si la couronne de Charles X eût été sur le bord de l'abîme, il demanda par *la voie du télégraphe d'alors* l'assentiment des Évêques absents. Ceux-ci le donnèrent sans hésiter, moins cinq ou six dont j'ai vu dans le temps les réponses négatives. — Tel est le fait littéralement, et voici ce qu'il y a à en conclure : que le ministre des cultes, un Évêque, Mgr Frayssinous en un mot, laissa de côté *les trois derniers articles*..., et ainsi passa condamnation sur les justes et victorieuses objections dont ils étaient l'objet...

« P. S. Le Pape Léon XII ne manqua pas de faire connaître sa désapprobation de la déclaration, même ainsi réduite; et j'ai connu un respectable Archevêque qui l'avait signée, et qui en exprimait son repentir en disant qu'il aimerait mieux avoir *eu le poing coupé.* »

VI. In plerisque Sulpitianorum seminariis pro manuali alumnis tradita *theologia*, crudum Gallicani systematis errorem pro indubitata et amplectenda veritate tradens, auctore Bailly. Ex quo pestilenti fonte jam annis sexaginta doctrinam suam Galliæ clerus haurire solebat, cum nuper opus istud Pius Papa IX proscripsit et in indice prohibitorum librorum inscribi jussit. In aliis autem seminariis prælegebatur non minus erronea *Theologia Tolosana*, auctore Sulpitiano Vieuse. Quam omnino emendari procuravit hodiernus Tolosanus Archipræsul.

VII. Notum opus domini Gosselin, item Sulpitiani, quo

disserens de Pontificia potestate in temporalia regum, propugnat eam penes Romanos Pontifices, media ætate, stetisse vi cujusdam juris gentium tunc obtinentis, id est, ex communi principum consensu. Quod autem illa potiantur vi clavium a Christo traditarum, ad incertas et in utramque partem disputabiles quæstiones rejicit.

VIII. In concinnanda collectione quam anno 1838 edidit Migne sub titulo *Theologiæ cursus completus*, annotatores ac directores fuere Sulpitiani Icard, Galais, Gosselin, Lalou, prout mihi testati sunt viri fide digni. Ac de ipsis procul dubio agit potissimum Migne, dum edi opus declarat *plurimis annotantibus presbyteris ad docendos levitas alte positis*. Obiit aliquot ab hinc annis Galais, quem norunt omnes constantem Gallicani systematis propugnatorem, prout etiam exhibent manuscriptæ prælectiones, ipso dictante, ab alumnis exceptæ. Sulpitianus item est anonymus auctor dissertationis *de Controversiis circa auctoritatem Summi Pontificis*, quæ in dicto *Cursu completo* inserta fuit, t. V, p. 1139 et seq.

In hac porro dissertatione (ut specimen aliquod modernæ Sulpitianæ doctrinæ exhibeamus), sic asserit anonymus : « Ultramontani hæc duo admittere debent, *quæ reapse communiter satis admissa videntur a plerisque*. 1°... 2° Definitionem « seu constitutionem a Summo Pontifice etiam ex cathedra « docente editam, *non esse perfectam et omnimodam regulam « fidei catholicæ, usque dum accesserit consensus Episcoporum* » (tomo citato, col. 1144). Notetur perfidum mendacium, nimirum concedi a Romanæ doctrinæ defensoribus, Pontificiam ex cathedra definitionem *non esse perfectam regulam fidei catholicæ*, ante accedentem Episcoporum consensum. Nedum id concedant, toti sunt in explodendo errore isto. Docent videlicet Pontificiam definitionem adeo esse regulam fidei catholicæ, ut quilibet fidelis, sive laicus sit, sive etiam Episcopus, omnino teneatur *credere absque ulla hæsitatione et cum vero interni animi obseqnio*, quod credendum definivit ex cathedra Summus Pontifex; idque etiam antequam acces-

serit Episcoporum assensus. Hocque sensu intelligendo regulam fidei catholicæ, docent eos *a fide catholica certo errare*, qui definitæ a Papa propositioni adhærere renuunt. Concendunt equidem a Sede Apostolica nondum cum *notis theologicis* damnatam fuisse *in propriis terminis* propositionem hanc : *Papa definiens ex cathedra errare potest.* At doctrinam hanc multoties reprobavit ac condemnavit Sedes Apotolica; quod autem ab inurendis notis huc usque ex prudentialibus rationibus abstinuerit, non impedit quin dicta proposltio sit certo falsa, et veræ fidei contraria, et quatenus talis habenda. Quod si voces *fides catholica* restringantur ad solas propositiones quæ damnatæ sunt cum *nota hæreseos*, concedimus hoc sensu opinionem de fallibilitate Papæ nondum esse contra *fidem catholicam* : at dicimus esse contra *fidem catholicam* eo sensu quo tales erant quinque propositiones Jansenii, et aliæ hæreses quamplurimæ, pridie ejus diei quo prima vice cum nota hæreseos profligatæ fuerunt.

Quid vero Sulpitianus anonymus de obligatione *assentiendi ex animo Pontificiis definitionibus* ante accedentem Episcoporum acceptationem? An eam admittit, an negat? Ibi videre est hodierni Gallicanismi Sulpitiani perbelle specimen! Primo enim ita loquitur, ut putes dictam obligationem ab ipso pro certissima haberi. Adducit verba Gallicani Turnelii : « Teneantur fideles Pontificum de fide constitutionibus acquiescere, « *etiam mentis obsequio*, quamquam nondum constat de ac« ceptatione ac consensu Ecclesiarum » (*Cursus completus*, t. V, col. 1147). Tum ipse addit : « Obligationem hujus « *assensus interni* possemus probare praxi constantissima Ec« clesiæ » (ibidem, col. 1148). Dein adnotat, fatentibus Gallicanis, obligari christianos ad obsequendum dictis Pontificiis decretis, per consensum qui sit *verum ac sincerum obsequium mentis* (ibidem, col. 1150). Jam sane existimares ab anonymo Sulpitiano admitti obligationem assensus mentis *absoluti ac proprie dicti*. Sed audi docentem quomodo alius sit assensus *ultramontani*, et alius *Gallicani* : « Igitur Pontifice ex cathedra

« docente, cuncti fideles incunctanter obtemperant...; cum « eo solum discrimine, quod ultramontanus se submittit *ab-« solute*, veluti veritati fidei theologicæ seu divinæ; dum Gal-« licanus præstabit obsequium mentis, *sincerum* quidem, *sed « veluti quodammodo* SUSPENSIVUM, cum MORALI *certitudine* « quod Pontifex sanam doctrinam tradiderit; non tamen eam « ut fidei dogma sive divinæ sive catholicæ, usque dum con-« stiterit de universalis Ecclesiæ sensu. Prior dat obsequium « fidei, alter vero obsequium humilitatis et hujus obedientiæ « ac ecclesiasticæ subordinationis, qua inferiores debent au-« dire vocem superioris » (ibid., col. 1150). O homo bone! si Gallicani hodierni Pontificiis definitionibus obsequium mentis præstent eo quem dicis modo, habemus per te confitentes reos. Nimirum assensum præstant non *absolutum*, sed SUSPENSIVUM *usque dum constiterit de universalis Ecclesiæ sensu;* non cum absoluta certitudine, sed dumtaxat cum certitudine *morali*, quæ omne dubium et omnem erroris metum non excludit; et hoc modo præstando obsequium, præstant, juxta te, *sincerum!* sane istam *sinceritatem* Jansenistæ haud suspicati sunt. Quando ipsis injunctum est præstandum definitis a Papa *internum mentis obsequium*, putarunt agi de assensu *absoluto* non de *suspensivo;* de assensu quo definitionem admitterent tanquam certo veram certitudine plena et absoluta, non quo eam admitterent veram certitudine *morali*, id est, valde probabiliter, id est, dubie; de assensu quo crederent, non quo dubitarent; de assensu tandem quo assentirent, non quo assensum *suspenderent*, id est, denegarent. Et ideo internum *assensum mentis* se renuere simpliciter professi sunt, et *obsequiosum* dumtaxat *silentium* præstiterunt. Infortunio sane simplicioribus istis hæreticis vertendum, quod tu nondum natus esses, ut eis in seminario Sancti Sulpitii præclaram hanc tuam machinam de assensu mentis *suspensivo*, *sincerissimo* tamen, detegeres ac suppeditares. Igitur, ne pluribus, in re satis notoria, excurratur, fatendum est in Galliis tandem prævaluisse quatuor articulorum doctrinam; atque in

ea inculcanda et defendenda præcipuas partes habuisse, ultimis præsertim, id est, post Napoleonem I temporibus, congregationis Sancti Sulpitii (pios cæteroquin ac laudabilem finem intendentes) presbyteros. Cujus tamen congregationis, dum errores coarguuntur, perperam objicitur pietas. Magis siquidem pertimescendus error qui a viris integritate ac pietate conspicuis spargitur. Equidem ab aliquot annis quamplurimos Sulpitianos Gallicanæ quatuor articulorum doctrinæ valedixisse asseritur. Et id verum existimo eo sensu quod, exposita utraque opinione tanquam *libera ac licita*, Romanam ipsi propugnant. At simul *liberam* et *licitam* concedunt oppositam, in qua totum Gallicanismi venenum reconditur. Qui *illicitam* ac certo erroneam prorsusque deserendam Gallicanam opinionem doceant, adhuc perpaucos esse existimo. Spes tamen affulget majorem in dies evasurum ipsorum numerum. Ego vero dum omnes veneratione, ob eximias eorum virtutes prosequor, enixis precibus (quantuluscumque sim) exoro, ut toties reprobatam a Sede Apostolica doctrinam quamprimum et ipsi reprobent, suorumque prædecessorum, quoad id, vestigia deserant; qui, si reviviscerent, quod bona fide et ex temporum iniquitate perperam egere, id imitandum non esse procul dubio mecum et ipsi commonerent.

CAPUT XIII

OPINIONEM DE ROMANI PONTIFICIS FALLIBILITATE MULTOTIES REPROBAVIT SEDES APOSTOLICA. ET AN GENERALITER VERUM SIT QUOAD OMNES DICTÆ OPINIONIS FORMULAS, NULLAM EIS INUSTAM FUISSE NOTAM THEOLOGICAM.

Circa factum istud historicum, an dictam opinionem Sedes Apostolica reprobaverit, duo exquirenda veniunt : 1° an revera reprobaverit seu condemnaverit; 2° an reprobaverit absque ullis notis theologicis.

§ 1. — Dicta opinio de Romani Pontificis fallibilitate revera multoties a Sede Apostolica reprobata est.

Propositio Iª. — *Reprobata est anno* 1351. — Nimirum dicto anno, opinionem de fallibilitate Papæ reprobavit Clemens Papa VI, exigendo ut Armenorum Patriarcha affirmative sine ambagibus responderet huic interrogationi : « Si credidisti et adhuc credis solum Romanum Pontificem, dubiis emergentibus circa fidem catholicam, posse per determinationem authenticam, cui sit inviolabiliter adhærendum, finem imponere ; et esse verum et catholicum quidquid ipse, auctoritate clavium sibi traditarum a Christo, determinat esse verum ; et quod determinat esse falsum et hæreticum, sit censendum » (apud Rainaldum, ad annum 1351). Igitur *inviolabiliter adhærendum* definitionibus Papæ circa fidem, quod absonum et impium foret nisi definitiones istæ infallibiles forent. Et hoc *credendum* exigebat Clemens VI, ac proinde id *credere* renuentes reprobabat.

Propositio IIª. — *Anno* 1418, *Martinus V aperte reprobavit opinionem de fallibilitate Papæ, dum eos damnavit qui a Romani Pontificis judicio appellare audent.* — Die scilicet 10 martii præfati anni, sub finem Constantiensis concilii, dictam opinionem in consistorio publico proscripsit Martinus V his verbis : *Nulli fas est a supremo judice, videlicet Apostolica Sede seu Romano Pontifice, Jesu Christi vicario in terris, appellare, aut illius judicium in causis fidei* (*quæ tanquam majores ad ipsum et Sedem Apostolicam deferendæ sunt*) *declinare* (inter Opera Gersonii, ab Ellies Dupin disposita, tomo II, pag. 303, edit. Antuerpiæ, 1706). Qua occasione et quomodo prolata fuerit definitio hæc, vide supra (capite VI, § 5, propositione XII ; necnon § 4, nº 14). Pronuntiat ibi Martinus V Romanum Pontificem esse in Ecclesia judicem *supremum*. Eum autem *supremum* decernere, idem est ac decernere infallibilem ; quia nisi infallibilitate potiretur *supremus* in Ecclesia judex, nullus profecto infallibilis foret. Insuper pronuntiat Martinus V, nemini fas esse appellare

a Romano Pontifice, aut ipsius judicium in causis fidei declinare. Porro si fallibilis foret in causis fidei Romanus Pontifex, omnino fas esset ipsius judicium declinare et ab eo judicio appellare. Unde relata Martini V definitio est revera simul opinionis de Papæ fallibilitate aperta reprobatio.

Propositio IIIª. — *Anno 1479, opinionem de fallibilitate Papæ damnavit Sixtus IV.* — Confixit enim, et quidem tanquam *hæreticam*, hancce Petri de Osma propositionem : *Ecclesia urbis Romæ errare potest.* (Totius facti enarrationem vide supra, capite vii.) Juxta ultimum e quatuor Gallicanis articulis anni 1682, infallibile non est Papæ judicium in causis fidei, *nisi Ecclesiæ consensus accesserit.* Proinde juxta eumdem articulum, infallibile non est judicium Papæ, quando solus, vel cum sua urbis Romæ Ecclesia pronuntiat. Proinde Gallicana opinio de Papæ fallibilitate vera esse nequit nisi vera sit hæc formula : *Ecclesia urbis Romæ errare potest.* Ergo proscriptio hujusce formulæ plene attingit Gallicanam de fallibilitate Papæ opinionem, seu ultimum e quatuor articulis anni 1682.

Propositio IVª. — *Per Bullam* inter multiplices *Alexandri VIII, 4 augusti 1690, reprobati sunt quatuor articuli anni* 1682. — Ad illius bullæ intelligentiam nonnulla prænotanda sunt. Jam equidem Innocentius XI, Brevi *Paternæ charitatis*, 11 aprilis 1682, gesta in causa regaliæ reprobaverat et irrita declaraverat, cum omnibus inde secutis. Nullam tamen ibi mentionem fecit de quatuor articulis. Nec mirum. Illo siquidem Brevi respondebat Innocentius XI ad epistolam Gallicani conventus, diei 3 februarii 1682 ; quo tempore dictus conventus quatuor celebres articulos nondum parturierat. Approbati quippe fuere quatuor articuli a conventu Gallicano, die 19 martii 1682. Proinde respondebat Innocentius XI ad epistolam, quatuor articulis anteriorem. Equidem quando huic Brevi subscripsit, jam elapsi erant 22 dies, ab editis quatuor articulis. Ast etiamsi sufficiens fuerit is temporis tractatus ut aliqualis de isto attentato Romam notitia perferretur, suf-

ficiens sane non fuit ut opportuna documenta de re tanti momenti Sedes Apostolica reciperet ac expenderet. Igitur absone prorsus quis in gratiam quatuor articulorum argueret, ex eo quod nulla de ipsis mentio in Brevi Innocentii XI reperiatur.

Dictam vero cleri Gallicani declarationem anni 1682, et quatuor in ea contentos articulos reprobavit Alexander VIII. Die scilicet 4 augusti 1690, id est, primo sui Pontificatus anno, subscripsit laudatus Pontifex constitutioni suæ *Inter multiplices*, quæ tam regaliæ extensionem quam dictos quatuor articulos reprobabat et annulabat. Sperans tamen fore ut clerus ipse Gallicanus quatuor articulos retractaret, publicandæ dictæ constitutioni supersedit. Postmodum vero graviter decumbens supremumque sibi diem instare intelligens, id est, die 30 januarii 1691 seu biduo ante ipsius obitum, convocatis 12 cardinalibus, duobusque protonotariis apostolicis, eam legi præcepit ac coram ipsis publicavit. De ejusmodi publicatione plene constat instrumento publico, quod transcriptum in extenso reperies apud Bianchi (*Potesta della Chiesa*, tomo II, pag. 634, edit. Romæ, 1745), et apud Zaccaria (*Antifebronio*, parte I, dissert. II, c. X, n. 8, facta translatione in gallicum idioma a D. Peltier, t. II, pag. 289, Paris, 1859).

Ex ipsa autem constitutione *Inter multiplices* sat erit hæc pauca transcribere :

« Ac felicis recordationis Innocentii Papæ XI prædecessoris nostri, qui in occasione rescribendi ad litteras quibus Archiepiscopi, Episcopi et alii ecclesiastici viri supradicti de rebus ab ipsis gestis certiorem eum reddiderant, per quasdam suas in simili forma Brevis die 11 aprilis 1682 expeditas litteras improbavit, rescidit et cassavit, quæ in dictis comitiis acta fuerant in negotio regaliæ cum omnibus inde secutis..., vestigiis inhærentes : ... motu proprio et ex certa scientia et matura deliberatione nostris, deque apostolicæ potestatis plenitudine, omnia et singula, quæ *tam quoad extensionem juris regaliæ, quam quoad declarationem de potestate ecclesiastica*

ac quatuor in ea contentas propositiones in supradictis comitiis cleri Gallicani anno 1682 habitis acta et gesta fuerunt, ipso jure nulla, irrita, invalida, inania... ab initio fuisse et esse... declaramus et decernimus : et nihilominus ad abundantiorem cautelam et quatenus opus sit, acta et gesta præfata... IMPROBAMUS, cassamus, irritamus. » (Integrum hujus bullæ textum reperies in *Bullario Romano*, tomo IX, pagina 38, edit. Romæ, 1734.) Notet lector vocem illam *improbamus* cadere omnino in *declarationem de potestate ecclesiastica* et in *quatuor propositiones in ea contentas*. Unde quatuor anni 1682 articulos seu propositiones tenere ac propugnare, omnino est propugnare ac tenere doctrinam a Sede Apostolica *reprobatam*. Equidem notas theologicas iis quatuor articulis nondum inussit Sedes Apostolica : id vero non impedit quin certissime eos *reprobaverit*, proindeque condemnaverit. Qua ratione absque ingenti reatu teneri docerique valeat doctrina Sedis Apostolicæ auctoritate *reprobata*, viderint Gallicani, viderint congregationis Sancti Sulpitii presbyteri, qui prout perpetuo antea, videlicet a tempore tertii sui superioris generalis domini Tronson inclusive, ita hodie adhuc, qua scriptis, qua suis ad seminariorum alumnos prælectionibus *liberam* ac *licitam* edocent ac propugnant quatuor articulorum doctrinam, a Sede Apostolica *reprobatam*.

Bullam suam *Inter multiplices* Ludovico XIV notificavit ipsemet Alexander VIII, per Breve ejusdem diei 30 januarii 1691, in quo sic, instante jam morte, Pontifex eloquitur :

« Cum in summopere metuendo mortalis hujus vitæ confinio constituti, de reddenda judici districto et pulsanti demandatæ nobis in Ecclesia Dei supremæ administrationis ratione serio cogitemus, nostrarum esse partium omnino duximus, irrita atque inania declarare omnia quæ aliquot ab hinc annis in isto regno tuo, sive adversus Ecclesiarum ejusdem regni personarumque et locorum ecclesiasticorum jura, sive alias adversus Romani Pontificis, Apostolicæ Sedis Ecclesiæque universæ authoritatem acta, gesta et respective

pronuntiata fuerunt, quæque inde quomodocumque secuta et secutura sunt; sicuti ex Brevi hac super re edito manifeste apparet... » (relatum illud Breve habes apud Bianchi et Zaccaria, locis modo citatis).

Propositio V^a. — *Quatuor articulos reprobavit Sedes Apostolica, retractationem exigendo ab iis qui subscripserant ejusmodi articulis, quique postmodum ad sedes episcopales a rege nominati fuerant.* — Certum est denegatas hisce viris fuisse bullas, *ob doctrinam* quatuor articulis contentam, cui subscripserant. Id probatum vide supra (capite x, § 6). Item certum est ob eam bullarum denegationem per annos undecim Sedem Apostolicam a rege Galliæ Ludovico XIV, continuis acerbissimisque molestiis exagitatam fuisse. Interea vero vacantium diœceseon regimen absque bullis suscipere ausi sunt nominati a rege; atque illorum intrusorum numerus ad quadraginta fere excrevit. Quæ omnia per annos undecim potius toleranda duxit Sedes Apostolica, quam ad episcopale culmen eos viros evehere qui doctrinæ quatuor articulorum adhæserant. Nec tandem eis bullas concessit, nisi facta prius ab ipsis retractatione. Haud sane poterat Sedes Apostolica quatuor articulorum doctrinam manifestius reprobare, quam invicta illa sua undecim annorum resistentia.

Propositio VI^a. — *In allocutione consistoriali asseruit Innocentius XII, a Sede Apostolica reprobata fuisse gesta conventus anni* 1682. — Nam de gestis istis dicit ibi Innocentius XII : *Merito ab hac Sancta Sede reprobatis* (editam reperies hanc allocutionem consistorialem in opusculo : *Examen du quatrième article de la déclaration*, pag. 170, Paris, 1809). Cum dicat *merito*, non tantum jam *reprobata* declarat gesta illa, sed et ipse iterum reprobat.

Propositio VII^a. — *Breve* Gratulationes *Clementis XI*, 15 *januarii* 1706, *crimini vertendo Gallicanis Episcopis quod suam dogmaticam constitutionem examinassent antequam acceptarent, Gallicanam de fallibilitate Papæ opinionem reprobavit.* — Breve istud, quod difficile in Galliis reperitur, editum est in opus-

culo Cardinalis Gousset, sic inscripto : *Observations sur un mémoire adressé à l'Épiscopat français*, Liége, 1853, pag. 80. Postquam dolorem suum expressit quod Episcopi Galliæ dogmaticam suam constitutionem examini subjecissent, antequam acceptarent, ita subjungit Clemens XI :

« Quis enim vos constituit judices super nos? Numquid inferiorum est de superioris auctoritate decernere ejusque judicia examinare? Pace vestra dictum sit, venerabiles fratres, intoleranda plane res est, paucos Episcopos et illarum potissimum Ecclesiarum, quarum privilegia et decora nonnisi Romani Pontificis favore ac beneficio constant, *adversus sui nominis et honoris authorem* (Innocentius I, Epistola ad Patres concilii Carthaginensis II, anno 417) caput attollere, ac primæ Sedis jura corrodere, quæ non humana, sed divina authoritate nituntur. Interrogate majores vestros, et dicent vobis, non esse particularium Antistitum, Apostolicæ Sedis decreta discutere, sed implere [1]. Et quandoquidem Episcoporum Galliæ, sancto Leoni Magno de consensione fidei gratulantium verba producitis, ab iisdem utique discere poteratis quæ vestri similium, quos propterea imitari non pudeat, Antistitum in recipiendis Apostolicæ Sedis definitionibus, partes revera sint : *Apostolatus vestri*, inquiunt, *scripta*, *ut symbolum fidei quisquis redemptionis sacramenta non negligit*, *tabulis cordis adscripsit*, *et tenaci*, *quoad confundendos hæreticorum errores paratior sit*, *memoriæ commendavit* (Epistola Ravennii aliorumque Episcoporum Galliarum ad Leonem Papam). Longe ergo olim aberant præstantissimi Galliarum Episcopi ab arrogando sibi jure discutiendi Apostolicæ Sedis constitutiones, quas ut ipsum fidei symbolum recipiebant... ; sed satis sibi esse ar-

(1) « Nos (Episcopi), qui sacros canones et decreta sedis Romanorum Pontificum sub ipsius Apostolicæ Petræ judicio exequimur, nihil aliud quam juste judicantium lautores et justorum judiciorum executores, obedientiam Sancto Spiritui præstamus, qui per eos locutus est, et Sedi Apostolicæ, a qua rivus religionis et ecclesiasticæ ordinationis et canonicæ judicationis profluxit » (Hincmarus Rhemensis, t. II operum, pagina 462). Idem Hincmarus, tomo II operum, pagina 250, alloquens Summum Pontificem : « Meum est mea, vobis obediendo, committere, et non vestra judicia discutere. »

bitrabantur, si eorum tenorem ad confundendos hæreticos memoriæ commendarent; docebantque insuper (quod vos maxime animadvertere oportet) Romani Pontificis definitiones non ex ipsorum fide dijudicandas, sed potius suam adeo firmam ratamque agnoscebant, quod definitioni Romani Pontificis consentiret. Audite illos sancto Leoni ita subdentes: *Doctrinæ, post Deum, vestræ debet quisque fidelis adhærere, ut constanter teneat quod credebat : debet etiam infidelis, ut a perfidia sua, agnita veritate, discedat, et apostolicæ institutionis luce perfusus, erroris sui tenebras derelinquat...* Neque vos ipsos, venerabiles fratres, præclara vestra aut Sacrarum Litterarum peritia, aut in evellendis priscis Ecclesiæ monumentis studium ac diligentia ignorare patitur quod *cuncta per mundum novit Ecclesia*, quod nimirum *Sedes beati Petri apostoli de omni Ecclesia fas habeat judicandi, neque cuiquam liceat de ejus judicare judicio.* Profecto si vel ipsam apostolicæ nostræ constitutionis formam... observare placuisset, qua omnibus Archiepiscopis et Episcopis constitutionis ejusdem executionem et observantiam integram auctoritate apostolica præcipimus,, committimus et mandamus, edoceri vel ea satis poteratis, nos in hac eadem causa non vestrum consilium exposcere, non rogare suffragia, non expectare sententiam, sed obedientiam injungere, quam beato Petro apostolorum principi, sanctæque Romanæ Ecclesiæ ac nobis nostrisque decretis atque mandatis, in ipso sacræ vestræ inaugurationis limine, solemni juramento polliciti estis... Quasi vero eadem *Apostolica judicia pro sancienda regula fidei a Summis Pontificibus lata*, quæ paucos ante annos, *divina ac summa per universam Ecclesiam auctoritate niti* (epistola triginta Episcoporum Galliæ ad Innocentium X, anno 1653) omnis Gallicana Ecclesia, datis ad prædecessores nostros litteris, palam professa est, modo fere infirma debeant ac veluti nutantia reputari, nisi superveniente vestro, paucorum scilicet Episcoporum, judicio fulciantur!

« *Currebatis bene*, venerabiles fratres, et præclara majorum

vestrorum secuti vestigia, ad Apostolicam Sedem, tanquam ad fidei arcem, totius disciplinæ metropolim, et unitatis centrum, quo omnium Ecclesiarum lineas collimare necesse est, ne alio distortæ ruinam inveniant, et ad beati Petri *fidem nunquam deficientem* (epistola octoginta quinque Episcoporum Galliæ ad Innocentium X, anno 1650), qua hæreticorum errores peremptorio decreto prostrantur, fidenter non minus quam humiliter confugiebatis. *Quare ergo tam cito transferimini* pene *in aliud Evangelium*, ac si fidei arcem et disciplinæ metropolim ut minus tutam explorare tentetis, lineasque vestras non ad unitatis catholicæ centrum deducere, sed potius centrum ad lineas vestras exigere velle videamini, ac demum *beati Petri fidem nunquam deficientem* agnoscere erubescatis?...

« Romanam Ecclesiam, Ecclesiarum omnium matrem ac magistram, nulli inferiores Antistites judicare aut docere præsumant, aut post ejus judicare judicium...

« Maneat dispositio veritatis ipso Christi verbo firmata...; ut scilicet beatus apostolus Petrus, cujus adhuc in sua sede vivit potestas et excellit auctoritas, et cujus etiam dignitas in indigno hærede non deficit *confirmare debeat fratres suos, non ipse a fratribus confirmari*[1]. Unitatem demum catholicæ Ecclesiæ... firmiter custodiamus; unitatem scilicet illam, quæ, ut a majoribus nostris accepimus, in eo potissimum sita esse dignoscitur, ut, *quamvis in populo Dei multi sacerdotes sint, multique pastores, omnes tamen proprie regat Petrus, quos principaliter regit et Christus* (S. Leo, sermone III, de Assumptione).

Idem Pontifex, Clemens XI, in suis ad Ludovicum XIV litteris, ita Gallicanos Episcopos coarguebat : « Huic uni beati

(1) « A te emendari Ecclesiam Romanam nihil opus erat; nam illa... potestatem a Christo accepit regendi alias et gubernandi, confirmandi et corrigendi, non ut ipsa confirmetur ab aliis. *Et tu*, inquit Salvator ad Petrum, *aliquando conversus confirma fratres tuos*. Non dixit *confirmare a fratribus tuis*, sed *confirma*. » (Josephus, Episcopus Methonensis, ad Marcum Eugenium, Ephesinum Metropolitanum.)

Petri cathedræ auctoritatem divinitus attributam usurpare non audeant, et ejusdem de catholica fide decreta venerari et exequi discant, non discutere, non judicare præsumant. » Qui reprobat examen definitionum pontificiarum ab Episcopis factam, hoc ipso reprobat opinionem de Papa in iis definitionibus fallibili. Nam si fallibiles forent, non tantum possent, sed et deberent ab Episcopis discuti et examinari.

Propositio VIII[a]. — *Opinionem de Papæ fallibilitate reprobavit Sedes Apostolica, exigendo ut decretis suis, quibus quinque Jansenii propositiones condemnaverat, præstaretur, non tantum silentium obsequiosum, sed etiam internum mentis obsequium.* — Etenim nisi certo verum sit quod Papa definivit, seu nisi Papa in definitionibus fidei infallibilis sit, repugnat obligatio has definitiones credendi veras cum interno mentis obsequio. Non tantum absurdum sed etiam impium est dicere, velle Deum ut errori adhæreamus. Nedum id injungat Deus, prohibet econtra tanquam quid essentialiter inordinatum et pravum, ne assensum præstemus ulli assertioni, quamdiu remanet periculum ne sit falsa. Porro si fallibilis sit Papa in definienda fide, remanet periculum ne falsæ sint ipsius definitiones; proinde nullum eis debetur internum mentis obsequium, seu nullus animi assensus.

Propositio IX[a]. — *Opinionem de fallibilitate Papæ toties reprobavit Sedes Apostolica, quoties aliquem fidei articulum tenendum præscripsit; id est, quoties aliquid circa fidem aut mores definivit; id est, sexcenties.* — Nam quoties aliquid definit circa fidem et mores, simul omnibus Christi fidelibus ita tenendum et credendum mandat et imperat. Dum autem sic imperat Romanus Pontifex, hoc ipso seipsum pronuntiat infallibilem. Aperta enim insania foret si, seipsum fallibilem reputando, nihilominus fidei assensum definitionibus suis præstandum imperaret. Unde quoties Papa aliquid a se definitum tenendum et credendum injungit, toties sese infallibilem definit, et oppositam opinionem reprobat ac condemnat.

Propositio X[a]. — *Doctrinam quatuor articulis contentam reprobavit Pius VI, celebri bulla* Auctorem fidei, 28 *augusti* 1794. — « Neque silentio prætereunda insignis ea fraudis plena synodi temeritas, qua *pridem* improbatam *ab Apostolica Sede conventus Gallicani declarationem anni* 1682, ausa sit, non amplissimis modo laudibus exornare; sed quo majorem illi auctoritatem conciliaret, eam in decretum *de fide* inscriptum insidiose includere, articulos in illa contentos palam adoptare, et quæ sparsim per hoc ipsum decretum tradita sunt, horum articulorum publica et solemni professione obsignare. Quo sane non solum gravior se Nobis offert de synodo, quam prædecessoribus nostris fuerit de comitiis illis expostulandi ratio, sed et ipsimet Gallicanæ Ecclesiæ non levis injuria irrogatur, quam dignam synodus existimaverit, cujus auctoritas in patrocinium vocaretur errorum, quibus illud est contaminatum decretum.

« Quamobrem, quæ acta conventus Gallicani mox ut prodierunt, prædecessor noster venerabilis Innocentius XI, per litteras in forma Brevis, die 11[a] aprilis, anno 1682; post autem expressius Alexander VIII, constitutione *Inter multiplices*, die 4[a] augusti, anno 1690, pro Apostolici sui muneris ratione, improbarunt, resciderunt, nulla et irrita declararunt; multo fortius exigit a nobis pastoralis sollicitudo, recentem horum factam in synodo tot vitiis affectam adoptionem, velut temerariam, scandalosam, ac præsertim post edita prædecessorum nostrorum decreta, huic Apostolicæ Sedi summopere injuriosam, reprobare ac damnare; prout eam, præsenti hac nostra constitutione *reprobamus* et *damnamus*, ac pro reprobata et damnata haberi volumus. » — 1° Ibi testem habes Pium VI, a suis prædecessoribus *improbatam* fuisse quatuor articulorum doctrinam. 2° Huic prædecessorum improbationi suam adjungit Pius VI, cum asserit id ab ipsis peractum *pro apostolici sui muneris ratione*, id est, merito. 3° Improbari a Pio VI quatuor articulos, sequitur insuper ex eo quod reprobet et damnet eorumdem articulorum *adoptionem* a synodo

Pistoriensi attentatam. Nisi articulos ipsos reprobasset, non erat cur eorum *adoptionem* reprobaret tanquam *temerariam*, *scandalosam* et Sedi Apostolicæ *summopere injuriosam*.

PROPOSITIO XI[a]. — *Gallicanum systema reprobavit Pius Papa IX, allocutione consistoriali diei* 17 *decembris* 1847. — Roma redux Thibaud, Montepessulanus Episcopus, pastoralem instructionem ediderat, in qua Gallicanas *traditiones* defendens (quibus ab ipso potissimum designari quatuor articulos anni 1682 haud dubium erat), ab ipso Pio IX ejusmodi doctrinam in pretio haberi audacter asserebat; insinuans id sibi ex habitis cum Pontifice colloquiis compertum fuisse. Quod falsissimum assertum ita repulit Pius IX :

« Nunc porro vobiscum communicamus, venerabiles fratres, summam admirationem, qua intime affecti fuimus, ubi scriptum a quodam viro ecclesiastica dignitate insignito elucubratum typisque editum ad nos pervenit. Namque idem vir in hujusmodi scripto, de quibusdam loquens doctrinis, quas Ecclesiarum regionis suæ *traditiones* appellat, et *quibus hujus Apostolicæ Sedis jura coarctare intenditur*, haud ERUBUIT asserere, traditiones ipsas a nobis in pretio haberi. Absit enimvero, venerabiles fratres, ut mens aut cogitatio nobis unquam fuerit vel minimum declinare a majorum institutis, aut abstinere ab hujus Sanctæ Sedis auctoritate sarta tecta conservanda atque tuenda. Habemus equidem in pretio peculiares traditiones, sed eas tantum quæ a catholicæ Ecclesiæ sensu non discrepent; præsertim vero illas reveremur ac firmissime tuemur, quæ cum aliarum Ecclesiarum traditione, atque in primis cum hac sancta Romana Ecclesia plane congruant, ad quam, ut sancti Irenæi verbis utamur, *propter potiorem principalitatem necesse est omnem convenire Ecclesiam, hoc est eos qui sunt undique fideles, in qua semper ab his qui sunt undique conservata est ea quæ est ab Apostolis traditio* » (vide quoad istam consistorialem allocutionem *Revue catholique*, t. V, p. 621 et 622). Traditionum Gallicanarum, quibus Sedis Apostolicæ jura coarctare intenditur, præcipua

formula est declaratio quatuor articulorum anni 1682; nec dubium quin de istis quatuor articulis intelligenda sint, tum Montepessulani Episcopi, tum citatæ allocutionis consistorialis dicta. Hanc porro doctrinam Pius IX cum horrore rejicit, ac proinde reprobat.

Propositio XII[a]. — *Infallibilem Romanum Pontificem solemniter pronuntiavit Pius IX in litteris encyclicis* 9 *novembris* 1846; *ac hoc ipso contrariam doctrinam reprobavit.* — « Atque hinc plane apparet, in quanto errore illi etiam versentur, qui ratione abutentes, ac Dei eloquia tanquam humanum opus existimantes, proprio arbitrio illa explicare, interpretari temere audent, cum Deus ipse vivam constituerit auctoritatem, quæ verum legitimumque cœlestis suæ revelationis sensum doceret, constabiliret, omnesque controversias in rebus fidei et morum *infallibili* judicio dirimeret, ne fideles circumferantur omni vento doctrinæ in nequitia hominum ad circumventionem erroris. Quæ quidem viva et *infallibilis* auctoritas in ea *tantum* viget Ecclesia, quæ a Christo Domino supra Petrum, totius Ecclesiæ caput, principem et pastorem, cujus fidem nunquam defecturam promisit, ædificata, suos legitimos semper habet Pontifices, sine intermissione ab ipso Petro ducentes originem, in ejus cathedra collocatos, et ejusdem etiam doctrinæ, dignitatis, honoris ac potestatis hæredes et vindices. Et quoniam ubi Petrus ibi Ecclesia (S. Ambrosius in psal. xl), ac Petrus per Romanum Pontificem loquitur (Conc. Chalced., act. II), et semper in suis successoribus vivit et judicium exercet (Syn. Ephes., act. III), ac præstat quærentibus fidei veritatem (S. Petrus Chrysol., Epist. ad Eutich.), idcirco divina eloquia eo plane sensu sunt accipienda, quem tenuit ac tenet hæc Romana beatissimi Petri cathedra, quæ omnium Ecclesiarum, mater et magistra (Conc. Trid., sess. vii, de Baptismo), fidem a Christo traditam integram inviolatamque semper servavit, eamque fideles edocuit » (vide quoad illam Encyclicam, *Revue catholique*, t. IV, p. 604, et t. V, p. 17).

In alia Encyclica, ad Italiæ præsules directa, pronuntiat Pius IX, in Ecclesia Romana *residere magisterium irreformabile fidei* (vide *Revue théologique*, t. VII, p. 592).

§ 2. — Quod dixere nonnulli Doctores catholici, videlicet opinionem de fallibilitate Papæ numquam a Sede Apostolica damnatam fuisse cum notis theologicis, non est verum quoad omnes hujus opinionis formulas, sed dumtaxat quoad aliquas.

Ex superiori paragrapho patet quam aperte falsum sit quod perpetuo recantant Gallicani systematis defensores, nunquam scilicet a Sede Apostolica *condemnatam seu reprobatam* fuisse opinionem de Romani Pontificis in definitionibus fidei fallibilitate; et quam immerito proinde concludant, adhuc *liberam* in scholis catholicis ac *licitam* opinionem illam. Sed et inter illos qui sanam cæteroquin doctrinam propugnant, minus considerate nonnulli *generaliter* concedendum putarunt, nondum ullas theologicas notas illi opinioni Pontificia auctoritate inustas fuisse. Id quidem verum est si agatur de formula, qua eadem opinio in declaratione cleri Gallicani anni 1682 exprimitur, prout mox dicetur. At vero alia formula, opinionem eamdem exprimens, etiam cum nota *hæreseos* reprobata fuit. Utrumque patebit sequentibus propositionibus.

Propositio Iª. — *Opinio de Romani Pontificis fallibilitate, quatenus exprimitur per hanc formulam*, Ecclesia urbis Romæ errare potest, *damnata est tanquam* hæretica. — Nimirum anno 1479, a Sixto IV. Id probavimus supra, capite vii, ubi fuse disseruimus de condemnatione Petri de Osma. Vide insuper præcedenti paragrapho, propositione III.

Cæterum jam anno 1351 Clemens VI Armenorum Patriarchæ injungebat ut affirmative et clare responderet huic interrogationi : « Credis *solum* Romanum Pontificem dubiis emergentibus circa fidem catholicam posse per determinationem authenticam, cui sit inviolabiliter adhærendum, finem imponere; et esse verum et catholicum quidquid ipse, auc-

toritate clavium sibi traditarum a Christo, determinat esse verum; et quod determinat esse falsum et hæreticum, falsum et hæreticum sit censendum? » (Apud Rainaldum, ad annum 1351.) Juxta Gallicanum systema, licitum est veras reputare propositiones, quas falsas et hæreticas pronuntiavit Papa solus, absque concilio œcumenico et ante accedentem Ecclesiæ consensum; siquidem in hoc casu, juxta idem systema, Papa errare potest. Jam vero hujus systematis sequaces, in quantum id ad praxim deducunt, veras scilicet reputando propositiones quas solus Papa pronuntiavit falsas et hæreticas, a Clemente VI declarantur adhærere doctrinæ *falsæ* et *hæreticæ;* seu, quod idem est, declarantur *hæretici.* Nec poterat Clemens VI id fortius declarare, quam exigendo ut *crederetur hæreticum*, quod tale pronuntiavit Romanus Pontifex.

Propositio IIª. — *Opinioni de fallibilitate Papæ, quatenus exprimitur per formulam qua usus est clerus Gallicanus in declaratione anni* 1682, *nondum ullam notam theologicam inussit Sedes apostolica.* — Etenim Alexander VIII in bulla sua *Inter multiplices* dicit quidem : *Improbamus omnia et singula quæ in dictis comitiis quoad declarationem de potestate ecclesiastica ac quatuor in ea contentas propositiones in supradictis comitiis gesta fuerunt.* At nullam addit notam theologicam.

In bulla *Auctorem fidei* eadem iterum exprimitur reprobatio. Immo ibi dicitur : *Reprobamus adoptionem horum* (scilicet quatuor articulorum anni 1682) *in synodo* (Pistoriensi) *factam, velut temerariam, scandalosam, ac apostolicæ Sedi injuriosam.* Sed istæ notæ cadunt directe in *adoptionem* dictorum articulorum; non autem expresse et directe in ipsos articulos. Et quamvis ratiocinio evidenter evincatur iisdem notis dignos esse articulos, quibus dignam existimavit Pius VI eorum *adoptionem*, tamen remanet ipsismet articulis inustas non fuisse dictas notas.

Pariter in supra citatis encyclicis litteris Pii IX expresse

quidem docetur Romanum Pontificem infallibilem esse in edendis decretis fidei; sed nulla errori opposito nota inuritur.

Tandem idipsum respondit Sacra Pœnitentiaria die 14 septembris 1831. En ipsius verba : « Sacra Pœnitentiaria, diligenter perpenso dubio proposito, respondet : declarationem conventus Gallicani anni 1682, ab apostolica Sede *improbatam* quidem merito fuisse...; *nullam tamen theologicæ censuræ notam doctrinæ declaratione illa contentæ inustam fuisse* » (ipsummet responsum a S. Pœnitentiaria expeditum ad Joannem G., diœcesis Apamiensis presbyterum, præ manibus habui, et ex illo citata verba transcripsi). Atque idem iterum S. Pœnitentiaria respondit die 13 decembris 1831.

Jam si qui postulent, cur ab inurendis notis tandiu abstinuerit Sedes apostolica, cum præsertim videret prævalere in Galliis reprobatam quatuor articulorum doctrinam, reponam ego : *Adhuc et vos sine intellectu estis?* Enimvero proximis post editos quatuor articulos temporibus sperabat Sedes apostolica fore ut Gallicani præsules resipiscerent, erratum deflerent, retractarent, abjurarent. Spem illam, quam exprimunt non pauca coætanea scripta, fefellit eventus. Galliæ clerus magis in dies teterrimo illo luto hærere ac immergi. Urgere ac infensior fieri regia ac parlamentorum auctoritas. Et tandem eo progredi pertinacia, ut jam obedientia sperari prudenter non posset, si hæreticam Gallicanam doctrinam, et uti talem abjurandam ex cathedra pronuntiasset et injunxisset Romanus Pontifex. Quæ scilicet expectanda fortuna bullæ pontificiæ, hæreticos dictos articulos declaranti ac definienti? Haud sane melior ea quam frequenter experiebantur cætera Sedis apostolicæ decreta, quæ nec recipiebantur, nec promulgari permittebantur, et sic pro inani tentamine habebantur et irridebantur. A bulla schismaticos et hæreticos declarante quatuor articulos, appellassent tanquam ab abusu Parlamenta. De ea tanquam de læsis majestatis suæ juribus regia majestas conquesta esset, Pontificemque acerbius molestiis exagitasset : ipsi tandem Episcopi, ipse clerus, ex ea quam profite-

bantur doctrina logice arguendo collegissent, nec obligatoriam esse bullam, nec recipiendam, nec promulgandam. Expectandus scilicet, aut certo, aut probabiliter, ex toto aut ex parte, Ecclesiarum Galliæ in *formale* schisma, in *formalem* hæresim lapsus ! Supersedit pia mater Ecclesia Romana, dissimulavit, anathema retinuit. Maluit perstare doctrinam pestiferam, quæ, ob bonam fidem et squammeam cæcitatem, nondum lethalis erat, ne vibrato semel fulmine lethalis evaderet. Non tamen omnino siluit; sed temperamento pro morbi gravitate utens, quatuor articulos *reprobavit*, notas non inussit. At nunc tandem magna ex parte ceciderunt et in dies cadunt de cleri hujus oculis squammæ; miratur et horrescit præteritum Ecclesiarum Galliæ periculum; atque ita jam, meo quidem judicio, convaluit, ut intortum in reprobatos Gallicanos articulos Sedis apostolicæ anathema gaudens excepturus sit.

CAPUT XIV

CONCLUDITUR PRÆSENS SECTIO, SEU *HISTORICA* DISCEPTATIO DE INFALLIBILITATE ROMANI PONTIFICIS.

Disceptationis hæc summa est : 1° Ab exordiis Ecclesiæ usque ad Constantiense concilium, id est, per quatuordecim sæcula, unanimis perpetuo fuit catholicorum persuasio de Romani Pontificis ex cathedra loquentis infallibilitate. Perperam autem nonnulla facta in contrarium objici, probatum reperiet lector infra (sectione quinta).

2° Equidem sæculo decimo quinto, grassante scilicet longo illo turbine qui *magni schismatis* nomine designari solet, novellæ ac antea inter catholicos inauditæ de Papa fallibili doctrinæ vexillum extulit Gerson, cum magistro suo Petro d'Ailly, ac nonnullis aliis; huicque opinioni consonant quarta et quinta sessio Constantiensis concilii. At in dictis sessio-

nibus Constantiense concilium nequaquam œcumenicum fuit, nec ad talia definidenda ejus potestas extendebatur. Indignus aliunde Gerso, cum sequacibus, qui vel minimam auctoritatem apud catholicos consequatur. Et tandem compressa statim omnino fuit et cum unanimi totius catholici orbis contemptu rejecta transitoria illa paucorum aberratio ; ita ut iterum omnes unanimiter doctores catholici Pontificiam infallibilitatem tanquam inconcussum atque omnino tenendum dogma confessi sint.

3° Ab anno 1663 ad annum 1682, Ludovicus XIV cum ministris suis, inauditis machinationibus, fraudibus ac terroribus, extorquere nisus est pontificiæ infallibitati contrarios sex articulos Facultatis Parisiensis anni 1663, et quatuor articulos anni 1682 ; sed nunc tandem plenissime constat ejusmodi doctrinalem declarationem, nec Facultati Parisiensi, nec Episcopatui Galliæ adscribi posse.

4° Equidem ex tunc usque ad præsentia tempora, constanter urgentibus variis quæ successerunt in Gallia guberniis, notabilem hujus regionis cleri partem invasit de Papa fallibili necnon aliis Gallicanismi placitis error. At pestis illa remansit intra fines Galliæ ita circumscripta, ut attenta universa Ecclesia catholica, generalis perpetuo permanserit ac hodiedum permaneat Episcoporum ac doctorum catholicorum cum Romana doctrina consensio.

5° Dictam Gallicanam doctrinam apostolica Sedes pluries reprobavit. Quod autem dictitari solet in Galliis dictas opiniones a Romanis Pontificibus nunquam fuisse *condemnatas*, prorsus falsum est ; siquidem reprobare condemnare est. Id dumtaxat verum, *cum notis theologicis* condemnatos nondum fuisse quatuor articulos anni 1682. Nimirum pia mater Ecclesia Romana, metuens ne obcæcati filii, si anathemate urgerentur, obsequi renuerent seseque ab unitate scindendo perirent, dissimulavit, opportuniora curandi vulneris expectans tempora. Væ autem illis de clero, per quos stat ut funestissimum illud vulnus nondum sanari queat !

SECTIO III

EXPENDITUR QUÆSTIO THEOLOGICE

Hic deducenda veniunt argumenta theologica, quæ Romani Pontificis ex cathedra loquentis inerrantiam demonstrant. Etsi nempe jam, ex immensa auctoritatum copia, superius *historice* adducta, sole meridiano clarius splendeat dicta Sedis apostolicæ prærogativa, et per istud generale totius orbis catholici et omnium sæculorum testimonium satis superque demonstrata videri queat, nihilominus pro fundamentalis hujusce dogmatis gravitate operæ pretium erit, solitæ insuper scholasticæ formæ vim ei addere; ut sic magis ac magis perspiciat lector, in quantum erroris abyssum misere prolapsi sint, qui infallibilem in definienda fide Romanum Pontificem inficiari ausi sunt.

CAPUT I

INFALLIBILIS IN DECERNENDA FIDE ROMANUS PONTIFEX DEMONSTRATUR EX SCRIPTURA SACRA.

Divinitus concessam Romano Pontifici prærogativam illam evincunt potissimum quatuor Scripturæ Sacræ oracula, de quibus sejunctim in sequentibus paragraphis.

§ 1. — Textus Matthæi (c. xiv, v. 18) : *Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversus eam.*

Propositio I^a. — *Per hæc verba constitutus est Petrus, seu, quod idem est, constituta fuit fides Petri fundamentum Ecclesiæ.*

— Quod Christus ibi designat nomine *petræ* est idipsum quod constituit et esse voluit Ecclesiæ suæ fundamentum. Nam expresse dicit : Ecclesiam meam *ædificabo super hanc petram*. Sane qui ædificium extruit *super aliquam petram*, hoc ipso petram istam ædificii sui fundamentum facit ac ponit. Unde quod *petra* de qua ibi agitur Ecclesiæ Christi fundamentum constituta sit, nullus negare potest aut negavit unquam. Jam vero quid sit illa *petra* de qua loquitur Christus, expendamus, et non ex privata nostra interpretatione, sed ex Patrum auctoritate determinemus.

Dicimus petram illam esse *Petrum ipsum*, quatenus veram Christi fidem *confitentem et prædicantem*. Si pervolvantur sanctorum Patrum scripta, frequens occurret interpretatio, qua voces istas *super hanc petram* intelligunt de sancto Petro apostolo. Et hic est revera proprius et litteralis sensus. Quæ Patrum testimonia notiora sunt ut ea referre necesse sit. Ast et sæpissime sancti Patres eadem verba interpretantur *de Fide Petri;* quod quia facilius posset non adverti, textibus lectori pandendum duximus.

Sanctus Hilarius. — *Super hanc igitur confessionis petram Ecclesiæ ædificatio est* (libro VI de Trinit., n. 36). *Felix fidei petra, Petri ore confessa* (libro I de Trinit., n. 28).

Sanctus Gregorius Nyssenus. — *Ut petra vitæ Christus in divinis Scripturis prædicatur, petra vero fidei tanquam fundamentum, quia ipse Dominus ait ad principem Apostolorum :* Tu es Petrus et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, *super confessionem videlicet Christi, quia dixerat :* Tu es Christus filius Dei vivi (de Trinitate, capite ultimo).

Sanctus Ambrosius. — *Fides ergo est Ecclesiæ fundamentum. Non enim de carne Petri, sed de fide dictum est, quia portæ mortis ei non prævalebunt* (de Incarnatione, cap. v, n. 34).

Antiqui duo auctores, quorum scilicet opera Ambrosii nomine olim inscripta sunt. — *Dixit Dominus ad Petrum: Super istam petram ædificabo Ecclesiam meam; hoc est in hac catholicæ fidei confessione statuam fideles ad vitam* (Commen-

taria in epistolas Pauli, ad caput II ad Ephesios, 5, 20, in appendice Operum S. Ambrosii). Auctor autem sermonis in Natali apostolorum Petri et Pauli, dicit Petrum *in Ecclesia fidei fundamenta continere* (in eadem appendice).

Sanctus Epiphanius. — *Princeps apostolorum Petrus... qui quidem solidæ petræ instar nobis existit, cui velut fundamento Domini fides innititur, supra quam Ecclesia modis omnibus ædificata est* (Hæresi LIX, n. 7).

Sanctus Augustinus. — *Nominavit petram et laudavit firmamentum Ecclesiæ in ista fide* (Tract. VII in Joannem, n. 20. His verbis *in ista fide* intelligit S. Augustinus fidem quam Petrus professus erat, ut ex contextu liquet).

Petrus qui paulo ante eum (Christum) *confessus erat Filium Dei, et in illa confessione appellatus erat petra supra quam fabricaretur Ecclesia* (in Psalm. LXIX, n. 4).

Sanctus Chrysostomus. — *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, id est, super fidei confessionem* (hom. LIV, alias LV, in Matthæum, n. 2). *Super confessionem ejus* (Petri) *Ecclesiam ita fundavit et munivit...* (hom. LXXXII, alias LXXXIII, in Matthæum, n. 3).

Antiquus auctor, cujus scriptio quondam S. Chrysostomi reputata. — *Super hanc petram... non dixit super Petrum; neque enim super hominem, sed super fidem ejus* (Petri) *ædificavit* (Sermo I in Pentecosten, inter Opera Chrysostomi, t. III, col. 273). Notet lector ibi excludi Petrum quatenus hominem ; non autem excluditur quatenus fidem veram confitens et prædicans.

Sanctus Eucherius, episcopus Lugdunensis. — *Videamus itaque quid sit, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam. Super hanc petram, quam tu modo docuisti dicens : Tu es Christus Filius Dei vivi, super hanc petram et super hanc fidem ædificabo Ecclesiam meam* (homilia in S. Petri Natali, quæ an S. Eucherii sit, an alterius auctoris, non constat).

Sanctus Cyrillus Alexandrinus. — *Petram, opinor, nihil aliud quam inconcussam et firmissimam discipuli fidem vocavit, in*

qua Ecclesia Christi ita fundata et firmata esset, ut non laberetur et esset inexpugnabilis inferorum portis (libro IV de Trinitate).

Juvenalis, Hierosolimorum Episcopus. — *Cum summus et primus apostolorum Petrus dixisset : Tu es Christus Filius Dei vivi, Dominus intulit dicens : Beatus es... et ego dico tibi quia tu es Petrus et super hanc petram... Super hanc confessionem roborata est Ecclesia Dei* (in Synodica, Conciliorum Labbe, edit. Venet., tomo IV, col. I, 1835).

Theodoretus. — *Dominus noster apostolorum principem, cujus confessionem veluti basim quamdam et fundamentum Ecclesiæ defixerat* (epist. lxxvii, ad Eulalium). *Audiamus et Christum Dominum confessionem hanc confirmantem : super hanc enim petram, inquit, ædificabo Ecclesiam meam* (epistola clxxvii, ad Joannem Œconomum).

Sanctus Petrus Chrysologus. — *Petrus a petra nomen adeptus est, quia primus meruit Ecclesiam fidei firmitate fundare* (sermo cliv, de S. Stephano).

Sanctus Maximus Taurinensis. — *Petra dicitur, eo quod primus in nationibus fidei fundamenta posuerit* (hom. iv de Petro apostolo).

Anonymus relatus in Catena Nicetæ super Matthæum. — *Petram fidei confessionem vocavit. Cum autem super hanc petram ædificari nuntiatur, inde ostendit, multos jam futuros qui in eum crederent.*

Stephanus Cameracensis. — *Tu qui Petrus existens, petra fies fidei verbi et constituendæ Ecclesiæ fundamentum... hac basi superposita, reliqua etiam dogmata, puto, superstruentur* (in die SS. Petri et Pauli, apud Combefisium).

S. Isidorus Hispalensis. — *Dixerat Petrus : Tu es Christus Filius Dei vivi. Deinde ei Dominus : Super hanc petram quam confessus es, ædificabo Ecclesiam meam* (libro VII Originum, cap. ix).

S. Joannes Damascenus. — *Hæc est firma illa et immota fides, supra quam tanquam petram Ecclesia fundata est* (oratio de

Transfiguratione, tomo II, pag. 795). *Super tuam instar petræ firmam fidem ædificabo Ecclesiam meam* (ibid., p. 595).

Jonas Aurelianensis. — *Multi namque et pene omnes, petram supra quam ædificatur Ecclesia, fidem intelligunt beati Petri, quæ communis est sanctæ totius Ecclesiæ* (libro III de Cultu imaginum).

Hincmarus Remensis. — *Tu es Petrus et super hanc petram, id est, rectæ fidei, quam Patre tibi revelante confessus es, ædificabo Ecclesiam meam* (in opusculo adversus Hincmarum Laudunensem, cap. v).

Troslejanum concilium. — *Cum generaliter ab ipso suo capite super Petrum, id est, super confessionem Petri sit ædificata* (canone 15).

Rupertus, Tuitiensis abbas. — *Super petram fidei quam confessus est Petrus* (libro III in Matthæum).

S. Bruno, Astensis. — *Vocatur fides petra. Unde cum Domino Petrus diceret : Tu es Christus Filius Dei vivi, mox ejus fidem confirmans ait : Et ego dico tibi quia tu es Petrus, et super hanc petram, id est, super hanc fidem tuam, qua me dicis Filium Dei vivi, ædificabo Ecclesiam meam* (in Expositione capitis xxxiii Exodi).

Cæsarius Cisterciensis. — *Super hanc petram, id est, super fidei tuæ firmitatem, a qua cognominaris, ædificabo Ecclesiam meam* (homilia de Cathedra S. Petri).

S. Thomas. — *Super hanc petram, scilicet confessionis tuæ, ædificabo Ecclesiam meam* (IIª IIæ, q. 175, a. vi).

Similiter Romani Pontifices sæpius locuti sunt, videlicet.

S. Leo. — *Et pro soliditate fidei quam erat prædicaturus, audiret : Tu es Petrus*, etc. (sermo lxii, alias lx, cap. ii). *Tantum in hac fidei sublimitate complacuit, ut beatitudinis felicitate donatus, sacram inviolabilis petræ acciperet firmitatem, super quam fundata Ecclesia portis inferi et mortis legibus prævaleret* (sermo li, alias xciv, cap. i).

S. Gregorius. — *In vera fide persistite, et vitam vestram in petra Ecclesiæ, hoc est in confessione beati Petri apostolorum*

principis soliditate (libro IV, epist. XXXVIII, ad Theodelindam).

JOANNES VII. — *Super quam etiam solidam confessionis petram, suam Dominus fabricavit Ecclesiam* (epist. LXXVI ad Petrum comitem).

HADRIANUS I. — *Iste tam præcelso prælatus honore, promeruit confiteri* FIDEM SUPRA *quam fundatur Ecclesia* (epistola lecta in synodo 7, act. III). *Super hanc, inquit, petram quam confessus es, et a qua vocabuli sortitus es dignitatem, super hanc soliditatem fidei ædificabo Ecclesiam meam* (epistola ad Episcopos Hispaniæ).

NICOLAUS I. — *Super soliditatem fidei suam sanctam dignatus est stabilire Ecclesiam, secundum illius veridicam vocem dicentis : Amen dico tibi : tu es Petrus...* (epist. VI ad Photium).

STEPHANUS VI. — *Catholica Christi et Dei nostri Ecclesia fundata super firmam petram, Apostolicæ videlicet petræ confessionem* (epist. II ad universos Episcopos).

INNOCENTIUS II. — *Petram utique firmitatem fidei et catholicæ unitatis soliditatem manifeste designans* (inter epistolas S. Bernardi, CXCIV).

SACRAMENTARIUM Gallicanum, a Mabillonio editum. — *In cujus confessione est fundamentum Ecclesiæ, nec adversus hanc petram portæ inferi prævalent* (Missa in die Cathedræ S. Petri).

MISSALE ROMANUM. — *Præsta, quæsumus, omnipotens Deus, ut nullis nos permittas perturbationibus concuti, quos in apostolicæ confessionis petra solidasti* (Missa Vigiliæ SS. apostolorum Petri et Pauli).

Igitur certum est voces illas *super hanc petram* a Patribus intellectas fuisse *de fide Petri*. Unde Luthero affirmanti *supra fidem Petri ædificatam Ecclesiam*, merito reposuit Joannes Ekius : *Quis ei in hoc repugnat? quis negat? quis inficiatur? Ille prodat, nominet quem hujus dissensorem* (libro I *de Primatu Petri*, cap. XIII). Intellexerunt autem Patres, ut dictum est, eadem verba *de Petro ipso*, prout alia documenta testantur. Nec invicem pugnant duæ illæ interpretationes; sed

in unam eamdemque recidunt. Nimirum ubi *voces hanc Petram, exponunt de Petro*, intelligunt de Petro *quatenus veram fidem profitente et prædicante*. Et quando exponunt *de fide Petri*, hoc ipso intelligunt de Petro ipso hanc fidem habente et prædicante. De quo sic Ballerinius :

« Ita Patrum testimonia quibus sanctus Petrus, et testimonia quibus ejus fides *petræ* nomine explicatur, nihil pugnant inter se, sed optime cohærent, et in unam eamdemque catholicam doctrinam ac traditionem conspirant. Ex una parte evangelicus textus de sancto Petro *proprie* accipiendus statuitur; ex alia vero, qua congrua de eo ratione proprie intelligendus sit, commode exponitur : quod utrumque sanctus Gregorius Nazianzenus apte complectens scripsit : *Petrus petra vocatur, atque Ecclesiæ fundamenta fidei suæ credita habet* » (*De vi ac primatu*, cap. XII, § 1, n. 45).

Propositio IIª. — *Qui, sub prætextu quod sancti Patres verba super hanc petram intellexerint etiam de fide Petri, negaret eas proprie de Petro ipso esse intelligendas, in errorem impingeret a Pio VI damnatum.* — Sic nempe laudatus Pius VI, in Brevi *Super soliditate*, 28 novembris 1786, quo damnatus est libellus *Quid est Papa* inscriptus, cujus auctor Eybel : « Quo (*sancti Augustini testimonio*) alia refellitur scriptoris (Eybel) calumnia, dum *petræ* nomine super quam Christus ædificavit Ecclesiam suam, non personam, sed fidem aut confessionem Petri vult potius esse intelligendam; quasi Patres ii, qui, pro mira fœcunditate Scripturæ, *petræ* vocabulum eo quoque retulerunt, litteralem illum sensum, quo ad Petrum ipsum directe refertur, deseruerint, ac non etiam apertissime retinuerint. Sic et magister Augustini Ambrosius : *Ipse est Petrus cui dixit : Tu es Petrus et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam. Ubi ergo Petrus, ibi Ecclesia.* Hæc una vox Patrum » (Breve *Super soliditate*, in bullario Romano continuato, t. VII, col. 673).

Objicies 1°. — Solus Christus est fundamentum Ecclesiæ, dicente Paulo : *Fundamentum enim aliud nemo potest ponere præ-*

ter id quod positum est, quod est Christus Jesus (I Cor., III, 11). — *Respondetur :* Christus solus est fundamentum Ecclesiæ, *per Petrum et fidem Petri*, concedo : immediate seu absque fide quam prædicavit et prædicare per successores non desinit Petrus, nego. Cum nempe fides Petri non sit infallibiliter vera, et sic fundamentum Ecclesiæ, nisi ex ipsa Christi actione et providentia, remanet Christum solum esse primarium Ecclesiæ fundamentum. Sed hoc non impedit quin Petrus sit etiam verissimo sensu fundamentum. Petra Christus, et petra Petrus; sed Christus per Petrum, et Petrus ex Christo. Quatenus Christus fidem Petri, qua totum Ecclesiæ ædificium nititur, ipse posuit et jugiter immotam et illæsam servat, est solus Ecclesiæ fundamentum. Quatenus autem fides Petri, sic a Christo posita et usque ad finem mundi conservanda, totam Ecclesiæ unitatem et structuram producit et sustentat, ipsa est etiam verum fundamentum a Christo constitutum. Unde proposita objectio inanis cavillatio est.

Objicies 2°. — Cæteri etiam Apostoli sunt fundamentum, dicente Paulo : *Superædificati super fundamentum apostolorum* (Ephes. II). — *Respondetur :* Cæteri apostoli sunt fundamentum, eo secundario sensu quod fidem Petri prædicaverint, sub ipsius regimine. Sed fides Petri est fundamentum proprie dictum; eo videlicet sensu quod eam Petri fidem posuerit Christus tanquam normam, per quam et in qua omnes deberent unitatem servare, et sic in societatem hominum veram fidem profitentium coalescere. Constitutus scilicet a Christo Petrus, non autem ullus alius apostolus, ut fideles omnes *atque ipsos etiam apostolos* in unitate fidei et in officio suo contineret. « Non quidem, ut ait Cardinalis Duperron, quasi hac disciplina egerent Apostoli, quibus singulis speciatim in orbis christiani administratione Deus adfuturus erat, sed ut Ecclesiæ formam proponeret, qua res essent post mortem suam componendæ » (*Responsio ad regem Angliæ*, cap. LVI).

Propositio IIIª. — *Fides Petri super quam a Christo Ecclesia*

ædificata est, non fuit illa particularis fides qua Petrus solum articulum de divinitate Christi confessus erat, sed tota et integra catholica fides, quam erat postea prædicaturus et de facto prædicavit. — Evincitur ex facto ipso ædificatæ Ecclesiæ. Non enim ædificata est per solum istum articulum, nec Petrus solum istum articulum prædicavit; sed Petri prædicatio cæteros etiam fidei articulos complexa est; et per hanc fidem sic prædicatam Ecclesia catholica extructa est. Quod de facto fecit Christus, id sane et non aliud, se facturum dixerat. Ædificavit de facto super fidem Petri cæteros etiam articulos complectentem; ergo quando dicebat : *Ædificabo super hanc petram*, id est, super fidem Petri, intelligebat fidem non solius articuli de divinitate, sed integram. Igitur voces *super hanc petram*, totam fidem a Petro prædicandam designant.

Propositio IV^a. — *Petra super quam Christus Ecclesiam suam se ædificaturum dixit, non est solus Petrus, sed et successores ejus.* — Nam Christus Ecclesiam suam non ædificavit usque ad mortem dumtaxat Petri duraturam, et moriente Petro collapsuram, sed usque ad finem mundi permansuram; prout ipsemet declaravit, dicens : *Ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi*, et prout tota Patrum traditio docet. Sane contra Ecclesiam a Christo ædificatam inferi portæ prævaluissent, si persecutores occidendo Petrum, Ecclesiam Christi simul extinxissent. Omni ævo certa fuit catholicorum omnium, imo et hæreticorum doctrina, permansisse mortuo Petro Christi Ecclesiam, et ita quidem ut inferi portæ nunquam possent contra eam prævalere. Unde dum dixit Christus : Ædificabo *super hanc petram*, non intellexit solum Petrum, nec solam ab ipso prædicandam fidem, sed simul ejus successores et prædicandam ab ipsis fidem usque ad finem mundi. Igitur voces istæ *super hanc petram* designant unumquemque Romanorum Pontificum, Petri successorum, sicut et ipsum Petrum, et fidem ab unoquoque Summo Pontifice, non minus quam fidem ab ipso Petro prædicandam.

Propositio V^a. — *Citata verba Christi*, tu es Petrus, etc.,

rigorose probant Romanum Pontificem esse in decernenda fide infallibilem. — Probatur 1° ex ipso *petræ* vocabulo, quo usus est Christus. — Nam, ex propositione IV, per vocem istam designavit Christus, non solum Petrum, sed quemlibet legitimum ejus successorem, seu quemlibet usque ad finem mundi Romanum Pontificem. Igitur quilibet legitimus Romanus Pontifex a Christo declaratus est *petra*, et simul petra hæc ab eodem Christo declarata est Ecclesiæ fundamentum. Jam vero Christus fundamentum istud designando *petræ* nomine, hoc ipso aperte declaravit inconcussam fore ipsius firmitatem et soliditatem. Hanc enim firmitatem per se exprimit vox *petra*, quæ idem græce et hebraice sonat ac *rupes*. Et sicut in lingua Gallica fortius exprimi nequit firmitas quam locutione hac, *ferme comme un roc*, ita Christus omnimodam firmitatem expressit dum Simonem cognominavit *Petrum*, id est, rupem, et dum ei dixit : Tu es rupes et super hanc rupem ædificabo Ecclesiam meam. Quem cæteroquin sensum ipsemet Christus manifestum fecit apud Matthæum (VII, 24) et apud Lucam (VI, 48,), ubi Ecclesiam suam designans sub typo domus, dicit eam domum pluviæ, ventis et fluminibus restitisse, *quia fundata erat super petram.* Porro inconcussam illam fundamenti rationem habere nequit Summus Pontifex, nisi sit in decernenda fide infallibilis. Nam Ecclesia est societas quæ per unitatem veræ fidei coalescit, et quæ in hac unitate et per hanc unitatem stat. Igitur si Romanus Pontifex falsam fidem docere ac præscribere possit, non est inconcussum Ecclesiæ fundamentum, et falso eum Christus vocasset *petram* cui totum Ecclesiæ ædificium inniti deberet, falso nempe ipsi tribuisset inconcussam fundamenti firmitatem, quam vox *petra* per se solam exprimit.

Probatur 2° ex eo quod dicta petra declarata sit fundamentum Ecclesiæ. — Etenim ex propositione IV, per verba *super hanc petram* non tantum designavit Christus Petrum et fidem ab eo prædicandam, sed etiam ejus successores et fidem ab eis edocendam et præscribendam. Unde Romanus Pontifex his

verbis vere constitutus est Ecclesiæ Christi fundamentum. Atqui talis esse nequit nisi sit infallibilis. Etenim Ecclesiæ ædificium stare nequit nisi per veram fidem quam semper illibatam profiteatur. Statim nempe ac profiteretur errorem, desineret esse vera Christi Ecclesia et evaderet synagoga Satanæ. Ergo Summus Pontifex non potest esse fundamentum Ecclesiæ Christi, nisi sit fundamentum Ecclesiæ quæ semper veram fidem profiteatur. Atqui non potest Summus Pontifex esse fundamentum Ecclesiæ veram fidem semper profitentis, nisi sit infallibilis. Ad quod probandum duo requiruntur et sufficiunt : *primo* ut tota vis et soliditas ædificii Ecclesiæ oriri debeat ex soliditate fundamenti, et *secundo* ut non possit ita oriri nisi ipsummet fundamentum sit in fide infallibile. Atqui hæc duo certa sunt.

Primo, tota vis et soliditas ædificii Ecclesiæ a soliditate fundamenti oriri debet. — Patet ex ipsa fundamenti metaphora. Nam in ædificiis materialibus structuræ soliditas a fundamento tota pendet; ita ut fatiscente fundamento totum ædificium certo collapsurum sit. Nec allegari potest ulla ratio cur Christus hic non censendus sit juxta sensum naturalem metaphoræ locutus. Econtra loqui debuit juxta obvium et naturalem verborum sensum, cum agatur de re ex qua pendere debebat tota Ecclesiæ constitutio. — Insuper idem sic probari potest ; si absolutam soliditatem suam aliunde quam a fundamento haberet Ecclesia, jam vel stare posset absque fundamento, vel non posset. *Si prius*, vel staret per seipsam, et tunc ipsius fundamentum nullatenus esset verum fundamentum, et falso eam Christus declarasset super fundamentum illud ædificatam : vel staret per aliud; et tunc istud aliud esset fundamentum, et verum remaneret totam ædificii soliditatem a fundamento pendere. *Si posterius*, id est si dicatur Ecclesiam stare non posse absque fundamento, ergo deficiente fundamento tota corrueret, ac proinde ipsius soliditas a fundamento tota dependet. Ergo *primo* tota vis et soliditas ædificii Ecclesiæ a fundamenti soliditate revera trahitur.

Secundo, nequit Ecclesia soliditatem suam a fundamento trahere, nisi fundamentum istud sit quoad fidem infallibile. —Etenim Ecclesiæ soliditas consistit in fide semper et infallibiliter vera; si quidem stante vera fide, stat Ecclesia Christi: corrupta autem fide Ecclesiæ, jam desineret esse vera Christi Ecclesia et synagoga Satanæ dicenda foret. Unde Ecclesiæ soliditas est ipsius fidei infallibilitas. Ergo si Ecclesia soliditatem suam a fundamento trahat, ab ipso trahit fidei suæ infallibilitatem. Sed a fundamento trahere nequit quod in ipso non est; ergo *secundo* nequit soliditatem suam a fundamento trahere, nisi fundamentum sit quoad fidem infallibile. Aliunde *primo* soliditatem suam trahit a fundamento. Ergo fundamentum istud est quoad fidem infallibile. Cum autem aliunde fundamentum hoc seu *petra* hæc non sit solus Petrus, sed etiam et æque quilibet Romanus Pontifex Petri successor, remanet Romanum Pontificem, vi citati textus, pro infallibili quoad decernendam fidem esse omnino agnoscendum.

Probatur 3° expendendo hypothesim Papæ fallibilis. — Admissa scilicet illa hypothesi, jam stare nequit citatorum Christi verborum veritas; quod sic probatur: si Summus Pontifex in decernenda fide erraret, vel reliqua Ecclesia ipsi erranti et errorem docenti adhæreret, vel ipsi contradiceret, vel indifferenter sese haberet. Atqui nullum ex his dici potest.

Primo, citatis Christi verbis repugnat reliquam Ecclesiam Romano Pontifici errorem docenti adhærere. Nam tunc tota Ecclesia erraret, et falsum esset quod dixit Christus, *portæ inferi non prævalebunt adversus eam*. Imo Ecclesia quæ sic errare posset, jam non esset *sua;* proinde non verificarentur verba *ædificabo Ecclesiam meam*, si quidem ista non esset *sua*, nec aliam ædificasset.

Secundo, si erranti Romano Pontifici reliqua Ecclesia resisteret, jam Ecclesia soliditatem fidei haberet aliunde quam ex ipso Summo Pontifice. Ergo Summus Pontifex non esset

fundamentum Ecclesiæ sic sine ipso stantis. Ergo veritatem non haberent Christi verba, quibus asseruit ædificandam Ecclesiam super *hanc petram*, id est, super Petrum et ejus successores, ac proinde super Romanum Pontificem. Romanum autem Pontificem constituit Christus fundamentum Ecclesiæ *absque ulla certi temporis constitutione*, ut ait Pius VI (in Brevi de Nuntiaturis, capite VIII, sectione II, n. 25). Et cæteroquin non esset ratio excipiendi unum tempus potius quam aliud. Unde vel nunquam, vel semper Romanus Pontifex Ecclesiæ fundamentum est. Igitur contingere nequit ut, Romano Pontifici errorem docenti Ecclesia resistat; quia tunc jam Romanus Pontifex non esset Ecclesiæ fundamentum, ac proinde veritate carerent verba Christi, quibus Romanus Pontifex fundamentum constitutus est.

Tertio repugnat pariter citatis verbis Christi, Romano Pontifice errorem docente, Ecclesiam sese indifferenter habere, id est, nec assentire nec dissentire. Etenim Ecclesia, sumpta pro collectione Episcoporum, tenetur ex officio veram fidem populos edocere atque ab eis erroris venenum avertere. Igitur si non dissentirent ac resisterent Episcopi, dum Romanus Pontifex hæresim doceret, prævaricatores et ipsi forent; tum quia officio suo deessent, tum quia qui tacet dum loqui tenetur pro consentiente habendus est, tum quia ex ipsorum silentio summum exurgeret fidei periculum. Proinde Ecclesia, utpote quæ ex Episcoporum collectione potissimum constat, jam deficeret, nec esset vera Christi Ecclesia. Falso igitur dixisset Christus : *Et portæ inferi non prævalebunt adversus eam*. Ergo hypothesis Papæ fallibilis cum citato textu *tu es Petrus*, etc., nequaquam stare potest.

Probatur 4° ex eo quod pronomen *eam* potius referendum sit ad vocem *petram* quam ad vocem *Ecclesiam*, et sic intellectum Romani Pontificis infallibilitatem evincat. — Moveri solet ab interpretibus quæstio, an in illo textu, *et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversus eam*, vox *eam* referenda sit ad *petram*, an ad

Ecclesiam. Quatenus referri deberet ad *Ecclesiam*, sequitur, fatentibus omnibus, Ecclesiam esse in fide infallibilem. Ergo si probetur ad *petram* potius esse referendam, colligendu m erit petram illam seu Romanum Pontificem esse revera infallibilem. Porro ad *petram* potius referenda est, quod sic probatur : quando quis, de duabus rebus antea locutus, subjungit vocem *illam*, priorem designat : si dicat *hanc*, agit de posteriore : tandem si dicat *eam*, vi solius hujus pronominis incertum est utrum de priore agat, an de posteriore; quia hujus dictionis proprium est ut *per se* non magis priorem designet quam posteriorem. Sed tunc recepta regula est vocem *eam* referendam esse ad partem quæ principalis est seu majoris momenti, et circa quam sermo directe et principaliter versatur. Porro in præsenti casu principale totius propositionis subjectum est petra, non autem Ecclesia. Nam ibi Christus sermonem ad Petrum dirigit : *Beatus es Simon... et ego dico tibi, quia tu es Petrus et super hanc petram edificabo*, etc. Ei nempe Christus promittit remunerationem ob emissam ab ipso confessionem; quæ remuneratio sic exprimitur : *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam.* Unde *Petra*, quam ibi Christus alloquitur, est et promissionis et remunerationis objectum. Haberi ergo debet vox *petra* tanquam *primarium* phraseos subjectum, et vox *Ecclesia* tanquam subjectum secundarium. Proinde pronomen *eam* ad *petram* referendum est. Quæ *petra* cum sit non tantum de sancto Petro, sed et de Romano Pontifice intelligenda, dum dicitur a Christo : Adversus *eam petram* inferorum portæ non prævalebunt, æquivalenter decernitur Romani Pontificis infallibilitas.

Confirmari posset interpretatio ista haud paucis sanctorum Patrum textibus. Verbi-gratia, dicit S. Epiphanius : *Solidæ illi petræ cui portæ inferi non prævalebunt.* Et sanctus Augustinus : *Ipsa est petra quam non vincunt superbæ inferorum portæ.*

§ 2. — Textus Matthæi (cap. XVI, v. 19) : *Et tibi dabo claves regni cœlorum, et quodcumque ligaveris super terram*, etc.

I. Per verba hæc Petro tradita est plena et absoluta potestas ligandi atque solvendi. Atqui talis potestas Romani Pontificis infallibilitatem evincit. Etenim vi hujusce potestatis, legibus ac decretis obligare seu conscientiam ligare potuit Petrus, ita ut obligatio ista rata foret in cœlo, nec posset sine exclusione a cœlo violari. Aliunde autem potestas Petro tradita non erat cum ipso transitura, sed simul ejus successoribus Romanis Pontificibus a Christo collata fuit, prout alibi probavimus (parte I, sect. II, cap. VIII, — et sect. III, cap. XII). Jam vero ejusmodi potestas per leges et decreta obligandi, tam est potestas obligandi per leges et decreta circa fidem, quam per leges et decreta circa disciplinam. Christus enim nihil excepit; sed locutus est per propositionem metaphysice universalem, prout patet ex verbo *quodcumque*. Ergo Romano Pontifici competit potestas obligandi per leges et decreta de fide, seu obligandi ad credendum articulis fidei a se definitis. Porro talis obligatio repugnaret, nisi simul Summus Pontifex infallibilitate a Christo donatus fuisset. Si enim errare posset Summus Pontifex in præscribendis fidei articulis, et tamen iis credere obligaremur, dicendum foret voluisse Christum constrictos homines ad credendum errori et hæresi, quod prorsus absurdum est et impium. Ergo ex citatis Christi verbis rigorose sequitur Romani Pontificis in decernenda fide infallibilitas.

II. Probatur insuper *a pari*, ex potestate quam contulit Christus apostolis collective sumptis et cum Petro unitis, per hæc verba : *Amen dico vobis, quæcumque alligaveritis super terram*, etc. (Matth. XVIII). Nam ex istis verbis merito tenent omnes (non exceptis Gallicani systematis sequacibus) Ecclesiam docentem esse omnino in decernenda fide infallibilem. Cum ergo eadem verba fuerint etiam ad Petrum personaliter et singulariter directa, eodem modo et ex iisdem

rationibus personalem et singularem ejus infallibilitatem evincere censenda sunt. —Immo adest specialis ratio ut verba hæc infallibilitatem fortius probent quoad Petrum. Nam ipsi dixit Christus, *tibi dabo claves regni cœlorum;* qua clavium metaphora potestatis *plenitudinem* in tota retro antiquitate fuisse significatam eruditis exploratum est. Porro nunquam Apostolis collective sumptis dixit Christus, *vobis dabo claves* (sicut nec eis dixit, *vos estis petræ et super has petras;* nec *pascite oves meas*, nec *confirmate fratres vestros*). Igitur hæc clavium traditio, beato Petro singulariter et specialiter facta, specialis ratio est, cur per verba *quodcumque ligaveris*, etc., ipsi collata censenda sit infallibilitas.

Objicies. — Si verba *quodcumque ligaveris*, etc., probarent infallibilitatem quoad Petri successorem Romanum Pontificem, eam probarent quoad apostolorum successores Episcopos; cum pariter apostolis dixerit Christus, *quæcumque ligaveritis*, etc. Atqui non probant infallibilitatem quoad Episcopos ; ergo nec quoad Romanum Pontificem.

Respondeo : distinguo majorem. Probarent quoad Episcopos collective sumptos et Romano Pontifici unitos, concedo : quoad Episcopos divisim sumptos, nego. Enimvero, quando verba hæc *quæcumque ligaveritis*, etc., Christus protulit, ibi aderat Petrus. Nec apostolos tunc allocutus est Christus a Petro sejunctos, sed ipsi unitos. —Atqui non probant infallibilitatem quoad Episcopos, distinguo minorem. Quoad Episcopos divisim sumptos, concedo : quoad Episcopos collective sumptos et capiti suo Romano Pontifici unitos, nego. Et revera rigorose probant hæc verba infallibilitatem Episcoporum Romano Pontifici unitorum, sive in concilio adunati existant, sive dispersi remaneant. At sicut infallibilitatem non probant quoad unumquemque apostolum seorsim sumptum, excepto Petro, nec quoad aliquem cœtum apostolorum in quo non adsit et pronuntiet Petrus; ita nec ullomodo adstruunt infallibilitatem uniuscujusque Episcopi seorsim sumpti, nec ullius collectionis Episcoporum, in qua non sit et pronuntiet

Romanus Pontifex. Equidem ex traditione scimus unicuique apostolorum collatum fuisse personale infallibilitatis privilegium; sed simul ex eadem traditione accepimus hoc privilegium cum ipsis extinguendum et extinctum fuisse, non autem in Episcopos transfundendum. Cæterum ejusmodi personale privilegium nulla Scripturæ verba probant. Et imprimis illud nequaquam probant verba *quæcumque alligaveritis*, etc., utpote quæ ad apostolos simul cum Petro coadunatos directa sunt.

§ 3. — Textus Lucæ (XXII, 32) : ***Simon, Simon, ecce Satanas expetivit vos ut cribraret sicut triticum. Ego autem rogavi pro te, ut non deficiat fides tua; et tu aliquando conversus, confirma fratres tuos.***

PROPOSITIO Iª. — *Per hæc verba contulit Christus Petro potestatem et officium fratres suos confirmandi.* — Nam expresse dicit Jesus Petro : *Confirma fratres tuos;* quæ verba *officium* Petro injunctum denotant; ad quod explendum simul debuit Christus, ne sibi contradiceret, *potestatem* ad id necessariam Petro conferre.

PROPOSITIO IIª. — *Eo fine Christus Petrum constituit confirmatorem fratrum, ut horum fides illæsa et immota persisteret.* — Colligitur ex contextu. Dixerat Christus : *Satanas expetivit vos ut cribraret;* quæ verba, fatentibus omnibus, non aliud sonant, quam postulatam a Satana fuisse facultatem eos omnes, quos alloquitur Christus, omnimode tentandi, pervertendi ac perdendi. Præcipuus autem perversionis modus, veræ fidei subversio. Præterea dicit Christus se orasse *ne deficeret fides Petri;* quæ verba indicant, provideri a Christo remedium contra fidei eversionem. Igitur expetiverat Satanas ut eos potissimum a fidei puritate deturbaret. Et hoc ipsum ut impediret Christus, oravit pro fide Petri et ipsi dixit : *Confirma fratres tuos.* Ergo revera constitutus est Petrus fratrum confirmator, eo fine ut per ejusmodi confirmationem fratrum fides illæsa et immota persisteret.

PROPOSITIO IIIª. — *Confirmatorem fidei fratrum constituit Chris-*

tus, non solum Petrum, sed etiam ejus successores Romanos Pontifices. — Nam apostoli hac confirmatione Petri non indigebant; quia in die Pentecostes per Spiritum Sanctum accepturi erant (personale tamen et cum ipsis finiturum) indefectibilis fidei privilegium. Igitur voluit Christus, Petrum confirmatorem fratrum constituendo, providere Ecclesiæ suæ, non tantum quoad viveret Petrus, sed post ejus etiam obitum, usque ad consummationem sæculi. Ergo in persona Petri legitimis ipsius successoribus simul commisit fratres in fide confirmandi officium. Quod aliunde colligitur ex perpetua traditione Patrum, quibus nil frequentius est quam hæc verba Christi allegare, ut Romani Pontificis fideles et fidelium pastores in fide confirmandi privilegium auctoritatemque commendent.

Propositio IV[a]. — *Christus sic constituendo Romanum Pontificem fratrum confirmatorem, hoc ipso eum constituit in decernenda fide infallibilem.* — Nam ex propositione II, ideo Christus Petrum constituit fratrum confirmatorem, ut horum fides illæsa et immota persisteret. Ergo voluit ut in Ecclesia sua fidei integritas efficaciter retineretur et indeficiens permaneret per confirmantem Petrum seu Romanum Pontificem. Sed fidei integritas non potest indeficiens conservari per confirmantem Romanum Pontificem, nisi Romanus Pontifex veram fidem certo et semper confirmet, seu nisi sit in dirimendis fidei controversiis infallibilis. Repugnat enim conservari integritatem fidei per erroneam aut hæreticam decisionem.

Propositio V[a]. — *Systema Gallicanum, infallibilitatem Romano Pontifici denegans et eam cœtui Episcoporum tribuens, adversa fronte pugnat cum divino Christi oraculo; estque proinde pro falso prorsus habendum et summopere abhorrendum.* — Nam juxta hoc systema, Romanus Pontifex, utpote fallibilis, confirmandus et corrigendus esset per cœtum Episcoporum, utpote infallibilem. At numquid dixit Christus : *Rogavi pro vobis fratribus, ut non deficiat fides vestra; vos Petrum confirmate?* Hoc sane non effatus est Dominus; sed plane contra-

rium : *Ego*, inquit, *rogavi pro te ut non deficiat fides tua; tu confirma fratres*. Et item dixit Petro, *pasce oves;* non autem ovibus, *pascite pastorem*. Et tandem non dixit, *vos estis petræ, et super has petras ædificabo Ecclesiam meam* (quod quidam Gallice sic expressit : *Vous êtes un tas de pierres, et sur ce tas de pierres je bâtirai mon Église*); sed dixit, *tu es Petrus et super hanc petram*. Est scilicet dictum gallicanum systema apertissimum erroris monstrum; quod, non tantum ut verum defendere, sed et ut opinionem *liberam* et *licitam* propugnare, certissimus error est et certissima prævaricatio ; a qua nonnisi ob ignorantiam et bonam fidem quisquam absolvi debet, si respuere recuset.

§ 4. — Textus Joannis (xxi, 15) : *Pasce agnos meos, pasce oves meas.*

Propositio I[a]. — *Vi hujus textus jus et officium habet Romanus Pontifex fideles ac Episcopos ipsos omnes quolibet momento pascendi; ac vicissim tenentur quolibet tempore fideles ac Episcopi omnes seu totus Ecclesiæ grex, pascenti Romano Pontifici obedire.* — Etenim non dicitur Petro ut *aliquas* dumtaxat oves *aliquosve* agnos pascat, sed simpliciter et absque ulla exceptione, *pasce agnos, pasce oves*. Igitur totus Ecclesiæ grex, *omnes* scilicet agni et oves, ac proinde ipsi etiam Episcopi ab ipso pascendi statuuntur. Aliunde hoc ei officium committitur *absque ulla certi temporis constitutione*, ut ait Pius VI (in Brevi de Nuntiaturis, cap. viii, sect. II, n. 25); proinde permanenter et quolibet momento. Et quod ibi Petro committitur, ipsius etiam successoribus, seu Romanis Pontificibus commissum censeri debet; siquidem nolebat Christus Summum Ecclesiæ suæ pastorem constituere dumtaxat usque ad Petri obitum, sed usque ad consummationem sæculi ; prout cæteroquin tota Patrum traditio confirmat.

Non autem potuit Christus tale officium Romano Pontifici committere, quin simul gregem totum ad obediendum huic Summo Pastori, stricte obligatum voluerit, et quidem per-

manenter seu absque ulla temporis interruptione. Illusorium enim foret jus pascendi, si grex pastori obedire non teneretur. Ergo vi hujus textus, soli Romano Pontifici competit jus et officium totum gregem omni momento pascendi, et vicissim tenetur grex omni momento ei parere.

Propositio IIª. — *Ex præfato jure atque officio pascendi, et ex præfata obligatione obediendi, aperte sequitur Romani Pontificis infallibilitas.* — Etenim ideo Christus gregi suo, id est Ecclesiæ, supremum pastorem constituit Romanum Pontificem, ut per talem pastorem grex salvus custodiretur, nec luporum incursibus venenatisve pascuis perimeretur. Ergo tali pastori necessaria contulit ut hoc suum officium explere posset. Porro nisi eum infallibilitatis prærogativa donasset, recte explendo dicto officio imparem reliquisset. Nam quoad gregem de quo agitur, id est, quoad Ecclesiam, deficere a vera fide Christi, idem est ac lupis perimi et veneno perire. Ergo ut Romanus Pontifex dictum suum officium recte expleat, necesse est ut omnem omnino fidei errorem ab Ecclesia semper arceat, et sic gregis peremptionem efficaciter præcaveat. Jam vero si possit ipsemet errorem et hæresim docere, non tantum non valebit gregis peremptionem præpedire, sed ipse gregem perimet; ipse lupus erit immanissimus et ovium agnorumque jugulator.

Nec dicatur a Christo constitutos alios pastores, qui, primo pastore venenum tradente, eum cohibeant ac corrigant, et sic gregem immunem servent. Nam, ex prima propositione, tenetur totus grex, ac proinde tenentur ipsi etiam inferiores pastores, supremo pastori obedire; et ipsi, non aliis, commissum est ut omnes pascat seu regat. Ergo ab ipso doctrinam omnes recipere tenentur. Proinde nisi tradita per ipsum doctrina semper pura sit et infallibiliter vera, ipsa Ecclesia poterit a puritate fidei deficere, et sic contra eam portæ inferi prævalebunt. Quod cum nunquam contingere possit, infallibilis sit Romanus Pontifex necesse est.

Cæterum tota hæc ratiocinatio sic brevius exponi potest :

non dixit Christus aliquibus ovibus, *pascite pastorem*, sed præcepit Petro et ipsius cuilibet successori legitimo, ut pasceret omnes oves et agnos. Voluit ergo Christus omnes pascenti ac proinde fidem præcipienti Romano Pontifici obedire : sed repugnat obligatio credendi errori et hæresi ; ergo Christus Romanum Pontificem sic constituendo pastorem, hoc ipso eum constituit in docenda fide infallibilem.

CAPUT II

INFALLIBILIS IN DECERNENDA FIDE ROMANUS PONTIFEX DEMONSTRATUR EX TRADITIONE SCRIPTA (REMISSIVE).

Traditionis scriptæ documenta retulimus superiori sectione II, ubi quæstionem expendimus *historice.* Faveat lector quæ ibi congesta sunt testimonia recensere, et luce meridiana clarius perspiciet vera esse duo hæc : 1° per tredecim priora sæcula constanter in Ecclesia catholica viguisse omnimodam de Romani Pontificis infallibilitate persuasionem ; 2° enatam primum contrariam opinionem sæculo decimo quarto, Constantiensis concilii tempore, et magni schismatis Occidentis occasione. At mox *communiter* rejectam, et tandem eam quidem revixisse in Galliis, anno 1682 ; at remansisse particularem opinionem aliquot Gallorum omni prorsus auctoritate (ob regalismi luem, qua laborabant, aliasque circumstantias) destitutorum ; et fuisse pluries a Sede apostolica *reprobatam.*

Equidem ad obscurandam aliquatenus tantam illam et tam constantem nubem testium ac Patrum traditionem adduci solent nonnulla facta, videlicet prætensus Liberii et Honorii Pontificum lapsus, Cypriani cum Stephano conflictus, et similia. Sed perperam et inani conatu ea obtrudi, reperies infra demonstratum, sectione quinta

CAPUT III

EX TESTIMONIO ROMANORUM PONTIFICUM SIBI INFALLIBILITATEM TRIBUENTIUM (REMISSIVE).

Romani Pontifices palam et constanter sibi infallibilitatis quoad causas fidei prærogativam vindicarunt, id sciente ac nullatenus reclamante Ecclesia, sive in conciliis congregata, sive dispersa. Porro id rigorose probat Romanis Pontificibus revera competere infallibilitatem illam quam sibi tribuunt.

I. Certum est Romanos Pontifices dicto modo prærogativam illam sibi propriam vindicasse. Id compertum habebit lector recensendo testimonia, jam supra, sectione secunda, relata, videlicet in quibus agitur de gestis vel dictis Summorum Pontificum Damasi (sect. II, c. I, prop. XII), Zozimi (ibid., proposit. XVI), Cœlestini (ibid., prop. XIX), Sixti III (ibid., proposit. XXI), Leonis Magni (ibid., prop. XXII), Gelasii (ibid., prop. XXVI), Hormisdæ (ibid., c. II, prop. II), Gregorii Magni (ibid., prop. VIII), Agathonis (ibid., prop. XII), Nicolai I (ibid., c. III, prop. XXIII), Gregorii VII (ibid., prop. XXXIII), Leonis IX (ibid., prop. XXXIV et XXXV), Paschalis II (ibidem, prop. XLIX), multorum aliorum Pontificum (ibid., toto capite XIII). Hoc ultimo citato capite reperies bis assertam a Pio IX Pontificis Romani infallibilitatem. Adde sequentia ejusdem Pontificis pronuntiata.

Sic nempe legere est in bulla *Ad apostolicæ*, 22 augusti 1851, qua Pius Papa IX opera Joannis Nuitz damnavit ac prohibuit : « Ne simplices atque imperiti decipiantur ; admonere omnes de pravædoctrinæ insidiis ad nostrum pertinet apostolatum ; expedit siquidem, *Ut ibi damna fidei sarciantur, ubi non potest fides sentire defectum* (S. Bernardus, epist. cxc). Propterea..., ut fideles omnes perversam auctoris doctrinam devitent, fidemque a Patribus, per *hanc apostolicam Sedem colum-*

nam et firmamentum veritatis, acceptam constanter teneant, memoratos libros... damnare decrevimus. »

Item in Bulla qua Pius IX Immaculatam Conceptionem ut articulum fidei credendam decrevit, *infallibilis* declaratur Sedes apostolica (vide in Breviario lectiones ex ista bulla desumptas, in festo Immaculatæ Conceptionis et per octavam).

II. Non minus certum est Ecclesiam sive dispersam, sive in conciliis congregatam, etsi doctrinam illam Romanorum Pontificum, qua sibi infallibilitatem tribuunt, apprime notam habuerit, nunquam tamen rejecisse aut contra eam esse protestatam. Citari tantum potest Constantiense concilium, quod quidem sessionibus quarta et quinta, inauditam huc usque oppositam opinionem edicere ausum est : at œcumenicum tunc non erat ; nec recipiuntur harum sessionum decreta, sed pro erroneis et tanquam monstruosus dissensionum hujus temporis fœtus respuuntur. Jam vero, si erronea foret dicta Romanorum Pontificum de sua infallibilitate doctrina, non potuit Ecclesia ita silere et silendo assentire; quia tunc ipsamet desiisset esse columna et firmamentum veritatis, et portæ inferi adversus eam prævaluissent, utpote quæ errorem gravissimum, et ipsiusmet constitutionis Ecclesiæ subversivum tolerasset, permisisset, et silendo admittere visa esset. Imo non tantum siluisset; sed quatenus per quam maximam doctorum suorum partem ipsa repræsentatur, errorem hunc docuisset ac propagasset; cum, ut aliunde certum, ea fuerit *communis* doctorum omnium catholicorum sententia, ut suo tempore testabatur Suarez. Igitur, quod Summi Pontifices, non reclamante Ecclesia, infallibiles in fidei judiciis sese declaraverunt, evincit eos revera hacce prærogativa divinitus donatos fuisse.

CAPUT IV

EX CONCILIIS ŒCUMENICIS (REMISSIVE).

Ipsorum testimonia jam retulimus sectione secunda. Unde hic satis erit indicem eorum subjungere, ut possit lector ea facile recensere, et quam decisiva sint perspicere. Sunt autem sequentia : Nicænum I (sect. II, c. I, prop. V) — Calcedonense (ibid., prop. XXV) — Constantinopolitanum, generale sextum (ibid., c. II, prop. XII) — Nicænum secundum, septimum ex œcumenicis (ibid., prop. XVII) — Constantinopolitanum, octavum ex œcumenicis (ibid., c. III, prop. XXVI) — Lugdunense II (ibid., c. IV, prop. LII) — Constantiense, in ea parte qua fuit œcumenicum (ibid., c. VI, prop. XII) — Florentinum (ibid., c. VII). Hæc generalium conciliorum testimonia qui diligenter perpenderit, facile perspiciet esse Romani Pontificis in definienda fide inerrantiam, non opinionem, sed dogma certissimum et omnino tenendum.

CAPUT V

EX PRAXI ECCLESIÆ.

Per tria priora sæcula Romani Pontifices absque ullo generali concilio exortas hæreses omnes damnarunt; atque idem etiam peregerunt sequentibus sæculis. Hoc scilicet modo damnati sunt : Pelagiani a sancto Innocentio I; Nestoriani a sancto Cœlestino; Eutichiani a sancto Leone; Monothelitæ a sancto Theodoro; Iconoclastæ a sancto Gregorio II; Photius a sancto Nicolao I; et sic deinceps usque ad Pistoiense conciliabulum, a Pio VI, per bullam *Auctorem fidei* condemnatum. Ex qua historica et extra omnem controversiam posita Romanorum Pontificum agendi ratione sic arguimus : Per ejusmodi praxim Romani Pontifices inerrantiam sibi ad-

scripserunt : atqui non potuerunt talem prærogativam sibi usurpare, nisi revera eam a Christo receperint : ergo eam receperunt.

Probatur major. — Romani Pontifices, in omnibus suis constitutionibus seu decretis, quibus hæreses damnarunt, simul declaraverunt exigi a se obedientiam, et quidem sine ulla mora ; refragantes quippe ipso facto excommunicatos decernunt, et nisi definitis a Sede apostolica sincere credant et adhæreant, eis indignationem sancti Petri et Dei comminantur. Porro qui sic agunt apertissime sibi infallibilitatem adscribunt et eam certissimam supponunt. Enimvero qui se fallibilem fatetur, non potest sine apertissima contradictione, aliis præcipere sub anathemate, ut sibi quæstiones fidei definienti credant ex animo et adhæreant. Nam dicendo, *sum fallibilis*, hoc ipso pronuntiaret rem a se definitam, vi hujus definitionis non credendam esse ut certam. Et aliunde simul exigeret eam certam credi. Igitur Summi Pontifices hoc ipso quod præstandam definitionibus suis fidem dicto modo injunxerint, infallibilitatis prærogativam sibi adscripserunt. Omnis scilicet auctoritas quæ fidem imperat et exigit, hoc ipso sese infallibilem contendit et pronuntiat.

Probatur minor. — Videlicet, non potuerunt Romani Pontifices sibi infallibilitatem sic tribuere, nisi vere eam a Christo receperint. Nam ista usurpatio infallibilitatis a Christo non acceptæ, secum traxisset summum errorem totius Ecclesiæ circa fidem, immo circa ipsummet fidei fundamentum. Ecclesia scilicet nunquam contra talem Romanorum Pontificum usurpationem reclamavit ; nec ullibi, per totam sæculorum seriem, reperietur ejusmodi reclamationis vestigium. Ergo Ecclesia huic usurpationi ac fundamentali errori saltem per silentium consensisset. Porro contingere nequit ut Ecclesia per silentium adhærere seu consentire videatur errori circa fidem et præsertim circa ipsummet fidei fundamentum ; quia hoc ipso populos in istum errorem induceret, et sic desineret esse vera Christi Ecclesia, et contra ipsam inferi portæ præ-

valuissent. Ergo nequaquam admitti potest Romanos Pontifices infallibitatem sibi falso adscripsisse. Aliunde eam sibi adscripserunt : ergo eam revera possident.

Objicies. — Non probat dicta praxis Romanorum Pontificum, si supponi possit Ecclesia ideo huic praxi non obstitisse, quia ipsa per supervenientem consensum suum infallibilia reddebat decreta ista Pontificia : porro ita supponi potest : ergo non probat argumentum ex dicta praxi.

Respondeo 1° : Etiamsi admitteretur absona hæc hypothesis, videlicet quod Ecclesia Romanorum Pontificum definitiones de se infallibiles non reputaverit, sed tamen eas ut tales edici permiserit, eo quod infallibiles eas ipsa faceret suum superadducendo consensum, adhuc sequeretur Ecclesiam prævaricatam fuisse. Nam verum remaneret Romanos Pontifices omnium obedientiam et consensum *præcepisse*, non autem *rogasse* aut *expectasse* : eos nempe exegisse sub anathemate, ut unusquisque, statim et nullatenus expectato generali aliorum consensu, dictis decretis Pontificiis sincera fide adhæreret. Porro hoc ipsum foret summus error circa fidem, immo circa ipsummet fidei fundamentum. Fundamentalem autem istiusmodi errorem Ecclesia non impedivisset, sed plane permisisset. Nam superaddidisset quidem suum dictis Pontificiis decretis consensum ; sed consentire Romanorum Pontificum decretis, non est reclamare contra usurpatam erronee a Romanis Pontificibus infallibitatis prærogativam, non est errorem istum gravissimum de Papa in definienda fide infallibili respuere ac profligare. Proinde permisisset Ecclesia gravissimum diffundi errorem per totam sæculorum seriem, et quidem ab ipso suo capite, Romano Pontifice. Quæ sane ipsius agendi ratio pro enormi prævaricatione habenda foret. Ergo hypothesis Ecclesiæ suum decretis Pontificiis assensum superaddentis, et sic ea infallibilia reddentis, nequaquam impedit quin argumentum ex dicta praxi deductum plenam vim habeat.

Respondeo 2° : Falsa prorsus est et rejicienda dicta hypo-

thesis, videlicet, quod Ecclesia Pontificias definitiones nonnisi per supervenientem assensum suum infallibiles effici et vim obligandi habere reputaverit. Nam *primo* quod ita Ecclesia censuerit, nullo facto historico probatur aut probari potest. Gratis ergo istiusmodi sententia Ecclesiæ adscribitur. *Secundo*, non gratuitum dumtaxat, sed et falsum assertum demonstratur ex historia ecclesiastica. Nam contrariam in Ecclesia viguisse persuasionem (id est, obligare ad credendum Pontificias definitiones ante supervenientem generalem consensum) plura testantur facta ; e quibus unum et alterum in specimen subjungimus.

Statim post accepta Summi Pontificis rescripta quibus damnabatur Pelagii hæresis, prædicavit et scripsit sanctus Augustinus : *Rescripta venerunt, causa finita est, utinam finiatur error*. Et quando hæc dixit Augustinus, nondum potuerat Ecclesiæ consensus accedere. De alio Pontificio decreto sic enarrat Sozomenus (libro VI, capite XXII) : « Cum hæc quæstio agitaretur, et contendendi studio magis magisque in dies cresceret, Episcopus urbis Romæ (Damasus) scripsit ad Orientales Ecclesias, ut Trinitatem consubstantialem, ac honore gloriaque æqualem una cum Occidentalibus Episcopis confiterentur. Quo facto, *utpote controversia judicio Romanæ Ecclesiæ terminata*, singuli quievere. » Ubi vides singulos acquievisse, non eo quod accessisset universalis Ecclesiæ consensus, sed *quia controversia judicio Romanæ Ecclesiæ terminata fuerat*. Igitur, quod decreta Pontificia pro peremptoriis habita sint, non ex sola Romanorum Pontificum auctoritate, sed ex superveniente universalis Ecclesiæ consensu, est merum mendacium, recentioribus temporibus excogitatum, nullo historico facto nixum, et plurimis historiæ ecclesiasticæ testimoniis positive exclusum.

CAPUT VI

EX VARIIS SEDIS APOSTOLICÆ DEFINITIONIBUS.

Prænotandum. — Non valeret contra Gallicani systematis patronos præsens argumentum ex Romanorum Pontificum decisionibus deductum, si eis Pontificiis definitionibus niteremur, contra quas major pars Episcoporum catholicorum reclamasset. Cum enim, juxta dictum systema, infallibilis non sit Pontificia definitio nisi ei accesserit expressus vel tacitus cæterorum Episcoporum consensus, ex eo quod Romani Pontifices sibi infallibilitatem adscripsissent, non sequeretur eos revera infallibiles esse, posito quod dictus consensus non supervenerit. At nos, in toto præsenti capite, illas adducemus Romanorum Pontificum decisiones, contra quas nunquam a majori catholicorum Episcoporum numero reclamatum est. Proinde hujusmodi definitiones, etiam juxta Gallicanum systema, pro fidei regula tenendæ sunt, utpote quibus supervenit tacitus saltem ille consensus qui (ad placitum ejusdem systematis) plane sufficiens est, ut eædem definitiones infallibiles evaserint. Igitur omnino valet hocce argumentum : ex tali pontificia definitione, contra quam non reclamatum est, sequitur Romani Pontificis infallibilitas; ergo Romanus Pontifex infallibilis est.

Cæterum quoad unamquamque ex adducendis ejusmodi Pontificiis decisionibus, *certum* supponimus nullam supervenisse contrariam catholicorum Episcoporum reclamationem; nec illud probamus, quum sit notorietatis publicæ. Unde sufficit adduci a nobis pontificias hujusmodi definitiones, e quibus necessario sequitur Romani Pontificis infallibilitas, et contra quas Gallicani systematis propugnatores nullam objicere possunt subsecutam Episcoporum reclamationem. Quo prænotato sit :

Propositio I[a]. — *Infallibilem esse Romanum Pontificem rigo-*

rose sequitur ex eo quod Sedes apostolica tanquam hæreticam damnaverit propositionem istam : « Ecclesia urbis Romæ errare potest. » — 1. Quod revera dictam propositionem Petri de Osma Sixtus IV tanquam *hæreticam* damnaverit, vide probatum supra (Sectione secunda, cap. VII).

2. Quo sensu dicta propositio intelligenda sit hæretica, sic adnotavit eximiæ ac profundissimæ doctrinæ vir Pater Martin Societatis Jesu, meus quondam magister in suo paucis exemplaribus autographice edito *Tractatu de Ecclesia*, p. 281 : « Duplici modo intelligi potest, *errare non posse Ecclesiam urbis Romæ*, quæ constat populo et clero urbis Romæ, et Summo Pontifice ipsam regente : scilicet, vel ipsam nunquam erraturam quandiu et ex eo quod Summus Pontifex vel Sedes apostolica defixa Romæ persistere debeat ; ita ut Ecclesia hæc errare posset si Sedes ista ex ea urbe auferretur : altero modo, ut simpliciter errare non possit Ecclesia ista, ex eo quod Sedes apostolica nunquam possit ex urbe Roma alio transferri. Porro, licet non sit de fide Ecclesiam urbis Romæ non posse errare posteriori modo, nec de errore isto necessario intelligenda sit propositio asserens Ecclesiam hanc errare non posse (quia de fide non est, sed est tantum pia et probabilissima sententia, non posse separari Petri cathedram a Roma, et proinde Romanam Ecclesiam absolute non posse errare nec deficere), attamen *saltem de fide est Ecclesiam urbis Romæ errare non posse, in ea persistente Sede apostolica*. Quod quidem etiam non ita de fide est, ut intelligendum sit nullos ex populo et clero Romano posse errare errore personali et a fide deficere ; sed eo sensu ut, licet multi, non tamen omnes omnino errare possint, et nulli remaneant in Romana Ecclesia fideles et Pontifici adhærentes. Unde ex hac propositione verum est saltem, quamdiu Summus Pontifex et Sedes apostolica Romæ persistet, tandiu et continuo futurum in Romana Ecclesia Episcopum seu Pontificem catholice docentem, et populum catholice credentem. »

3. Ex dicto sensu, in quo de fide est *Ecclesiam urbis Romæ*

errare non posse, invicte sequitur Romani Pontificis quoad decernendam fidem inerrantia. Nam ad constituendam Ecclesiam quamlibet, duo necessaria sunt : Episcopus populum aliquem regens seu pascens, et populus Episcopo adhærens et ei tanquam oves pastori obediens. Unde nec populus sine Episcopo, nec Episcopus sine populo Ecclesia dici aut esse potest. Proinde quando dicitur, *Ecclesiam urbis Romæ errare non posse*, seu *infallibilem esse*, hoc ipso infallibilis pronuntiatur, tum populus Episcopo Romano adhærens et ipsi obsequens, tum Romanus Episcopus cum populo sibi adhærente et obsequente. Nam si Romanus Episcopus quoad fidem errare posset, ac infallibilis esset dumtaxat populus ipsi subjectus, falsum foret *Ecclesiam Romanam* errare non posse; quia solus iste populus, quatenus ab Episcopo suo sejunctus, non est nec dici potest *Ecclesia Romana*. Igitur ut vera sit propositio hæc, *Ecclesia urbis Romæ errare non potest*, necesse est ut errare non possit, seu ut infallibilis sit Romanus Episcopus. Cum ergo de fide sit, Ecclesiam urbis Romæ errare non posse, hoc ipso certum est nec errare posse Romanum Pontificem. — Idem probari potest hoc modo : Dicta Ecclesiæ Romanæ infallibilitas, quæ de fide est, non aliunde oritur quam ex ipsa infallibilitate Romani Episcopi. Nam Ecclesia Romana, quatenus ab Episcopo suo sejuncta, et independenter ab ipso spectata, nullam omnino promissionem a Christo accepit; sed omnes propositiones ad Petrum et ad ejus, in sede ab ipso electa, successores directæ sunt. Unde Ecclesia urbis Romæ infallibilitatis prærogativam non habet ex eo quod sit Ecclesia illius urbis, potius quam urbis Antiochiæ vel Alexandriæ, etc., sed ex eo quod Petrus Romæ sedem suam fixerit, et ex eo quod Christus statuerit nunquam a vera fide erraturam Ecclesiam illius urbis, in qua Petrus sedem suam fixisset et auctoritatis suæ successores reliquisset. Igitur infallibilitatis privilegium quo potitur Ecclesia urbis Romæ, totum provenit et dimanat ex prærogativis Romano Episcopo, quatenus Petri successori, a Christo collatis.

Ergo ideo dumtaxat infallibilis Ecclesia urbis Romæ, quia infallibilis Romanus Episcopus. — Idem insuper probari potest hoc modo : Si Romanus Pontifex quoad edocendam fidem errare posset, etiam contingere posset ut populus Romanus, Episcopo suo erranti adhærens, errorem profiteretur. Nam iste populus per nullum privilegium *ipsi proprium*, seu quod non sit privilegium Romano Episcopo concessum, immunis ab errore constitutus est. Nec reperietur sive in Scriptura Sacra, sive in traditione, vel minimum talis privilegii vestigium. Igitur, si Romanus Episcopus in fidei definitionibus errori obnoxius foret, cum simul posset Romanus populus ipsi erranti adhærere ac errorem profiteri, sequeretur *Ecclesiam urbis Romæ errare posse ;* cum Ecclesia Romana, sicut quælibet alia, constet Episcopo et ei adhærente populo. Sed de fide est *Ecclesiam urbis Romæ errare non posse ;* ergo neque fallibilis est in edocenda fide Romanus Pontifex.

Nota. Ex deductis facile introspicitur ratio cur Sixtus IV tanquam hæreticam damnaverit propositionem illam, *Ecclesia urbis Romæ errare potest*. Ratio nempe hujusce damnationis tota fuit, quod hæc propositio Romani Pontificis in definienda fide inerrantiam negaret ; nec alia nisi absone excogitari potest.

Propositio II^a^. — *Infallibilem esse in definitionibus fidei Romanum Pontificem, sequitur ex vigesima octava damnatarum Lutheri propositionum*. — Nimirum Leo X, per solemnem suam constitutionem *Exurge Domine*, inter alias Lutheri propositiones condemnavit et istam : *Si Papa cum magna parte Ecclesiæ sic vel sic sentiret, nec etiam erraret, adhuc non est peccatum aut hæresis contrarium sentire, præsertim in re non necessaria ad salutem, donec fuerit per concilium universale alterum reprobatum, alterum approbatum*. Porro ex ista condemnatione sequitur Romani Pontificis infallibitas. Nam casus est de Papa sentiente *cum magna parte Ecclesiæ*, non autem de sententia Papæ cum *accedente universalis Ecclesiæ consensu*. Dicebat nempe Lutherus : non est *peccatum aut hæ-*

resis sentire contra id quod sentit Papa *cum magna parte Ecclesiæ*; atque id damnatum est. Ergo est peccatum et hæresis sentire contra id quod sentit Papa cum magna Ecclesiæ parte. Ergo Papa cum *magna* duntaxat parte Ecclesiæ sentiens est infallibilis. Porro inde sequitur ipsum esse infallibilem, etiam per se solum et absque magna Ecclesiæ parte. Nam infallibilitas Papæ cum magna parte Ecclesiæ sentientis, non potest oriri ex illa parte, quamvis supponatur magna. Enimvero pars ista, licet vere *magna*, posset esse minor quam pars oppositum sentiens; et quamvis æquaret vel etiam tantisper superaret dimidiam totius Ecclesiæ partem, non adhuc constitueret nec repræsentaret illam *moraliter universalem* Ecclesiam, cujus omnino necesse est (juxta Gallicanum systema) consensum accedere, ut definitio Papæ irreformabilis seu infallibilis evadat. Ergo infallibilitas Papæ cum magna Ecclesiæ parte sentientis, oriri nequit, etiam juxta Gallicanum systema, ex ista *magna parte* cum Papa sentiente. Ergo ex solo Papa oritur. Ergo ex eo quod certum sit, ex citata condemnatione, Papam cum magna parte Ecclesiæ sentientem esse infallibilem, sequitur ipsum, etiam per se solum et ante quemlibet Ecclesiæ reliquæ consensum, eadem prærogativa gaudere.

Propositio IIIª. — *Infallibilem esse in decernenda fide Romanum Pontificem, rigorose sequitur ex eo quod damnata fuerit appellatio a Summo Pontifice ad concilium universale.* — Ejusmodi appellationem solemniter damnarunt : 1° Pius II, qui in bulla *Execrabilis* appellationem istam declaravit *erroneam* ac *detestabilem;* 2° Julius II, qui in constitutione *suscepti regiminis* approbans et amplians prædictam Pii II bullam, declarat et decernit, *ipsos* (appellantes) *et eorum quemlibet veris et indubitatis schismaticis ac de catholica fide male sentientibus habendos esse et reputandos* et gravissimas contra eos pœnas decernit; 3° Leo X, qui solemni constitutione *Exurge Domine* (cui et totius Ecclesiæ approbatio supervenit) utramque prædictam Pii II et Julii II bullam memorat et confirmat; ac insuper Lutherum redarguens quod contra ejusmodi constitutionum

tenorem ausus esset ad concilium generale appellare, verba hæc subjungit : *Potuisset Lutherus jam inde haberi tanquam hæreticus*, *utque talis puniri ;* 4° tandem Benedictus XIV, constitutione sua *Ex omnibus Christiani orbis*, denegandum decernit sanctissimum viaticum iis omnibus qui, bullæ *Unigenitus* adversantes, ab ea publice appellabant ad concilium œcumenicum. Igitur appellatio a Romano Pontifice ad generale concilium revera expresse et pluries damnata est.

Jam vero ex tali condemnatione rigorose sequitur infallibilem esse in definienda fide Romanum Pontificem. Nam si foret fallibilis, appellatio ab ipsius judicio dogmatico ad concilium œcumenicum, non tantum non esset erronea, nec posset quisquam ob talem appellationem *haberi tanquam hæreticus*, sed econtra esset prorsus licita, justa et ordinata. Nam licet omnino semperque licebit appellare ab auctoritate inferiore ad superiorem, a tribunali fallibili et cujus decreta et judicia falsa esse possunt, ad infallibilem et irrefragabilem auctoritatem. Immo nec ipse Deus facere potest ut prava sit talis appellatio; quia impossibile est pravum fieri et illicitum, quod est ex essentia sua justum et ordinatum. Igitur ideo tantum detestabilis et erronea dicta appellatio, quia infallibilis Romanus Pontifex.

Atque hic mihi liceat, quantulocumque scriptori, eos seminariorum Galliæ professores expostulare, de assertione illa falsissima, qua discipulis suis tanquam factum omnino certum et extra controversiam positum obtrudunt, « opinionem de Papa fallibili, esse in scholis catholicis *liberam* ac *licitam*. » Pace eorum dixerim, nisi volentes cæcutiant, perspiciant necesse est, *licitam* dici non posse de Papa fallibili opinionem, nisi simul *licita* pronuntietur a Romano Pontifice ad concilium œcumenicum appellatio. Si judex fallibilis Papa, quomodo non licebit ad infallibilem appellare? Si ego vos *appellantibus* Jansenistis accenserem, indignantes exclamaretis. Sed dum *licitum* et *liberum* pronuntiatis Papam pro fallibi habere, nonne hoc ipso *licitam* dicitis ab ejus dogma-

ticis definitionibus ad aliud tribunal appellationem? Id discriminis vos inter et præfatos appellantes : hi logicam retinebant; vos abjicitis. Oro igitur et obtestor, ut serio attendatis quam falso asseratur *licita et libera* illa opinio, quæ multoties a Sede Apostolica reprobata est, et quam communiter doctores catholici certo falsam et omnino rejiciendam pronuntiant.

Propositio IV^{a}. — *Infallibilem esse in decernenda fide Romanum Pontificem, sequitur ex damnata quadam propositione ab Alexandro VII, anno* 1690. — Damnavit scilicet laudatus Pontifex propositionem istam : « Futilis et toties convulsa est assertio de Pontificis Romani supra concilium œcumenicum auctoritate, atque in fidei quæstionibus decernendis infallibilitate. » Porro ex tali condemnatione certa probari potest Romani Pontificis infallibilitas. Nam ex damnata ista propositione omnino tenendum est, assertionem de Papæ infallibilitate *non esse futilem nec convulsam*. Et cum propositio versetur in materia dogmatica, id semper verum erit. Proinde dicta assertio nullis unquam argumentis *convelli* poterit et *futilis* effici. Porro ut aliqua propositio *nunquam* convelli valeat et futilis reddi, necesse est ut sit in se *vera*. Nam quoad propositionem falsam, hoc ipso quod falsa sit, extant argumenta per quæ possit falsa probari, ac proinde convelli et futilis effici. Ergo ex eo quod definitum sit assertionem de Papæ infallibitate *non esse futilem*, sequitur illam esse veram ac omnino certam.

Nota. — Spreta illa Alexandri VII condemnatione, scribere ausus est Cardinalis de la Luzerne inesse quatuor articulis anni 1682 *summum certitudinis gradum ;* quod idem est ac *summe futilem* asserere doctrinam de Romani Pontificis in edocenda fide infallibilitate.

Propositio V^{a}. — *Infallibilem esse in decernenda fide Romanum Pontificem sequitur ex eo quod definitionibus Pontificiis debeatur internus etiam assensus, nec sufficiat obsequiosum silentium.* — In formulario cui subscribendum præcepit Alexan-

der VII, anno 1665, sic habetur : « Quinque propositiones... prout per prædictas constitutiones Sedes apostolica damnavit, *sincero animo* damno et rejicio. » Insuper Clemens XI, per bullam *Vineam Domini* obsequiosum silentium, seu eos qui prætendebant non requiri internum definitionibus Pontificiis assensum, condemnavit. Insuper idem Clemens XI, in brevi *Gratulationes* vehementer redarguit quosdam Galliæ Episcopos, qui examen bullæ *Vineam Domini* instituere attentaverant, antequam eam reciperent. Cæterum ipsi etiam adversarii nostri, id est, Gallicani systematis patroni, omnino fatentur et tenent, Sedis apostolicæ definitionibus, de fide statuentibus, deberi *internum* mentis assensum, idque etiam antequam accesserit Ecclesiæ consensus. Hodie scilicet nullus audet, aperte saltem, ad obsequiosi et damnati Jansenistarum silentii machinam recurrere.

Porro inde aperte sequitur asserta Romani Pontificis infallibilitas. Nam obligatio obsequendi Pontificiis definitionibus per *internam* etiam obedientiam seu per *internum* mentis assensum, nihil aliud est quam obligatio *credendi* catholicum esse quod catholicum definivit Summus Pontifex, et hæreticum, quod ut tale proscripsit. Jam vero prorsus repugnaret ejusmodi obligatio, si Papa in definiendo errare posset. Nam quod velit Deus homines errori credere, atque hanc eis obligationem imponat, non absonum dumtaxat, sed impium plane ac blasphemum est. Ergo stare nequit obligatio definitis a Papa credendi, seu (quod idem est) cum interno animi assensu adhærendi, nisi Papa sit infallibilis; et cum certa sit, nec a Gallicanis negetur obligatio hæc, certa hoc ipso esse debet Romani Pontificis infallibilitas.

Mirum in modum torquentur Gallicani systematis sequaces ut obsequiosum jansenistarum silentium devitent, et tamen Romani Pontificis infallibilitatem non admittant. De quo citabimus modernos Sulpitianos, qui *Cursum theologicum* (a Migne editum) adnotarunt. Ibi nempe (t. V, col. 1147) adducuntur primo verba hæc Turnelii : « Tenentur fideles Pontificum

constitutionibus acquiescere, *etiam mentis obsequio*, quanquam nondum constet de acceptatione ac consensu Ecclesiarum. » At postea edocet Sulpitianus scriptor quomodo Gallicani dictum mentis obsequium præstent, quin Papæ infallibilitatem admittant : « Gallicanus præstabit obsequium mentis, *sincerum* quidêm, sed veluti *quodammodo* SUSPENSIVUM, cum *morali* certitudine quod Pontifex sanam doctrinam tradiderit » (ibid., col. 1150). Unde obsequioso Jansenistarum silentio substituit modernus Sulpitianus obsequium *quodammodo suspensivum*, et cum *morali* dumtaxat (non autem *absoluta*) certitudine de veritate Pontificiæ definitionis præstitum. Sed obsequium *suspensivum*, quid aliud est quam obsequium quo assensus *suspenditur?* Si assensum *suspendis*, ergo non præstas, et hoc ipsum facis quod damnatum est. Qui circa propositionem a Papa definitam assensum suum *suspendit*, hoc ipso de illius propositionis veritate dubitat, ac proinde illi propositioni neque *sincere* neque cum *interno* mentis assensu adhæret. Item qui admittit propositionem a Papa definitam tanquam *moraliter* dumtaxat *certam*, hoc ipso eam non admittit tanquam *absolute* certam. Enimvero *moralis* certitudo, nihil aliud est quam ingens probabilitas, nec dubium excludit. En igitur præclarum moderni Sulpitiani inventum : tenentur quidem fideles, *interno etiam mentis obsequio*, et ante accedentem Ecclesiarum consensum, definitis a Papa adhærere; sed hoc præstare valent *dubitando* de veritate hujusmodi definitionum, et suum quoad eas assensum *suspendendo*, id est, recusando! Citatæ anonymæ dissertationis auctorem Sulpitianum, id est dominum Icard (prout mihi assertum est), enixe rogo ut hæc, minus considerate scripta, quam primum retractet ac respuat.

PROPOSITIO VI^a^. — *Infallibilem esse in definienda fide Romanum Pontificem, aperte sequitur e sexta ex damnatis per bullam* AUCTOREM FIDEI *propositionibus.* — Sexta scilicet e synodi Pistoriensis propositionibus, sic damnata est : « Doctrina synodi, qua profitetur persuasum sibi esse Episcopum accepisse a

Christo omnia jura necessaria pro bono regimine suæ diœcesis; perinde ac si ad bonum regimen cujusque diœcesis necessariæ non sint *superiores ordinationes* spectantes *sive ad fidem* et mores, sive ad generalem disciplinam, quarum *jus est penes Summos Pontifices* et concilia generalia pro universa Ecclesia, schismatica, ad minus erronea. » Igitur, *superiores ordinationes spectantes ad fidem pro universa Ecclesia*, sunt penes Romanos Pontifices æque ac penes concilia generalia. Nec dicatur intelligendum esse, non penes *solos* Romanos Pontifices, sed penes ipsos conciliis generalibus unitos; nam textus bullæ ponit conjunctionem *et*, sicque divisim tribuit potestatem hanc, tum Romanis Pontificibus, tum etiam conciliis generalibus. Quod si voluisset Pius VI excludere Romanos Pontifices *quatenus solos*, posuisset dumtaxat penes *concilia generalia;* quia concilii generalis denominatio, includit caput, id est Romanum Pontificem; et ad summum subjunxisset Pius VI conditionem, quod concilia generalia cum capite suo Romano Pontifice pronuntiarent. Unde cum dicat « penes Romanos Pontifices *et* concilia generalia, » intelligit residere potestatem illam penes *solos* Romanos Pontifices, sicut et penes concilium generale.

Jam vero ejusmodi *superiores ordinationes ad fidem spectantes*, quæ dicuntur ab bonum regimen cujusque diœcesis *necessariæ*, nihil aliud sunt quam ordinationes seu definitiones *infallibiles*. Nam si ageretur de ordinationibus *fallibilibus*, eas ferre potest unusquisque Episcopus quoad diœcesim suam. Nec alia de causa dici potest *necessarias* esse (præter ordinationes cujusque Episcopi) alias superiores ordinationes sive Romanorum Pontificum sive conciliorum generalium, quam ut *infallibiliter* circa fidem mores et disciplinam generalem statuatur. Cum scilicet id præstare nequeat unusquisque Episcopus quoad diœcesim suam, utpote qui infallibilitatis prærogativa caret, ideo *necesse* est præstari a Summo Pontifice vel concilio œcumenico. Unde ibi apertissime agitur de ordinationibus sive definitionibus circa fidem

infallibilibus. Nec minus aperte jus tales ordinationes edendi Romano Pontifici adscribitur. Igitur ex illo textu sequitur infallibilem esse Romanum Pontificem.

Propositio VII[a]. — ***Infallibilem esse in definienda fide Romanum Pontificem sequitur e duodecimo inter damnatos per bullam*** Auctorem fidei *articulos*. — Sic nempe decernit bulla *Auctorem fidei*, quoad placita Pistoriensis synodi, articulo duodecimo : « Assertiones synodi complexive acceptæ, circa decisiones in materia fidei ab aliquot sæculis emanatas, quas perhibet velut decreta ab *una particulari Ecclesia*, *vel paucis pastoribus* profecta, nulla sufficienti auctoritate suffulta, nata corrumpendæ puritati fidei ac turbis excitandis, intrusa per vim, e quibus inflicta sunt vulnera nimium adhuc recentia, — falsæ, captiosæ, temerariæ, scandalosæ, in Romanos Pontifices et Ecclesiam injuriosæ, debitæ apostolicis constitutionibus obedientiæ derogantes, schismaticæ, perniciosæ, ad minus erroneæ. » Agebat synodus Pistoriensis de Pontificiis constitutionibus contra Baium, Jansenium et Quesnellum latis; et eas decisiones dicebat *sufficienti auctoritate* destitutas et fidei noxias, quia latæ fuerant ab una particulari Ecclesia, id est, a Romano Pontifice, vel solo, vel cum *paucis* ipsi adhærentibus Episcopis. Proinde non loquebatur synodus Pistoriensis de Pontificiis decisionibus quibus accessisset universalis Ecclesiæ consensus. Nihilominus damnat Pius VI hasce synodi Pistoriensis assertiones. Porro ex hac damnatione sequitur Romani Pontificis infallibilitas. Nam sequitur decisiones Romani Pontificis in materia fidei, licet ab ipso solo vel cum *paucis* consentientibus Episcopis editas, esse *sufficienti auctoritate* suffultas. Porro si forent fallibiles, carerent *sufficienti auctoritate* ad quæstiones definitive dirimendas; sola quippe auctoritas infallibilis, *sufficiens* dici et esse potest quoad definiendam fidem. Item ex eadem condemnatione sequitur dictas decisiones Romani Pontificis (sive solius, sive cum accedente *paucorum* Episcoporum assensu) *non esse natas corrumpendæ puritati fidei*. Proinde contingere

nequit ut ejusmodi decisiones puritati fidei unquam adversentur. Sed veram fidem lædere possent et corrumpere si forent fallibiles; ergo infallibiles sunt.

Propositio VIII[a]. — *Infallibilem esse in definienda fide Romanum Pontificem sequitur ex Brevi* Gratulationes *Clementis XI.* — Istud Breve transcripsimus supra (sectione II, capite xiii, § 1, prop. VII). Ibi quosdam Episcopos Galliæ acriter redarguit Clemens XI, quod dogmatica ipsius judicia examinare ausi fuerint. « Quis enim vos, ait, constituit judices super nos? Numquid inferiorum est de superioris auctoritate decernere ejusque judicia examinare? » Postea declarat idem Pontifex, *non esse particularium antistitum apostolicæ Sedis decreta discutere, sed adimplere.* Item docet, *Romani Pontificis definitiones non ex ipsorum fide dijudicandas,* sed potius eos suam fidem *firmam* esse et *ratam* agnoscere debere, ex eo quod *definitioni Romani Pontificis* consentiat ; atque hanc esse Ecclesiarum omnium regulam. Item dicit præfatis præsulibus, quoad decisam in constitutione sua dogmaticam quæstionem, se eorum *sententiam non expectare, sed obedientiam injungere.* Et tandem tanquam absonum rejicit quod *apostolica judicia, pro sancienda regula fidei a Summis Pontificibus lata, debeant veluti nutantia reputari,* nisi *superveniente* ipsorum *judicio fulciantur.* Haud sane potuit Clemens XI fortius et manifestius sibi infallibilitatem vindicare. Nam si fas non sit ipsismet Episcopis Romani Pontificis definitiones *examinare ac discutere*, et econtra teneantur eis *assentire* ac *obedire*, infallibiles sint eæ definitiones necesse est ante quamlibet acceptationem et supervenientem consensum. Si enim errori obnoxiæ forent, nullus Episcopus ante examen et supervenientem auctoritatem infallibilem eis assentire et obsequi teneretur.

Propositio IX[a]. — *Infallibilem esse Romanum Pontificem sequitur ex eo quod id expresse pronuntiaverit Pius Papa IX, in litteris encyclicis 9 novembris* 1846. — Textum vide supra (sectione II, capite xiii, § 1, propositione XII). De auctoritate *infallibili in rebus fidei et morum*, expresse dicit Pius IX : *Quæ*

quidem viva et infallibilis auctoritas in ea tantum viget Ecclesia, quæ a Christo Domino supra Petrum... ædificata, etc. Assertam a Pio IX in diabus aliis bullis Sedis Apostolicæ infallibilitatem, vide supra, cap. III, p. 181.

Objicies. — Infallibilitatem Romani Pontificis colligere ex eo quod ipse sibi infallibilitatem adscripserit, est circulus vitiosus; ergo non valent argumenta per varias præsentis capitis proopositiones deducta.

Respondeo : Jam sub initium capitis huic objectioni obviam ivimus. Enimvero contra varias adductas pontificias definitiones seu constitutiones dogmaticas non reclamavit major pars Episcoporum catholicorum. Ergo eis definitionibus accessit tacitus saltem universalis Ecclesiæ consensus. Ergo definitiones illæ pro veris tenendæ sunt, etiam a Gallicani systematis propugnatoribus. Ergo valent ad probandum quidquid ex eis rigorose sequitur. Sed ex eis aperte sequitur Romani Pontificis infallibilitas; ergo.

CAPUT VII

DEMONSTRATUR ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITAS EX PRINCIPIIS, QUÆ AB OMNIBUS CATHOLICIS ADMITTI DEBENT ET DE FACTO ADMITTUNTUR.

Propositio I^a^. — *Evincitur dicta infallibilitas ex isto principio : « decretis Romani Pontificis, de fide, moribus ac generali disciplina statuentibus, debetur vera obedientia. »* — Ita tenendum, si probentur tria hæc : 1° debetur revera dictis decretis Pontificiis vera obedientia ; 2° obedientia ista debet esse interna, ita ut non sufficiat externum seu silentii obsequium ; 3° inde aperte sequitur Romani Pontificis infallibilitas. Atqui :

I. *Decretis Papæ circa fidem, moresve aut disciplinam generalem, vera debetur ab omnibus fidelibus ac etiam Episcopis obedientia. (Est de fide.)* — 1° Declaravit Pius VI in hunc modum : « Dogma catholicum est subesse plenitudini potestatis

Romani Pontificis... omnes Episcopos » (in *Responsione super Nuntiaturis*, capitis IX, sectione I, numero 5, pagina 300, edit. Romæ, 1790). Non *subessent*, nisi vere obedire tenerentur. Si ab Episcopis, a fortiori et a cæteris omnibus vera debetur Romano Pontifici de fide, moribusve aut disciplina generali decernenti, obedientia.

2° Sic habet bulla *Auctorem fidei* de sexto e damnatis synodi Pistoriensis articulis : « Doctrina qua profitetur persuasum sibi esse..., perinde ac si ad bonum regimen cujusque diœcesis necessariæ non sint superiores ordinationes, sive ad fidem et mores, sive ad generalem disciplinam, quarum jus est penes Summos Pontifices et concilia generalia pro universa Ecclesia ; schismatica, ad minus erronea. » Igitur penes *Summos Pontifices* est jus *ordinationum* circa fidem, mores et generalem disciplinam pro universa Ecclesia. Nisi autem ejusmodi *ordinationibus* vera deberetur obedientia, jus istud non magis existeret penes Summos Pontifices, quam penes minimam vetulam ; nam et cuilibet vetulæ adscribi potest jus condendi decreta de fide et moribus, dummodo addatur, nullam eis decretis seu potius deliramentis obedientiam deberi. Præterea, *necessariæ* dicuntur ejusmodi ordinationes *ad bonum cujusque diœcesis regimen*. At nisi unaquæque diœcesis (ac proinde omnes Episcopi ac fideles cæteri) iis obedire teneretur, non *necessariæ*, sed inutiles forent, ut patet.

3° Ita docet Pius VI : « Vosque etiam atque etiam precamur, ut veritatem *e dogmatis fonte* profectam toto animo amplexi pro certo habeatis, primatum hunc divinitus institutum..., auctoritatem secum ferre stabilem, perpetuam, *numeris omnibus absolutam*, pascendi, regendi ac gubernandi tam *populos*, quam populorum *ipsos pastores*, absque ulla certi temporis constitutione » (in *Responsione de Nuntiaturis*, capitis VIII, sectione II, numero 25, pagina 188, Romæ, 1790). Si legibus Romani Pontificis vera obedientia non deberetur, falsum prorsus foret ipsius primatum secum ferre auctoritatem *numeris omnibus absolutam* pascendi et regendi *tam popu-*

los quam populorum pastores. Imo iste primatus nullam proprie dictam auctoritatem secum ferret.

4° Idem Pius VI in litteris ad Maximilianum Archiepiscopum Coloniensem ita declarat : « Fidei dogma est Episcoporum auctoritatem et jurisdictionem subjectam esse Summi Pontificis auctoritati, ut *subesse debeant Sedis apostolicæ statutis*. » Si debeant subesse, debent veram obedientiam. Quippe, si eis fas esset non obedire, aut *ficte* dumtaxat obedire, cum veritate dici non posset eos *subesse debere*.

5° Præcepit Pius IV, ab Episcopis ac cæteris ad dignitates ecclesiasticas promovendis, emitti professionem fidei juxta formulam ab ipso editam. Et juxta illam formulam Romano Pontifici *vera obedientia* promittitur. Et de facto ita omnes Episcopi jurarunt. Unde vi hujusce juramenti omnes veram obedientiam decretis Pontificiis præstare tenentur.—Præterea cum Sedes apostolica hocce juramentum non relinquat liberum, sed illud omnino exigat, nec possit quis, omisso illo, institutionem canonicam obtinere seu ullam episcopalem jurisdictionem adipisci, hoc ipso Romanus Pontifex sibi jus adscribit veram illam obedientiam exigendi; illam nempe *tanquam sibi debitam* exigit. Et aliunde universalis Ecclesia contra talem exigentiam non reclamando, eam tacite approbat. Igitur, si jus istud Romano Pontifici revera non competeret, tacite approbaret universalis Ecclesia errorem dogmaticum gravissimum, utpote quo ipsamet fundamentalis Ecclesiæ constitutio subverteretur. Proinde contra Ecclesiam prævaluissent inferorum portæ. Quod cum contingere nequeat, remanet exigi revera posse a Romanis Pontificibus veræ obedientiæ, tanquam *sibi debitæ*, juramentum. Ergo ipsis vera hæc obedientia debetur.

6° In Brevi *Quod aliquantum* sic declarat Pius VI : « *Debetur* ipsi (Romano Pontifici) tanquam capiti a suis membris solemnis canonicæ obedientiæ promissio » (*Collection des Brefs*, tome I, page 138, Paris, 1798). Si debeatur obedientiæ promissio, debetur utique et obedientia. Quod autem agatur de

vera, non de ficta seu mendaci obedientia, non nisi mente captus unquam in dubium vocaverit.

7° In Brevi dogmatico *Super soliditate* docet Pius VI : « Romanum Pontificem constitutum a Deo caput Ecclesiæ visibile ac vicarium Jesu Christi ; ei regendæ Ecclesiæ plenam potestatem traditam, *veramque* ab omnibus qui christiano nomine censentur *obedientiam deberi* » (*Bullarium Romanum continuatum*, tomo VII, pagina 672). Atque ibidem hanc esse asserit sæpius repetitam *Pontificum* et *Conciliorum* doctrinam.

8° Idem constat ex modo citandis definitionibus, quæ *internam* etiam deberi obedientiam declarant ; si *internam*, a fortiori *veram*.

9° Idem confirmatur ex unanimi doctorum catholicorum, etiam Gallicanorum, doctrina. — Edidit Facultas Parisiensis, die 10 martii 1542, varios articulos, ad præmuniendos fideles contra grassantium tunc temporis hæreseon molimina. Porro ejusmodi articulorum vigesimus secundus et vigesimus tertius sic habent : « Certum est concilium generale legitime congregatum universalem repræsentans Ecclesiam, in fidei et morum determinationibus errare non posse. *Nec minus certum*, unum esse jure divino summum in Ecclesia Christi militante Pontificem, *cui omnes christiani parere tenentur* » (apud d'Argentré, *Collectio judiciorum*, tomi II, parte I, p. 325, Parisiis, 1728). Et alibi, die 1 decembris 1554, ejusdem Facultatis doctores ita protestati sunt : « Omnes et singuli, ut obedientiæ filii, ipsum Romanum Pontificem ut summum et universalem Christi Jesu vicarium et universalem Ecclesiæ Pastorem, cui plenitudo potestatis a Christo data sit, *cui omnes* utriusque sexus *obedire*, *cujus decreta* venerari et pro sese quisque tueri et *observare teneantur*, ut semper agnoverunt et confessi sunt, ita nunc quoque sincere, fideliter et libenter agnoscunt et confitentur » (apud d'Argentré, *Collectio judiciorum*, tomi II, parte I, pagina 194, Parisiis, 1728).

Hanc unanimiter doctrinam tenent ipsi etiam Gallicani systematis propugnatores, quotquot Jansenisticam sectam res-

puunt. Sic, inter alios, Tournely: «Tenentur fideles Pontificum constitutionibus acquiescere, etiam mentis obsequio, quamquam nondum constet de acceptatione ac consensu Ecclesiarum» (citatum in *Cursu theologiæ* a Migne edito, t. V, col. 1147).

II. *Dicta obedientia debet interna esse, nec sufficit externum seu silentii obsequium.* — 1° Sequitur ex eo quod debeat esse *vera*. Nam vera esse nequit nisi præstetur idipsum quod præcipitur. Atqui præstari nequit quod præcipitur nisi per *internam* obedientiam. Agitur enim de illis decretis quibus Romanus Pontifex præcipit teneri aliquam doctrinam tanquam a Christo revelatam, vel rejici aliquem errorem tanquam revelatæ a Christo doctrinæ adversantem. Porro id nonnisi per internam obedientiam præstari potest. Nam admittere ac tenere aliquam propositionem tanquam orthodoxam et a Christo revelatam, vel aliam rejicere tanquam hæreticam, est actus mentis, non solius corporis; est proinde actus *internus*. — Etvero pugnat in terminis me *veram* obedientiam præstare, quando id præcise recuso quod præcipitur. Porro præcipit Pontifex ut talem propositionem existimem et teneam tanquam hæreticam, et talem aliam tanquam a Christo revelatam. Igitur nisi ita *existimem* et *teneam* (quod sane nisi per actum internum seu mentis fieri potest) idipsum recuso quod præcipitur. — Præterea obedire tantum externe, nihil aliud foret quam mentiri. Qui enim externe pronuntiat hæreticam propositionem aliquam, et simul eam talem interne non existimat, egregie mentitur. Igitur si sufficeret *externa* obedientia, sufficeret mendacium. Porro repugnat *veram* obedientiam per ejusmodi mendacium præstari posse. Nam *vera* obedientia præstari nequit nisi peragendo id quod præcipitur. Sed Pontifex mendacium non præcipit, nec præcipere potest. Igitur nequit vera ipsi obedientia præstari per solam obedientiam *externam*. — Insuper si sola externa obedientia deberetur, cum (ex dictis) obedientia hæc mendacium sit, et mendacium nunquam licitum et a fortiori obligatorium esse possit, sequeretur *nullam* omnino deberi Pontificiis decretis obedientiam.

2° Idem constat ex damnata *silentii obsequiosi* doctrina, per Pontificias constitutiones, quæ jamdudum ab universali Ecclesia receptæ sunt. Nimirum Alexander VII, anno 1665, subscribendam præcepit juramenti formulam, tenoris hujusmodi : *Ego N. constitutioni apostolicæ Innocentii X datæ die tertia maii, anni* 1653, *et constitutioni Alexandri VII datæ* 16 *octobris anno* 1656, *Summorum Pontificum, me subjicio; et quinque propositiones ex Cornelii Jansenii libro cui nomen* AUGUSTINUS *excerptas, et in sensu ab eodem auctore intento, prout per illas prædictas constitutiones Sedes apostolica damnavit, sincero animo damno et rejicio, et ita juro. Sic me Deus adjuvet et hæc sancta Evangelia.* Ibi sane exigitur *interna* obedientia, siquidem exigitur ut damnatæ propositiones damnentur et rejiciantur *sincero animo*. Proinde rejicitur ac damnatur doctrina quæ tenet externam sufficere.

Item *obsequiosum silentium* damnavit Clemens XI, constitutione *Vineam Domini*; in cujus exordio sic legere est : *Cum inquieti homines... docere non sint veriti ad obedientiam constitutionibus apostolicis debitam non requiri ut quis Janseniani libri sensum in quinque propositionibus, interius ut hæreticum damnet, sed satis esse si ea de re obsequiosum, ut vocant, silentium teneatur...; hinc est quod nos ad opportunum et efficax tam exitiali morbo remedium adhibendum excitati*, etc. Et sub finem ita pronuntiatur : *Hac nostra perpetuo valitura constitutione, obedientiæ quæ præinsertis apostolicis constitutionibus debetur, obsequioso illo silentio minime satisfieri, sed damnatum in quinque præfatis propositionibus Janseniani libri sensum, quem illorum verba præ se ferunt, ab omnibus Christi fidelibus ut hæreticum, non ore solum, sed et corde rejici ac damnari debere, declaramus, decernimus, ordinamus.*

Advertat autem lector citatas Alexandri VII et Clementis XI constitutiones ab universali Ecclesia receptas fuisse. Unde, cum ab ipsismet Gallicani systematis propugnatoribus tanquam infallibile habeatur quod definitum est a Romanis Pontificibus, accedente tacito Ecclesiæ universalis consensu, et duo

citati Pontifices definierint deberi *internam* Pontificiis decretis obedientiam, etiamsi nondum universalis Ecclesiæ assensus accesserit, remanet istud tenendum esse tanquam omnino certum et de fide, etiam juxta dictum Gallicanum systema.

III. Jam vero, si Romano Pontifici de fide ac moribus decernenti, et quid credendum sit præcipienti, debeatur *vera* et *interna* obedientia, invicte sequitur ejusdem Romani Pontificis quoad hujusmodi decreta infallibilitas. Nam si posset Romanus Pontifex erronee definire, et credendum præcipere quod in se falsum est, repugnaret ei deberi *veram* et *internam obedientiam*. Nedum velit Deus nos errori credere, id essentialiter abhorret ac prohibet. Nec potest nos ad aliquid credendum obligatos velle, nisi hoc sit certo verum.

Igitur ex isto principio, *decretis Pontificiis de fide statuentibus vera obedientia debetur*, ineluctabiliter sequitur Romani Pontificis infallibilitas. Cum ergo principium istud incunctanter admittant adversarii nostri, id est, Gallicani systematis sequaces, quomodo non vident, sequelam absque aperta vesania negari non posse?

Propositio IIª. — *Evincitur Romani Pontificis infallibilitas ex isto principio: « Penes Romanum Pontificem residet plena potestas, universalem Ecclesiam pascendi, regendi ac gubernandi. »* — De ipso principio ambigi nequit, cum œcumenica synodus Florentina expresse definiverit: « Sanctam apostolicam Sedem et Romanum Pontificem in universum orbem tenere primatum, et ipsum Pontificem Romanum successorem esse beati Petri principis apostolorum, et verum Christi vicarium, totiusque Ecclesiæ caput, et omnium christianorum Patrem ac doctorem existere; et ipsi in beato Petro *pascendi, regendi et gubernandi* universalem Ecclesiam a Domino nostro Jesu Christo *plenam potestatem* traditam esse, quemadmodum etiam in gestis conciliorum et canonibus continetur [1]. »

(1) Juvat hic miserum quoddam effugium præcludere, quo adversarii nonnulli hujusce definitionis vim declinare tentarunt. Objiciunt nempe ultima citata

Cæterum hic rem habemus cum adversariis qui principium istud cum omnimoda veneratione recipiunt, et tanquam dogma et articulum fidei profitentur. Unde in eo tantum a nobis dissentiunt, quod negent ex isto principio certam demonstrari Romani Pontificis inerrantiam. In quo sane prorsus hallucinantur.

Nam, ex citata Florentini concilii definitione, Romano Pontifici competit *plena* potestas universalem Ecclesiam pascendi ac gubernandi. Si *plena*, ergo a fortiori *præcipua*. Sed *præcipua pars* potestatis pascendi et gubernandi universalem Ecclesiam, est potestas decernendi de fide, id est, regulam fidei ab omnibus tenendam edicendi et obligatoriam faciendi. Enimvero in eo potissimum consistit hocce Ecclesiam pascendi officium, ut ei præbeatur veræ doctrinæ pabulum, et ab ipsa errorum ac hæresum lupi arceantur. Unde qui habet in Ecclesia *præcipuam* pascendi potestatem, hoc ipso habet et potestatem definiendi quid credendum sit, et ad ita credendum omnes obligandi. Sed *præcipuam* pascendi

verba, *quemadmodum etiam in gestis conciliorum et canonibus continetur*, aliter se habere in una ex editionibus Florentini concilii; ita scilicet legi, in editione anni 1526 : *juxta eum modum qui et in gestis conciliorum et canonibus continetur*. Cui postremæ lectioni adhærentes, dicunt *plenam* illam Romani Pontificis potestatem, intellectam fuisse a Florentinis patribus ad terminos conciliorum et canonum restrictam. Unde concludunt *plenam* hanc potestatem non esse proprie talem, sed canonibus et conciliis subjectam. Miserum sane, si quod unquam, effugium! Nam ubi agitur de vero alicujus documenti textu, et una e vulgatis editionibus ab aliis discrepat, res est ex originalibus et authenticis manuscriptis procul dubio dijudicanda. Porro extant sex originalia exempla cum authenticis subscriptionibus. Et in his omnibus legitur : *quemadmodum etiam in gestis conciliorum et canonibus continetur*. Correspondens autem textus græcus, in sex istis manuscriptis, idem est et omnino hisce latinis vocibus quadrat. De quo vide Petrum Ballerini (*de Potestate ecclesiastica*, capite IV, § 3, 4, 8, in nota, pagina 48, Romæ 1850). Igitur certo mendosa est editio anni 1526, neque potest a probo scriptore tanquam auctoritas allegari, cum certo constet eam a vero textu recedere.

Præterea etiamsi legendum foret, *juxta eum modum qui et in gestis*, etc., naturalis et obvius sensus foret : *idipsum quod definiebat synodus, contineri etiam seu jam traditum reperiri, in gestis conciliorum et canonibus*. Intelligere autem verba *juxta eum modum*, quasi significarent *juxta illum gradum seu illam extensionem*, prout volunt adversarii, nihil aliud est quam textum torquere et ab obvio sensu palam recedere. Sed, ut diximus, lectio hæc anni 1526 pro spuria habenda est.

potestatem obtinet Romanus Pontifex, siquidem obtinet et *plenam;* ergo penes ipsum est jus obligatoria fidei decreta edicendi. Jam vero talem potestatem habere nequit Romanus Pontifex, nisi sit infallibilis. Si enim errare possit in fidei definitionibus, repugnat obligatio ejusmodi definitionibus adhærendi. Quod enim nos obligatos Deus velit ad credendum definitionibus quæ erroneæ esse possint, non tantum absonum est dicere, sed etiam impium. Igitur ex eo quod de fide sit, Romano Pontifici competere *plenam* pascendi potestatem, ineluctabiliter sequitur eum esse in definienda fide infallibilem.

Gallicani systematis sequaces oro atque obtestor ut serio attendant ad hanc *plenam* pascendi ac gubernandi potestatem, quam Romano Pontifici adscribit Florentina synodus. Si nequeat Summus Pontifex circa fidem statuere, ac suas ejusmodi definitiones obligatorias facere, falsum est ipsi a Christo collatam fuisse *plenam* pascendi potestatem; imo *præcipua* hujusce potestatis *parte* caret. Igitur, vel negate in Romano Pontifice *plenam* illam potestatem, vel concedite obligatorias esse ipsius quoad fidem definitiones. — Concedimus, inquiunt, obligatorias esse; imo teneri fideles omnes ad eis adhærendum *ex animo*, et ante omnem Ecclesiarum consensum. —At si hoc sincere conceditis, quomodo non videtis concedendam et Romani Pontificis infallibilitatem? *Adhærere ex animo* propositioni a Papa definitæ, quid aliud est quam eam *omnino certam credere?* Quod si teneor *certas credere omnes et singulas* Pontificias definitiones, hoc ipso teneor credere Pontificem in eis non errasse; seu (quod idem est) teneor ipsum infallibilem credere.

Et hæc quidem apertissima contradictio propria est Gallicani systematis sequacibus; abest autem a systemate Jansenistarum, Marci Antonii de Dominis et Febronii. Nam hi Romano Pontifici denegant *plenam* pascendi potestatem, neque ipsius definitionibus *ex animo* et ante Ecclesiarum assensum adhærendum esse concedunt. Proinde, absque contradictione sustinent erroneas esse posse Romani Pontificis de-

finitiones, seu ipsum esse fallibilem. At Gallicanum systema concedit deberi Pontificiis definitionibus *sincerum et ex animo* obsequium, etiam ante omnem Ecclesiarum consensum, et simul certam esse negat Romani Pontificis infallibilitatem; negat, scilicet *certo veras* esse definitiones, quibus dicit *adhærendum esse sincere et ex animo!* Insincerum profecto systema, nisi ineptum prorsus dicendum sit.

Propositio III^a. — *Evincitur Romani Pontificis infallibilitas ex isto principio : « Romanus Pontifex est centrum totius unitatis catholicæ. »* — Centrum unitatis catholicæ dicitur ille cujus fidei sese aptare et regimini subjicere quilibet tenentur ut possint esse societatis catholicæ membra, et sub ejus unitate comprehendi. Unde duplex est ejusmodi unitatis centrum, videlicet : centrum unitatis fidei, cum quo fidem docente convenire ac consentire, et centrum unitatis regiminis, cui regenti ac præcipienti subjici et adhærere fideles omnes tenentur. Jam vero,

I. Est revera Romanus Pontifex totius catholicæ unitatis centrum. Quod hic non probamus, sed certum supponimus; cum sit de fide, et ab adversariis quos hic confutamus (id est, Gallicani systematis propugnatoribus) pro inconcusso habeatur. Satis sit adduxisse præclara Pii VI verba, in Brevi *Super soliditate :* « In hoc apostolicæ cathedræ principatu firmum voluerit Christus constrictumque teneri unitatis vinculum, quo Ecclesia, per universum mundum propaganda, ex membris quantumcumque dissitis, mutua omnium in uno capite consociatione, in unam corporis compagem coalesceret. » Atque ibidem laudatus Pontifex, inter eos quos dicit *Spalatensis errores*, quibus Parisiensis Facultas hæreticæ ac schismaticæ pravitatis notam inussit, hunc recenset : *Falsum esse unionem Ecclesiæ catholicæ in unitate rectoris visibilis consistere.* Et post pauca subdit : « Præclarum etiam, atque ut allatæ Parisiensium doctorum sententiæ, sic et constanti majorum suorum traditioni plane consentaneum de Romani Pontificis primatu testimonium edidere Gallicani præsules

in comitiis anno 1681 : *Caput est*, inquiunt, *Ecclesiæ, centrum unitatis. Obtinet ille in nos primatum auctoritatis et jurisdictionis, sibi a Christo Jesu in persona sancti Petri collatum. Qui ab hac veritate dissentiret, schismaticus, imo et hæreticus esset.* »

II. Ex eo quod Romanus Pontifex totius sit unitatis catholicæ ac proinde etiam unitatis fidei centrum, invicte sequitur eum esse in decernenda fide infallibilem. Si enim sit centrum unitatis fidei, tota Ecclesia convenire debet cum fide quam ipse profitetur, definit et prædicat. Sed tota Ecclesia catholica amplecti ac profiteri non potest fidem falsam; quia jam desineret esse vera Christi Ecclesia, columnaque et firmamentum veritatis. Ergo necesse est ut fides Romani Pontificis, cum qua tota Ecclesia convenire debet, nunquam erronea sit; ac proinde Romanus Pontifex in dercernenda fide infallibilis est. Igitur manifestissimam contradictionem involvit Gallicanum systema, cum ex una parte Romanum Pontificem catholicæ unitatis centrum profiteatur, et ex alia parte fallibilem eum in edocenda et definienda fide contendat.

Propositio IV^a. — *Evincitur Romani Pontificis infallibilitas ex isto principio : « Romanus Pontifex est judex supremus fidelium. »* — I. De fide est dictum principium; nec ab ullo catholico negari potest. Constat 1° ex concilio œcumenico Lugdunensi secundo, a quo approbata fuit sequens fidei formula, a Græcis exhibita et juramento firmata : « Ipsa quoque sancta Romana Ecclesia summum et plenum primatum et principatum super universam Ecclesiam catholicam obtinet : quem se ab ipso Domino in beato Petro apostolorum principe sive vertice, cujus Romanus Pontifex est successor, cum potestatis plenitudine recepisse veraciter et humiliter recognoscit. Et sicut præ cæteris tenetur fidei veritatem defendere, sic et si quæ de fide subortæ fuerint quæstiones suo debent judicio definiri... Et eidem omnes Ecclesiæ sunt subjectæ; ipsarum prælati obedentiam et reverentiam ipsi dant » (apud Labbe, t. XIV, p. 512, editionis Venetæ, 1731). « Subscriptam fidei

unitatem... orthodoxam fidem esse cognosco : eam accepto et corde et ore profiteor; ipsamque, prout eam veraciter tenet, fideliter docet et prædicat sacrosancta Ecclesia Romana ipsum inviolabiliter servaturum, nec ab ea ullo unquam tempore recessurum... promitto » (ibid., p. 513). Igitur *principatui* Ecclesiæ Romanæ reliquæ omnes Ecclesiæ sunt *subjectæ*. Et hunc principatum obtinet Romanus Pontifex utpote *successor* Petri, cui dictus primatus a Christo collatus est. Et ei *obedientiam dant* reliquarum Ecclesiarum prælati. Et subortæ quæstiones fidei Romanæ Ecclesiæ judicio *definiri debent*. Porro his formulis aperte declaratur Romanus Pontifex fidelium omnium *judex supremus*, et speciatim supremus judex in *fidei quæstionibus*. 2° Idem constat ex *plena* potestate universalem Ecclesiam regendi ac gubernandi, quam Romano Pontifici adscripsit Florentina synodus œcumenica. Qui nempe talem potestatem habet, est hoc ipso *supremus* fidelium omnium *judex*. 3° Constat insuper ex Brevi *Super soliditate* Pii Papæ VI. Ibi nempe laudatus Pontifex acriter redarguit novatorem Eybel quod non veritus sit *fanaticam turbam* appellare populum exclamantem, *Summum Pontificem esse judicem supremum fidelium;* et addit Pontifex hoc idem esse ac fanaticam appellare vocem Christi, claves regni cœlorum cum ligandi solvendique potestate Petro pollicentis, et fanatica appellare tot solemnia totiesque repetita Pontificum ac conciliorum decreta. Unde principium istud, *Romanus Pontifex est supremus judex fidelium omnium*, ab omnibus catholicis tanquam certum et de fide admittendum est, et de facto admittitur.

II. Quod autem ex isto principio rigorose deducatur ejusdem Romani Pontificis infallibilitas, facili negotio evincitur. Etenim si revera sit fidelium omnium supremus judex, potest eos judicare quoad causas fidei judicio *supremo*, id est, definitivo et ultimo, ita ut nullus extet superior judex; alias enim non foret ipse *supremus* judex, ut patet. Igitur obligare potest fideles omnes ad standum et obediendum judiciariis suis circa fidem sententiis; seu, quod idem est, tenentur fideles omnes

Romano Pontifici, de fide judicanti ac decernenti, *obedire*, ac proinde eam fidem profiteri ac tenere quam præscribit Romanus Pontifex. Sed repugnat obligatos a Christo fuisse fideles ad credendum errori : ergo erronea esse nequit fides quam præscribit ac tenendam decernit Romanus Pontifex.

Propositio V^a^. — *Evincitur Romani Pontificis infallibilitas ex isto principio : « Romanus Pontifex est Pater et doctor fidelium omnium. »* — I. Quod revera talis sit, expressis terminis definivit Florentina œcumenica synodus. Proinde principium istud de fide est, prout etiam de fide est Romanam Ecclesiam, ratione scilicet Summi Pontificis ipsi præsidentis, esse omnium Ecclesiarum *matrem* et *magistram*. Hinc, in Brevi *Super soliditate*, pronuntiat Pius VI, in Romani Pontificis voce *Christi vocem* oves audire; et de Romana Sede dicit : *In qua Petrus adhuc velut in propria Sede vivit et præsidet, ac præstat quærentibus fidei veritatem*.

II. Immerito Romanus Pontifex diceretur omnium Ecclesiarum Pater et doctor, et Romana Ecclesia mater et magistra, nisi Ecclesias et fideles omnes in vera fidei Christi gignerent ac enutrirent; et nisi hanc veræ fidei generationem et enutritionem revera omnes acciperent a Romano Pontifice tanquam spirituali Patre ac doctore seu a Romana Ecclesia tanquam matre ac magistra. Porro si errorem doceret ac definiret Romanus Pontifex, non veræ fidei generatio et enutritio ab ipso reciperetur, sed mors. Proinde non esset *fidelium* Christi Pater et doctor, sed peremptor. Repugnat nempe eum a Christo constitutum fuisse fidelium *Patrem et doctorem*, nisi simul infallibilitatis prærogativa donatus sit. — Præterea hoc ipso quod Christus Romanum Pontificem cunctis fidelibus Patrem et doctorem constituerit, obligatas voluit Ecclesias omnes ad excipiendam et sequendam fidei doctrinam ab isto Patre et doctore traditam. Omnes igitur tenentur prædicatam a Romano Pontifice fidem recipere. Sed repugnat talis obligatio si Romanus Pontifex errorem docere valeat; ergo infallibilis est.

CAPUT VIII

DEMONSTRATUR ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITAS EX FALSIS PRINCIPIIS QUIBUS CONTRARIA OPINIO NITITUR.

Propositio I^a. — *Falsum est istud adversariorum principium : « Suprema potestas et infallibilitas a Christo data fuit toti Ecclesiæ, nempe Episcoporum collectioni ; non autem soli Petro ejusque successoribus Romanis Pontificibus. »* — Duplici sensu hocce principium intelligi potest : 1° in eo sensu quod Christus infallibilitatem contulerit Episcoporum collectioni, quatenus divisæ a Romano Pontifice et contra ipsum sentienti : 2° in eo sensu quod eam contulerit conjunctim collectioni Episcoporum et Romano Pontifici, ita ut nec collectio Episcoporum sit infallibilis nisi ipsi consentiat Romanus Pontifex, nec vicissim infallibilis sit Romanus Pontifex, antequam ei consenserit pars major Episcoporum. Porro in utroque sensu principium istud falsum est.

I. Falsum est collatam a Christo fuisse infallibilitatem collectioni Episcoporum, quatenus a Romano Pontifice divisæ. Nam alioquin absonæ prorsus forent et illusoriæ promissiones Petro personaliter a Christo factæ. Absonum, verbi gratia, et mendax foret dictum istud Christi : *Tu es Petrus et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam*. Nam supremam auctoritatem et infallibilitatem conferendo Episcoporum collectioni, Christus Ecclesiam suam nullatenus ædificasset super Petrum, sed super senatum, majori Episcoporum parte constantem. Erronea proinde fuisset conciliorum et Patrum constans persuasio, qua in persona Petri Romanum Pontificem docuerunt pro fundamento a Christo positum fuisse. Item mendacia et illusoria verba hæc ad Petrum directa : *Pasce agnos, pasce oves meas.* Pastor scilicet supremus in Ecclesia foret dictus senatus, non autem Petrus ejusque succes-

sores Romani Pontifices. Ex quo iterum sequeretur circa Ecclesiæ constitutionem perpetuo errasse Patres, concilia, totam denique Ecclesiam catholicam, cui constans persuasio fuit hisce verbis Romano Pontifici, in beati Petri persona, collatam a Christo fuisse *plenam* potestatem universalem Ecclesiam pascendi ac gubernandi. Item mendaciter Petro commisisset Christus officium *confirmandi fratres suos;* siquidem hoc officium non ipsi revera commisisset, sed econtra voluisset ipsum a fratribus corrigi et in vera fide confirmari. Et tandem Petrum decepisset Christus quando ipsi dixit, *tibi dabo claves regni cœlorum et quodcumque solveris*, etc.; siquidem non ipsi et successoribus ejus in Romana Sede potestatem hanc contulisset, sed collectioni Episcoporum. Unde crassior ille Gallicanismus, qui supremam auctoritatem et infallibilitatem in majori Episcoporum numero adscribit, etiam dissentiente Romano Pontifice, textibus evangelicis aperte contradicit, et Patrum conciliorumque fidem ac doctrinam subvertit. Præterea, si infallibilitas stet penes collectionem Episcoporum quatenus a Romano Pontifice divisam, invictissime sequitur, non Romano Pontifici, sed huic collectioni competere *supremam* definiendæ fidei potestatem. Proinde Romani Episcopi potestas jam non erit *suprema*, prout pronuntiavit Tridentina synodus; nec *plena ad pascendam, regendam et gubernandam universalem Ecclesiam*, prout definivit concilium Florentinum; sed erit *inferior* relative ad potestatem hujusce collectionis, et ei obsequi tenebitur. Nec objiciatur Romano Episcopo remanere *supremam* potestatem relative ad unumquemque Episcopum singulariter sumptum, licet non relative ad eorum collectionem. Nam si fallibilis ipse sit, non tenebitur unusquisque Episcopus ipsi fidem præcipienti obedire; nec est ratio cur in definienda fide ipsi tribuatur major auctoritas quam Parisiensi, aut cuilibet alteri Episcopo. Et pariter si *suprema regiminis potestas* stet penes collectionem Episcoporum quatenus a Romano Pontifice sejunctam, ipse Romanus Pontifex carebit hac *suprema* et *plena* regendæ uni-

versalis Ecclesiæ potestate. Nec eam habebit etiam relative ad unumquemque Episcopum singulariter sumptum, nisi collectio eam ipsi, potius quam alteri, delegaverit. Imo poterit illa collectio, utpote *supremam* totius Ecclesiæ regendæ potestatem habens, ipsam Romanam diœcesim, Romanumque Episcopum supprimere, vel minimo Metropolitanorum subjicere.

Insuper in hac hypothesi, constituisset Christus Ecclesiam suam, non cum forma monarchiæ, sed cum forma reipublicæ stricte sumptæ; in qua scilicet suprema potestas penes senatum aliquem seu collectionem resideret. Quod consectarium dogmati catholico, perpetuæ scilicet Patrum conciliorumque doctrinæ, et ipsiusmet universalis Ecclesiæ praxi apertissime repugnat.

Tandem repugnat ipsamet hypothesis, nimirum quod aliquando possit Episcoporum collectio sese a Romano Pontifice dividere. Nam tunc vera Ecclesia Christi, vel staret in solo capite, id est, Romano Episcopo, vel in solo corpore, id est, collectione reliquorum præsulum. Porro utrumque repugnat, quia certum est constitutam a Christo fuisse Ecclesiam cum forma corporis moralis integri, non in forma monstri, quale foret vel solum caput absque trunco, vel solus truncus absque capite. Nec objiciatur, non repugnare in corpore morali quod ad tempus *deficiat caput*, et tamen corpus interea vivat, prout contingit mortuo Romano Pontifice. Non negatur posse ad tempus *deficere caput* (per mortem scilicet aut aliam æquivalentem causam) quin ideo destruatur *corpus morale*. At quamdiu caput *non deficit*, sed vivit et præcipit et regit, si contingat corpus ab eo sese abscindere, hoc ipso prorsus destruitur ac perimitur morale corpus. Sit in exemplum regnum aliquod monarchicum, in quo caput seu monarcha, per electionem constitui debeat. Mortuo uno monarcha, non ideo perimitur corpus illud morale, nec stare desinit illo tempore quod intercedit inter obitum prædecessoris et electionem successoris. At vero, si, vivente monarcha, ab eo sese dividant

provinciæ, ipsiusque auctoritatatem respuant, actum est de regno illo quatenus monarchico, ut patet. Similiter periret Ecclesia Christi, si, vel unico momento, dum vivit ejus legitimum caput Romanus Pontifex, Episcoporum collectio adversus eum insurgeret, et ejus auctoritati sese subtraheret. Cum ergo contingere nequeat ut portæ inferi adversus Ecclesiam Christi prævaleant, nec contingere unquam potest ut Episcoporum collectio sese a Romano Pontifice dividat.

II. Falsum etiam est adversariorum principium posteriori sensu intellectum, videlicet : non residere infallibilitatem, neque in solo capite Romano Pontifice ante supervenientem corporis Episcoporum consensum, neque in solo corpore Episcoporum absque assensu capitis seu Romani Episcopi ; sed in utroque simul, id est, in communi utriusque judicio. Hunc posteriorem sensum, juxta quem principium suum intelligere solent Gallicani systematis propugnatores, ita declaravit Bossuetius in sermone *de Unitate* : « Le Saint-Siége *principalement, et le corps de l'Épiscopat uni à son chef*, c'est où il faut trouver le dépôt de la doctrine ecclésiastique, confiée aux Évêques par les apôtres ; car c'est *à cette unité* qu'il est dit : Qui vous écoute m'écoute ; et encore : Les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle ; et encore : Vous êtes la lumière du monde ; et encore : Dites-le à l'Église, et s'il n'écoute pas l'Église, qu'il vous soit comme un gentil et un publicain. » Porro sic intellectum principium prorsus erroneum est. Etenim, vel admittunt *nunquam contingere posse* ut Papa erret, seorsim definiens absque corpore Episcoporum, et vicissim *nunquam contingere posse* ut corpus Episcoporum, seorsim definiens absque Papa ; vel econtra admittunt id *contingere posse.*

Si prius, hoc ipso admittunt infallibilitatem Romani Pontificis ante supervenientem Episcoporum consensum ; ac proinde sibi contradicunt. Imo similiter admittunt infallibilitatem corporis Episcoporum, seorsim a Papa definientium. Si enim *nunquam contingere possit ut erret*, sive Papa, sive corpus Episcoporum, sic seorsim definiens, utrique infallibilitatis præro-

gativa tribuenda est. Proinde utrique definienti obsequendum est, etiam ante supervenientem alterius assensum.

Si posterius, id est, si contingere possit ut erret sive Papa, sive corpus Episcoporum, sic seorsim definiens, jam contingere poterit, ut nulla existat in Ecclesia auctoritas infallibilis, seu (quod idem est) ut subvertatur Christi Ecclesia, et portæ inferi contra eam prævaleant. Nam tunc contingere poterit ut Papa definiat et credendum injungat aliquem articulum, et corpus Episcoporum articulum istum rejiciat et contrarium tenendum decernat. Cum nempe utrinque supponatur fallibilitas, minime repugnat negari ab uno quod definitur ab altero. Porro tunc, juxta expositum Gallicani systematis sensum, nulla supererit auctoritas cui fideles tuto obsequi possint, et a qua valeant certo edoceri veram Christi fidem. Nam juxta dictum systema, *veræ doctrinæ depositum*, non repeti potest a *solo Romano Pontifice*, neque a *solo corpore Episcoporum*, sed *conjunctim ab utroque*. « Le Saint-Siége principalement et le corps de l'épiscopat, c'est où il faut trouver le dépôt de la doctrine ecclésiastique... c'est *à cette unité* qu'il a été dit... » Igitur reperiri certo nequit vera Christi doctrina, nisi in hac *unitate*, id est, *conjunctim* in Papæ et corporis episcopalis judicio. Proinde quando isti duo fidei judices non concordabunt (quod contingere posse supponunt adversarii) nullibi omnino exstabit sufficiens auctoritas ad certo tradendam fidelibus veram Christi doctrinam. Metuendum quippe habebunt fideles ne in hæresim impingant si stent cum Papa, cum is non sit infallibilis nisi assentiente corpore Episcoporum, et idem metuendum habebunt si stent cum corpore Episcoporum, utpote pariter fallibili nisi assentiat Papa. Ergo dari poterit casus quo desinat in Ecclesia existere sufficiens auctoritas, ac proinde quo desinat vera esse Christi promissio : *Ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi. Portæ inferi non prævalebunt adversus eam.*

Objicies. — Non durabit dissensio hæc Papam inter et corpus Episcoporum ; sed vi promissionum Christi brevi finiet.

Nimirum si erraverit Papa, mox resipiscet, resistente corpore Episcoporum. Et pariter si erraverit corpus Episcoporum, mox definitioni Papæ sese subjiciet. Porro ex brevissima dissentione Ecclesia Christi non subvertitur.

Respondeo : Non tantum concedo non duraturam ejusmodi dissensionem, sed dico nunquam vel unico momento extituram. At vos, postquam semel admisistis illam dissensionem exurgere posse, gratis omnino ac perperam asseritis non duraturam. Nam si Papa semel hæresim docere valeat, cur non poterit in suo sensu permanere? Præsertim cum, vobis fatentibus, dissentiens corpus Episcoporum infallibile non sit, et in causis fidei (vobis pariter fatentibus) *præcipuas partes* Papa habeat : « Le Saint-Siége *principalement* et le corps de l'Épiscopat, c'est où il faut trouver le dépôt de la doctrine. » Item semel errans corpus Episcoporum et orthodoxam Papæ definitionem rejiciens, cur non posset in sua pertinacia remanere? Dicitis obstare promissiones Christi ne duret dissensio. Sed obstant pariter ne incipiat. Nam statim ac inciperet talis dissensio, esset scissio inter caput et corpus, et periret Ecclesia.

Præterea, semel admisso adversariorum principio, etiam juxta posteriorem expositum sensum intellecto, non verificantur promissiones Christi, apostolo Petro personaliter factæ. Et primo quidem verba quibus Christus Dominus Petro commisit *fratres suos* in fide *confirmandi* officium. Nimirum in ista hypothesi debet fides a Petro definita confirmari a fratribus suis, ut sit infallibilis. Item illusorie Christus Petro *pascendos* commisisset *agnos et oves*. Siquidem deberet et ipse quoad fidem pasci ab ovibus, id est, Episcopis; nec posset ipse sanum fidei pastum certo discernere, nisi ex superveniente ovium judicio et attestatione. Item falsa foret promissio, *tibi dabo claves... quodcumque solveris...* Nam istæ claves, et ista *quodcumque* solvendi ac ligandi facultas, supremam regiminis potestatem exprimit, et regendi etiam quoad profitendam fidem jus supremum comprehendit. Porro in dicta hypothesi, Christus *supremam* ejusmodi potestatem Petro seu Romano Pontifici nullatenus

dedisset. Et pariter Petrum decepisset Christus, quando ei cum tanta emphasi dixit : *Ego dico tibi quia tu es Petrus, et super hanc Petram ædificabo Ecclesiam meam.* Nam ex sensu obvio, Petrus et quilibet ejus successor legitimus, his verbis intelligi debet constitutus pro fundamento proprie dicto *totius* Ecclesiæ. Tale autem non foret in dicta hypothesi ; siquidem *primarii* (post Christum) Ecclesiæ fundamenti vices ageret, non Romanus Episcopus, sed tota simul Episcoporum collectio. Constitutus nempe fuisset Petrus *pars aliquota fundamenti*, non simpliciter *fundamentum*. Aliunde prorsus errassent Patres et concilia œcumenica, quorum constans persuasio ac doctrina fuit, constitutum in beati Petri persona Romanum Pontificem, Ecclesiarum omnium caput, cum *plena* eas pascendi ac gubernandi potestate, et cui fideles omnes obedire tenentur. Enimvero in prædicto systemate, supremum Ecclesiæ caput foret, non Romanus Pontifex, sed Episcoporum collegium : nec Romano Pontifici competeret plena potestas Ecclesiam universalem pascendi ac gubernandi, sed præfato Episcoporum collegio.

Igitur manifeste falsum atque absonum est istud adversariorum principium : supremam nempe auctoritatem et infallibilitatem Episcoporum collegio, non Romano Pontifici, a Christo collatam fuisse.

Objicies. — Nisi admittatur collegio Episcoporum collatam fuisse supremam auctoritatem et infallibilitatem, veritate carebunt promissiones *collectivæ*, a Christo ad apostolos directæ.

Respondeo : Posita Romani Pontificis suprema potestate et infallibilitate, optime cohærent invicem et verificantur Christi promissiones, tum singulariter Petro, tum collective omnibus apostolis factæ. Econtra vero, admissa hypothesi adversariorum, absonæ remanent promissiones ad Petrum personaliter directæ. Quod ut pateat collectivas Christi promissiones recenseamus.

1° Equidem apostolis in unum collectis dictum est *quod-*

cumque ligaveritis, etc.; sed hoc dictum est apostolis, non a Petro sejunctis, sed econtra ibi adstante Petro, quem jam Christus cæterorum principem, et pastorem universalem, et Ecclesiæ fundamentum, et fratrum confirmatorem constituerat. Igitur id dictum est apostolis, quatenus Petro unitis, et cum ipso pronuntiantibus, et ipsi tanquam capiti adhærentibus. Et sic revera Episcoporum collegio convenit, et ex istis verbis evincitur suprema auctoritas et infallibilitas; quia tunc dictum collegium intelligitur de capite simul et membris definientibus et decernentibus. Sed hæc suprema auctoritas et infallibilitas collegii Episcoporum, quatenus agit cum et sub capite suo Romano Pontifice, nequaquam impedit quin et *soli* Petro Christus dixerit *quodcumque solveris*. Imo ipsi soli, et non aliis dixit, *tibi dabo claves*. Et sic optime cohæret et verificatur, quod et solus decernens Romanus Pontifex supremam auctoritatem ac infallibilitatem habeat, et eam etiam habeat collegium Episcoporum cum quo tanquam caput pronuntiat et decernit Romanus Pontifex.

2° Item quando apostolis dixit Christus *euntes docete... ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi*, ibi aderat Petrus, jam constitutus universorum pastor, confirmator et fundamentum. Unde probat quidem hic textus Episcoporum fidem docentium infallibilitatem, sed quatenus eam docent *simul cum Petro* seu Romano Pontifice. Quod sane non impedit quin singulariter Petro infallibilitatem contulerit Christus quando ipsi dixit: *Ego rogavi pro te ut non deficiat fides tua... confirma fratres... Pasce agnos, pasce oves... Tu es Petrus et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam.*

3° Item ubi et ipsi apostoli dicuntur Ecclesiæ *fundamentum*, id bene intelligitur et verificatur de apostolis cum Petro et sub Petro evangelizantibus; ita ut et ipsi vere sint fundamentum, licet secundarium. Sed hoc non impedit quin Petrus primarium fundamentum a Christo positus sit, ut manifestant verba hæc: *Tu es Petrus et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam.*

4° Item quod Ecclesia revera sit *columna et firmamentum veritatis* (I Tim., III, 15), intelligendum est non de Ecclesia capite suo truncata, vel e fundamento suo avulsa, sed de ipsa capiti unita et subjecta, et fundamento suo Romano Pontifici innixa. Atque id non impedit quin Christus Romanum Pontificem vere constituerit *columnam et firmamentum veritatis*. Tunc enim verificatur, quod Romanus Pontifex talis sit seorsim consideratus ex institutione Christi, et simul quod Ecclesia talis sit quatenus unum corpus efficiens cum suo capite.

Unde revera promissiones collectivæ toti Ecclesiæ, seu omnibus simul apostolis factæ, optime intelliguntur, explicantur, verificantur, et cohærent cum doctrina de Romano Pontifice infallibili ac supremam regendi potestatem obtinente. At vero, posita contraria adversariorum opinione, promissiones Petro singulariter factæ absonæ sunt, nec veritatem habent.

Propositio II^a^. — *Falsum item hocce adversariorum principium : « Singulæ Ecclesiæ divisim sumptæ inferiores quidem sunt Romano Pontifice; at collective sumptæ ipso superiores sunt. »* — Etenim supradictæ promissiones Petro personaliter factæ, potestatem *supremam* exprimunt; et revera Romano Pontifici competere *supremam* in Ecclesia potestatem, salva fide negari non potest, cum talem eam declaraverit concilium Tridentinum, et Florentinum *plenam* eamdem definiverit. *Plena* sane non est aliqua potestas, quando datur alia major et superior; ac proinde ut *plena* sit, necesse est ut et *suprema* existat. Jam vero, semel admisso adversariorum principio, *suprema* nequaquam foret Romani Pontificis potestas; siquidem daretur alia major et ipsi superior, nimirum in Ecclesiis collective sumptis, seu, quod idem est, in collegio Episcoporum.

Falsum insuper demonstrari potest adversariorum principium hoc ratiocinio : vel supponunt adversarii, posse collegium Episcoporum a Romano Pontifice dissentire, vel non.

Si supponant Episcopos collective sumptos a Romano Pontifice *non posse dissentire*, ergo ipsi definienti semper obedire tenentur, et hoc ipso Romanus Pontifex infallibilis agnoscitur. Si econtra supponant adversarii, collegium Episcoporum a Romano Pontifice *posse dissentire*, jam infallibilitas erit, vel penes collegium Episcoporum sic a Papa dissentiens ac sejunctum, vel etiam tunc agnoscenda erit in Romano Pontifice. Atqui esse nequit infallibilitas in Episcoporum collectione, a Romano Pontifice sejuncta et dissentiente; quod sic probavit eximius theologus P. Martin Societatis Jesu: « 1° Talis infallibilitas non potest huic collectioni competere vi promissionum factarum ipsi sancto Petro *soli*, ut patet ex terminis. Nec 2° competere ipsi potest vi promissionum factarum *collectioni*: etenim promissiones istæ continentur his textibus : *Euntes docete... Et ecce ego vobiscum sum omnibus diebus... Quæcumque ligaveritis...* et aliis textibus citari solitis ubi de infallibilitate Ecclesiæ. Atqui isti textus minime favent, nec quidquam tribuunt collectioni de qua agitur. Scilicet hæc dicta sunt collegio apostolorum; sed sanctus Petrus erat saltem membrum istius collegii, nec tunc undecim erant ab eo dissentientes. Ergo etiam ipse partem suam habuit in istis promissionibus; seu potius isti duodecim sibi uniti et conjuncti, veramque unitatem constituentes, hæc promissa audierunt et acceperunt. Ergo ex talibus promissis nihil omnino sequitur concessum *tali* collectioni (id est a Romano Pontifice sejunctæ et dissentienti). Ergo unicum superest medium intelligendi omnes promissiones factas omnibus simul apostolis, scilicet: omnis potestas data est S. Petro, qui constitutus est princeps et caput collegii apostolici. Sed ipse Petrus nec poterat nec debebat totam Ecclesiam (per se solum) regere. Unde ipsi dati sunt quasi coadjutores, seu pastores animarum, nempe apostoli, seu Episcopi; qui sub ipso, ipsique subditi, subordinati, obsequentes, et munus ab ipso accipientes atque potestatem, speciales partes gregis pascerent et regerent, dum ipse remaneret pastor et rector universalis.

Porro jam potestatis subordinatione sic constituta ab ipso Christo, et expressa per textus ad solum Petrum respicientes, Christus deinde locutus est omnibus simul apostolis, ipsis promittens assistentiam et tradens potestatem sub sancto Petro exercendam, et hanc assistentiam reponens in eo quod nunquam permitteret scissionem membrorum a capite, seu dissensum collectionis Episcoporum a Summo Pontifice. Ergo sic remanet et remanere debet potestas plena et illæsa Summi Pontificis » (*Tractatus de Ecclesia*, auctore P. Martin, paucis exemplaribus autographice editus, p. 293).

Propositio III^a. — *Falsum etiam est istud adversariorum principium : « Infallibilis est Sedes apostolica, non vero Summus Pontifex in ea sedens.* — Fusius supra confutavimus (nempe parte II, sect. I, cap. IV) novellum istud systema, quo distinguitur Sedem Romanam inter et sedentem in ea, et quo infallibilitas sedi quidem tribuitur, non autem sedenti. Nihilominus hic etiam breviter quam inane sit palam faciemus.

1° Sedes, materialiter sumpta, id est, pro objecto materiali super quo sedetur, incapax est infallibilitatis, ut patet. De hoc sensu non agitur.

2° Vox sedes (prout et vox cathedra, thronus, tribunal) sumi potest et de facto sumitur *metaphorice* ad designandum *in abstracto*, sive potentiam sive excellentiam, sive alias qualitates et prærogativas certarum personarum. Sic, verbi gratia, phrasis hæc, *thronus Galliæ tale vel tale jus habet*, nihil aliud significat, quam hocce jus penes Galliæ regem residere; sed hoc significat abstrahendo ab hoc vel isto rege Galliæ; unde jus istud regium sic designatur *in abstracto*. Provenit autem metaphora, ex eo quod dictæ personæ suam potestatem exercere soleant in aliqua materiali sede vel throno sedentes.

Jam vero si Gallicani *Sedem apostolicam* in hoc sensu intelligant, absone infallibilitatem aliamve prærogativam illi sedi tribuunt, eam denegando Romano Pontifici. Nam sic in-

tellecta idem sonat ac *potestas papalis;* quæ per se, et quatenus sejuncta a Papa, mera est abstractio mentis, et ens rationis. Proinde *Sedes apostolica*, sic intellecta, nihil prorsus est nisi per sedentem. Igitur omnino fatuum est infallibilitatem aut quidquam aliud illi tribuere, et simul illud sedenti Romano Pontifici denegare. At neque ipsi Gallicani distinctionem suam, *sedis* et *sedentis*, in hoc absono sensu intelligunt, sed illam explicarunt juxta duplex sequens systema, videlicet :

3° Nonnulli per *Sedem apostolicam* intelligunt, non solum Romanum Pontificem, sed ipsum simul cum clero et fideli romanæ diœcesis populo; intelligunt scilicet *Romanam Ecclesiam*, quatenus Episcopo suo ac clero fidelique populo constantem. Et sic *sedem*, id est, totam illam Ecclesiam, a *sedente*, id est, a solo Romano Episcopo, distinguentes, infallibilitatem priori adscribunt, non posteriori. Seu aliis terminis, infallibilem concedunt Romanum Pontificem si fidem definiat ipsi assentiente clero ac fideli populo Romano; secus si ipse solus definiverit nec iste assensus accesserit. Porro ejusmodi systema falsum prorsus est et absonum.

Primo, notandum venit, hocce systemate gallicanos parum in praxi juvari. Nunquam enim definitiones fidei edit Romanus Pontifex, nisi assentiente Romano clero ac populo. Nimirum inauditum est majorem cleri et populi fidelis Romani partem non acquievisse quando Papa decretum aliquod fidei edidit. Præsertim, cum adversarii necessarium dumtaxat dicant assensum silentii, non autem exigant ut omnes Romanæ diœcesis clerici ac fideles simul cum Papa pronuntient, aut per expressum suum judicium papalem sententiam confirment.

Secundo systema istud manifestissime contradicit promissionibus Christi, tum personaliter ad Petrum, tum collective ad omnes simul apostolos directis. Etenim in evangelio quidem reperimus supremam potestatem Petro personaliter a Christo collatam fuisse hisce verbis : *Tu es Petrus et super*

hanc Petram ædificabo Ecclesiam meam... Pasce agnos meos, pasce oves meas... Tibi dabo claves... quidquid solveris... et tu confirma fratres tuos. Item reperimus supremam illam potestatem apostolorum collegio adscriptam fuisse, a Christo dicente : *Euntes docete... ecce ego vobiscum sum usque ad finem sæculi... Quidquid ligaveritis super terram*, etc. Quod autem Christus supremam potestatem ac infallibilitatem contulerit alicui turbæ, clero et populo Romanæ diœcesis constanti, nullum in Scripturis vestigium reperietur. Unde cum certum sit collatam a Christo fuisse supremam potestatem, tum Petro personaliter, tum omnibus apostolis quatenus Petro unitis et cum ipso decernentibus (quod de successoribus Romano Pontifice et Episcopis intelligendum est), vere somniarunt ac delirarunt, qui positam supremam potestatem excogitarunt in illa Romanorum clericorum ac fidelium turba.

Tertio, nec minus aperte dictum systema erroris convincitur ex œcumenicis conciliis. *Supremam* Romani Pontificis in universa Ecclesia potestatem agnovit Tridentina synodus. Florentina autem *plenam* eam definivit. Jam vero in dicto systemate, nec *supremam* nec *plenam* potestatem haberet Romanus Pontifex; sed illam supremam et plenam potestatem haberet nescio quis senatus, Romanis clericis et fidelibus constans. Nec dixerunt hujus fatui systematis inventores, num vocem decisivam in illo senatu tribuant etiam totius Romanæ diœceseos fœminis ac pueris. Sane, cum institutam a Christo Ecclesiam cum reipublicæ forma contenderent, satius senatum illum totius mundi Episcopis composuissent, prout Marcus Antonius de Dominis et similes hæretici. Horum enim systema, etsi certo falsum et hæreticum, aliquam tamen fundamenti umbram in Evangelio habet; nimirum in collectivis Christi promissionibus ad apostolorum collegium directis.

4° Alii autem Gallicani, cum Bossuetio, suam sedis et sedentis distinctionem ita explicant, ut per *sedem* intelligant

certam aliquam seriem sibi succedentium Romanorum Pontificum; per *sedentem* vero, unumquemque Pontificem singulariter sumptum. Et dicunt infallibilem quidem esse sedem, id est, Romanorum Pontificum seriem, non autem sedentem, id est, unumquemque Pontificem singulariter sumptum. Subtilitas ista Bossuetio senior non est. Imo licet ad eam confugerit Bossuetius, non ita tamen in ea constans hæret ut non adhibuerit etiam quandoque prius systema, in quo sedes intelligitur simul et conjunctim de Papa cleroque et fidelibus diœcesis Romanæ. Porro et istud Bossuetii inventum falsum est et absonum.

Primo enim non potuit Christus prærogativam infallibilitatis conferre seriei ut tali. Nam series, quatenus talis, est ens rationis ac mera abstractio. Est proinde cujuslibet actus incapax. Nimirum series, quatenus series, non potest loqui, nec definire; unde incapax est prærogativæ infallibilitatis. Igitur eo dumtaxat sensu intelligi posset infallibilitas seriei a Christo collata, quod promiserit Christus se non permissurum, ut major pars uniuscujusque seriei Pontificum erret in fide, licet nullum singulariter sumptum Romanum Pontificem infallibilem reddiderit. Porro,

Secundo, etiam sic intellecta Bossuetiana subtilitas, falsa prorsus est et absona, utpote quæ prorsus excluditur promissionibus Christi ad Petrum personaliter directis, videlicet : *Tu es Petrus et super hanc Petram... tibi dabo claves regni cœlorum... quodcumque solveris... Pasce agnos, pasce oves... confirma fratres tuos.* Enimvero prærogativæ istæ, vel intelligendæ sunt de solo Petro, ita ut post ejus mortem eum eo extinctæ fuerint, vel censendæ sunt ejus etiam successoribus a Christo, in persona beati Petri, collatæ. Si prius, infallibilitate ac suprema Ecclesiam universalem regendi potestate carebunt, non tantum singuli Romani Pontifices singulariter sumpti, sed etiam quælibet Romanorum Pontificum series. Si posterius, id est, si prærogativas istas, non soli Petro, sed simul legitimis ejus successoribus Christus contulerit, prout

Patres et concilia perpetuo docuerunt ac definierunt, tunc eadem omnino potestas Petro collata, censenda est simul concessa unicuique Romano Pontifici singulariter sumpto. Qui enim simpliciter et absque ulla restrictione potestatem aliquam dat alicui officiali, ac ipsius in eodem munere successoribus, hoc ipso eamdem omnino potestatem singulis in posterum eo munere functuris confert. Rem exemplo illustremus : si rex Titium alicujus provinciæ gubernatorem constituens, certam ipsi et successoribus ejus potestatem conferat, mortuo Titio, quilibet ejus pro tempore successor eamdem prorsus, qua Titius potiebatur, auctoritatem obtinebit. Derideretur sane ac pro mente capto haberetur, qui legitimo Titii successori diceret : Potestas Titio a rege collata, non jam penes te solum singulariter sumptum residet, sed penes totam aliquam successorum Titii *seriem*. Responderet ille : Cum rex eamdem quam Titio potestatem, ejus etiam successoribus contulerit, et ego sim legitimus Titii successor, non minorem nec diversam, sed parem ac eamdem prorsus auctoritatem nunc possideo. Ut autem magis res pateat, Bossuetianæ distinctionis propugnatorem sic alloquar : Negasne, Pio Papæ IX, in persona beati Petri collatam fuisse potestatem, quæ supra recitatis Christi verbis exprimitur? Si negas, ergo nec Pio IX, nec ulli Romanorum Pontificum seriei, competit infallibilitas aut suprema Ecclesiam universalem regendi potestas. Nam istæ prærogativæ prætendi non possunt nisi *jure successionis in munere Petri*, seu ex eo quod Christus eas simul Petro ac ejus successoribus contulerit. Si ergo eas non possideat Pius IX, unus e legitimis Petri successoribus, nullus Romanus Pontifex, nec ulla Romanorum Pontificum series eas possidebit. Si concedas, prout concedere tenetur quilibet catholicus, Pio IX, in persona beati Petri, collatam fuisse potestatem quæ dictis promissionibus exprimitur, ergo Pius IX singulariter sumptus, et quilibet Romanus Pontifex singulariter sumptus, ipsissimam obtinet *supremam* potestatem quam accepit Petrus; ac proinde ipsam

etiam potestatem causas fidei *supremo* judicio dirimendi, quæ secum fert infallibilitatis prærogativam.

Tertio. At quomodo non vidit Bossuetius novellam ipsius distinctionem cum œcumenicis conciliis adversa fronte pugnare? Cuinam, quæso, a Florentina generali synodo adscripta est *plena potestas universalem Ecclesiam pascendi, regendi ac gubernandi?* An *soli seriei* Romanorum Pontificum? Nondum natus tunc Bossuet, e cujus cerebro præclarus ille fœtus aliquando edendus erat. Nec novitatem illam suspicata est synodus, sed dictam *plenam* potestatem expresse definivit penes *Romanum Pontificem* residere. Item cuinam adscripsere Tridentini Patres *supremam* in universali Ecclesia potestatem? Sane non ulli *seriei* Romanorum Pontificum, sed simpliciter *Romano Pontifici*. Dum autem duo illa concilia Romano Pontifici potestatem adscribunt *plenam* et *supremam*, hoc ipso ei tribuunt potestatem decernendi de fide, quæ præcipua est, et sine qua Romanus Pontifex non haberet *plenam* et *supremam* in Ecclesia potestatem, sed inferiorem et minus principalem. Dictam vero potestatem habere nequit, nisi ei fidem definienti fideles omnes acquiescere et obedire teneantur; et nullus ei sic obedire teneretur nisi foret infallibilis. Unde Romano Pontifici adscribere plenam et supremam in Ecclesia potestatem, est hoc ipso eum infallibilem declarare. Igitur œcumenicis conciliis apertissime contradicit Bossuetiana distinctio.

Quarto. Si valeret subtilitas hæc, pari jure dici posset et deberet, non ipsam collectionem Episcoporum, quatenus constat ex Episcopis hic et nunc existentibus, esse infallibilem; sed dumtaxat *seriem et successionem* ejusmodi collectionis. Atqui tamen hoc falsum est. Hoc ipso enim destrueretur tota Ecclesiæ infallibilitas; quia jam nullus assignari valeret temporis articulus, in quo dici posset : *Collegium Episcoporum hic et nunc existentium est hic et nunc infallibile*. Et tamen de fide est, permanentem et continuam in Ecclesia residere infallibilitatem. Igitur quod somniavit Bossuetius de Romano Pontifice, videlicet unumquemque Romanum Pontificem scor-

sim sumptum infallibilem non esse, sed hac prærogativa pollere dumtaxat certam Romanorum Pontificum *seriem* seu *successionem*, pari jure applicari potest concilio œcumenico et cuilibet Episcoporum collectioni. Dici nempe poterit infallibilem non esse ullam Episcoporum congregationem seorsim sumptam, sed dumtaxat certam quamdam ejusmodi congregationum seriem.

Quinto tandem novum illud Bossuetii systema, mera fuit ac gratuita excogitatio, qua vir ille, politicus plus quam theologus, mihi videtur emollire voluisse cruditatem Gallicani systematis, quo simpliciter et omnino Romani Pontificis infallibilitas negabatur ; ne scilicet alioquin in istud systema damnationis sententia Romæ pronuntiaretur. Cæterum non edixit Bossuetius quot necesse sit Romanos Pontifices aliquid definire, ut definitio infallibilis evadat. Quid nempe si duo consecutivi Pontifices idem definiant? Quid si tres, si decem, si centum? Hoc oblitus est Bossuetius suprema sua auctoritate Gallicanos suos edocere.

CAPUT IX

DEMONSTRATUR ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITAS EX FALSIS CONSECTARIIS OPINIONIS OPPOSITÆ.

1um Consectarium falsum. — Posita opinione de Romani Pontificis fallibilitate, sequitur Episcopos singulos obligatos remanere ad obsequendum decretis Romani Pontificis, et simul eos ad id non obligari, quod contradictorium est. Et 1° quidem, quod decretis Romani Pontificis parere debeant (et quidem interne et ex animo) fideles omnes ac singuli etiam Episcopi, ab ipsismet adversariis conceditur. Sic declaravit Parisiensis Facultas : « Nec minus certum unum esse jure divino summum in Ecclesia Christi militante Pontificem, cui *omnes christiani parere tenentur* » (apud d'Argentré, *Collectio judiciorum*, tomi II parte I, pag. 323, Parisiis, 1728). Et alibi

ejusdem Facultatis doctores Romanum Pontificem esse dicunt, *cui plenitudo potestatis a Christo data sit, cui omnes utriusque sexus obedire, cujus decreta venerari et pro se quisque tueri et observare teneantur* (ibid., pag. 194). Et auctor Gallicanus Tournely sic habet : *Tenentur fideles Pontificum de fide constitutionibus acquiescere, etiam mentis obsequio, quanquam nondum constet de acceptatione ac consensu Ecclesiarum* (citatus in *Cursu theologico* Migne, tomo V, col. 1147). Deberi ab omnibus christianis atque a singulis etiam Episcopis veram Pontificiis definitionibus obedientiam, ita palam profitentur Gallicani, ut injuriam summam ducerent, si quis ipsis contrariam ac damnatam Jansenistarum opinionem adscriberet. 2° Aliunde tamen, posita Romani Pontificis fallibilitate, non tenerentur singuli Episcopi ejus circa fidem decretis obedire. Illi enim ad id non obligantur, a quorum acceptatione decreta illa totum suum robur et obligandi vim recipiunt. Atqui, in systemate de Papa fallibili, robur suum trahunt decreta hæc ab Episcoporum judicio et acceptatione; prout expresse declarat ultimus e quatuor famosis articulis anni 1682, his verbis : *nec tamen irreformabile esse judicium* (Romani Pontificis), *nisi Ecclesiæ consensus accesserit*. Igitur ex Gallicana opinione de Papa fallibili, sequitur ineluctabilis contradictio hæc : singuli Episcopi tenentur simul et non tenentur definitis a Papa obsequi.

II^um^ Consectarium falsum. — Si Papa errorem toti Ecclesiæ credendum juberet (prout contingere potest si sit fallibilis), vel tota Ecclesia obediret et errorem profiteretur, vel Episcopi contradicerent, et sic veram fidem in Ecclesia conservarent. Atqui utrumque absurdum est. Prius quidem, quia tunc perimeretur vera Christi Ecclesia, et portæ inferi contra eam prævalerent, quod nunquam eventurum promisit Christus. At posterius etiam absurdum est. Etenim absonum est Romanum Pontificem a Christo ita constitutum fuisse *fundamentum*, ut ædificium possit contra istud fundamentum consurgere; et ita constitutum fuisse *pastorem*, ut grex jure valeat

ei resistere; et ita constitutum fuisse fratrum *confirmatorem*, ut fratres ab ipso confirmandi, lapsum eum erigere debeant; et ita donatum fuisse *plena* et *suprema* universalem Ecclesiam regendi potestate, ut subditi gubernium ipsi eripere possint ac debeant. Nimirum si contingere possit, ut Episcopi jure resistant Sedi apostolicæ, sub prætextu quod errorem definierit, jam non sanum sed vesanum sensum habent (quod dicere blasphemum est) tum evangelica Christi verba, tum œcumenicorum conciliorum definitiones, tum perpetua Patrum traditio.

III^{um} Consectarium falsum. — Sequeretur Romanum Pontificem non esse catholicæ unitatis centrum, quod est contra fidem. Etenim posito quod Summus Pontifex errorem doceret, et tota Episcoporum collectio ipsi adversaretur, jam non Episcopi cum Romano Pontifice convenire deberent, sed potius deberet Romanus Pontifex cum Episcopis in doctrina convenire. Proinde tunc Romanus Pontifex, nedum esset unitatis centrum, ne contineretur quidem in unitate. Præterea nullum tunc remaneret unitatis centrum. Nam unitatis centrum non esset ipsa Episcoporum collectio. Episcopi siquidem, utpote ab invicem independentes, indigent et ipsi aliquo unitatis centro, ne oriantur scissiones, collisiones et schismata. Ergo nequeunt esse sibimetipsis unitatis centrum; sed ille solus unitatis centrum esse potest, a quo cæteri omnes dependeant et cum quo in fide ac doctrina convenire teneantur. Talis autem jam non foret Romanus Pontifex, ut dictum est; sed nec ullus ex aliis Episcopis, utpote a quo cæteri Episcopi independentes sunt: ergo nullum omnino existeret unitatis centrum.

IV^{um} Consectarium falsum. — Sequeretur Ecclesiam a Christo constitutam non fuisse cum forma monarchica; quod erroneum est et contra fidem. Etenim ibi non est monarchia proprie dicta, ubi magnatum senatus seu collegium jure potest, imo et debet duci suo resistere, ipsius potestatem coercere, ac etiam in ipsum activam suam potestatem exercere. Tunc

scilicet non existit monarchia, sed vel democratia, vel ad summum aristocratia. Porro talis foret Ecclesiæ constitutio, data Romani Pontificis fallibilitate. Nam erranti Romano Pontifici, et erroneæ definitioni suæ obsequium præscribenti, jure possent Episcopi, imo et deberent resistere. Possent scilicet ac deberent opportunis mediis et totis viribus impedire, ne Romani Pontificis jussioni diœceses sese submitterent; imo si aliter a populis arceri non valeret perversionis periculum, jure possent ac deberent coactionem contra Romanum Pontificem adhibere, ac eum carceri tradere, postulato ad id, si opus foret, brachii sæcularis auxilio. Igitur admissa Romani Pontificis fallibilitate, neganda prorsus venit monarchica Ecclesiæ forma, quæ tamen certa est et de fide.

V^um^ Consectarium falsum. — Sequeretur legitime appellari posse a definitione Romani Pontificis ad futurum concilium generale, vel ad Ecclesiam dispersam seu ad Episcoporum hic et nunc existentium consensum; quæ appellatio prorsus illicita est ac reprobanda, prout illam ipsi etiam Gallicani (ii nempe qui usque ad Jansenismum non progrediuntur) reprobant et pro damnata habent. Quod revera sequatur ejusmodi appellationis legitimitas, patet : appellare siquidem licet, semperque licebit, ab auctoritate fallibili et inferiori ad auctoritatem superiorem et infallibilem. Porro in Gallicano systemate, fallibilis prætenditur Romanus Pontifex; infallibilis vero, et hoc ipso Pontificiæ auctoritati superior, synodus generalis necnon Episcoporum dispersorum consensus. Igitur si verum foret istud systema, invicte sequeretur dictæ appellationis legitimitas. Aliunde tamen certo prava est ac illegitima. Nam appellatio *ad futurum concilium*, pluries a Romanis Pontificibus damnata fuit, et præsertim per constitutionem *Unigenitus;* cui multiplici damnationi jamdudum accessit universalis Ecclesiæ consensus; ita ut, ex principiis etiam Gallicani systematis, pro illegitima prorsus ac damnabili habenda sit appellatio ad futurum concilium. Et de facto pro injuria ducerent Gallicani, si eos vocaremus *appellantes;* quo no-

mine dicti sunt Jansenistæ, qui a præfata constitutione *Unigenitus* ad futurum concilium appellarunt. Sed nec minus prava censenda est appellatio ad Ecclesiam dispersam seu *ad Episcoporum consensum*. Nam ratio cur damnata est appellatio ad futurum concilium hæc fuit : quod scilicet per talem appellationem interverteretur ordo hierarchiæ ecclesiasticæ et debita Romano Pontifici subjectio, prout expresse declaratur in præfatis constitutionibus. Porro appellatio ad Ecclesiam dispersam seu ad Episcoporum consensum eamdem omnino continet ecclesiasticæ hierarchiæ et debitæ Romano Pontifici subjectionis subversionem. Ergo non minus prava, damnabilis ac detestabilis est quam appellatio ad futurum concilium. — Nec dicas, merito damnari potuisse appellantes ad futurum concilium, quia generales synodi adeo raræ sunt, ut ad eas appellare, idem sit practice ac appellare ad calendas græcas, id est omnem auctoritatem eludere : hoc autem vitio non laborare appellationem ad Episcoporum hic et nunc existentium consensum. — *Respondeo :* Non ob hanc præcise rationem damnata fuit appellatio ad futurum concilium; sed quia subvertit ecclesiasticæ hierarchiæ ordinem et debitam Romano Pontifici subjectionem. Quæ sane pravitas tota quanta involvitur in appellatione ad dispersos Episcopos. Neque in hoc ipsimet Gallicani a nobis dissentiunt ; sed utramque appellationem æque detestantur ac damnatam profitentur. In hoc prorsus cæcutiunt, quod non videant, ejusmodi appellationem pro legitima prorsus ac ordinata habendam esse, si Papa in edendis fidei decretis fallibilis sit.

VI^{um} CONSECTARIUM FALSUM. — Destrueretur Ecclesiæ unitas. Etenim Ecclesiæ unitas quoad fidem in eo consistit quod fideles omnes unam fidem, eamque veram profiteantur. Quæ unitas facti stare nequit, nisi in Ecclesia existat etiam unitas juris, id est, aliquod principium a quo unitas facti jugiter et efficaciter producatur et conservetur. Nisi enim existeret ejusmodi causa seu principium unitatem fidei producens, mox Christi fideles, pro sua fallibilitate et ingeniorum va-

rietate, in varias doctrinas erroneasque opiniones scinderentur, ut nimium experientia constat. Jam vero nisi unitas juris, seu causa unitatem facti producens, sit ipsemet Romanus Pontifex infallibiliter docens, nulla prorsus existet; ac proinde actum erit de unitate Ecclesiæ. Quod sic probatur : si qua foret alia, præter Romanum Pontificem infallibiliter docentem, causa unitatem fidei producens, esset, vel inspiratio immediata Spiritus Sancti quæ fideles in vera fide sufficienter contineret, vel Episcopi quatenus in propriis diœcesibus singuli docentes, vel iidem Episcopi quatenus congregati et collegialiter docentes, seu concilium œcumenicum. Atqui nullum ex his dici potest. 1° Quod voluerit Deus veræ fidei unitatem producere ac conservare per privatas Spiritus Sancti inspirationes, unicuique factas, est fatuum et damnatum protestantium systema, cujus falsitatem experientia quisque sua testari potest ; cum quisque sciat sibi non fieri ejusmodi revelationes seu inspirationes, quibus certo dignoscat credendos fidei articulos. 2° Sed neque possunt Episcopi, quatenus in sua quisque diœcesi docentes, fidei unitatem producere ac retinere. Cum enim ipsimet singulariter sumpti fallibiles sint ac numero plures et ab invicem independentes, errare procul dubio possunt ; et nisi per superiorem fidei normam, cui teneatur quisque obsequi, in vera fide retineantur, mox scindentur in plurimas doctrinæ varietates, ac inter ipsos hæreses ac schismata pullulabunt. 3° Tandem neque generale concilium, quale haberi posset si Papa non foret infallibilis, sufficiens est unitatis principium. Nam certum quidem est errare non posse concilium generale, quando unitur capiti suo Romano Pontifici, et simul cum capite suo decernit ac judicat. Si vero a capite suo scindatur et contra judicium capitis sui Romani Pontificis pronuntiet, nedum constet de ipsius infallibilitate, pro nulla constanter ejus auctoritas habita est, ut constat ex historia ecclesiastica. Jam vero, cum Papa supponatur fallibilis, contingere poterit, non tantum ut hæresim doceat, sed etiam respuat et condemnet

quemlibet Episcoporum cœtum seu conventum qui vellet ipsius hæresi obsistere. Porro tunc ubinam, quæso, reperies sufficiens remedium, seu sufficiens unitatis principium? Illud sane non reperies in hocce concilio acephalo, quod contra Papam et absque Papa tanquam præside celebraretur. Nam quod tale concilium infallibile sit, nequaquam probari potest ex textu evangelico. Equidem apostolorum collegio infallibitatem promisit Christus dicendo, *Euntes docete... ecce ego vobiscum sum... Quodcumque solveritis...* ; sed in isto collegio aderat Petrus tanquam caput. Unde concludi dumtaxat potest infallibilitas quoad Episcoporum collegium cui præest Papa. At concilio acephalo, neque ex Scriptura sacra, neque ex Patrum traditione aut Ecclesiæ praxi adscribi potest infallibilitatis prærogativa. Igitur si semel fallibilem supponas Romanum Pontificem, poterit is erroneam fidem docere ac definire; et simul, sese denegando tanquam præsidem, poterit impedire ne ullum celebretur concilium infallibilitate certo pollens. Et tunc neque Papa infallibilis erit, neque haberi poterit concilium infallibile. Proinde nullum existet in Ecclesia principium, fidei unitatem efficaciter producens ac retinens; et actum erit de unitate fidei.

VII^um^ Consectarium falsum. — Sequitur schisma esse licitum, imo et ex obligatione faciendum. Schisma enim in eo consistit, quod quis pertinaciter contradicat, opponatur ac rebellis fiat Ecclesiæ pastoribus, ac præsertim Romano Pontifici. Hoc ipso enim scindit seipsum ac separat a corpore Ecclesiæ, quod esse nequit absque capite suo Romano Pontifice. Jam vero semel admissa Papæ fallibilitate, contingere potest ut errorem doceat, ac tenendum præscribat. Tunc vero Episcopi, immo et quique fideles, errorem istum perspicientes, legitime poterunt ipsi contradicere, reluctari ac obedientiam denegare : immo ad id tenebuntur, cum non liceat erroneam fidem amplecti ac profiteri. Igitur legitime poterunt, imo debebunt, seipsos separare ab Ecclesiæ capite, et a cæteris qui huic capiti adhærent. Unde ex semel posita fallibilitate

Papæ, invicte sequitur schismatis legitimitas, imo et obligatio.

VIII[um] Consectarium falsum. — Doctrina de Papa fallibili, incertam reddit christianorum fidem. Enimvero post editam a Romano Pontifice definitionem, cum erronea esse possit, non debent fideles statim ei ex animo adhærere; sed expectare donec Episcopi per orbem dispersi consenserint. Interea vero debebit quisque assensum suspendere et anceps hærere. Aliunde autem utrum et quando sufficienter consenserint Episcopi, fidelibus certe constare nequit. Exceptis igitur iis fidelibus, qui alicujus œcumenici concilii coævi sunt, cæterorum (id est fere omnium, cum tam raro celebrentur generales synodi) fides incerta remanere debebit.

CAPUT X

DE OBJECTO INFALLIBILITATIS ROMANI PONTIFICIS, SEU AD QUASNAM MATERIAS PRÆROGATIVA HÆC SESE EXTENDAT (REMISSIVE).

Eadem prorsus est quæstio ista de *objecto* infallibilitatis, sive agatur de infallibilitate Romani Pontificis, sive de infallibilitate concilii œcumenici, sive de infallibilitate Ecclesiæ. Cum autem in tractatu *de Ecclesia* expendi soleat quænam infallibiliter definiri possint vel non possint *a suprema Ecclesiæ auctoritate*, ideo ad hunc tractatum remittimus. Certum nempe supremam et infallibilem Ecclesiæ auctoritatem penes Romanum Pontificem residere, ut probavimus. Proinde conclusiones de objecto seu competentia *infallibilis Ecclesiæ auctoritatis* applicandæ sunt infallibili auctoritati Romani Pontificis. Ejusmodi conclusionum hic indicem dumtaxat subjiciemus. Et deinde adnotabimus nunquam definienti Romano Pontifici legitime denegari posse obsequium sub prætextu quod competentiam suam excesserit, id est, de materia

ipsius infallibilitatis prærogativæ non subjecta pronuntiaverit.

I. *Index conclusionum de objecto infallibilitatis Ecclesiæ.* — Eas desumimus e sæpe citato eximio tractatu patris Martin Societatis Jesu : « Auctoritas Ecclesiæ pro objecto sibi proprio habet fidem, mores et disciplinam.—Quidquid in Veteri et Novo Testamento scriptum est, et quidquid traditione tanquam a Christo revelatum transmissum est, est objectum auctoritatis Ecclesiæ. — Lex naturalis est etiam objectum auctoritatis Ecclesiæ. — Auctoritas Ecclesiæ est stricte circa fidem, mores et disciplinam generalem infallibilis. — Auctoritas Ecclesiæ est judex in propria causa —Auctoritas Ecclesiæ est judex et solus arbiter eorum omnium quæ ad seipsam pertinent. — Auctoritas Ecclesiæ est infallibilis circa facta dogmatica — Et in sanctorum canonizatione — Et in approbatione ordinum religiosorum — Et in damnando propositiones in globo — Et in definienda authenticitate talis vel talis versionis Scripturæ sacræ — Et in judicio de orthodoxia librorum — Et in fidei formulis — Et in damnando propositiones æquivocas, quin distinguat verum sensum a falso. »

II. *Romano Pontifici ex cathedra definienti nunquam legitime denegari potest obsequium sub prætextu incompetentiæ quoad rem definitam.* — Nam Romanus Pontifex infallibilis est circa dogma; atqui si falso definiret rem circa quam competens non foret, non esset infallibilis circa dogma. Nam hoc ipso quod aliquid definiat et credendum præcipiat, hoc ipso simul definit et credendam præcipit competentiam suam quoad rem definitam. Alioquin perinde esset ac si diceret : Definio, id est certo veram pronuntio talem propositionem, et credendam præcipio; sed non definio, nec credendum præcipio me esse competentem quoad propositionem illam; ita ut licite quisque propugnare valeat me errasse ex defectu competentiæ. Sane Pontifex qui sic definiret, revera nihil definiret nec credendum præciperet. Ergo quælibet definitio ex cathedra, simul

et necessario præsupponit et involvit definitionem istam : *Competens sum quoad rem definitam, et hanc competentiam meam credendam præcipio.* Porro quod Papa, ex institutione Christi, *sit necne judex competens quoad talem materiam*, est quid ad dogma pertinens, ut patet. Ergo, quidquid definiat Papa, hoc ipso simul et necessario definit dogma. Ergo si erraret in aliqua definitione, erraret circa dogma. Ergo stante ipsius infallibilitate circa dogma, impossibile est ipsum errare in aliqua definitione. Ergo impossibile est ipsum errare ex defectu competentiæ. Ergo nequit unquam contingere ut excedat competentiam suam. Ergo Romano Pontifici ex cathedra definienti nunquam legitime denegari potest obsequium sub prætextu incompetentiæ.

Hinc absone quis obsequium Pontificiæ definitioni denegaret, sub prætextu quod propositio definita non sit pars dogmatis seu revelationis, sed objectum proprium alicujus scientiæ naturalis, verbi gratia, philosophiæ, physices, matheseos, historiæ, etc. Nam, ex dictis, contingere nequit ut Papa definiens ex cathedra competentiam suam excedat. Igitur quod definivit, definivit competenter; ergo infallibiliter. Nimirum ex facto definitionis concludenda et credenda definientis competentia.

Objicies. — Sequeretur credendam definitionem etiam in casu quo Papa competentiam suam revera excederet. — Negatur casus.

SECTIO IV

EXPENDITUR QUÆSTIO PRACTICE

Practicam de Romani Pontificis infallibilitate quæstionem hic vocamus varia quæsita, praxim spectantia, videlicet : 1° An liceat privatis doctoribus ac scriptoribus opinioni de fallibilitate Papæ notas theologicas inurere : 2° An liceat dictam opinionem amplecti ac propugnare; vel saltem illam asserere in scholis catholicis *liberam* ac *licitam :* 3° An et quatenus liceat in sacramento pœnitentiæ absolvere professores illos, scriptoresve aut alios qui Gallicanam de fallibilitate Papæ opinionem tenent et defendunt : 4° An in iis clericorum congregationibus, in quibus plures licitam docent Gallicanam de fallibilitate Papæ opinionem, securi merito esse valeant professores contrarium sentientes, dummodo illicitam eamdem sententiam ipsi aperte doceant : 5° An Episcopo competat potestas prohibendi ne diœcesis suæ clerici teneant defendantve præfatam opinionem; et an ei incumbat ita prohibendi obligatio.

CAPUT I

AN PRIVATIS DOCTORIBUS SCRIPTORIBUSVE LICEAT OPINIONI DE FALLIBILITATE PAPÆ NOTAS THEOLOGICAS INURERE.

Propositio I^a^. — *Quando duplex sententia opposita inter doctores catholicos controvertitur, et Sedes apostolica, haud ignara*

controversiæ, neutram adhuc reprobavit, non licet ulli privato sententiæ ab ipso impugnatæ ullam notam theologicam inurere. — Etenim, juxta adagium *nemo malus nisi probetur*, non licet ullum hominem alicujus pravitatis reum asserere, nisi sufficienter constet de illa pravitate. Porro in præsenti hypothesi, notam thelogicam inurens, adversarios pravitatis reos facit antequam de pravitate illa sufficienter constet. Primo, reos pravitatis asserit : nam inurendo notam hæreseos, vel schismatis, vel erroris, vel scandali, etc., hoc ipso adversarios asserit hæreticos, vel schismaticos, vel errantes, vel scandalosos, etc. Secundo, de asserta illa pravitate sufficienter non constat : nam hoc ipso quod res inter catholicos doctores controvertatur, et Sedes apostolica utramque sententiam toleret, neutrius adhuc excluditur probabilitas; et stante illa probabilitate, de neutrius pravitate sufficienter constat. Imo Sedes apostolica, utramque scienter tolerando, hoc ipso implicite jus confirmat utramque libere sustinendi; et hoc absque ulla culpa fieri posse, donec ipsa definierit, æquivalenter judicat et declarat. Igitur qui notis theologicis adversarios percellit, in præsumptionem impingit, charitatem lædit, violat justitiam, implicito Sedis apostolicæ judicio ac præcepto debitam subjectionem denegat.

Hinc multoties commonuit ac præcepit Sedes apostolica, ne in hypothesi controversæ in scholis catholicis opinionis de qua nondum pronuntiaverit suprema Ecclesiæ auctoritas, ullus auderet in alterutram sententiam theologicas notas intorquere.

Imo nec ipsis Episcopis, aut conciliis particularibus fas est litem dirimere, et alterutram sententiam proscribere, cum id ad supremum judicem controversiarum pertineat; prout inter alios docet Benedictus XIV (*de Synodo diœcesana*).

Propositio IIª. — *Quando Sedes apostolica reprobavit opinionem aliquam, etsi nullam ei notam theologicam inurendo, licitum est privatis doctoribus non tantum eamdem opinionem tanquam certo falsam impugnare, sed etiam hac vel illa nota*

theologica eam dignam asserere ac propugnare. — Contingere potest ut Sedes apostolica opinionem aliquam reprobet, ac simul, ex prudenti œconomia, ab ulla eidem inurenda nota theologica pro tempore abstinendum existimet. Si quis error, verbi gratia, jam late in aliqua regione diffusus fuerit, ita ut quamplurimi de clero ei pertinaciter adhæreant, potentesque de sæculo patrocinentur, etsi errorem illum Sedes apostolica pro certa hæresi vel certo schismate habeat, merito timere potest ne adhærentes, si hæretici vel schismatici statim declarentur, definitioni sese subjicere renuant, sicque seipsos ab Ecclesia catholica scindendo, misere pereant et regionem aliquam magna ex parte secum in interitum trahant. Quod si tunc Sedes apostolica errorem condemnet ac reprobet absque ulla nota theologica, etsi errantes non resipiscant, non tamen ideo fiunt formaliter hæretici aut schismatici, nec ab Ecclesia resecantur. Imo contingere potest, ob alte infixa præjudicia, ut bona fide sibi persuadeant non teneri se ad deserendam opinionem a Summo Pontifice sic reprobatam. Et tunc ratione hujus bonæ fidei a formali etiam culpa immunes esse poterunt et in sacramento pœnitentiæ absolvi. Utilissima nihilominus erit simplex reprobatio absque notis; nam ea semel prolata, ex errantibus alii atque alii paulatim ad saniora reducentur, ita ut aliquando ad notas theologicas deveniri possit, absque animarum periculo.

Hic porro supponimus aliquam ejusmodi opinionem, reprobatam quidem a Sede apostolica, sed absque notis theologicis; et quæstio est an privatis doctoribus scriptoribusve liceat, tali opinioni notas inurere? Prorsus licere dicendum est. Etenim, cum jam, ex hypothesi, opinio illa sit damnata ac reprobata, non est de iis quæ libere in scholis catholicis controverti possunt; sed debent catholici omnes in ea explodenda conniti. Proinde non est de iis quas prohibuit Sedes apostolica notis percellere. Aliunde quod privatus doctor tali opinioni notam inurat qua dignam eam existimat, nullum rei catholicæ detrimentum infert. Nam ex eo quod privatus

doctor, quantavis auctoritate pollens, opinionem illam hæreticam, verbi gratia, pronuntiet, non sequitur formaliter hæreticos effici qui eam sustinent, prout sequeretur si hoc ipsum pronuntiasset Sedes apostolica. Sequitur tantum hanc esse opinionem illius privati doctoris. Quam proferendo, nedum noceat, prodest econtra, præsertim si magna sit ejus doctrinalis auctoritas; quia sic a reprobata illa opinione multi efficacius deterrentur. Unde nulla est ratio cur privatis doctoribus non liceat ejusmodi opinionibus falsis et a Sede apostolica reprobatis theologicas notas inurere. Quod etiam praxi optime confirmatur. Id enim peragere consueverunt doctores catholici probatissimi, ut paulo infra videbimus, quin eis unquam Sedes apostolica crimini vertendum duxerit.

Propositio IIIª. — *Opinionem de fallibilitate Papæ in decretis fidei multoties Sedes apostolica reprobavit, etsi eidem, prout exprimitur in declaratione Gallicana anni 1682, nondum ullam notam theologicam inusserit.* — Id supra probavimus toto capite XIII sectionis secundæ. Diximus *prout exprimitur in 4 gallicanis articulis;* quia sub hac formula *Ecclesia Romæ errare potest*, jamdudum damnata est ut *hæretica*, prout etiam loco citato probatum est.

Propositio IVª. — *Licitum est privatis doctoribus sive scriptoribus notas theologicas inurere opinioni de fallibilitate Papæ.* — Sequitur ex præcedentibus. Nam, ex propositione tertia, opinio hæc a Sede apostolica reprobata fuit. Aliunde ex propositione secunda, licitum est opinionibus ab apostolica Sede reprobatis notas theologicas inurere. Ergo hoc eis licitum quoad dictam de Papa fallibili opinionem.

Propositio Vª. — *De facto multi doctores catholici opinioni de fallibilitate Papæ notas theologicas inusserunt.*

Prænotandum. — Qui Romani Pontificis inerrantiam in decretis fidei defendunt tanquam *omnino certam et tenendam*, æquivalenter contrariam opinionem pronuntiant *erroneam*. Sed hos si vellemus adducere, recensendi forent totius fere orbis doctores catholici. Unde hic citabimus dumtaxat eos

qui *expressis terminis* notas dictæ opinioni inusserunt. Ex aliis tamen unum aut alterum in antecessum et in specimen citabimus. Sic habet, verbi gratia, Zaccaria, in *Antifebronio vindicato*, dissert. V, cap. VI, n. 10 : « Illud vero quod sæpe inculcat (Febronius), nostram sententiam, de Romani Pontificis infallibilitate, ut quæ nonnisi *ad opiniones scholæ* pertineat, nullam habere in Ecclesia practicam utilitatem, *perridiculum est*. Opinio scholæ est, nempe ut fidei dogma credenda a fidelibus omnibus nondum proposita fuit ; verum opinio est ex fine ac ratione primatus invicta argumentandi ratione collecta : opinio est *certa, Christi pollicitatione* firmata : ... opinio est quam Patrum traditio confirmat, oppositæ sententiæ novitas extollit, dogmatum quæ adversarii tradunt conflictus commendat : opinio est quam sapientiores ex Gallicana Ecclesia præsules ita venerantur ut ad eam, quoad interpretando efficere possunt, coactam illam extortamque cleri Gallicani declarationem admovere conentur ; quam vel ipsi Gallicani Episcopi ab exteris gentibus prope ut *revelatam veritatem* agnosci fatentur ; quam denique *credendis fidei decretis accenseri* prudens quædam Romanæ Sedis vetat œconomia. Hanc enimvero quid opinionem appello? Febronius hoc si lubet nomine utatur : *mihi profecto non licet :* sententia est *quam certissima.* »

Lovaniensis Facultas, anno 1544, inter 32 articulos contra Lutherum editos, ita pronuntiavit articulo 25 : « *Certa fide tenenda* sunt, non solum quæ Scripturis expresse sunt prodita, sed etiam quæ definita sunt super fidei et morum negotiis *per cathedram Petri*, vel per concilia generalia legitime congregata. »

Sanctus Thomas : « Ad illius ergo auctoritatem pertinet editio symboli, ad cujus auctoritatem pertinet *finaliter determinare ea quæ sunt fidei, ut ab omnibus inconcussa fide teneantur :* hoc autem pertinet ad auctoritatem Summi Pontificis » (*Summa*, IIª IIæ, q. I, art. 10). Qui docet definitiones Papæ esse *inconcussa fide tenendas*, hoc ipso æquivalenter docet Papam in eis

definitionibus infallibilem, et contrariam opinionem erroneam et fidei contrariam.

CLEMENS PAPA VI, in litteris suis ad Patriarcham Armenorum, XI decembris 1351, exigit ut dictus Patriarcha affirmative respondeat ad hancce interrogationem : « Si credidisti et adhuc credis, solum Romanum Pontificem, dubiis emergentibus circa fidem catholicam, posse per determinationem authenticam, cui sit inviolabiliter adhærendum, finem imponere; et esse verum et catholicum quidquid ipse, auctoritate clavium sibi traditarum a Christo, determinat esse verum ; et quod determinat esse falsum et hæreticum, falsum et hæreticum sit censendum » (apud Raynaldum, ad annum 1351). Hac agendi ratione, etsi non expressis terminis, æquivalenter tamen laudatus Pontifex, opinionem de fallibilitate Papæ declarabat erroneam, imo et hæreticam.

Hos vero qui æquivalenter dumtaxat notas inusserunt, ad firmandam præsentem propositionem non allegamus, sed eos solos qui notas theologicas *expressis terminis* adhibuerunt. Quorum scilicet præcipui sunt sequentes :

BELLARMINUS — primum ita scripserat : « Secunda sententia est Pontificem, etiam ut Pontificem, posse esse hæreticum et hæresim docere... Ex his quatuor sententiis..., secunda *non est proprie hæretica ;* nam adhuc videmus ab Ecclesia tolerari : tamen videtur *omnino erronea et hæresi proxima* » (*de Summo Pontifice*, libro IV, capite II).

Postea emendavit hanc affirmationem, *non est proprie hæretica*, ut ei substitueret, *se non audere* eam plane hæreticam judicare. En ipsius verba : « Eodem libro et capite, § ultimo, « ubi dicimus : sententiam illorum qui docent infallibilitatem « judicii non esse penes Papam, sed penes concilium generale, « *non esse plane hæreticam, sed erroneam et hæresi proximam :* « rectius dicemus, *nos non audere* eam sententiam plane hæ- « reticam judicare ; quoniam qui sententiam illam sequuntur, « neque ab Ecclesia ipsi damnati, neque libri eorum prohi- « biti unquam fuerunt ; videri tamen nobis ita manifeste er-

« roneam, ut merito possit Ecclesiæ judicio hæretica decla-« rari « (*Recognitiones* Bellarmini, initio primi voluminis, positæ in editione Pragensi anni 1721, numero 28).

In citato libro IV, capite II tractatus sui *de Romano Pontifice*, ita primum scripserat idem Bellarminus : « Quarta « sententia est..., Pontificem non posse ullo modo definire « aliquid hæreticum a tota Ecclesia credendum. Hæc est com-« munissima *opinio* fere omnium catholicorum. »

Postea vero vocem illam *opinio* qua perperam usus erat, correxit hoc modo : « Ubi dicitur : Hæc est communissima « *opinio* fere omnium catholicorum : rectius dictum fuisset : « hæc est communissima *sententia*. Opinio enim incertitudi-« nem habet. Eam vero sententiam certam esse credimus, at-« que ut talem in sequenti capite defendimus » (*Recognitiones*, numero 27).

Ergo Bellarminus opinionem de Romani Pontificis ex cathedra fidem docentis fallibilitate pronuntiavit *manifeste erroneam et hæresi proximam ;* ac insuper eamdem quoad se seu *materialiter* spectatam, judicavit *hæreticam*, siquidem censuit eam Ecclesiæ judicio posse *hæreticam declarari*. Non enim potest Ecclesia *hæreticum* declarare, nisi quod jam est revera in se ac materialiter hæreticum.

Suarez. — « *Veritas catholica est*, Pontificem definientem ex cathedra esse regulam fidei, quæ errare non potest quando aliquid authentice proponit universæ Ecclesiæ tanquam de fide divina credendum. Ita docent hoc tempore *omnes* catholici doctores. Et censeo esse rem *de fide certam* » (tractatu *De fide*, disputatione V, sectione VIII, n. 4).

« Ausus est dictus Rogerus respondere, non esse de fide certum, Pontificem definientem sine concilio generali non posse errare. Sed est responsio, non solum nimis *temeraria*, sed etiam *erronea :* nam licet olim fortasse aliqui doctores catholici (*alludit ad Gersonem et alios tempore concilii Constantiensis*) sine pertinacia in hoc dubitaverint vel erraverint, jam vero tam est constans Ecclesiæ consensus, et catholico-

rum scriptorùm concors de hac veritate sententia, ut eam *in dubium revocare nullomodo liceat* » (*De fide*, libro III, disputatione XX, sectione III, n. 22).

Thomas Stapletonus (controvorsia III de primario subjecto potestatis ecclesiasticæ, quæstioné IV — tomo XX Bibliothecæ Rocaberti, pag. 84) : « Vera sententia est Romanum Pontificem..., ut publica persona est, id est, quando de fide consultus ex officio respondet et decernit, hæreticum dogma nec unquam hactenus tradidisse, nec tradere posse... Et contrarium sustinere esset assertio *erronea*, *scandalosa* et *offensiva*, etsi *fortasse non hæretica*. Est nunc recepta et *communis*. » Et paulo post de theologis contrarium sentientibus, ita pronuntiat : « Hos autem viros, ut hæresis arguere non velim, ita profecto *ignorantiæ* et *temeritatis* excusari non possunt, maxime posteriores isti. » Per istos *posteriores* intelligit Alphonsum de Castro et Adrianum VI.

Sanctus Antoninus, — loquendo de Pontificiis decretis circa fidem aut mores : « In talibus dicendum est, quod licet absolute, pensatis solis personis Papæ et Cardinalium, Papa cum ipsis possit errare, supposita tamen divina providentia, et Spiritum Sanctum loqui per Ecclesiam, credendum est Papam non posse errare... Et dicere quod in hujusmodi Papa erraret, *esset hæreticum* » (*Summa*, parte III, titulo 12, cap. VIII, § 2, tomo III, pagina 541, edit. Veronæ, 1740). Non me fugit difficultatem facere quosdam alios ejusdem sancti Antonini textus; certum tamem remanet ibi ab ipso *hæreticam* dictam fuisse opinionem de Romani Pontificis fallibilitate.

Beatus Augustinus Triumphus. — Fuit is sanctorum Thomæ et Bonaventuræ discipulus, ac postmodum in Academia Parisiensi doctor ac professor. Loquens de Romani Pontificis determinationibus circa fidem, sic habet : « Post cujus determinationem, *hæreticum esset* contrarium pertinaciter asserere » (de Potestate ecclesiastica, quæstione X, art. 5).

Duacensis Facultas, — in epistola ad Ludovicum XIV, de-

clarat doctrinam de fallibilitate Papæ semper in ea regione a catholicis habitam fuisse pro *erronea* et *schismatica* (vide illam epistolam supra, sectione I, capite XII, § 2).

CENSORES ROMANI. — In congregatione Cardinalium ab Innocentio XI specialiter deputata, censuerunt non posse mitius agi in proscribendis quatuor Gallicanis propositionibus, quam abstinendo ad summum a sola nota *hæreseos*; cæteras nimirum inurendas esse. Vide factum supra enarratum (parte II, sectione II, capite XII, § 5).

INQUISITIO HISPANIÆ. — Proscripsit, *ut minimum tanquam erroneam et hæresi proximam*, istam propositionem : *Papam in dirimendis ex cathedra fidei quæstionibus non esse infallibilem.* Vide id testatum supra citato capite XII, § 4.

DOMINICUS BANNES, — ordinis Prædicatorum, primarius olim Salmanticensis professor : « In publico fidei judicio non potest Summus Pontifex errare... Quocirca arbitror hanc conclusionem tanquam apostolicam traditionem esse tenendam ; et quidem ut talis haberetur ab omnibus fidelibus, nisi a tempore concilii Constantiensis in agro Domini inimicus homo, id est diabolus, zizaniam superseminasset. Etenim usque ad illa tempora soli Græci errabant in hac parte, atque ita divus Thomas, in opusculo contra errores Græcorum, tanquam singularem Græcorum errorem narrat. Et procul dubio si quæstio hæc ad concilium legitimum deferretur, non dubito quin prædicta conclusio definiretur tanquam vera fides, et contraria *anathematizaretur*. Quin potius existimaverim quod *jam est definita* a Leone X in bulla contra Lutherum, articulo 28 » (IIª IIæ, quæst. I, art. 10, rub. 2, citatus a Rocaberto, *de Infallibilitate Romani Pontificis*, tomo I, libro I, c. I, n. 18). Dicere opinionem de fallibilitate Papæ posse *anathematizari*, id est, hæreticam declarari, idem est ac dicere illam esse *de se* seu *materialiter hæreticam*. Præterea existimat Bannes inerrantiam Papæ in publico fidei judicio *jam fuisse definitam* tanquam *veram fidem*. Porro hoc idem est ac *hæreticam* asserere opinionem contrariam.

Cardinalis Turrecremata. — « Ex quibus patet quam *temeraria*, quamque a Christi et sanctorum Patrum doctrina aliena assertio adversariorum sit asserentium, apostolicæ Sedis judicium, in his quæ fidei sunt, non esse certum, non esse firmum, sed defectibile et deviabile. Qui *error perniciosissimus*, utpote qui Sedis apostolicæ definitiones, fidei declarationes, hæreticorum damnationes, canonum confirmationes, sanctorum canonizationes, dubias et ambiguas, et per consequens suspectas de falsitate reddens, fidem enervat, et christianam religionem maculat. Hic *error* fuit communis omnibus hæreticis; ut depressa apostolicæ Sedis authoritate, licentiori præsumptione et audacia in suis grassarentur erroribus » (*de Ecclesia*, libro II, capite cx, in fine. — Citatus a Rocaberto, *de Infallibilitate Romani Pontificis*, libro I, capite I, n. 19).

Dominicus a Sancta Trinitate, — Carmelitani ordinis discalceati fulgens sidus: « Solus Pontifex absque concilio generali, si ut Pontifex, seu, ut dicitur, ex cathedra decernat in dubiis fidei quæstionibus definiendis, gaudet privilegio infallibilitatis. » Deductis in probationem argumentis, ita subjungit: « Ut existimem, non solum hanc veritatem universalitatis primatus, sed et infallibilitatis sive privilegii Romanorum Pontificum non errandi in rebus fidei, ubi ex cathedra illas definiunt, *pertinere ad fidem* esseque saltem *quoad se de corpore credendorum;* sufficientissime quidem insinuatam in sacris Novi Testamenti scripturis, juxta præallatas sanctorum Patrum explicationes; formalius autem et expressius revelatam a Christo Domino inter alias fidei veritates, quas traditas appellamus, quasque suos edocuit apostolos... Nota me dixisse hanc nostram sententiam esse de fide *quoad se*. Si enim sermo sit de illa *quoad nos*, id affirmare non ausim, cum nullibi expresse aut clare definita, omnibusque fidelibus ad credendum proposita reperiatur. Unde ab *hæresi formali* excusari possunt ac debent omnes doctores catholici qui contrariam docent, procul dubio parati illam relinquere, si nostra semel

et de fide amplectanda ab Ecclesia decerneretur » (*Theologica Bibliotheca*, libro III, sect. IV, cap. xvi, § 4. — Citatus a Rocaberto, *de Infallibilitate Romani Pontificis*, libro I, cap. i, n. 20 et seq.). Habet ergo laudatus auctor opinionem de fallibilitate Papæ tanquam *quoad se* seu *materialiter hæreticam*, et sustinentes excusat solummodo ab hæresi *formali*.

Cardinalis Brancatus de Lauræa. — « Decreta Romanæ Ecclesiæ seu Sedis apostolicæ Romanive Pontificis, in materiis credendorum, etiamsi extra generale concilium fiant, sive cum particulari concilio aut congregatione, sive absque eis, si ex cathedra fiant, sunt *objecta fidei* » (*de Virtutibus theologicis*, disp. V, art. 3. — Citatus a Rocaberto, *de Infallibilitate Romani Pontificis*, libro I, cap. i, n. 24). Asserere aliquid esse *objectum fidei*, idem est ac notare oppositum tanquam hæreticum *in se* seu *materialiter;* et a fortiori est illud notare tanquam *erroneum*.

Franciscus Bordonus. — « Papa, ut Papa et ex cathedra, non potest errare in definiendis rebus fidei et morum universæ Ecclesiæ... Quod Papa non possit errare in prædictis, *de fide tenendum* » (apud Rocabertum, loco citato, n. 25). Asserere aliquid esse *de fide tenendum*, idem est ac oppositum notare tanquam *erroneum* et *in se* saltem seu *materialiter* hæreticum.

Gregorius a Valentia. — Postquam Papæ infallibilitatem demonstravit, subjungit : « Contrarium sentientes *in fide errare gravissime* » (IIª IIæ, quæst. I, puncto 3, § 41. — Apud Rocabertum, loco citato, n. 28).

Melchior Canus. — « Sed quæris, eritne *hæreticum* asserere, Romanam Ecclesiam et apostolicam etiam Sedem degenerare quoque ut cæteras posse, et apostolicam etiam Sedem a fide posse Christi deficere? Huic quæstioni breviter respondemus : nolumus hic nos Ecclesiæ sententiam prævenire ; sed si ad generale concilium referatur, *hæreseos nota* illi inuretur. Nec enim video, cur quid ipse sentiam de hac re non audeam dicere... Cur non audebimus assertionem adversam tanquam *hæreticam* condemnare? Sed, ut dixi, nolo ego Ecclesiæ judi-

cium antevertere. Quamquam non videor antevertere, cum jam ipsius Ecclesiæ sermo nostram omnem comprobarit de Romanæ Sedis auctoritate sententiam. Sed hoc vix ægre dico propter viros quosdam doctos et pios qui nobis contradixerunt. Illud assero, ac fidenter quidem assero, *pestem* eos Ecclesiæ ac *perniciem* afferre, qui aut negant Romanum Pontificem Petro in fidei doctrinæque auctoritate succedere, aut certe adstruunt summum Ecclesiæ pastorem, quicumque tandem ille sit, errare in fidei judicio posse » (*de Locis theologicis*, libro VI, capite VII, *Cursus theologiæ* Migne, t. I, col. 345 et 347). Dixit Canus se nolle antevertere judicium Ecclesiæ; sed simul dicit se non antevertere judicium Ecclesiæ, si adversariorum assertionem pronuntiet *hæreticam*. Addit quidem id *ægre* a se dici; sed tamen dicit.

Cardinalis Rocabertus. — « Adeo certum est privilegium non errandi Romano Pontifici esse concessum, ut non modo catholica veritate tenendum sit ipsum in rebus fidei errare non posse, verum etiam oppositum ut *hæreticum* ab Ecclesia damnari valeat » (*de Infallibilitate Romani Pontificis*, libro I, c. I, n. 31).

« Illa propositio proprie est et vocatur *hæretica*, quæ opponitur veritatibus in Scriptura sacra contentis. At Pontificem Romanum habere privilegium non errandi in rebus fidei definiendis, est veritas quæ juxta sanctorum Patrum intelligentiam, sapientissimorumque virorum interpretationem, in Scriptura sacra continetur. Igitur propositio prædictam Pontificis infallibilitatem affirmans, catholica fide tenenda est ac veneranda; opposita vero *tanquam hæretica rejicienda* » (ibid., n. 38).

Collegium Complutense Carmelitarum discalceatorum, — in suis ad Cardinalem Rocabertum litteris, 4 calendas februarii 1692. « Obganniat quis ac... effutiat : nos in hac epistola virgam arripuisse censoriam, ac eisdem quibus sanctissimi Ecclesiæ Patres hæreticorum dogmata notis inurunt, Gallicani cleri propositiones inussisse. Si quem ergo hujusmodi mordendi

libido possideat, ad *Gregorium* mittimus *de Valentia*, qui pleno suo opere controversiarum non alio titulo quam *sectariorum*, *hæreticorum*, *novatorum*, *a fide dissidentium*, etc., honorat defendentes, asserentes, evulgantes, seu sequentes Gallicani cleri propositiones, jam tunc temporis ortas, et modo infeliciter suscitatas » (apud Rocabertum, *de Infallibilitate Romani Pontificis*, sub initium secundi voluminis).

Collegium Complutense, *ordinis beatæ Mariæ de Mercede.* — « *Infallibilitas autem Summi Pontificis decretorum extra concilium et independenter a consensu Ecclesiæ*, ita multis ab hinc annis ad ordinis nostri pectus et sinum adstricta et appressa est, ut contrarium *hæreseos nota* inustum sit a nostris Salmanticensibus magistris. Diana enim, de infallibilitate decretorum Romani Pontificis extra concilium agens, disquirit quanam censura inurenda sit hæc propositio, *decreta Papæ loquentis ex cathedra extra concilium non habent infallibilitatem et ideo potest errare.* Citat Caramuel qui consuluit super propositione doctores Salmanticenses. Plures refert asserentes hanc propositionem *esse hæreticam.* Et inter huic censuræ subscribentes, in nostro Veræ Crucis collegio, chirographo suo muniunt et manu signant illa duo ordinis nostri fulgentissima sidera, venerabilis pater magister frater Petrus Merino, et sapientissimus pater magister frater Gaspar de los Reyes: ille academiæ decanus et philosophiæ moralis emeritus professor; hic theologiæ primarius antecessor jubilatus.

« Quapropter hæc quæ subjicimus asserta sæpenumero in nostris comitiis tam provincialibus quam generalibus, et in celebrioribus Europæ et Americæ universitatibus in ordine nostro publice e suggestu defensata sunt. Nunc autem, post Gallicana asserta et cleri declarationem potestatis ecclesiasticæ, atque regis Gallorum arrestum, ardentius pro amore et veneratione Ecclesiæ et Christi vicarii frequentius docentur et defenduntur... Omnia enim ejus (Romani Pontificis) loquentis ex cathedra contenta decretis habent indefectibilem infallibilitatem independenter a conciliis generalibus...

Hæreticum est asserere Summum Pontificem Romanum non esse supra concilium œcumenicum; et similiter *citra hæresim* nullus valet negare quod Summus Pontifex sit infallibilis in decernendo, independenter ab Ecclesiæ vel concilii consensu...

« Unde citra temeritatem et anathema rex Galliæ non potuit censere de propositionibus theologicis vel canonicis sectandis vel insectandis. Nec potest leges pro universitatibus sancire circa hujusmodi doctrinas...

« A Deo ita protegitur Romanus Pontifex..., ita regitur ab eo cujus est vicarius, et independenter a conciliis et consensu Ecclesiæ, ex se, et per se, ita infallibilis est, ut non possit errare in rebus fidei diffiniendis, in sacris Scripturis approbandis, in libris canonicis admittendis, in traditionibus divinis, apostolicis et ecclesiasticis recipiendis, in propositionibus qualificandis, in assignandis propositionum censuris, in hæresibus et erroribus damnandis, in congregando et approbando concilia generalia, in amplectendis privatis revelationibus, in ferendo leges Ecclesiæ, in decretis morum, in confirmandis, mitigandis, vel reformandis religionibus, in quæstionibus juris vel facti decidendis, in beatificatione et canonizatione sanctorum, in officiis breviarii tam generalis quam particularis pro sanctorum cultu recitandis, in relaxatione, dispensatione, commutatione voti vel juramenti, in regibus et principibus sæcularibus deponendis, in relaxando juramenta fidelitatis subditorum, in salutari regimine Ecclesiæ et ovium Christi, in approbando vel reprobando aliquem contractum. Sancte et pie instituit Montes Pietatis. Unde abhorremus et detestamur contrarium his propositionibus; et promotores et defensores, ut catholicæ religionis perduelles, et sanctæ Ecclesiæ Romanæ et cathedræ Petri hostes, impietate *perfidiæ* infectos atque perculsos » (*censura* dicti collegii Complutensis, apud Rocabertum, *de Infallibilitate Romani Pontificis*, initio secundi tomi, versus finem *censuræ*). Certum ergo prorsus est opinioni de Romani Pontificis fallibili-

tate, inustas fuisse theologicas notas a doctoribus plurimis. Neque unquam eos ob id Sedes apostolica objurgavit, aut minus considerate locutos significavit.

Scholion. — *Quas ego notas inurendas censeam, et quam securus adversarios provocem ad denuntiandam hanc meam censuram sacræ congregationi indicis.* — Flocci reputent adversarii meam privati doctoris auctoritatem, per me omnino licet ac lubens consentio. Dictæ nihilominus Gallicanæ opinioni theologicas et ego notas quantuluscumque inuram; tum ne officio meo desim partem aliquam veritatis celando, tum ut hac censura mea (postquam eam adversarii Sacræ Congregationi indicis denuntiaverint et proscribi incassum tentaverint) novo veluti argumento evincatur, licere prorsus privatis doctoribus ejusmodi notis pestiferam illam opinionem perstringere. Enimvero, cum a tanto jam tempore soleat in Galliæ seminariis contrarium asseri, stupebunt haud pauci eo me progressum. Hos ergo, audaciæ me insimulantes, sic provoco : si nimius vobis videar, hanc meam censuram Sacræ Congregationi Indicis significate, atque *ob eam* proscribi præsentem meum tractatum satagite. Id si denegent Eminentissimi Patres, *licite* me theologicis notis, post tot alios doctores usum fuisse agnoscite, et inveteratam contrariam persuasionem tandem aliquando, ut par est, abjicite. Censuram ipsam subjungo :

1° Si opinio de Romani Pontificis fallibilitate exprimatur per hanc formulam, « Ecclesia urbis Romæ errare potest, » illam existimo *formaliter hæreticam*, utpote quam in iis ipsis terminis expressam Sixtus IV *hæreticam* pronuntiavit.

2° Propositionem hanc, « in fidei quæstionibus Romani Pontificis judicium irreformabile non est, nisi Ecclesiæ consensus accesserit[1] » existimo *scandalosam*, *schismatis inductivam*, *erroneam*, *hæresi proximam*, et tandem *hæreticam quoad se*, ita nempe ut possit per definitionem Ecclesiæ *hæretica*

(1) Est eadem quoad substantiam ac quartus articulus declarationis cleri Gallicani anni 1682.

declarari. Quod sit *proprie hæretica*, neque assero neque nego; imitatus Bellarminum qui primo quidem absolute dixerat : *Non est proprie hæretica;* sed postmodum sese corrigens, dixit solummodo : *Non audeo judicare eam sententiam plane hæreticam.*

3° Propositionem hanc : « Libera est et licita in scholis catholicis utraque sententia; id est, et quæ tenet esse irreformabile, et quæ tenet non esse irreformabile Romani Pontificis judicium in quæstionibus fidei, antequam accesserit Ecclesiæ consensus, » existimo pariter *scandalosam*, *schismatis inductivam*, *erroneam*, *hæresi proximam*, et *hæreticam quoad se.* Quando enim agitur de dogmate catholico certa fide tenendo, asserens contrarium posse licite teneri ac defendi, negat hoc ipso illud dogma quatenus certum ac de fide tenendum, et illud ad meram opinionem reducit. Ergo illi applicandæ sunt notæ, perinde ac si dogma illud negaret.

Quam quidem meam quantulicumque doctoris privati censuram, prout et cætera quæcumque asserta mea et placita, Romani Pontificis judicio ac correctioni sincere humiliterque subjicio.

CAPUT II

AN LICEAT AMPLECTI, DOCERE AC PROPUGNARE OPINIONEM QUÆ TENET FALLIBILEM ESSE PONTIFICEM, QUÆSTIONES FIDEI ET MORUM EX CATHEDRA DEFINIENTEM, NISI ACCESSERIT ECCLESIÆ CONSENSUS. ET NUM LICEAT SALTEM EJUSMODI OPINIONEM LICITAM AC LIBERAM ASSERERE.

Propositio Iª. — *Peccatum est dictam opinionem amplecti, docere ac propugnare.* — I. Etenim certo peccatum est amplecti opinionem quam reprobavit Sedes apostolica, quam doctores catholici communiter judicant erroneam, utpote oppositam dogmati catholico *omnino certo ac tenendo*, et quæ quoad unam

ex formulis quibus exprimi solet, damnata est tanquam hæretica. Porro talis est opinio de qua loquimur. Eam ab apostolica Sede reprobatam fuisse supra ostendimus. Item quod communiter tanquam error a doctoribus catholicis habita sit, palam fecit sectio prima, historice pandens quid ab initio usque ad hodierna tempora perpetuo creditum sit. Et tandem illam ipsam opiniomem propugnans Petrus de Osma, sub his terminis, *Ecclesia urbis Romæ errare potest*, quoad id damnatus est cum nota hæreseos. Ergo peccatum est talem opinionem docere, amplecti, propugnare.

II. Idem sequitur ex eo quod rejici nequeat Papæ ex cathedra definientis infallibilitas, quin simul rejiciantur principia, *quæ sine peccato rejici nequeunt*. Enimvero, quod *obediendum sit* Papæ, cum aliquid credendum vel damnandum definit ac præcipit, et quidem *sincero fidei assensu et interno mentis obsequio*, et etiam antequam accesserit Ecclesiæ dispersæ seu corporis Episcoporum consensus, est principium apud ipsos etiam Gallicanos omnino certum et extra controversiam positum. Certum nempe peccare eos qui talem obedientiam recusant. Hinc quando Summi Pontifices damnarunt tanquam hæreticas 5 Jansenii propositiones, simul jusserunt pro hæreticis haberi et quatenus tales plecti eos qui huic definitioni non obsequerentur; et Episcopi Galliæ, antequam etiam de Ecclesiæ dispersæ consensu constare potuisset, definitionem illam tanquam *obligatoriam* receperunt; ita ut etiam in refractarios tanquam *in hæreticos*, prout jubebat Summus Pontifex, animadvertere cœperint. Jam vero principium istud (debitæ scilicet Pontificiis definitionibus sinceræ ac internæ obedientiæ, etiamsi nondum de accedente Ecclesiæ consensu constet) quod sine peccato rejici nequit, *necessario* rejicit qui renuit infallibilem in iis definitionibus Romanum Pontificem confiteri. *Necessario*, inquam; nam qui tenet Papam errare potuisse, hoc ipso definitionem ejus non habet ut *certo veram :* et hoc ipso quod illam non habeat ut certo veram, de illa dubitat : et hoc ipso quod de illa dubitet,

non obedit Pontifici præcipienti, ut definitioni credatur sincere et ex interno mentis obsequio. Igitur, qui tenet Papam fallibilem, velit nolit, simul hoc ipso rejicit principium, quod sine peccato rejici nequit.

Hinc merito Ballerini : « Illud serio animadvertant adversarii, *non peccari* tantum quando quis contra propositiones certa fide propositas aut definitas agit aut sentit, sed *etiam* quando sese opponit propositionibus quæ ex certis theologicis principiis legitime deductæ et *evidenter sunt demonstratæ*. Quæ culpa in re præsenti eo magis evidens agnoscitur, si adversarii iis principiis... *quæ ab ipsis concedenda sunt*, sese opponant » (*Appendix de infallibilitate*).

III. Confirmatur ex responsis Sacræ Pœnitentiariæ, sequenti capite transcriptis. Ex eis enim colligitur absolvi non posse qui huic gallicanæ opinioni adhærent, nisi *ob bonam fidem*. Ergo per se, et seclusa bona fide, peccatum est illi opinioni adhærere.

Propositio IIª. — *Peccatum est docere, dictam opinionem esse licitam ac liberam, seu probabilem.* — Etenim peccatum est *licitam* docere opinionem quam reprobavit Sedes apostolica, et cujus oppositum esse omnino tenendum et pro indubitato dogmate catholico habendum profitentur catholici doctores ita communiter, ut pauci qui contrarium in Galliis ab anno dumtaxat 1663 effutierunt, nullius auctoritatis sint et prorsus derelinquendi. Atqui talis est dicta opinio : ergo peccatum est eam *licitam* docere. Item peccatum est *liberum* et *probabile* docere, quod reprobavit Sedes apostolica, et quod opponitur dogmati cui tanquam certissimo, ex communi doctorum catholicorum doctrina, omnino adhærendum est. Atqui talis est dicta opinio : ergo peccatum est eam liberam docere aut probabilem.

Propositio IIIª. — *Prædictum peccatum est grave de se.* — Datur enim præceptum rejiciendi opinionem quam reprobavit Sedes apostolica, et quam esse errorem in fide communiter ac perpetuo tenuerunt in toto orbe catholico doctores orthodoxi. Aliunde autem illius præcepti materia gravissima est, ut per

se patet. Violatio ergo talis præcepti de se graviter peccaminosa est. Dicimus *de se*; quia contingere potest, ob alte animis infixum ex educatione contrarium errorem, ut nonnulli *bona fide* sibi persuadeant, haud certam esse illam quam asserimus obligationem. Et hi quidem, ratione hujus *bonæ fidei* (dummodo aliunde conditiones ad id requisitas habeat), peccabunt dumtaxat *materialiter*, non *formaliter*. Proinde ipsis, etiam sententiam mutare renuentibus, poterit absolutio in sacramento pœnitentiæ impertiri, dummodo dicta *bona fides* merito possit in eis supponi debitis vestita conditionibus, prout sequenti capite fusius evolvitur.

CAPUT III

AN ET QUATENUS LICEAT IN SACRAMENTO PŒNITENTIÆ ABSOLVERE PROFESSORES ILLOS, SCRIPTORESVE, AUT ALIOS, QUI GALLICANAM DE FALLIBILITATE PAPÆ OPINIONEM TENENT AC DEFENDUNT.

I. *Præmittuntur duo sacræ Pœnitentiariæ responsa.* — Directa fuerat ad Gregorium XVI, die 9 augusti 1831, ex urbe Apamiensi, consultatio tenoris sequentis :

« Beatissime Pater. — Joannes, confessarius in Galliis, Sanctitatem vestram humilissime consulit, num bona fide habendi sint et absolutione digni illi ecclesiastici qui, non obstantibus decretis Alexandri VIII, et constitutione Pii VI quæ incipit *Auctorem fidei*, ab ipsis perlectis et perpensis, nihilominus doctrinæ quatuor celeberrimarum propositionum conventus Gallicani anni 1682 adhuc adhærent. Ita multæ tollentur quæstiones et conscientiæ quiescent. — Tuus in Christo Jesu servus humillimus et filius addictissimus, — Joannes G..., sacerdos. »

Rescripsit sacra Pœnitentiaria in hunc modum :

« Sacra Pœnitentiaria, diligenter perpenso proposito dubio, respondet : declarationem conventus Gallicani anni 1682, ab

apostolica Sede improbatam quidem merito fuisse, ejusque conventus acta rescissa, et nulla atque irrita declarata; nullam tamen theologicæ censuræ notam doctrinæ declaratione illa contentæ inustam fuisse: propterea nihil obstare, quominus sacramentali absolutione donentur sacerdotes illi, qui, *bona fide et ex animi sui persuasione*[1], doctrinæ illi adhuc adhærent; modo absolutione digni aliunde videantur. — Datum Romæ, in sacra Pœnitentiaria, die 14 septembris 1831. — A. F. de Retz, sacræ Pœnitentiariæ regens. — J. B. Salimei, sacræ Pœnitentiariæ secretarius. »

Iterum idem presbyter G... Pontificem adiit, litteris ex urbe Apamiensi datis die 28 septembris 1831, quarum tenor is erat:

« Beatissime Pater. — Joannes, confessarius in Galliis, Sanctitati vestræ humillime confitetur se non absolvere sacerdotes illos qui, decretis Alexandri VIII et constitutione Pii VI, quæ incipit *Auctorem fidei*, perlectis et perpensis, nihilominus doctrinæ quatuor celeberrimarum propositionum conventus Gallicani anni 1682 adhuc adhærent. Suæ autem agendi rationis illud est motivum, nempe: quia Joanni videtur, in illis sacerdotibus, post perlecta et perpensa supradicta Alexandri VIII et Pii VI decreta, nullo modo stare posse *bonam fidem*, a sacra Pœnitentiaria, ut sacramentali absolutione donentur, requisitam, in suis rescriptis dierum 27 septembris 1820 et 14 septembris anni currentis 1831. Erratne Joannes, ita ut mutata vice, sacerdotes illos in posterum absolvere queat ac debeat? Hoc mihi dubium, beatissime Pater, ad majorem Dei gloriam Virginisque Mariæ sine labe conceptæ, ut solvas obsecro. Ita lugendæ controversiæ huic, saltem in ordine ad absolutionem, finis erit, et fiet pax. — Tuus in Christo Jesu servus humillimus et filius addictissimus, — Joannes G... sacerdos. »

Rescriptum fuit:

« Sacra Pœnitentiaria in prædicto rescripto diei 14 sep-

(1) Voces illas ego sublineavi utpote in præsenti quæstione potissimum attendendas. Atque item nonnullas infra sublineavi, in secundo rescripto.

tembris proxime elapsi anni[1] consulenti respondit : declarationem conventus Gallicani anni 1682 ab apostolica Sede improbatam quidem merito fuisse, ejusque conventus acta rescissa et nulla atque irrita declarata, nullam tamen theologicæ censuræ notam doctrinæ declaratione illa contentæ inustam fuisse; propterea nihil obstare, quominus sacramentali absolutione donentur sacerdotes illi, qui bona fide et animi sui persuasione doctrinæ illi adhuc adhærent, modo absolutione digni aliunde videantur. Ex hujusmodi autem responsione apparet, sacerdotes, de quibus in præcedentibus, *esse posse in bona fide;* et par esse ut confessarius credat iisdem bonam suam fidem affirmantibus, *nisi ipse aliter judicet ex circumstantiis in peculiari casu occurrentibus*. Atque ita sacra eadem Pœnitentiaria, perpensis expositis, ad præsentes preces censuit respondendum. — Datum Romæ in sacra Pœnitentiaria, die 13 decembris 1831. — P. Cardinalis di Gregorio, Major Pœnitentiarius. — D. Fratellini, sacræ Pœnitentiariæ secretarius. »

Utriusque hujus sacræ Pœnitentiariæ responsi authographum exemplar extat Parisiis penes reverendum Patrem Gaultier, congregationis a *Sancto Spiritu et Corde Virginis Mariæ* nuncupatæ, presbyterum.

II. *Quid ex præmissis sacræ Pœnitentiariæ responsis colligendum veniat.* — 1° Requirit sacra Pœnitentiaria *bonam fidem*, ut absolvi queant qui Gallicanæ quatuor articulorum doctrinæ adhærent. Palam id facit utriusque rescripti textus. 2° Tenet sacra Pœnitentiaria *illicitam* esse dictam quatuor articulorum doctrinam. Si enim illam reputaret de se *licitam*, absone exigeret bonam fidem ad absolvendos qui huic doctrinæ adhærent. Unde sacræ Pœnitentiariæ auctoritate plene confirmatur quod præcedenti capite docuimus, videlicet : peccati reum habendum esse, qui *licitam* asserit ac docet Gallicanam quatuor articulorum doctrinam. 3° Tenet sacra Pœnitentiaria

(1) Ista vox *anni* ex errore in autographo posita est; cum utraque responsio eodem anno 1831 facta sit.

absolvi posse eos qui dictæ Gallicani doctrinæ adhærent, dummodo sint in bona fide. 4° Existimat contingere posse ut revera sint in bona fide, eo quod Sedes apostolica reprobaverit quidem dictam declarationem, at nullam adhuc notam inusserit doctrinæ in eadem declaratione contentæ. 5° In judicando facto isto, utrum sint necne in bona fide, censet standum esse ipsorum affirmationi, cum hac tamen restrictione : *Nisi confessarius aliter judicet ex circumstantiis in peculiari casu occurrentibus*. 6° Proinde tenet sacra Pœnitentiaria dari posse casum, in quo alicui deneganda sit absolutio, ex eo quod dictæ Gallicanæ doctrinæ adhæreat ; nimirum si ex peculiaribus circumstantiis prudenter judicet confessarius non adesse in pœnitente requisitam bonam fidem.

III. *Concluditur absolvi non posse adhærentes opinioni Gallicanæ de Romani Pontificis fallibilitate, nisi ob bonam fidem. Et an hodie in Galliis facile illa bona fides supponi valeat?* — 1° Quod absolvi nequeant, seclusa bona fide, sequitur ex eo quod Gallicana illa opinio reprobata fuerit a Sede apostolica, et a doctoribus catholicis communiter declaretur rejicienda, tanquam in fide erronea, et veritati catholicæ ab omnibus tenendæ opposita ; 2° quod nihilominus absolvi queant stante bona fide, sequitur ex regula in theologia morali recepta, posse dari absolutionem pœnitenti, alicui obligationi, cæteroquin certissimæ, non satisfacienti, ex eo quod bona fide existimet se ad id non teneri ; quando aliunde possibile non est, aut etiam ob circumstantias non expedit, eum ab erronea sua persuasione dimovere ; 3° ad quæstionem autem an facile hodie in Galliis supponi valeat dicta bona fides, distinguendum existimo : in laicis puto adhuc hodie requisitam bonam fidem frequenter occurrere posse. Item in clericis parum eruditis, qui quod in seminario exceperunt pro summa regula habent, et vix ac ne vix quidem sibi persuadere possunt errasse professores, qui ipsos docuerunt *licitam* esse gallicanam de fallibilitate Papæ opinionem. At vero si agatur de ipsis professoribus, vel de Episcopis, aliisve in re theologica

versatis, difficile admodum hodie admittenda videtur dicta bona fides. Ii enim saltem norunt hac de re controversiam, et Sedis apostolicæ allegatam reprobationem, et totius orbis doctorum communem sententiam. Unde vix contingere potest ut opinionem suam tanquam *suspectam* et *dubie* saltem *licitam* non habeant. Ex hoc autem ipso tenentur veritatem de re tanti momenti, cum agatur de *errore in fide catholica*, serio inquirere, ac potiorem auctoritatem consulere, quam sciunt esse Romanam Sedem. Id si facere recusent, eis denegandam absolutionem existimem; nisi tamen, his omnibus non obstantibus, adhuc perstare bonam fidem peculiares circumstantiæ suaderent.

CAPUT IV

AN IN IIS CLERICORUM CONGREGATIONIBUS, IN QUIBUS PLURES LICITAM DOCENT GALLICANAM DE FALLIBILITATE PAPÆ OPINIONEM, SECURI MERITO ESSE VALEANT PROFESSORES CONTRARIUM SENTIENTES, DUMMODO ILLICITAM EAMDEM OPINIONEM IPSI DOCEANT.

Practicam illam quæstionem utpote quæ haud parvi momenti hodie in Galliis esse visa est, expendendam duxi, etsi non mediocrem forte invidiam in me concitaturus. Spero tamen mihi aliquando amicos ac benevolos, quos ad tempus vere amicus et benevolus contristaverim.

Nimirum in Galliis eæ clericorum congregationes quæ in educando clero et regendis seminariis præcipuas partes habent, jamdudum solebant Gallicanam de fallibilitate Papæ opinionem, aut tanquam certam, aut tanquam probabilem, aut saltem tanquam in scholis catholicis liberam ac *licitam* exponere ac docere. Ita potissimum Societas a *Sancto Sulpitio* nuncupata. Alte animis defixum errorem aliquot abhinc annis exagitare ac convellere cœperunt e clero Galliæ nec pauci nec infimorum subselliorum viri. Quibus etsi non parum ob-

fuerit quod initio antesignanum habuerint lugendæ memoriæ dominum de Lamennais, ejusque de criterio certitudinis erroneo systemati aliquandiu bona fide adhæserint, qua parte tamen veritatem contra Gallicanismum tuebantur, de re catholica optime meriti sunt; nec incassus cessit eorum labor ac conatus. Cœpta paulatim præjudicia nutare. Agnitus circa jus lithurgicum, aliaque capita, Gallicani systematis error. Et eo tandem, favente Deo, deventum, ut in dictis etiam congregationibus, quæ reducendæ sanæ (id est, Romanæ) doctrinæ pertinaciter obnitebantur, haud pauci nunc quatuor articulos anni 1682 aperte respuant, laudabili zelo confutent, et absque ambagibus contentam in iis doctrinam, erroneam atque omnino illicitam pronuntient.

Ast ex illo ipso, non omnium, sed aliquot dumtaxat membrorum ad rectam doctrinam reditu, oritur practica difficultas, quam hic expendimus. Contingit nempe ut ex eadem congregatione professores alii *licitam* doceant, verbi gratia, Gallicanam de Papæ fallibilitate opinionem, alii vero *illicitam;* idque in uno etiam eodemque seminario. Et illi quidem qui erroneam et illicitam eam pronuntiant, satis se officio suo fecisse arbitrantur. An autem merito, non ita facile probari posse existimem. Nam audita illa contradictoria doctrina, quid colligent discipuli? Haud sane aliud, quam controverti rem, et utramque opinionem licitam sibi esse ac liberam; siquidem utramque vident ab ejusdem congregationis professoribus, animo cæteroquin conjunctissimis, propugnari. Sane professores illi qui dictam Gallicanam opinionem *illicitam* pronuntiant, vel serio loquuntur, vel non. Si posterius, ergo illudunt ac mentiuntur. Si prius, ergo collegas suos, oppositum docentes, habere debent tanquam peccati reos[1] ac pestiferi erroris propagatores. Qua stante persuasione, consequitur obligatio pro posse obsistendi ne ab iisdem collegis juniores clerici decipiantur et in transversum agantur. Id

(1) Peccatum est *illicita* agere. Et quod bona fides interveniat, efficere potest ut peccatum sit dumtaxat materiale, non autem ut non adsit peccatum.

vero non consequentur, si concorditer vivant cum iisdem collegis, pertinaciter venenum infundere pergentibus. Imo discipuli, ob hanc ipsam serenam concordiam, absque ullo scrupulo colligent *licitam* ad minus esse Gallicanam opinionem, quam docent aliqui e suis professoribus, pacifice id videntibus et ferentibus professoribus aliis, etsi in prælegendo contradicentibus. Viderint ergo professores ii qui pro sana doctrina stant, num sic tuta conscientia permanere valeant.

Sed, inquiunt, quid aliud præstare possumus, quam errantibus collegis nostris in prælegendo contradicere? — Utique alia præsto sunt efficaciora media; ac imprimis quid prohibet apud Sedem apostolicam agere ut collegæ vestri ad saniorem mentem reducantur? Equidem haud ignorans deviam illam doctrinam in seminariis vestris tradi, ex prudentialibus rationibus Sedes apostolica huc usque dissimulandum duxit. At si viderit jam haud paucos e professoribus recte sentire et auxiliatricem vicarii Christi manum efflagitare, existimem non defuturum opportunum remedium. Nec obstare censenda est, laudanda cæteroquin, vestra erga congregationem, cui toto affectu addicti estis, pietas. Amanda quidem congregatio, sed magis amanda Ecclesia. Vel rectius dixerim, congregationem suam non amat, sed odit, qui dum eam videt palam a catholica doctrina deficere, deviationi sese accommodat, cum eam (ad primum superiorem suum Romanum Pontificem recurrendo) præpedire possit ac omnino debeat. Taceo cætera media, quæ recta conscientia et pietas facile suggeret.

Jam si quis pertimescat ne, semel in praxim deducta hac mea sententia, statim in dictis Galliarum congregationibus aut etiam religiosis ordinibus convellatur debita subditorum erga superiores suos subjectio, exorianturque scissiones, factiones, scandala, respondeo : Vel Romanum Pontificem tanquam verum suum supremumque superiorem agnoscunt eique obsequi parati sunt, tum superiores, tum alia membra

illius congregationis cui dicto remedio subvenitur, vel non. *Si prius*, nulla pertimescenda collisio, nullus conflictus. Agnoscent quippe sodales omnes eum professorem, qui Sedem apostolicam pro opportuno remedio adiit, jure suo usum; neque id ipsi crimini vertent, cum non vituperandus, sed plane laudandus sit cujuslibet subditi ad supremum suum superiorem recursus, præsertim urgente conscientia institutus. Insuper rescribenti Summo Pontifici et quæ corrigenda sunt indigitanti ac præcipienti, omnes prompta voluntate ac humilitate, prout tenentur, obtemperabunt. Igitur nedum inducatur collisio, procul arcetur; simulque de medio tollitur absona illa perniciosaque dissensio inter unius ejusdemque congregationis professores, quorum alii *licitam* propugnant in materia fidei opinionem quam alii erroneam planeque *illicitam* pronuntiant. *Si posterius*, id est, si dictæ congregationis prælati cum subditis suis ita sint animo comparati, ut Romanum Pontificem tanquam supremum superiorem suum agnoscere ac illi parere renuant, subsequetur utique istiusmodi societatis conquassatio; ast optanda valde, utpote in bonum Ecclesiæ et teterrimi vulneris sanationem. Atque utinam (nisi sanari se tandem Pontificia manu congregatio illa sinat) non perturbetur solum, sed et scindatur, resectis videlicet putridis membris, e quibus pestis diffunditur; ita ut sanis copia fiat congregationem ipsam, in novitate vere catholici spiritus, quo bonos jam, non venenatos fructus afferat, continuandi. Enimvero si qua clericorum societas, præsertim educando clero addicta, malesanam ac reprobatam a Sede apostolica doctrinam diffundat, nec ad vocem vicarii Christi resipiscere parata sit, procul dubio non est in Ecclesia in ædificationem, sed in ruinam et scandalum. Nec periculum minuit, sed potius obtegendo auget, quam præ se fert quantumvis laudata pietas ac morum integritas. Conspicui sane olim piis austerisque moribus e janseniana secta quamplurimi : an ideo non hæretici? An minus perniciosi eorum, etiam cum bona fide conscripti libri? Non

ex pietate sana doctrina, sed ex sana doctrina æstimanda pietas, licet per solam sanam doctrinam pietas non constituatur.

Nec objiciatur perperam a me suaderi dictum ad Sedem apostolicam recursum : satis quippe in tuto esse dictarum congregationum professorem quemlibet, si pro regula habeat, *docere quod vult*, *quod jubet Episcopus*, dummodo is cum Sede apostolica communionem servet. Scio in Sulpitiana familia plurimum probari extollique regulam istam ac tutam reputari. An merito, tantisper expendamus. Noto notius est Episcopos, ex eo quod in suis diœcesibus alicui pravæ ac certo reprobandæ doctrinæ faverint, non statim a Romano Pontifice deponi et excommunicari. Multum etiam temporis interfluere solet, antequam de perniciosa et erronea devii alicujus Episcopi doctrina plene certior fiat Sedes apostolica. Imo adeo ardua res est Episcoporum exauctoratio et excommunicatio, ut Romani Pontifices, etsi bene jam norint aliquos præsules plane in doctrina devios, haud tamen arripiendum existiment excommunicationis gladium; sed qua litteris hortatoriis, qua intentatis pœnis excommunicatione minoribus, ad saniora eos reducere satagant. Vel etiam, quando alias deteriora rei catholicæ pertimescenda forent, dissimulando ad tempus, eos in sua bona fide relinquunt; sese nimirum permissive quoad grande malum habentes, ut grandius devitent. Hinc contingere potest ut Episcopus aliquis pravam in sua diœcesi doctrinam diu edoceat ac edoceri procuret quin desinat externam cum Romana Sede communionem retinere. Prorsus in historia ecclesiastica hospes sit oportet, qui frequenter nimium ita contigisse nesciat. Sit in exemplum, inter quamplurimos, Episcopus de Honteim, qui sub ementito *Febronii* nomine tot hæreticalia et schismatica edidit; itemque Montazet, Lugdunensis Archiepiscopus, qui theologiam a Jansenista Vala concinnatam, et hæreticale virus spirantem, a seminarii clericis pro manuali haberi jussit, et a professoribus Sulpitianis prælegi, in quod quidem hi consen-

serunt, ita hortante generali superiore suo domino Emery, regulam forte hic etiam applicante, *quod vult*, *quod jubet Episcopus.* Hi duo tamen præsules nunquam excommunicati sunt.

Quo prænotato, Sulpitianum professorem de sua regula, *quod vult* et *jubet Episcopus*, ita postulabo : ponamus te professorem agere in seminario alicujus Episcopi qui docet et doceri a te jubet doctrinam erroneam et a Sede apostolica reprobatam, quamque tu ipse talem nosti et existimas. Quid, oro, facturus es? Episcopus ille nondum est excommunicatus : imo elapsurum est decennium aut ultra, quin ulla excommunicatio in eum fulminetur. Habes interea Episcopum cum Sede apostolica communionem retinentem. An tuta conscientia te sequi posse existimas regulam tuam, *quod jubet Episcopus?* Quod si regulam tuam interpreteris de iis solis Episcopis qui, non tantum communionem habent cum Romana Sede, sed insuper non aliam quam sanam et ab eadem Apostolica Sede probatam doctrinam tradunt et tradi jubent, hoc quidem sensu dicta regula innocua est, sed plane lusoria ac inutilis. Recidit enim in istam : *Quod jubet Episcopus, dummodo non jubeat tradi doctrinam pravam, erroneam, et a Sede apostolica reprobatam.* Quoties nempe aliquam tibi doctrinam tradendam præcipit Episcopus, obsequi licebit si sit licita : si prava, valedicendum tuæ regulæ. Si regulam intelligas (prout obvio sensu sonat) de qualibet doctrina quam tradendam præciperet Episcopus, tunc profecto regula hæc schisma recondit et hæresim. Æquivalet enim huic propositioni : *Licite docere possum doctrinam a Sede apostolica reprobatam, erroneam, schismaticam, hæreticam, dummodo id jubeat Episcopus nondum excommunicatus.*

Ex alio etiam capite plane perspectam habere potes regulæ tuæ, posteriori sensu intellectæ, falsitatem ac pravitatem. Ponamus te de iis esse Sulpitianis professoribus, qui Gallicanam de fallibilitate Papæ opinionem certo *illicitam* et erroneam existimant; jubere autem Episcopum ut eam tradas

tanquam certo *licitam*, immo ut veram et tenendam. An facies quod jubet Episcopus? At si facias, *mentiris*. Quid enim aliud est mentiri, quam verum asserere quod falsum noscitur et existimatur? Præterea, moritur Episcopus ille, juberisque ab ejus successore ut certo *illicitam* eamdem opinionem propugnes. Equidem jam absque mendacio obsequi potes, siquidem ita et ipse sentis. At non potes absque *contradictione*, et quin apud discipulos tuos *mentitum* te esse fatearis. Objicient enim contradictoriam thesim prius a te inculcatam fuisse, et postulabunt an eam tunc veram existimaveris. En ad quæ absona pudendaque consectaria, regulæ tuæ adhærendo, volens nolens compelleris! In eo latet hæreticale regulæ tuæ vitium, quod infallibilem in rebus fidei auctoritatem, qua solum Romanum Pontificem donavit Christus, ad unumquemque Episcopum transferat. Præcipienti enim auctoritati, ut aliquod dogma teneam, credam ac propugnem, si errare auctoritas illa possit, quæcumque demum illa sit, absonum est me ad obsequendum teneri. — Ast, inquis, dictam regulam sequendo, pax erit cum omnibus Episcopis. — Esto. Ego pacem non ambio cum Episcopis pravam erroneamve et a Sede apostolica reprobatam doctrinam tradentibus ac tradi jubentibus. Imo professorum theologiæ officium existimo iis Episcopis non pacem sed bellum inferre. Tu pacem illam habeto. At certo scias non esse pacem conscientiæ, pacem cum Christo Jesu, qui de prælectionibus nostris ac traditis doctrinis judicaturus est.

Antequam autem a præsenti capite manum retraham, testatos velim veros animi mei sensus erga præfatas clericorum Galliæ congregationes, de quibus durus, fateor, meus cucurrit sermo. Validissimum ac pretiosissimum Ecclesiæ catholicæ robur ac decus in religiosis familiis constitui, jam meo *de jure regularium* tractatu patefacere conatus sum. Hinc toto illo amore quo ipsimet Ecclesiæ catholicæ devincior, et hæc prosequor religiosa instituta. At hæc ipsa debita dilectio ac veneratio urgere debet ut eradicata exoptemus zizania, quæ

inimicus homo in dictis Galliarum religiosis familiis superseminavit. Enimvero eas omnes in hac regione lues illa, quæ Gallicani systematis nomine vocari solet, infecerat. Immo ex ipsis nonnullæ usque ad Jansenianam hæresim magna ex parte declinaverant. Nunc autem eas omnes in Galliis, Deo dante, videmus reflorescere, non tantum penitus rejecto Jansenistico viru, sed et valde jam correcto Gallicanismi errore. Quo ergo eas pretio habebimus ac loco? Lætandum sane atque ipsis et Ecclesiæ gratulandum plurimum. Et quia de Sulpitiana familia nominatim supra meminimus, ipsi etiam nominatim congratulamur, tum quod ipsa, prout et Societas Jesu, Janseniano veneno prorsus exspers perpetuo fuerit; tum quod in teterrimo anni 1793 turbine, nulla ipsius membra infecerit apostasia aut schismaticum constitutionis civilis cleri juramentum; tum denique quod Gallicani systematis errores jam ex parte derelinquere cœperit, ita ut etiam plura ipsius membra (utinam mox omnia) ad Romanam, id est, a Sede apostolica probatam doctrinam sese receperint. Quod a tempore tertii generalis superioris sui domini Tronson usque nunc Gallicanismi fece vitiata fuerit, non indignando commemoramus, sed ignoscendo: fuit hoc siquidem commune totius fere sæcularis ac regularis Gallicani cleri erratum. Jam si, ut meo quantulicumque scriptoris officio defungar, et theses meas contra ejusdem congregationis objectam auctoritatem et opposita placita defendam, hodiernos ejus professores ac scriptores identidem coarguam, eosque traducam tanquam etiamnum devios, ac claudicantes in duas partes, necnon Gallicanismi venenum, licet sub *Romanæ* (*non tamen exaggeratæ*, ut aiunt) doctrinæ larva, clero Galliæ infundentes; amica vox hæc est, non amarum quid revolventis animi, sed ipsis in charitate Jesu addictissimi, atque id unum intendentis ac peroptantis ut, id ipsum cum Romana omnium matre ac magistra Ecclesia dicentes, Galliarum clerum ab inveterato suo doctrinali morbo (prout tam facile possunt) sanent penitus, sanumque conservent. Hoc ab ipsis, pro no-

tissima eorum recta intentione, fidenter spero et expecto; simul rogans ut indulgeant, si quid, hæc scribendo, contristaverim.

CAPUT V

AN EPISCOPO COMPETAT POTESTAS PROHIBENDI NE DIŒCESIS SUÆ CLERICI TENEANT DEFENDANTVE OPINIONEM GALLICANAM DE ROMANI PONTIFICIS FALLIBILITATE; ET AN EI INCUMBAT ITA PROHIBENDI OBLIGATIO.

Propositio Iª. — *Episcopo quoad diœcesim suam, et a fortiori concilio provinciali quoad totam provinciam ecclesiasticam, competit potestas prohibendi ne quis dictam opinionem propugnet, etiam ut probabilem.* — Equidem si ageretur de opinione inter catholicos doctores controversa, et quam Sedes apostolica nondum reprobasset, fas non esset Episcopis, provincialibusve conciliis, illam prohibere. Ejusmodi enim controversiæ, fidem tangentes, sunt causæ majores Sedi apostolicæ reservatæ, et quæ nequeunt nisi ab infallibili judice auctoritative definiri. Unde quoad tales controversias prohibitivum alterutrius sententiæ decretum, ab Episcopo vel provinciali concilio editum, irritum remaneret, nec quemquam obligaret. At secus omnino dicendum de opinione quam aperte jam reprobavit Sedes apostolica, et quam communiter doctores catholici erroneam ac catholico dogmati, certo prorsus ac tenendo, oppositam pronuntiant. Porro talis est opinio quæ infallibilem negat Romanum Pontificem quæstiones fidei et morum ex cathedra definientem. Unde validum omnino fuit et obligatorium quoad subditos decretum concilii nationalis Hungariæ, quo propositiones quatuor declarationis Gallicanæ anni 1682 proscriptæ sunt tanquam *auribus christianis absurdæ ac plane detestabiles*, et quo prohibitum est ne quis eas *legere, tenere et multo minus docere auderet.*

Propositio IIª. — *Non tantum prohibere potest Episcopus ne propugnetur, sed etiam ne animo teneatur dicta opinio.* — Etenim nulli fas est opinionem amplecti, etiam ut probabilem, quam constat a Sede apostolica reprobatam fuisse, et a catholicis doctoribus communiter rejici tanquam aperte erroneam, et fidei catholicæ oppositam. Potest autem Episcopus quod certo illicitum est decreto suo additis etiam pœnis et censuris prohibere. Hinc validum et obligatorium existimarem Episcopi decretum, quo juberet a clericis suis subscribi formulam qua *jurarent respui a se ex animo* dictam opinionem. Nec video cur non posset subditis suis illud ipsum interrogatorium proponere quod Clemens Papa VI Armenorum Patriarchæ proposuit his verbis : « Si credidisti et adhuc credis, *solum* Romanum Pontificem, dubiis emergentibus circa fidem catholicam, posse per determinationem authenticam, cui sit inviolabiliter adhærendum, finem imponere ; esse verum et catholicum quidquid ipse, auctoritate clavium sibi traditarum a Christo determinat esse verum ; et quod determinat esse falsum et hæreticum, falsum et hæreticum sit censendum » (apud Rainaldum, ad annum 1351).

Propositio IIIª. — *Regulariter loquendo, tenetur Episcopus dictam opinionem prohibere, et a suo præsertim clero pro posse avellere.* — Etenim præcipuum Episcopi officium est catholicæ fidei integritati consulere, et a sua diœcesi pravas, erroneas et sinceræ fidei oppositas doctrinas, tanquam animarum sibi creditarum pestem diligentissime arcere. Porro istiusmodi pravis doctrinis accensenda est dicta opinio ; si quidem, ut toties diximus, a Sede apostolica multoties reprobata fuit, eamque doctores catholici erroneam, et nullatenus liberam et licitam, sed econtra omnino rejiciendam communiter pronuntiant. Ergo *per se*, seu abstrahendo a circumstantiis quæ vitandi majoris detrimenti gratia, dissimulandum pro tempore suaderent, tenetur quilibet Episcopus pestiferam illam opinionem extirpare ac expellere. Cumque multo magis nocere soleant errores si clerum inficiant, tenetur potissimum

Episcopus satagere ut clerum suum a præfata opinione expurget ac immunem servet.

Diximus *per se*, seu *regulariter loquendo*. Etenim tales obstare quandoque possunt circumstantiæ, ut merito pertimescat Episcopus ne suum ejusmodi decretum, in ruinam potius cedat, quam in ædificationem. Sane si oritura ob id persecutio prævideretur, aut generale rei catholicæ damnum, satius foret ad tempus dissimulare. Et idem dicendum, si clerus adeo in præsentiarum obcæcatus existat, ut obedientiam sit denegaturus ; et simul speretur, præmissis paternis suasionibus et aptis instructionibus, paulatim ad saniora rediturus.

In quo tamen negotio cavendum Episcopis est ne ibi perperam timeant ubi non est timor. Quod subjicio, ne latius forte interpretando allegatas a me silendi et dissimulandi causas, in errorem inducantur. Enimvero, nisi mihi fucum faciam, vix ac ne vix quidem excusari posse videtur eorum Episcoporum agendi ratio, qui dum bene ipsi norunt et persuasum habent certo erroneam esse ac illicitam de fallibilitate Papæ Gallicanam opinionem, eam nihilominus a seminarii sui professoribus veluti liberam ac licitam doceri patiuntur. Cum nempe haud adeo arduum sit aut professores ipsos ad ejurandum errorem adigere, aut, si renuant, expellere ac eis alios substituere, id prætermittens Episcopus seipsum procul dubio propagatæ pestis graviter reum efficit.

SECTIO V

SOLVUNTUR DIFFICULTATES, DOGMATI DE ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITATE OPPONI SOLITÆ.

CAPUT I

QUAM INEPTE OBJICIATUR SANCTI PETRI LAPSUS.

In quæstione de Romani Pontificis infallibilitate, agitur dumtaxat de infallibilitate quoad definitiones fidei quas edit Romanus Pontifex, ex cathedra seu quatenus Pontifex ac primatum suum exercens; et quidem libere, seu absque coactione. Unde absonum est trinam Petri negationem objicere, si negatio hæc nequaquam fuerit definitio fidei, si Petrus, quando Christum negavit, nondum fuerit Papa, id est, nondum obtinuerit primatum in universam Ecclesiam, sed tantum habuerit illius primatus promissionem; et tandem si negatio hæc fuerit metu extorta. Atqui, 1° trina Petri negatio non fuit definitio fidei. « Num sanctus Petrus, cum in atrio Principis sacerdotum Christum negavit, Ecclesiam docebat ex officio? Num, quidquam credendum decernens, fidei dogma edidit, quo fratres suos confirmaret? » (Petrus Ballerinius, *de Vi ac Primatu*, capite xv, § 7, n. 27, pagina mihi 274). Dixit quidem Petrus, timore devictus, ignotum sibi esse Christum; sed id non asseruit edocendo fideles et ipsis præscribendo

quid credere deberent. Ergo ipsius negatio non fuit definitio fidei, id est, decretum ad fideles directum, ad eos edocendos quid credere debeant.

2° Negatio hæc metu extorta fuit. Unde, etiamsi fuisset definitio fidei, allegari non posset contra dogma de infallibilitate Papæ *in fidëi definitionibus ;* cum dogma istud propugnetur dumtaxat quoad definitiones fidei *libere editas*, non autem quoad definitiones fidei *metu extortas*. Qui enim affirmat ex metu, nihil proprie affirmat; cum non constet annon contra mentem suam loquatur.

3° Quando sanctus Petrus Christum negavit, nondum erat Summus Pontifex. Primatus promissionem acceperat, non tamen adhuc ipsummet primatum. De quo sic Ballerinius, loco citato : « Primatum scilicet Petro ante Christi mortem promissum quidem, non vero actu traditum satis innuunt verba, quibus prima promissio expressa fuit : *Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversus eam, et tibi dabo claves, etc. ;* ubi omnia futuri temporis sunt, ut sanctus Hieronymus animadvertit (libro III in Matthæum, capite XVI, n. 23). Similiter paulo ante passionem prædicens futuros diaboli conatus ut dissensiones inter fideles spargeret in negotio fidei, prospecturus unitati ejusdem fidei, oravit pro ea Petri fide, qua (post negationem conversus) fratres confirmaret ; quod, post conversionem ex primatus officio præstandum, futurum quoque tempus respicit quo primatum obtinuisset. Vide Theophylactum et Euthymium in ipsum textum evangelicum Lucæ 22, necnon sanctum Ambrosium in psalmum XLIII, n. 40. Ipsum tandem primatum Petro *actu collatum*, cum Christus post resurrectionem hinc abiturus, eum vicarium suum relinquens, totius Ecclesiæ, ovium et agnorum omnium pastorem constituit iis verbis, *pasce agnos meos, pasce oves meas*, patres et interpretes observarunt. Ineptus ergo in re præsenti est ille sancti Petri lapsus, qui non solum non fuit definitio fidei, verum etiam primatus tempus antecessit ; ad quod (tempus jam collati

primatus) cum Christi promissa, Petro facta et ad successores ejus transmissa, pertineant, inerrantia doctrinæ fidei pariter referenda est. Certe sanctus Hieronymus loco laudato considerans primum Christi testimonium de primatu (qui *in futuro* promissus, non in præsenti datus Petro fuit) *tu es Petrus...*, *omnia de futuro*, inquit, *quæ si statim dedisset ei, nunquam in eo pravæ opinionis error invenisset locum*. Quibus (verbis), in eum, qui primatum actu consecutus effectum pariter divinæ promissionis primatui alligatæ debuit obtinere, errorem non posse cadere in negotio fidei, satis significavit. »

Ex dictis colligat lector quam inepte Gallicani systematis propugnatores, ubi prætensos nonnullorum Pontificum in definienda fide lapsus enumerant, etiam sancti Petri negationem recenseant. Et tamen ipse Bossuetius cum prætensis illis lapsibus pari passu miscet *fidem Petri iterata negatione eclypsim passam* (vide varios Bossuetii textus indicatos apud Ballerinium, loco citato). Ibi sane passus Bossuet logices eclypsim, ne quid durius dicendum sit.

APUT II

CONTRA ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITATEM, ABSONE OBJICITUR PRÆTENSUS SANCTI LIBERII PAPÆ LAPSUS.

Sancti Liberii *lapsum* vocant adversarii, 1° quod Sirmiensis concilii formulæ subscripserit ; 2° quod sanctum Athanasium condemnaverit ; 3° quod Arianos in communionem receperit. Certum nempe asserunt triplex istud sancti Liberii erratum, et ex eo recte colligi contendunt Romani Pontificis ex cathedra loquentis fallibilitatem. Quo prænotato, sit

§ 1. — Prætensus S. Liberii lapsus nullo authentico testimonio probatur, estque ad fabulas rejiciendus.

1° *Prætensum lapsum non probant fragmenta ex libro S. Hilarii.* — Sic habet eruditus Bollandista Stiltingus, in eximia sua dissertatione de S. Liberio Papa (*Acta sanctorum*, tomo sexto septembris, p. 574, Antuerpiæ, 1757) : « Priusquam ipsa sancti Liberii gesta enarranda suscipio, examinanda videntur documenta nonnulla, quibus historici recentiores passim usi sunt tanquam legitimis, cum illa mihi *plane supposititia appareant*, totaque ex iis Liberii historia sexcentis erroribus inquinata. Primo loco venit illa scripturarum collectio, quæ sub nomine S. Hilarii primum edita est a Nicolao Fabro, deinde recusa in novissima editione Operum S. Hilarii ab eruditis Benedictinis a col. 1279, ubi titulum habet : *Fragmenta ex libro S. Hilarii Pictaviensis provinciæ Aquitaniæ.* Auctor illius editionis est Petrus Coustantius. » Ibi probat Stiltingus partem istorum fragmentorum *in manuscriptis* nequaquam adscribi S. Hilario, nec ullam allegari posse bonam rationem cur adscribi debeant. Prorsus errasse editores, qui partem hanc fragmentorum S. Hilario adscripserunt. Alteram etiam fragmentorum partem S. Hilario falso attributam ; quia nempe : « Multa continet vitiosa, falsa, inepta, ad propositum non conducentia et serius scripta, indignaque prorsus sanctitate, prudentia, eruditione, modestiaque et justitia S. Hilarii. » His fuse probatis, concludit generatim dicta fragmenta *perperam S. Hilario attributa fuisse.* Stiltingi argumenta, brevitatis causa, non reproducimus. Adnotamus dumtaxat omnino evincere hujus eruditi auctoritatem, ne jure citari possint dicta fragmenta, quatenus *ex sancto Hilario* valorem aliquem trahentia. Quæ autem in eisdem fragmentis occurrunt aliorum auctorum excerpta, valebunt unumquodque pro respectivi sui auctoris valore, nisi pariter hisce auctoribus falso adscripta fuerint.

2° *Supposititiæ sunt quatuor prætensæ sancti Liberi epistolæ*,

quibus lapsum eum in hæresim contenditur. — Extant revera quatuor epistolæ, Liberii Papæ nomen præ se ferentes, quæ si ab ipso revera scriptæ fuissent, lapsum ejus probarent.

Prima, quæ ad *Orientales Episcopos* dirigitur, et incipit his verbis, *Studens paci*, habetur in opere sancti Hilarii, nomine *fragmentorum* inscripto, fragmento quarto in editione Migne (tomo II, col. 678). Item illam reperies in collectione Conciliorum Mansi, inter epistolas Liberii, sub numero 8 positam (tomo III, col. 208, edit. Florentiæ, 1759). Et apud Coustant (*Epistolæ Romanorum Pontificum*, in appendice, col. 95). Quæ epistola, si genuina foret, palam faceret a Liberio Papa derelictum Athanasium, receptosque in communionem Arianos Orientis Episcopos.

Secunda, quæ pariter *ad Orientales Episcopos* dirigitur, et incipit his verbis, *Pro deifico timore*, habetur in opere citato sancti Hilarii, sub *fragmento sexto*, numero 5 (in editione Migne, tomo II, col. 689). Item apud Mansi, loco citato, col. 207. Item apud Coustant (*Epistolæ Romanorum Pontificum*, epistola decima, col. 441, edit. Parisiis, 1721). Hæc pariter epistola, si genuina foret, et non ab Arianis conficta, testaretur a Liberio subscriptam fuisse concilii Sirmiensis formulam, rejectum sanctum Athanasium, et in communionem receptos Arianos.

Tertia, quæ dirigitur *ad Ursacium, Valentem et Germinianum*, et incipit his verbis, *Quia scio vos*, habetur in citato jam opere sancti Hilarii, sub *fragmento sexto*, numero 8 (editionis Migne tomo II, col. 693). Item apud Coustant (loco citato, col. 444); et in collectione conciliorum Mansi (loco citato, col. 209). Hæc etiam epistola, si conficta non fuisset, testaretur Liberium se ab Athanasii communione separasse, ac Arianos in communionem recepisse.

Quarta demum dirigitur ad Vincentium Episcopum Capuanum, et incipit his verbis, *Non doceo*. Habetur in citato sancti Hilarii opere, sub *fragmento sexto*, numero 10 (editionis Migne, tomo II, col. 695). Item apud Coustant (loco citato,

col. 447); et apud Mansi (loco citato, col. 210). Hæc etiam epistola Liberium exhibet Arianis communione conjunctum et ab Athanasio separatum. Jam quid de quatuor istis epistolis sentiendum sit expendamus.

Prima epistola non est sancti Liberii, sed ab Arianis conficta. — Ita sentiunt communiter eruditi, derelicto hac in re Tillemontio. De ea sic Binius : « Hæc epistola adulterina est, Liberioque falso adscripta » (in *Collectione conciliorum Mansi*, t. III, col. 208, editionis Florentinæ, 1759). Idque probat laudatus Binius, quatuor rationibus (quas vide ibidem). Confictam ab Arianis epistolam pro certo item habuit Coustant, quod et fuse probat (*Epistolæ Romanorum Pontificum*, in *Appendice* ad calcem voluminis, col. 94 et seq.) : « Epistolæ hujus, ait,... falsitatem prima illius verba produnt... » Benedictini qui opera sancti Hilarii ediderunt, sic adnotant : « Baronius... hanc epistolam antiquitatem redolere et Liberii ævo scriptam esse concedit : eam tamen omnino negat ipsius esse. A plerisque etiam rejicitur ut ficta et adulterina. Primo enim... Quæ cum ita sint, hanc epistolam ab Arianis confictam esse eo consentimus libentius, quo plures hujusmodi litteras, tum Athanasii tum imperatoris nomine, circa idem tempus, ab iisdem editas esse demonstrat Athanasius ipse, *Apologia ad Constantem*, pagina 680 et 686. Quod etiam confirmat Sardicense concilium, in quo *lectæ sunt litteræ factæ a Theognito falsæ adversus Athanasium et Marcellum*, ut audivimus *fragmento* secundo (sancti Hilarii) numero 3 » (in editione Migne, t. II, col. 678 et 679).

Tandem, post Coustantium et alios eruditos, eamdem epistolam ad crisim revocans citatus Bollandista Stiltingus, eam certo confictam demonstrat, atque ita suam hac de re dissertationem claudit : « Nullum ergo est dubium quin illa epistola sit figmentum inimicorum Liberii, et verisimiliter Arianorum, licet deinde etiam Luciferiani similia fingere potuerint » (*Acta Sanctorum*, die 23 septembris, tomo sexto septembris, pag. 582, B, Antuerpiæ, 1757).

Secunda epistola supposititia pariter censenda est. — De illa sic Bollandista Stiltingus : « Accipe nunc, lector, alteram epistolam Liberio attributam, de cujus suppositione mihi quoque dubitandum non videtur » (*Acta Sanctorum*, loco cit., p. 582). Supposititiam illam epistolam probat, tum ex stylo, qui idem est ac in aliis certo confictis epistolis; tum ex eo quod sancti Liberii prudentiæ, fortitudini et magnanimitati omnino adversetur.

Tertia item epistola supposititia. — Confictam existimavit Baronius, qui primum eam pro genuina habuerat, sed postmodum sententiam retractavit; itemque Binius et Labbæus (vide notam editorum Benedictinorum, ad numerum 8 *fragmenti* sexti sancti Hilarii, in editione Migne, t. II, col. 693). Adeat vero præcipue lector citatum Bollandistam Stiltingum (*Acta Sanctorum*, citato loco) qui simul Coustantii objectiones confutat. Equidem istius et trium aliarum epistolarum authenticitatem propugnavit Tillemontius; sed nulla hujus eruditi auctoritas, ubi in causa sunt Romani Pontifices : « Adeo Samson ille criticus, inquit Stiltingus, omne robur criticum, ne dicam sanum judicium, continuo perdidit, ubi agendum erat de documentis, quæ nata erant Liberio notam inurere » (*Acta Sanctorum*, tomo sexto Septembris, p. 584, Antuerpiæ, 1757).

Quarta etiam conficta. — « Ejusdem styli hæc rursum est cum præcedentibus et ejusdem verisimiliter architecti, licet alias falsitatis notas tam claras non habeat. Fingitur scribere Liberius, litteras se dedisse ad Orientales de Athanasii damnatione, quod non esse verisimile jam observavi. Fingitur implorare patrocinium omnium Episcoporum Campaniæ, iisque hunc in finem declarare lapsum suum. At non egebat Campanorum patrocinio ad reditum impetrandum, si cedere vellet Constantio, cum imperator Romanorum precibus annuisset, et remissurum se Liberium promisisset, sub ea saltem conditione. Campanos quoque Episcopos, qui aut omnes, aut saltem majori ex parte catholici erant, tali epistola

magis a se alienasset, quam sibi conciliasset » (*Acta Sanctorum*, tomo citato Septembris, p. 584 et 585).

Confictas quatuor epistolas evincunt insuper rationes sequentes : — « Restant exponendæ nonnullæ rationes, quibus omnium illarum epistolarum falsitas innotescit. Primo nullus antiquorum de illis Liberii epistolis meminit; nullus dixit, aliorum Episcoporum patrocinio reditum a Liberio fuisse obtentum. Quapropter aut illarum epistolarum falsitas fuit cito cognita, si confictæ sunt ab Arianis; aut postmodum a Luciferianis aut aliis schismaticis fuerint procusæ. Quis enim credat omnes illas epistolas ignorari potuisse a Rufino, Severo Sulpicio, Socrate, Sozomeno, Theodoreto et aliis, cum statim fuissent vulgandæ ab Arianis? Si autem dictis historicis, qui omnes coævi aut suppares sunt, innotuissent dictæ epistolæ, et pro Liberii epistolis fuissent habitæ, non poterat Ruffinus[1] dubitare de lapsu Liberii in tot ejus epistolis asserto... Non poterant Severus Sulpicius, Socrates, Sozomenes et Theodoretus tam magnifice loqui de fortitudine et constantia Liberii, quam revera locutos videbimus, et reditum ipsius solis Romanorum precibus attribuere, si tot pusilli et abjecti animi indicia in propriis epistolis dedisset Liberius, quot in dictis epistolis reperiuntur. Si sanctus Ambrosius epistolas istas, quas ignorare non poterat si erant Liberii, pro Liberii epistolis habuisset, sanctitatem[2] Liberii non commendasset iis verbis quæ dedi. Hæc mihi sufficiunt ad quatuor epistolas in quibus mentio fit de S. Athanasii damnatione, Liberio indubitanter abjudicandas. Neque judicium meum mirabitur æquus lector, modo rationes ex-

(1) Verba Rufini sunt : « Liberius Urbis Romæ Episcopus, Constantio vivente, regressus est. Sed hoc utrum quod adquieverit voluntati suæ (*Constantii*) ad subscribendum, an ad populi Romani gratiam, a quo proficiscens fuerat exoratus, indulserit, pro certo compertum non habeo » (Hist. eccl., l. X, c. XXVII).

(2) Sic S. Ambrosius ad sororem suam Marcellinam, quæ velum a S. Liberio acceperat : « Tempus est, soror sancta, ea quæ mecum conferre soles, *beatæ memoriæ* Liberii, præcepta revolvere, ut, *quo vir sanctior*, eo sermo accedat gratior » (de Virginibus, l. III, c. I) Et infra dicit : *sanctæ memoriæ Liberius*.

penderit, simulque consideraverit quam multa alienis nominibus a calumniatoribus fuerint vulgata » (Stiltingus, *Acta Sanctorum*, tomo sexto Septembris, p. 585, B, Antuerpiæ, 1757).

3° *Textus sancti Athanasii qui allegari solent ad probandum S. Liberii lapsum, non sunt sancti Athanasii, sed ejus Operibus assuti.*—In opere S. Athanasii quod inscribitur *Historia Arianorum ad monachos*, sic occurrit numero 41 : « Porro Liberius extorris factus, post biennium denique fractus est, minisque mortis perterritus subscripsit. Verum ea ipsa re comprobatur quum violentia eorum, tum Liberii in hæresim illam odium, ejusque pro Athanasio suffragium, quamdiu scilicet libere arbitrioque suo agere licuit. Nam quæ tormentorum vi præter priorem sententiam eliciuntur, ea non reformidantium, sed vexantium sunt placita. » Et in ejusdem S. Athanasii *Apologia contra Arianos*, numero 89, hæc leguntur : « Cum autem non solum verbis mihi patrocinati fuerint, sed etiam exilium sustinuerint, ex eorumque numero sit Liberius Romæ Episcopus : nam etsi exilii ærumnas ad finem usque non toleraverit, attamen quod conflatam in nos conspirationem probe nosset, biennio in exilii loco est commoratus. »

Utrumque opus a sancto Athanasio conscriptum fuit ante tempus quo lapsum esse Liberium contenditur. Igitur citata verba quæ agunt de Liberii lapsu non fuerunt ab Athanasio scripta, sed aliena manu postmodum addita. Id fuse probat Stiltingus (*Acta Sanctorum*, tomo sexto Septembris, p. 598 et seq.); et quod non sua solum sententia hæc sit, adnotat hoc modo : « Hoc alii dudum viderunt et agnoverunt, *etiamsi de lapsu Liberii non dubitarent* » (ibid., n. 118). Idem colligit ex ipsismet textibus. Et tandem ex eo quod subsecuti historici Græci, Socrates, Sozomenus et Theodoretus Liberii lapsum ignoraverint. Non ignorassent sane si assertum habuissent in notissimis Operum sancti Athanasii codicibus. Nec a Theodoreto vocatus Liberius fuisset, *victoriosus veritatis athleta*, νικεφόρος τῆς ἀληθείας ἀγωνιστής. Item Theophanes, ad

annum 352, reditum Liberii narrat, silet de lapsu. Item Photius (in Bibliotheca, in vita S. Athanasii, cod. 258) meminit de exilio Liberii, non de lapsu. Equidem in *Epitome*, lib. IV, n. 3, sic habet idem Photius : « Eumdem Liberium et cum illo Osium Episcopum contra consubstantialis vocabulum et contra Anathasium subscripsisse, ait Philostorgius. » Rumorem de lapsu Liberii sparserant Ariani, et juxta hunc rumorem scripsit Arianus Philostorgius, quod mirum non est, nec lapsum probat. At mirum valde non allegari a Photio, et aliis sancti Athanasii auctoritatem. Sane si Athanasiani codices, quos præ manibus habebant Photius et alii memorati historici, supra citatum de lapsu Liberii assertum continuissent, ad hunc tantæ auctoritatis testimonium provocare non omisissent.

4° *Duo textus S. Hieronymi, qui ad probandum Liberii lapsum allegari solent, non sunt sancti Hieronymi, sed ejus Operibus additi.* — Prior textus occurrit in *libro de Viris illustribus*, cap. XCVII, ubi sic de Fortunatiano Aquileiensi Episcopo : « Et in hoc habetur detestabilis, quod Liberium, Romanæ urbis Episcopum, pro fide ad exilium pergentem, primus sollicitavit ac fregit, et ad subscriptionem hæreseos compulit. » — Alter textus, ex *Chronico* S. Hieronymi, ad annum 352, depromptus, sic habet : « Liberius XXXIV Romanæ Ecclesiæ ordinatur Episcopus. Quo in exilium ob fidem truso, omnes clerici juraverunt ut nullum alium susciperent. Verum cum Felix ab Arianis fuisset in sacerdotium substitutus, plurimi pejeraverunt, et post annum cum Felice ejecti sunt; quia Liberius, tædio victus exilii, et in hæreticam pravitatem subscribens, Romam quasi victor intraverat. » — Quæ rationes evincant citatos textus Hieronymo non esse adscribendos, non exponemus; sed lectorem remittimus ad eruditum Bollandistam Stiltingum, qui, iis fuse deductis, et postquam prænotavit opera S. Hieronymi, præ reliquis omnibus maxime esse interpolata, sic addit de duobus textibus : « Talia autem sunt illa asserta, ut nec cum aliis S. Hieronymi assertis congruant,

inter se quoque pugnent, et manifestos contineant errores. Quare prudenter credere non possumus illa esse Hieronymi; sed cum pluribus aliis inserta istis illius operibus credimus » (*Acta Sanctorum*, tomo sexto Septembris, pag. 609, n. 160). Ostendit postea Stiltingus quam immerito ad probandum S. Liberii lapsum allegaretur mendax præfatio, libello precum Marcellini et Faustini schismaticorum præfixa. Qua finita documentorum ab adversariis objici solitorum recensione, sic subjungit : « Cum igitur omne illud quod asseritur de lapsu Liberii, tam incerta et invicem pugnantia monumenta pro fundamento habeat, mirari non debemus, nullum sanctorum Patrum qui cum Liberio vixerunt, aut post Liberium sæculo quarto et quinto Ecclesiam scriptis suis illustrarunt, vel minimo verbo de Liberii lapsu mentionem fecisse. »

Objicies. — Lapsum Liberium concessit Baronius.

Respondeo : Magna quidem Baronii auctoritas. Quod tamen in hoc et aliis nonnullis erraverit, « facile excusari potest, ait Stiltingus, in eruditissimo Annalium conditore, qui historiam ecclesiasticam expurgare cœpit; sed omnia solus facere non potuit » (loco cit., n. 110).

5° *Quam multa suadeant fabulam esse Liberii lapsum.* — Qui gesta sancti Liberii legerit in opere *Acta Sanctorum* facile concedet, ob quam plurima facta historica, cæteroquin certissima, excludendam prorsus Liberiani lapsus hypothesim. Ea hic recensere non possumus. Sit in specimen populi Romani erga Liberium agendi ratio, de qua sic Stiltingus : « Lubet modo ex dictis breve subjicere ratiocinium, quo liqueat, quam parum verisimilis aut probabilis sit Liberii lapsus, quem ex documentis fere supposititiis media ætas adoptavit. Romani catholica fide ornati, et Arianis maxime contrarii, Liberium exulem summo studio repetierunt, parique gaudio redeuntem exceperunt. Quis igitur facile credat, ullam Liberii prævaricationem innotuisse Romanis, quando reversum exceperunt? Romani Felicem, neglecto imperatoris mandato, aut urbe excedere coegerunt aut expulerunt : tantumve face-

rent pro prævaricatore, et communione cum Arianis maculato, aut injusta S. Athanasii damnatione? Romani a Felice abhorrebant, qui ab Arianis ordinatus erat, et cum eis communicabat? Quomodo igitur Liberium tantopere amare, tantoque cum gaudio excipere poterant, si iis obnoxium noverant prævaricationibus, quas finxerunt hæretici aut schismatici, quasque credula nimis posteritas pro veris recepit? »

Fabulam esse prætensum Liberii lapsum, præter citatum Bollandistam Stiltingum, propugnavit Petrus Ballerinius (*de Vi ac Ratione primatus*, cap. xv, § 8), et Corgne (*Dissertation critique sur le Pape Libère*, Paris, 1736). His plane assentio. Notet autem lector sufficere vel unius eruditi Stiltingi auctoritatem, ut jam nequeat ab adversariis Liberii lapsus tanquam *certus* supponi. Ex quo ruit tota eorum objectio. Ast rueret pariter etiam si certus lapsus ille probaretur, prout ostenditur in sequenti paragrapho.

§ 2. — Etiamsi certus foret prætensus Liberii Papæ lapsus, nihil prorsus ex eo collegi posset contra infallibilitatem Romani Pontificis ex cathedra fidem definientis.

Jam supra monuimus prætensum Liberii lapsum hisce tribus constare : 1° quod Sirmiensis concilii formulæ subscripserit; 2° quod sanctum Athanasium rejecerit; 3° quod Arianos Orientis Episcopos in communionem receperit. Porro etiamsi tria hæc omnino certa forent, nihil omnino contra dogma infallibilitatis Papæ, fidem ex cathedra definientis, evincerent. Quod palam fit sequenti propositionum serie.

Propositio 1ª. — *Etiamsi Liberius Papa Sirmiensis concilii formulæ subscripserit, non sequitur ipsum errasse fidem definiendo ex cathedra.* — Tres successive conditæ sunt in Sirmiensi concilio fidei formulæ, quarum textum vide in collectione Conciliorum Mansi (tomo III, col. 257 et seq., editio Florentiæ, 1759). Equidem duæ posteriores hæreticum virus

continent. At vero in prima nihil omnino reperitur nisi plane catholicum. Constat nempe articulis 26, quibus illæsa fide a quibuslibet catholicis Episcopis subscribi potuit. In eo dumtaxat vituperanda, quod vocem *consubstantialis* non contineret. Hoc scilicet vocabulum in texenda illa formula semiariani de industria omiserant, ut sic arianismo aliquatenus indirecte faverent.

Jam vero quod Liberius Papa (si cui revera formulæ subscripisse dicendus sit) huic *primæ*, non autem secundæ aut tertiæ, subscripserit, explorata res est apud eruditos. «Quoad subscriptionem vero formulæ Sirmiensis, ait Ballerinius, jam convenit fere inter omnes eruditos, *etiam adversarios*, illam fuisse primam formulam Sirmii editam contra Photinum; quam in libro *de Synodis* ipse sanctus Hilarius uti catholicam excusat» (Ballerinius, *de Vi ac Ratione primatus*, cap. xv, § 8, n. 30). Unde sic arguimus : non potuit Liberius errare in fide per suam Sirmiensis formulæ subscriptionem, si formula hæc nullum in fide errorem contineat : atqui nullum omnino continet.

Objicies 1°. — Peccavit subscribendo formulæ qua hæretici, ob omissam vocem *consubstantialis*, abuti poterant.

Respondeo : Esto peccaverit. Sed peccatum istud non fuit erronea fidei definitio. Id sole meridiana clarius est, cum formula nullum errorem contineat. Non dicimus Papam non posse peccare, aliquid omittendo quod ex officio suo præstare debuit : sed dicimus tantum contingere non posse ut alicui erroneæ fidei definitioni libere subscribat. Non agitur de Papæ impeccabilitate, at de ipsius inerrantia in edendis ex cathedra fidei definitionibus.

Objicies 2°. — Sanctus Hilarius in *Fragmentis*, formulam cui subscripsit Liberius *perfidiam* vocat. Item sanctus Hieronymus eum *in hæreticam pravitatem* subscripsisse affirmat. — *Respondeo* : illos textus non esse sancti Hilarii nec sancti Hieronymi, prout manifestum fecit Bollandista Stiltingus. At in hypothesi etiam quod genuini forent, sic responderi potest :

hæreticam dicti Patres vocant illam primam Sirmiensem formulam, relative ad doctrinam Arianam cui favere intendebant hujusce formulæ auctores. Erat nimirum perfidia et hæresis quoad intentum scopum, non in se. Unde ipse sanctus Hilarius eam catholicam agnoscit in libro *de Synodis*, ut jam notatum est.

Propositio IIª. — *Etiamsi Liberius Papa sanctum Athanasium deseruerit et a sua communione separaverit, non sequitur ipsum errasse fidem definiendo ex cathedra.* — Athanasio ab Arianis multa imputabantur crimina, quæ ad doctrinam fidei non pertinebant. Ejus defensionem si deseruerit Liberius, se melius edoctum dicens in suis litteris (quæ suæ non sunt), et a sua communione separaverit, id totum pertinet ad rem meri facti, et nullam continet erroneam fidei definitionem. In judiciis personarum errare posse Romanum Pontificem, innocentem condemnando et sontem absolvendo, negat nullus. Equidem si, eum condemnando, simul pronuntiasset, Dei Filium non esse *consubstantialem* Patri, et ob contrariam Athanasii doctrinam eum a se rejici declarasset, intervenisset erronea fidei definitio. At nihil tale reperitur in litteris Liberio attributis, quibus Athanasium a sua communione repulit. Ergo ex hac Liberii erga sanctum Athanasium agendi ratione (etiamsi figmentum non esset) colligi nihil posset contra Romani Pontificis ex cathedra fidem definientis inerrantiam.

Objicies. — Hac agendi ratione fidem catholicam profligabat Liberius; si quidem multi sic inducebantur ad deserendam Athanasii fidem catholicam, et amplectendam adversariorum hæresim.

Respondeo: Esto Liberius sic agendo peccaverit et fidei catholicæ detrimentum ingesserit. Remanet quod nullam erroneam fidei definitionem ediderit. Nec dicimus eo sensu collatam Romanis Pontificibus infallibilitatis prærogativam, quod nihil agere valeant ex quo recta fides detrimentum patiatur; sed tantum quod in decernenda fide nunquam errare possint. Sane Pontifices qui periclitanti fidei opportunis instruc-

tionibus aut missionariis consulere negligunt, catholicæ fidei detrimentum inferunt. Sed istæ omissiones aliive peccaminosi actus qui definitiones fidei non sunt, extra quæstionem sunt.

Propositio IIIa. — *Etiamsi Liberius Papa Orientales Episcopos Arianismi labe infectos in communionem receperit, non sequitur ipsum errasse fidem definiendo ex cathedra.* — Nam, ut diximus, in judiciis personarum errare posse Romanum Pontificem, negat nullus. Potest nempe, testimoniis et falsis documentis deceptus, immunem ab hæresi reputare eum qui revera hæresim professus est, et sic in communionem recipere quos excommunicare deberet. Item hic non propugnamus eo sensu infallibilem Papam, quod non possit, pravis suis affectibus cedens, eos in communionem recipere, quos nosset revera hæreticos, dummodo tamen veram non pronuntiet hæreticam ipsorum doctrinam. Nam in ejusmodi erratis, quatumvis forsan peccaminosis et Ecclesiæ noxiis, nulla intervenit fidei definitio; et in his dumtaxat *fidei definitionibus*, quando eas edit ut Pontifex ac libere, infallibilem eum propugnamus.

Objicies. — Quod Orientales Episcopi Arianismo infecti essent, erat tunc notorietatis publicæ; ergo eos in communionem recipere, idem erat ac errorem in fide edocere ac definire.

Respondeo : Primo, quod Orientalium Episcoporum hæresis fuerit notorietatis publicæ, concedi potest quoad præteritum ; sed negari posset quoad præsens, id est, quoad tempus quo eos Liberius in communionem recepisse dicitur. Etenim isti viri, versutia et fraudibus celebres, omni arte ac perpetuis mendaciis hæresim suam obtegere ac se catholicos haberi satagebant. Nequaquam ergo impossibile fuit ut deceptus Liberius eos ad sanam fidem accessisse crediderit. At *secundo*, negamus consequens, nimirum, eos in communionem recipere idem fuisse ac errorem in materia fidei definire. Nam stare simul possunt hæc duo : Quod Papa, aliqua humana ratione ex infirmitate inductus, aliquos hæreticos in commu-

nionem recipiat; et tamen hæreticum dogma non credat, nec defendat vel doceat. Unde Papalis actus aliquem recipiendi in communionem, per se non est definitio fidei; nec poterit unquam definitioni fidei æquivalere. Ut æquivaleat definitioni fidei, necesse est Pontificem pronuntiare de fide quam profitentur ii quos in communionem recipit; seu necesse est ut superveniat proprie dicta fidei definitio.

Propositio IVª. — *Etiamsi lapsus sancti Liberii fuisset erronea fidei definitio (quod omnino negatur) nihil ex ea, utpote non libera sed minis extorta, colligi posset contra Romani Pontificis, fidem ex cathedra definientis, infallibilitatem.* — Ubi agitur de fidei definitionibus, sive a Romano Pontifice, sive a concilio œcumenico editis, nunquam eo nomine intelliguntur aut intelligi possunt eæ quæ vi aut metu notorie extorquentur, sed intelliguntur dumtaxat libere ac voluntarie prolatæ. Ratio est quia quando quis vi ac metu coactus pronuntiat, nescitur quid pronuntiet. Ignoratur nempe tunc an quod externe coactus pronuntiat, verum reputet an falsum. Proinde suum sensum suamque fidem non declarat, sed ignotam relinquit. Proinde *coacta fidei definitio*, non est definitio. Et hoc tam verum est de concilio œcumenico quam de Papa. Si constet concilii Patribus vim illatam fuisse, ex hoc solo ipsorum definitiones pro nullis habentur et haberi debent. Cum ergo ex ipsis documentis quæ Liberii lapsum exprimunt plane constet dictum Pontificem exilii tædio, ac intentatæ mortis terrore ad subscribendum Sirmiensi formulæ, deserendumque Athanasium et recipiendos in communionem Orientales, adductum fuisse, etiamsi hæc erroneam fidei definitionem constituerent (quod negatur), nihil omnino adversarios juvarent. Remaneret enim defuisse plenam libertatem, sine qua definitio fidei proprie dicta nulla dari potest. Id exponit Ballerinius (*de Vi ac Ratione primatus*, c. xv, § 8, n. 31) in hunc modum: « Multo autem minus dici potest errasse in definitione fidei, qui ad eam subscriptionem et lapsum, non liber omnino, sed per metum externum notoriumque deductus fuit. Neque

enim definitio fidei est aut dici potest illa, quæ non libera planeque voluntaria, sed per vim manifestam metu extorta est. Ubi de solemnibus Pontificum et conciliorum dogmaticis decretis agitur, eorum vis et auctoritas e sensu ac sententia Spiritu sancto inspirante edita proficiscitur: *Visum est Spiritui sancto et nobis;* ac propterea ubi constet decretum vi ac metu externo fuisse expressum, et non ex intima decernentis sententia, idem decretum potiori ac prorsus necessaria et essentiali conditione caret. Aperta in re præsenti et efficax omnino est sancti Athanasii ratio atque in historia Arianorum *ad monachos*, numero 42, quod et a patre Coustantio laudatur: *Porro Liberius*, inquit sanctus doctor, *extorris factus, post biennium denique fractus est, minisque mortis perterritus subscripsit. Verum ea ipsa re comprobatur, quum violentia eorum, tum Liberii in hæresim illam odium ejusque pro Athanasio suffragium, quamdiu scilicet libere arbitrioque suo agere licuit. Nam quæ tormentorum vi præter priorem sententiam eliciuntur, ea non reformidantium, sed vexantium sunt placita.* »

Objicies. — Infallibilis non est Romanus Pontifex, si ex vi aut ex metu erroneas fidei definitiones edere valeat.

Respondeo : Nego suppositum, videlicet *definitiones* esse quæ a Papa, non voluntarie ac libere, sed ex vi externe illata declarantur. Nam per ejusmodi definitiones nihil definivit Papa, quia per eas nec notum facit, nec notum facere potest quid ipse sentiat. Imo ex talibus declarationibus concludendum potius venit oppositam sententiam a Papa teneri. Nam si verum judicaret Papa id quod coactus definit, non adhiberetur coactio.

Instabis. — Nisi Christus infallibilitatem Papæ contulerit etiam quoad casum coactionis, idem est ac si nullam contulisset; quia semper dici poterit, editam fidei definitionem vi ac metu extortam *forte* ab ipso fuisse.

Respondeo : Nisi Christus infallibilitatem contulerit quoad casum coactionis *incognitæ*, concedo: quoad casum coactionis *notoriæ*, nego. Igitur quoties non constat intervenisse vim aut

metum ad extorquendam fidei definitionem, providere debuit Christus ne quid falsum aut pravum a Romano Pontifice vel concilio œcumenico definiatur. Cum enim, extra casum coactionis *notoriæ*, semper dici possit : *Forte intervenit vis aut metus*, si ob id nutarent fidei definitiones et possent errorem continere, Christus Ecclesiæ suæ non providisset de medio sufficienti ad dignoscendam veram fidem, ut patet.

Secus autem dicendum de casu coactionis *notoriæ*. Nimirum haudquaquam necesse fuit ut Christus quoad casum istum Romano Pontifici aut concilio œcumenico infallibilitatem contulerit. Nam hoc ipso quod notorium sit intervenisse vim aut metum, satis omnes sciunt prætensam illam Papæ vel concilii œcumenici definitionem, non esse vere definitionem, sed mendaciter talem dici. Et sic omnibus notorium est prætensam illam definitionem pro nulla et irrita esse habendam. Unde permittere potuit Christus ut ejusmodi definitionibus, per vim et metum notorie extortis, subsit error et hæresis. Hinc qui catholicum infallibilitatis dogma quoad Papam ex cathedra definientem propugnant, id semper intelligunt de fidei definitionibus *quas non constet vi aut metu extortas fuisse*. Cæterum Gallicani systematis sequaces idem et ipsi propugnare coguntur quoad œcumenici concilii infallibilitatem. Sane si ab ipsis petamus, num teneamur credere definitioni generalis concilii, quam notorium sit a Patribus vi ac minis extortam fuisse, proculdubio, nisi prorsus cæcutiant, negative respondebunt.

Sic ergo res intelligenda : extra rarissimum illum casum de vi *notorie* illata, providere debuit Christus ut, vel nulla vis interveniat, vel nihilominus fidei definitio vere talis sit, id est voluntaria, et semper veram fidem edocens. Alioquin non attigisset promissionum suarum scopum, videlicet ut fidelibus præsto semper esset certum et efficax dignoscendæ veræ fidei medium. Casu autem quo *notorie* intervenit vis aut metus, necesse non est ut extortam definitionem ab errore Christus providentia sua præmuniat ; ac proinde ad hunc casum non

extenditur infallibilitatis prærogativa, sive Romano Pontifici, sive generali concilio collata.

§ 3. — Quid Bossuetius de Liberii lapsu.

1° Dum suas in Evangelium *Meditationes* scriberet, *duos* tantum aut *tres* repererat Romanos Pontifices quoad fidem lapsos (vide ad diem 72). In sua celebri concione *Sermon sur l'unité,* in comitiis anni 1682 habita, memorabat solummodo *unum aut duos;* Liberium videlicet et Honorium, prout ex aliis ipsius scriptis colligitur. Ast in suo *Defensionis* libro, doctior jam in eo argumento effectus, plus quam decem lapsos Romanos Pontifices ingenii sui acumine perspexerat.

2° Ad Liberii lapsum quod attinet, nihil magis critica eruditione ac logica jejunum ullibi reperiri existimem, quam quod declamavit Bossuetius libro IX, capite XXXIII et XXXIV *Defensionis* (in editione Bisuntina 1846, tomo X, p. 426 et seq.). Fatetur a Liberio subscriptam dumtaxat fuisse primam Sirmiensem formulam, quæ nihil non catholicum continebat. Sed quia deerat vox *consubstantialis*, quia rejectus Athanasius et in communionem recepti Orientales, ipsi certissima conclusio est, defecisse in fide Liberium, et ex hoc lapsu evidenter explodi doctrinam de Romani Pontificis fidem ex cathedra definientis inerrantia. Quam inania hæc, satis perspexit lector ex superioribus paragraphis. Propugnat autem Bossuetius, et quidem non vulgari sermonis æstu, infallibilitatem Romano Pontifici, aut nullam esse concedendam, aut concedendam etiam in casu notoriæ coactionis, quando nempe notorium est ipsi vim ac metum incuti. Ex quo logice deduceretur, adhærendum esse concilii generalis definitioni, tanquam infallibili, cui ejusdem concilii Patres ex metu ac illata vi subscripsisse notorium foret; imo etiamsi persecutores arrepta violenter singulorum manu, subscribere coegissent. Taceo arrogantiam, qua doctorum catholicorum argumenta *minuta*, *futilia* ac *cavillationes* vocat. Hæc a Bossuetio

de sancti Liberii lapsu declamata potius quam discussa si quis attente legat, tali scriptori omnem in re theologica abjudicandam auctoritatem merito colliget.

3° In nota citatæ editionis, pagina 426, sic habetur : « Cæterum ex *diario Domini Ledieu* (*fuit is Bossuetii secretarius et Jansenista*) colligitur voluisse Bossuetium ea delere quæ hic scripsit de Liberio, tanquam ad suum scopum non satis pertinentia. Vide *Histoire de Bossuet*, *pièces justificatives* du livre sixième. » Debuisset Bossuetius, non tantum hæc expungere, sed totum suum *Defensionis* librum ; utpote falsa pravissimaque doctrina refertum, et dignum quammaxime (judice Benedicto XIV) qui proscriberetur. A qua tamen proscriptione ex prudentialibus rationibus huc usque abstinendum duxit Sedes apostolica.

4° Notet autem lector multiplices in quæstione una Bossuetii lapsus : ignoravit quatuor Liberii epistolas ab eruditis non haberi ut authenticas. Tales ipse supponit, ne moto quidem minimo hac de re dubio — ignoravit fragmenta S. Hilarii esse ipsi abjudicanda — ignoravit vitas Romanorum Pontificum, utpote multis erroribus deturpatas, non esse in probationem adducendas — ignoravit assutos fuisse textus qui S. Hieronymo tribuuntur — ignoravit fabulosam esse *vitam S. Eusebii*, et id eruditis compertum.

CAPUT III

DE HONORIO PAPA. — PERPERAM CONTENDITUR ERRASSE PONTIFICEM ILLUM IN EDENDIS EX CATHEDRA FIDEI DEFINITIONIBUS.

Disseremus hoc ordine : 1° statum quæstionis exponemus ; 2° subjiciemus præcipua quæ ad rem faciunt documenta ; 3° deducemus *primam* quoad factum Honorii defensionem ; probando scilicet, neque ab Honorio ullam erroneam editam fuisse fidei definitionem, neque ipsum a generali synodo sexta

condemnatum fuisse eo quod erroneam fidei definitionem ediderit, sed dumtaxat eo quod exordientem Monothelitarum hæresim non damnaverit, et per hanc negligentiam hæreseos fautor extiterit. Et hæc prima defensio procedit ac valet, etiam in hypothesi quod genuina forent objecta documenta, et quod binas suas epistolas scripsisset Honorius tanquam Pontifex, et non ut persona privata; 4° deducemus *secundam* defensionem; qua scilicet statuitur binas Honorii epistolas esse privati doctoris, non loquentis ex cathedra. Et hæc secunda defensio procedit etiam in hypothesi quod genuina forent objecta documenta, et quod Honorius in epistolis suis hæresim docuisset, et a generali synodo tanquam proprie hæreticus damnatus fuisset; 5° deducemus *tertiam* defensionem, quæ his duobus concluditur: primo conceditur pronuntiatam revera fuisse in Honorium a generali synodo sexta condemnationem; sed negatur id peractum fuisse *œcumenice;* id est: negatur huic condemnationi accessisse Romani Pontificis confirmationem: secundo negatur duarum Honorii epistolarum, et aliorum quæ objiciuntur documentorum, sinceritas; 6° deducemus *quartam* defensionem, qua negatur sinceritas, non tantum aliorum quæ objiciuntur documentorum, sed etiam textuum sextæ generalis synodi, in quibus cum cæteris damnatis hæreticis insertum et Honorii nomen legitur.

§ 1. — Exponitur status quæstionis.

1° *Prænoscenda factorum series* [1]. — Pontifex creatus est Honorius anno 626, obiitque anno 638. Sub ejus Pontificatu orta primum est *monothelitarum* hæresis. Unicam in Christo agnoscendam esse operationem seu voluntatem prædicabat Cyrus Alexandrinus Patriarcha. Ei obstitit Sophronius Hierosolymitanus antistes, duplicem in Christo voluntatem defendens.

(1) Confer theologiam Wirceburgensium, de Incarn. diss. II, sect. III, parte 1, n. 266.

De hac contentione ad Honorium Papam relationem misit Sergius Constantinopolitanus Patriarcha. In suis autem litteris suadebat Honorio, ut sive *unam* sive *duplicem* operationem prædicari æque prohiberet; ut scilicet, imposito quoad utrumque vocabulum silentio, dissensiones præcaverentur.

Extant duæ Honorii ad Sergium responsoriæ epistolæ quibus, juxta id quod postulabat Sergius, declarat, tum *unius* tum *duplicis* operationis vocabulum vitandum esse. Declarat insuper non esse in Christo duas contrarias mentis et carnis voluntates. Et hæ sunt celebres Honorii epistolæ, ob quas Pontifex ille hæreseos accusatur. Hinc quæstio an Monothelismi hæresim contineant, et insuper an sint genuinæ, vel potius a Græcis hæreticis interpolatæ ac confictæ.

Promulgavit Sergius, sub nomine Heraclii imperatoris, *ectesim* seu edictum, quo prohibebatur tum *unius* tum *duplicis* operationis locutio.

Anno 638 Honorio successit Severinus Papa, et præfatam *ectesim*, quam Sergius synodice Constantinopoli promulgaverat, condemnavit. Obiit Sergius, et ei successit Pyrrhus, Monothelitarum hæreseos acerrimus propugnator.

Anno 639, defuncto Severino subrogatus est Joannes IV Papa. Heraclius imperator, intelligens se tanquam hæreticum haberi ob *ectesim* ipsius nomine promulgatam, declaravit *ectesim*, non a se, ast a Sergio factam fuisse. Obiit autem Heraclius anno 641. Ei successit Constantinus, qui post quatuor menses ipse obiit, ac successorem habuit filium suum Constantem.

Joannes Papa IV Monothelitarum hæresi fortiter restitit; ac insuper apologiam pro Honorio misit ad Constantinum imperatorem.

Die 25 novembris 641, Joanni IV successit Theodorus Papa. Sub cujus pontificatu, Pyrrhus, ob intentatum ipsi quoddam crimen sibi metuens, in Africam ultro secessit, ibique celebrem illam disputationem habuit cum sancto Maximo abbate ac martyre, quam is sub *Dialogi* forma scriptam reliquit.

Errorem suum agnoscens Pyrrhus, Romam profectus est, ibique oblato pœnitentiæ libello, hæresim suam publice abjuravit, et a Theodoro Papa honorifice receptus est. Postea vero ad vomitum rediens, ab eodem Papa Theodoro damnatus ac depositus est. Interea vero imperator hæreticus Constans, in locum Pyrrhi subrogaverat Paulum, æque monothelitam; qui eidem imperatori persuasit, ut edicto silentium injungeret de illa unius vel duplicis voluntatis altercatione. Edictum istud, quod *typi* nomine designari solet, synodice reprobavit Theodorus Papa, simulque pseudo-patriarcham Paulum condemnavit. Cum obiisset Paulus, anno 652, in ejus locum subiit Pyrrhus, qui redeundo ad hæresim, etiàm in gratiam imperatoris Constantis redierat. Sed post quatuor menses e vita migravit, ac successorem habuit Petrum, item monothelitam versutia insignem.

Anno 649 Theodoro successit sanctus Martinus I; qui, coacto Lateranensi concilio, damnavit *ectesim* Heraclii, *typum* Constantis et monothelitas Theodorum, Cyrum, Sergium, Pyrrhum et Paulum; nullatenus autem damnavit Honorium Papam, aut in quoquam eum reprehendit.

Anno 653 sancto Martino I successit Eugenius I. Huic vero Vitalianus, anno 655. Vitaliano Adeodatus, anno 669. Adeodato Donus, anno 676. Dono, circa annum 678, successit Agatho, sub quo celebratum est sextum generale concilium.

Porro in actis hujus sextæ œcumenicæ synodi, pluries legitur pronuntiatum anathema in Honorium Papam, tanquam hæreticum. Atque illa dicti Pontificis tanquam hæretici condemnatio, iterata postmodum fuit in generalibus conciliis septimo et octavo. Hæc factorum series.

2° *Determinatur in quo stet controversia.* — Gallicani systematis propugnatores, statim ac lapsum Honorii attingunt, quasi triumphum agentes, explosam ac conclamatam dictitant, quam defendimus, Romani Pontificis ex cathedra loquentis infallibilitatem. Honorius, inquiunt, ex cathedra, seu tanquam Romanus Pontifex, locutus est in duabus suis epistolis;

et tamen ibi hæresim docuit; siquidem a generalibus conciliis tanquam hæreticus anathemate perculsus est, ob duas illas epistolas.

Econtra quod Honorius in definienda fide nequaquam erraverit, nec ob ullum in aliqua fidei definitione errorem damnatus sit, defendunt communiter orthodoxi. Et hæc, aiebat Binius, *est sententia omnium fere orthodoxorum nostri temporis* (Concilia Mansi, tomo X, col. 575, editio Florentiæ, 1764).

3° *De variis mediis quibus instituta reperitur Honorii defensio.* — Quando defendendus est innocens contra ipsius accusatorem, satis est ut ostendatur accusatoris argumenta vim non habere, id est non probare id quod asseritur. Hoc ipso nempe quod accusatus non peremptorie probetur deliquisse, absolvitur, et causa cadunt accusatores. Ita porro se habet disceptatio quoad Honorium Papam. Eum adversarii accusant quod hæresim ex cathedra docuerit et tanquam hæreticus a synodo œcumenica damnatus sit, atque ad id probandum argumenta sua proferunt : ut causa vincant Honorii defensores, satis est si demonstrent hæc adversariorum argumenta robore destitui ac nequaquam peremptoria esse. Jam vero cum argumenta illa ex multis capitibus nutent ac insufficientia sint, Honorii defensores insufficientiam illam alii aliter probant. Plures, verbi gratia, permissa hypothesi quod documenta queis nituntur adversarii authentica sint, ostendunt ex eis non evinci prætensum Honorii fidem ex cathedra definientis errorem. Alii genuina esse negant ipsa documenta quæ objiciuntur. Et sic concinnatæ sunt ab eruditis plures Honorii defensiones. Valet autem unaquæque ex istis defensionibus, hoc ipso quod adversariorum argumenta sufficienter evertat. Defensio, verbi gratia; ex eo capite quod documenta ab adversariis allegata non probentur sincera, omnino valet si adversarii documentorum sinceritatem nequeant demonstrare; idque etiamsi forte genuina essent documenta illa. Hinc nos quatuor præcipuas ex istis defensionibus subjicimus. Ut au-

tem earum vim lector facile perspicere possit, varia in antecessum, quæ ad rem faciunt documenta, sequenti paragrapho ei suppeditamus.

§ 2. — Subjiciuntur quæ ad rem faciunt documenta.

Documentum I. — *Epistola Sergii Patriarchæ Constantinopolitani ad Honorium Papam.* — Habetur integra in actione XII sexti generalis concilii (apud Concilia Mansi, tomo XI, col. 530). Ejus analysim, cum præcipuis ad rem facientibus verbis, exaramus.

1° Enarrat quomodo Paulus quidam hæreticus imperatorem Heraclium, tunc in Armenia consistentem, adierit, et inter alia colloquendo, *unius operationis Christi veri Dei nostri mentionem fecerit;* item quomodo imperator de hoc Pauli dicto postea sermonem habuerit cum Cyro, tunc Lazorum, postmodum Alexandriæ Episcopo.

2° Quæ subsecuta sint refert postea Sergius in hunc modum : « Prædictus igitur sanctissimus vir (nempe Cyrus), his auditis, ejus serenitati respondit, nescire subtiliter, utrum unam an duas operationes Christi veri Dei nostri adstruere necesse sit. Ergo per jussionem ejus pietatis, per litteras proprias interrogavit nos prædictus sanctissimus vir, utrum unam operationem, an duas in Salvatore nostro Christo necesse sit dicere, et si quosdam noscamus sanctorum ac beatissimorum Patrum unam dicentes operationem. Unde nos, quæ nostræ erunt scientiæ per nostra rescripta ei significavimus; dirigentes etiam sermonem acclamatorium Mennæ, sanctissimi quondam Patriarchæ hujus regiæ urbis..., habentem et diversa testimonia paterna de una operatione et una voluntate Salvatoris nostri Christi veri Dei nostri. Nihil tamen proprium penitus in hujusmodi nostris rescriptis promulgavimus, sicut suppetit nosse vos..., relegentes eorum quæ missa sunt exemplaria. Et silentium quidem ex illo tempore hujusmodi suscepit capitulum. »

3° Subjungit Sergius, quomodo dictus Cyrus, Alexandriæ Patriarcha, multos Ægypti, Lybiæ et circumvicinarum regionum populos variis hæresibus, Eutychiana præsertim, implicitos, ad fidei unitatem feliciter jamjam esset reducturus. Ad quam concordiam obtinendam, nonnulla statuerat doctrinæ capitula, a quibus acceptandis præfati hæretici non refugiebant. Tum ita pergit Sergius : « Ex his autem quæ dicta sunt atque stabilita, unum existit capitulum de una operatione Christi magni Dei et Salvatoris nostri. His ita provenientibus, Sophronius... qui Hierosolymorum Episcopus est ordinatus... adversatus est et contradixit ad unius operationis capitulum, duas omnino operationes Christi Dei nostri dignum inquiens censeri. »

4° Enarrat postea Sergius quomodo Cyrus a Sophronio postulaverit, ut silens toleraret illud capitulum, quo *unica* Christi operatio asserebatur ; nimirum alioquin populos, qui ad unitatem redire parati videbantur, huic unitati repugnaturos. Item quomodo Sophronius assentire noluerit, imo apud Sergium ipsum litteris egerit, *ut de talibus adimeretur capitulis*, *post factam unitionem*, *vox unius operationis*.

5° Quid autem ad hæc Sergius, ita ipse exponit : « Durum nos hoc arbitrati sumus. Quomodo enim non esset durum et valde onerosum, quando hoc resolvere evertereque erat omnem illam concordiam atque unitatem, quæ bene fuerat effecta, tam apud Alexandrinam magnam civitatem, quam per universas sub ea regiones... Multis igitur a nobis de hoc motis sermonibus ad prænominatum venerabilem Sophronium, postremo adhortati eum sumus testimonia nobis proferre sanctorum ac probabilium patrum..., duas nominatim et ipsis verbis operationes in Christo dicendas tradentia. Ille autem hoc facere penitus non potuit. Nos vero considerantes, incipientem ex hoc inter quosdam hic contentionem exardescere, et scientes quod semper ex hujusmodi decertationibus hæreseon dissensiones effectæ sunt, necessarium judicavi-

mus omne studium ponere ad sedandum atque amputandum talem superfluum verborum conflictum (ταύτην λογομαχίαν); et ad sæpedictum sanctissimum Alexandriæ Patriarcham scripsimus, ut postquam unitatem cum his qui pridem separabantur, Deo auxiliante, composuit, de cætero nullum permitteret unam aut duas proferre operationes in Christo Deo nostro... Eo quod unius quidem operationis vox, quamquam a quibusdam sanctis dicta est patribus, tamen peregrina videatur, et perturbare aures quorumdam, suspicantium ad peremptionem hanc proferri inconfuse atque secundum subsistentiam unitarum in Christo Deo nostro duarum naturarum...; similiter autem et duarum operationum dictio multos scandalizet, utpote a nullo sanctorum et probabilium Ecclesiæ institutorum edita. Insuper et consequens ei sit prædicare duas voluntates, contrarietates circa invicem habentes, tanquam Deo quidem Verbo salutarem volente adimpleri passionem, humanitate vero ejus obsistente ejus voluntati et resistente, et proinde duo contraria volentes introducantur, quod impium est... Hanc igitur, ut dictum est, contentionem incipientem accendi videntes, necessarium judicavimus, attritas potius sanctorum Patrum voces et synodice definitas semper sequi; et neque quæ raro a quibusdam patribus dicta sunt, et non circa hæc intentionem habentibus quasi planam et inambiguam de eis doctrinam exponerent, ad regulam et legem per omnia dogmaticam reducere; quale est et quod de una operatione ab eis dictum est. Neque iterum, quæ nullatenus dicta sunt a probabilibus Patribus, nunc vero a quibusdam proferuntur, duas inquam operationes, tanquam dogma catholicum proferre. Et ad ultimum stetit ac placuit, quatenus prædictus Sophronius venerabilis nullum sermonem de cætero de una sive duabus operationibus movere debeat, sed et sufficiat præfata cautaque ac trita sanctorum Patrum recta traditio atque doctrina. His itaque contentus sæpe nominatus venerabilis vir (Sophronius) et hæc custodire certificans, petivit nos etiam per epistolam de his ei præbere responsum:

quatenus hujusmodi epistolam, ut ait, ostendat his, qui forsitan interrogare eum de prædicta quæstione voluerint, quod et alacriter egimus. Et ille quidem in his hinc enavigavit. »

6° Epistolam suam claudit Sergius hoc modo : « His igitur omnibus, principio ita provenientibus, rationabile simul et necessarium judicavimus, de his quæ partim memorata sunt, cognitionem dare vestræ fraternæ atque unanimi beatitudini, per exemplaria quæ a nobis directa sunt; et adhortamur vos, sacratissimi, hæc omnia legere; et Deo placitam ac plenissimam caritatem quæ in vobis est nunc quoque sequentes, si quid amplius minusve inveneritis, hoc per datam vobis a Deo gratiam adimplere, atque per sanctas syllabas vestras una cum vestra optabili sospitate, quæque super his vobis fuerint placita, significare. »

Documentum II. — *Prior epistola Honorii Papæ ad Sergium Constantinopoleos Patriarcham.* — « Scripta fraternitatis vestræ suscepimus, per quæ contentiones quasdam, et novas vocum quæstiones cognovimus introductas per Sophronium quemdam, tunc monachum, nunc vero, ex audito, Episcopum Hierosolymitanæ urbis constitutum, adversus fratrem nostrum Cyrum Alexandriæ antistitem, unam operationem Domini nostri Jesu Christi conversis ex hæresi prædicantem. Qui denique ad vestram fraternitatem Sophronius veniens, querelamque hujusmodi deponens, multiformiter eruditus, petiit de his quæ a vobis fuerat instructus paginalibus sibi syllabis reserari. Quarum litterarum ad eumdem Sophronium directarum suscipientes exemplar, et intuentes satis provide circumspecteque (μετὰ πολλῆς προνοίας τε καὶ ἐπισκέψεως) fraternitatem vestram scripsisse, laudamus novitatem vocabuli auferentem, quod posset scandalum simplicibus generare. Nos enim in quo cœpimus oportet ambulare. Enimvero duce Deo perveniemus usque ad mensuram rectæ fidei, quam Apostoli veritatis, Scripturarum sanctarum funiculo extenderunt, confitentes Dominum Jesum Christum, media-

torem Dei et hominum, operatum divina, media humanitate, verbo Deo naturaliter (in alio manuscripto habetur *hypostatice*) unita; eumdemque operatum humana, ineffabiliter atque singulariter assumpta carne discrete, inconfuse atque inconvertibiliter plena divinitate; et qui corruscavit in carne plena divinis miraculis, ipse est et carneus effectus plene Deus et homo. Passiones et opprobria patitur unus mediator Dei et hominum in utrisque naturis Verbum caro factum et habitavit in nobis, ipse filius hominis de cœlo descendens, unus atque idem, sicut scriptum est, crucifixus Dominus majestatis; dum constet divinitatem nullas posse perpeti humanas passiones : et non de cœlo, sed de sancta est assumpta caro Dei genitrice (nam per se veritas in Evangelio ita inquit : *Nullus ascendit in cœlum, nisi qui de cœlo descendit filius hominis, qui est in cœlo*) : profecto nos instruens, quod divinitati unita est caro passibilis ineffabiliter, atque singulariter, ut discrete atque inconfuse, sic indivise videretur conjungi. Ut nimirum stupenda mente mirabiliter manentibus utrarumque naturarum differentiis cognoscatur uniri. Cui Apostolus concinens, ad Corinthios ait : *Sapientiam loquimur inter perfectos, sapientiam vero...* Dum profecto divinitas nec crucifigi potuit, nec passiones humanas experiri vel perpeti, sed propter ineffabilem conjunctionem humanæ divinæque naturæ, idcirco et ubique Deus dicitur pati, et humanitas ex cœlo cum divinitate descendisse. *Unde et unam voluntatem fatemur Domini nostri Jesu Christi, quia profecto a divinitate assumpta est nostra natura, non culpa*[1]; illa profecto quæ ante peccatum creata est, non quæ post prævaricationem vitiata. Christus enim Dominus, in similitudinem carnis peccati veniens, peccatum mundi abstulit, et de plenitudine ejus omnes nos accepimus : et formam servi suscipiens, habitu inventus est ut homo, quia sine peccato conceptus est de Spiritu sancto, etiam absque peccato est partus de sancta et im-

(1) Hanc phrasim sublineamus, utpote qua potissimum adversarii suam contra Honorium monothelismi accusationem fundant. Quam immerito, infra panditur.

maculata Virgine Dei Genitrice, nullum experiens contagium vitiatæ naturæ. Carnis enim vocabulum, duobus modis sacris eloquiis boni malique cognovimus nominari, sicut scriptum est: *Non permanebit spiritus meus in hominibus istis quia caro sunt*. Et Apostolus: *Caro et sanguis regnum Dei non possidebunt*. Et rursum: *Mente servio legi Dei, carne autem legi peccati. Et video aliam legem in membris meis, repugnantem legi mentis meæ, et captivum me trahentem in legem peccati, quæ est in membris meis*. Et alia multa hujusmodi in malo absolute solent intelligi. In bono autem ita, Isaia dicente: *Veniet omnis caro in Jerusalem et adorabunt in conspectu meo*. Et Job: *In carne mea videbo Deum*. Et alibi: *Videbit omnis caro salutare Dei*. Non est itaque assumpta, sicut præfati sumus, a Salvatore vitiata natura, quæ repugnaret legi mentis ejus, sed *venit quærere et salvare quod perierat*, id est, vitiatam humani generis naturam. Nam lex alia in membris aut voluntas diversa non fuit vel contraria Salvatori, quia super legem natus est humanæ conditionis. Et siquidem scriptum est: *Non veni facere voluntatem meam, sed ejus qui misit me Patris*, et, *Non quod ego volo, sed quod tu vis Pater*, et alia hujusmodi, non sunt hæc diversæ voluntatis, sed dispensationis humanitatis assumptæ. Ista enim propter nos dicta sunt, quibus dedit exemplum ut sequamur vestigia ejus, pius magister discipulos imbuens, ut non suam unusquisque nostrum, sed potius Domini in omnibus præferat voluntatem. Via igitur regia incedentes, et dextrorsum vel sinistrorsum venatorum laqueos circumpositos evitantes, ne ad lapidem pedem nostrum offendamus, Idumæis, id est, terrenis atque hæreticis propria relinquentes, nec vestigio quidem pedis sensus nostri terram, id est, pravam eorum doctrinam omminodo atterentes, ut ad id quo tendimus, hoc est ad fines patrios, pervenire possimus, ducum nostrorum semita gradientes; etsi forte quidam balbutientes, ut ita dicam, conati sunt, proferentes exponere, formantes se in specimen nutritiorum, ut possent mentes imbuere auditorum, non oportet ad dogmata hæc

ecclesiastica retorquere, quæ neque synodales apices super hoc examinantes, neque auctoritates canonicæ visæ sunt explanasse; ut unam vel duas energias aliquis præsumat Christi Dei prædicare, quas neque evangelicæ vel apostolicæ litteræ, neque synodalis examinatio super his habita, visæ sunt terminasse; nisi fortassis, sicut præfati sumus, quidam aliqua balbutiendo docuerunt, condescendentes ad informandas mentes atque intelligentias parvulorum, quæ ad ecclesiastica dogmata trahi non debent; quæ unusquisque in sensu suo abundans, videtur secundum propriam sententiam explicare. Nam quod Dominus Jesus Christus, Filius ac Verbum Dei, per quem facta sunt omnia, ipse sit unus operator divinitatis atque humanitatis, plenæ sunt sacræ litteræ luculentius demonstrantes. Utrum autem propter opera divinitatis et humanitatis, una an geminæ operationes debeant derivatæ dici vel intelligi, ad nos ista pertinere non debent, relinquentes ea grammaticis, qui solent parvulis exquisita derivando nomina venditare. Nos enim non unam operationem vel duas Dominum Jesum Christum, ejusque sanctum Spiritum, Sacris Litteris percepimus, sed multiformiter cognovimus operatum. Scriptum est enim : *Si quis Spiritum Christi non habet, hic ejus non est*. Et alibi : *Nemo potest dicere : Dominus Jesus, nisi in Spiritu sancto. Divisiones vero gratiarum sunt, idem autem Spiritus : et divisiones ministrationum sunt, idem autem Dominus : et divisiones operationum sunt, idem vero Deus qui operatur omnia in omnibus*. Si enim in aliis, id est, in membris suis, Spiritus Christi multiformiter operatur, in quo vivunt, moventur et sunt; quanto magis per semetipsum mediatorem Dei et hominum, plene ac perfecte, multisque modis et ineffabilibus confiteri nos communione utriusque naturæ condecet operatum? Et nos quidem secundum sanctiones divinorum eloquiorum oportet sapere vel spirare; illa videlicet refutantes, quæ quidem novæ voces noscuntur sanctis Dei Ecclesiis scandala generare; ne parvuli aut duarum operationum vocabulo offensi, sectantes Nestorianos nos ve-

sensa sapere arbitrentur; aut certe, si rursus unam operationem Domini nostri Jesu Christi fatendam esse censuerimus, stultam Eutychianistarum attonitis auribus dementiam fateri putemur; præcaventes ne, quorum arma combusta sunt, eorum cineres, redivivos ignes flammivomarum denuo renovent quæstionum; simpliciter atque veraciter confitentes Dominum nostrum Jesum Christum unum operatorem divinæ atque humanæ naturæ; melius arbitrantes, ut vani naturarum ponderatores, otiose negotiantes et turgidi adversus nos insonent vocibus ranarum philosophi, quam ut simplices et humiles spiritu populi Christiani possint remanere jejuni. Nullus enim decipiet per philosophiam et inanem fallaciam discipulos piscatorum, eorum doctrinam sequentes : omnia enim argumenta scopulosa disputationis callidæ atque fluctivaga in eorum retia sunt collisa. Hæc nobiscum fraternitas vestra prædicet, sicut et nos ea vobiscum unanimiter prædicamus; hortantes vos ut unius vel geminæ novæ vocis inductum operationis vocabulum aufugientes, unum nobiscum Dominum Jesum Christum Filium Dei vivi, Deum verissimum, in duabus naturis operatum divinitus et humanitus, fide orthodoxa et unitate catholica prædicetis. Subscriptio. Deus te incolumem custodiat, dilectissime atque sanctissime frater. »

Documentum III. — *Posterior epistola Honorii Papæ ad Sergium.* — Illius epistolæ supersunt dumtaxat fragmenta quæ in actis sexti generalis concilii, actione xiii, reposita sunt (apud Concilia Mansi, t. XI, col. 579, editionis Florentinæ). Ea fragmenta subjicimus :

« Necnon et Cyro fratri nostro Alexandriæ civitatis præsuli, quatenus novæ adinventionis unius vel duarum operationum vocabulo refutato, claro Dei Ecclesiarum præconio nebulosarum concertationum caligines offundi non debeant vel aspergi, ut profecto unius vel geminæ operationis vocabulum noviter introductum ex prædicatione fidei eximatur. Nam qui hæc dicunt, quid aliud nisi juxta unius vel geminæ

naturæ Christi Dei vocabulum, ita et operationem unam vel geminam suspicantur? Super quod clara sunt divina testimonia. Unius autem operationis vel duarum esse vel fuisse mediatorem Dei et hominum Jesum Christum, sentire et promere, satis ineptum est[1].

« Et quidem quantum ad instruendam notitiam ambigentium, sanctissimæ fraternitati vestræ per eam insinuandam prævidimus. Cæterum quantum ad dogma ecclesiasticum pertinet, quæ tenere vel prædicare debemus propter simplicitatem hominum, et amputandas inextricabiles quæstionum ambages, sicut superius diximus, non unam vel duas operationes in mediatore Dei et hominum definire, sed utrasque naturas in uno Christo unitate naturali copulatas, cum alterius communione operantes atque operatrices confiteri debemus : et divinam quidem quæ Dei sunt operantem; et humanam quæ carnis sunt exequentem, non divise neque confuse aut convertibiliter, Dei naturam in hominem et humanam in Deum conversam edocentes, sed naturarum differentias integras confitentes. Unus enim atque idem est humilis et sublimis, æqualis Patri et minor Patre, ipse ante tempora, natus in tempore est : per quem facta sunt sæcula, factus in sæculo est : et qui legem dedit, factus sub lege est, ut eos qui sub lege erant redimeret : ipse crucifixus, ipse chirographum quod erat contra nos evacuans in cruce de potestatibus et principalibus triumphavit. Auferentes ergo, sicut diximus, scandalum novellæ adinventionis, non nos oportet unam vel duas operationes *definientes prædicare;* sed pro una, quam quidam dicunt operatione, oportet nos unum operatorem Christum Dominum in utrisque naturis veridice confiteri : et pro duabus operationibus, ablato geminæ operationis vocabulo, ipsas potius duas naturas, id est divinitatis et carnis assumptæ in una persona unigeniti Dei Patris, inconfuse, indivise atque inconvertibiliter nobiscum

(1) Græca translatio habet, πάνυ μάταιον, id est, *plane stultum.*

prædicare *propria operantes*. Et hoc quidem beatissimæ fraternitati vestræ insinuandum prævidimus, quatenus unius confessionis propositum unanimitati vestræ sanctitatis monstremus; ut profecto in uno spiritu anhelantes, pari fidei documento conspiremus. Scribentes etiam communibus fratribus Cyro et Sophronio antistitibus, ne novæ vocis, id est, unius vel geminæ operationis vocabulo insistere vel immorari videantur : sed abrasa hujusmodi novæ vocis appellatione, unum Christum Dominum nobiscum in utrisque naturis divina vel humana prædicent operantem. Quanquam hos, quos ad nos prædictus frater et coepiscopus noster Sophronius misit, instruximus, ne duarum operationum vocabulum deinceps prædicare innitatur; quod instantissime promiserunt prædictum virum esse facturum; si etiam Cyrus frater et coepiscopus noster ab unius operationis vocabulo discesserit. »

Documentum IV. — *Apologia pro Honorio Papa, ad imperatorem Constantinum missa a Joanne Papa IV, anno* 641. — Habetur apud Labbe (tomo V, col. 1758, edit. Parisiis, 1671). Ejus analysim, cum præcipuis ad rem facientibus verbis, exaramus.

1. Apologiæ scribendæ causam sic declarat Joannes Papa : « Quantum enim ex diversis suggestionibus, quæ ad nos catervatim venerunt, quinimo et ex ipso quoque auditu didicimus, omnes Occidentales partes scandalizatæ turbantur, fratre nostro Pyrrho Patriarcha per litteras suas huc atque illuc transmissas nova quædam et præter regulam fidei prædicante, et ad proprium sensum quasi sanctæ memoriæ Honorium Papam decessorem nostrum attrahere festinante, quod a mente catholici patris *erat penitus alienum*. »

2. Postea refert quomodo Sergius ad Honorium scripserit, ab aliquibus existimari in Christo duas *contrarias* voluntates; et quomodo Honorius responderit, quod verissimum est, non adesse in Christo duas illas inter se pugnantes voluntates, quas vocamus *spiritus* et *carnis :* « Igitur ut vestra benignitas

causam totam rei discere possit, subtilissima veritate quæ ante brevis intercapedinem temporis gesta sunt enarrabo. Sergius reverendæ memoriæ Patriarcha prædicto sanctæ recordationis Romanæ urbis Pontifici significavit, quod quidam in Redemptore nostro Domino Jesu Christo *duas contrarias dicerent voluntates*. Quo præfatus Papa comperto, rescripsit ei, quia salvator noster, sicut esset monadicus unus, ita et valde mirabiliter super omne genus hominum conceptus et natus esset. Et sancta quoque ipsius incarnata dispensatione docebat, quia redemptor noster, sicut esset Deus perfectus, ita esset et homo perfectus : ut, quam primus homo per prævaricationem amisit, sine aliquo peccato natus primæ imaginis nobilem originem renovaret... Et idcirco *unam voluntatem* secundum primam formationem Adæ naturalem *humanitatis suæ* Dominus noster Jesus Christus habere dignatus est, non *duas contrarias quemadmodum nunc nos habere dignoscimur*, qui de peccato sumus Adæ geniti. Quoniam corruptibilis per trangressionem primus homo effectus, et creatori suo subdi contemnens, sensit carnem, quæ prius erat sibi subjecta, nihilominus repugnantem, et peccato suo totum genus humanum fecit obnoxium... Quapropter et nos, qui per prævaricationem et peccatum illius nascimur, *duas contrarias* habere voluntates dignoscimur : *duas autem dico, mentis et carnis invicem reluctantes*... In dispensatione itaque sanctæ carnis suæ *duas nunquam habuit* (Christus) *contrarias voluntates ;* nec repugnavit voluntati mentis ejus voluntas carnis ipsius... Unde unam voluntatem in sanctæ ipsius dispensationis humanitate, et non *duas contrarias mentis et carnis* prædicamus, secundum quod quidam hæretici velut in puro homine delirare noscuntur. Secundum hunc igitur modum jam dictus decessor noster prænominato Sergio Patriarchæ percontanti scripsisse dignoscitur, quia in Salvatore nostro duæ voluntates contrariæ, id est, in membris ipsius penitus non consistunt... Hæ duæ contrariæ voluntates mentis et carnis, quas Apostolus docet, in nostro nequaquam Salvatore fue-

runt... Sed, ne quis nonnunquam minus intelligens reprehendat, quamobrem *de humana tantum natura, et non etiam de divina natura*, docere[1] sciatur... Debet, qui super hoc ambigit, scire quoniam ad hoc facta est responsio ad jam dicti Patriarchæ interrogationem. »

3. Videtur Joannes Papa respondere postea voluisse iis qui postulassent, cur Honorius in suo responso de *divina* etiam *natura* et voluntate non sit locutus. Ita enim subjungit : « Præterea et hoc fieri solet, ut scilicet ubi est vulnus, ibi medicinale occurrat auxilium. Nam et beatus apostolus hoc sæpe fecisse dignoscitur... ; et aliquando quidem de suprema natura docens, de humana penitus tacet ; aliquando vero de humana dispensatione disputans, mysterium divinitatis ejus non tangit... »

4. Tandem ita de Honorio concludit : « Prædictus ergo decessor meus docens de mysterio incarnationis Christi dicebat, non fuisse in eo, sicut in nobis peccatoribus, mentis et carnis contrarias voluntates. Quod quidam ad proprium sensum convertentes, *divinitatis ejus et humanitatis unam* cum voluntatem docuisse suspicati sunt ; *quod veritati omnimodis est contrarium.* »

Sic ergo summus Pontifex, Joannes IV, tribus circiter post Honorii obitum annis, testabatur ac demonstrabat, falsum prorsus esse quod de eodem Honorio dictitabant hæretici Monothelitæ, quodque Bossuetius et cæteri Gallicani systematis sequaces recantarunt, videlicet : Honorium in hæresim incidisse, unicam divinitatis et humanitatis voluntatem in suis ad Sergium epistolis edocendo.

Documentum V. — *Apologia pro Honorio, quam continet epistola sancti Maximi ad Marinum presbyterum.* — Editam reperies apud Labbe, (tomo V, col. 1763, edit. Parisiis, 1671). Notet autem lector coætaneum fuisse sanctum Maximum, et ea quæ ex ipso citamus tribus circiter aut quatuor post Honorii obitum annis scripta fuisse.

(1) Id est, *sciatur Honorium docere de humana tantum natura*, etc.

« Honorium etiam Romanum Papam non diffiteri reor naturaliter in Christo voluntatum dualitatem, in epistola quam scripsit ad Sergium, eo quod *unam* dixerit voluntatem, sed potius confiteri, et hanc fortassis etiam stabilire. Nam hoc non in reprobationem dixit *humanæ* Salvatoris et naturalis *voluntatis ;* sed quod nullatenus conceptionem ejus, quæ fuit sine semine, vel incorruptam nativitatem præcesserit voluntas carnis vel cogitatio vitiosa... Et quod hunc sensum sectetur hinc manifestum est : cum enim dixisset, quia propter ineffabilem unitatem humanæ ac divinæ naturæ et Deus dicitur pati, et humanitas de cœlo cum divinitate descendisse..., subinfert : *Unde et unam voluntatem fatemur Domini Jesu Christi ;* quomodo ait : *Quia profecto a divinitate assumpta est natura nostra, non culpa ;* id est, a peccato... Hinc ostendit, non quod non habuerit humanam voluntatem et naturalem (non enim hoc dixisse videtur [1]), sed quod *sicut homo*, neque *secundum corpus per membra* quamlibet habeat præter naturæ leges operationem, neque rursus secundum animam voluntatis contrarium vel sine ratione motum, veluti nos : quia et super legem natus est humanæ naturæ. Expressius autem et in subsequentibus comprobat, quod sermo sibi esset tantum, *vitiatam*, et non naturalem, a Salvatore disterminandi voluntatem... Non ergo interemptionem ut dixi, *naturalis et humanæ* voluntatis, sed *vitiosæ*, ac ejus quæ est extra naturam, facit... Timor ergo est opinari, quod in ejus proprie non est sermonibus scriptum, et moliri adversarios propriæ opinionis tanquam non bonæ ad velamentum illius viri litteras faciendum : secundum utrumque has præter illius intentionem falso referentes. Advocatum quippe habet rationis sermonem, omnem calumniatoris abigentem incursum. Et ego quidem sic se illius habere sensum existimo, ab omni suspicione purgatum. »

(1) Ibi vox *videtur* idem sonat ac *ostenditur ;* quasi posuisset : hoc dictum in Honorii epistola *non reperitur, non extat.* Quem sensum frequenter habet vox *videri* in antiquis documentis.

« Certiorem autem mihi hunc sanctissimus fecit presbyter, Dominus videlicet Anastasius abbas a seniori Roma reversus, vir scilicet incomparabilis, virtuteque divina et prudentia venustatus. Qui asserens, quod multum sermonem moverit ad sacratissimos magnæ illius Ecclesiæ viros, propter epistolam quæ ab eo fuerat ad Sergium scripta ; percontans cujus rei gratia vel qualiter in ea inserta fuerit *una* voluntas ; et invenit hæsitantes in hoc et rationem reddentes. Insuper et eum qui per hanc jussionem ejus latinis dictaverit dictionibus, dominum videlicet abbatem Joannem sanctissimum Symponum, affirmantem, quod nullo modo mentionem in ea per numerum fecerit *unius* omnimodis voluntatis : *licet hoc nunc sit fictum ab his qui hanc in Græcam vocem interpretati sunt*. Verum nec quamlibet exinanitionem vel abolitionem naturalis secundum humanitatem Salvatoris voluntatis ; sed ejus, quæ nostra est, et reproba facta, perfectam dejectionem et interemptionem. Juxta quod et in invicem eorum quæ unius generis sunt efficitur bellum. Ostendere volens, ab omni esse peccato mundam assumptam carnem, secundum sacratissimorum eloquiorum et paternarum doctrinarum traditionem. Et apparet qualiter hujusmodi sermones concinentes sint cum his quæ modo sunt ab exiguitate mea recitata, et veluti adstipulatores factæ pro Honorio defensionis. Ego, cum hæc ille ratiocinando respondisset, miratus sum, oppido cognoscens subtilitatem ipsorum, et obstupui quodammodo super astutia eorum, qui pro uno frustra omnia gerere impie audent ; et volunt (sicut eis ab olim moris, et nunc est) furtivis et falsis narrationibus eos qui contra se magnanimiter agonizant, taliter, quin et absque omni ratione, ad seipsos attrahere, et sensum fraudare, qui se nullatenus sequitur. »

Ad rem etiam facit ejusdem sancti Maximi epistola ad Petrum illustrem, anno circiter 643 directam (apud Labbe, tomo V, col. 1765, edit. Parisiis, 1671). Ibi memorans quanto zelo Romani Pontifices adlaboraverint ut monothelitas ad saniora reducerent, sic habet :

« Quid autem et divinus Honorius, quid vero et post illum Severinus senex, quid denique et is, qui post hunc extitit, sacer Joannes? Porro is qui nunc præsidet beatissimus Papa (Theodorus), omisit quidquam supplicationi conveniens? »

DOCUMENTUM VI. — *Disputatio sancti Maximi cum Pyrrho, in qua citatur testimonium secretarii qui Honorii epistolam scripserat.* — Habetur tota illa celebris disputatio, græce et latine, apud Labbe, tomo V. Locus autem quem hic transcribimus, extat ibidem, col. 1813 (editionis Parisinæ, 1671). Exhibet disputatio illa formam *dialogi*, in quo interlocutores Pyrrhus et Maximus.

« *Pyrrhus :* Quid de Honorio ad respondendum habes, qui aperte antecessori meo unam voluntatem Domini nostri Jesu Christi esse tradidit? — *Maximus :* Quis fuerit fide et auctoritate dignus epistolæ hujus interpres? Qui eam ex persona Honorii scripsit, adhuc superstes, et qui totum Occidentem tum aliis virtutibus, tum dogmatibus fidei christianæ illustravit; an ii qui Constantinopoli, quæ ex corde erant, loquebantur? — *Pyrrhus :* Qui hanc composuit. — *Maximus :* Is igitur ipse cum ad divum Constantinum imperatorem ex persona sancti Papæ Joannis de hac epistola scriberet, dixit : *Unam voluntatem diximus in Domino, non divinitatis ejus et humanitatis, sed humanitatis solius. Cum enim Sergius scripsisset, quod quidam duas voluntates in Christo contrarias dicerent, diximus Christum non duas voluntates contrarias habuisse, carnis inquam et spiritus, sicut nos habemus post peccatum, sed unam tantum, quæ naturaliter humanitatem ejus designat*[1]. Hoc autem ita esse, argumentum evidens est, meminisse membrorum et carnis, quæ quidem de divinitate illa accipi non permittunt. Deinde occurrit per anticipationem objectioni : Si *quis vero*, inquit, *dicat : quare de humanitate Christi agentes, de divinitate*

(1) Hujus potissimum attendendæ phraseos sic se textus græcus habet: Αντεγραφόμεν· ὅτι ὁ Χριστὸς δυο θελήματα ἐναντία ὀυκ εἶχε, σαρκός φημι και πνεύματος, ὡς ἡμεῖς ἐχομεν μετὰ τὴν παράβασιν, ἀλλ' ἓν μόνον, το φυσικῶς χαρακτηριζον τὴν αὐτου ανθρωπότητα· καὶ τούτου ἀποδεῖξις ἐναργὴς τὸ κὰι μελῶν κὰι σαρκος μνησθῆναι, ἅπερ κὰι ἐπὶ τῆς θεότητος αυτου ἐκεῖνα ληφθῆναι ὀυ συγχωρεῖ.

ejus non meministis? Respondemus : primum quidem responsum fuisse ad quæstionem; deinde, ut in omnibus, sic etiam hic consuetudinem Scripturæ nos secutos fuisse; quæ aliquando ex divinitate ejus disserit, ut cum ait Apostolus : Christus Dei virtus et sapientia; aliquando ex humanitate, et solum, ut cum idem ait : Quod stultum est Dei, sapientius est hominibus, et quod infirmum est Dei, fortius est hominibus. — Pyrrhus : Simplicius antecessor meus accepit hoc, in vocem intentus. »

Documentum VII. — *Verba Agathonis Papæ, in epistola ad imperatorem Constantinum Pogonatum.* — « Cujus (sancti Petri) annitente præsidio hæc Apostolica ejus Ecclesia nunquam a via veritatis in qualibet erroris parte deflexa est; cujus auctoritatem, utpote apostolorum omnium principis, semper omnis catholica Christi Ecclesia, et universales synodi amplectentes in cunctis secutæ sunt... Hæc est enim veræ fidei regula, quam... tenuit ac defendit hæc spiritalis mater vestri tranquillissimi imperii apostolica Christi Ecclesia; quæ per Dei omnipotentis gratiam a tramite apostolicæ traditionis nunquam errasse probabitur, nec hæreticis novitatibus depravata succubuit; sed ut ab exordio fidei christianæ percepit ab auctoribus suis apostolorum Christi principibus, illibata fine tenus permanet, secundum ipsius Domini Salvatoris divinam pollicitationem, quam suorum discipulorum principi in sacris Evangeliis fatus est : *Petre, Petre,* inquiens, *ecce Satan expetivit ut cribraret vos, sicut qui cribrat triticum. Ego autem rogavi, ut non deficiat fides tua. Et tu aliquando conversus, confirma fratres tuos.* Consideret itaque vestra tranquilla clementia, quoniam Dominus et Salvator omnium, cujus fides est, qui fidem Petri non defecturam promisit, confirmare eum fratres suos admonuit. Quod apostolicos Pontifices, meæ exiguitatis prædecessores, confidenter fecisse semper, cunctis est cognitum... Unde et apostolicæ memoriæ meæ parvitatis prædecessores, dominicis doctrinis instructi, ex quo novitatem hæreticam in Christi immaculatam Ecclesiam Constantinopolitanæ Ecclesiæ præsules introdu-

cere conabantur, nunquam neglexerunt eos hortari, atque obsecrando commonere, ut a pravi dogmatis hæretico errore, saltem tacendo desisterent, ne ex hoc exordium dissidii in unitate Ecclesiæ facerent, unam voluntatem unamque operationem duarum naturarum asserentes in uno Domino nostro Jesu Christo. » (Integram habes illam Agathonis epistolam, in Actis sextæ synodi œcumenicæ, Actione quarta; apud Mansi, tomo XI, col. 234.)

Documentum VIII. — *Pronuntiata contra Honorium a sexto generali concilio condemnatio cum anathemate.* — Sic habetur, Actione xiii, apud Concilia Mansi, tomo XI, col. 554 : « Sanctum concilium dixit :... Retractantes dogmaticas epistolas, quæ a Sergio quondam patriarcha hujus regiæ urbis scriptæ sunt, tum ad Cyrum, qui tunc fuerat Episcopus Phasidis, tum ad Honorium quondam Papam antiquæ Romæ; similiter autem et epistolam ab isto, id est, ab Honorio rescriptam ad eumdem Sergium; hasque invenientes omnino alienas existere ab apostolicis dogmatibus et a definitionibus sanctorum conciliorum et cunctorum probabilium patrum, sequi vero falsas doctrinas hæreticorum; eas omnimodo abjicimus et tanquam animæ noxias execramur. Quorum autem, id est, eorumdem, impia exsecramur dogmata, horum et nomina a sancta Dei Ecclesia projici judicavimus; id est Sergii quondam præsulis hujus regiæ urbis, qui aggressus est de hujusmodi impio dogmate conscribere, Cyri Alexandriæ, Pyrrhi, Petri et Pauli, qui et ipsi præsulatu functi sunt in Sede hujus civitatis, et similia eis senserunt; ad hæc et Theodori... *Cum his vero simul projici a sancta Dei catholica Ecclesia, simulque anathematizari prævidimus et Honorium, qui fuerat Papa antiquæ Romæ, eo quod invenimus per scripta, quæ ab eo facta sunt ad Sergium, quia in omnibus ejus mentem secutus est, et impia dogmata confirmavit.* »

Postquam lecta fuit secunda Honorii ad Sergium epistola, et alia aliorum scripta, de his omnibus ita pronuntiatum est a concilii Patribus :

« Sanctum concilium dixit : cognitionem accipientes prolatorum... comperimus in unam eamdemque impietatem concurrere. Et prævidimus profana et animæ perniciosa, continuo, ob perfectum exterminium, igne concremari. Et combusta sunt » (actione XIII, apud Mansi, tomo citato, col. 582).

Sub finem actionis XVI, a concilio ita pronuntiatum est : « Cyro hæretico anathema. *Honorio hæretico anathema.* Pyrrho hæretico anathema... Omnibus hæreticis anathema. Omnibus qui suffragantur hæreticis anathema » (Conciliorum Mansi, tomo XI, col. 622).

Item in sermone acclamatorio : « Anathemati subjicimus; id est Theodorum Pharanitanum, Sergium et Paulum...; et cum eis Honorium, qui fuit Romæ præsul, utpote qui eos in his secutus est » (ibidem, col. 666).

Item reperitur inter alia damnatorum a synodo et Honorii nomen in litteris ad Agathonem Papam, actione XVIII (Conciliorum Mansi tomo XI, col. 683).

Item in edicto imperatoris Constantini Pogonati : « Anathematizamus... Theodorum..., et Sergium...; ad hæc et Honorium, qui fuit antiquæ Romæ Papa, horum hæreseos in omnibus fautorem, concursorem atque confirmatorem » (Conciliorum Mansi tomo XI, col. 710).

Documentum IX. — *Verba Macarii Episcopi Antiochiæ, prolata in actione* VIII *sexti generalis concilii.* — « De hoc enim et confessionem fidei jam pridem exposuimus, et consentimus tam sanctis quinque synodis, quamque Honorio a Deo erudito, Sergio et Paulo, atque Petro et reliquis...; confitentes unam voluntatem subsistentialem in uno Domino nostro Jesu Christo, et Dei virilem ejus operationem » (apud Concilia Mansi, tomo XI, col. 350).

Idem hæreticus Macarius iterum allegat Honorium Papam (ibidem, col. 358).

Documentum X. — *Epistola sancti Leonis II ad imperatorem Constantinum Pogonatum, anno* 683, *qua sextam generalem sy-*

nodum confirmat, simulque pronuntiatam ab illa synodo Honorii condemnationem. — Habetur epistola illa dicti concilii confirmatoria, apud Labbe (tomo VI, col. 1109, edit. Parisiis, 1671). In ea sic occurrit : « Pariterque anathematizamus novi erroris inventores, id est, Theodorum Pharanitanum Episcopum; Cyrum Alexandrinum; Sergium, Pyrrhum, Paulum, Petrum, Constantinopolitanæ Ecclesiæ subsessores magis quam præsules; *nec non et Honorium, qui hanc apostolicam Ecclesiam non conatus est doctrina apostolicæ traditionis illustrari, sed profana proditione fædari immaculatam permisit.* » Quoad verba sublineata secuti sumus textum Græcum, qui sic habet : Ὀυμὴν αλλὰ καὶ Ονώριον, ὅστις ταύτην τὴν ἀποστολικὴν ἐκκλησίαν ουκ ἐπεχείρησε διδασκαλίᾳ ἀποστολικῆς παραδόσεως ἁγνίσαι, ἀλλὰ τῇ βεβήλῳ προδοσιᾳ μιανθῆναι τὴν ἄσπιλον παρεχώρησε.

Versio latina sic habet : « Necnon et Honorium, qui hanc apostolicam Ecclesiam non apostolicæ traditionis doctrina lustravit, sed profana proditione immaculatam fidem subvertere conatus est » (apud Labbe, loco citato, col. 1117). Accurata non est versio illa quoad ultimas voces, *fidem subvertere conatus est;* sed in margine ponitur ex alio codice : *immaculatam maculari permisit.*

Documentum XI. — *Epistola ejusdem sancti Leonis II ad Episcopos Hispaniæ, qua narrans sextæ generalis synodi gesta, dicit et Honorium ab ea damnatum fuisse.* — In ea epistola sic habetur : « Qui vero adversum apostolicæ traditionis puritatem perduelles extiterant, abeuntes quidem æterna condemnatione mulctati sunt, id est, Theodorus Pharanitanus, Cyrus Alexandrinus, Sergius, Pyrrhus, Paulus, Petrus Constantinopolitani; cum Honorio, qui flammam hæretici dogmatis, non ut decuit apostolicam auctoritatem, incipientem extinxit, sed negligendo confovit » (apud Labbe, tomo VI, col. 1247, edit. Parisiis, 1671). Vide tomo et locis citatis, tum integrum textum duarum illarum epistolarum Leonis II, tum adnotationes eruditorum, qui spurias eas esse contendunt.

Documentum XII. — *Epistola sancti Leonis II ad Ervigium regem Hispaniæ.* — Habetur apud Labbe (tomo VI, col. 1250). In ea sic occurrit : « Venerando censente concilio condemnati, de catholicæ Ecclesiæ adunatione projecti sunt; id est, Theodorus Pharanitanus Episcopus, Cyrus Alexandrinus, Sergius, Paulus et Petrus quondam Constantinopolitani præsules; et una cum eis *Honorius Romanus, qui immaculatam apostolicæ traditionis regulam, quam a prædecessoribus suis accepit, maculari consensit.* »

Documentum XIII. — *Epistola Anastasii Bibliothecarii ad Joannem diaconum urbis Romæ.* — Integram vide apud Labbe, tomo V, col. 1768, edit. Parisiis, 1671. In ea sic occurrit de Honorio : « Ad manus nostras venire contigit apologiam quarti Joannis Romani Pontificis pro Honorio Papa, a calumniatoribus impetito, quod unam Domini nostri Jesu Christi tantum scripserit voluntatem. Quæ videlicet apologia satis hunc, ut reor, excusabilem reddit, licet huic sexta sancta synodus quasi hæretico anathema dixerit, et in Dei solius judicio positum reprobationis telo confoderit : cum hæreticus non ex erroris tantum deceptione, quantum ex electione non recta et contentiosa pertinacia generetur. Quis autem erit, qui nobis interim dicat, utrum ipse pro certo dictaverit epistolam de qua illum anathematizandi fomitem calumniatores susceperunt : cum et ex scriptoris vel indisciplinatione, vel in Pontificem odio quid contingere tale potuerit? Quamvis non ignoremus, docente sancto Maximo in epistola sua, quam Marino scripsit presbytero, sanctissimum hanc scripsisse Joannem abbatem. Esto et ipse dictator extitit : quis hinc illum interrogavit? Quis intentionem investigavit? Quis hunc corrigere voluit, et ille percontanti aut emendare conanti restitit, vel contentionibus serviens resultavit?... Sed ne videamur tam sanctam tamque reverendam synodum accusare, vel temere reprehendere, licere nobis opinamur de illa sentire, quæ sanctos Patres nostros de Chalchedonensi magna synodo sensisse non ignoramus; quorum unus, sanc-

tus videlicet Papa Gregorius, usque ad prolationem tantummodo canonum hanc suscipiendam fore signavit. Beatus autem æque Papa Gelasius, in tomo de anathematis vinculo, qualiter eadem synodus recipienda sit..., tali deliberatione concludit : Hæc, inquiens, et hujusmodi exempla nos edocent, et testimonia divina confirmant, non omnia passim a quocumque dicta, vel ubicumque scripta indifferenter accipere, sed, retentis bonis, quæ noceant refutare. Nam et hanc quoque sanctam synodum canonica quædam capitula promulgasse, Græcorum scripta testantur ; quæ tamen pene omnia, quia Sedes apostolica non probavit, tota latinitas reprobavit. Sed quid de hac sola dicimus? cum et secundam universalem synodum, quæ primo Constantinopoli celebrata est, in causa primatus Ecclesiarum, Sedes apostolica non admittat. Quin et omnes synodos sic recipiendas decernat, ut Chalchedonensem synodum admittendam fore prædictus sanctus Gelasius Papa describit, pro fidei scilicet communione et veritate catholica et apostolica, pro qua hanc fieri Sedes apostolica delegavit, factamque firmavit? Verum si omnia exaggerare volumus quæ in Honorii Papæ excusationem colligere possumus, facilius charta nobis quam sermo deficiet. »

§ 5. — Prima defensio. — Etiam concessa hypothesi quod sincera forent documenta quibus adversarii nituntur, nequaquam probatur ab Honorio editam fuisse ullam erroneam fidei definitionem : item non probatur eum ob aliquam erroneam fidei definitionem a sexta generali synodo fuisse damnatum.

In hac *prima* defensione, abstrahimus a controversia num genuina sint documenta quibus adversarii nituntur; et ratiocinamur in hypothesi quod sincera sint. Quo prænotato, sit

Propositio I[a]. —*Non ob aliud erroris accusatus Honorius Papa, quam ob binas suas ad Sergium epistolas.* — Est id extra omnem omnino controversiam. Nimirum has duas solas epistolas adversarii proferunt tanquam monothelismi hæresim continentes; et pariter sexta generalis synodus non ob aliud quam ob easdem binas epistolas in Honorium anathema pro-

nuntiavit. Unde si ejusmodi epistolæ ab omni erronea definitione circa fidem expertes demonstrentur, hoc ipso causa cadunt adversarii, quorum intentata in Honorium accusatio est, quod in dictis epistolis, ex cathedra loquendo et definiendo, hæresim docuerit.

Propositio IIª. — *Solus error, quem ab Honorio in dictis epistolis ex cathedra doceri contendunt adversarii, est error monothelismi.* — Id pariter extra controversiam est, nec indiget probatione. Tota nempe disputatio in eo vertitur, an Honorius, in præfatis epistolis, tanquam Pontifex seu ex cathedra definierit, unicam esse in Christo voluntatem. Affirmant adversarii : nos omnino negamus.

Propositio IIIª. — *In duabus Honorii epistolis, nulla prorsus extat definitio, monothelismi hæresim continens.* — Id plane manifestum fiet probatis his tribus : 1° dogma catholicum de duabus Christi voluntatibus clare asserit ac profitetur Honorius, quamvis hortetur ad omittendum sive *unius* sive *duplicis* operationis vocabulum ; 2° phrases quas objiciunt adversarii tanquam continentes dogmaticam definitionem monothelismo infectam, nequaquam istiusmodi erroneam definitionem continent ; 3° testatur ipsemet Honorius, se litteris suis nullam dare *dogmaticam definitionem*. Sane si hæc tria peremptorie probentur, concludendum erit nullam in dictis epistolis contineri dogmaticam definitionem quæ monothelismi hæresim contineat. Atqui

I. *Catholicum dogma de duplici Christi voluntate clare adstruit ac profitetur Honorius, quamvis simul opportunum existimet sive unius sive duplicis operationis vocabulum omitti.* — In posteriori epistola (quam vide superiori paragrapho, documento III) sic loquitur Honorius : « Sed utrasque naturas in uno Christo unitate naturali copulatas, cum alterius communione operantes atque operatrices confiteri debemus : et divinam quidem quæ Dei sunt operantem, et humanam quæ carnis sunt exequentem. » Et paulo post ita prosequitur : « Oportet nos... duas naturas, id est divinitatis et carnis assumptæ..., incon-

fuse, indivise atque inconvertibiliter nobiscum prædicare *propria operantes.* » In priori autem epistola dixerat : « Confitentes Dominum Jesum Christum... operatum divina... ; eumdemque operatum humana..., discrete, inconfuse, atque inconvertibiliter. » Jam vero, ita loquendo, clare omnino docuit Honorius *duplicem* in Christo esse *operationem;* duplici naturæ correspondentem. Quomodo enim non esset duplex operatio, si natura divina operetur *propria* ac divina, et pariter natura humana operetur *propria* et ea quæ carnis sunt, idque inconfuse et inconvertibiliter? Docuit ergo Honorius clarissimis terminis catholicum dogma de duplici operatione.

Quod ut magis pateat, conferamus ipsius loquendi modum cum verbis sancti Leonis, in sua ad Flavianum epistola dogmatica. Dixerat sanctus Leo : « Agit enim utraque forma, cum alterius communione, quod proprium est; Verbo scilicet operante quod Verbi est, et carne exequente quod carnis est. » Recitata sunt hæc Leonis verba in sexta generali synodo; et legati Romanæ Sedis dixerunt : « Ecce *manifeste* duas naturales operationes inconfuse et indivise in Domino nostro Jesu Christo præsens sanctissimus prædicat pater. » Cui legatorum dicto assensit synodus, siquidem nullus contradixit præter obcæcatissimum monothelitam Macarium. Porro Honorius idem dixerat quod sanctus Leo; imo fortioribus ac clarioribus terminis. Si ergo dictum Leonis dogma catholicum de duplici operatione *manifeste* continet, a fortiori et illud exprimunt verba Honorii.

II. *Phrases quas objiciunt adversarii, nequaquam sunt definitio dogmatica monothelismum continens.* — 1° Objecerunt hanc phrasim prioris epistolæ : « Unde et *unam* voluntatem fatemur Domini nostri Jesu Christi. » Sed legatur contextus, et luce meridiana clarius videbitur ibi agere Honorium de *sola* voluntate *humana.* Expendit nempe quæstionem utrum in Christo sint, sicut in nobis, duæ illæ contrariæ voluntates, ab apostolo Paulo memoratæ, quas vocamus *spiritus* et *carnis.* Quod autem in nobis adsit lex seu voluntas membrorum et

carnis, resistens legi seu voluntati mentis, provenit ex *vitiata* per Adami peccatum natura. Cum autem Christus nostram naturam assumpserit, non vitiatam prout est in nobis, sed integram prout erat in Adamo ante ipsius peccatum, concludit Honorius non fuisse in Christo duas illas contrarias voluntates, sed unicam. Et hoc palam facit, non tantum contextus, sed ipsa etiam phrasis quæ objicitur, si exhibeatur integra, et non truncata. Sic enim habet : « Unde et unam voluntatem fatemur Domini nostri Jesu Christi, *quia* profecto a divinitate assumpta est *nostra natura, non culpa;* illa profecto quæ ante peccatum creata est, non quæ post prævaricationem vitiata. » Quod talis sit sensus dictæ phraseos probaverunt invictissime, tribus circiter post Honorii obitum annis, Joannes Papa IV et sanctus Maximus martyr, prout videre potest lector paragrapho præcedenti, documentis IV, V et VI. Imo ipsemet monothelita Pyrrhus, qui Sergio in Constantinopolitana Sede successerat, fateri coactus est dictam Honorii phrasim ad solam humanam Christi voluntatem referri, et deceptum fuisse Sergium, attendendo, ex nimia simplicitate, ad vocem *unam*, et non advertendo ad sensum : *Simplicius*, inquit, *antecessor meus accepit hoc, in vocem intentus* (vide præcedentis paragraphi 2 documentum VI).

2° Ojiciunt adversarii varias phrases utriusque Honorii epistolæ, quibus Pontifex ille monet censetque ac judicat abstinendum esse, sive ab *unius* sive a *duplicis* operationis vocabulo. Ita judicare, aiunt, est errare in dogmatica fidei definitione. Sed absona prorsus hæc eorum argumentatio. Nam phrases illæ, quoad sensum in istam recidunt : *opportunum judico, sive ab unius, sive a duplicis operationis vocabulo abstinere.* Jam vero ita loquendo nullam Honorius edidit dogmaticam definitionem. Etenim ille non edit dogmaticam definitionem, qui nullum definit dogma : porro qui judicat opportunum omittere vocabulum tum *unius*, tum etiam *duplicis* in Christo operationis, nullum prorsus dogma definit. Non enim definit unicam in Christo operationem, potius quam

duplicem; ergo nihil dogmatis definit; sed ipsius judicium est dumtaxat de opportunitate servandi quoad utrumque vocabulum silentii, quod pertinet ad œconomicam dispensationem, ac proinde disciplinam. Idem insuper sic probari potest : Hæc duo, quod nempe Honorius duplicem Christi voluntatem admiserit, et nihilominus prudens existimaverit omitti utrumque præfatum vocabulum, nequaquam sese excludunt. Ergo ex eo quod judicaverit omittendas esse dictas voces, nequaquam sequitur ab eo definitum fuisse dogma. Quod etiam confirmari potest exemplo. Supponamus ad aliquem Episcopum scriptam fuisse a Gregorio XVI epistolam, qua monuisset, ad vitandas dissensiones, ut abstineretur tum a vocabulo conceptionis *immaculatæ* beatæ Virginis Mariæ, tum etiam a vocabulo conceptionis *non-immaculatæ.* Quis, quæso, somniaret in ejusmodi epistola contineri *definitionem dogmaticam?* Evinceret econtra ejusmodi rescriptum Pontificem hunc noluisse tunc quidquam definire. Porro ejusdem conditionis est hæc Honorii sententia : Opportunum censeo ut sive unius sive duplicis operationis vocabulum omittatur; cum hoc tamen discrimine, quod Honorius aliis ejusdem epistolæ suæ locis catholicum dogma de duabus Christi voluntatibus apertissime, licet aliis terminis, expresserat ac edocuerat. Absone igitur objiciuntur dictæ phrases, œconomiam seu disciplinam dumtaxat respicientes, tanquam continentes erroneam fidei definitionem. Nullam prorsus dogmaticam definitionem exhibent; ergo non continent erroneam.

Objicies primo. — Erravit Honorius in dictis phrasibus, opportunam existimando utriusque vocabuli omissionem : nedum enim utilis fuerit practica hæc ipsius regula, monothelitarum hæresi multum favit.

Respondeo : Transeat. Sed error ille non fuit *error in definienda fide.* Non dicimus errare non posse Romanum Pontificem, opportunum et utilem reputando aliquem agendi modum, qui econtra nocivus sit et imprudens; sed infallibilem eum asserimus in *fidei definitionibus.*

Objicies secundo. — Peccavit Honorius non condemnando statim locutionem *unius* voluntatis ; sic enim indirecte favit hæreticis.

Respondeo : transeat. Concedimus posse peccare ex negligentia Romanum Pontificem, omittendo condemnationem alicujus exorientis hæreseos, eo tempore quo pronuntiari deberet. Sed *omittere* condemnationem alicujus erroris quando pronuntianda esset, non est *erronea fidei definitio.* Infallibilem dicimus Romanum Pontificem quoad *pronuntiatas* fidei definitiones, non quoad *omissas.* Oravit Christus ut *nunquam deficeret fides Petri;* id est Romani Pontificis; et inde colligitur non posse quidquam erroneum a Romano Pontifice ex cathedra definiri. At vero quando addidit Christus, *Confirma fratres tuos,* præceptum quidem Romanis Pontificibus intimavit definiendi quæstiones fidei quoties opus foret; at nequaquam promisit provisurum se, ut nunquam huic suo muneri Romani Pontifices desint. Hinc contingere potest ut aliquis identidem Romanus Pontifex, ex negligentia, vel aliquo alio pravo affectu, omittat *confirmare fratres suos,* id est, edere fidei definitionem, quæ ad consulendum bono animarum necessaria foret. Quod providentia Christi extendatur ad præcavendas omnes omnino istiusmodi *omissiones,* non tradunt doctores orthodoxi. Quod autem extendatur ad præcavendum omnem omnino errorem Romanorum Pontificum *in fidei definitionibus* ab ipsis editis, est dogma catholicum, certum prorsus ac tenendum.

Objicies tertio. — Definiendo posse omitti *duplicis* voluntatis vocabulum, hoc ipso definivit Honorius posse non admitti duplicem in Christo voluntatem ; ergo edidit erroneam fidei definitionem.

Respondeo : nego antecedens ; utpote prorsus absurdum. Omnino enim diversa sunt hæc duo : *Judico admittendas non esse duas in Christo voluntates,* et, *judico abstinendum esse a vocabulo sive unius, sive duplicis voluntatis.* Posterius enim judicium versatur dumtaxat circa opportunitatem vocabuli, non

circa dogma quod vocabulo illo exprimitur. Præterea non tantum dicit Honorius abstinendum esse a vocabulo *duplicis*, sed etiam a vocabulo *unius* operationis. Si ergo prius idem sit ac definire non esse in Christo duas voluntates, ut volunt adversarii, posterius idem erit ac definire contrarium. Ergo duo simul contradictoria definivisset Honorius. Definire autem simul duo contradictoria, est nihil definire.

3° Objiciunt adversarii phrasim qua Honorius, loquendo de litteris Sergii ad Sophronium, dicit Sergium scripsisse cum *multa prudentia et circumspectione* (μετὰ πολλῆς προνοίαστε καὶ ἐπίσκεψεως). Porro Sergius monothelismum propugnabat. Ergo Honorius dictas Sergii litteras approbando ac laudando, hæresim edocuit.

Respondeo : expressis terminis dicit ipsemet Honorius cur laudet dictas Sergii litteras, et quid in eis laudet; laudat nimirum quod Sergius censuerit omittendum esse novum sive *unius* sive *duplicis* operationis vocabulum. Sic enim habet allegata phrasis : *Intuentes multum provide circumspecteque fraternitatem vestram scripsisse, laudamus novitatem vocabuli auferentem, quod posset scandalum simplicibus generare.* Jam vero propositio ista, *opportunum judico utriusque vocabuli omissionem*, non versabatur circa dogma, sed circa œconomicam dispensationem, prout jam supra probatum est; proindeque non fuit error in dogmate. Igitur hæreticus non fuit Sergius præcise ob hujusmodi sententiam ad Sophronium scriptam. Et pariter non fuit hæreticus, nec erravit in dogmate Honorius, eamdem sententiam profitendo, approbando ac laudando.

4° Objiciunt adversarii phrases quibus dixit Honorius trahendam non esse ad dogma, sive unius sive duplicis in Christo operationis locutionem; et grammaticis relinquendam esse disputationem de istis vocabulis. Ita nempe occurrit in priori epistola : « Non oportet ad dogmata hæc ecclesiastica retorquere, quæ neque synodales apices super hoc examinantes, neque auctoritates canonicæ visæ sunt explanasse;

ut unam vel duas energias aliquis præsumat Christi Dei prædicare, quas neque evangelicæ vel apostolicæ litteræ, neque synodalis examinatio super his habita, visæ sunt terminasse; nisi fortassis, sicut præfati sumus, quidam aliqua balbutiendo docuerunt, condescendentes ad informandas mentes atque intelligentias parvulorum, quæ ad ecclesiastica dogmata trahi non debeant; quæ unusquisque in sensu suo abundans videtur secundum propriam sententiam explicare... Utrum autem propter opera divinitatis et humanitatis una an geminæ operationes debeant derivatæ dici vel intelligi, ad nos ista pertinere non debent, relinquentes ea grammaticis, qui solent parvulis exquisita derivando nomina ventitare. » Ex istis sic arguunt adversarii : Errat qui docet non esse trahendam ad dogma unius aut duplicis in Christo operationis locutionem : atqui hoc docuit Honorius : ergo erravit circa dogma.

Respondeo : Distinguo majorem. Errat qui hoc docet postquam dictæ locutiones habuerunt sensum fixum et determinatum quem eis indiderunt monothelitæ et juxta quem damnata est assertio *unius* in Christo *energiæ* seu operationis, concedo. Erravit qui hoc docuit, quando dictæ locutiones adhuc ambiguæ erant, varioque a variis sensu adhibebantur, et orthodoxo etiam sensu intelligi poterant et de facto a nonnullis intelligebantur, nego. Itaque sub Pontificatu Honorii, quando primum exorta est illa de *unius* vel *duplicis* ἐνεργείας (operationis) controversia, nondum liquebat *unius energiæ* vocabulum eo sensu ab hæreticis intelligi quod nulla esset in Christo voluntas humana, sed solum divina. Varius adhuc et ambiguus tunc temporis erat hujusce locutionis sensus. Alii quippe vocabulum istud ἐνεργεία intelligebant de *persona*; quo sensu orthodoxa erat *unius energiæ* locutio. Alii vero de *natura* quo vicissim sensu eadem locutio hæresis erat. Notetur autem Honorium non de alio quam de hoc, tunc ambiguo, ἐνεργείας vocabulo agere, quoties in binis suis epistolis supprimendam suadet sive *unius* sive *duplicis operationis* locutionem, et dicit neutram ad dogmata ecclesiastica esse trahen-

dam. Jam vero his stantibus circumstantiis, nimirum antequam ad sensum monothelitarum redacta fuisset locutionis de *una* in Christo *energia* significatio, potuit absque ullo errore Honorius, potuit quilibet alius, censere ac dicere : ***Ad dogmata ecclesiastica trahendum non esse sive unius sive duplicis energiæ vocabulum;*** id est, non esse pro hæretico habendum, sive qui unam sive qui duplicem ἐνεργείαν assereret. Id tunc verum fuit de ista locutione, sicut hodie verum est de qualibet alia, cujus sensus adhuc incertus est, ita ut varie a variis intelligatur, et orthodoxum sensum non excludat. Ejusmodi locutionibus utens perperam hæreseos accusaretur. In hoc ergo errant adversarii quod supponant ab Honorio intellectam fuisse *unius energiæ* locutionem juxta illum determinatum sensum qui solus paulo post ei inhæsit, monothelitis mentem suam clare pandentibus. Nondum hæc contigerat sensus determinatio. Loquitur proinde Honorius de locutione *unius* et *duplicis energiæ*, prout sonabat initio controversiæ. Nova erat, nec certo unico, sed vario a variis sensu usurpata circumferebatur. Logomachiam eam vocabat Sergius ; nec forte suspicabatur Honorius per *unicam energiam* intendi a nonnullis, (id est, ab iis hæreticis qui postea monothelitæ dicti sunt) humanæ in Christo voluntatis negationem. Non ergo errabat Honorius dicendo, hanc locutionem, sic se tunc habentem, id est, ambiguam et multipliciter sonantem, non esse ad dogmata trahendam.

Equidem paulo post, mortuo jam Honorio, plane patuit quo sensu monothelitæ dictam *unius energiæ* locutionem usurparent et intelligerent. Aperte scilicet dogmatizarunt nullam in Christo esse voluntatem humanam, sed divinam solummodo. Ex tunc omnino determinatus evasit sensus locutionis *unius* et *duplicis energiæ* seu operationis ; nec potuisset jam Honorius absque errore dicere, neutram locutionem ad dogmata esse trahendam. Sed cum hoc dixerit ante determinatum hoc modo locutionis sensum, absque ullo errore dixit.

Objicies. — Erravit saltem dicendo grammaticis relinquen-

dam esse hanc de una vel duplici operatione disceptationem, et adjiciendo, *ad nos ista pertinere non debent.*

Respondeo : Erravit quidem in hoc; sed error est, non definitionis dogmaticæ, ast œconomicæ dispensationis. In eo enim error iste consistit, quod utilius reputaverit controversiam illam grammaticis relinqui, et Episcopos de ea non curare. Porro non negamus errare posse Romanum Pontificem, opportunum judicando ac utile quod nequaquam expedit et nocivium est. Non ipsius judicia de agendis, sed judicia de fide infallibilia dicimus. Honorii ergo error et culpa dicatur, per nos licet, quod utramque locutionem omittendam et grammaticis relinquendam suaserit, idque magis expedire judicaverit, atque ita monothelitarum hæresi facilius serpendi ansam præbuerit. Interea vero certum remanet nullam ab eo editam fuisse erroneam fidei definitionem.

5° Objiciunt adversarii phrasim istam posterioris epistolæ: *Unius autem operationis vel duarum esse vel fuisse mediatorem Dei et hominum Jesum Christum, sentire et promere satis ineptum est.* Sic nempe arguunt : erravit Honorius circa dogma, si proscripsit dogma catholicum de duabus in Christo operationibus : atqui aperte illud dogma proscripsit, videlicet per hæc sua verba : *Ineptum est sentire duarum operationum fuisse Jesum Christum.*

Respondeo primo : Ineptum dixit Honorius, non tantum *duas* operationes *sentire*, sed etiam *unicam*. Unde si vox *sentire* ibi intelligenda esset prout volunt adversarii, sequeretur ab Honorio neque unam neque duplicem operationem admissam fuisse; quod prorsus absurdum est, cum expresse doceat Honorius, divinam Christi naturam operatam propria seu quæ divinitatis sunt, et humanam pariter operatam propria, id est, ea quæ carnis sunt. Interpretanda ergo est vox *sentire* ex scopo quem prosequitur Honorius, nimirum ut omittatur sive unius sive duplicis operationis locutio, ne oriantur dissensiones et schismata. Ineptum ergo vocat illorum *sentire*, qui necessariam pronuntiant sive unius sive duplicis opera-

tionis prædicationem. Cæterum an vocem illam *sentire* Honorius adhibuerit, prorsus ignoratur. Periit textus Latinus duarum Honorii epistolarum; nec habemus nisi Græcam earumdem versionem. Suspicarer ego in textu Latino positum fuisse, *sentire promendum esse*, vel quid simile; non autem *sentire et promere*. Sed quidquid sit de primitivo textu, dicimus ibi vocem *sentire* referendam esse, non ad unicam vel duplicem operationem, sed ad unicæ vel duplicis operationis *prædicationem*. Id scilicet prorsus ineptum existimat Honorius, quod *prædicetur* et *prædicandum existimetur*, sive unius sive duplicis operationis novum *vocabulum*. Et ideo prorsus ineptum id reputat, quia inde non aliud oriturum quam dissensiones et schismata persuasum habet. Unde hoc ipsius judicium est œconomicum seu de agendis, non dogmaticum seu de fide tenenda. Et sic ad objectum istum Honorii textum respondent Ballerinius, Perrone, et alii multi. Quæ quidem responsio ad elidendam omnem objectionis vim plane sufficit. Alia tamen subjici potest, quæ mihi melior videtur, utpote quam ipse contextus probat fuisse ipsissimam Honorii mentem. Itaque :

Respondeo secundo : Duplici sensu accipi tunc poterat, et etiam nunc potest, vox ἐνεργέια (operatio); videlicet, tum ad exprimendam *facultatem* operandi, tum ad significandum hujus facultatis *actum*. Facultas operandi in Christo duplex est, divina et humana. Unde si per vocem operatio (ἐνεργέια) intelligatur operandi *facultas*, duplex in Christo dicenda est operatio, et aliter sentire ac promere prorsus erroneum est. At vero si dicta vox *operatio* intelligatur de *actibus*, prorsus ineptum revera est dicere sive unam, sive duplicem Christi operationem; quia non unum aut duos dumtaxat actus operatus est Christus, sed innumeros et multiplicis speciei. Jam vero, ubi Honorius ineptum pronuntiat *sentire ac promere unius operationis aut duarum Christum esse*, id dixit relative ad posteriorem vocis *operationis* sensum, id est, quatenus vox illa exprimit, non operandi *facultatem*, sed varios hujus fa-

cultatis *actus*. Proinde in hoc sensu cum veritate ineptum pronuntiare potuit, sive unam sive duas Christo tribuere operationes; quia ei tribuendæ sunt numero quam multæ et multiplicis generis.

Quod autem vocem *operatio* Honorius dicto sensu intelligere potuerit ac revera in objecto textu intellexerit, non est gratuita assertio ad eludendam objectionem excogitata. Id paucis demonstremus. Notetur imprimis Honorium non uti voce *voluntatis* (θελήματος) quæ facultatem exprimit, nisi ubi agit de duabus spiritus et carnis voluntatibus, in homine lapso ex vitiata natura colluctantibus. Et ibi dicit in Christo non fuisse duas illas contrarias humanas voluntates, sed unicam tantum. In toto autem reliquo epistolarum suarum contextu, agit dumtaxat de vocabulo ἐνεργέιας (energiæ, seu operationis), de qua *energia* disceptabatur an una dicenda foret in Christo, an duplex. Porro quod varii facultatum actus dici valeant et de facto dicantur *operationes*, testatur frequentissimus omnium temporum usus, testantur lexica. Imo magis obvius est sensus quo per *operationum* vocabulum ipsi *actus* intelliguntur. Et sane Gallicis frequens est dicere, *les opérations de la volonté*, *les opérations du Saint-Esprit*, et hujusmodi. Potuit ergo Honorius juxta hunc sensum expendere operationis seu *energiæ* vocabulum, et relative ad hunc sensum ineptam dicere sive unius, sive duplicis in Christo operationis assertionem; cum nec unum, nec duos dumtaxat actus, sed quam multos operatus sit Christus.

Nec tantum potuit Honorius in dicto sensu operationis vocabulum ibi intelligere, sed quod ita de facto intellexerit ipsemet palam facit his verbis : « Nos enim non unam operationem vel duas Dominum Jesum Christum, ejusque sanctum Spiritum, sacris litteris percepimus, sed *multiformiter* cognovimus *operatum* » (vide superiori paragrapho, documentum II). Ibi luce meridiana clarius patet, operationis vocabulum ab Honorio intelligi, non de facultate, sed de actibus seu effectibus. Ideo non vult unam dici aut duas

Christi operationes, quia sunt multo plures, quia *multiformiter* operatur et Christus et Spiritus sanctus. Quod adhuc magis liquet ex subjunctis Scripturæ textibus, videlicet : « Divisiones gratiarum sunt, idem autem Spiritus : et divisiones ministrationum sunt, idem autem Dominus : et divisiones *operationum* sunt, idem vero Deus qui operatur omnia in omnibus. » E quibus textibus sic infert præfatus Pontifex : « Si enim in aliis, id est, in membris suis, Spiritus Christi *multiformiter* operatur, quanto magis per semetipsum mediatorem Dei et hominum, plene ac perfecte, *multisque modis* et ineffabilibus confiteri nos communione utriusque naturæ condecet operatum ? » Cum ibi eodem sensu intelligat Honorius *operationes* quas *in nobis* producit Spiritus Dei, et *operationes* quas per semetipsum producit Christus, fateri necesse est eum per ejusmodi *operationes* intelligere varios *actus* seu *effectus* a Christo operatos, non autem ipsammet operandi *facultatem*. Porro sic de *actibus* intellecta *operationis* voce, merito ineptam vocavit Honorius sive unius sive duarum operationum assertionem. Falsum enim est nonnisi unum aut duos actus a Christo elicitos fuisse.

Objicies. — Hodie reprehensibilis foret qui negaret *duas* Christi *operationes*, sub prætextu quod operationes intelligit de *actibus*, non de facultate seu voluntate.

Respondeo : Ita quidem hodie, quia post Monothelitarum evolutam ac damnatam hæresim, locutio *duarum* Christi *operationum*, fixum sensum accepit, ita ut idem sonet ac duarum Christi *voluntatum;* nec liceat a recepto jam in Ecclesia sensu locutiones detorquere. At vero Honorii tempore nondum ita fixus erat dictæ locutionis sensus. Insuper, neque hodie hæreseos aut erroris accusandus esset theologus qui sic loqueretur : *Operationis nomine intelligendo, non operandi* FACULTATEM, *sed ejusdem facultatis actum, ineptum est dicere unam aut duas Christi operationes; quia multo plures actus elicuit seu operatus est Christus.*

6° Expensis ergo phrasibus, quas objiciunt adversarii, nulla

prorsus reperitur qua prætensa illa Honorii erronea definitio contineatur.

III. *Testatur ipsemet Honorius se litteris suis nullam edere de quæstione controversa dogmaticam definitionem.* — Sic nempe habet in posteriori sua epistola : « Auferentes ergo, sicut diximus, scandalum novellæ adinventionis; *non nos oportet* unam vel duas operationes *definientes* prædicare; sed pro una quam quidam dicunt operatione, oportet nos unum operatorem Christum Dominum in utrisque naturis veridice confiteri : et pro duabus operationibus, ablato geminæ operationis vocabulo, ipsas potius duas naturas, id est, divinitatis et carnis assumptæ in una persona unigeniti Dei Patris, inconfuse, indivise, atque inconvertibiliter nobiscum prædicare propria operantes. » Cum ibi expresse dicat Honorius, « non nos oportet unam vel duas operationes *definientes* prædicare, » hoc ipso apertissime testatur nullam edi a se quoad id *dogmaticam definitionem*. Nam qui dicit, *non oportet rem a me definiri*, æquivalenter dicit, *eam definire nolo;* et hoc ipso eam a se definitam non fuisse testatur. Mira sane adversariorum aberratio! Dicit Honorius, *non definio;* et nihilominus ipsi clamitant, *definivit*.

Cum ergo, ex probatis, dictus Pontifex in binis suis epistolis dogma catholicum de duabus Christi voluntatibus clare adstruat, et aliunde nulla earumdem epistolarum phrasis monothelismum contineat, et tandem nullam a se definitionem edi quoad controversam locutionem ipsemet testetur, omnino concludenda est veritas nostræ propositionis III, sic positæ : in duabus Honorii epistolis nulla prorsus extat definitio, monothelismi hæresim continens.

Gressum nunc faciamus ad pronuntiatum a sexta generali synodo in Honorium anathema.

Propositio IV[a]. — *Sexta generalis synodus Honorium damnavit, non eo quod hæresim docuerit, sed dumtaxat eo quod hæreticis faverit.* — In hoc quippe sensu intelligi possunt quæcumque de Honorio in Actis dicti concilii reperiuntur; nec ab

adversariis demonstratur hujus interpretationis falsitas. Quod ut palam fiat, subjiciemus primo textus qui hanc interpretationem omnino suadent; tum expendemus alios quos objiciunt adversarii.

I. *Quod Honorius a sexta generali synodo damnatus sit eo quod hæreticis faverit, non eo quod hæresim ipse docuerit, omnino suadent sequentes textus.* — 1° In epistola dictæ synodi confirmatoria (quam vide supra, § 2, documento X), Leo II, Agathonis successor, cæteros a concilio damnatos vocat *novi erroris inventores*. Veniens autem ad Honorium sic loquitur : *Necnon et Honorium, qui hanc apostolicam Sedem non conatus est doctrina apostolicæ traditionis illustrari, sed profana traditione immaculatam maculari permisit.* Qua scilicet de causa Honorium etiam anathematizat Leo II? An quod et Honorius, sicut alii prius nominati, hæresim docuerit? Minime. Sed quod *non conatus sit* (οὐκ ἐπεχείρησε) Sedem apostolicam illustrare, prout debuerat, nascenti hæresi opponendo traditam ab apostolis veram doctrinam; et quod per hanc suam negligentiam hæreticis ansam præbuerit dictitandi et multis persuadendi, secum sentire Romanum Pontificem; ex qua persuasione, licet falsa, maculam Sedis apostolicæ fama passa est. Non ergo alia de causa Leo II Honorium anathematizavit et a sexta generali synodo anathematizatum existimavit, quam ob ipsius negligentiam in reprimenda nascenti monothelitarum hæresi.

Idem colligendum ex epistola ejusdem Leonis II ad Hispaniæ præsules; in qua postquam recensuit cæteros a synodo damnatos, ita subjungit : *Cum Honorio, qui flammam hæretici dogmatis, non ut decuit apostolicam auctoritatem, incipientem extinxit, sed* NEGLIGENDO *confovit.* Ibi clare vides quid Honorio exprobret Leo II, et quam ob causam eum damnatum a synodo existimet. Non crimini vertit, quod *hæreticum dogma professus sit*, sed dumtaxat quod illud *foverit*. Imo explicat quomodo foverit, videlicet per *negligentiam* suam. Et qualis illa negligentia fuerit subjungit : *neglexit* scilicet Honorius *incipientem*

hæretici dogmatis flammam extinguere, prout decebat auctoritatem apostolicam.

Consonat ejusdem Leonis II epistola ad Ervigium Hispaniæ regem, in qua recensitis cæteris a synodo damnatis, ita subdit : *Et una cum eis Honorius Romanus, qui immaculatam apostolicæ traditionis regulam, quam a prædecessoribus suis accepit, maculari permisit.* Si hæreticum dogma Honorius professus fuisset, absone de ipso diceretur : « Apostolicæ traditionis regulam maculari *permisit.* » Non *permisisset* tantum maculari, sed ipse maculasset. Unde vox illa *permisit* omnino evincit, non aliud Honorio exprobrari quam *negligentiam;* ita ut fautor quidem hæreticorum fuerit, sed non aliter quam negligendo hæreseos repressionem.

Tandem in professione fidei Romanorum Pontificum, quæ reperitur in veteri libro, *Diurni* nomine inscripto, quem ediderunt Holstenius et Garnier, cum aliis hæreticis quibus anathema dicitur recensetur quidem etiam Honorius; sed subjunctis his verbis : *Qui pravis eorum erroribus favorem impendit.* Quæ verba declarant anathematizari Honorium, non (ut cæteri) eo quod hæresim professus sit, sed eo quod hæreticis *favorem impenderit;* negligendo videlicet enascentis monothelismi repressionem.

Ex his ergo textibus colligendum venit a sexta generali synodo damnatum fuisse Honorium eo quod negligentia sua monothelitis faverit, non eo quod hæresim ipse docuerit.

II. *Quæ objiciunt adversarii nequaquam probant ideo damnatum a sexta synodo fuisse Honorium quod hæresim ipsemet docuerit ac professus sit, seu quod synodus eum in strictiori sensu hæreticum reputaverit.* — 1° Quidem objiciunt ex actis dictæ synodi varia loca, in quibus Patres Honorium vocant *hæreticum*. Dicunt alicubi : *Honorio hæretico anathema* (vide supra, § 2, documento VIII). Et pluries alibi hoc *hæretici* nomine designatur idem Pontifex. Ex quo sic arguunt adversarii : expressis terminis Honorium damnavit synodus *tanquam hæreticum;* ergo hæreticus fuit; hæreticus autem non est nisi qui

hæresim tenet ac profitetur; ergo hæresim Honorius docuit ac professus est.

Respondetur : Hæretici antiquitus dicebantur, non tantum qui hæresim profitebantur ac docebant, sed etiam qui eis favebant. Inanis ergo est hæc objectio. Concedimus enim a synodo damnatum fuisse Honorium tanquam *hæreticum*, sed eo sensu quod *hæreticorum fautor* extiterit, non eo sensu quod hæresim ipse docuerit. Usurpatam autem olim fuisse dicto duplici sensu *hæretici* appellationem, eruditis explorata res est, inter quos sic pater Perrone : « Receptum siquidem antiquitus fuit, ut *hæreticorum* nomine significarentur tam hæretici proprie dicti, quam eorum fautores. Cum vero Monothelitarum fautorem, etsi deceptus, se exhibuerit Honorius, ideo a concilio ut hæreticus damnatus est; ejus nomen e dipticis expunctum; scripta igni addicta, eo quod cæteris exitium importaverint. Ita porro se gessit sexta synodus, quia nullum peccatum est, quod fidei catholicæ quovis modo noceat, in quod Ecclesia animadvertere non possit » (tractatu *de Locis theologicis*, in fine partis primæ).

2° Objiciunt locum ubi synodus, loquens de Sergii et Honorii litteris, ita pronuntiat : « Hasque invenientes omnino alienas existere ab apostolicis dogmatibus et a definitionibus sanctorum conciliorum et cunctorum probabilium Patrum, sequi vero falsas doctrinas hæreticorum, eas omnino abjicimus » (vide supra § 2, documentum VIII). Inde sic arguunt adversarii : judicavit synodus Honorium in epistola sua esse *alienum ab apostolicis dogmatibus*, et *sequi falsas hæreticorum doctrinas;* sed ita judicare, est pronuntiare Pontificem illum fuisse hæreticum proprie dictum, et non dumtaxat hæreseos fautorem; ergo synodus Honorium tanquam proprie hæreticum damnavit.

Respondetur : Quamvis nullam in epistola sua hæresim docuerit Honorius, potuit pronuntiari alienus ab apostolicis dogmatibus, et sequax hæreticarum doctrinarum; eo quod scilicet hæreticis faverit, hortando ad supprimendum sive unius

sive duplicis operationis vocabulum. Vero enim sensu alienus est ab apostolicis dogmatibus qui abstinet ab aperta eorum professione, quando necessaria esset hæc professio. Itemque vero aliquo sensu hæreticorum doctrinas sequitur, qui earum se fautorem exhibet, quamvis eas ipse non profiteatur. Nec dicatur verba hæc synodi, cum simul proferantur de Sergio, qui erat hæreticus proprie dictus, intelligenda esse de proprie dicta hæresi. Nam proferuntur quidem verba hæc de Sergio simul et Honorio ; at de utroque, prout eis conveniunt, prolata fuisse a synodo censenda sunt. Proinde quoad Honorium sensus est, eum hæreticis favisse.

3° Objiciunt ista synodi de Honorio verba : *In omnibus ejus* (Sergii) *mentem secutus est, et impia dogmata confirmavit* (vide supra, § 2, documento VIII). Unde sic arguunt : hæreticus proprie dictus est, qui alicujus hæretici mentem *in omnibus* sequitur, et qui impia ejus dogmata *confirmat.*

Respondetur : Equidem Honorium secutum mentem Sergii *in omnibus quæ postulabat* in epistola sua idem Sergius ; non autem *in omnibus quæ intendebat et sentiebat* hæreticus ille. Postulabat Sergius, ut Honorius rescriberet, omittendam esse sive unius sive duplicis operationis locutionem ; ac insuper ut Sophronium et alios ad idem adduceret. Et in his quidem *omnibus* Sergii mentem secutus est Honorius. Quod autem secutus cum sit quoad monothelismi hæresim, non dicit synodus, et omnino falsum est. De voce *confirmat*, non est difficultas ; dici enim potest confirmari hæresim ab illo qui ipsi favet, et causa est cur roboretur ac latius propagetur. Porro Honorius negligentia sua, et magis opportunum existimando, si pro tempore dissimularet, et silentium quoad utramque locutionem imponeret atque ita controversiam sopiret, dicto modo vere extitit hæreseos *confirmator.*

4° Objiciunt verba, quibus anathemati cum cæteris hæreticis subjectus fuit Honorius : *Et cum eis Honorium, qui fuit Romæ præsul, utpote qui eos in eis secutus est* (vide supra, § 2, documento VIII).

Respondetur : Secutus quidem est Honorius eos hæreticos *in his*, id est, quoad eorum hæresim; sed dumtaxat hæresi eorum *favendo*, non eam profitendo aut definiendo.

5° Objiciunt verba imperatoris Constantini Pogonati : *Ad hæc et Honorium, qui fuit antiquæ Romæ Papa, horum hæreseos in omnibus fautorem, concursorem et confirmatorem* (vide supra, § 2, documento VIII).

Respondetur: Textus hic nobis potius quam adversariis favet : explicat enim ibi juxta thesim nostram imperator, quo sensu hæreticus fuerit Honorius, et quo sensu tanquam hæreticus damnatus a synodo fuerit ; eo quod nempe fuerit hæreseos *fautor;* quod et nos dicimus; *concursor*, id est, adjutor, quia revera sua agendi ratione ipsi vires addidit ; et tandem *confirmator* prout et nos dicimus, eo sensu, quod eam firmiorem reddiderit, non autem eo sensu quod aliqua dogmatica definitione eam approbaverit et veram definierit.

Præcipua hæc sunt quæ urgentur ab adversariis, ut persuadeant Honorium tanquam proprie hereticum a generali synodo sexta damnatum fuisse. Quæ cum facile diluantur, et aliunde constet in epistolis Honorii nullam contineri erroneam fidei definitionem, omnino colligendum venit, etiam in hypothesi quod sincera sint allegata documenta, nequaquam errasse dictum Pontificem, ex cathedra fidem definiendo. Et hæc est prima defensio, quam peremptoriam existimant et potissimum urgent eruditi multi ; inter quos Petrus de Marca, in dissertatione, quam absolvere nequivit, et cujus delineamenta nobis transmisit Baluzius (*Concordia sacerdotii et imperii, vita Petri de Marca*, n. 71). Sic ibi Baluzius : « Cum nova hæc opinio (videlicet unicam in Christo dicendam esse operationem), ut sunt omnia ferme nova, interpretationi tum obnoxia esset, quando videlicet nondum damnata erat ab Ecclesia, Honorius, quo facilius Orientem a vetustis erroribus revocaret, οἰκονομικῶς et per dispensationem a summo jure recessit, ut Marcæ verba ad hunc locum traham. Hæc tamen dispensatio infeliciter illi cessit. Nam hinc factum ut dam-

nationis sententiam in eum pronuntiaverit sexta synodus, persuasumque fuerit orbi universo illum insanam unius voluntatis opinionem fovisse, quam incipientem extinguere debuerat. » Ibi recenset Baluzius varia documenta quæ Petrus de Marca in probationem collegerat; ac dein ita subdit: « Unde colligebat ipse (Petrus de Marca), potuisse Honorium a sexta synodo damnari, non quod docuisset hæresim, aut quod monothelitis consensisset, sed ob negligentiam in damnando eorum errore... Nam quod ad Honorii doctrinam attinet, jam alii probaverunt, eum prorsus aversum fuisse ab errore monothelitarum, neque illis unquam consensisse: ut inutilis omnino futura sit mea opera, si velim hanc partem suscipere probandam. » Item huic primæ defensioni tanquam præcipuæ ac optimæ adhæret Petrus Ballerinius (*de Vi ac Ratione primatus Romanorum Pontificum*, capite xv, § 9); et pater Perrone (tractatu *de Locis theologicis*, sub finem partis primæ).

Pro cujus primæ defensionis coronide, adnotabimus quam absona sit adversariorum argumentatio. Cum nempe nullam ostendere valeant in epistolis Honorii erroneam fidei definitionem, eam concludunt ex pronuntiata contra illum Pontificem a sexta generali synodo condemnatione. *Pronuntiavit synodus*, aiunt, *Honorium hæreticum fuisse; ergo ipsius epistolæ hæresim continent*. Nos merito argumentationem invertendo dicimus: *Certum est nullam in dictis Honorii epistolis hæresim contineri; ergo synodus eum non damnavit ut proprie hæreticum, sed dumtaxat ut hæreseos fautorem*. Enimvero procedi debet a noto et certo ad id quod minus liquet. Quod autem Honorii epistolæ nullam hæresim contineant, omnino certum est, et cuilibet legenti directe manifestum fit. Id ergo nos merito tanquam principium ponimus. Et hinc jure concludimus interpretandam necessario esse dictam synodum ita ut, vel Honorium damnaverit dumtaxat tanquam hæreseos fautorem, ut in hac prima defensione dicitur; vel eam damnationem non fuisse *œcumenice* latam, utpote a Sede apostolica non receptam, ut dicetur in defensione quarta, vel

alio tandem ex capite illam vi carere, cum impossibile sit œcumenice damnatum fuisse Honorium tanquam *proprie* hæreticum, ob ipsius epistolas, si nullam hæresim epistolæ istæ contineant. Difficultas nempe, si qua foret, non est in probando nullam in epistolis Honorii hæresim contineri, sed in explicando quomodo tanquam hæreticus a generali concilio Pontifex ille damnari potuerit. Id porro explicare nobis non magis incumbit quam adversariis. Nos peremptorie probamus nullam in epistolis Honorii hæresim contineri, atque id satis est. Quod subjungimus de interpretanda sexta generali synodo, ad juris abundantiam adnectitur.

§ 4. — Secunda defensio. — In binis suis epistolis non docuit Honorius ex cathedra, sed tanquam persona privata.

Ludovico Thomassino arrisit hic defensionis modus. Ipsius nempe sententia est, « confossum fuisse nomen Honorii in hac synodo, quod, non ut Pontifex primæ sedis, sed ut privatus quilibet male sensisset de fide, et has epistolas, non ex cathedræ Petri oraculo publicandas per omnem Ecclesiam et fidei magistras futuras dictasset, sed clam ex privato tum sensu suo ad eum a quo interrogabatur scriptitasset » (dissertatio xx, in synodum sextam œcumenicam, numero 8, ad calcem operis sui *Dogmatum theologicorum*). Quam opinionem suam, antequam argumentis firmet, ita prænotat : « Posse enim hæreseos labe inquinari, et ita accusari damnarique eum qui in cathedra Petri sedet, quod ita privatim sentiat, etsi non ita publice doceat, catholici prorsus omnes sentiunt, si unum et alterum demas » (loco citato).

In hac porro secunda defensionis methodo, non negatur documentorum quæ ab adversariis objiciuntur sinceritas. Imo asserentibus adversariis Honorium in epistolis suis hæresim docuisse, et ob id tanquam proprie hæreticum a sexta generali synodo damnatum fuisse, responderi posset, *transeat*. Propugnatur dumtaxat adscribendas eas epistolas, non

ex cathedra loquenti, sed personam *privatam* agenti Pontifici. Quod si vel probabile sit, ita ut contrarium demonstrari nequeat, plane utique sufficit ad vindicandam Romani Pontificis, fidem ex cathedra definientis, infallibilitatem.

Argumenta autem quibus sententiam suam propugnat Thomassinus hæc fere sunt :

I. Honorii tempore, constans obtinebat praxis, ut nihil a Romano Pontifice circa fidem definiretur, nisi synodice, id est, congregato synodo aut presbyterio. Unde non censebatur Summus Pontifex loqui ex cathedra et fidem definire tanquam Pontifex, nisi per litteras synodicas, quæ scilicet synodi simul et Pontificis nomine publicabantur ac per orbem mittebantur. Binæ autem Honorii epistolæ exaratæ ac missæ sunt absque ulla celebrata synodo, ac solius Honorii nomine inscribuntur. Utrumque assertum probat Thomassinus locupleti documentorum serie, quam hic prætermittimus ; et concludit *privatas* fuisse Honorii ad Sergium epistolas.

II. Si dictas epistolas edidisset Honorius quatenus definiens ex cathedra, majorem notorietatem habuissent, tum in Occidente, tum et apud Orientales, ante sextam generalem synodum

III. Accedit quod in ipsa sextæ synodi Actione XII, epistola Honorii non aliunde quam scrinio patriarchali Ecclesiæ Constantinopolitanæ promitur. Et promitur ipsa epistola Latina *autographa*, cum Græca interpretatione. Ad unum ergo Sergium missa fuerat, et eam Sergius in archivo Ecclesiæ suæ reposuerat. Quæ prorsus indicant privatam tantummodo epistolam.

IV. « Præterea nihilo segniores fuere aut tepidiores Romani præsules, in prædicanda Sedis suæ non errandi prærogativa, post Honorium atque ante. Evolve epistolas Theodori Papæ, Martini qui synodum Lateranensem collegit, Agathonis, Leonis II, et cæterorum deinceps. Ubique Romana Sedes nusquam a fidei amussi declinasse, incorruptam orbi christiano semper propinasse doctrinam fidentissime prædicatur. Idque

non post Honorium tantum, sed et post damnatum in hac sexta synodo Honorium, et post ipsam ejus damnationis et mentionem et confirmationem. Non inanis est hæc autem, nec discors sibi et conflictabunda jactantia. Apage has suspicionum contumelias a sanctissimis ecclesiasticorum monumentorum paginis, omni catholico orbi venerandis. Rixa nimirum illa nequicquam formidata facile componitur. Inustus est synodico cauterio Honorius privato nomine ob peculiare scriptum; non persona Pontificis, non ob Pontificale seu profectum ex cathedra vel ecclesiastica consultatione responsum. Privilegium autem non errandi additum est, non *privatæ* Pontificis personæ, sed cathedræ Petri, sed Sedi Romanæ, sed Pontifici *publicam* Pontificis agenti personam, obeunti provinciam » (Thomassinus, loco citato, n. 15).

V. Istæ porro Thomassini rationes, si probent, imo etiam si probabile dumtaxat faciant, dictas Honorii epistolas, non a Pontifice loquente ex cathedra, sed *privatam* personam agente scriptas fuisse, causa cadunt adversarii. Hoc ipso enim jam *certum* non erit errasse Honorium fidem definiendo ex cathedra; ac consequenter objici nequibit prætensus illius Pontificis lapsus.

VI. Cæterum nullatenus concedit Thomassinus in dictis Honorii epistolis ullam contineri hæresim. Sed Petrum de Marca et alios eruditos hac in parte secutus, Honorii erratum in eo reponit, quod prudens ac utile duxerit, nihil adhuc definiri de novo unius aut duplicis operationis vocabulo; sicque monothelismi enascentem hæresim comprimere neglexerit. « Istud vero, ait Thomassinus, non ad aliquid statuendum de fide vel definiendum pertinet, sed ad *suspendendam* potius definitionem : Istud non fidei, sed paci Ecclesiarum temperatur : istud denique non fidei decretum, sed decreti suspendium : denique dispensatio ista est. Quoniam vero hæc dispensatio Sergii et monothelitarum consilia pestemque fidei aluit, etsi præter authoris mentem, ea proditio habita est » (loco citato, n. 20).

§ 5. — Defensio tertia. — Conficta aut interpolata sunt quæ contra Honorium proferuntur documenta, præter pronuntiatam a sexta synodo condemnationem; sed damnatio hæc vim *œcumenici* decreti non habet, utpote a Romanis Pontificibus nunquam recepta. Honorius scilicet, nec monothelismum docuit, nec omittendum dixit sive *unius* sive *duplicis* operationis vocabulum, nec ullam negligentiæ aut pravæ œconomiæ culpam contraxit.

Ita tenent ac propugnant, inter alios, præstantissimi Wirceburgenses theologi (tractatu *de Incarnatione*, dissertatione II, sectione III; recentis editionis anni 1853, tomo II, pagina 171 et seq.). Potest autem hæc tertia defensio institui ac exponi sequenti propositionum serie.

Propositio I[a]. — *In ea parte litterarum Honorii, quam constat esse authenticam, falsum omnino est contineri monothelismi hæresim.*

I. Authenticam esse partem illam epistolæ Honorii, in qua dicit, *unam voluntatem fatemur Domini nostri Jesu Christi*, constat documentis certis, testimonio videlicet tum sancti Maximi, tum Joannis Symponi, qui epistolam scripserat, tum Joannis IV Summi Pontificis, qui tertio post Honorii obitum anno Sedem Romanam tenuit. Nam tres illi viri contemporanei phrasim illam memorant tanquam in Honorii epistola revera contentam, Honoriumque defendunt ostendendo ibi locutum Pontificem de sola *humana* Christi voluntate.

II. Quod autem ea pars epistolæ Honorii monothelismi labe prorsus expers sit, constat :

1° *Ex contextu.* — Nimirum expendit ibi Honorius utrum in Christo sint, sicut in nobis, duæ illæ contrariæ voluntates humanæ quæ dicuntur mentis et carnis, et de quibus agit apostolus, memorando *legem membrorum repugnantem legi mentis.* Respondet autem ex *vitiata* natura provenire in nobis alteram illam membrorum et carnis voluntatem, voluntati mentis repugnantem; nec eam fuisse in Adamo ante lapsum; proinde in Christo, qui naturam nostram assumpsit, non *vitiatam*, sed integram, prout erat in Adamo ante lapsum, non adesse duas illas contrarias et invicem pugnantes voluntates

humanas, sed unicam. Id luce meridiana clarius patefaciunt hæc ipsius verba : *Unam voluntatem fatemur Domini nostri Jesu Christi, quia profecto a divinitate assumpta est nostra natura, non culpa ; illa profecto quæ ante peccatum creata est, non quæ post prævaricationem vitiata. Sine peccato conceptus... Non est assumpta a Salvatore vitiata natura, quæ repugnaret legi mentis ejus... Lex alia in membris aut voluntas diversa non fuit vel contraria Salvatori* (vide textum integrum supra, § 2, documento 2).

2° *Ex sancto Maximo.* — Luculenter demonstrat sanctus martyr, Honorium ibi locutum esse dumtaxat de *sola humana* Christi voluntate. Vide ipsius verba superius § 2, documentis V et VI.

3° *Ex Joanne Sympono*, is qui Honorii epistolam scripserat. Ita ipse testatur : *Unam voluntatem Domini diximus, non divinitatis ejus et humanitatis, sed humanitatis solius. Cum enim Sergius scripsisset, quod quidam duas voluntates in Christo contrarias dicerent, diximus Christum, non duas voluntates contrarias habuisse, carnis, inquam, et spiritus, sicut nos habemus post peccatum ; sed unam tantum, quæ naturaliter humanitatem ejus denotat* (vide supra, § 2, documentum VI).

4° *Ex Joanne Papa IV.* — In suis ad Constantinum imperatorem litteris : *Secundum hunc igitur modum jam dictus decessor noster Honorius prænominato Sergio Patriarchæ percontanti scripsisse dignoscitur : quia in Salvatore nostro duæ voluntates contrariæ, id est, in membris ipsius, penitus non consistunt; quoniam nihil vitii traxit ex prævaricatione primi hominis* (vide illud documentum magis in extenso, supra § 2, documento IV).

Igitur concedimus sinceram esse illam epistolæ Honorii partem, in qua docet non esse in Christo duas contrarias humanas voluntates, sed unicam. Certum autem prorsus est, in ea parte nullum occurrere monothelismi vestigium, prout agnoscunt eruditi, et fateatur necesse est quisquis non omnino stipes sit aut malæ fidei.

Propositio II[a]. — *Prior epistola Honorii, quoad eas partes quibus, sive de unius sive de duplicis operationis vocabulo silentium indicitur a monothelitis interpolata est; posterior vero epistola omnino fuit ab ipsis conficta.* — Probatur conclusio sequenti argumentorum serie :

Argumentum I. — *Ex ectesi Sergii, et ex eo quod hæreticus ille, nec Honorii epistolas, imo nec ectesim suam evulgare ausus sit, ante ejusdem Honorii obitum.*—Ectesim suam, id est, formulam fidei in qua tum unius tum duplicis operationis vocabulum omitti præcipitur, et nihilominus in fine unius operationis Christum fuisse asseritur, composuerat Sergius duobus ante Honorii obitum annis; quod sic probatur: dicit Heraclius imperator in suis ad Joannem IV Papam litteris : « Ectesis non est mea; sed cum hanc Sergius composuisset *ante quinque annos*, deprecatus est me, ut nomine meo proponeretur. » Hæc scripsit Heraclius ineunte anno 641 : non ante, quia Joannes IV nondum erat Summus Pontifex, siquidem Severino successit die 4 decembris 640 : non postea, siquidem obiit Heraclius die 11 februarii 641. Cum autem defunctus sit Honorius die 12 octobris 638, palam fit compositam fuisse a Sergio ectesim duobus annis ante Honorii obitum, id est anno 636.

Illam ectesim non evulgavit Sergius nisi anno 638, ita ut ante Honorii obitum ignota remanserit. Obiit vero Sergius mense decembri ejusdem anni 638, id est, duobus circiter mensibus post Honorii mortem. Epistolas autem Honorii nunquam evulgavit Sergius; nec eas citat, aut earum auctoritatem invocat in ectesi sua; et tandem nullibi in scriptis suis de istis Honorii epistolis mentionem facit. Quo prænotato sic argumentamur :

Si geminæ forent, sicut nunc extant, binæ Honorii epistolæ, id est, si revera in eis edixisset Honorius supprimendum esse sive unius sive duplicis operationis vocabulum, festinasset procul dubio Sergius eas evulgare, utpote intento suo consonas; nec omisisset hac tanta auctoritate ectesin suam confir-

mare; ac præterea ectesim illam non occultam retinuisset usque ad cognitum Honorii obitum, sed eo Pontifice vivente, ac aperte patrocinante, eam publicasset. Atqui econtra Sergius de Honorii epistolis perpetuo siluit, nec ectesin suam evulgare ausus est nisi post dicti Pontificis obitum. Ergo binæ Honorii epistolæ interpolatæ sunt quoad eas partes quibus de unius et duplicis operationis vocabulo silentium indicitur, seu quoad eas partes quibus consonant cum Sergii ectesi.

Objicies 1°. — Noluit Sergius vivente Honorio ejus epistolas evulgare, nec ectesim suam publicare, ne Pontificem illum irritaret.

Respondeo : Non erat cur hoc Sergius timeret. Nam econtra ectesim publicando se Honorio conformem et obedientem præstitisset. In hypothesi enim quod genuinæ sint Honorii epistolæ, is ad Sergium scripserat : *Hæc nobiscum fraternitas vestra prædicet, sicut nos ea vobiscum unanimiter prædicamus.* Quomodo Honorium irritasset ea prædicando, quæ prædicari volebat Honorius?

Objicies 2°. — Sergius, et Pyrrhus ejus successor, necnon Macarius, toto nisu persuadere satagebant, unicam ab Honorio doceri Christi voluntatem. Si evulgassent Honorii epistolas in quibus tum de una tum de duplici operatione silentium indicitur, intento suo nocuissent. Ergo mirum non est eos abstinuisse ab evulgandis iis Honorii epistolis.

Respondeo primo : Nunquam jactavit Sergius, secum sentire Honorium de unica Christi voluntate. Nullibi enim in scriptis suis ubi de una voluntate vel operatione disserit, Honorium nominat. Præterea quod primus hoc de Honorio jactaverit Pyrrhus, certo scimus ex testimonio Joannis Papæ IV, qui sic habet : *Ex diversis suggestionibus didicimus, omnes occidentales partes turbari, fratre nostro Pyrrho Patriarcha nova quædam et præter regulam fidei prædicante, et ad proprium sensum quasi sanctæ memoriæ Honorium Papam... attrahere festinante, quod a mente catholici patris erat penitus alie-*

num (*Epistola ad imperatorem*, apud Labbe, t. V, col. 1759). Unde calumnia hæc monothelitarum, quod ipse etiam Honorius Papa unicam in Christo voluntatem tenerit, non a Sergio aut ab ullo alio quandiu vixit Honorius, sed dumtaxat post ejus obitum, a Pyrrho exordium sumpsit.

Respondeo secundo : Si injunctum ab Honorio silentium de una et duplici operatione deterrere Sergium potuisset ab evulgandis ejusdem Honorii epistolis, a fortiori deterreri Sergius debuisset ab injungendo in ectesi sua eodem silentio. Porro expresse omnibus prohibet ectesis *unam vel duas dicere sive docere operationes in divina Domini incarnatione.* Unde nequaquam intento suo nocuisset Sergius epistolas Honorii publicando, sed econtra per eas optime confirmasset id ipsum quod ipse in ectesi sua per longum statuebat, omittendum videlicet sive unius, sive duplicis operationis vocabulum.

Objicies 3°. — Plura mendaciter Honorio retulerat Sergius, præsertim de Sophronio Hierosolymitano Patriarcha; et falsa hæc asserta in responsoriis Honorii epistolis commemorantur. Potuit ergo deterreri Sergius a publicandis iis Honorii epistolis, licet ectesi suæ valde faventibus, ne mendacia sua nota fierent, et ne Sophronius præsertim mendacia hæc ipsi exprobraret.

Respondeo primo : Ratio hæc non explicat cur Sergius ectesim suam publicare ausus non sit ante cognitum Honorii obitum. *Secundo :* Non omisisset saltem Sergius, aliquas dictarum epistolarum phrases sibi faventes, et præfata mendacia non commemorantes, in ectesi sua citare; et ad minus in ea ectesi asseruisset se, assentiente etiam Romano Antistite, omittendam præscribere sive unius sive duplicis operationis locutionem. Nihil horum fecit Sergius. Unde vera ratio cur Honorii epistolas non evulgaverit, nec citaverit Sergius, est quia istæ epistolæ, nedum ipsi consentirent in injungendo quoad utramque locutionem silentio, ei econtra exprobrabant et derelinquendam præcipiebant *unius operationis* hære-

ticalem dictionem, prout mox citanda documenta satis innuunt.

Proinde quæ nunc extant Honorii epistolæ, non sinceræ sunt, sed interpolatæ. Item vera ratio cur ectesim suam ante cognitum Honorii obitum non evulgaverit Sergius, non alia assignari potest, quam quod, jam ab Honorio increpatus, bene nosset astutus vir, haud evasurum se condemnationem, si huic Pontifici nota fieret ectesis. Valet ergo argumentum I, quod sic contrahi potest : si genuinæ forent, quales nunc extant Honorii epistolæ, Sergius eas, prout et ectesim suam publicasset ante Honorii obitum : publicare non ausus est : ergo dictæ epistolæ genuinæ non sunt, sed ab hæreticis interpolatæ.

Argumentum II. — *Ex imperatoris Heraclii litteris ad Joannem Papam IV.* — Si genuinæ forent prout nunc extant Honorii epistolæ, Heraclius imperator, quando cœpit, ob ectesim ipsius nomine publicatam, suspectus esse de hæresi, nequaquam se purgasset eo modo qui habetur in ejus ad Joannem IV epistola. Sic nempe ibi sese excusat dictus imperator : *Ectesis non est mea; neque enim ego vel dictavi, vel jussi ut fieret; sed cum hanc Sergius composuisset ante quinque annos, deprecatus est me, ut nomine meo proponeretur.* Si Honorii epistolæ fuissent sicut nunc extant, id est ectesi et Sergii intento faventes, et silentium de utraque locutione, prout ectesis, injungentes, eas sane imperatori notas fecisset Sergius, quando ab eo postulavit, ut ipsius nomine publicaretur ectesis. Eas proinde cognovisset Heraclius; et cognovisset etiam eas ectesi consonare; nec minus ab Honorio quam ab ectesi de utroque *unius* ac *duplicis* operationis vocabulo silentium indici. Jam vero si hæc novisset Heraclius, quid statim et ante omnia respondisset, quando cœpit, ob ectesim, in suspicionem hæreseos vocari? Sane Joanni IV summo Pontifici rescripsisset, non aliud in ectesi prædicari, quam quod prædicandum injunxerat Honorius in suis ad Sergium epistolis; eamdem sibi utrinque visam esse doctrinam, cum

eodem modo et in eis epistolis et in ectesi de *unius* et *duplicis* operationis vocabulo silentium injungatur. Epistolarum istarum authenticum textum in sui defensionem produxisset. Ostendisset Honorii præceptum id prædicandi quod in ectesi prædicatur. An hæc opposuit Heraclius? Ne verbo quidem ad Honorii auctoritatem et epistolas provocavit. Sola ejus excusatio fuit, quod ectesim ipse nec dictasset, nec fieri jussisset, at tantum suo nomine proponi permisisset. Quanto melior defensio, si Honorii epistolas, prout nunc extant, producere potuisset! Quod eas non noverit (si tales revera extiterint) aut cognitas in sui defensionem non allegaverit, nemo prudens unquam admittet. Ideo ergo ad eas non provocavit Heraclius, quia ectesi et Sergio non consonabant, sed repugnabant; et quia Sergius, ea de causa, eas diligenter occultaverat, nec imperatori notas fecerat. Ergo quoad eas partes quibus ectesi consonant, falsatæ sunt ab hæreticis.

Argumentum III.—*Ex Typo Constantis imperatoris.*—Anno 648 edidit imperator Constans decretum, *Typi* nomine designari solitum, quo prohibebatur, *de una voluntate aut una operatione, aut duarum voluntatum ac duarum operationum qualemcumque altercationem aut contentionem* instituere. Jam ectesim Sergii condemnaverant summi Pontifices Severinus, Joannes IV et Theodorus. Eorum successor sanctus Martinus ectesim iterum damnavit, simulque *Typum* Constantis, in concilio Lateranensi. In furorem actus Constans, sanctum præsulem Constantinopolim abduci jussit, variisque contumeliis affectum Chersonesum relegavit, ubi ærumnis confectus martyr occubuit. Ex quo facto historico si arguimus : si Honorii epistolæ prout nunc extant scriptæ fuissent, et præceptum silentii de una et duplici operatione continuissent, eas imperator Constans cognovisset ac sancto Martino tanquam peremptoriam Typi sui defensionem opposuisset. Imo tota conflictationis vis ad has Honorii epistolas reducta fuisset, ac de iisdem totus orbis obstrepuisset. Quid autem opposuit imperator? Furorem, contumelias, exilium. At de provocatione ad has Ho-

norii epistolas, quæ silentium, sicut et Typus, de utraque controversa locutione imposuissent, ne verbum aut vestigium quidem.

Argumentum IV. — *Ex responsis sancti Maximi Theodosio Cæsareæ Episcopo.* — Conabatur dictus Theodosius sanctum Maximum inducere ut *Typum* Constantis susciperet. Si genuinæ forent Honorii epistolæ prout nunc extant, id est, cum injuncto silentio quoad utramque unius et duplicis operationis locutionem, eas potissimum sancto Maximo objecisset Theodosius. Objecisset præcipue quando ipsi petenti, ut *pacis tantum causa, non ut ratum dogma* Maximus Typum susciperet, ei respondit sanctus martyr : *Quis fidelis suscipit dispensationem, taceri facientem voces, quas dici per apostolos et prophetas atque doctores Deus omnium dispensavit?* Quam apte reposuisset Theodosius : Hæc ipsissima dispensatio suscepta est, imo et injuncta ab Honorio Romano Pontifice; siquidem ipse, sicut et Typus, dictum silentium approbavit et præcepit. At Theodosius ne verbo quidem ad dictas Honorii epistolas provocavit.

Et notetur tunc sanctum Maximum præ manibus habuisse priorem Honorii epistolam, in qua (prout nunc extat) ejusmodi silentium injungitur. Et notetur etiam Honorium a sancto Maximo *divinum* dici, ob invictam ipsius in reprimenda monothelitarum hæresi constantiam. An, quæso, dixisset Maximus, a nullo fideli suscipi posse dispensationem de qua agebatur, id est, silentium de una et duplici operatione, si ejusmodi silentium injunxisset suus *divinus* Honorius, in ipsa epistola, quam præ manibus habebat! Sane vel hoc solum documentum evinceret, non eas fuisse Honorii epistolas, quæ nunc habentur.

Argumentum V. — *Ex eo quod Honorii epistolæ, quatenus injungentes silentium de una et duplici operatione, per annos 40 omnibus ignotæ remanserint.* — Dicimus *quatenus silentium istud injungentes.* Nam quod in sua epistola dixerit Honorius *unam esse Christi voluntatem*, id expresse explicando de hu-

mana dumtaxat voluntate, et per oppositionem ad duas voluntates contrarias, mentis scilicet et carnis, quæ in nobis sunt, notum fuit post mortem Honorii; et cum ea phrasi abuterentur monothelitæ, orthodoxam eam probarunt Joannes Papa IV, Joannes Symponus qui epistolam scripserat, et sanctus Maximus martyr. Quod autem in epistolis suis præfatum silentium Honorius injunxerit, per 40 annos, id est ad sextam usque generalem synodum, ab omnibus ignoratum est. Et cum tanti monothelitarum interesset ad defendendum suum *Typum* suamque *ectesim*, eam partem allegare, nullus eam notam habuit, nullus ad eam provocavit. Prior Honorii epistola, qualem eam nunc habemus, uni Macario Episcopo, mendacissimo atque falsario hæretico, primum post 40 annos innotuit. Secundam vero, ne Macarius quidem noverat. Sed eam, dum celebraretur sexta synodus, subito reperit in archivo Georgius Chartophylax, cum huc usque nullibi de ea mentio facta fuisset. Quid inde colligendum venit, nisi falsatam fuisse priorem epistolam quoad eas partes ubi dictum silentium injungitur, et posteriorem omnino confictam fuisse?

Argumentum VI. — *Ex verbis sancti Agathonis.* — In suis ad imperatorem Constantinum litteris, sic asserit laudatus Pontifex: « Apostolicæ memoriæ meæ parvitatis prædecessores, dominicis doctrinis instructi, ex quo novitatem hæreticam in Christi immaculatam Ecclesiam Constantinopolitanæ Ecclesiæ præsules introducere conabantur, nunquam neglexerunt eos hortari atque obsecrando commonere... ne ex hoc exordium dissidii in unitate Ecclesiæ facerent; unam voluntatem unamque operationem duarum naturarum asserentes in uno Domino nostro Jesu Christo » (apud Labbe, tomo VI, col. 637). Ergo, testante Agathone, *ex quo novitas hæretica* Constantinopoli exorta est, eam repressere Romani Pontifices. Exordium autem novitas illa sumpsit a Sergio : ergo Sergius ***hortationibus et obsecrationibus commonitus est, ne unam operationem Christi assereret.*** Non potuit autem ita commoneri nisi ab

Honorio, qui Sedem apostolicam tenebat, quando novitatem Sergius *introducere conabatur;* et quia insuper nonnisi duobus mensibus idem Sergius Honorio supervixit. Ergo, teste Agathone, Honorius Sergium commonuit, hortatus est, obsecravit, *ne unam in Christo operationem assereret.* Hoc autem non præstitisset Honorius si genuinæ forent ipsius epistolæ. Interpolationem ergo ejusmodi epistolæ passæ sunt.

Argumentum VII. — *Ex actis synodi Lateranensis, quæ confictam probant secundam Honorii epistolam.* — In ea synodo testatus est Stephanus, olim a Sophronio ad Honorium deputatus, hunc fuisse illius legationis fructum, quod *neque despexerit Deus preces cum lacrymis oblatas supplicum suorum, sed excitaverit, non equidem mediocriter, prædecessores apostolicos præsules, in commonitione necnon contestatione prædictorum virorum* (id est Sergii et aliorum quos ante nominaverat), *licet nullomodo eos flectere potuerint* (apud Labbe, tomo VI, col. 105). Ex quo documento constat *commonitum et contestatum* fuisse Sergium, et quidem *non mediocriter* ut ab hæresi sua desisteret. Non potuit autem, ut diximus, ab alio sic commoneri, nisi ab Honorio. Jam vero juxta textum quem habemus secundæ Honorii epistolæ aliter se res habuisset. Nimirum Honorius scripsisset Sophronio ne duas in Christo operationes assereret; et idem persuasisset Sophronii legatis; et hi polliciti essent operam se daturos ut Sophronium in hanc sententiam pertraherent; quæ nullatenus stare possunt cum attestatione Stephani. Proinde confictam ab hæreticis secundam illam Honorii epistolam, palam faciunt authentica synodi Lateranensis acta.

Argumentum VIII. — *Ex ipsomet prædictarum Honorii epistolarum contextu.* — Continent enim ejusmodi epistolæ absona et incohærentia quæ homini rationis compoti nullatenus tribui possunt. Imprimis notet lector quam fortiter ac dilucide in eis exprimatur catholicum de duplici operatione dogma. Docetur scilicet Dominum Jesum Christum *operatum divina, eumdemque operatum humana, discrete, inconfuse atque incon-*

vertibiliter : item, confitendas esse in Christo *duas naturas operatrices :* item, prædicandas esse in Christo *duas naturas, propria operantes inconfuse et inconvertibiliter.* Qui hoc docuit tanquam dogma catholicum ab Apostolis et Patribus traditum atque omnino tenendum et prædicandum, hoc ipso non potuit sine incohærentia docere, neque unam neque duplicem dicendam esse in Christo energiam seu operationem; et a fortiori non potuit sine incohærentia hanc sententiam subjungere : *Unius autem operationis vel duarum esse vel fuisse mediatorem Dei et hominum Dominum Jesum Christum sentire et promere, prorsus ineptum est.* Item non potuit sine eadem incohærentia dicere, nihil de duabus operationibus *prædicare evangelicas vel apostolicas litteras;* et eos qui duas in Christo confitentur operationes vocare *balbutientes, formantes se in speciem doctorum.* Quæ quidem incohærentia ita per se patet, ut non potuerit oculos non percellere cujuslibet hominis, non tantum prudentis et perspicacis, qualis erat Honorius, necnon ejus secretarius Joannes Symponus, sed vel rationis suæ compotis, quemadmodum dicunt Wirceburgenses theologi. Interpolationem ergo arguunt ejusmodi textus incohærenter positi, et a solita Sedis apostolicæ gravitate abhorrentes.

PROPOSITIO III^a^. — *Honorius Papa nec fuit fautor monothelitarum hæreseos, nec in reprimenda illa hæresi negligens, sed recte officium suum implevit.* — Ita tenendum, si diligenter præstiterit quod faciendum monet Apostolus his verbis : *Prædica verbum* (id est fidem rectam), *insta, argue, obsecra, increpa* (II^a^ ad Tim. IV). Atqui hoc præstitit Honorius.

Probatur 1° — *ex sancti Agathonis testimonio.* — Illud testimonium retulimus sub propositione præcedenti, argumento VI. Ex eo constat Sergium ab Honorio *non mediocriter,* proindeque vehementer, *commonitum fuisse hortationibus et obsecrationibus, ne unam in Christo operationem assereret.*

Probatur 2° — *ex sancto Martino.* — In synodicis suis ad Amandum Trajectensium Episcopum, ita testatur : *A Sergio...*

execranda et abominanda hæresis pullulavit,... quam successor ejus Pyrrhus... in deterius auxit. Pro qua re sæpius apostolica Sedes persuasionibus, contestationibus, atque increpationibus plurimis admonuit eos... (apud Labbe, tomo VI, col. 384). Jam supra vidimus commoneri non potuisse Sergium ab alio Romano Pontifice quam Honorio. Obiit siquidem duobus dumtaxat mensibus post Honorium, et antequam Honorius successorem habuerit. Honorius ergo Sergium admonuit *contestationibus et increpationibus plurimis.*

Probatur 3° — ex sancto Maximo martyre. — Summa diligentia et toto nisu ad comprimendam monothelismi hæresim adlaborasse Romanos Pontifices, præsertimque Honorium, ita testatur sanctus Maximus : *Quid autem divinus Honorius? quid post illum Severinus senex? quid denique et is qui post hunc extitit sacer Joannes? Porro is qui nunc præsidet beatissimus Papa* (Theodorus) *omisitne quidquam supplicationi conveniens?* (vide supra, § 2 documento V). Dum ibi Honorium sanctus Maximus divinum vocat, testatur eum præcipuum fuisse in coercenda nascenti monothelitarum hæresi. Nec dubium quin eam condemnasset nisi morte præventus fuisset.

Ergo stat conclusio, quod Honorius nullam in causa monothelitarum culpam contraxerit, chimericusque sit qualiscumque ipsius lapsus.

Huic conclusioni opponitur Honorii condemnatio a sexta generali synodo pronuntiata, necnon ejusdem synodi confirmatio a Leone II Summo Pontifice; ac insuper formula professionis fidei quæ habetur in libro sub *Diurni* nomine cognito ; sed diluuntur istæ objectiones sequentibus propositionibus.

Propositio IVª. — *Condemnatus quidem fuit Honorius in sexta generali synodo, ab Orientalibus Episcopis ; sed ista condemnatio vim non habuit judicii œcumenice pronuntiati.* — Ut aliquod synodale judicium censendum sit *œcumenicum*, non sufficit illud pronuntiatum fuisse in œcumenica synodo, a majori etiam Episcoporum numero; sed insuper necesse est ut sit

super quæstionibus pro quibus Romanus Pontifex delegavit. Quidquid enim decernitur *contra*, vel etiam *ultra* mandatum quod suis legatis synodo œcumenicæ præsidentibus dedit summus Pontifex, hoc ipso Sedis apostolicæ assensu caret, nec proinde vim œcumenicitatis per se habet, nisi forte postmodum eadem Sedes apostolica expresse hunc suum assensum superaddat. Pariter quidquid a majori Episcoporum parte pronuntiatum est, nisi a Sede apostolica recipiatur et *confirmetur*, œcumenicitatis vi destitui censendum est. Ad certum illud principium, jam suo tempore quoad Honorium provocabat Anastasius Bibliothecarius. Postquam nempe *calumniatores* vocavit eos qui Honorium monothelismi accusant, *licet* (sunt ipsius verba) *huic sexta synodus quasi hæretico anathema dixerit*, ita subjungit : « Sed ne videamur tam sanctam tamque reverendam synodum accusare vel temere reprehendere, licere nobis opinamur de illa sentire, quæ sanctos Patres nostros de Chalcedonensi magna synodo sensisse non ignoramus. Quorum unus, sanctus videlicet Papa Gregorius, usque ad prolationem tantummodo canonum hanc suscipiendam fore signavit. Beatus autem æque Papa Gelasius..., qualiter eadem synodus recipienda sit..., tali deliberatione concludit : ... *Nam et hanc quoque sanctam synodum canonica quædam capitula promulgasse, Græcorum scripta testantur ; quæ tamen pene omnia, quia Sedes apostolica non probavit, tota latinitas reprobavit.* Sed quid de hac sola dicimus? Cum et secundam universalem synodum, quæ primo Constantinopoli celebrata est, in causa primatus Ecclesiarum Sedes apostolica non admittat. Quin et omnes synodos sic recipiendas decernat, ut Chalcedonensem synodum admittendam fore prædictus sanctus Gelasius Papa describit, pro fidei scilicet communione et veritate catholica et apostolica, *pro qua hanc fieri Sedes apostolica delegavit, factamque firmavit* » (vide supra, § 2, documentum XIII). Unde citatus Anastasius Bibliothecarius Honorii condemnationem, in sexta generali synodo pronuntiatam, nihili habendam esse concludebat ex hoc principio, quod

condemnatio hæc, nec inclusa sit in mandato legatis tradito, seu non fuerit de iis quæstionibus pro quibus tractandis et decernendis Sedes apostolica delegaverat, nec postmodum per camdem Sedem apostolicam recepta unquam et confirmata dignoscatur. Quo prænotato, positam conclusionem sic stabilimus :

Ut probent adversarii dictæ condemnationi contra Honorium pronuntiatæ inesse vim *œcumenici* judicii, probare debent, illam condemnationem, vel non fuisse contra aut ultra mandatum, a sancto Agathone legatis suis traditum, vel ei accessisse postmodum Sedis apostolicæ confirmationem. Id porro nec probant, nec probare possunt. Immo contrarium documenta testantur. Etenim

1° Talis condemnatio erat contra indictum legatis mandatum. Sic quippe de isto mandato testatur ipse sanctus Agatho in suis ad imperatorem litteris : *Licentiam eis sive auctoritatem dedimus apud tranquillissimum vestrum imperium, dum jusserit ejus clementia simpliciter satisfaciendi, in quantum eis dumtaxat injunctum est, ut nihil profectò præsumant augere, minuere vel mutare*, etc. (apud Labbe, tomo VI, col. 634). Et in eadem epistola nominat sanctus Pontifex, Sergium, Pyrrhum et alios, quos ipse hæreticos pronuntiat, ac proinde vult ut tales damnari. Ast de condemnando Honorio ne litterula extat. Imo, ut vidimus supra (propositione II, argumento VI) eum commendaverat. Ergo condemnatus est Honorius, non tantum *præter*, sed etiam *contra* sancti Agathonis mandatum. Et ex hoc solo, quin aliud exprimi opus fuerit, remansit judicium istud vi œcumenicitatis prorsus destitutum.

2° Aperte supponit Hadrianus II, præfatam condemnationem œcumenici judicii rationem non habuisse, nec a Sede apostolica receptam aut confirmatam fuisse, dum dicit in concilio Romano : *Licet Honorio ab Orientalibus anathema sit dictum* (apud Labbe, tomo VIII, col. 1091). Non dicit *a synodo*, *ab Ecclesia*, sed dumtaxat *ab Orientalibus*, quamvis ibi adessent

etiam Occidentales, et Agathonis legati. Quid ita, nisi quia condemnationem nullatenus habebat tanquam *œcumenice* pronuntiatam aut ab apostolica Sede confirmatam?

3° Colligitur hæc eadem persuasio ex pluribus scriptoribus, qui dum a synodo generali sexta damnatos hæreticos recensent, nequaquam Honorium nominant. Paulus diaconus, in vita Constantini IV, dictos hæreticos referens, omittit Honorium. Omittit et Zonaras, in vita ejusdem. Imo Photius, ante apertum suum cum Romana Ecclesia dissidium, in codice suo de septem synodis, damnatos in sexta synodo asserit Sergium, Cyrum, Pyrrhum, Paulum, Petrum, nulla prorsus facta Honorii mentione. Non ergo habebatur Honorii condemnatio tanquam *œcumenice* pronuntiata, seu tanquam judicium proprie dictum synodi, licet eam *Orientales* pronuntiassent.

Remanet ergo pronuntiatam in Honorium condemnationem œcumenicitatis robore destitui. Jamdudum scilicet Orientales Episcopos invaserat malesana zelotipia in Romanos Antistites, cujus supremæ auctoritati, haud libenter sese subjiciebant. Hinc eis durum esse debuit condemnari plures Constantinopoleos Patriarchas, id est Sergium et successores ejus; utque minus probrosum id videretur, ansam arripuerunt damnandi simul et Romani Antistitis Honorii, ex productis et nequaquam discussis duabus ejus interpolatis epistolis. Cui sane attentato assensum non dederunt Legati, licet nihil in actis de hoc reperiatur.

Propositio V^a^. — *Hadrianus Papa II non dixit, condemnatum fuisse Honorium cum consensu Sedis apostolicæ.* — Dum celebraretur contra Photium, anno 869, octava generalis synodus; lectum est hocce Hadriani II ad Patres concilii rescriptum : « Intolerabilis est ista præsumptio, dilectissimi, et hanc aures præcordiorum, fateor, sustinere non possunt. Quis unquam vestrum tale quid, precor, audivit, vel quis hujusmodi temeritatis saltem lectione immensitatem invenit? Siquidem Romanum Pontificem de omnium Ecclesiarum præsulibus judicasse legimus; de eo vero quemquam judicasse non legi-

mus. Licet enim Honorio ab Orientalibus post mortem anathema sit dictum, sciendum tamen est quia fuerat super hæresi accusatus, propter quam solam licitum est minoribus majorum suorum motibus resistendi, vel pravos sensus libere respuendi : quamvis et ibi nec Patriarcharum nec cæterorum Antistitum cuipiam de eo quemlibet fas fuerit proferendi sententiam, *nisi ejusdem primæ Sedis Pontificis consensus præcessisset auctoritas* » (apud Labbe, tomo VIII, col. 1090 et 1091, editionis Parisinæ, 1671). Ex ultimis citatis verbis contendunt adversarii condemnatum fuisse Honorium, *præcedente consensu Sedis apostolicæ ;* proinde huic judicio non deesse vim œcumenicitatis. Sic nempe arguunt : dum dicit Hadrianus, *nisi præcessisset primæ Sedis consensus*, hoc ipso supponit ejusmodi consensum præcessisse. Ergo consensus iste revera præcesserat.

Sed prorsus invalida est hæc adversariorum argumentatio ; quod sic facile, ipsum textum expendendo, evincitur : Supponamus scriptam a me fuisse hanc conclusionem : « Synodi sextæ Patribus fas non fuit Honorium condemnare, *nisi præcessisset primæ Sedis consensus ;* hic vero consensus nequaquam præcesserat. » Quis sanæ mentis contenderet admitti a me prævio consensisse apostolicam Sedem, ex eo quod dicam, *nisi præcessisset?* Ergo neque id colligi potest ex iisdem verbis ab Hadriano adhibitis. Id unum asserit Hadrianus, fas non fuisse synodi sextæ Patribus Honorium condemnare, *absque obtento prius Sedis apostolicæ consensu.* Quod autem prævium istum consensum obtinuerint nullatenus asserit ; nec supponi ab ipso dictum prævium consensum colligi potest ex allegatis ejus verbis. Imo nullatenus intervenisse consensum illum satis innuit, dum condemnationem istiusmodi tribuit, non synodo, sed *Orientalibus Patribus.* Hoc enim loquendi modo aperte indicat dictam condemnationem unquam a Sede apostolica et ab Occidentalibus Ecclesiis receptam fuisse. Aliunde autem Anastasius Bibliothecarius (a quo habemus citata Hadriani verba, ex græco in latinum translata)

diserte tradit dictæ condemnationi in Honorium pronuntiatæ nunquam ullius Romani Pontificis approbationem accessisse, prout videre est supra (§ 2, documento XIII).

PROPOSITIO VI^a. — *Quod Honorii condemnatio vim habuerit judicii œcumenice pronuntiati, neqnaqnam probatur ex eo quod in actis septimæ ac octavæ generalis synodi iterum eadem condemnatio reperiatur.* — Equidem in duobus dictis generalibus conciliis repetuntur gesta synodi sextæ, ac proinde pronuntiata etiam contra Honorium damnatio. Ast condemnatio hæc œcumenicitatis vim, quam non habuit ex synodo sexta, neque ex duabus aliis recepit. Etenim

1° Œcumenici judicii vim non habent quæ in generalibus concilii per formam *narrationis* memorantur, quin de iis quæstio instituatur et quidquam *expresse* pronuntietur. Atqui in septima et octava synodo, ne in quæstionem quidem venit Honorii condemnatio, nec de ea quidquam expresse pronuntiatum, sed *enarrando* tantum relata sunt sextæ synodi acta. Ergo inde dictæ condemnationi œcumenicitatis vis nequaquam accessit.

2° Ad septimam synodum quod attinet, ex ea recepta est tantum a Sede apostolica et vim œcumenici judicii habet *definitio* de sacrarum imaginum cultu. Cæterum synodus illa in pluribus erravit (vide apud Labbe, tomo VII, col. 29, *præfationem* Anastasii Bibliothecarii). Unde perperam allegatur hæc septima synodus ut dictæ Honorii condemnationi œcumenicitatis vis adsciscatur.

PROPOSITIO VII^a. — *Genuinæ non sunt tres epistolæ Leonis II e quibus arguunt adversarii confirmatum fuisse ab illo Pontifice sextam generalem synodum, etiam quoad pronuntiatam contra Honorium anathematis sententiam.* — Allegatos harum epistolarum textus habes supra (§ 2, documentis X, XI et XII). Quod sinceræ non sint, sed interpolatæ vel omnino suppositæ,

Probatur 1° *quoad tres simul epistolas.* — Anastasius Bibliothecarius, qui ducentis post synodum sextam annis vixit quique in scriniis Romanis versatissimus fuit, nullam de istis

epistolis notitiam habuit. Immo *calumniatores* vocat eos qui Honorium condemnant. De quorum numero fuisse sanctum Leonem II, si compertum habuisset, haud sane ita loqui ausus esset. Adde auctoritatem Baronii, qui pro spuriis aut interpolatis habet easdem epistolas.

Probatur 2° quoad singulas. — De *prima*, videlicet ad imperatorem Constantinum directa, sic disserunt Wirceburgenses theologi : « In fine data scribitur *nonis maii, indictione decima.* At in textu plane contraria habet : *Denique Legatos hujus apostolicæ Sedis, matris vestræ, Romanæ Ecclesiæ, pietatis vestræ famulos, id est, Theodorum et Georgium presbyteros... una cum personis quæ cum eis profectæ fuerant, quæ a prædecessore meo, apostolicæ memoriæ Agathone Papa per octavam indictionem pro causa fidei, vestra pietate jubente, illuc directæ fuerant, per nuper elapsam decimam indictionem, mense julio, cum divalibus clementiæ vestræ apicibus et synodalibus gestis... exultantes suscepimus.* Sed quomodo per elapsam decimam indictionem, mense julio, scribit se accepisse litteras et alia synodi gesta, si jam *mense maio indictione decima* scriptæ habentur hæ litteræ? Præterea quomodo mense julio potuit Leo suscepisse Legatos una cum litteris, si cum decem tantum mensibus ipse sederit Pontifex, mensem julium attingere non potuerit, quippe creatus Pontifex mense augusto? Hæc chronotaxis imperitum illum fugit, qui, aliquot post synodum sextam sæculis, hanc epistolam vel plane contexuit, suppresso Leonis autographo, vel certe interpolavit. At porro imperatoris epistola dicitur in ejus fronte, *missa mense decembri, indictione decima :* Sed quomodo decima indictione data dici potuit hoc anno mense decembris, quo tempore duodecima erat indictio, quæ jam a mense septembri fuerat inchoata? Verum facile indulgemus, mendum irrepsisse in codicem, et pro indictione duodecima positam decimam ; sicque corrigi debere, Baronii, Labbei ac plerorumque consensu : sed jam major difficultas nascitur. Qui enim sanctus Leo scribere poterat, quod imperatoris epistolam, scri-

ptam in decembri indictione duodecima, ipse acceperit decima indictione? Adeo omnia nutant, quæ solido veritatis fundamento carent.

Sed demum sanctus Leo in epistola hac ita scripsisse fertur : « Anathematizamus novi erroris inventores, Theodorum...; necnon et Honorium, qui hanc apostolicam Ecclesiam non apostolicæ traditionis doctrina illustravit, sed profana proditione immaculatam fidem subvertere conatus est ; *et omnes qui in suo errore defuncti sunt.* » Sed Honorius in *errore* defunctus non est, quem publico funere Romana Ecclesia inter sanctos Pontifices in Ecclesia sancti Petri reposuit, et cui ut catholico Pontifici in omnibus parentavit. Male igitur inter eos insertus Honorius qui in errore defuncti sunt; utque subsistat periodus, inde delendus est. »

Secunda pariter epistola, id est, ad Ervigium directa, haud dubia præ se fert interpolationis signa. In ea dicitur (prout in *tertia*, ad Hispaniæ Episcopos) absolutam fuisse synodum sextam indictione *nona*. Posset aliquatenus id tribui librariorum oscitantiæ, qui loco *decimæ* posuissent *nonam*, si semel dumtaxat mendum occurreret. At in binis epistolis habetur, non obiter, sed sæpius inculcatum. Error sane tribuendus non est Leoni II, qui res hujus temporis apprime notas habuit. Aliquis ergo postea, historiæ hujus temporis ignarus, dictam epistolam finxit aut interpolavit. — Insuper in eadem ad Ervigium epistola, dicitur imperator Constantinus scripsisse ad *Agathonem* summum Pontificem, *indictione nona de cogenda sexta synodo*. Porro imperator non scripsit ad *Agathonem*, sed ad prædecessorem ejus *Donum*. Neque scripsit indictione *nona*, sed indictione *sexta*, id est, tribus annis antea. Multipliciter ergo sese prodit illius epistolæ interpolatio.

De *tertia*, id est, ad Hispaniæ Episcopos epistola, sic disserunt citati Wirceburgenses theologi : « Tot tantaque habet suppositionis aut corruptionis argumenta palmaria, quanta nulla ex iis epistolis Pontificum aliorum, quæ ab omnibus etiam supposititiæ habentur. Nam 1°, ut taceam falsam in-

dictionis notam, asseritur in ea epistola, quod sanctus Leo Archiepiscopos ad synodum sextam ablegarit : *Archiepiscopi sunt a nobis destinati, qui cum pio principe, simul et omnibus qui ejus mandato convenerunt, Ecclesiarum præsulibus præsidentes ac considentes, etc.* At revolvantur acta sextæ synodi : an vel unus Archiepiscopus, Roma missus, interfuerit. Quod vero Combefisius et alii dicunt, destinatos quidem ad sextam synodum fuisse ab *Agathone* Archiepiscopos, sed illuc non ivisse, equidem id verum est ; sed insufficiens ac frivolum ad hanc epistolam sancto Leoni vindicandam. Nam auctor epistolæ hos archiepiscopos *a se* illuc destinatos et missos ostendit : *Sunt a nobis destinati.* Neve dici possit hoc *a nobis* denotare Pontifices ut sic, adeoque et Agathonem, obstat clara oppositio quam auctor facit. Nam immediate ante de Agathone loquens inquit : *Ad quod* (concilium sextum) *celebrandum ex prædecessoris nostri apostolicæ memoriæ domini Agathonis Papæ persona, presbyteri diaconique directi sunt.* Deinde de sua persona loquitur : *De diversis autem conciliis, huic sanctæ apostolicæ Sedi, cujus ministerio fungimur, subjacentibus, Archiepiscopi sunt a nobis destinati.* Ergo per hæc *a nobis* seipsum intelligit. Sed quæ fuerunt illa diversa concilia sancti Leonis? Qui illi archiepiscopi? » (Wirceburgenses, tractatu *de Incarnatione*, dissert. II, sect. III, art. 3, n. 250).

Insuper inducitur Leo II ita scribens : *Definitionem interim sancti sexti concilii, et acclamationem quæ prosphoneticus dicitur... pariter edictum clementissimi imperatoris..., vestræ dilectioni direximus.* Sed sanctus Leo nec prosphoneticum acceperat, nec edictum, sed solam definitionem.

Insuper, inducitur Leo II scribens, imperatorem *ex totius mundi partibus* Episcopos ad sextam synodum congregasse. Sed hoc notorie falsum est ; nam Hispani, ad quos tamen hoc scripsisse supponitur sanctus Leo, ne invitati quidem fuerant ad illam synodum.

Interpolationem etiam prodit, quod sanctus Leo, ad Hispanos scribens, extollat *quinque universalia concilia*, et ultimam

eis mittat sub nomine *sextæ*. Non ignorabat ille Pontifex quantopere Hispani perhorrescerent *quintam* synodum, eo quod in ea damnati essent qui in pace Ecclesiæ obierant. Timuisset procul dubio ne Hispani Episcopi, si hæc eis scriberet, cum *quinta* synodo simul et *sextam* rejicerent; præsertim cum et in sexta damnati essent, qui obierant in pace Ecclesiæ, videlicet Sergius et Honorius. De Honorio res in dubium vocari nequit. Quoad Sergium est etiam omnino certa. Non enim damnatus est ab Honorio Papa, prout et ipsi adversarii tenent. Cum autem obierit paulo post Honorium, et ante Severini electionem, neque ab hoc damnari potuit. Ergo a nullo Romano Pontifice damnatus est Sergius dum viveret.

Remanet ergo sancti Leonis II epistolas, quibus nituntur adversarii, spurias esse, vel interpolatas.

Nota. — Contrarium tamen sentit Petrus Ballerinius de tribus illis Leonis II epistolis; id est, eas pro germanis habet. De prima, quæ scilicet ad imperatorem Constantinum directa est, sic adnotat : « Harum litterarum Leonis *latinum originale* exemplum non suppetit, sed græca tantum interpretatio actis concilii subjecta ; ex qua subinde duæ antiquæ versiones latinæ factæ fuerunt : ita ut græcus ejus epistolæ textus pro originali habendus sit (sicuti et pro originali habetur textus græcus epistolæ Agathonis, et synodicæ Romani concilii, quæ e latino originali, quod desideratur, tempore concilii in græcam linguam traductæ actisque insertæ leguntur). Porro antiqua versio latina epistolæ Leonis ad imperatorem, in editis conciliorum recepta, *minus accurata* invenitur ; ut patet ex emendationibus, quas Harduinus ex græco ad suæ editionis marginem notavit. Ex his corrigendus ille textus latinæ antiquæ versionis in conciliis editus, quo Honorius monothelitis idcirco accensetur, quippe *qui hanc apostolicam Ecclesiam non apostolicæ traditionis doctrina lustravit, sed profana traditione immaculatam pervertere ausus est*. Pro verbis, *pervertere conatus est*, quæ hæreticam pravitatem innuunt, Harduinus ex græco legendum notavit, *immaculatam maculari permisit* »

(Ballerinius, *de Potestate ecclesiastica*, cap. v, § 1, n. 5 in nota). Igitur primam illam epistolam, cujus originalis textus latinus non habetur, non rejicit Ballerinius tanquam spuriam, sed tantum adnotat accuratam non esse in nonnullis antiquam versionem latinam, ex versione græca factam.

De duabus autem aliis Leonis II epistolis, sic habet idem Ballerinius : « Quæ ex originali latino in Hispaniam misso, conservatæ fuerunt in codicibus amplioris collectionis Hispanicæ, de qua vide *Tractatum de antiquis collectionibus et collectoribus canonum* præmissum tomo III, nostræ Venetæ editionis Operum S. Leonis, parte III, capite iv, § 4, n. 12 ; ubi etiam earumdem epistolarum *germanitatem* vindicavimus, » (loco citato). Magna quidem Balleriniorum fratrum auctoritas; at nec parva Wirceburgensium theologorum, qui tres dictas epistolas vel spurias vel interpolatas contendunt.

Propositio VIII^a. — *Formula fidei quam olim emittere solebant Romani Pontifices noviter electi, non ea est quam continet liber Diurnus ab Holstenio et Garnerio editus, et quæ Honorium recenset inter damnatos hæreticos; sed alia diversa, quæ de Honorio prorsus silet.* — Librum *Diurni* nomine inscriptum et designari solitum, edidit Romæ Holstenius ex vetusto manuscripto; atque eumdem ex alio manuscripto edidit Parisiis, anno 1680 Pater Jesuita Garnier. In utroque habetur formula fidei, in qua Honorius inter damnatos hæreticos revera recensetur. Sic nempe habet formula quæ inscribitur *secunda professio fidei*, in Garneriana editione (pagina 41) : *Auctores vero novi hæretici dogmatis Sergium, Pyrrhum, Paulum et Petrum Constantinopolitanos; una cum Honorio, qui pravis eorum assertionibus fomentum impendit,... nexu perpetui anathematis devinxerunt.* Ex hoc documento peremptorie demonstrari existimant adversarii, a Romanis Pontificibus receptam fuisse ac confirmatam condemnationem, quæ in actis synodi sextæ contra Honorium pronuntiata legitur.

Respondemus : Romani Pontifices, in profitenda fide non usi sunt ea formula, sed alia valde diversa, in qua nihil de

Honorio reperitur; ita ut dicta formula quam in suis codicibus invenerunt Holstenius et Garnier, censenda sit ab Orientali aliquo Antistite Romam missa, et perperam a collectore posita cum aliis, quibus utebantur Romani Pontifices. Etenim

1° Formulam a Romanis Pontificibus in profitenda fide adhibitam, et quæ de Honorio prorsus silet, exscripsit Ivo Carnotensis. Et eamdem reperiri in collectione canonum cardinalis Deusdedit, in bibliotheca Vaticana, notarunt correctores Romani, ad canonem 8 distinctionis XVI decreti Gratiani. Integram reperies apud Baronium (ad annum 869, n. 58). Citat eam Gratianus dicta distinctione XVI, canone 8. Præfati autem sceiptores qui formulam illam citant, dicunt eam desumi ex *libro Diurno*. Et revera extat in ipso etiam *Diurno* quem edidit Garnier (pagina 26), sub hoc titulo *indiculum Pontificis*. De quo sic adnotat idem Pater Garnier : « Quod *indiculum* hoc in loco dicitur, *professionem fidei* vocant Ivo, Gratianus, Antonius Augustinus, et Baronius. Eam omnes illi professionem acceptam tradunt *ex libro Diurno*. » Certum ergo est adhibitam fuisse a Romanis Pontificibus profitendæ fidei formulam, in qua nihil de Honorio Papa habetur. Item certum est eam in *libri Diurni* codicibus extitisse. Et tandem pariter certum est, hanc solam formulam, quæ de Honorio silet, cognitam fuisse, antequam Holstenius et Garnerius sua edidissent *libri Diurni* manuscripta, in quibus insuper exstat *secunda* illa *fidei professio*, quæ Honorium inter hæreticos recenset. Porro jam inde oritur legitima præsumptio, quod hæc postererior formula nequaquam fuerit a Romanis Pontificibus adhibita; quodque perperam ab aliquo transcriptore inserta fuerit illi formularum collectioni quæ *Diurni* nomine inscribi solebat. Cur enim sanctus Ivo et alii, qui priorem *ex libro Diurno* citant, posteriorem semper tacuissent? Præsertim cum ista posterior multo aptior foret ad ipsorum scopum, id est, ad tradendam de generalibus conciliis notionem. Si posteriorem illam in suis libri Diurni codicibus habuissent et genuinam existimassent, de ea haud siluissent.

2° Sed ex ipso præsertim stylo colligitur posteriorem illam formulam, quæ Honorium inter hæreticos recenset, non fuisse a Romanis Pontificibus adhibitam. De quo sic Wirceburgenses theologi : « Si formulam ab Holstenio et Garnerio relatam probe observemus, eam græce scriptam fuisse, et latine redditam, multis ex locis apparet; veluti ex verbis hisce : *Venerabilem tomum celeriter assequentes;* tum ex his : *Deo odibilem Macarium;* qui loquendi modi græcismum continent. Deinde ex istis : *Magni principis nostri domini Constantini;* quæ Episcopum aliquem orientalem, non Romanum Pontificem loquentem præferunt; qui nec imperatorem sic appellasset, et sanctum Agathonem, quod Romani Pontifices consueverant, prædecessorem suum nominasset, cum in formula de Agathone solum dicatur, *apostolicæ recordationis Agatho.* Taceo in Holstenii et Garnerii formula totam fere conciliorum historiam referri, multisque memorari quid in singulis gestum conciliis fuerit; quod a formulis fidei, ut constanter in Ecclesia prodierunt, quam longissime abhorret. Igitur formula illa ab Episcopo vel Patriarcha orientali missa potius ad Romanum Pontificem, quam ab hoc emissa videtur, ut ait clarus Bartoli jurisconsultus Patavinus » (*Tractatu de incarnatione*, dissert. II, sect. III, n. 253 [1]).

PROPOSITIO IX^a. — *Quod in antiquis breviariis Romanis inter damnatos hæreticos reperiatur Honorii nomen, non probat receptum fuisse ab apostolica Sede condemnationem in sexta synodo contra Honorium pronuntiatam.* — Equidem olim, id est, usque ad initium sæculi decimi septimi (prout asserit pater Garnier, loco citato, pagina 183), breviarium Romanæ Ecclesiæ, in lectionibus sancti Leonis II, ita habebat : *Hic suscepit*

(1) Ejusmodi fidei professio, a Romanis Pontificibus noviter electis fieri solita, usurpari cœpit sæculo septimo, et duravit usque ad sæculum decimum tertium. Ante sæculum septimum, recitabant dumtaxat symbolum. Distinguenda autem prima illa noviter electi Pontificis professio, ab altera quam postmodum, jam consecratus litteris ad Præcipuas episcopales sedes expediebat. Hæc posterior majoris antiquitatis est. De quo vide apud Garnier (*liber Diurnus*, appendix ad notas capitis 2).

sanctam sextam synodum... In qua synodo condemnati sunt Cyrus, Sergius, Honorius, Pyrrhus, Paulus, et Petrus, necnon Macarius cum discipulo suo Stephano (ita citat Garnier, *liber Diurnus*, pagina 185, edit. Parisiis 1680). Hodie vero, in *Proprio* pro clero Romano, legitur : *In eo concilio Cyrus, Sergius et Pyrrhus condemnati sunt, unam tantummodo voluntatem et operationem in Christo prædicantes*. Arguunt adversarii ex citata prisci breviarii Romani lectione, ab ipsa etiam Romana Ecclesia receptam fuisse ac approbatam Honorii condemnationem. Respondemus :

1° In citata lectione officii sancti Leonis II, dicitur quidem cum aliis ibi nominatis damnatum etiam fuisse Honorium in sexta generali synodo; sed hoc dicitur dumtaxat *historice*. Enarratur scilicet factum historicum damnationis Honorii, quod verum esse concedimus. At nequaquam additur condemnationem hanc justam fuisse, et vim habere judicii *œcumenice* prolati, seu a Sede apostolica recepti ac confirmati. Nec objiciatur dici expresse de sancto Leone II : *Hic suscepit sanctam sextam synodum*. Nam dici potest Leo II suscepisse dictam synodum, quamvis eam non susceperit nisi quoad ea pro quibus Agatho Papa delegaverat, et quæ in ejus mandato Legatis suis tradito expresserat. Supponi nequit Sedis apostolicæ Legatos condemnationi Honorii consensisse, de qua nihil in mandato habebant, quamvis nihil de eorum reclamatione reperiatur in actis, in quibus cæteroquin constat plura deesse. Proinde, ex eo quod dicatur Leo synodum sextam suscepisse, non sequitur quod etiam quoad Honorii condemnationem susceperit. Quia tamen lectio illa poterat quosdam minus attento in errorem quoad id inducere, merito postea correcta fuit.

2° Dato, non concesso, quod interpretari possit lectio ista in sensu adversariorum, sequeretur dumtaxat in legenda illa errorem irrepsisse. Sedes autem apostolica non proponit tanquam certo veram eam partem officiorum, quæ habetur in ejusmodi *legendis* historicis. Imo eas identidem corrigit, me-

lius cognita ex eruditorum disquisitionibus veritate. Id docet Benedictus XIV, et ego etiam docui in meo tractatu *de Jure liturgico*. Equidem in precibus dogma exprimentibus, infallibilis est Sedes apostolica, dum eas universaliter adhibendas approbat et præscribit, prout citato tractatu probavi. At partem historicam lectionum, proponit tantum quatenus ad ædificationem utilem, non quatenus tenendam ut certo veram. Unde quando concinnatum est novum sancti Leonis II officium, potuit qui lectiones componendas suscepit, acta sextæ synodi perlustrando, errare; et sic Honorium, prout ibi inveniebat, inter alios damnatos recensere. Inde vero non sequitur, ab apostolica Sede receptam fuisse Honorii condemnationem, in sexta synodo pronuntiatam. Imo eam lectionem correxit Sedes apostolica, quando eà nonnulli abuti cœperunt.

Propositio X^a^, seu conclusio ex præcedentibus. — Si veræ sint novem supra positæ propositiones, concludendum est, Honorium condemnatum quidem fuisse in synodo sexta, Orientalium Episcoporum judicio; sed judicium istud vim *œcumenici* judicii, a Sede apostolica recepti et confirmati, nunquam habuisse. Item concludendum, nullam Honorio jure tribui posse hæresim, imprudentiam aut negligentiam nullam, lapsum denique nullum.

§ 6. — Quarta defensio, qua negatur etiam actorum sextæ synodi sinceritas.

Defensio hæc *Baronianorum* dicitur, quia præcipuus in ea urgenda fuit Baronius cum Bellarmino. A præcedenti fere non differt nisi in eo quod propugnet ipsa etiam acta synodi sextæ a Græcis corrupta fuisse, et loco *Theodori*, Patriarchæ Constantinopolitani monothelitæ, substitutum fuisse nomen Honorii. Rationes quibus fundatur hæ sunt : Teste Anastasio Bibliothecario, in vita Agathonis, damnatus etiam fuit præfatus Theodorus. Attamen nullibi nomen ejus inter damnatos reperitur. Concludendum ergo ex actis expunctum fuisse;

atque illam expunctionem procurasse ipsummet Theodorum, qui postea, mortuo Georgio, Sedi Constantinopolitanæ restitutus est. At vero non tantum expunctum Theodori nomen, sed ei substitutum nomen Honorii, sic probat Baronius. Si expunctum dumtaxat fuisset Theodori nomen, remansisset locus vacuus, in ea phrasi quæ damnatorum nomina continet; vel saltem id notatum fuisset. Porro nullum deprehendi potuit in veteribus exemplaribus loci vacantis vestigium, et nullibi mentio fit de loco vacuo ex alicujus nominis expunctione. Ergo non tantum erasum est Theodorii nomen, sed ejus loco aliud substitutum. Quo semel admisso, non aliud quam Honorii nomen substitutum facile concluditur. Retentum autem est Honorii nomen in actis septimæ ac octavæ generalis synodi.

Objicitur 1°. — Constat actione XVIII sextæ synodi, exemplaria authentica ejusdem synodi actorum quinque Patriarchis tradita fuisse. Proinde penes Theodorum non fuit nomen suum ex istis exemplaribus expungere, ac nomen Honorii substituere. Potuit ad summum id peragere quoad exemplar relictum in archivo Patriarchatus Constantinopolitani. Sed in quatuor aliis exemplaribus remansisset nomen Theodori, non Honorii.

Respondent Baroniani : Non agitur, in actione XVIII, de exemplaribus *actorum*, sed de exemplaribus *definitionis*. Sic nempe habet textus : *Ut exemplar definitionis relectæ edantur quinque patriarchalibus sedibus*. Et subjicitur, ab imperatore tradita fuisse quinque patriarchalibus sedibus *definitionis exemplaria*. Ipsa vero acta synodi sextæ remanserunt Constantinopoli, atque ibi adhuc erant regnante Justiniano II, ut constat ex ejus ad Joannem Papam epistola.

Objicitur 2°. — Testatur Constantinus imperator in suis ad Agathonem litteris, *acta esse missa* ad eumdem Agathonem.

Respondent Baroniani : Hanc epistolam spuriam esse

Objicitur 3°. — Teste Anastasio Bibliothecario, synodi sextæ *acta probavit* Leo II.

Respondent Baroniani : Per *acta* intelligit Anastasius Bibliothecarius *decreta fidei*. Nam ipsemet ex professo propugnat synodum sextam, non nisi quoad fidei definitionem a Sede apostolica receptam fuisse.

Hæc est Baronianorum defensio. Eruditi autem, Baronio et Bellarmino recentiores, communius admittunt in synodo sexta condemnatum revera fuisse Honorium, et quoad id deserunt Baronianorum hypothesim, id est, fraudulentam nominis Honorii insertionem in dictæ synodi actis.

§ 7. — Conclusio capitis. — Perperam scilicet contra Romani Pontificis ex cathedra fidem definientis infallibilitatem allegari prætensum Honorii lapsum.

Exposuimus quatuor diversas Honorii defensiones. Quid autem ex eis concludendum veniat nunc expendamus.

1° Nisi probent adversarii nullam ex eis valere, injuste prorsus Honorium traducunt, quasi fidem ex cathedra definiens erraverit. Imo, si vel *probabilis* remaneat una ex quatuor illis defensionibus, causa cadunt adversarii. In dubio enim censendus non est errasse quoad fidem Honorius, cum aliunde invictis argumentis probetur contingere non posse ut Romanus Pontifex erronee fidem definiat ex cathedra.

2° Non potuisse omnes prædictas Honorii defensiones ab adversariis peremptorie confutari, constat vel ex hoc facto certissimo, quod jamdudum *communis* ac fere unanimis evaserit eruditorum catholicorum sententia, immunem declarans Honorium a qualibet erronea fidei definitione ex cathedra. Equidem doctores catholici unanimes non sunt eo sensu, quod alii aliam Honorii defensionem anteponant. Quamplurimi scilicet adhærent *primæ;* multi etiam *tertiæ;* pauciores *secundæ* et *quartæ*. Ast in eo consentiunt, quod Honorius nullam erroneam fidei definitionem ex cathedra emiserit; item plane in eo consentiunt, quod inania sint adversariorum argumenta ad demonstrandam ejusmodi erroneam definitionem.

3° Cum ergo incassum desudaverint adversarii ad probandum, quod Honorio intentant, erroris crimen, perperam illud

allegant contra Romani Pontificis ex cathedra fidem definientis infallibilitatem.

Nota. — Errasse in definienda fide plures alios Romanos Pontifices, verbi gratia, Vigilium, Nicolaum I, Gregorium XIII, Innocentium III, effutire ausi sunt Gallicani systematis propugnatores; sed adeo absona hæc, ut responsum non mereantur. Adeat lector, inter alios, sanctum Alphonsum de Liguorio, ista confutantem in opere suo *Vérité de la foi* (in editione Operum, Parisiis, 1836, Parent-des-Barres, tomo XVII *bis*, p. 118 et seq.).

CAPUT IV

DE CELEBRI CONTENTIONE SANCTUM STEPHANUM INTER ET S. CYPRIANUM, DE ITERATIONE BAPTISMI. — CONTENTIO HÆC MERUM COMMENTUM ESSE VIDETUR. — ETIAM SI VERA, NIHIL SEQUERETUR CONTRA ROMANI PONTIFICIS PRIMATUM ET INFALLIBILITATEM.

Prænotanda. — Famosæ hujus altercationis summa in eo est, quod Cyprianus, cum Africanis et Asiaticis Episcopis, contenderit rebaptizandos esse qui ab hæreticis baptizati ad catholicam Ecclesiam sese convertebant; contrarium vero decreverit sanctus Stephanus Papa. Cum autem huic Romani Pontificis decreto Cyprianus aliique dicti Episcopi obtemperare renuerint, ejusmodi eorum agendi ratio contra primatum simul et infallibilitatem Sedis apostolicæ objicitur. Sic nempe arguere solent adversarii: « Haud vigebat Cypriani tempore persuasio de Romani Pontificis inerrantia in definiendis fidei quæstionibus : alioquin Stephani decretum, de valido hæreticorum baptismate, erroneum pronuntiare non ausi fuissent sancti præsules Cyprianus et Firmilianus, cum tot aliis. Item si primatum jurisdictionis in cæteros orbis Episcopos tunc temporis obtinuisset Romanus Pontifex, non ita Stephano Papæ restitissent eidem Episcopi, nec in concilio Carthagi-

nensi verba protulissent quæ primatum ejusmodi prorsus convellunt. » Quam inanis utraque objectio, palam fiet subjecta paragraphorum serie.

Cæterum ob dictam potissimum resistentiam atque inobedientiam summis laudibus sanctum Cyprianum extollunt hæretici, ac cæteri quilibet Pontificiæ auctoritatis osores. Quod sic adnotarunt Bollandistæ : « Non tantum sancti Patres ac catholici scriptores sanctum Episcopum et martyrem (Cyprianum) summis dignisque laudibus prosecuti fuere; sed et hæretici, aliique quibus suprema in Ecclesia potestas Romano Pontifici divinitus concessa gravis est, eumdem certatim celebrarunt, sed diverso sane animo ac fine. Hi enim posteriores non alia de causa tot in illum laudes congerunt, quam ut ex famosa sancti de hæreticorum baptismate cum S. Stephano contentione arma sibi contra Ecclesiam comparent; quam contentionem nemo sanctorum Patrum approbat, et in qua excusanda sanctus Augustinus contra Donastitas multum laboravit » (Bollandistæ, *Acta Sanctorum*, t. IV septembris, pag. 193 et 194).

§ I. — Quænam foret dictæ contentionis historia, si genuina probarentur documenta quibus nititur.

Facti Cyprianici, hoc est, famosæ contentionis Cyprianum inter et Stephanum Pontificem, prout *communius*[1] describitur ab eruditis qui præfata documenta genuina existimant, synopsis historica hæc est :

1. Jam a sæculo secundo invaluerat in nonnullis regionibus opinio, invalidum esse baptisma ab hæreticis collatum, inductaque praxis fuerat iterum eos baptizandi, qui ex hæresi ad catholicam Ecclesiam sese recipiebant. Sic enim testatur Cyprianus : *Sententiam nostram non novam promimus, sed et jampridem ab antecessoribus nostris statutum et a nobis observatam* (epistola ad Episcopos Numidiæ, 70ª editionis

(1) *Communius*, inquam : non enim inter se quoad omnia consentiunt; nec parum desudant in concordandis ac chronologice disponendis multis in præfatorum documentorum serie occurrentibus.

Migne, pagina 410). *Apud nos autem non nova aut repentina res est, ut baptizandos censeamus eos qui ab hæreticis ad Ecclesiam veniunt, quando multi jam anni sint et longa ætas, ex quo sub Agrippinio bonæ memoriæ viro convenientes in unum Episcopi plurimi hoc statuerunt, atque exinde in hodiernum tot millia hæreticorum in provinciis nostris ad Ecclesiam conversi, non aspernati sint, nec cunctati, imo et rationabiliter et libenter amplexi sint, ut lavacri vitalis et salutaris baptismi gratiam consequerentur* (epistola ad Jubaianum, 73ª editionis Migne, pagina 414). Insuper in epistola Firmiliani ad sanctum Cyprianum asseritur dicta consuetudo *ab immemorabili* apud Orientales Ecclesias obtinuisse (epistola LXXV, pagina 415, editionis Migne). Cujus etiam consuetudinis antiquitatem probat quæstio mota apud Orientales Episcopos de iterato Catafrigis ad Ecclesiam conversis baptismo; ad quam solvendam coactum est Iconii et Sinnadæ concilium, viginti annis antequam Cyprianus ad Episcopatum promoveretur. Igitur jam a secundo sæculo tam in Oriente quam in Africa vigebat dicta consuetudo; et pacifice, seu absque ullo saltem scandaloso conflictu retenta fuerat usque ad Cypriani tempora.

2. Anno 255 Episcopi Numidiæ litteris sanctum Cyprianum rogarunt ut suam ipsis de hæreticorum rebaptizatione sententiam promeret. Servandam rebaptizandi praxim rescripsit ipse necnon coacta Carthagine 32 Episcoporum Synodus, prout colligitur ex Epistola Cypriani ad Episcopos Numidiæ (70ª editionis Migne).

3. Iterum hac de re sententiam rogatus Cyprianus a Quinto, Mauritaniæ Episcopo, ei respondit juxta sensum præfatæ synodi, adjectis argumentis theologicis, et indirecte convulsa Stephani Papæ auctoritate (epistola ad Quintum, 71ª editionis Migne, pag. 410).

4. Evulgata decisione præfatæ synodi, necnon epistola Cypriani ad Quintum, exarsit contentio. Quapropter Cyprianus coadunandam censuit numeriosiorem synodum; quæ celebrata est sub finem anni 256. Interfuere 71 Episcopi, et con-

firmata est præcedentis concilii doctrina, id est, non esse validum baptisma, nisi a catholicis collatum.

5. Scripsit Cyprianus Romano Pontifici Stephano synodalem epistolam, qua eum de actis a concilio certiorem faciebat. Quam tamen epistolam ignoravit sanctus Augustinus prout videre est libro VI, capite XV *de Bapt.* (t. IX, pag. 171, editionis Benedictinorum, 1688).

6. A duobus Episcopis Romam delata est præfata synodalis epistola. Verum nec eos nec epistolam recipere voluit Stephanus Papa; quod ei crimini vertit Fleury, duritiæ illum et arrogantiæ insimulans (vide auctorem operis *Vie de saint Cyprien*, pagina 394, Paris 1717). Dum autem expectaretur Romani Pontificis responsum, composuit Cyprianus librum *de bono patientiæ*.

7. Antequam respondisset Stephanus Papa, Episcopus quidam, Jubaianus nomine, cujus patria ignoratur, consuluit Cyprianum de baptismo, simulque ipsi transmisit epistolam quamdam, qua sententia Cypriani confutabatur. Jubaiano rescripsit Cyprianus, præfatam epistolam refellens. Hujusmodi epistolæ, a Jubaiano simul cum sua transmissæ ad Cyprianum, auctor credebatur Stephanus Papa.

8. Venit tandem Stephani Papæ responsum ad Africanos Episcopos, cujus fragmentum dumtaxat superest apud Eusebium (libro VII, cap. III).

9. A Cypriano postulavit Pompeius, Sabratensis Episcopus, de tota controversia certiorem se fieri. Id præstitit Cyprianus, sua responsoria ad Pompeium epistola, in qua haud paucis Romanum Pontificem injuriis et acerbitatibus lacessit.

10. Convocavit Cyprianus concilium, quod tertium in causa rebaptizationis dicitur, et cui interfuere 87 Episcopi. Inchoata est illa synodus die 1 septembris 256, et in ea sic locutus est Cyprianus :

« Audistis, collegæ dilectissimi, quid mihi Jubaianus coepiscopus noster scripsit, consulens mediocritatem nostram de illicito et profano hæreticorum baptismo, et quid

ego ei rescripserim, censens scilicet, quod semel atque iterum et sæpe censuimus, hæreticos ad Ecclesiam venientes, Ecclesiæ baptismo baptizari et sanctificari oportere. Item lectæ sunt vobis et aliæ Jubaiani litteræ, quibus pro sua sincera et religiosa devotione ad epistolam nostram rescribens, non tantum consensit, sed etiam instructum se esse confessus gratias egit. Superest ut de hac ipsa re singuli quid sentiamus proferamus, neminem judicantes, aut a jure communionis aliquem, si diversum senserit, amoventes. Neque enim quisquam nostrum Episcopum se esse episcoporum constituit, aut tyrannico terrore ad obsequendi necessitatem collegas suos adigit, quando habeat omnis Episcopus pro licentia libertatis et potestatis suæ arbitrium proprium, tanquam judicari ab alio non possit, quam nec ipse potest alterum judicare. Sed expectemus universi judicium Domini nostri Jesu Christi, qui unus et solus habet potestatem et præponendi nos in Ecclesiæ suæ gubernatione et de actu nostro judicandi » (apud Labbe, t. I, pag. 786, Parisiis, 1671). Unanimis fuit hujus synodi decisio, invalidum esse baptisma ab hæreticis collatum ; baptizandos proinde qui ab hæresi ad Ecclesiam catholicam convertebantur.

11. Missi Romam Episcopi duo, qui Stephano Papæ acta concilii perferrent. Quos non tantum Stephanus ad colloquium non admisit, sed ne hospitio etiam reciperentur prohibuit.

12. Id resciens Cyprianus, Rogatianum diaconum, sub finem autumni, misit ad Firmilianum Cæsareæ Episcopum. Ineunte hieme rediit Rogatianus, secum deferens illam famosam Firmiliani ad Cyprianum epistolam, quæ Stephanum Papam tot conviciis lacerat. Tandem hoc eodem tempore scriptam multi volunt Cypriani epistolam ad Magnum, de Novatianorum baptismate.

Quid vero postea contigerit, et quis fuerit contentionis exitus, tacent documenta et prorsus nescitur.

Habes, lector, factorum seriem, prout illam communius describunt qui genuina existimant memorata documenta.

§ 2. — Quid de sinceritate prædictorum documentorum sentiant eruditi.

1. Huc usque apud eruditos generaliter prævaluit sententia, quæ pro genuinis habet documenta illa supra recensita, e quibus totius contentionis factum eruitur.

2. Suos tamen patronos habuit sententia opposita. Ipsis viam straverat sanctus Augustinus, qui, ut infra patebit, istiusmodi documentorum, quæ ipsi a Donatistis objiciebantur, sinceritatem suspectam habuit. Immo incertam eam sibi esse pluries expresse declaravit. Anno 1733 edidit Missorius *in duas celebres epistolas Firmiliani et Cypriani disputationes criticas*, *Venetiis*, 1733, concludens documenta hæc pro spuriis esse habenda. Postmodum anno 1790 Marcellinus Molkenbuhr Ordinis sancti Francisci, idem propugnavit quoad Firmiliani ad Cyprianum epistolam. Habentur binæ ipsius dissertationes in *Patrologia Migne* (t. III, col. 1357). Atque ibidem sic adnotatum occurrit : « Scopus clarissimi auctoris (Molkenbuhr) est in prima dissertatione, post inanes *Christiani Lupi* et *Raymundi Missorii* conatus, denuo verisimile reddere, sancti Firmiliani epistolam ad Cyprianum haud genuinam esse, sed a Donatista Afro eidem suppositam. » Equidem horum et aliorum quorumdam, qui dictorum documentorum sinceritatem impugnarunt, irritus cessit conatus, communisque usque ad hodierna tempora permanserat contraria persuasio.

3. At prodiit anno 1862 opus italice conscriptum, et meo quidem judicio valde conspicuum, hunc præferens titulum : *La celebre contesa fra S. Stephano e S. Cypriano, per Vincenzo Tizzani, dell' ordine de' canonici Lateranesi, Arcivescovo di Nisibi. Roma, Solviucci*, 1862.

Ibi ex professo propugnat laudatus præsul, ad mera commenta esse amendandam celebrem illam Cyprianum inter et Stephanum contentionem. Conficta scilicet a Donatistis documenta, ejusmodi contentionem exhibentia; et hac in re prorsus deserendam, licet huc usque communius receptam,

eruditorum opinionem. Quæ quidem thesis, etsi aliquatenus audax videri possit, ea tamen (meo quidem judicio) rationum copia et gravitate nititur, ut jure respui nequeat, nisi serio ab eruditis crisi subjecta fuerit et peremptorie confutata. Interea vero plenam vim habet thesis hæc ad confutandas objectiones contra Romani Pontificis primatum et infallibilitatem, e prædictis documentis depromptas. Cum enim eorum sinceritatem incertam ad minus faciat, hoc ipso evertit ipsummet objectionum fundamentum. Itaque laudati auctoris vestigiis inhærendo, sequentes sex paragraphos instituimus.

§ 3. — Genuina non probantur dicta documenta ex eo solo quod in antiquis codicibus reperta sint, et stylum Cypriani redoleant.

1. Codices, quibus usi sunt Erasmus, Latinus, Pamelius, Morelius, Rigault, Fell, Pearsonius et alii, etsi anno saltem 400 posteriores, antiquos esse non negamus. At nequaquam *ex hoc solo* sequitur genuina esse quæcumque in ejusmodi codicibus reperiuntur. Non enim repugnat ab eo qui codicem antiquum, alicujus auctoris opera complectentem, exaravit, sive fraudulenter, sive ex ignorantia, spurium aliquid insertum fuisse. Nec tantum id possibile, sed frequenter etiam contigisse, quoad multos ejusmodi codices eruditi demonstrarunt. Et in exemplum adduci possunt ipsimet, de quibus agitur, Cyprianicorum operum codices. Enimvero in iis reperiuntur quinque opuscula, quorum apud eruditos *dubia* est authenticitas, videlicet : *de Disciplina et Bono pudicitiæ, de Laude martyrii, de Spectaculis, ad Novatianum hæreticum*, et *Exhortatio ad pœnitentiam*. Item in iis reperiuntur quinque alia opuscula quæ pro *spuriis* omnino habentur, scilicet : *de Aleatoribus, de Montibus Sina et Sion, de Cardinalibus operibus Christi, de Singularitate clericorum*, et *de Duodecim abusionibus sæculi*. Igitur ex eo solo quod in iis codicibus occurrant etiam documenta celebrem Cypriani cum Stephano contentionem testantia, absone prorsus eorumdem sinceritas colligeretur et propugnaretur.

2. Sed neque genuina probari possunt, ex eo solo quod stylum Cypriani redoleant. Id scite demonstrat laudatus Nisibiensis Archiepiscopus (opere citato, pagina 75). « Haud sane impossibile est, inquit, scriptoris alicujus stylum imitari. Ad id siquidem præstandum alio non opus est quam certo quodam ingenii acumine, et scriptorum imitandorum attenta et solerti consideratione. Ut adeo, ex simili periodorum contextu verborumque usurpatione nequaquam colligi valeat scripti alicujus sinceritas. » Facile potuerunt hæretici Donatistæ, ut errores suos Cypriani auctoritate protegerent, conficta et Cypriano stylo adornata scripta quædam ipsi tribuere, ac in vulgus emittere. Eoque facilior fraus, quod Cypriani opera non constent paucis tractatibus eamdem materiam in longum evolventibus; sed epistolis fere ac opusculis; ita ut ad inserendas in codices Cyprianicos spurias scriptiones, haud necesse fuerit tractatus alicujus seriem scindere ac interpolare, sed satis fuerit spurium additamentum, post absolutum aliquod opusculum aliquamve epistolam, interponere ac veluti consuere. Igitur hypothesi suppositorum a Donatistis documentorum nequaquam obstat codicum antiquitas, nec Cyprianicæ similis styli forma.

Recensenda hic ejusmodi documentorum series; et, quoad unumquodque seorsim inspectum, promendæ rationes quæ obstant ne pro genuino habeatur.

§ 4. — Conficta fuisse a Donatistis dicta documenta colligendum venit ex ipsorum tenore.

I. *Epistola S. Cypriani ad Episcopos Numidiæ.*

Inscribitur, *ad Januarium et cæteros Episcopos Numidas de baptizandis hæreticis*, et est septuagesima in editione Pamelii, habeturque apud Labbe (t. 1, col. 762, Parisiis, 1671).

1° Confictam fuisse hanc epistolam colligitur ex eo quod inducantur Episcopi Numidiæ tanquam certi simul et incerti de tenenda doctrina et norma quoad baptisma hæreticorum. Sic epistola exorditur : *Cum simul in concilio essemus, fratres*

charissimi, legimus litteras vestras quas ad nos fecistis de iis qui apud hæreticos et schismaticos baptizati videntur, an ad Ecclesiam catholicam, quæ una et vera est, venientes, baptizari debeant. De qua re, quanquam et ipsi illic veritatem et firmitatem catholicæ regulæ teneatis, tamen quoniam consulendos nos pro communi dilectione existimastis, sententiam nostram, non novam promimus, sed jampridem ab antecessoribus nostris statutam et a nobis observatam vobiscum pari consensione conjungimus; censentes scilicet et pro certo tenentes, neminem foris baptizari extra Ecclesiam posse. Minime dubitabant Episcopi Numidiæ quid sentiendum esset et peragendum, siquidem hæreticos rebaptizandi praxim servabant tanquam *veritatem* et *firmitatem catholicæ regulæ*, atque in hoc consentiebant Cypriano et antecessoribus. Neque supponi potest eos ignorasse, ita statutum jampridem fuisse in concilio plurimorum Episcoporum, testante Cypriani ad Jubaianum epistola, quod *multi jam anni sint et longa ætas, ex quo sub Agrippino bonæ memoriæ viro, convenientes in unum Episcopi plurimi hoc statuerint.* Et in specie apud Numidicas diœceses custoditam rebaptizandi doctrinam et praxim, sic testatur epistola Cypriani ad Quintum : « Quod quidem et Agrippinus bonæ memoriæ vir, cum cæteris coepiscopis suis qui illo in tempore in provincia Africa *et Numidia* Ecclesiam Domini gubernabant statuit et librato consilii communis examine firmavit. » Jam vero, cum ex una parte supponantur Episcopi Numidiæ hæc apprime scire et unanimiter tenere, non nisi absone ex altera parte inducuntur hac ipsa de re Cyprianum consulentes. Cur enim solvendum dubium proposuerint, si nullatenus dubitaverint?

Nec opponatur aliquem orsan in provincia Numidiæ ad oppositam sententiam et praxim transisse; ac voluisse Numidas præsules Cypriani et concilii tunc coadunati auctoritate novitatem cohibere. Nam responderi potest cum sancto Augustino, loquente de Jubaiano, qui similia dubia Cypriano proposuisse supponitur : *Cur enim Jubaianus de novitate tur-*

baretur, ut cum per auctoritatem Agrippini sanari oporteret, si ab Agrippino usque ad Cyprianum hoc tenebat Ecclesia? (libro III contra Donatistas, capite XII, col. 114, tomi IX, editionis Benedictinorum). Hæc si bene perpendantur, non Cypriano tribuenda videbitur epistola ista, sed alicui Donatistæ. Qui ut occasionem verisimilem haberet illam Cypriano adscribendi, finxit de quæstione consultum eum fuisse ab Episcopis Numidiæ. Simul autem, quia propugnabant Donatistæ unanimem extitisse in Africa rebaptizandi praxim, debuit impostor eos Episcopos inducere tanquam qui consulerent, quamvis de quo consulebant nullatenus dubium haberent.

2° Habe nunc aliud imposturæ signum. Docuisset Cyprianus ad validitatem baptismi necessariam esse in ministro, non solum fidem, sed etiam statum gratiæ seu *sanctitatem*. En epistolæ verba : *Quomodo autem mundare et sanctificare aquam potest qui ipse immundus est et apud quem Spiritus sanctus non est!... Aut quomodo baptizans dare alteri remissam peccatorum potest, qui ipse sua peccata deponere extra Ecclesiam non potest?... Scire autem et meminisse debemus scriptum esse,* Oleum peccatoris non ungat caput meum. *Quod ante in psalmis præmonuit Spiritus sanctus, ne quis exorbitans et a via veritatis exerrans apud hæreticos et Christi adversarios ungeretur. Sed et pro baptizato quam precem facere potest sacerdos sacrilegus et peccator? cum scriptum sit :* Deus peccatorem non audit : Sed qui eum coluerit et voluntatem ejus fecerit, illum audit. *Quis autem potest dare quod ipse non habet, aut quomodo potest spiritualia agere qui ipse amiserit Spiritum sanctum?... Si baptizare potuit, potuit et Spiritum sanctum dare. Si autem Spiritum sanctum dare non potest, quia foris constitutus cum Spiritu sancto non est, nec baptizare venientes potest, quando et baptisma unum sit, et Spiritus sanctus unus, et una Ecclesia a Christo Domino super Petrum origine unitatis et ratione fundata.* Ibi palam exprimitur error de necessitate sanctitatis seu status gratiæ in baptizante. Porro error iste fuit quidem Donatistarum (qui ante Constantinum imperatorem non exs-

titere); sed Cypriano tribuendus non est. Equidem Tertullianus in libro *de Baptismo*, capite xv, loquitur de baptismo hæreticorum et de baptismo catholicorum; at dictum errorem explicite non docuit. Sacram Scripturam apprime callebat S. Cyprianus; nec supponi potest ab ipso ignoratum fuisse quod dicit S. Paulus (ad Romanos, VIII, 33, et in prima ad Corinthios, I, 12, et III, 4); necnon S. Joannes evangelista (I, 33).

3° Imposturam insuper innuit argumentum deductum ex textu *Oleum vero peccatoris*, etc. Hunc textum adhibebat Parmenianus Donatista, quem sic confutat sanctus Augustinus : *Oleum vero peccatoris apertissime psalmus indicat quemadmodum intelligendum sit. Ait enim :* emundabit me justus in misericordia et arguet me, oleum autem peccatoris non impinguet caput meum. *Unde manifestum est, oleo peccatoris blanditias adulatoris esse significatas, quibus repudiatis et detestatis eligit a justo emendari et argui* (contra Parmenianum, libro II, capite x, tomo IX editionis Benedictinorum, col. 40). Adeo aperte falsus est sensus huic textui tributus in dicta epistola, ut supponi nequeat a Cypriano usurpatus. Ob hunc ridiculum sensum Parmeniani ignorantiam deridet S. Augustinus.

4° Idem dicendum de altero textu, *Deus pecatorem non audit*. Non is erat Cyprianus qui ignoraret verba hæc, utpote a cæco nato prolata, auctoritate carere, et præterea nullatenus ad quæstionem pertinere. Eum etiam textum adhibebant Donatistæ, ut imperitis fucum facerent. Eosque sic confutat S. Augustinus : *In Evangelio inquit* (Parmenianus) *scriptum esse* Deus peccatorem non audit... *Et hæc absoluta responsio est. Si enim duo simul orent, unus peccator et alter qui Deum colit et voluntatem ejus facit, nimirum hunc audit et illum non audit... Quid ergo sibi vult hoc testimonium vel quomodo pro se arbitrantur (Donatistæ) esse proferendum, cum his verbis maxime securi fiant inter malos boni... Verumtamen quod scriptum est in Evangelio,* Deus peccatores non audit... *non a Domino dictum est, sed ab illo qui oculos corporis jampridem restitutos habebat...* (loco cit., col. 34 et 35). Quod ea fuerit

hæreticorum Donatistarum astutia et malitia, ut eos Scripturæ textus ad apertissime falsum sensum contorquerent, haud mirum est. Nullum enim alium textum sibi faventem habebant; et ne viderentur omni prorsus Scripturæ auctoritate destitui, ad hos sic contortos confugiebant, ut imperitam multitudinem deciperent. Sed hanc malitiam sancto Cypriano supponere, prorsus nefas est.

« In hac ad Numidiæ Episcopos epistola, nihil reperio (inquit Tizzani) quod Cypriano tribuendum sit : non doctrina ibi deducta, non sacræ Scripturæ citationes, non ipsa controversiæ historia. Exhibet consultationem absque ullo consulendi motivo, argumenta aut crassam ignorantiam aut malitiam summam denotantia. Pro spuria igitur haberi debet » (opere citato, p. 95).

II. *Epistola S. Cypriani ad Quintum fratrem.*

Habetur in *Patrologia Migne*, tomo IV, col. 408, et est 71ª in editionibus Pamelii et Baluzii. Confictam eam esse a Donatistis multa persuadent.

1° Supponit consultum a Quinto Cyprianum, cum tamen nullum hujusce consultationis rationabile motivum extiterit. Sic nempe exorditur epistola : *Retulit ad me, frater charissime, Lucianus comprebyster noster te desiderasse ut significaremus tibi quid sentiamus de his qui apud hæreticos et schismaticos baptizati videntur. De qua re, quid nuper in concilio plurimi coepiscopi, cum compresbyteris qui aderant, censuerimus, ut scires, ejusdem epistolæ exemplum tibi misi.* Fuisse Quintum in Mauritania Episcopum testatur Cypriani ad Stephanum epistola. Jam vero quid sentiret Cyprianus de proposita quæstione, non magis ignorabant Episcopi Mauritaniæ, quam Episcopi Numidiæ, quos supra diximus non habuisse consulendi motivum. Præterea, si Lucianus ille cujus ministerio delata consultatio est ad Cyprianum, Carthaginensis Ecclesiæ presbyter fuerit, prout obvio sensu indicant verba hæc *compresbyter noster*, Cypriani sententiam plane notam habebat, et de ea Episcopum Quintum certiorem facere poterat. Sed

et ad ipsum Quintum jam a se missam dicit Cyprianus, non tantum suam, sed et concilii hac de re epistolam. Cur ergo adhuc consulit Quintus? Quod si reponas, forte deperditam fuisse anteriorem illam synodicam epistolam ad Quintum missam, dico ego : In hac hypothesi aliud ejusdem epistolæ synodicæ exemplum misisset Cyprianus, utpote quæ majorem haberet auctoritatem, et hoc ipsum adnotasset in adjuncto suo responso, hac scilicet aut simili formula : *Etsi ad te jam miserimus synodicam hac de re epistolam, quia tamen, ut ex tua consultatione conjicimus, ad te non pervenit, aliud ejusdem epistolæ exemplum subjicimus.* At nihil tale. Supponitur econtra Quintus synodicam epistolam accepisse, et nihilominus Cypriani sententiam adhuc sciscitari. Unde hujus epistolæ auctor in ipso jam exordio fraudem suam prodit.

2° Suspecta etiam redditur epistola ex eo quod supponat, jam tum aliquos Cyprianum habuisse sibi adversantes Africanos Episcopos : *Quidam*, ait, *de collegis nostris malunt hæreticis honorem dare quam nobis consentire.* Cypriano unanimiter consenserat *plurimorum Episcoporum et presbyterorum* concilium, si fides habeatur epistolæ ad Numidiæ Episcopos. Summa erat Cypriani fama, summa auctoritas apud Africanas Ecclesias et Romanum etiam clerum; neque adhuc intervenerat Stephani Papæ oppositio. Sane verisimile non est, cum ita se res haberent in Africa, posthabitam fuisse ab aliquibus Episcopis Cypriani, concilii et universalis in ea regione consuetudinis auctoritatem. Et notetur nullum ex istis *quibusdam collegis* proprio nomine designari. Nec dicatur alludere Cyprianum ad sententiam Stephani Papæ contra rebaptizantes orientales Episcopos; ita ut isti *quidam de collegis* intelligendi sint Stephanus et qui cum ipso sentiebant. Nam si hos intellexisset Cyprianus, non ausus fuisset dicere : « Malunt hæreticis honorem dare quam *nobis consentire,* » cum verba hæc *nobis consentire* suprematiam exprimant.

3° Cypriano tribui nequit argumentum deductum ex textu, *qui baptizatur a mortuo, quid proficit lavatio ejus.* Etenim non

nisi ex crassa ignorantia, vel ex malitia summa textus ille adduci potuit. Textus integer sic habet : *Qui baptizatur a mortuo et iterum tangit eum, quid proficit lavatio ejus?* (Ecclesiastico, cap. xxxiv, v. 30). Et sensus est : Quando quis ex contactu mortui contractam immunditiam deponit sese lavando, si revertatur ad cadaveris contactum, lavatio nihil illi prodest, quia immunditiam iterum contrahit. *Quæ sententia* (ait Rigault in sua Cyprianicorum operum editione) *nihil omnino facit ad mentem Cypriani.* Certum est Cyprianum in Scripturis sacris versatissimum fuisse. Non ergo supponi potest tanta ignorantia laborasse, ut nescierit truncatum esse, prout citatur, hunc textum, et non perspexerit genuinum eumdem textum perridicule in thesis de rebaptizatione probationem allegari. Aliunde non minus certum est fuisse Cyprianum, non mendacem ac fraudulentum virum, sed sanctum, et (ut ait sanctus Augustinus) *candidissimi pectoris.* Non ergo supponi potest fraudulenter ab eo truncatum textum, quem sciret, nisi truncaretur, ad quæstionem nullatenus pertinere.

Objicies. — Potuit Cyprianus non attendere, citatum a se textum non esse integrum, si quidem sanctus etiam Augustinus ad hoc non attendit. Nam cum Donatistæ hunc ipsum textum sic truncatum objicerent, non eos confutavit truncationem ostendendo et genuinum sensum aperiendo, sed sic interpretando : « Et illud quod scriptum est, *qui baptizatur a mortuo quid proficit lavatio ejus*, ut interim differam diligentiorem istorum verborum inquisitionem, tutissime accipio, paganorum baptismata esse denotata, quia homines et ab justitia et ab ista vita mortuos colunt, in quorum nomine baptizantur » (Operum tomo IX, col. 39, editionis Benedictinorum).

Respondeo : Equidem videtur Augustinus, dum hæc scriberet non novisse textum integrum, nec ad Scripturarum codicem recurrisse. Proponit tamen inquisitionem illam facere. Quam fecisse jam videtur quando postmodum scripsit

(libro II, capite xxvii ad Cresconium) : « Sic et in alio testimonio, ubi dictum est, *qui baptizatur a mortuo quid proficit lavatio ejus*, aut inspice diligenter codices antiquos et maxime græcos, ne forte ipsa verba aliter conscripta, ex præcedenti et consequenti contextione sermonis alium sensum intiment, aut certe mortuos intelligamus, sicut dixi, in quorum nomine baptizantur idolorum cultores. » Unde Augustinus truncatum textum suspicans de eo diligentius inquirendum proposuit; et interea eum in sano sensu interpretabatur. At Cyprianus omnino deceptus fuisset, aut decipere voluisset : quod admitti nequit.

4° Imposturam produnt insuper sequentia verba : *Non est autem de consuetudine præscribendum, sed ratione vincendum. Nam nec Petrus, quem primum Dominus elegit, et super quem ædificavit Ecclesiam suam, cum secum Paulus de circumcisione postmodum disceptaret, vindicavit sibi aliquid insolenter aut arroganter assumpsit, ut diceret se primatum tenere et obtemperari a novellis et posteris sibi oportere. Nec despexit Paulum quod Ecclesiæ prius persecutor fuisset, sed consilium veritatis admisit, et rationi legitimæ quam Paulus vindicabat facile consensit.*

Primo, ibi deseritur argumentum *ex consuetudine*, quod tamen potissimum urgetur in epistola ad Episcopos Numidiæ et ad Jubaianum. Jam non ex auctoritate Africanæ consuetudinis, prout in illis epistolis Cypriano attributis, sed *ex ratione* vincendum pronuntiatur. Admitti vix potest sanctum Cyprianum ita sibi contradixisse. Sed esto viderit sibi non favere argumentum ex consuetudine, ac ideo ad argumentum ex ratione confugerit.

Secundo, in citatis verbis apertissime alluditur ad oppositum sancti Stephani Papæ de non rebaptizandis hæreticis judicium; et primatus Sedis apostolicæ, quem allegabat Pontifex ut contradicentes ad Romanam doctrinam reduceret, non sacerdotali, sed ignobili ac furibundo stylo impetitur. Dum enim opponitur Petrum *non dixisse insolenter et arro-*

ganter se primatum tenere, perinde est ac si diceretur hac insolentia et arrogantia usum esse Romanum Pontificem. Is porro loquendi modus supponit Cypriano jam apprime notum Stephani Papæ responsum seu decretum ab Eusebio relatum (libro VII, capite III), quo prohibebatur ne ab hæreticis baptizati iterum baptizarentur. Non enim conquereretur Cyprianus, quod Stephanus *insolenter et arroganter dixerit se primatum tenere et obtemperari sibi oportere*, nisi jam certior factus esset suam sententiam a Stephano fuisse condemnatam. Unde tenor epistolæ ad Quintum omnino supponit eam epistolam decreto Stephani Papæ *posteriorem*.

Aliunde autem *anteriorem* fuisse testatur epistola synodica Cypriani ad Stephanum, qua notam ipsi facit Carthaginensis concilii decisionem. In ea quippe synodica sic habetur : *Baptismum autem non esse quo hæretici utuntur, diligenter nuper expressum est in epistola quæ ad Quintum collegam nostrum in Mauritania constitutum super ea re scripta est : item in litteris quas collegæ nostri ad Episcopos in Numidia præsidentes ante fecerunt, cujus utriusque epistolæ exempla subdidi* (apud Labbe, tomo I, col. 764, Parisiis, 1671). Absonum prorsus foret dicere jam a Stephano Papa editum fuisse et ab Africanis cognitum decretum quo prohibet iterari baptisma, quando ad ipsum transmisit Cyprianus citatam synodicam, cum actis Carthaginensis concilii. Nam tunc si res ita se haberet, potissimum ageretur in hac synodica de Pontificio illo decreto et de rationibus ob quas illi decreto non obtemperandum esse existimasset synodus. Porro ne syllaba quidem indicatur aliquod Stephani decretum ad Africanos præsules a Stephano prius directum. Loquitur synodica hæc, quasi prima vice dicti præsules apostolicam Sedem adirent et consulerent de quæstione baptismatis : *Sed de eo*, inquiunt, *vel maxime tibi scribendum et cum tua gravitate ac sapientia conferendum fuit*, etc. Ergo revera decretum Stephani præcessit synodica, et synodicam præcessit epistola ad Quintum, siquidem in ipsamet synodica dicitur simul transmitti. Proinde epistola

ista ad Quintum decreto Stephani *anterior* fuit. Aliunde tamen, attento ipsius tenore posterior foret; ergo spuria censenda est. « Vel Cyprianus (ait Tizzani, pagina 613) Stephani decretum noverat quando ad Quintum scribebat, et tunc inutilis erat ipsius epistola ad Stephanum pro approbatione secundi Carthaginensis concilii; vel decretum illud ignorabat, et tunc non poterat irasci contra Pontificem et ei exprobrare quod *insolenter* et *arroganter* sese gessisset. Cum rigorosum sit dilemma, nec ullo responso eludi queat, sequitur apochrypham esse prætensam illam Cypriani ad Quintum epistolam. »

Notet præterea lector quam contradictoria ac indecora fuisset Cypriani agendi ratio, qui in sua ad Stephanum epistola ejus *gravitatem* et *sapientiam* laudasset, et simul ei transmisisset epistolam ad Quintum, in qua eum furibunde lacerat, *insolentiæ* illum et *arrogantiæ* insimulans.

Objicies. — Non desunt qui existimaverint verba hæc supra citata *se primatum tenere*, dicta fuisse a Cypriano de seipso, non autem de Stephana Papa.

Respondeo : Ita quidem verba hæc explicant qui ea Cypriano tribuunt et simul ipsum excusare conantur : sed hunc sensum excludit contextus, excludunt totius controversiæ, qualis ex iis documentis colligitur, circumstantiæ. Si genuina demonstrarentur documenta hæc, utique ad hunc sensum recurrendum foret, ut a Cypriano tanti errati probrum amoveretur. Sed nedum genuina, spuria nos ea documenta probamus.

III. *Epistola S. Cypriani ad Stephanum Papam.*

Habetur apud Coustant (*Epistolæ Romanorum Pontificum*, t. I, pagina 216, Parisiis, 1721), estque 72ª in editionibus Pamelii et Baluzii. Spuriam eam esse suadent sequentes rationes :

1° In ea mentio fit de duabus epistolis quas spurias esse probavimus, videlicet *ad Quintum*, et ad *Numidas Episcopos*. Si hæ spuriæ sint, consequens est ut et ista conficta fuerit.

2° Non cohærent, sed prorsus invicem pugnant quæ in illa epistola reperiuntur. Enimvero ex una parte Romanum Pontificem reverenter alloquitur epistolæ auctor verbis pacificis, charitatem unionemque animorum plane spirantibus. *Sed de eo*, inquit, *vel maxime tibi scribendum, et cum tua gravitate ac sapientia conferendum fuit*. Atque in fine ita subjungit : *Credentes etiam tibi pro religionis tuæ et fidei veritate placere quæ et religiosa pariter et vera sunt*. Is sane loquendi modus reverentiam et concordiam denotat; nec oppositum Stephanum Papam supponit, sed potius fiduciam exprimit, quod statuta in Carthaginensi concilio Romanus Pontifex libenter probaturus sit et confirmaturus. Ex altera autem parte dicitur simul transmitti epistolam ad Quintum; in qua scilicet apertissime accusatur Stephanus *insolentiæ* et *arrogantiæ* summæ, eique crimini vertitur quod se *primatum tenere dixerit*, et *ibi obtemperari oportere*.

3° Alia incohærentia in eo est, quod ex una parte propugnetur, irritum prorsus esse baptismum ab hæreticis collatum, et ex altera parte concludatur liberum unicuique Episcopo relinquendum esse ut suam hac de re sententiam sequatur, id est, baptizet vel non baptizet eos qui fuerunt ab hæreticis baptizati. Ita nempe habet epistola illa : *Baptismum autem non esse quo hæretici utuntur, nec quemquam apud eos qui Christo adversantur, per gratiam Christi posse proficere, diligenter nuper expressum est in epistola, quæ ad Quintum collegam nostrum in Mauritania constitutum super ea re scripta est, item in litteris quas collegæ nostri ad Episcopos in Numidia præsidentes ante fecerunt : cujus utriusque epistolæ exemplum subdidi*. Sane cum id persuasum haberent Cyprianus et Africani Episcopi, concludere debuissent, omnino teneri quemlibet Episcopum ad conferendum baptisma iis qui fuerunt ab hæreticis baptizati, quando ad catholicam Ecclesiam convertuntur. Non enim licitum esse potest absque baptismo relinquere eos qui nulliter baptizati sunt. Porro contrarium concludunt, videlicet : *Qua in re nec nos vim cuiquam facimus aut legem damus*,

cum habeat in Ecclesiæ administratione voluntatis suæ arbitrium liberum unusquisque præpositus, rationem actus sui Domino redditurus. Hæc conclusio imposturam vel sola manifestam facit. Decernunt in concilio, irritum esse baptisma hæreticorum, et simul dicunt se *legem non dare*. Sed decernere dicti baptismatis nullitatem, quid aliud est quam decernere baptizandos esse qui sic nulliter baptizati sunt? Et hoc decernere, quid aliud est quam *legem dare?*

4° Ultima vero ejusdem conclusionis verba exhibent hæreticalem doctrinam, quam quidem professi sunt Donatistæ, sed quæ Cypriani tempore pugnabat cum notissima et constanter recepta catholicorum doctrina et praxi. Constans enim praxis ab Apostolorum tempore viguerat, ut si quis Episcopus erronea dogmatizasset aut scelus aliquod perpetrasset, in judicium vocaretur, et sive a conciliis, sive a Romano Pontifice, excommunicaretur et deponeretur. Hic vero inducuntur Cyprianus et Carthaginense concilium quasi tenuerint, non posse ullum Episcopum ab ulla ecclesiastica auctoritate judicari ac corripi. Id enim palam exprimunt verba hæc : *Cum habeat in Ecclesiæ administratione voluntatis suæ arbitrium liberum unusquisque præpositus, rationem actus sui Domino redditurus.*

5° Epistola hæc ad Stephanum Papam scripta fuisset, non post *primum* concilium in causa baptismatis, sed post *secundum*. Ita enim colligendum venit ex documentis si genuina sint, et ita revera colligunt qui ea genuina existimant. Sed ad Romanum Pontificem potius scriptum fuisset post primum concilium. Nam in illa prima synodo, postulantibus Numidiæ Episcopis, causa plene discussa fuerat ; prout patet ex synodica ad eosdem Episcopos Numidas epistola. Tunc ergo de more facienda erat ad Stephanum Papam relatio, et ab eo expectandum responsum. Insuper, quid opus erat secundum concilium celebrare, cum res jam in priore decisa fuisset? Has etiam circumstantias Reverendissimus Tizzani Nisibiensis Archiepiscopus (opere citato, p. 119 et seq.) in

legitimam trahit suspicionis causam de conficta hac epistola et falso suppositis dictis Carthaginensibus conciliis.

IV. *Epistola S. Cypriani ad Jubaianum.*

Habetur in *Patrologia Migne*, tomo III, col. 1109; et est 73ª in editionibus Pamelii et Baluzii. Hæc ipsius summa : Jubaianus consuluerat Cyprianum de quæstione baptismi, eique simul miserat epistolam, non a se, sed ab alio scriptam adversus sententiam Cypriani. Refellit Cyprianus scriptionem istam, cujus auctorem ipsummet Stephanum Papam nonnulli volunt; et Jubaiano transmittit exemplum epistolæ ad Episcopos Numidiæ et ad Quintum. Inter spurias amandandam etiam hanc Cypriani ad Jubaianum epistolam evincunt sequentes rationes :

1° Mentionem facit de duabus epistolis, quas spurias supra probavimus, videlicet, ad Numidiæ Episcopos, et ad Quintum. De utraque scilicet epistola meminit his verbis : *Et quoniam jam super hac re quid sentiremus litteris nostris expressimus, ut compendium facerem, exemplum earumdem litterarum tibi misi, quid in concilio, cum complures adessemus, decreverimus, quid item postea Quinto, collegæ nostro, de eadem re quærenti rescripserim.* Porro epistola quæ spurium citat documentum, ex hoc solo spuria et ipsa censeri debet.

2° Imposturam innuit, quod Jubaianus inducatur tanquam ignorans Cypriani sententiam, quam optime jam noverat. Dicit ei Cyprianus : *Scripsisti mihi...*, desiderans *significari tibi motum animi nostri, quid nobis videatur de hæreticorum baptismo.* Ignorabat ergo Jubaianus Cypriani opinionem; alioquin non eum hac de re sententiam rogasset. Aliunde vero apprime notum ipsi fuisse quid sentiret Cyprianus testantur citata verba : *Et quoniam jam super hac re quid sentiremus litteris nostris expressimus... exemplum earumdem litterarum tibi misi.* Jam eamdem incohærentiam notavimus quoad epistolam ad Quintum; is etiam inducitur tanquam noscens opinionem Cypriani, et nihilominus simul tanquam de ea scis-

citans ; ita ut valde probabile sit ab uno eodemque impostore conflictam fuisse utramque epistolam.

Nihilominus quoad præsentem epistolam eludi posse fatemur rationem ex contradictione deductam. Nimirum si dicatur Cyprianum statim Jubaiano non rescripsisse, sed misisse dumtaxat dictarum epistolarum exemplum ; postea vero præsentem epistolam direxisse.

3° Imposturam etiam prodit manifesta repugnantia inter doctrinam in tota hac epistola propugnatam, et ejusdem epistolæ conclusionem. Enimvero totus est auctor epistolæ ut baptismi ab hæreticis collati nullitatem demonstret, sicque evincat baptizandos esse qui ab hæresi ad Ecclesiam catholicam confugiunt. Contrariam autem sententiam tenere, non erroneum dumtaxat, sed et peccaminosum ac perversum pronuntiat. Sic enim oppositam opinionem sectantibus exprobrat : *Et nunc qui talibus ad Ecclesiam venientibus sine baptismo communicandum existimant, non putant se alienis, immo æternis peccatis communicare, admittentes sine baptismo eos, qui non nisi in baptismo possunt blasphemiarum suarum peccata deponere !... Quam vanum est porro et perversum, ut cum ipsi hæretici, repudiato et relicto vel errore vel scelere in quo prius fuerant, agnoscant Ecclesiæ veritatem, nos veritatis ejusdem jura et sacramentum mutilemus, et venientibus ac pœnitentibus dicamus eos remissionem peccatorum consecutos esse?...* Unde nullitas baptismi ab hæreticis collati, non propugnatur dumtaxat tanquam opinio *probabilis*, sed tanquam omnino certa et tenenda ; ita ut peccaminosum et perversum sit contrarium sentire ac agere. Legatur totius epistolæ tenor (seclusa conclusione) et notetur quam absolutus intoleransque sit ipsius auctor, in defendenda illa sua doctrina.

Jam vero hisce tam ardenter et fuse disputatis quænam assuitur conclusio? Ea sane quam suspicatus nemo fuisset ; nimirum : unicuique Episcopo liberum esse hac de re quod libuerit sentire, et dictos ab hæresi reversos baptizare vel non baptizare : « Hæc tibi breviter, pro nostra mediocritate res-

cripsimus, frater charissime, *nemini præscribentes aut præjudicantes quominus unusquisque Episcoporum quod putat faciat, habens arbitrii sui liberam potestatem*. Nos quantum in nobis est, propter hæreticos cum collegis et coepiscopis nostris non contendimus, cum quibus divinam concordiam et dominicam pacem tenemus. » Nemo non videt absonam esse hancce conclusionem, et oppositam deduci debuisse. Nam liberum Episcopis esse nequit, eos qui verum baptismum non acceperunt non baptizare; item eis liberum esse nequit id sentire ac facere, quod peccaminosum est et perversum.

4° Sancto Cypriano tribui nequit hæcce doctrina : *Frustra quidam qui ratione vincuntur consuetudinem nobis opponunt ; quasi consuetudo major sit veritate, aut non id sit in spiritualibus sequendum quod in melius fuerit a sancto Spiritu revelatum... Præsumptione enim atque obstinatione quadam nititur, cum ratione superetur*. Agitur hic de traditione apostolica Romanæ Ecclesiæ; cui anteponendam esse *rationem* doceret Cyprianus, si hæc ab ipso scripta fuissent. Qua semel recepta doctrina, posset quilibet hæreticus, Cypriani auctoritate fretus, rejicere quod a tempore apostolorum tanquam recta fides traditum est, et exclamare : *Frustra qui ratione vincuntur consuetudinem nobis opponunt*. Porro ne hoc erroris monstrum Cypriano adscribatur, obstat nota ipsius doctrina in libro *de Unitate Ecclesiæ* contenta. Obstat quod eo tempore summa erat apud catholicos omnes apostolicarum traditionum auctoritas ; ita ut in unaquaque exorta quæstione videamus statim ac fere exclusive ad traditam ab apostolis doctrinam provocari.

Nota. Dubitavit sanctus Augustinus num epistola hæc a Cypriano scripta fuisset. Sic enim habet libro II *contra Cresconium*, capite XXXIII : *Cum enim persuadere conaretur, vel S. Cyprianus, vel quicumque illam scripsit epistolam*, etc.

Sanctus Hieronymus illam quidem Cypriano tribuit, sed *libellum* vocans (*contra Luciferianos*).

V. *De prætenso sancti Stephani Papæ decreto: Nihil innovetur nisi quod traditum est.*

Epistolæ synodicæ a Cypriano directæ post secundum concilium Carthaginense in causa baptismatis, respondisse supponitur sanctus Stephanus per epistolam quæ non extat, sed cujus sequens fragmentum citatur in epistola Cypriani ad Pompeium : *Si quis ergo a quacumque hæresi venerit ad nos, nihil innovetur nisi quod traditum est, ut manus illi imponatur ad pœnitentiam, cum ipsi hæretici proprie alterutrum ad se venientes non baptizent, sed communicent tantum.* Hæc ergo foret famosa decisio Stephani Papæ, qua sententiam Episcoporum Africæ condemnasset. At nequaquam pro genuina habenda est. Etenim,

1° Responsoria Stephani ad Cyprianum epistola, quæ de baptismo hæreticorum disserat et dictam decisionem contineat, nullibi reperitur. Sane si extitisset in archiviis Romanis tempore Damasi Papæ, illam citare non omisisset sanctus Hieronymus in suo libro *de Viris illustribus ;* atque ibi, inter capita in quibus agit de Cornelio ac Cypriano, caput etiam instituisset de Stephano ac de ipsius contra Episcopos Africanos decreto. Fuisset enim epistola hæc summi momenti, utpote dogmatica et condemnans Cyprianum et Carthaginense concilium. Porro de illa prorsus silet Hieronymus.

Præterea epistolam illam prorsus ignoravit sanctus Augustinus. Nam de baptismo hæreticorum disserens, declarat se quidem nosse quamdam Stephani epistolam ; sed de illa sic addit : *Prorsus ad quæstionem præsentem non pertinet* (*de Baptismo*, libro VI, cap. xv, t. IX, p. 171, edit. Benedictinorum). Confictam ergo illam Stephani ad Cyprianum epistolam, jam satis innuit Hieronymi silentium, ignorantia Augustini.

2° Imposturam produnt verba hæc : *Cum ipsi hæretici ad se venientes non baptizent.* Verisimile non est Stephanum, qui ducentis dumtaxat annis post apostolos vivebat, usum esse argumento ex hæreticorum praxi deducto. Id enim apostoli-

eam Sedem vix ac ne vix quidem decebat. Sed multo magis repugnat usurpatum ab eo fuisse argumentum cum citata formula; ita ut, scilicet, in eo ipso epistolæ loco ubi decernit venientes ab hæresi baptizandos non esse, istam et non aliam decreti sui rationem et auctoritatem proferat : *Cum ipsi hæretici ad se venientes non baptizent*. Esto post alias probationes adduci etiam aliquatenus potuerit hæreticorum praxis. Ast eam rationem non protulisset saltem Stephanus ut præcipuam. Dum autem in eo epistolæ loco adducitur *sola*, perinde est ac si tanquam præcipua invocaretur.

3° Imposturam prodit assertio hæc, *hæretici ad se venientes non baptizant*. Nam econtra hæretici tunc temporis rebaptizabant, nec potuit Stephanus eorum praxim ignorare. Rebaptizabant Marcionitæ, de quibus sic testatur sanctus Epiphanius hæresi XLII : *Baptismo non semel, sed tertio apud illos initiantur*. Item baptisma iterabant Valentiniani, prout edocet sanctus Hieronymus (ad epistolam ad Ephesios, capite IV). Qui pro genuina habent epistolam Cypriani ad Jubaianum, admittere pariter debent viguisse apud Novatianos rebaptizandi praxim. In ea siquidem epistola sic loquens inducitur sanctus Cyprianus : *Nec nos movet, frater charissime, quod in litteris tuis complexus es, Novatianenses rebaptizare eos quos a nobis sollicitant*. Jam vero ejusmodi apud hæreticos vigentem rebaptizandi praxim ignorare non potuit Stephanus Papa; præsertim quoad Novatianos qui præcipuam Sedem Romæ habuerunt. Ergo supponi nequeunt a Stephano scripta verba hæc : *Hæretici ad se venientes non baptizant*.

Quod si objiciatur non debuisse a nobis in probationem adduci epistolam Cypriani ad Jubaianum, siquidem eam spuriam existimamus, respondemus : jure illam urgemus tanquam *argumentum ad hominem*. Vos nempe illam genuinam defenditis. Ergo decretum Stephani tanquam spurium rejicere debetis. Cum nempe duo hæc documenta sibi aperte contradicant, alterutrum saltem confictum fateamini necesse est. Nos utrumque spurium probamus.

4° Imposturam prodit error dogmaticus in dicto decreto contentus. Enimvero docuisset Stephanus validum esse quodlibet baptisma ab hæreticis collatum. Non enim distinguit inter hæreticos qui essentialia ad baptismi valorem servabant et eos qui hæc etiam essentialia prætermittebant aut mutabant. Sed indistincte pronuntiat : « Si quis ergo *a quacumque hæresi* venerit ad nos, nihil innovetur. » Quæ decisio, in quantum valida supponit baptismata in quibus adhibita non fuit forma legitima, prorsus erronea est.

Equidem doctores catholici, qui genuinum reputarunt hocce Stephani decretum, ab ejusmodi errore illud excusare conati sunt, dicendo : Subaudiri verba hæc, *dummodo vitiata non fuerit forma;* ita ut Pontifex, licet dicat *a quacumque hæresi*, non tamen loquatur nisi de sectis apud quas legitima baptismi forma servabatur. Sed interpretatio hæc admitti nequit. Nam verus legum seu decretorum sensus is censendus est, quem obvium ac omnino certum existimarunt contemporanei ad quos decreta hæc directa sunt, ita ut de alio sensu ne suspicati quidem fuerint. Porro sanctus Cyprianus, ad quem directa supponitur Stephani epistola, dictum decretum continens, illud intellexit in eo sensu, quod Stephanus valida declararet hæreticorum baptismata quælibet, iis etiam non exceptis quæ absque invocatione Trinitatis et absque fide in Trinitatem collata fuissent. Sic enim contra illud decretum invehitur : *A quacumque hæresi venientem baptizari in Ecclesia vetuit; id est, omnium hæreticorum baptismata justa esse et legitima judicavit. Et cum singulæ hæreses singula baptismata et diversa peccata habeant, hic cum omnium baptismo communicans universorum delicta in sinum suum coacervata congessit... Cur in tantum Stephani fratris nostri obstinatio dura prorupit, ut etiam de Marcionis baptismo, item Valentini et Apelletis, et cæterorum blasphemantium in Deum Patrem contendat filios Deo nasci, et illic in nomine Jesu Christi dicat remissionem peccatorum dari, ubi blasphematur in Patrem et in Dominum Deum Christum?* (epistola Cypriani ad Pompeium). Unde si genuinum

foret decretum Stephani quale citatur in epistola Cypriani ad Pompeium, dicendum foret editam fuisse a Stephano Papa erroneam decisionem in materia dogmatica. Cum autem aliunde certum probetur errare non posse Romanum Pontificem in definiendis fidei quæstionibus, concludendum est prætensum illud Stephani Papæ decretum merum commentum esse, nec ex alia quam hæreticorum Donatistarum officina prodiisse.

VI. *Epistola Cypriani ad Pompeium.*

Habetur in *Patrologia Migne*, tomo III, col. 1127; et est 74ª in editionibus Pamelii et Baluzii. Habetur etiam apud Labbe, tomo I, col. 765, Parisiis, 1671.

1° Spuriam esse illam epistolam, colligitur ex eo quod plena sit injuriis ac conviciis, quæ nequaquam sancto Cypriano tribui possunt. Sancto Stephano exprobrat epistolæ auctor, quod *hæreticorum causam contra Christianos et contra Ecclesiam Dei asserere conetur;* quod *imperite atque improvide* scripserit; quod *superba, ad rem non pertinentia* et *sibi contraria* dixerit; quod cum *omnium* hæreseon *baptismo communicans, universorum delicta in sinum suum coacervata congesserit;* quod *infamaverit apostolos, quasi illi hæreticorum baptisma probaverint;* quod tantæ *obstinationis* et *præsumptionis* fuerit, *ut humanam traditionem divina dispositioni anteposuerit*[1]; quod, per regulam a Stephano traditam, *Ecclesia Dei et sponsa Christi ad hoc malorum devoluta sit, ut hæreticorum exempla sectetur, et id faciant Christiani quod Antichristi faciunt;* quod Stephanus tantæ sit *cæcitatis, pravitatis* tantæ, ut *nolit cognoscere unitatem de Deo Patre et de traditione Jesu Christi venientem;* quod valde *ineptum* sit quod propugnat; quod *obstinatio dura fratris Stephani in tantum proruperit, ut contendat etiam de Marcionis baptismo, item Valentini et Apelletis, filios Deo nasci;* quod *hæreticorum amicus et inimicus christianorum, sacerdotes Dei, veritatem Christi et Ec-*

(1) Adhibetur etiam hæc irrisoria loquendi forma : *plæclara sane et legitima traditio fratre nostro docente proponitur!*

clesiæ unitatem tuentes, abstinendos putaverit; quod ea sit Stephani sententia, ut si ei sese accommodarent Episcopi, perinde foret ac si *arma abjicerent, manus darent in captivitatem, traderent diabolo ordinationem Evangelii, dispositionem Christi, majestatem Dei,* divinæ *militiæ sacramenta solverentur, castrorum cœlestium signa proderentur, succumberet ac cederet Ecclesia hæreticis, lux tenebris, fides perfidiæ, spes desperationi, ratio errori, immortalitas morti, charitas odio, veritas mendacio, Christus antichristo;* quod Stephanus et qui cum ipso sentiunt, hæreticorum baptisma defendendo, *fidem et veritatem prodant,* hæresibus *auctoritatem et firmitatem advocatione sua præstent,* et causa sint cur *in dies serpentinis crinibus pullulent;* quod *studio præsumptionis et contumaciæ fiat ut quis magis sua prava et falsa defendat, quam ad alterius recta et vera consentiat;* quod Stephanus, dum hæreticos *contra Ecclesiam vindicat, sacramentum divinæ traditionis impugnet.*

Igitur epistola hæc non a gravi et sancto viro, non a præsule charitatis ac concordiæ studioso conscripta est; sed fœtus est protervi ac furibundi animi, cujus in Romanum Pontificem excandescentia atque audacia non nisi alicui hæretico tribui potest. Nam quod Cyprianus et sanctissimus præsul fuerit, et fraternæ charitatis tenax, et erga Sedem apostolicam obsequentissimus, certis documentis constat.

2° Imposturam prodit contradictio inter doctrinam in hac epistola propugnatam, et conclusionem aliarum epistolarum quæ Cypriano tribuuntur. Nam hæc ad Pompeium epistola tanquam dogma certissimum et omnino tenendum propugnat, nullum et irritum esse baptisma quodlibet ab hæreticis collatum. Id exprimunt verba ista : *Ut in illo mundi baptismo, quo iniquitas antiqua purgata est, qui in arca Noe non fuit, non potuit per aquam salvatus fieri, ita nec nunc potest per baptismum salvatus videri qui baptizatus in Ecclesia non est, quæ ad arcæ unius sacramentum dominica unitate fundata est.* Opponit epistolæ auctor baptismum receptum *in Ecclesia,* baptismo recepto *extra Ecclesiam,* id est, apud hæreticos; et

dicit neminem salvum fieri nisi per baptismum *in Ecclesia* receptum, sicut tempore diluvii nemo salutem obtinuit nisi in Arca. Insuper *fidei proditores* vocat eos qui validum propugnant baptismum ab hæreticis collatum. Unde revera epistola hæc decretum Stephani Papæ confutat et rejicit tanquam *errorem in fide*. Simul autem illud rejicit tanquam *pravum* et Ecclesiæ nocivum, ut ex citatis locis apertissime patet. Sentit proinde ac docet auctor illius epistolæ, nulli Episcopo fas esse Stephani sententiam sequi, id est, venientes ex hæresi absque novo baptismo recipere.

Aliunde tamen contraria prorsus doctrina Cypriano tribuitur. *Nemini præscribentes*, inquit, *aut præjudicantes, quominus unusquisque Episcoporum quod putat faciat, habens arbitrii sui liberam potestatem* (epistola ad Jubaianum, supra citata, sub numero 4). Pugnant sane invicem hæc duo : quod liberum sit unicuique Episcopo venientes ex hæresi non baptizare, et quod sic sentire et agere sit *error in fide*, peccatumque *pravissimum* et Ecclesiæ summe nocivum. Quis non videat, vel ex sola illa contradictione, a Donatistis conficta fuisse hæcce documenta Cypriano adscripta?

3° Aliud imposturæ signum suppeditant verba hæc epistolæ : *Beatus apostolus Paulus ad Timotheum scribit et monet Episcopum non litigiosum, nec contentiosum, sed mitem et docibilem esse debere.* Nimirum Cyprianus, postquam plenis paginis, abreptus ira, nec sui compos, in Stephanum Papam primæ Sedis antistitem, quid tenendum foret edocentem ac decernentem, tot convicia contorsit, litigans atque obedire recusans, statim ipse memorasset Episcopum *mitem*, *docibilem* et non *litigiosum* esse debere; nec vidisset non posse hanc apostoli monitionem magis aperte quam hac sua epistola violari. Non ita sane hebes fuit Cyprianus, ut non perspexerit ipsi potissimum talia contra Stephanum Papam scribenti applicari posse citata sancti Pauli verba. Repugnant hæc clarissimo æque ac sanctissimo, et *candidissimi pectoris* viro Cypriano.

Objicies 1°. — Epistolam Cypriani ad Pompeium citavit sanctus Augustinus; ergo genuina est.

Respondeo : Equidem de illa epistola mentionem fecit sanctus Augustinus, libro V *contra Donatistas*, capite xxiii, his verbis : *Ad Pompeium etiam scribit Cyprianus de hac eadem re; ubi aperte indicat Stephanum, quem Romanæ Ecclesiæ Episcopum tunc fuisse didicimus, non solum sibi ad ista non consensisse, verum etiam contra scripsisse atque præcepisse.* Atque ibidem, capite xxv : *Jam illa quæ in Stephanum iratus effudit, retractare nolo, quia et opus non est. Eadem quippe ipsa dicuntur, quæ jam satis discussa sunt; et ea præterire melius est, quæ periculum perniciosæ dissensionis habuerunt. Stephanus autem et abstinendos putaverat qui de suscipiendis hæreticis priscam consuetudinem convellere conarentur. Iste autem quæstionis ipsius difficultate permotus, et sanctis charitatis visceribus largissime præditus, in unitate eis manendum qui diversa sentirent. Ita, quamvis commotius sed tamen fraterne indignetur, vicit tamen pax Christi in cordibus eorum, ut in tali discrepatione nullum inter eos malum schismatis oriretur.* Porro hæc Augustini dicta non probant genuinam esse Cypriani ad Pompeium epistolam. Nam documentis ejusmodi Cypriano attributis, et quæ a Donatistis objiciebantur, respondebat sanctus Augustinus *hypothetice*, id est, in hypothesi quod genuina essent. Quod autem revera talia forent, non admittebat ut certum, sed econtra suam de hoc dubitationem expresse declaravit. Generatim quippe quoad omnia ejusmodi documenta, dixit : *Quamquam non desint, qui hoc Cyprianum prorsus non sensisse contendant, sed sub ejus nomine a præsumptoribus atque mendacibus fuisse confictum. Neque enim sic potuit integritas atque notitia litterarum unius quamlibet illustris Episcopi custodiri...* (Epistola ad Vincentium Rogatistam, operum tomo II, col. 246, editionis Benedictinorum). Et de Cypriani ad Jubaianum epistola dixit : *Vel sanctus Cyprianus, vel quicumque illam scripsit epistolam* (libro II *contra Cresconium*, capite xxxii). Et capite præcedenti dixerat : *Quandiu*

aliter sapuit Cyprianus, si scripta ejus esse constat, quæ pro vobis proferenda arbitramini. Item libro I, capite XXXII contra Cresconium : *Nam et vos profertis concilium Cypriani, quod aut non est factum, aut cæteris unitatis membris, a quibus ille non divisus est, merito superatum. Neque enim propterea sumus Cypriano meliores, si tamen censuit hæreticos denuo baptizari.* Ergo in dubium vocabat S. Augustinus Cypriani sententiam de baptizandis denuo hæreticis, et negabat certo genuina esse documenta sententiam illam Cypriani testantia. Proinde Cypriani etiam ad Pompeium epistolæ dubia Augustino fuit authenticitas; et dum eam prout alia ejusmodi documenta citat, loquitur hypothetice, id est, etiam in hypothesi quod genuina foret.

Objicies 2°. — De Cypriani ad Pompeium epistola mentionem etiam facit Facundus, Hermianensis Episcopus, in libro *contra Mocianum.*

Respondeo : Ita quidem habetur in notis ad dictam epistolam, in editione Baluzii. Sed mentionem illam non inveni, quamvis legerim totum istum Facundi librum *ad Mocianum*, prout editus est in *Patrologia Migne*, tomo LXVII, col. 854. Equidem ibi (col. 864) loquitur Facundus de contentione Cyprianum inter et Stephanum Pontificem, quam videtur veram supponere; sed expresse de epistola ad Pompeium non loquitur. Claruit autem Facundus circa medium sæculum sextum. Porro non negamus auctores sexti et sequentium sæculorum factum Cyprianicum verum existimasse. At infra probamus, non valere hac in re ipsorum testimonium, utpote qui ex falsatis operum Cypriani codicibus decepti sunt.

VII. *De concilio Carthaginiensi, in causa baptismatis tertio.*

Habetur apud Labbe (tomo I, col. 786, Parisiis, 1671). Merum commentum esse istud concilium probant sequentes rationes :

1° Si revera celebratum fuisset dictum concilium, prout illud habemus et prout allegatur a Donatistis, notoria fuisset ejus authenticitas sancti Augustini tempore, id est, centum

et quadraginta circiter annis ab ipsius celebratione, nec eam sanctus Augustinus ignorasset. Agitur enim de concilio numerosissimo, siquidem ei interfuissent octoginta septem Episcopi; et pro scopo habuisset causam celeberrimam, quæ omnes Africæ Ecclesias commovisset, videlicet impugnationem et repulsionem decreti, quo Romanus Pontifex Stephanus Africanam rebaptizandi consuetudinem condemnaverat, et Africanis antistitibus, nisi ab ea desisterent, excommunicationem intentaverat. Tale, inquam, concilium, si habitum fuisset, remanere debuit certa de ipso apud Africanas Ecclesias notitia; et in hypothesi quod interiissent acta ejus authentica ob subsecutarum persecutionum sævitiem, remansisset saltem extra omnem dubitationem transmissa notitia de facto ipsius celebrationis, et de approbata sancitaque unanimiter a Patribus rebaptizandi praxi, contra Romani Pontificis decisionem et præceptionem.

Jam vero Donatistis ejusmodi concilium objicientibus, respondet sanctus Augustinus prout responderi solet ad allegationem alicujus documenti, de cujus authenticitate nullatenus constat, quodque inter spuria et conficta merito rejicitur donec genuinum demonstretur. *Nam et vos*, inquit, *profertis concilium Cypriani, quod aut non est factum, aut cæteris unitatis membris a quibus ille non divisus est merito superatum. Neque enim propterea sumus Cypriano meliores, si tamen censuit hæreticos denuo baptizari* (*contra Cresconium*, libro I, capite XXXII).

Insuper quod tunc controversa fuerit, tam dicti concilii quam aliorum ejusmodi documentorum authenticitas, expresse testatur idem sanctus Augustinus his verbis : *Quamquam non desint qui hoc Cyprianum prorsus non sensisse contendant, sed sub ejus nomine a præsumptoribus atque mendacibus fuisse confictum* (epistola ad Vincentium Rogatianum, Operum tomo II, pag. 246, editionis Benedictinorum). Unde ipsammet Cypriano attributam de conferendo venientibus ab hæresi baptismate sententiam, ad incerta et gratuito asserta

amandat sanctus Augustinus : *Si tamen*, ait, *censuit hæreticos denuo baptizari*. Ex hoc autem facto, quod sancti Augustini tempore incerta fuerit et controversa dicti concilii celebratio et authenticitas, sic arguimus : Si authenticum fuisset illud concilium, de eo, ut diximus, permansisset Augustini tempore *certa* prorsus et indubitata notitia : atqui nedum ita notorium dicto tempore fuerit, econtra incertum fuit an pro commento *a mendacibus conficto* haberi deberet : Ergo dictum concilium authenticum non est.

2° Apocryphum est illud concilium, si allegatæ in ipso reperiantur epistolæ tres apocryphæ. Atqui allegatur in actis dicti concilii epistola Cypriani ad Jubaianum, quam supra vidimus esse apocrypham ; et hæc mentionem de duabus aliis epistolis, videlicet ad Episcopos Numidiæ et ad Quintum, quæ pariter apocryphæ sunt. Ergo apocrypha sunt hujusce concilii acta.

3° Continent ejusdem concilii acta errorem dogmaticum qui adversa fronte pugnat cum notissima sancti Cypriani doctrina. Sic enim ibi legitur : « Neque enim quisquam nostrum Episcopum se esse Episcoporum constituit, aut tyrannico terrore ad obsequendi necessitatem collegas suos adigit ; quando habeat omnis Episcopus pro licentia libertatis et potestatis suæ arbitrium proprium, *tanquam judicari ab alio non possit, cum nec ipse possit alterum judicare ;* sed expectemus universi judicium Domini nostri Jesu Christi, *qui unus et solus habet potestatem et præponendi nos in Ecclesiæ suæ gubernatione, et de actu nostro judicandi* » (apud Labbe, t. I, col. 786, edit. Parisiis, 1671). Ibi apertissime negatur primatus jurisdictionis Romani Pontificis. Cum nempe adstruatur *nullum Episcopum ab alio judicari posse*, hoc ipso adstruitur radicalis et perfecta Episcoporum ad invicem independentia ; ita ut jurisdictionalem primatum seu potestatem nullus sibi vindicare possit. Porro hic tantus error sancto Cypriano tribui nequit ; si quidem, in suo *de Unitate Ecclesiæ* tractatu, plura scripsit quæ Sedis apostolicæ primatum aperte suppo-

nunt ac demonstrant. Et notissima est ipsius ad Stephanum Pontificem epistola de Marciano Arelatensi præsule[1]. Postulat nempe scribi a Romano Pontifice ad provinciæ Arelatensis Episcopos, ut Marianum deponant et alium ejus loco eligant. Qua profecto agendi ratione falsum supponebat Cyprianus *nullum Episcopum ab alio judicari posse;* simulque Romano Pontifici aperte tribuebat, ut posset per litteras suas Metropolitani depositionem injungere ac procurare. Quæ Cypriani doctrina Romani Pontificis primatum agnoscens, jam supra deducta est (parte I, sect. III, c. III).

Sed et alium errorem continent citata concilii verba, *unus et solus* (Jesus Christus) *habet potestatem præponendi nos in Ecclesiæ gubernatione.* Nam inde sequeretur Episcoporum institutionem nullatenus a Romano Pontifice dependere, quod est prorsus erroneum. Equidem ut ab isto errore dictum concilium excusetur, recurrunt theologi ad *mediatæ* et *immediatæ* institutionis distinctionem. Sed eam excludunt verba hæc, *unus et solus.* Si nempe ab *uno et solo* Christo instituatur quilibet Episcopus, consequens est ut nullatenus et in nullo sensu instituatur a Romano Pontifice. Ad quod attendens Baluzius, sic adnotavit : *Si hæc verba simpliciter et crude acciperentur, valde periclitaretur hodie institutio Episcoporum, qui non ab uno et solo Christo instituti sunt, sed etiam a Pontifice Romano.*

Igitur cum ejusmodi errores sancti Cypriani doctrinæ repugnent, ipsi nequaquam tribui possunt; sed spuria censenda sunt dicti concilii acta.

4° Accedunt circumstantiæ quæ aliunde per se solas hujusce concilii celebrationem valde suspectam saltem faciunt. Congregatum fuisset istud concilium die prima septembris 256 ; eo scilicet tempore quo grassabatur pestis illa, quam anno 252 incepisse, et per annos decem perdurasse referunt Cedrenus, Philostrates et Zonaras. Instabat insuper proximæ

(1) Epistola 67 juxta editionem Baluzii et aliorum.

persecutionis periculum. Ista sane obstabant ne magno saltem numero Episcopi Africani convenirent. Supponitur tamen eorum cœtus insolitum octoginta septem Episcoporum numerum attigisse. Qui præsules e locis valde dissitis, et ex triplici provincia, Numidica, Mauritanica et Tripolitana, accessissent, sub finem augusti, quando scilicet maximi solent æstus in Africa desævire. Stantibus porro hisce circumstantiis, verisimile non est tot Episcopos Carthagine convenisse.

Suspicionem etiam movet quod in actis desint nomina novem Episcoporum Numidiæ, quæ tamen reperiuntur in epistola synodica quam paucis antea mensibus ad Episcopos Numidiæ Cyprianus direxerat, videlicet : Antoniani, Ciltini, Eutichiani, Gargilii majoris et minoris, Modiani, Maximi, Nampuli et Proculi. Nullus ex istis concilio interfuit, et vix supponi potest eos omnes tantulo intervallo mortuos fuisse, aut morbo correptos.

5° Celebrando huic concilio non alia potest assignari causa, nec de facto assignatur ab iis qui pro genuino illud habent, quam ut Cyprianus, decreto Stephani Papæ resistere volens, id perageret obsecundante numerosioris synodi auctoritate. Nam de ipsa quæstione quid unanimiter sentirent Africani Episcopi, jam semel et iterum, id est, in duabus præcedentibus synodis, patefecerant, ac de sua sententia litteris synodicis certiorem fieri Romanum Pontificem procuraverant. Igitur ad hoc tertium concilium ideo vocati sunt et frequentissimi accesserunt, ut Stephani Papæ decretum fortiter oppugnarent. Jam vero si hunc in finem coacta est synodus, debuit tota ejus disceptatio circa istud Romani Pontificis decretum versari. Deberent proinde acta, singulis fere lineis, decreti ejusdem mentionem, impugnationem ac confutationem exhibere. Porro ne syllaba quidem memoratum ibi reperies Stephanum Papam ejusve decretum, quamvis 87 Episcopi suam seorsim singuli sententiam promant. Exhibentur dicti concilii Patres quasi adhuc quæstionem de baptismate expenderent : *Superest ut de hac ipsa re* (nempe an rebapti-

zandi sint hæretici) *quid singuli sentiamus proferamus* (Labbe, t. I, col. 786, editionis Parisinæ, 1671).

Objicies. — Reverentiæ causa de Stephano Papa ejusque decreto expresse non loquuntur. Sed ad hocce decretum alludunt apertissime dum ita subjungunt : *Neque enim quisquam nostrum Episcopum se esse Episcoporum constituit, aut tyrannico terrore ad obsequendi necessitatem collegas suos adigit*, etc.

Respondeo. — Qua ratione reverentia vocari queat is agendi modus, ego prorsus non video. Africanis Episcopis rescripserat Stephanus Papa,eorum sententiam damnans, et ne rebaptizarent prohibens. Ipsi vero decretum istud ita contemnunt ac nihili faciunt, ut ne mentionem quidem de ipso facientes contrarium synodice pronuntient ; immo allusionem ad Romanum Pontificem, tacito ejus nomine, addant, qua eum tyrannidis accusant. Ea sane non reverentia, sed egregia potius insolentia dicenda est. Sed admitti nequit istiusmodi silentium de Romano Pontifice ac de ipsius decreto. Nam acta referunt quid singuli 87 Episcopi dixerint. Porro impossibile est ut de præfato decreto locuti non sint, cum (ut supponitur) ad expendendum et explodendum hoc ipsum decretum synodus coacta sit. Unde revera merito concluditur spuria esse illius concilii acta, ex eo quod de Stephani decreto prorsus sileant, et simul supponendum sit totam conciliarem disceptationem circa hocce decretum versatam fuisse.

6° Accedit contradictio inter doctrinam ab isto concilio propugnatam et ejusdem concilii conclusionem. Propugnant nempe Africani Patres et pro certo habent baptismi ab hæreticis collati nullitatem. Inde autem colligendum omnino veniebat, nulli Episcopo fas esse venientibus ex hæresi baptisma denegare. Porro econtra liberum decernunt ut hac in re suam quisque Episcopus sententiam sequatur : *Neminem judicantes, aut a jure communionis aliquem, si diversum senserit, amoventes.*

Igitur prætensum illud Carthaginense concilium nequa-

quam genuinum probatur, sed censendum est a Donatistis, prout alia ejusmodi documenta, confictum.

VIII. *De epistola Cypriani ad Magnum*[1].

Epistola ista, utpote Cornelii Papæ martyrium commemorans, supponi debet post illius Pontificis obitum scripta. Immo exarata dici deberet post exortam Stephanum inter et Cyprianum contentionem, et post rejectum a Cypriano Stephani decretum. Sic enim in ejus exordio legitur : *Consuluisti... an inter cæteros hæreticos eos quoque qui a Novatiano veniunt post profanum ejus lavacrum, baptizari et sanctificari in Ecclesia catholica legitimo et vero et unico Ecclesiæ baptismo oporteat.* Hanc scilicet difficultatem a Cypriano solvi cupiebat Magnus : *An inter cæteros hæreticos* rebaptizandi *quoque* forent Novatiani. Quæ verba supponunt agitatam fuisse prius quæstionem generatim quoad hæreticos, et vicisse in Africa Cypriani sententiam de iterando ipsis baptismo. Unde non prima hæc Cypriani hac de re epistola, ut putarunt nonnulli, sed ultima potius censenda foret. Quibus prænotatis spuriam dicimus illam epistolam ob sequentes rationes :

1. Fraudis suspicionem movet quod auctor epistolæ tam enixe studeat schismaticos Novatianos demonstrare atque ab Ecclesia sejunctos. Etenim, ut dictum est, post Cornelii Papæ obitum scripta epistola supponitur, eo scilicet tempore quo jam damnati fuerant Novatiani, ita ut publicæ notorietatis esset eorum ab Ecclesia separatio. Igitur quod Novatiani essent schismatici et extra Ecclesiam positi, nulla tunc demonstratione indigebat. Proinde Cypriano adscribenda non est epistola, ejusmodi supervacaneam demonstrationem continens. Cæterum si conferatur cum superioribus epistola hæc, ejusdem prorsus originis, atque ut ita dicam, officinæ facile reputabitur. Idem stylus, argumenta eadem, et ubique recurrens exemplum Core, Dathan et Abiron. Cum ergo

(1) Habetur in *Patrologia Migne*, tomo III, col. 1137.

apocryphas probaverimus supradictas epistolas, merito et hujus authenticitas in dubium vocatur.

2. Repugnat a sancto Cypriano adhibitum fuisse argumentum quo seipsum aperte condemnasset, quodque ipsi, cum summo ejus probro, retorquere haud omisissent Novatiani. Atqui tale argumentum adhibuisset Cyprianus, si pro genuina recipiatur ejus ad Magnum epistola. Sic nempe argumentatur ut probet Novatianos esse extra Ecclesiam : *Ecclesia una est, quæ una et intus esse et foris non potest. Si enim apud Novatianum est, apud Cornelium non fuit. Si vero apud Cornelium fuit, qui Fabiano Episcopo legitima ordinatione successit, et quem præter sacerdotii honorem martyrio quoque Dominus glorificavit, Novatianus in Ecclesia non est.* Aliunde autem in suo tractatu *de Unitate Ecclesiæ* dixerat : *Qui Ecclesiæ renititur et resistit, qui cathedram Petri super quam fundata est Ecclesia deserit, in Ecclesia se esse confidit?... Hanc Ecclesiæ unitatem qui non tenet, tenere se fidem credit?* Ex his duobus Cypriani textibus, sic schismatis notam in eum retorquere non omisissent Novatiani : « Si verum sit quod dicis, videlicet *in Ecclesia non esse qui resistit cathedræ Petri*; id est, Romano Pontifici, neque tu in Ecclesia es : Nam Stephano Papæ validum decernenti hæreticorum baptisma, et ne denuo venientibus ex hæresi conferatur prohibenti, pertinaciter resistis, contrariam doctrinam propugnans, præceptionemque transgrediens, et intentatam ab ipso excommunicationem nihili faciens. » Hanc retorsionem haud vitasset Cyprianus, si commentitia non esset prætensa ejus cum Stephano Papa contentio. Immo ejusmodi ex parte hæreticorum recriminatione plena forent synchrona documenta et ipsius Cypriani scripta. Eam scilicet Cyprianus et intorquendam prævidisset, et sæpius objectam refutare curasset. Porro ne syllaba quidem ullibi denotatur de ea retorsione sollicitum fuisse Cyprianum. Nimirum non perspexisset suam se condemnationem pronuntiare, dum Romani Pontificis decreto pertinaciter resistens, simul doceret extra Ecclesiam esse quicumque istiusmodi resisten-

tiæ reos sese faciunt. Cyprianum porro usque eo stipitem fuisse dicendum est, si hæc ad Magnum epistola pro genuina habeatur.

3. Accedit Cypriano tribui non posse arrogantiam, qua sententiam contrariam cum Stephano Papa defendentes ibidem vocantur *Antichristorum* fautores, *fidei prævaricatores* et *Ecclesiæ proditores*. Sic enim legitur numero decimo (*Patrologia Migne*, tomo III, col. 1146) : *Illud mirandum est, immo indignandum potius et dolendum, christianos Antichristis assistere, et prævaricatores fidei atque Ecclesiæ proditores intus in ipsa Ecclesia, contra Ecclesiam stare. Qui, quamquam pertinaces alias et indociles*, etc.

IX. *Epistola Firmiliani ad Cyprianum.*

Habetur in *Patrologia Migne* (tomo III, col. 1153) ; et est 75ª in editionibus Pamelii et Baluzii. Epistola hæc, teste Baluzio, inventa est in viginti sex manuscriptis codicibus Operum sancti Cypriani. Illam primus edidit Morel. Ignota non fuerat iis qui Romæ præfuerunt editioni Pauli Manutii ; ast eam edere noluerunt ; quod suadente se factum testatur Latinus Latinius. Is porro ita se suasisse dicit, tum ut exempla majorum sequeretur, tum ob detestandam auctoris illius epistolæ arrogantiam. Indignam quæ in lucem prodiret existimavit Pamelius eamdem illam epistolam ; et ideo tantum a se editam præmonet, quia jam ediderat Morellius.

Erasmus autem, qui Cypriani ad Jubaianum et Pompeium epistolas edidit, antiquissimosque, ut ipse testatur, Operum Cypriani codices præ manibus habuit, ne syllaba quidem Firmiliani ad Cyprianum epistolam commemorat. Bene noverat eruditus vir, in ejusmodi Operum Cypriani codicibus plura occurrere prorsus apocrypha ; unde in præfatione ad cardinalem Pucci directa, adnotat, *id fuisse Cypriani cum cæteris scriptoribus commune, quod ipsius lucubrationibus multa sint aliorum admixta*. Ex qua Erasmi agendi ratione colligendum venit, aut ab ipso repertam non fuisse dictam epistolam in ullo ex antiquis queis usus est codicibus, aut spuriam

prorsus existimatam. *Prorsus*, inquam; nam si repertam eam in suis codicibus, vel *dubiæ* authenticitatis reputasset, aliqua saltem adnotatione id consignasset. Quibus prænotatis, confictam a Donatistis Firmiliani epistolam dicimus ob sequentes rationes :

1. Illam ignoravit sanctus Augustinus. Dum enim de aliis Cypriani epistolis quas ipsi objiciebant Donatistæ mentionem facit, de ista prorsus silet. Non autem sileret si eàm objecissent Donatistæ. Ergo eam non objiciebant. Porro si jam nota fuisset eo tempore Firmiliani epistola, et eam in latinum vertisset ac publicasset S. Cyprianus, hoc potissimum documento nixi suam contra sanctum Augustinum causam defendissent Donatistæ.

Item de hac epistola silet Eusebius. Et tamen capite III libri septimi historiæ suæ (dato non concesso quod dictum caput Eusebii sit, et non confictum) eam allegare debuisset, utpote quæ plurimum valebat ad comprobanda quæ ibi narrat de contentione Cyprianum inter et Stephanum. Eam ergo ignoravit Eusebius.

Item de ea silet contemporaneus Dionysius Alexandrinus, in duabus epistolis quibus apud Romanos Pontifices Stephanum et Sixtum egit, ne severius contra Firmilianum procederent ob ipsius de rebaptizandis hæreticis opinionem. De quo Dionysii silentio fusius infra disseritur.

Item in scriptis quæ supersunt sancti Cypriani nulla occurrit mentio de Firmiliani epistola; quæ tamen tribus ante Cypriani martyrium annis scripta supponitur.

Præterea epistolæ Firmilianæ textus græcus nullibi repertus est; et quod latina versio quæ habetur sancti Cypriani sit, est mera conjectura. Incertus nempe hujus versionis auctor.

Jam vero epistola cujus textus authenticus, id est, græcus, non habetur, cujus versio incerti auctoris est, et de qua silent auctores contemporanei ac suppares qui de ea loqui debuissent, merito tanquam conficta spuriaque rejicitur.

2. Spuria etiam probatur ex eo quod ea quæ gesta narrat et supponit a die Ia septembris 256 usque ad diem primam decembris ejusdem anni, hoc brevi intervallo compleri non potuerint. Quam probationem evolutam vide infra, paragrapho 5.

3. Spuria probatur insuper epistola, ex eo quod tribui nequeat neque Firmiliano tanquam auctori, neque S. Cypriano tanquam traductori, ob indecentem furibundumque stylum, necnon ob enormia convicia quibus auctor utitur, et quibus usum Stephanum Papam asserit.

Emicuit Firmilianus, teste Eusebio (libro VII, capite v), inter *illustriores* Orientis Episcopos. Interfuit Iconiensi concilio, anni 234, in quo decisum est non valere baptisma quale apud Cataphriges hæreticos conferebatur. Præfuit primæ synodo Antiochenæ, quæ Paulum Samosatenum damnavit; et secundi concilii Antiocheni Patres eum vocarunt beatæ *recordationis virum* (Natalis Alexander, t. IV, pag. 94, edit. Ven., 1778). Honorificam de ipso mentionem facit sanctus Basilius in suis ad Amphilochium litteris (Operum tomo III, col. 63, editionis Benedictinorum, 1730). Et tandem a Græcis tanquam sanctus colitur, die 28 octobris. Jam vero expendamus an talis famæ ac integritatis Episcopus scribere unquam potuerit epistolam quæ ipsi tribuitur; an eam potuerit sanctus Cyprianus in latinum vertere ac publicare.

Postquam in exordio totus fuit epistolæ auctor ut unanimitatem commendet, retulitque Scripturæ verba, *ecce quam bonum et voluptabile est ut habitent fratres in unum*, et præmisit lætari angelos de adunatione nostra, contristari de nostris dissensionibus, subito, et quin possit lector talis transitionis rationem perspicere, excandescens contra Stephanum Papam ironice ipsi gratias agit de ipsius *inhumanitate*, quæ causa fuit cur gratissimas Cypriani litteras acceperit; ac eumdem Stephanum confert cum *Juda Iscariote;* eique *audaciam*, *insolentiam* ac *improbe gesta* exprobrat. Textum ipsum subjicimus : « Nisi quod nos gratiam referre Stephano in isto possumus,

quod per illius *inhumanitatem* nunc effectum sit ut fidei et sapientiæ vestræ experimentum caperemus. Sed non enim si nos propter Stephanum hanc beneficii gratiam cepimus, statim Stephanus beneficio gratiæ digna commisit. Neque enim et *Judas* perfidia sua et proditione, qua scelerate circa Salvatorem operatus est, dignus videri potest quasi causam bonorum tantorum ipse præstiterit, ut per illum mundus et gentium populus Passione Domini liberaretur. Sed hæc interim quæ ab Stephano gesta sunt prætereantur; ne, dum *audaciæ* et *insolentiæ* ejus meminimus, de rebus ab eo *improbe gestis* longiorem mœstitiam nobis inferamus » (*Patrologia Migne*, tomo III, col. 1150).

Occurrit postea error dogmaticus circa pœnitentiæ sacramentum. Inducitur nempe Firmilianus, de iis quibus per pœnitentiam medela ministratur, ita loquens : *Non quasi a nobis remissionem peccatorum consequantur, sed ut per nos ad intelligentiam delictorum suorum convertantur et Domino plenius satisfacere cogantur* (ibid., col. 1158). Quibus verbis aperte reducitur sacerdotale ministerium, in sacramento pœnitentiæ, ad procurandam pœnitentibus *intelligentiam delictorum* suorum, exigendamque ab ipsis pleniorem satisfactionem.

Sequitur stultitiæ injuria Stephano illata : « Quantum ad id pertineat quod Stephanus dixit, quasi apostoli eos qui ab hæresi veniunt baptizari prohibuerint et hoc custodiendum posteris tradiderint, plenissime vos respondistis neminem *tam stultum* esse qui hoc credat apostolos tradidissse » (ibid., col. 1158).

Stephano exprobrat quod ab Ecclesiæ pace et unitate discedere ausus sit, et apostolos Petrum et Paulum infamaverit : « Quod nunc Stephanus *ausus est* facere, rumpens adversum vos pacem, quam semper antecessores ejus vobiscum amore et honore mutuo custodierunt, adhuc etiam *infamans* Petrum et Paulum beatos apostolos, quasi hoc ipsi tradiderint » (ibid., col. 1159). Id quod dixerat Stephanus Papa vocat *ridiculum*

(col. 1160) et *absurdum* (col. 1162), et *qualis error et quanta sit cæcitas ejus* ostendit (col. 1168). Tum ita prosequitur : *Atque ego in hac parte juste indignor ad hanc tam apertam et manifestam Stephani stultitiam* (col. 1169). Asserit Stephanum hac agendi ratione *hæreticis communicare* (ibid.) ; exclamansque subjungit : *Et non pudet Stephanum hoc asserere, ut per eos qui, cum ipsi in omnibus peccatis sint constituti, dicat posse remissionem peccatorum dari, quasi possit esse in domo mortis lavacrum salutis !* (ibid., col. 1172).

Cætera convicia uno tractu transcribimus, eas voces sublineando quæ magis attendendæ sunt :

« Non metuis judicium Dei, hæreticis testimonium contra Ecclesiam perhibens?... Quinimo *tu hæreticis omnibus pejor es*... Nec intelligit animas eorum de manu tua exquiri cum judicii dies venerit?... Et insuper indignaris ! Vide *qua imperitia* reprehendere audeas eos qui contra mendacium pro veritate nituntur... *Lites enim et dissensiones quantas parasti* per Ecclesias totius mundi ! *Peccatum vero quam magnum* tibi exaggerasti, quando te a tot gregibus scidisti ! *Excidisti enim te ipsum;* noli te fallere, siquidem ille est vere *schismaticus* qui se a communione ecclesiasticæ unitatis *apostatam* fecerit. Dum enim putas omnes a te abstineri posse, *solum te ab omnibus abstinuisti.* Nec te informare ad regulam veritatis et pacis vel apostoli præcepta potuerunt monentis et dicentis : Obsecro ergo vos ego vinctus in Domino, digne ambulare vocatione qua vocati estis, cum omni humilitate sensus et lenitate, cum patientia sustinentes invicem in dilectione... (ad Ephes., IV, 1-6). Hæc Apostoli mandata et monita salutaria quam diligenter Stephanus implevit[1], humilitatem sensus et lenitatem servans ! Quid enim humilius aut lenius quam cum tot Episcopis per totum mundum dissensisse, pacem cum singulis vario discordiæ genere rumpentem, modo cum Orientalibus, quod nec vos latere confidimus, modo

(1) Notet lector hanc longam contra Stephanum ironiam.

vobiscum, qui in meridie estis; a quibus legatos Episcopos patienter satis et leniter suscepit, ut eos nec ad sermonem saltem colloquii communis admitteret; adhuc insuper dilectionis et charitatis memor, præciperet fraternitati universæ ne quis eos in domum suam reciperet; ut venientibus non solum pax et communio, sed et lectum et hospitium negaretur. Hoc est servasse unitatem spiritus in conjunctione pacis, abscindere se a charitatis unitate, et alienum se per omnia fratribus facere, et contra sacramentum et fidem *contumacis furore discordiæ* rebellare! Apud talem potest esse unum corpus et unus spiritus, *apud quem fortasse ipsa anima una non est*, sic lubrica et mobilis et incerta?... Et tamen *non pudet Stephanum* talibus adversus Ecclesiam patrocinium præstare et propter hæreticos asserendos fraternitatem scindere; insuper et Cyprianum *pseudo-Christum* et *pseudo-apostolum* et *dolosum operarium* dicere. Qui omnia in se esse conscius, pervenit ut alteri ea per mendacium objiceret, quæ *ipse ex merito audire deberet* » (*Patrologia Migne*, tomo III, a columna 1173 usque ad finem epistolæ). Ultimis citatis verbis æquivalenter asserit auctor epistolæ, merito et cum veritate Stephanum vocari posse *pseudo-Christum*, *pseudo-apostolum* et *dolosum operarium*. Quibus prænotatis sic arguimus :

Primo, cum talis indecentiæ, violentiæ ac furoris sit epistola ista, dicimus nec scribi a Firmiliano, nec verti ac publicari a Cypriano potuisse, cum aliunde certo constet Firmilianum ac Cyprianum graves ac sanctos præsules extitisse. Stare nequit sanctitas absque charitate, quæ ab illa profecto epistola prorsus exulat. Nec dicatur eos, prævia Stephani violentia impulsos, aliquid humani passos esse, ac sic extra metam abreptos. Nam præter quam quod viri sancti sese in pudendas ejusmodi injurias abripi non sinunt, prætensa illa Stephani prævia provocatio, quam asserit epistola, novum argumentum est, ejusdem epistolæ authenticitatem explodens. Etenim,

Secundo, prorsus repugnat aliquem Romanum Pontificem

adeo gravitatis dignitatisque suæ obitum fuisse, ut primarium Africæ Antistitem Cyprianum, in defendendo contra Novatum Cornelio Papa, de Sede apostolica tam bene meritum, probrosis *pseudo-Christi*, *pseudo-apostoli* et *dolosi operarii* denominationibus notaverit. Nihil tale apud genuina Sedis apostolicæ acta, præsertim hoc ævo, reperietur. Magis autem repugnat id supponere de sancto Stephano martyre. Putidum igitur commentum censendum est, hæretica Donatistarum manu mendaciter exaratum.

Tertio, si genuina foret epistola hæc, dicendum esset in manifestum schisma turpiter lapsos esse, tum Firmilianum qui eam scripsisset, tum et Cyprianum qui latine publicasset. Multipliciter enim ibi asseritur Stephanum Papam seipsum excommunicasse et ab Ecclesiæ unitate separasse, ipsumque *hæretico pejorem* esse. Unde auctor epistolæ vicissim sese hoc ipso declarat a Stephano Papa separatum, ejusque decisioni ac præcepto resistentem; quod est ipsissimum schisma profiteri. Cui adhæsisset Cyprianus epistolam approbando et latine publicando. Proinde non pro sancto, sed pro furibundo schismatico habendus foret Cyprianus. Nec, absque prævia pœnitentia et retractatione, maculam abstergere martyrium ejus potuisset. Nam, prout ipse dicit in sua ad Cornelium epistola, loquens de Novatianis hæreticis, *etsi aliquis ex talibus fuerit apprehensus, non est quod sibi quasi in confessione nominis blandiatur, cum constet, si occisi ejusmodi extra Ecclesiam fuerint, fidei coronam non esse, sed pœnam potius esse perfidiæ, nec in domo Dei inter unanimes habitaturos esse, quos videmus de pacifica et divina domo furore discordiæ recessisse* (epistola 77ª in editionibus Baluzii et Pamelii). Atque idem docuit sanctus Augustinus : *Foris ab Ecclesia constitutus et separatus a compage veritatis et vinculo caritatis, supplicio æterno punieris, etiamsi pro Christi nomine vivus incendereris* (epistola ad Donatum, operum tomo II, col. 614, editionis Benedictinorum). Quid cogitaverit ac docuerit sanctus Cyprianus de iis qui Romano Pontifici obtemperare re-

nuunt, ipsemet testatus est hisce aureis, nec satis unquam laudandis verbis : *Neque enim aliunde hæreses obortæ sunt, aut nata sunt schismata, quam inde quod sacerdoti Dei non obtemperatur; nec unus in Ecclesia ad tempus sacerdos, et ad tempus judex vice Christi cogitatur; cui si secundum magisteria divina obtemperaret fraternitas universa, nemo adversum sacerdotum collegium quidquam moveret.* Cum hæc fuerit sancti Cypriani certa doctrina, ipsi procul dubio injuriam facit, qui prætensæ Firmiliani epistolæ eum adhæsisse pronuntiat.

Quarto, evincunt insuper citata verba habitum a Cypriano Romanum Pontificem, tanquam supremum et infallibilem judicem controversiarum in fidei et morum quæstionibus. Quod et alibi, loquens de schismaticis Fortunato et Felicissimo, sic exprimit : *Navigare audent, et ad Petri cathedram atque Ecclesiam principalem, unde unitas sacerdotalis exorta est, a schismaticis et profanis litteras ferre, nec cogitare eos esse Romanos, quorum fides apostolo prædicante laudata est, ad quos perfidia habere non possit accessum* (epistola ad Cornelium Papam, quæ est 55ª in editionibus Baluzii et Pamelii). Cum Romanum Pontificem ita manifeste agnoverit Cyprianus tanquam supremum pastorem et infallibilem controversiarum judicem, non potuit, ni supponatur in furorem et amentiam raptus, Firmilianæ epistolæ adhærere, quæ ejusdem Romani Pontificis judicium ac præceptum rejicit, tanquam absurdum, stultum, erroneum, arrogantia et insolentia plenum. Quem sensum manifestissimum perspiciens anglicanus Fell, hanc dictæ epistolæ notam affixit : *Hunc certe* (id est Stephanum Papam) *Firmilianus minime opinatus est fuisse universalem Ecclesiæ pastorem, et controversiarum infallibilem judicem, cujus personam et definitionem tam inciviliter tractavit* (in editione Operum S. Cypriani, a Fell et Pearsonio, 1682). Igitur apocrypha etiam censenda est hæc Firmiliani ad Cyprianum epistola.

§ 5. — Conficta fuisse dicta documenta colligitur ex eo quod defuerit tempus sufficiens ut complerentur ea quæ in iisdem documentis gesta narrantur.

Propositio I^a^. — *Inchoatum esse tertium concilium Carthaginense die prima septembris* 256, *communiter admittunt et pro certo habent eruditi, qui genuinum illud concilium reputant.* — Quod inchoatum sit dictum concilium *calendis septembris*, in ipsismet ejus actis exprimitur. Quod autem agatur de mense septembri *anni* 256, non autem anni posterioris, concluditur ex eo quod habita sit dicta synodus vivente Stephano Papa, et quod Pontifex ille die 2 augusti 257 martyr occubuerit. Nec opus est ut in ea re demonstranda immoremur, cum ab eruditis unanimiter tanquam certa habeatur. Nimirum *mense septembri anni* 256 celebratum esse tertium istud concilium cujus acta in extenso habemus, nullus negare potest, negavit hucusque nullus[1].

Equidem variant eruditi ac multum desudant quoad duorum aliorum conciliorum epocham. Tria enim celebrata esse Carthagine concilia in causa rebaptizationis admittere coguntur, videlicet : *primum* quando Cyprianus hac de re consultus fuit ab Episcopis Numidiæ : *secundum* de quo mentio fit in Epistola Cypriani ad Stephanum : et *tertium* denique cujus acta supersunt. Porro eruditi plures et celebriores *primum* concilium habitum volunt anno 255. Quoad *secundum* magis variant. Alii siquidem illud collocant sub finem anni 256. Pearsonius et Baluzius, difficultatem perspicientes si eodem fere tempore secundum et tertium celebratum diceretur, secundum etiam anno 255 affixerunt. At Natalis Alexander tribus conciliis eumdem annum 256 assignat. Unde variæ quidem opiniones quoad primi et secundi epocham. Ast quoad *tertium*, quod bene notet lector, assignant omnes mensem septembrem anni 256.

(1) Agimus dumtaxat de eruditis qui concilium istud genuinum reputant. Nos et concilium illud et totum factum Cyprianicum ad fabulas amandamus.

Propositio IIª. — *Scripta est (si genuina sit) Firmiliani epistola instante hieme anni 256, id est, non tardius saltem die prima decembris dicti anni.* — Etenim in ipsa epistola dicitur de legato qui eam ad Cyprianum perlaturus erat : *Quoniam vero legatus iste a vobis missus regredi ad vos festinabat et hibernum tempus urgebat.* Noluit ergo Firmilianus diutius retinere legatum illum, ne sæviente hieme navigaret; seu, quod idem est, ut remeare posset priusquam hibernum tempus desævire cœpisset. Id vero dici potuit si dimissus fuerit legatus mense novembri, vel octobri, vel etiam septembri. At nequaquam dici potuisset, si dimissus fuisset tardius die prima decembris. Nam tunc navigare debuisset toto mense decembri et januario, cum ad redeundum Carthaginem necessarii fuerint dies 60, ut dicetur infra. Proinde hiemis sævitiem non devitasset, sed econtra plenam subiisset; nec hiemis vicinitas ratio fuisset iter accelerandi. Igitur non tardius saltem die prima decembris dimissus est legatus qui Firmiliani epistolam Cypriano detulit.

Aliunde autem tota hæc Firmiliani epistola viventem supponit Stephanum Papam. Proinde scripta est instante hieme anni 256, non autem instante hieme anni 257, cum obierit Stephanus die 2 augusti 257. Scripta ergo fuit anno 256, nec tardius prima die decembris illius anni.

Propositio IIIª. — *Defuit tempus necessarium ut complerentur ea quæ gesta dicantur ab inchoato concilio tertio Carthaginensi usque ad consignatam Rogatiano Firmiliani epistolam.* — Inchoata est dicta synodus die prima septembris 256; consignata vero Firmiliani epistola, non tardius saltem die prima decembris ejusdem anni. Interfluxere scilicet tres duntaxat menses. Jam vero hoc trium mensium spatio compleri non potuere quæ in allegatis documentis gesta narrantur. Quod ut facile pateat duplicem expendemus opinionem eruditorum, documenta hæc genuina reputantium; eorum scilicet qui pauciora, et eorum qui plura ejusmodi gesta intra illos tres menses concludunt. Tum ostendemus in utraque hypo-

thesi merum commentum esse totam illam Cyprianum inter et Stephanum contentionem.

I. *Hypothesis quæ ad quam minimum reducit numerum gestorum intra dictos tres menses.* — Inter eruditos nempe viderunt nonnulli quam absone intra dictum temporis spatium tot eventus congererentur. Hinc obvium documentorum textum violenter torquendo, multa hisce tribus mensibus anteriora fuisse contendunt. At fateri coacti sunt intra præfatos tres menses contigisse sequentia : 1° celebrationem concilii tertii Carthaginensis; 2° ablegationem duorum episcoporum ad Stephanum Papam; 3° sat longam eorum Romæ moram, dum Romani Pontificis responsum expectarent; 4° reditum eorumdem in Africam; 5° epistolæ Cypriani ad Firmilianum conscriptionem; 6° profectionem Rogatiani, Cæsaream ad Firmilianum a Cypriano missi, et ipsius aliquam in præfata urbe moram, antequam Carthaginem repeteret.

II. *Hypothesis quæ multo plures eventus intra dictos tres menses collocat.* — Eruditi multi, attentis documentis famosam illam contestationem exhibentibus, eaque documenta pro genuinis habentes, chronotaxim eorum quæ gesta sunt statuerunt in hunc modum : 1° Celebrata est, a die prima septembris 256, Carthaginensis synodus tertia. 2° Romam expediti sunt Episcopi duo, qui acta Stephano perferrent. 3° Eos ad colloquium admittere noluit Romanus Pontifex; immo prohibuit ne a fidelibus hospitio reciperentur. 4° Expectarunt nihilominus, et longo quidem tempore, Stephani Papæ responsum. 5° De his certior factus est Cyprianus; ipsiusque legatis adhuc Romæ Stephani responsum expectantibus, ipse interea composuit tractatum suum *de Bono patientiæ.* 6° Perlata est Cypriano epistola Jubaiani Episcopi, cujus et sedes et patria ignoratur. Hac epistola Jubaianus Cyprianum consulebat de quæstione rebaptizationis, simul autem innuebat Stephanum haud grata responsurum, et Cypriano transmittebat scriptionem quamdam, cujus auctor ipse Stephanus Papa reputatus est. Quam scriptionem confutat Cyprianus in

sua longa ad Jubaianum epistola. 7° Pervenit tandem ad Cyprianum Stephani Papæ responsio. Cujus Pontificii rescripti fragmentum habetur apud Eusebium, itemque in epistola Cypriani ad Pompeium. 8° Interea Pompeius consuluit et ipse Cyprianum de quæstione rebaptizationis; et ira commotus Cyprianus ob Stephani responsum, rescripsit Pompeio, Romani Pontificis sententiam acriter refellens. 9° Ab adversariis Cypriani evulgata contra ipsum est longa scriptio anonyma, haud leni stylo exarata. Cui Cyprianus opposuit suum *de Invidia* tractatum. 10° Tandem expeditus a Cypriano est, ad Firmilianum, Cæsareæ in Cappadocia Episcopum, Rogatianus diaconus, cum epistola, quæ non habetur. Isque Cæsarea discessit, responsum Firmiliani perferens, instante hieme, id est, ut diximus, non tardius saltem die prima decembris, anni 256.

III. *In utraque hypothesi defuit tempus necessarium ut complerentur quæ completa dicuntur præfato trium mensium spatio.* — Id demonstremus quoad priorem hypothesim, quæ pauciores eventus assignat. Dicimus nempe variis gestis in hac hypothesi admissis, necessaria fuisse *ad minus* sequentia temporis spatia.

1° Ad celebrandum tertium Carthaginense concilium, subscribendaque acta et concinnandam epistolam synodicam Stephano Papæ expediendam, dies 10.

2° Ut legati Romam pervenirent, dies 8. Equidem tunc temporis aliquando paulo citius iter istud expediebatur; at sæpe ulterius protrahebatur. De quo vide rev. Tizzani (opere citato).

3° Ad commorationem legatorum Romæ dum Stephani Papæ responsum expectarent; id est, ut Romanus Pontifex acta ista conciliaria recognosceret, concilium seu presbyterium suum (pro constanti hujus ævi more) adunaret, remque cum eo discuteret, et responsorias litteras præpararet, dies 20.

4° Ut legati Carthaginem repeterent, dies 8.

5° Ut Cyprianus Stephani Papæ responsum legeret ac per-

penderet, et suam scriberet ad Firmilianum Epistolam, quæ non extat, sed quam longissimam fuisse testatur Firmilianus, dies 5.

6° Ut Rogatianus, a Cypriano expeditus, Cæsaream perveniret, dies 60. Necessarium ad minus fuisse hoc temporis spatium fuse demonstrat Rev. Tizanni (opere citato, pag. 192 et seq.), explorata hujus ætatis navigandi ac iter faciendi ratione, ac sedulo computatis distantiis.

7° Ut Rogatianus Cæsareæ ab itineris defatigatione sese reficeret, utque Firmilianus Cypriani litteras, *non in transcursu*, ut ipse ait, legeret, sed *sæpe repetita memoriæ mandaret*, item ut ipse longissimum suum responsum conscriberet, dies 8.

Jam vero hæc varia temporis spatia simul addita summam conficiunt dierum 117. Igitur impossibile fuit compleri enumerata gesta trium mensium, id est, 90 dierum spatio. Quæ conclusio si vera sit quoad priorem hypothesim, eventus admittentem quam paucissimos, quanto magis vera erit quoad posteriorem, quæ intra dictos tres menses concedit gesta esse multo plura, ac nominatim compositos a Cypriano tractatus duos!

IV. Hinc merito concluditur conficta fuisse documenta quibus nititur prætensa illa Cyprianum inter et Stephanum Papam controversia. Etenim conficta et spuria censenda sunt documenta quæ intra certum temporis spatium gesta referunt, quæ hocce spatio compleri non potuerunt. Ad id non attenderunt impostores, qui documenta hæc et totam illius contentionis historiam finxere.

§ 6. — Attentis scriptis auctorum synchronorum et proxime secutorum, celebris contentio Cyprianum inter et Stephanum, admittenda non est ut certa : immo potius ad fabulas rejicienda.

In superioribus paragraphis, ex ipsomet documentorum tenore probavimus, ea pro spuriis esse habenda. Nunc idem probandum venit ex scriptoribus, sive contemporaneis, sive

proxime secutis. Synchronos scriptores expendendos habemus duos, Pontium diaconum, et Dionysium Alexandrinum; proximiores vero, Eusebium, S. Basilium, S. Hieronymum, S. Augustinum, Optatum Milevitanum, et quemdam anonymum. De quibus omnibus seorsim sub sequentibus numeris.

I. *Silentium Pontii diaconi de prætensa contentione, probat eam commentitiam esse.*

De Pontio diacono mentionem fecit sanctus Hieronymus his verbis : « Pontius diaconus Cypriani, usque ad diem passionis ejus cum ipso exilium sustinens, egregium volumen vitæ et passionis Cypriani reliquit » (*de Scriptoribus ecclesiasticis* capite LXVIII). Hunc Pontii diaconi librum reperies in *Patrologia Migne* (tomo III, col. 1482 et seq.). In eo enarrat Pontius Cypriani vitam, gesta et martyrium. De tribus autem conciliis quæ, præside Cypriano, celebrata fuissent circa hæreticorum baptisma, deque exorto celebri dissidio Cyprianum inter et Stephanum Papam, ne syllabam quidem profert. Jam vero ex illius auctoris silentio colligendum dicimus, spuria esse documenta quibus dictæ contentionis historia nititur.

Equidem alicujus scriptoris silentium de facto aliquo, per se solum non probat factum istud non contigisse. At vero tales dari possunt circumstantiæ, ut scriptor non possit factum aliquod, si revera contigerit, silentio prætermittere; et tunc ex silentio scriptoris merito colligitur prætensi facti falsitas. Ea porro fuit Pontii diaconi conditio relative ad celebrem, Cyprianum inter et Stephanum, contentionem. Si revera contigisset famosum istud dissidium, illud imprimis non ignorasset Pontius, individuus ille Cypriani comes, qui exilium etiam cum ipso sustinuit et martyrii testis fuit. Unde quod Pontius hujusce contentionis factum siluerit, non ignorantiæ tribui potest. Aliunde autem si factum istud noverit, non potuit de illo silere. Siluisset enim, vel ex eo quod illud minoris momenti reputaverit, vel quia illud existimavit non in laudem, sed in vituperationem Cypriano cessurum, eaque de causa prætermittendum. Atqui neutrum dici potest :

1° Silere non potuit ex eo quod factum minoris momenti reputaverit. Nam inter Cypriani gesta, præcipuum istud (si martyrium excipias) et famosissimum fuisset. Ea scilicet quæstio universas Africæ Ecclesias commovisset. Ad eam expendendam tria, præside Cypriano, concilia celebrata fuissent. Cypriani et Afrorum sententiam condemnasset Romanus Pontifex, simulque sub intentata excommunicatione prohibuisset ne denuo baptizarentur qui apud hæreticos baptisma receperunt. Cui præcepto ac dogmatico decreto publice restitissent Cyprianus et Africani antistites, eisque unus e clarissimis Orientalis Ecclesiæ præsulibus Firmilianus adhæsisset. Immo a Cypriano ipsiusque sequacibus dictum Romani Pontificis decretum palam confutatum fuisset, inusta *erroris*, *stultitiæ*, *arrogantiæ* ac *pravitatis* nota. Et tandem ab iisdem habitus fuisset et declaratus Stephanus Papa tanquam qui seipsum ab unitate Ecclesiæ resecasset. Hæc sane, si revera contigerint, adeo gravia sunt, ut nihil prorsus in tota ipsius vita majoris momenti videri queat. Absone igitur diceretur ideo de his siluisse Pontium diaconum quod minoris momenti reputaret; præsertim cum tot alia multo leviora commemoret.

2° Neque siluisse censendus est ex eo quod timuerit ne Cypriani famæ maculam imprimeret. Nam ideo putasset Pontius maculari posse Cypriani famam ex illius facti enarratione, quia factum istiusmodi habuisset tanquam pravum ac damnabile. Jam vero si Pontius ita Cyprianicum factum judicaverit, expendamus quid contingere debuerit. Vel Cyprianus ante martyrium sese retractavit, vel non. Si prius, haud omisisset Pontius retractationem illam enarrare, utpote Cypriano honorificam. Si posterius Cyprianum habuisset, non tanquam sanctum martyrem, summis laudibus prosequendum, sed tanquam pertinacem virum, qui in pravitate sua perseverans occubuisset.

Præterea is est libri a Pontio scripti tenor, ut per se solum probet quam maximam et quam maxime sinceram scriptoris erga sanctum Cyprianum admirationem. Describi a se

dicit Cypriani vitam, *non quod aliquem vel gentilium lateat tanti viri vita, sed ut ad posteros quoque nostros imcomparabile et grande documentum in immortalem memoriam porrigatur.* Igitur repugnat quod sciens mentiatur Pontius diaconus; dum Cyprianum exhibet tanquam sanctitatis ac virtutis præclarum atque absolutissimum exemplar. Qua supposita Pontii sincera admiratione, sic arguo :

Vel celebrem contentionem ex parte Cypriani legitimam et nullatenus damnabilem existimasset, et tunc eam non siluisset; vel existimasset pravam, sed simul novisset retractatam, et tunc retractationem hanc sedulo enarrasset. Cum ergo de hac celebri contentione prorsus sileat, rigorose sequitur ignoratam ab eo fuisse. Aliunde vero eam ignorare non potuit, si revera contigerit; ergo commentitia est et ad fabulas amandanda tota hujusce contentionis historia.

II. *Quod reperitur in historia ecclesiastica Eusebii testimonium de facto Cyprianico, non fuit ab Eusebio scriptum, sed ipsius textui insertum.*

Qui certam existimant Cyprianum inter et Stephanum contentionem, Eusebii potissimum testimonio nituntur. Nec mirum. Etenim in ecclesiastica ejus historia, libro VII, capite III, contentio illa clare omnino asseritur hisce verbis : « Primus omnium Cyprianus, qui tunc temporis Carthaginensem regebat Ecclesiam, non nisi per baptismum ab errore prius emundatos admittendos esse censuit. Verum Stephanus nihil adversus traditionem quæ jam inde ab ultimis temporibus obtinuerat innovandum ratus, gravissime id tulit » (translatio Henrici Valesii). Cypriano fere contemporaneus extitit Eusebius; unde nec potuit circa celebrem illam quam enarrat contentionem errare. Hinc certam revera demonstraret dictam contentionem citatus Eusebii textus, nisi merito negaretur scriptum eum ab Eusebio fuisse, vel (si ab eo scriptus sit) nisi ex gravissimis rationibus dicendus esset Eusebius hoc in loco decipere voluisse. Putavit Missorius Eusebium, suspectæ cæteroquin doctrinæ virum, ex malitia falso id asse-

ruisse. Nos vero dicimus citatum caput tertium libri septimi, non esse Eusebii, sed ejus historiæ insertum. Nec putet lector ad eludendum tanti scriptoris testimonium excogitatam a nobis illam quasi desperatæ nostræ thesis defensionem : non ita sane. Validas existimamus et sanis critices regulis nixas rationes quæ obstant ne dictum caput pro genuino habeatur. Faveat lector eas attente perpendere, et num peremptorium sit prætensum Eusebii testimonium ipsius judicium sit.

1. *Exhibetur totus Eusebii contextus.* — Septimum historiæ suæ librum sic exorditur Eusebius : « Septimum quoque ecclesiasticæ historiæ librum magnus ille Dionysius suis verbis nobiscum una contexet, cuncta quæ ætate sua contigerunt in epistolis quas reliquit singillatim exponens. Hinc porro narrationis nostræ ducemus exordium. »

Sequitur caput I, quod inscribitur *de Improbitate Decii et Galli*, et in quo nihil occurrit ad quæstionem nostram pertinens. Sed a capite secundo inclusive, usque ad quintum inclusive, agitur de hæreticorum ad Ecclesiam redeuntium rebaptizatione et de suborto inde dissidio. Quapropter quatuor ista capita ex integro transcribimus, adhibita Henrici Valesii latina traductione :

« Caput II. — Interea Romæ cum Cornelius tribus circiter annis episcopatum tenuisset, Lucius in ejus locum substituitur, qui vix octo mensium spatio perfunctus eo munere, moriens episcopale officium Stephano dereliquit. Ad hunc Stephanum Dionysius primam earum quæ de baptismo conscriptæ sunt epistolam exaravit, cum per id tempus non mediocris controversia exorta esset, utrum eos qui ex qualibet hæresi convertuntur, baptismo purgari oporteret. Quippe antiqua consuetudo invaluerat, ut in ejusmodi hominibus sola manuum impositio cum precationibus adhiberetur. »

Caput III. — « Primus omnium Cyprianus, qui tunc temporis Carthaginensem regebat Ecclesiam, non nisi per baptismum ab errore prius emundatos admittendos esse censuit. Verum Stephanus nihil adversus traditionem quæ jam inde

ab ultimis temporibus obtinuerat innovandum ratus, gravissime id tulit. »

Caput iv. — « Ad hunc igitur, ut dixi, multa de hoc argumento Dionysius per litteras scripsit. In quibus id tandem illi indicat, omnes ubique Ecclesias, mollito jam persecutionis furore, Novati turbulentam novitatem detestantes, inter se pacem iniisse. Sic autem scribit : »

Caput v. — « *Scias autem, frater, cunctas per Orientem et ulterius positas Ecclesias, quæ prius ante discissæ, nunc tandem ad unitatem reversas esse : et omnes Ecclesiarum ubicumque antistites unum idemque sentire et ob redditam insperato pacem incredibili gaudio exultare : Demetrianum scilicet Episcopum Antiochiæ, Theotistum Cæsareæ, Æliæ, post mortem Alexandri Mazabanem, Marinum Tyri, Laodiceæ vero post Thelemidris obitum Heliodorum, Helenum Tarsi cunctasque Ciliciæ Ecclesias, Firmilianum denique cum universa Cappadocia. Solos enim illustriores Episcopos nominavi, ne forte epistola nostra prolixior et oratio molestior redderetur. Syriarum quidem provinciæ omnes cum Arabia, quibus identidem necessaria suppeditatis, et quibus litteras nunc scripsistis, Mesopotamia quoque, Pontus ac Bithynia; ac, ut uno verbo absolvam, omnes ubique terrarum lætitia gestiunt, Deoque gratias agunt ob hanc concordiam fraternamque charitatem.* Et hæc quidem Dionysius scribit. Cæterum cum Stephanus Ecclesiam biennio administrasset, Xistus in ejus locum successit. Ad hunc Dionysius secundam *de baptismo* scripsit epistolam, in qua Stephani simul ac reliquorum Episcoporum sententiam ac judicium exponit, de Stephano ita scribens : *Antea quidem litteras scripserat de Heleno et de Firmiliano, de omnibus denique sacerdotibus per Ciliciam, Cappadociam cunctasque finitimas provincias constitutis, sese ob eam causam ab illorum communione discessurum, quod hæreticos rebaptizarent. Ac vide, quæso, gravitatem negotii. Revera enim in maximis, ut audio, Episcoporum conciliis decretum est, ut qui ab hæreticis ad catholicam Ecclesiam accedunt, primum catechumeni fierent, ac deinde veteris et impuri fermenti sordibus per baptismum pur-*

garentur. De his omnibus ego ad illum epistolam misi, rogans atque obtestans. Et aliquanto post : *Sed et charissimis*, inquit, *fratribus et compresbyteris nostris Dionysio ac Philemoni, qui prius idem cum Stephano senserant deque iisdem rebus ad me scripserant, antea quidem breviter, nunc vero pluribus verbis scripsi.* Verum de supradicta quæstione hactenus. »

Alias Dionysii epistolas de baptismo, citat aut commemorat Eusebius (capite VII et sequentibus libri VII) ut sequitur : « In tertia autem epistola ad Philemonem, Ecclesiæ Romanæ presbyterum *de baptismo* scripta, idem Dionysius hæc refert : ... *Hanc ego regulam et formam a beatissimo Papa nostro Heracla accepi. Eos enim qui ab hæreticis veniebant, tametsi defecissent, seu potius non defecissent illi quidem, sed in speciem cum fratribus communicantes, clam perversæ doctrinæ magistros adire delati essent, ab Ecclesia ejectos, post multas tandem preces non prius admisit, quam quæcumque ab adversariis audierant palam exposuissent. Ac tum demum ad communionem eos admittebat, nequaquam existimans iterato baptismate opus esse. Quippe jam antea Spiritum sanctum ab ipso acceperant.* Rursus hac quæstione abunde ventilata, concludit in hunc modum : *Illud*, inquit, *præterea didici, non ab Afris solis hunc morem nunc primum invectum fuisse, sed et multo antea, superiorum Episcoporum temporibus, in Ecclesiis populosissimis, et in conciliis fratrum apud Iconium et Synnada, et apud alios plurimos idem sancitum fuisse. Quorum sententias et statuta subvertere, eosque ad jurgia et contentiones excitare equidem nolim. Scriptum est enim : Non commutabis terminos proximi tui quos parentes tui constituerunt.* Quarta ejus *de baptismo* epistola ad Dionysium scripta est, tunc quidem Romanæ urbis presbyterum, sed qui aliquanto post tempore ejusdem urbis Episcopus est constitutus. Ex qua hunc ipsum Romanum Dionysium eruditissimum planeque admirandum virum fuisse, testimonio Dionysii Alexandrini, licet cognoscere. Porro in hac ad illum epistola de Novato ita scribit :

« *Nam Novatianum*, inquit, *merito aversamur, quippe qui*

Ecclesiam discidit, et quosdam ex fratribus ad impietatem blasphemiamque pertraxit; qui nefariam de Deo doctrinam invexit, et clementissimum Dominum nostrum Jesum Christum quasi implacabilem calumniatur : qui præterea sacrum lavacrum obliterat; fidemque et confessionem quæ baptismum præcedunt evertit; et Spiritum sanctum penitus ab illis fugat, tametsi spes aliqua subsit vel quod in illis adhuc maneat, vel quod ad eos reversurus sit.

« Extat et quinta ejusdem epistola ad Xistum Romanæ urbis Episcopum scripta. »

Hanc quintam epistolam citat Eusebius (libro VII, capite IX). In ea exponit Dionysius casum cujusdam diœcesis suæ viri, qui apud hæreticos baptizatus, et existimans debitam sacramenti formam servatam non fuisse, se iterum baptizari enixe ac cum lacrymis flagitabat. A Xisto Papa postulat Dionysius, an debeat virum istum baptizare. Postea sic pergit Eusebius :

« Præter supradictas est etiam sexta ejusdem epistola *de baptismo*, ipsius et Ecclesiæ quam regebat nomine, ad Xistum et Ecclesiam urbis Romæ directa, in qua de proposita quæstione prolixam admodum disputationem instituit. Præter has alia extat ejusdem epistola *de Luciano*, ad Dionysium Romanum scripta. Sed de his hactenus. »

Habes, lector, quidquid de hac re dicit Eusebius, quidquid citat ex Dionysio. De Cypriano, ut vides, et ipsius contentione, non agitur nisi in transcripto capite tertio, quod duabus dumtaxat phrasibus constat. In reliquis agitur de contentione Stephani Papæ cum Orientalibus Episcopis, non cum Cypriano. Et verba Dionysii ab Eusebio citata priorem solam memorant, nullatenus posteriorem. Unde totum Eusebii de facto Cyprianico testimonium hoc tertio capite, duabus phrasibus constante, concluditur. Expendamus nunc an brevissimum illud caput tertium pertineat ad genuinum Eusebii textum, an vero ei fuerit insertum.

2. *Rationes quæ probant caput tertium libri septimi Euse-*

biennæ historiæ esse apocryphum. — 1° Si legantur uno tractu caput secundum et caput quartum, omisso tertio, non tantum orationis series nulla incohærentia interrumpitur, sed melius cum reliquis quadrat. Quod ut compertum habeat lector, post ultimum capitis secundi verbum, subjungat primas capitis quarti voces, et videbit narrationis filum optime procedere. Melius insuper cohæret cum citatis Dionysii litteris. Nam Dionysius, Xisto Romano Pontifici scribens ac breviter recensens quid de quæstione baptismatis contigerit sub ejus prædecessore Stephano Papa, refert scriptas a Stephano litteras *de Heleno et de Firmiliano, de omnibus denique sacerdotibus per Ciliciam, Cappadociam cunctasque finitimas provincias constitutis*, quibus in litteris declarabat Stephanus *sese ob eam causam ab illorum communione discessurum.* Hæc Dionysii verba supponunt non extitisse prætensam Cypriani cum Stephano contentionem. Nam si extitisset, eam præcipue Dyonisius utpote acerbiorem, commemorasset in hac ipsa phrasi, in qua enumerat provincias, quorum Episcopis excommunicationem comminatus fuerat Stephanus. Cum ergo Dionysius de contentione Cypriani et Episcoporum Africæ prorsus sileat, et memoret solum cum Orientalibus Episcopis dissidium, ipsius narrationi non cohæret caput tertium Eusebii, factum Cyprianicum enuntians. Præsertim postquam monuerat Eusebius se desumpturum ex epistolis Dionysii quidquid in hoc libro narraturus erat. Igitur ex eo quod dictum caput tertium nullatenus necessarium sit ad narrationis filum, et male quadret cum narratione reliqua, jam vehemens exurgit suspicio, nihil aliud esse hocce caput, seu duas illas phrases quibus constat, quam notam aliquam in margine positam, et postea textui insertam; notam autem istam marginalem ab aliquo scriptam fuisse qui verum reputaverit factum Cyprianicum, vel fraudulenter illud persuadere voluerit. Cui fundatæ suspicioni, probationes proprie dictas addimus, quæ sequuntur :

2° Non potuit Eusebius scribere quod palam falsum esse sciebat, nimirum *primum fuisse Cyprianum* in propugnanda

de rebaptizandis hæreticis sententia. Cujus argumenti vim ut bene perspectam habeat lector, præmittendum est duplicem extare textus græci lectionem, quoad priores voces capitis tertii. In codice regio legitur : πρῶτος τότε Κυπριανός (*primus tunc Cyprianus*, Carthaginensis Ecclesiæ pastor, non aliter quam per baptisma in antecessum ab errore mundatos admitti opertere censuit). Sed in quatuor aliis codicibus habetur : πρῶτος τῶν τότε Κυπριανός, etc. Quam posteriorem lectionem merito sic interpretatus est annalista Cyprianicus : *primus eorum qui tunc temporis extiterunt*. Vox autem *primus* ibi intelligi nequit nisi, vel *quoad tempus*, vel *quoad meritum* seu famam. Unde asseruisset Eusebius Cyprianum, vel *primum fuisse tempore*, vel *primum fuisse fama ac merito*, qui rebaptizandos esse hæreticos propugnaverit. Atqui neutrum dicere potuit Eusebius.

Primo, repugnat ab Eusebio commemoratum fuisse Cyprianum tanquam qui *primus tempore*, id est, ante alios quoslibet Episcopos, dictam sententiam defenderit. Nam in hoc ipso libro septimo historiæ suæ profert Eusebius Dionysii Alexandrini epistolas, quæ contrarium expresse testantur. *illud præterea didici* (ait laudatus Dionysius in sua ad Philemonem epistola), *non ab Afris solum hunc morem nunc primum invectum fuisse; sed et multo antea, superiorum Episcoporum temporibus, in Ecclesiis populosissimis et in conciliis fratrum apud Iconium et Synnada et apud alios plurimos idem sancitum fuisse*. Quomodo Eusebius, qui hæc verba refert et sua facit, scribere simul potuisset *primum fuisse* Cyprianum in propugnanda rebaptizationis doctrina? Præterea ipsimet adversarii nostri fatentur Cyprianum nequaquam primum fuisse in ea propugnanda rebaptizandi praxi, siquidem pro genuina habent Cypriani ad Numidas Episcopos epistolam, in qua expresse asserit Cyprianus, non novam esse hanc suam sententiam, sed jamdudum ab Agrippino et aliis Africanis Episcopis firmatam. Igitur Eusebius, qui ante Cyprianum agitatam quæstionem non tantum non ignoravit, sed per

verba Dionysii expresse asserit, non potuit, stolide sibi contradicendo, scribere *primum*, seu ante alios omnes, Cyprianum rebaptizandi praxim defendisse.

Secundo, nec etiam Eusebio tribui potest dictum caput tertium, in hypothesi quod vox *primus* ibi intelligenda sit, non quoad tempus, sed quoad famam seu meritum. Juxta illam hypothesim vera lectio foret, πρῶτος τῶν τότε, *primus eorum qui tunc temporis extiterunt;* et hisce verbis intellexisset Eusebius, Cyprianum *primum*, id est, *illustriorem* fuisse inter Episcopos qui rebaptizandos hæreticos propugnarunt. Porro admitti nequit eo sensu locutum Eusebium.

Nam ante prætensam Cypriani colluctationem exarserat controversia Stephanum inter et plures Orientis provincias; et eo res processerant ut Stephanus excommunicationem comminatus esset Orientalibus Episcopis, inter quos eminebat Firmilianus. Contentio hæc, quæ Orientem commovit, non minoris, imo majoris momenti Eusebio videri debuit, quam subsecuta Cypriani et Afrorum Episcoporum idem propugnantium pertinacia. Non is fuit Eusebius qui res Africæ rebus Orientis præponeret, aut Firmiliano majorem Cyprianum faceret. Unde repugnat ab Eusebio dictum fuisse Cyprianum tunc temporis *primum*, eo sensu quod Firmiliano et aliis Orientalibus majorem eum seu superiorem asseruerit.

Cæterum posterior hæc interpretatio, qua vox *primus* intelligitur de merito, non de tempore, mihi vera non videtur; et ei adversatur summarium capitis, quod sic habet : *Quomodo Cyprianus, cum aliquot sibi adjunctis Episcopis, eos qui ab hæretico errore converterentur rebaptizandos primus censuit*, πρῶτος ἐδογμάτισε. Priorem tempore Cyprianicam contentionem intellexisse ac asserere voluisse mihi videtur qui hocce caput tertium scripsit. Sed quocumque sensu intelligatur, remanet illud Eusebio tribui non posse. Ergo censendum est Eusebiano textui insertum; ex margine forsan, ubi primum sub forma notulæ appositum fuerit.

3° Si capitis hujusce auctor foret Eusebius, citasset ex lit-

teris Dionysii fragmentum aliquod, Cyprianicam contentionem commemorans. Nam præmonet Eusebius exscribi librum septimum ex Dionysii epistolis; et revera quoad facta cætera, non tam ipse narrat singula, quam Dionysium de iis scribentem inducit. At caput tertium, Cypriani cum Stephano Papa contentionem asserens, nullis Dionysii verbis firmatur. In variis scilicet epistolarum Dionysii fragmentis ab Eusebio citatis, nullum extat verbum de *Cypriano*, nullum de ipsius cum Stephano contentione. Cum ergo in dicto capite asseratur Cyprianica contentio absque ulla Dionysii factum confirmantis citatione, signum est ab Eusebio hocce caput scriptum non fuisse. Igitur hocce caput, seu prætensum Eusebii de contentione Cyprianica testimonium, apocryphum censendum est.

III. *Apocrypham esse historiam de prætensa contentione probat Dionysii Alexandrini silentium.*

1° Sub numero præcedenti exhibuimus quidquid superest ex epistolis Dionysii, de hæreticorum baptismate. Potuitque lector advertere, ne verbo quidem mentionem fieri de Cypriano, ejusve cum Stephano Papa contentione, aut celebratis Carthagine conciliis.

2° Si quis tamen de famoso ejusmodi conflictu loqui debuit, præprimis Dionysius. Ipsius siquidem epistolæ versantur circa exortam de hac ipsa re contentionem, inter Romanum Pontificem Stephanum et Orientales Episcopos. Quinam hi Episcopi fuerint, recenset : Helenum scilicet et Firmilianum, ac cæteros omnes Ciliciæ, Cappadociæ necnon adjacentium provinciarum præsules. Ab horum se communione recessurum, nisi a rebaptizandis hæreticis desisterent, comminatum Stephanum refert. Hinc apud eumdem Stephanum et successorem ejus Sixtum multis egit Dionysius, rogans ut rigorem erga dictos Orientales Episcopos temperarent. Jam vero si exortus simul fuisset ex parte Africanorum præsulum, duce Cypriano, similis conflictus, Dionysium sane haud fugisset, qui et ipse in Africa degebat, utpote Alexandrinus Episcopus.

Proinde dum variarum provinciarum Episcopos recenset, quibus excommunicationem ob rebaptizandi praxin minitatus est Stephanus Papa, enumerationi procul dubio addidisset Africanam provinciam, et Cypriani nomen Heleni ac Firmiliani nominibus subjunxisset. Porro de Cypriano et de ipsius ac collegarum cum Romana Sede conflictu omnino silet. Equidem apud Afros etiam invectam rebaptizandi praxim commemorat : Didici, ait, *non ab Afris solum hunc morem nunc primum invectum fuisse* (epistola ad Philemonem). Sed ibi praxim dumtaxat rebaptizandi Afris tribuit, non autem exortam dicit ullam inde contentionem, aut emissum a Sede apostolica decretum, aut intentatam Cypriano et collegis ejus excommunicationem. Quæ tamen, si revera contigissent, non poterat Dionysius, ubi Orientalium de hac ipsa re contentionem describit, silentio prætermittere.

Nec objiciatur commemorata forsan ab eo fuisse in alia epistolæ parte, quam non citavit Eusebius. — Imprimis enim redit difficultas quoad Eusebium, qui hanc sane partem non omisisset. Sed citat Eusebius locum ubi de Orientalium contentione agitur. Porro in hoc ipso loco Dionysius Africanorum etiam contentionem commemorare debuit, si revera contigerit.

Notetur autem non tantum ad Stephanum Papam, sed etiam ad ejus successorem Sixtum directas a Dionysio hac de re litteras. Unde præcluditur adversariis effugium, quo supponeretur nondum exorta Cypriani contentio quando scripsit Dionysius. Anterior sane illa contentio, si contigerit, litteris ad Sixtum Papam directis.

IV. *Sancti Basilii ad Amphilochium epistola verum non probat factum Cyprianicum; immo potius probat commentitium esse.*

Hac Basilii epistola (quæ est 188ª *Patrologiæ græcæ* Migne, tomo XXXII, col. 663) certam probari prætensam contentionem, perperam existimatum est; quod facili negotio patefaciemus, subjecta prius ea, quæ ad rem facit, epistolæ parte.

Igitur ad varias ab Amphilochio propositas difficultates respondens Basilius, hæc inter alia scripsit :

« Certe et nunc cum de interrogatis tuis numquam hactenus sollicite cogitassem, coactus sum diligenter attendere, et si quid a senioribus audieram, recordari, et cognata iis quæ didiceram, per me ipse ratiocinari. Quod igitur ad Catharos pertinet, et prius dictum est, et recte admonuisti uniuscujusque regionis morem sequi oportere : quod ii, qui tunc de illis statuerunt, in varias de ipsorum baptismate sententias abierunt. Pepuzenorum autem baptisma nullam mihi habere rationem videtur, et miratus sum quomodo hoc Dionysium, hominem canonum peritum, fugerit. Antiqui enim illud baptisma suscipiendum putavere, quod nihil a fide recedit; unde alias quidem hæreses, alia schismata, alias parasynagogas nominarunt. Hæreses quidem eos qui penitus resecti sunt et in ipsa fide abalienati; schismata vero eos qui propter ecclesiasticas quasdam causas et quæstiones inter utramque partem non insanabiles dissident; parasynagogas autem conventus illos qui ab immorigeris presbyteris aut Episcopis et a populis disciplinæ expertibus fiunt; velut si quis in delicto deprehensus a ministerio arceatur, nec se canonibus submittat, sed sibi principatum et ministerium vindicet, ac nonnulli una cum eo, relicta Ecclesia catholica, discedant, hoc dicitur parasynagoga. Schisma autem est, de pœnitentia ab iis qui ex Ecclesia sunt dissentire. Hæreses autem, velut Manichæorum et Valentinianorum et Marcionistarum et horum ipsorum Pepuzenorum; statim enim de ipsa in Deum fide dissensio est. Visum est ergo antiquis, hæreticorum quidem baptisma penitus rejicere; schismaticorum vero, ut adhuc ex Ecclesia existentium, admittere; eos tandem qui sunt in parasynagogis, justa pœnitentia et animadversione emendatos rursus Ecclesiæ conjungere. Adeo ut sæpe et ii qui in gradu collocati una cum rebellibus abierant, postquam pœnitentiam egerint, in eumdem ordinem admittantur. Pepuzeni ergo sunt aperte hæretici : nam in Spiritum

sanctum blasphemaverunt, Montano et Priscillæ Paracleti appellationem nefarie impudenterque attribuentes... Qua igitur ratione eorum baptisma admittatur, cum in Patrem et Filium et Montanum aut Priscillam baptizent?... Quare etsi hoc Dionysium magnum latuit, servanda nobis non est imitatio erroris... Cathari sunt et ipsi ex iis qui sunt abcissi. Cæterum antiquis visum est, Cypriano dico et nostro Firmiliano, hos omnes uni calculo subjicere, catharos et encratitas et hydroparastatas (πλὴν ἀλλ᾽ἔδοξε τοῖς ἀρχαίοις, τοῖς περὶ Κυπρίανον λέγω καὶ Φιρμιλιάνον τὸν ἡμέτερον, τούτους πάντας μιᾷ ψήφῳ ὑποβαλειν...); propterea quod principium quidem separationis per schisma factum fuerat : qui autem ab Ecclesia se separaverant, non habebant amplius in se gratiam Spiritus sancti. Defecerat enim communicatio, interrupta continuatione... Quare eos qui ab ipsorum partibus stabant, tanquam a laicis baptizatos jusserunt vero Ecclesiæ baptismate ad Ecclesiam venientes expurgari. Sed quoniam nonnullis Asiaticis omnino visum est eorum baptisma, pluribus consulendi causa, suscipiendum esse, suscipiatur. Encratitarum autem facinus oportet nos intelligere. Nimirum, ut reditum sibi in Ecclesiam intercludant, aggressi sunt deinceps proprio baptismate præoccupare... Existimo itaque, quoniam nihil de illis aperte dictum est, eorum baptisma a nobis rejiciendum esse; ac si quis ab eis acceperit, accedentem ad Ecclesiam baptizandum... Scio autem fratres Izoinum et Saturninum, qui erant ex illorum ordine, in Episcoporum cathedram a nobis esse susceptos. Quare eos qui illorum ordini conjuncti sunt, non possumus amplius ab Ecclesia separare : qui scilicet communionis cum ipsis quasi canonem, Episcopos suscipiendo, ediderimus. »

Hujusce documenti summa sic exhiberi potest : 1° Fatetur Basilius se nunquam antea huic quæstioni animum serio intendisse ; 2° asserit ab *antiquis* habitum esse pro nullo baptisma hæreticorum, schismaticorum autem pro valido ; 3° Certo hæreticos Pepuzianos censet, nullumque proinde ac

iterandum ipsorum baptismum ; 4° miratur quod secus visum sit Dionysio Alexandrino, quem evidenter errasse existimat ; 5° Cyprianum et Firmilianum nominatim commemorat hac formula : *Antiquis visum est*, *Cypriano dico et nostro Firmiliano*. De ipsis autem hoc unum testatur, quod scilicet nullum, ac proinde iterandum senserint Catharorum, Eucratitarum et Hydroparastarum baptisma; 6° aliter tamen visum esse *nonnullis Asiaticis Episcopis*, id est, prædictarum sectarum baptisma pro bono habendum, nec iterandum ; 7° hanc nonnullorum Asiaticorum præsulum sententiam ipse amplectitur ; 8° ad Encratitas tamen quod attinet, putat esse rebaptizandos. Nihilominus non rebaptizandos esse, si ita consuetudo obtineat et secus oritura sint detrimenta ; 9° duos Episcopos Eucratitas memorat a catholicis in communionem receptos ; ex quo existimat simul hoc ipso in communionem receptos cæteros Eucratitas hisce duobus Episcopis adhærentes. Hæc documenti summa. Nunc quid ex ipso colligendum veniat expendamus.

1° Nullam contentionem, nullum conflictum, Cyprianum inter et Stephanum Papam, ibi memorat Basilius. Dicit solummodo a Cypriano et Firmiliano tanquam nullum habitum fuisse Catharorum, Eucratitarum et Hydroparastatarum baptisma. Insuper innuit contextus eos idem tenuisse quoad baptisma quorumlibet hæreticorum, secus quoad baptisma schismaticorum. Id, inquam, innuit *contextus*, posito quod *antiquorum* denominatione Cyprianum et Firmilianum Basilius intellexerit. Unde id unum de Cypriano tradit epistola hæc, pro nullo habitum ab ipso fuisse hæreticorum baptisma. Quod ea Cypriani etiam mens et sententia fuerit, non negamus. Sed inde nequaquam sequitur editum a Stephano Papa adversus Africanos præsules decretum, rebaptizationem intentata excommunicatione prohibens; et huic decreto Cyprianum cum collegis suis pertinaciter restitisse. De scandalosa ejusmodi resistentia silet omnino Basilius, ac ne syllaba quidem eam innuit. Tota porro quæstio vertitur circa scan-

dalosum istiusmodi conflictum, qualem illum exhibent prætensæ Cypriani litteræ, necnon tertii Carthaginensis concilii acta, et furibunda Firmiliani epistola. Potuit Cyprianus nullum ac irritum reputare hæreticorum baptisma, quin ullum ex parte Sedis apostolicæ decretum, ullus ex parte Cypriani conflictus intervenerit. Et sane videmus Basilium ipsum, centum et viginti post Cyprianum annis, ad hanc eamdem sententiam accedere. Ex quo tamen absone prorsus quis colligeret, exortum Basilium inter et Sedem apostolicam, conflictum.

2° Nedum Basilii epistola genuinam probet prætensi conflictus historiam, probat econtra eam omnino commentitiam esse. Scripsit enim Basilius Cæsareæ; id est, in illa ipsa civitate, in qua decessor ipsius Firmilianus centum viginti annis antea, sententiam de rebaptizandis hæreticis propugnaverat. Et revera tunc *non mediocris* hac de re controversia exorta erat inter Stephanum Papam et Orientales Episcopos, prout ex Dionysio Alexandrino et Eusebio satis constat. Imo comminatus erat Stephanus se ab Asianorum præsulum communione eam ob causam recessurum. Quæ cum olim, ut supponitur, Cæsareæ contigissent, Basilius præcipue, si quis unquam, apprime nota habere debuit Stephani adversus Africanos decretum, necnon Cypriani resistentiam. Nam ejusmodi decretum difficultatem omnino dirimebat : *Si quis a quacumque hæresi venerit ad vos, nihil innovetur*, etc. Et hocce decretum supponitur a Cypriano ad Firmilianum transmissum ; immo a Firmiliano ita confutatum, ut Stephanum Papam ab Ecclesia separatum declaraverit. Ejusmodi porro documenta et facta (si commentitia non fuissent) ingentem Cæsareæ commotionem excitare debuissent ; nec supponi potest in Cæsariensis Ecclesiæ archiviis nulla remansisse istiusmodi documentorum exemplaria, aut scriptam saltem de iisdem notitiam aliquam. Insuper, tacentibus omnino archiviis, ad minus vivida Basilii tempore adhuc permansisset de toto illo Cypriani molimine, cui adhæsisset Firmilianus, traditio. Cum ergo de-

claret Basilius, se diligenter inquisivisse, quid circa illam de rebaptizatione quæstionem *antiqui* tradiderint aut statuerint, debuit factum Cyprianicum ediscere ac apprime notum habere.

Jam vero ipsius epistola omnimodam arguit hac de re, id est, de supradicto Stephani Papæ decretoignorantiam, Etenim quæstionem expendit Basilius perinde ac si nullum unquam intervenisset ejusmodi decretum; imò perinde ac si opinio Cypriani adhuc libere posset pro cujusque arbitrio admitti vel rejici. Postquam retulit irritum a Cypriano existimatum fuisse Catharorum et Eucratitarum, nec non Hydroparastatarum baptisma, addit posse nihilominus contrarium teneri, et de hac sua sententia nullam aliam rationem affert nisi, *quoniam nonnullis Asiaticis omnino visum est eorum baptisma suscipiendum esse*. Sane si notum habuisset Stephani Papæ decretum, quo validum decernebatur baptisma hæreticorum quorumlibet (*ex quacumque hæresi venientes*), et sub excommunicatione iterari prohibebatur, non dixisset dumtaxat *quoniam nonnullis Asiaticis visum est*, sed potissimum et ante omnia provocasset ad hujusce decreti auctoritatem, ac de eo mentionem fecisset.

Ignoratum a Basilio dictum decretum arguit etiam ejus de Encratitis sententia. Nimirum etsi putet invalidum esse eorum baptisma, pro bono nihilominus admitti posse concedit, ratione consuetudinis et œconomicæ dispensationis. Profecto neque hanc emisisset opinionem, si a Stephano Papa sancitum scivisset, valere et iterandum non esse quorumlibet hæreticorum baptisma.

Sed neque scripsisset verba hæc : *Pepuzenorum autem baptisma nullam mihi habere rationem videtur ; et miratus sum quomodo hoc Dionysium fugerit.* Posito enim quod Stephani decretum noverit, validum declarans quodlibet hæreticorum baptisma, numquid ausus esset Basilius oppositum decernere, ne facta quidem Pontificii decreti mentione? Et præterea, sciens sibi adversari, tum Dionysii opinionem, tum proprie

dictum Stephani Papæ judicium et decretum, numquid prioris auctoritatem objecisset, prorsus tacita auctoritate posterioris, quæ, juxta ipsammet Basilii doctrinam, omnino præcipua erat? Hæc qui perpenderit, fateatur necesse est ignotum prorsus Basilio fuisse Stephani decretum, et totam prætensi conflictus historiam. Simul autem edocet Basilii epistola qualis fuerit exorta illa Stephanum inter et Orientales Episcopos controversia. Etsi enim *non mediocrem* illam tradat Eusebius, et addat intentatam a Stephano excommunicationem, colligendum est nihil ab illo Pontifice, aut ejus successoribus decretorie hac de re definitum fuisse; siquidem videmus Basilium de quæstione perinde disserere, ac si nondum a Sede apostolica ullove concilio œcumenico decisa fuisset. Quam Sedis apostolicæ agendi rationem præcipue procuratam existimem a sancto Dionysio Alexandrino, qui enixe apud Stephanum et Xistum Romanos Pontifices egit, ut liberam tolerarent controversiam et variam praxim. Et sic intelligitur quomodo potuerit sanctus Firmilianus cum Orientalibus Episcopis sententiam suam de rebaptizandis hæreticis, servata omnimoda erga Sedem apostolicam observantia, propugnare. Cum nempe ipsis Stephanus Papa significavit, cogitare se de abrumpenda cum ipsis ob eam causam communione, haud mihi dubium quin prompte se obsecuturos, si quæstionem definiret, responderint. Cum vero postmodum idem Pontifex eisdem denuntiasset, supersedere se a dirimenda controversia, innocue potuerunt suam quisque opinionem ac praxim retinere ac defendere. Hinc inter sanctissimos etiam viros opinandi varietas; verbi gratia inter Firmilianum, qui non valere, et Dionysium Alexandrinum qui valere baptisma Catafrigum seu Pepuzenorum, teste Basilio, existimavit. Hinc in ipsa Basilii epistola, instituta disceptatio perinde ac si nondum eo tempore ulla universali decisione quæstio decisa fuisset.

Igitur epistola hæc, nedum factum Cyprianicum testetur, illud ad fabulas amandandum evincit.

V. *Prætensum conflictum excludit tractatus anonymus de hæreticorum baptismo.*

Hic tractatus anonymus, quem reperies apud Labbe (t. I, col. 770, edit. Parisiis, 1671), sic inscribitur : *Non debere denuo baptizari qui semel in nomine Domini nostri Jesu Christi tincti sint.* Eum haud multo Cypriano posteriorem existimant eruditi ; et talem hic illum supponimus. Stare autem nequit cum prætensi conflictus hypothesi. Etenim, enuntiat quidem auctor exortam inter fratres controversiam de hæreticorum baptismo, quæsitum scilicet num veniens ab hæresi debeat iterum baptizari, seque hac de re disceptationem instituere ; sed nullibi Cyprianum memorat, nec Stephani Papæ decretum, nec Africanorum Antistitum resistentiam, nec Carthaginense concilium ; prætensum denique conflictum ne syllaba quidem innuit. Equidem aliquam ad factum Cyprianicum allusionem nonnulli sibi videre visi sunt in hac phrasi : *Ideoque nonnulla super hac nova quæstione scripta aut rescripta esse jactabantur, quibus utraque pars ad destruenda aliena summo studio nitebatur.* Sed revera verba hæc controversiam dumtaxat testantur, non scandalosum Cyprianum inter et Stephanum conflictum. Adde, per vocem *jactabantur*, innui dubitatum de allegatorum *scriptorum* et *rescriptorum* authenticitate. Unde revera in hoc tractatu nulla occurrit mentio de facto Cyprianico. Porro nisi factum istud commentitium foret, illud nec ignorasset, nec siluisset talis scriptionis auctor, ut ex ipso scriptionis scopo satis liquet. Præsertim cum auctor, non tantum Cypriano posterior, etsi vicinus, supponatur, sed etiam Africanus. Unde obstat etiam ille tractatus, si revera Cypriano vicinus simul sit et posterior (ut volunt eruditi), ne prætenso conflictui fides adhibeatur.

VI. *Idem evincit silentium Donati, Parmeniani et Optati Milevitani.*

1° Si revera contigisset prætensus conflictus, eum allegare non omisisset schismaticus Donatus; utque suam excusaret erga Romanum Pontificem inobedientiam, provocasset potis-

sime ad exemplum Cypriani et collegarum, qui Stephani decretum nihili fecerunt, immo tanquam erroneum, pravum et stultum confutarunt. Cum autem Optatus Milevitanus atque Augustinus, Donatistarum errores confutando, haud pauca referant prava et erronea Donati dicta, citassent imprimis hanc ejus allegationem. Porro quod a Donato allegatum fuerit Cypriani, Stephano Papæ resistentis, exemplum, nullibi apud Augustinum et Optatum Milevitanum reperitur.

2° Donatistam Parmenianum, circa annum 370, ex professo confutavit Optatus Milevitanus. Et specialiter erroneam ejus de rebaptizatione doctrinam explodit, libro quinto et septimo. Si revera contigisset prætensus conflictus, eum allegare haud omisisset Parmenianus, ut se hac tanta Cypriani auctoritate tueretur; et de hoc eodem conflictu occurreret mentio in citatis Optati libris. Porro ne syllaba quidem hac de re ibi reperitur.

VII. *Prætensum conflictum in dubium revocavit sanctus Augustinus. Ex quo non verus, sed potiori jure commentitius ille conflictus censendus est.*

Ad assequendam hac de re, Augustini mentem, legenda potissimum ejus ad Vincentium Rogatistam epistola (epistola XCIII, tomo II, col. 245 editionis Benedictinorum). Eam scripsit circa annum 408; quo tempore quæstionem mature exploratam habuisse censendus est, si quidem sua jam tum adversus Parmenianum, Cresconium aliosque Donatistas scripta ediderat. Attente igitur perpendat lector subjecta hujus epistolæ fragmenta, et eas præsertim voces quas sublineamus :

« Noli ergo, frater, contra divina tam multa, tam clara, tam indubitata testimonia, colligere velle calumnias ex Episcoporum scriptis, sive nostrorum, sicut Hilarii; sive, antequam pars Donati separaretur, ipsius unitatis sicut Cypriani et Agrippini : primo quia hoc genus litterarum ab auctoritate canonis distinguendum est. Non enim sic leguntur, tanquam ita ex eis testimonium proferatur, ut contra sentire non li-

ceat » (cap. x, n. 35). — « Deinde si sancti Cypriani Episcopi et gloriosi martyris te delectat auctoritas, quam quidem, sicut dixi, a canonica auctoritate distinguimus, cur in eo te non delectat, quod unitatem orbis terræ atque omnium gentium, et diligendo tenuit, et disputando defendit... ; quod in eo ipso, in quo aliter sapuit, collegas diversa sentientes, nec judicandos, nec a jure communionis amovendos esse decrevit : quod in *ea ipsa epistola ad Jubaianum, quæ in concilio, cujus auctoritatem ad rebaptizandum sequi vos dicitis, primitus recitata est*, cum fateatur in præteritum sic esse admissos in Ecclesiam qui fuerant alibi baptizati, ut denuo non baptizarentur, unde illos sine baptismo fuisse arbitratur ; tantum tamen ponit utilitatis et salubritatis in pace Ecclesiæ, ut propter illam non eos credat ab Ecclesiæ muneribus separari? » (ibid., n. 36).

« Cyprianum autem sensisse aliter de baptismo, quam forma et consuetudo habebat Ecclesiæ, non in canonicis, sed in suis et in concilii litteris invenitur; correxisse autem istam sententiam non invenitur. Non incongruenter tamen de tali viro existimandum est quod correxerit, et fortasse suppressum sit ab eis qui hoc errore nimium delectati sunt, et tanto velut patrocinio carere noluerunt. *Quamquam non desint qui hoc Cyprianum prorsus non sensisse contendant, sed sub ejus nomine a præsumptoribus atque mendacibus fuisse confictum*. Neque enim sic potuit integritas atque notitia litterarum unius quamlibet et illustris Episcopi custodiri, quemadmodum scriptura canonica... ; contra quam tamen non defuerunt, qui sub nominibus apostolorum multa confingerent » (ibid., n. 38). — « Nos autem *duas ob res non negamus illud sensisse Cyprianum :* quod et stylus ejus habet quamdam propriam faciem qua possit agnosci ; et quod ibi magis contra vos nostra causa demonstratur invictior..., cum apparet in litteris Cypriani communicata esse cum peccatoribus sacramenta, cum admissi sunt in Ecclesiam qui, *secundum vestram, et, sicut vultis, illius sententiam*, baptismum non habebant, et tamen Ecclesiam

non periisse » (ibid., n. 39). — « Porro autem Cyprianus, *aut non sentit omnino quod eum sensisse recitatis*, aut hoc postea correxit in regula veritatis, aut hunc quasi nævum sui candidissimi pectoris cooperuit ubere caritatis... Accessit huc etiam, quod tanquam sarmentum fructuosissimum, si quid in eo fuerat emendandum, purgavit pater falce passionis » (ibid., n. 40).

Documenta quæ prætensum conflictum exhibent, alibi insuper commemoravit sanctus Augustinus, videlicet :

De prætensa Cypriani ad Jubaianum epistola, sic habet, libro II *contra Cresconium*, capite XXXII : *Vel sanctus Cyprianus, vel quicumque illam scripsit epistolam.*

De tertio Carthaginensi concilio, ibidem libro I, capite XXXII, ita legitur : *Nam et vos profertis concilium Cypriani, quod aut non est factum, aut cæteris unitatis membris, a quibus ille non divisus est, merito superatum. Neque enim propterea sumus Cypriano meliores, si tamen censuit hæreticos denuo baptizari.*

Et generatim de istiusmodi epistolis Cypriano adscriptis ita pronuntiat : *Quamdiu aliter sapuit Cyprianus, si scripta ejus esse constat, quæ vobis proferenda arbitramini* (*contra Cresconium*, libro II, capite XXXI).

Ex iis porro sancti Augustini textibus hæc colligenda veniunt :

1° Documenta prætensum conflictum exhibentia non admisit Augustinus tanquam authentica ; siquidem pluries expressis terminis eorum authenticitatem in dubium revocat. Proinde ubi dicit, *duas ob res non negamus illud sensisse Cyprianum*, sensus non est, quod *teneat* ita Cyprianum sensisse, sed tantum quod id *non neget ;* quæ duo valde diversa sunt. Nam qui dubitat, *non negat*, quamvis nec affirmet. Unde revera Augustino *dubia* fuit dictorum documentorum authenticitas, *dubia* prætensi conflictus historia.

2° Constat insuper ex citatis Augustini textibus, in Africa tunc temporis, id est, anno 400, variam fuisse hac de re sententiam. Equidem Donatistæ conflictus historiam et docu-

menta illam exhibentia, tanquam genuina objiciebant. Sed alii apocrypha hæc omnia censebant : *Quanquam non desint*, ait sanctus Augustinus, *qui hoc Cyprianum prorsus non sensisse contendant, sed sub ejus nomine a præsumptoribus atque mendacibus fuisse confictum.* Ipse vero Augustinus neque affirmabat, neque negabat, sed in dubium revocabat.

3° Perperam igitur Augustinus testis adducitur de istiusmodi documentorum authenticitate, eo quod de ipsis locutus sit. Ea quidem commemoravit, sed dicendo, a nonnullis prorsus negari, a se vero in dubium revocari eorum sinceritatem.

4° Colligendum potius ex Augustini textibus authentica non esse dicta documenta, sed a mendacibus Donatistis conficta. Nam si tria hac de re celebrata Carthagine fuissent concilia, si famosum decretum edidisset Stephanus Papa, quo Africanorum præsulum sententiam damnasset, ac sub excommunicatione rebaptizandi praxim prohibuisset, si ejusmodi decretum Cyprianus cum collegis suis nihili fecisset, immo erroneum, pravum et stultum declarasset, uno verbo si vere prætensus conflictus contigisset, remansissent Augustini tempore, id est, 140 post Cyprianum annis, idonea media ad comparandam plenam hac de re certitudinem. Nimirum in Ecclesiarum archiviis, vel penes privatos clericos aut laicos repertæ fuissent plures haud dubiæ fidei scripturæ, quæ conflictum testatæ essent ac certum fecissent. Vel si, ob persecutionum sævitiem, periisse supponantur (quod vix credibile est) quælibet ejusmodi documenta, quorum tenor omnem ab Augustino dubitationem amovisset, ad minus remansisset certa et accurate transmissa de substantia facti traditio, cum agatur de tam gravi dissidio quæ Africanas Ecclesias summopere commovisset. Unde ex eo quod Augustini tempore res in dubium vocata sit, imo et a nonnullis negata, colligendum est fraudulenter confictam et sparsam esse a Donatistis totam hujusce conflictus historiam.

5° Conclusionem firmat omnimoda de conflictus exitu igno-

rantia. Quomodo scandalosum istud dissidium compositum fuerit omnino ignoravit Augustinus. In hypothesi quod conflictus revera contigerit, supponendam dicit Cypriani retractationem. Sed simul adnotat nullum extare hujusce retractationis vestigium. Porro illud monumentorum de tantæ litis exitu silentium, atque omnimoda, Augustini tempore, ignorantia, commentitiam probat totam conflictus historiam. Etenim, obscuratis aliis circumstantiis, remansisset saltem de exitu, sive scriptis sive ex traditione, certa notitia, eo tempore quo rem expendebat Augustinus.

VIII. *Sanctus Hieronymus verum quidem credidit conflictum. Ast in errorem eum inductum esse dicendum est*[1].

Fatemur sententiæ nostræ adversari gravissimam Hieronymi auctoritatem. Natus Hieronymus anno 340, et vita functus anno 420. Illam de qua disserimus, Cyprianum inter et Stephanum Papam, contentionem revera contigisse supponit. Tertium Carthaginense concilium commemorat, Cyprianique de baptismo epistolas, ac eas nominatim quos ad Stephanum ac Jubaianum direxit.

Quæ loca reperies in *Dialogo contra Luciferianos*, n. 23, 25, et 27, in *Patrologia* Migne, t. XXIII, col. 177, 179, 180; et in libro *de Viris illustribus*, cap. LXIX, in *Patrologia* Migne, t. XXIII, col. 677.

Ex his Hieronymi dictis colligimus nota ipsi fuisse documenta quibus tota nititur celebris conflictus historia, et ab ipso pro genuinis habita fuisse. Concedimus insuper in iis circumstantiis Hieronymum versatum esse, quæ faciliorem ipsi redderent ejusmodi documentorum accuratam explorationem. Damasi Papæ secretarium egit. Ita ut ex archivio Romanæ Ecclesiæ documenta ipsi præsto fuerint. Nihilominus eum et errare potuisse, ac de facto errasse dicendum est.

(1) De operibus sancti Hyeronymi dixit Bollandista Stiltingus (in actis S. Liberii papæ), nulla magis interpolata fuisse. An etiam probabile sit textus, de prædicto conflictu agentes, aliena manu operibus S. Hyeronymi additos fuisse, eruditis expendendum relinquimus. In præsenti autem disceptatione præfatos textus genuinos supponimus.

1° Etenim quod Hieronymi tempore jam evulgati fuissent operum Cyprianicorum codices, dicta documenta continentes, edocent Augustini testimonia sub præcedenti numero deducta. Porro in Africa quidem varia erat de istorum documentorum authenticitate opinatio ; siquidem, ut ex iisdem Augustini textibus liquet, aliis genuina, aliis apocrypha, aliis dubia videbantur. Sed eam disceptationem ignorare potuerunt viri procul ab Africa degentes, prout Hieronymus; atque hi, dum reperirent dicta documenta in evulgatis Cyprianicorum operum codicibus, bene potuerunt, nulla subeunte fraudis suspicione, illa pro sinceris habere.

2° Etsi eruditione præclarus Hieronymus, haud tamen censendus est specialem documentorum omnium de quibus loquitur indagationem instituisse. Nec tanti viri famæ detrahitur, si dicatur nonnulla ipsum admisisse ac judicasse, juxta tenorem vulgatorum codicum, quin expenderit an revera codices illi fidem in omnibus mererentur. Cæterum, constat de facto in nonnullis Hieronymum errasse. Erravit, verbi gratia, quoad eam quam Dionysio Alexandrino tribuit de rebaptizandis hæreticis opinionem. *Hic*, inquit, *in Cypriani et Africanæ synodi dogma consentiens de hæreticis rebaptizandis*, etc. Porro contrarium tenuisse Dionysium probant eruditi, tum ex supra citatis Basilii ad Amphilochium litteris, tum ex ipsiusmet Dionysii fragmentis ab Eusebio citatis, tum præcipue ex ejusdem Dionysii ad Sixtum Papam epistola, qua postulat quid sibi agendum sit quoad quemdam diœcesis suæ virum, ab hæreticis baptizatum, qui absque legitima forma collatum sibi sacramentum contendebat. Unde Hieronymus Dionysii epistolas haud attente legerat, ac erronee Dionysio tribuit de rebaptizandorum hæreticorum necessitate opinionem.

3° Prætensi conflictus nec ocularis testis, nec contemporaneus fuit Hieronymus. Pertinet igitur ad eam scriptorum categoriam qui facta narrant, non ex visu aut auditu, sed ex sparsis jam documentis vel traditionibus. Porro historicorum

ejusmodi testimonium tanti valet quanti documenta seu auctoritates quibus nititur. Nimirum contingere potest ut erroneum sit, utpote ex apocryphis documentis profectum.

4° Igitur non valet ratiocinium : *Hieronymus genuina reputavit documenta Cyprianicum factum testantia, ergo genuina sunt.* Sed econtra valet istud : *Apocrypha sunt dicta documenta*, ut ex aliunde probatis constat ; ergo erravit Hieronymus ea genuina reputando.

IX. *Totius disceptationis conclusio.*

1° Prætensi conflictus historia nititur nonnullis epistolis Cypriano adscriptis, necnon actis cujusdam Carthaginensis concilii, ac famosa epistola Firmiliani.

2° Apocrypha esse documenta hæc ex ipso eorum tenore merito colligitur.

3° Facta diligenti exploratione scriptorum qui a Cypriani tempore usque ad sanctum Augustiuum floruerunt, hæc reperiuntur : *Primo*, Pontius diaconus et Dionysius Alexandrinus, qui contemporanei fuerunt, et de prætenso conflictu loqui debuissent, prorsus de ipso silent. *Secundo*, anonymus, necnon Optatus Milevitanus, qui pariter dictum conflictum commemorare debuissent, silentio item prætermittunt. *Tertio* Eusebius conflictum commemorat capite quodam, duabus phrasibus constante : at facile colligitur hocce caput apocryphum esse, nec aliud censendum quam notam, e margine in textum insertam. *Quarto*, Basilii epistola, nedum conflictum testetur, probat potius eum commentitium esse. *Quinto*, S. Augustinus in dubium revocat totam prætensi conflictus historiam, simulque testatur non deesse qui eam a mendacibus confictam asserant. *Sexto* tandem Hieronymus documenta commemorat quibus historia conflictus nititur, ac ea genuina reputat ; sed dici potest et merito concluditur, eum hac in re in errorem inductum fuisse ; nisi forsan dicendum sit textus hac de re in ejus operibus occurrentes interpolationibus esse annumerandos, quas magno numero eadem opera passa sunt.

4° Post Augustini tempora, id est, sæculo sexto et sequentibus, prævaluit quidem generaliter opinio quæ veram reputat dicti conflictus historiam. At vero ejusmodi scriptores auctoritate quoad ejusmodi factum carent, utpote qui ad crisim illud non vocarunt, sed semel receptam persuasionem adnotarunt ac transmiserunt.

5° Remanet tandem eruditorum qui rem ad crisim vocarunt auctoritas. Et hæc quidem huc usque communius stetit pro sinceritate documentorum dictam contentionem testantium. Sed erroneam esse hanc, etsi huc usque communiorem, eruditorum sententiam evinci existimamus argumentorum serie, in tota hac disceptatione deductorum, et a Reverendissimo Tizzani (opere citato) fusius evolutorum.

Igitur factum Cyprianicum et dicta documenta contra Romani Pontificis primatum, ipsiusve infallibilitatem aut alias prærogativas, objicientibus, merito respondetur : Nego suppositum, id est, contigisse prætensum conflictum, et genuina esse allegata documenta. Quæ responsio valeret, etiamsi *probabilis* tantum censenda foret, quam post Missorium et Molkenburhnium nuper propugnavit Reverendissimus Tizzani. Ego probabilissimam saltem existimo, et spero fore ut, ab eruditis iterum ad crisim vocata, vera omnino ac certa declaretur.

§ 7. — Etiam in hypothesi quod revera contigerit dictus conflictus, probant doctores catholici nihil ex eo sequi contra Romani pontificis primatum et infallibilitatem.

Quoniam, ut præmonuimus, dictum conflictum pro vero communius huc usque habuerunt eruditi, subjicienda visa est difficultatis solutio a doctoribus catholicis tradi solita ; pro qua legendi potissimum pater Coustant (*Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 228 et seq., editionis Parisiensis, 1721) et Ballerinius (*de Vi ac Ratione primatus*, capite XIII, § 9). Potest autem dicta solutio sic breviter exponi :

1° Decretum Stephani Papæ non fuit definitio dogmatica, sed decretum disciplinare. Proinde ex eo quod Cyprianus,

Firmilianus et alii, huic decreto contradixerint, non sequitur Romanum Pontificem ab ipsis habitum non fuisse in definienda fide infallibilem. Quod definitionis dogmaticæ rationem non habuerit dictum decretum, evincitur ex ipsius tenore. Dicendo *nihil innovetur*, id est, quoad hæreticum revertentem nihil novi fiat præter manuum impositionem in pœnitentiam, aliquid *præcipiebat* Stephanus, at non injungebat aliquid *credendum* tanquam fidei articulum. « Cypriani ætate, ait Ballerinius, nullam definitionem proprie dictam fidei in eo negotio emanasse certum existimo » (loco citato, n. 54). Equidem dictum Stephani decretum sibi connexum dogma habebat; sed tamen forma seu termini quibus editum fuerat, a dogmate abstrahebant. Prohibebatur hæreticorum rebaptizatio, et asserebatur id traditioni apostolicæ consonum; sed nullum dogma proprie definiebatur et sub anathemate credendum proponebatur. Ergo ex eo quod dicti Episcopi primum contradixerint, non sequitur admissam ab ipsis non fuisse Romani Pontificis inerrantiam.

Aliunde, quando agitur de lege pontificia disciplinam respiciente, licitum est Episcopis ejus executionem in suis diœcesibus suspendere, si opportunum id existiment, dummodo rationes Sedi apostolicæ transmittant ob quas a lege illa exemptas diœceses suas cupiunt, et parati sint statim obedire, si Papa rationes illas non probaverit. Id perpetuo licuit et etiamnum licet, ut docet Benedictus XIV. Potuerunt ergo Cyprianus et alii, salva persuasione de primatu jurisdictionis Romani Pontificis et de ipsius infallibilitate, apud Sedem apostolicam inculpate agere, ut contrariam suam hæreticos rebaptizandi consuetudinem retinere sibi indulgeretur. Id si moderate fecissent, haud culpandi forent. At pertinacior in hac re Cyprianus; protervus et ferox Firmilianus. Nec ideo sancti quod sic peccaverint; sed quod erratum istud retractasse censendi sint. Ergo nihil ex hoc facto contra Romani Pontificis primatum aut infallibilitatem.

2° Etiamsi concederetur (quod tamen nequaquam concedi-

tur) a Cypriano, Firmiliano et eorum sequacibus negatam fuisse tunc Romani Pontificis in definienda fide inerrantiam, nihil adversarios juvaret transitoria hæc dictorum præsulum opinio, siquidem et ab universali Ecclesia reprobata fuit, et ab ipsismet retractata. Sic nempe respondemus : *Dicti sancti Præsules putaverunt Stephanum Papam errasse in definitione dogmatica.* — Transeat. — *Atqui hæc eorum persuasio probat tunc temporis non admissum fuisse dogma de infallibilitate Papæ.* — Distinguo: Si eorum opinio de lapsu Stephani non fuit ab Ecclesia catholica rejecta et ab ipsismet retractata, concedo ; si opinionem illam abjicere coacti sunt ut in Ecclesia catholica remanerent, nego. Porro et eos errasse tenuit cum Stephano catholicus orbis, et ipsi errorem retractarunt.

Hinc merito Cardinalis de Aguirre, qui admittit a Cypriano et aliis dictis Episcopis negatam revera fuisse Romani Pontificis infallibilitatem, ita concludit : « Unde duo colliguntur. Alterum est, quamvis tot patres Græci, Ægyptii et Africani, in aliis atque aliis conciliis, tum provincialibus tum nationalibus, unanimiter docuissent, baptismum ab hæreticis collatum esse irritum et iterari debere ; idque consentientibus, immo et præeuntibus auctoritate sua tribus sanctissimis et doctissimis præsulibus Dionysio, Firmiliano et Cypriano ; adhuc tamen eos omnes cessisse et suam opinionem penitus retractasse in obsequium Romanæ Sedis definitionisque Pontificiæ, quamvis Stephanus Papa ad illam proferendam nullum indixerit concilium generale, nec expectaverit consensum Ecclesiæ accedentem ; sed potius indicto anathemate illum extorserit a tot et talibus Episcopis, dispersis per varias regiones et ingentem partem totius orbis christiani. Unde novum robur accipit doctrina a nobis stabilita... Alterum est, non fuisse tanti auctoritatem tam multorum et talium Episcoporum, congregatorum in tot conciliis, ut Stephanus non decreverit eos abscindere a corpore Ecclesiæ, anathemate... intentato. Quod ipsum fere præstitisse non semel Romanos Pontifices, etiam in sanctorum album relatos

(atque in iis sanctum Victorem Papam adversus Episcopos quartodecimanos) jam alibi observatum fuit » (*Defensio cathedræ S. Petri*, disputatione XLI, sectione I, n. 5).

CAPUT V

CONTRA ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITATEM ABSONE PRORSUS OBJICITUR CONDEMNATIO GALILÆI ET COPERNICANI SYSTEMATIS, QUIN POTIUS ELUCET QUAM PLURIMUM EX HAC CONDEMNATIONE INFALLIBILITATIS PRÆROGATIVA [1].

Prænotanda.—Noto notius est quam acriter, ob istam Galilæi et Copernicani systematis condemnationem, tum in Sedem apostolicam, tum in exosum Sancti Officii tribunal, declamari (ne dicam debacchari) solitum sit. Pullularunt hac de re scriptiones, queis et in dies aliæ atque aliæ accedunt. Quæ tamen criminationum sylva hisce tribus capitibus tota comprehenditur : 1° telluris motum certum omnino moderna scientia demonstrat; 2° nihilominus propositionem quæ motum terræ adscribit, *formaliter hæreticam* pronuntiavit ex cathedra Romanus Pontifex; ut adeo actum sit de prætensa Romani Pontificis ex cathedra loquentis infallibilitate; 3° Sancti Officii seu Inquisitionis tribunal in clarissimum innocentemque Galilæum immaniter desæviit; ex quo merito abhorrendum ejusmodi tribunal inclamant.

Quoad primum caput, nimirum quod jam telluris motum moderna scientia rigorose prorsus demonstraverit, nullum hic nos dubium movebimus. Notabimus tamen, etiam hodie non deesse rei astronomicæ atque physicæ peritos viros, qui pro rigorosa non admittant dictam demonstrationem, sed dumtaxat tanquam hypothesim, cui apte quadrant phenomena. Sed nos hic concedemus atque omnino certum suppo-

(1) Eamdem disceptationem Gallice jam edidimus in collectione periodica *Revue des sciences ecclésiastiques*, tome XIII, pages 103 et 217.

nemus terram moveri, ac proinde prorsus errasse sacram inquisitionis Congregationem, quando falsam declaravit propositionem, qua motus iste asseritur.

Secundum autem criminationis caput, videlicet quod *a Romano Pontifice, ex cathedra loquente*, damnata sit dicta propositio, falso prorsus asseri contendimus. Præsenti scilicet disceptatione palam faciemus, decreto, quo Sacræ Congregationis Indicis et Inquisitionis Cardinales dictam propositionem proscripserunt, numquam accessisse ullius Romani Pontificis confirmationem, sive per Breve aliquod, sive per speciale mandatum publicandi, prout (fatentibus omnibus) omnino requiritur, ut Romanus Pontifex ex cathedra loqui censendus sit. Unde prædicta condemnatio, non a Pontifice ex cathedra pronuntiata est, sed dumtaxat a Cardinalibus Sacræ Congregationis Indicis et Inquisitionis. Porro quod Cardinales in fidei definitionibus errare possint, nisi eorum judicium suum faciat ex cathedra loquendo Summus Pontifex, in confesso est apud omnes. Uni scilicet Romano Pontifici divinitus concessa infallibilitatis prærogativa, quam nulli tribunali delegare potest. Mirum sane non est errasse una vice tribunal fallibile. At prorsus admiratione dignum et ad manifestandam Romani Pontificis infallibilitatem haud parum conferens, quod, cum soleant decreta dogmatica tribunalis Sancti Officii, a Romano Pontifice confirmari (sive per Breve, sive saltem per *speciale* publicandi *mandatum*), illa tamen Copernicani systematis condemnatio, dictæ Pontificiæ confirmationis solemnitate semper caruerit.

Ad tertium criminationis caput quod attinet, nimirum quod inquisitionis tribunal perperam et immaniter sese gesserit, hæc quatuor stabiliemus : 1° Prætensa ipsius in Galilæum sævities, id est, quod cum squalore carceris, tortura, oculorum effossione, aliisve suppliciis affecerit, haud aliud est quam egregium mendacium; 2° falsum est non potuisse aut debuisse tribunal Inquisitionis de terreni motus quæstione inquirere ac judicare; 3° erravit in hocce judicio, si revera

telluris motum moderna scientia rigorose demonstraverit; 4° suam potestatem excessit dictum tribunal, quando Galilæum coegit ut ex animo juraret se falsum credere telluris motum; 5° nequaquam inde sequitur pravam esse Inquisitionis seu Sancti Officii institutionem.

In antecessum autem colligemus ac lectoris oculis subjiciemus seriem documentorum, quibus tota hæc nostra disceptatio nititur.

§ 1. — Præmittuntur documenta.

DOCUMENTUM I. —*Decretum Sacræ Congregationis Indicis, diei* 5 *martii* 1616, *quo doctrina de mobilitate terræ et immobilitate solis declarata est falsa et Divinæ Scripturæ adversans.*—Hocce documentum edidit clarissimus jesuita Riccioli in opere suo *Almagestum novum*[1] (tomo II, pag. 496, edit. Boloniæ, 1653), sub hoc titulo: *Extractus decreti Sacræ Congregationis eminentissimorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, sub Paulo V editi*, 5 *martii* 1616. Notat autem idem Riccioli, extare textum authenticum, *regestri folio* 90. Nos ex Ricciolo illud excerptum, seu illam decreti partem quam ipse edidit, fideliter transcribimus:

« Et quia etiam ad notitiam præfatæ Congregationis pervenit, falsam illam doctrinam Pythagoricam, Divinæque Scripturæ omnino adversantem, de mobilitate terræ et immobilitate solis, quam Nicolaus Copernicus (*de Revolutionibus orbium cœlestium*), et Didacus Astunica (*in Job*) etiam docent, jam divulgari et a multis recipi, sicut videre est ex epistola quadam impressa cujusdam patris Carmelitæ, cui titulus : *Lettera del R. P. maestro Paolo Antonio Foscarini*

(1) Hocce opus (ab astronomo Laplace aliisque modernis mathematicis sæpius citatum) adire potissimum debet, qui voluerit apprime compertum habere quis fuerit controversiæ ac scientiæ astronomicæ status, eo tempore quo damnatus est Galilæus. Ibi nempe, sub titulo *de systemate terræ motæ*, per 210 paginas in-folio disserit Riccioli de Copernicana opinione; cujus argumenta omnia recenset ac confutare nititur.

Carmelitano, sopra l'opinione dei Pittagorici et del Copernico della mobilità della terra e stabilità del sole, e il nuovo pittagorico sistema del mondo, in Napoli per Lazzaro Scoriggio, 1615 ; in qua dictus pater ostendere conatur, præfatam doctrinam de immobilitate solis in centro mundi et mobilitate terræ, consonam esse veritati, et non adversari Sacræ Scripturæ; ideo ne ulterius hujusmodi opinio in perniciem catholicæ veritatis serpat, censuit dictos Nicolaum Copernicum *de Revolutionibus orbium*, et Didacum Astunica *in Job*, suspendendos esse donec corrigantur; librum vero patris Pauli Antonii Foscarini Carmelitæ omnino prohibendum atque damnandum; aliosque omnes libros pariter idem docentes prohibendos, prout præsenti decreto omnes respective prohibet, damnat atque suspendit. In quorum fidem præsens decretum manu et sigillo illustrissimi et reverendissimi domini Cardinalis sanctæ Cæciliæ Episcopi Albanensis, signatum et munitum fuit die 5 martii 1616. Romæ, ex typographia cameræ Apostolicæ, anno 1611. — P. Episcopus Albanensis, Cardinalis S. Cæciliæ. — Franciscus Magdalenus Capiferreus ordinis Prædicatorum, secretarius. »

Locus ✠ sigilli. Registri folio 90.

Documentum II. — *Decretum Sacræ Congregationis Indicis, anni* 1620, *quo, antea proscriptum donec corrigeretur Copernici opus, permittitur cum nonnullis correctionibus; ita ut systema Copernici exponi queat tanquam hypothesis, non autem tanquam verum et certum propugnari.* — Illud documentum transcribimus ex supra citato Riccioli opere (*Almagestum novum*, t. II, p. 496, edit. Boloniæ, 1653) :

« Monitum Sacræ Congregationis ad Nicolai Copernici lec-
« torem, ejusque emendatio, permissio et correctio.

« Quamquam scripta Nicolai Copernici, nobilis astrologi de
« mundi revolutionibus prorsus prohibenda esse patres Sa-
« cræ Congregationis Indicis censuerunt, ea ratione, quia
« principia de situ et motu terreni globi Sacræ Scripturæ

« ejusque veræ et catholicæ interpretationi repugnantia (quod « in homine christiano minime tolerandum) non per hypo« thesim tractare, sed ut verissima adstruere non dubitat : « nihilominus quia in iis multa sunt reipublicæ utilissima, « unanimi consensu in eam iverunt sententiam, ut Copernici « opera ad hanc usque diem impressa permittenda essent, « prout permiserunt, iis tamen correctis, juxta subjectam « emendationem, locis, in quibus non ex hypothesi sed asse« rendo de situ et motu terræ disputat. Qui vero deinceps « imprimendi erunt, non nisi prædictis locis ut sequitur « emendatis, et hujusmodi correctione præfixa Copernici præ« fationi, permittantur.

« Locorum, quæ in Copernici libris visa sunt correctione « digna, emendatio.

« In præfatione circa finem. — Ibi *si fortasse* dele omnia, « usque ad verbum *hi nostri labores;* et sic accommoda *cæte*« *rum hi nostri labores.*

« In capite vi, libri I, pagina 6. — Ibi *si tamen attentius.* « Corrige *si tamen attentius rem consideremus, nihil refert an* « *terram in medio mundi, an extra media medium existere quoad* « *solvendas cœlestium motuum apparentias existimemus. Omnis* « *enim*, etc.

« In capite viii ejusdem libri. — Totum hoc caput posset « expungi, quia ex professo tractat de veritate motus terræ, « dum solvit veterum rationes probantes ejus quietem. Cum « tamen problematice videatur loqui, ut studiosis satisfiat, « seriesque et ordo libri integer maneat, emendetur ut infra. « — Primo, pagina 6, dele versiculum *cur ergo* usque ad ver« bum *provehimur*, locusque ita corrigatur. *Cur ergo non pos*« *sum mobilitatem illi formæ suæ concedere, magisque quod* « *totus labatur mundus, cujus finis ignoratur scirique nequit, et* « *quæ apparent in cœlo, perinde se habere, ac si diceret Virgi*« *lianus Æneas.* — Secundo, pagina 7, versiculus *addo* cor« rigatur in hunc modum : *Addo etiam difficilius non esse* « *contento et locato, quod est terra, motum adscribere, quam*

« *continenti.* — Tertio, eadem pagina, in fine capitis, versicu-
« lus *vides* delendus est usque ad finem capitis.

« In capite IX, pagina 7. — Principium hujus capitis usque « ad versiculum *quod enim*, ita corrige : *Cum igitur terram* « *moveri assumpserim, videndum nunc arbitror, an etiam illi* « *plures possint convenire motus. Quod enim*, etc.

« In capite X, pagina 9. — Versiculum *proinde* corrige sic : « *Proinde non pudet nos assumere.* Et paulo infra, ibi, *hoc po-* « *tius in mobilitate terræ verificari*, corrige : *Hoc consequenter* « *in mobilitate terræ verificari.* Pagina 10, in fine capitis, dele « illa verba postrema : *Tanta nimirum est divina hæc Dei optimi* « *maximi fabrica.*

« In capite XI. — Titulus capitis accommodetur hoc modo : « *De hypothesi triplicis motus terræ, ejusque demonstratione.*

« In libro IV, capite X, pagina 122. — In titulo capitis dele « verba, *horum trium siderum*, quia terra non est sidus, ut « facit eam Copernicus.

« Frater Franciscus Magdalenus Capiferreus, ordinis Præ- « dicatorum, Sacræ Congregationis secretarius. — Romæ ex « typographia reverendæ cameræ Apostolicæ, 1620. »

Notet lector, hisce duobus decretis doctrinam de telluris motu et solis immobilitate damnatam fuisse dumtaxat tanquam *falsam et Scripturæ Divinæ adversantem*, non autem tanquam *hæreticam*. Item notet, permissum fuisse Copernicanum systema; dummodo tanquam hypothesis proponeretur ac edoceretur, non autem tanquam certum et in se verum propugnaretur. Notet tandem ac potissimum, hisce decretis non subjungi formulam de superaddita Romani Pontificis *confirmatione* aut *speciali mandato;* quæ formula his aut similibus verbis exprimi solet : « et facta per me intra scriptum secretarium ad Sanctissimum relatione, Sanctissimus *confirmavit* et publicari *mandavit.* »

Documentum III. — *Litteræ Cardinalis sancti Onufrii ad inquisitorem Venetum, quibus ei denuntiat condemnatum fuisse Galilæum.* — Hoc etiam documentum transcribimus ex opere

Riccioli (*Almagestum novum*, t. II, p. 497, edit. Boloniæ, 1653).

« Admodum reverende pater. — Quamvis a Congregatione Indicis suspensus sit tractatus Nicolai Copernici *de Revolutionibus orbium cœlestium*, eo quod in illo sustineatur terram moveri, non vero solem, sed hunc stare in centro mundi (quæ opinio contraria est Sacræ Scripturæ), et ab hac Sacra Congregatione Sancti Officii, multis abhinc annis prohibitum fuerit Galileo Galilæi Florentino, tenere, defendere ac docere quovis modo, voce aut scriptis, dictam opinionem; nihilominus idem Galilæus ausus est componere librum inscriptum *Galilæus Galilæi Linceus;* et non manifestans dictam prohibitionem, extorsit licentiam illum typis exponendi (sicut de facto exposuit); et supponens in principio, medio et fine illius, velle se tractare hypothetice de prædicta opinione Copernici, tamen (quamvis non posset de illa ullo modo tractare) tractavit de illa tali modo, ut se reddiderit vehementer suspectum adhæsionis ad talem opinionem. Quamobrem inquisitus et in carcerem Sancti Officii inclusus per sententiam horum Eminentissimorum Dominorum meorum damnatus est ad abjurandam dictam opinionem, et manendum in carcere formali ad arbitrium Eminentiæ illorum, et ad peragendas alias pœnitentias salutares; veluti reverentia vestra videbit in infra scripto exemplari sententiæ et abjurationis, quod ipsi mittitur, ut illud notificet suis vicariis, et ejus notitia perveniat ad eos et ad omnes professores philosophiæ ac mathematicæ : quo scientes qua ratione actum sit cum dicto Galilæo, gravitatem erroris ab ipso commissi comprehendant, ut illum devitent, necnon pœnas quas incidendo in illum passuri essent. Pro fine, Dominus Deus reverentiam vestram conservet. Romæ, 2 julii 1633. — Tanquam frater. — Cardinalis sancti Onufrii. »

DOCUMENTUM IV. — *Sententia tribunalis Inquisitionis in Galilæum, et Galilæi abjuratio*, 22 *junii* 1633. — Documentum istud edidit Biot (*Mélanges scientifiques et littéraires*, tome III, page 45, Paris, 1858). Habetur etiam in opere supra citato

Riccioli (*Almagestum novum*, tomo II, pagina 497, edit. Boloniæ, 1653), ex quo illud excripsit dictus Biot, et ex quo etiam nos transcribimus :

« Nos Gaspar, tituli S. Crucis Hierosolymæ, Borgia; frater Felix Centinus, tituli S. Anastasiæ, dictus de Asculo.

« Guidus, tituli S. Mariæ Populi, Bentivolus; frater Desiderius Scaglia, tituli S. Caroli, dictus de Cremona.

« Frater Antonius Barberinus, dictus sancti Onufrii; Laudivivus Zacchia, tituli S. Petri in Vinculis, dictus sancti Sixti.

« Berlingerius, tituli sancti Augustini, Gypsius; Fabricius, S. Laurentii in Pane et Perna, Verospius dictus presbyter.

« Franciscus, sancti Laurentii in Damaso, Barberinus; Martius, S. Mariæ Novæ Ginettus ; diaconi, per misericordiam Dei sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinales, in universa republica christiana contra hæreticam pravitatem inquisitores generales a sancta Sede apostolica specialiter deputati.

« Cum tu, Galilæe, fili quondam Vincentii Galilæi Florentini, ætatis tuæ annorum 70, denuntiatus fueris anno 1615 in hoc Sancto Officio, quod teneres tanquam veram falsam doctrinam a multis traditam, solem videlicet esse in centro mundi et immobilem, et terram moveri motu etiam diurno; item quod haberes quosdam discipulos, quos docebas eamdem doctrinam; item quod circa eamdem servares correspondentiam cum quibusdam Germaniæ mathematicis; item quod in lucem dedisses quasdam epistolas inscriptas de maculis solaribus, in quibus explicabas eamdem doctrinam tanquam veram; et quod objectionibus, quæ identidem fiebant contra te, sumptis ex Sacra Scriptura, respondebas glossando dictam Scripturam juxta tuum sensum ; cumque deinceps coram exhibitum fuerit exemplar scriptionis in forma epistolæ, quæ perhibebatur a te scripta ad quemdam discipulum olim tuum, et in ea sectatus Copernici hypotheses contineas nonnullas propositiones contra verum sensum et auctoritatem Sacræ Scripturæ.

« Volens proinde hoc sacrum tribunal prospicere inconvenientibus ac damnis quæ hinc proveniebant et increbrescebant in perniciem sanctæ fidei; de mandato Domini Nostri, et eminentissimorum dominorum cardinalium hujus supremæ ac universalis Inquisitionis, a qualificatoribus theologis qualificatæ fuerunt duæ propositiones de stabilitate solis et de motu terræ, ut infra :

« Solem esse in centro mundi, et immobilem motu locali, est propositio absurda et falsa in philosophia; et formaliter hæretica, quia est expresse contraria Sacræ Scripturæ.

« Terram non esse centrum mundi, nec immobilem, sed moveri motu etiam diurno, est item propositio absurda, falsa in philosophia, et theologice considerata ad minus erronea in fide.

« Sed cum placeret interim tum nobis tecum benigne procedere, decretum fuit in Sacra Congregatione, habita coram Domino nostro, die 25 februarii anni 1616, ut cardinalis Bellarminus tibi injungeret, ut omnino recederes a prædicta falsa doctrina; et recusanti tibi, a commissario Sancti Officii præciperetur, ut desereres dictam doctrinam, neve illam posses alios docere nec defendere, nec de illa tractare; cui præcepto si non acquiesceres, conjicere in carcerem. Et ad executionem ejusdem decreti, die sequenti in palatio coram supradicto Eminentissimo Cardinali Bellarmino, postquam ab eodem domino Cardinali benigne admonitus fueras, tibi a domino Commissario Sancti Officii eo tempore fungente præceptum fuit, præsentibus notario et testibus, ut omnino desisteres a dicta falsa opinione, et ut in posterum non liceret tibi eam defendere aut docere quovis modo, neque voce, neque scriptis; cumque promisisses obedientiam, dimissus fuisti.

« Et ut prorsus tolleretur tam perniciosa doctrina, neque ulterius serperet in grave detrimentum catholicæ veritatis, emanavit decretum a Sacra Congregatione Indicis, quo fuerunt prohibiti libri qui tractant de hujusmodi doctrina; et

ea declarata fuit falsa, et omnino contraria sacræ ac divinæ Scripturæ.

« Cumque postremo comparuisset hic liber Florentiæ editus anno proximo præterito, cujus inscriptio ostendebat te illius authorem esse, siquidem titulus erat, *Dialogo di Galileo Galilei delle due massime sisteme del mundo Ptolemaico e Copernicano*, cum simul cognovisset Sacra Congregatio ex impressione prædicti libri convalescere in dies magis magisque falsam opinionem de motu terræ et stabilitate solis, fuit prædictus liber diligenter consideratus, et in ipso deprehensa est aperte transgressio prædicti præcepti, quod tibi intimatum fuerat; et quod tu in eodem libro defendisses prædictam opinionem jam damnatam, et coram te pro tali declaratam, siquidem in dicto libro variis circumvolutionibus satagis ut persuadeas, eam a te relinqui tanquam indecisam et expresse probabilem, qui pariter est gravissimus error, cum nullo modo probabilis esse possit opinio, quæ jam declarata ac definita fuerit contraria Scripturæ divinæ.

« Quapropter de nostro mandato evocatus es ad hoc Sanctum Officium, in quo examinatus cum juramento agnovisti dictum librum tanquam a te conscriptum et typis commissum. Item confessus es decem aut duodecim circiter abhinc annis postquam tibi factum fuerat præceptum ut supra, cœptum a te scribi dictum librum. Item quod petiisti licentiam illum evulgandi, non significans tamen illis qui tibi talem facultatem dederunt, tibi præceptum fuisse ne teneres, defenderes, doceresve quovis modo talem doctrinam.

« Confessus es pariter scripturam prædicti libri pluribus in locis ita compositam esse, ut lector existimare possit argumenta, ducta pro parte falsa, esse ita enuntiata, ut potius præ illorum efficacia possent adstringere intellectum, quam facile solvi; excusans te, quod incurreris in errorem adeo (ut dixisti) alienum a tua intentione, eo quod scripseris in formam dialogi, et propter naturalem complacentiam quam quilibet habet de propriis subtilitatibus, et in ostendendo se

magis argutum quam sunt communiter homines in inveniendo, etiam ad favorem propositionum falsarum, ingeniosos et apparentis probabilitatis discursus.

« Et cum adsignatus tibi fuisset terminus conveniens ad tui defensionem faciendam, protulisti testificationem ex autographo Eminentissimi Domini Cardinalis Bellarmini, a te, ut dicebas, procuratam, ut te defenderes a calumniis inimicorum tuorum, qui dictitabant, te abjurasse et punitum fuisse a Sancto Officio; in qua testificatione dicitur te non abjurasse, neque punitum fuisse, sed tantummodo denuntiatam tibi fuisse declarationem factam a Domino nostro et promulgatam a Sacra Congregatione Indicis, in qua continetur doctrinam de motu terræ et stabilitate solis contrariam esse Sacris Scripturis, ideoque defendi non posse nec teneri. Quare cum ibi mentio non fiat duarum particularum præcepti, videlicet docere et quovis modo, credendum est in decursu quatuordecim aut sexdecim annorum eas tibi e memoria excidisse, et ob hanc ipsam causam te tacuisse præceptum, quando petiisti facultatem librum typis mandandi, et hoc a te dici non ad excusandum errorem, sed ut adscriberetur vanæ ambitioni potius quam malitiæ. Sed hæc ipsa testificatio producta ad tui defensionem, tuam causam magis aggravavit, siquidem in ea dicitur prædictam opinionem esse contrariam Sacræ Scripturæ, et tamen ausus es de illa tractare, eam defendere et persuadere tanquam probabilem. Neque tibi suffragatur facultas a te artificiose et callide extorta, cum non manifestaveris præceptum tibi impositum.

« Cum vero nobis videretur non esse a te integram veritatem pronuntiatam circa tuam intentionem, judicavimus necesse esse venire ad rigorosum examen tui; in quo (absque præjudicio aliquo eorum quæ tu confessus es, et quæ contra te deducta sunt supra circa dictam tuam intentionem) respondisti catholice. Quapropter visis et mature consideratis meritis istius tuæ causæ, una cum supradictis tuis confessionibus et excusationibus, et quibusvis aliis rebus de jure

videndis et considerandis, devenimus contra te ad infrascriptam definitivam sententiam.

« Invocato igitur sanctissimo nomine Domini nostri Jesu Christi, et ipsius gloriosissimæ Matris semper Virginis Mariæ, per hanc nostram definitivam sententiam, quam sedendo pro tribunali, de consilio et judicio reverendorum magistrorum sacræ theologiæ et juris utriusque doctorum, nostrorum consultorum, proferimus in his scriptis circa causam et causas coram nobis controversas, inter magnificum Carolum Sincerum, utriusque juris doctorem, Sancti hujus Officii fiscalem procuratorem ex una parte, et te Galilæum Galilæi reum hic de præsenti processionali scriptura inquisitum, examinatum et confessum ut supra ex altera, dicimus, pronuntiamus, judicamus et declaramus, te Galilæum supradictum, ob ea quæ deducta sunt in processu scripturæ et quæ tu confessus es ut supra, te ipsum reddidisse huic Sancto Officio vehementer suspectum de hæresi; hoc est, quod credideris et tenueris doctrinam falsam et contrariam sacris ac divinis Scripturis, solem videlicet esse centrum orbis terræ et eum non moveri ab Oriente in Occidentem, et terram moveri nec esse centrum mundi, et posse teneri ac defendi tanquam probabilem opinionem aliquam postquam declarata ac definita fuerit contraria Sacræ Scripturæ; et consequenter te incurrisse omnes censuras et pœnas a sacris canonibus et aliis constitutionibus generalibus et particularibus contra hujusmodi delinquentes statutis et promulgatis. A quibus placet nobis ut absolvaris, dummodo prius corde sincero et fide non ficta coram nobis abjures, maledicas, et detesteris supradictos errores et hæreses, et quemcumque alium errorem et hæresim contrariam catholicæ et apostolicæ Romanæ Ecclesiæ, ea formula, quæ tibi a nobis exhibebitur.

« Ne autem tuus iste gravis et perniciosus error ac transgressio remaneat omnino impunitus, et tu in posterum cautior evadas, et sis in exemplum aliis ut abstineant se ab hujusmodi delictis, decernimus ut per publicum edictum

prohibeatur liber Dialogorum Galilæi Galilæi; te autem damnamus ad formalem carcerem hujus Sancti Officii ad tempus arbitrio nostro limitandum; et titulo pœnitentiæ salutaris præcipimus, ut tribus annis futuris recites semel in hebdomada septem psalmos pœnitentiales; reservantes nobis potestatem moderandi, mutandi aut tollendi omnino vel ex parte supradictas pœnas et pœnitentias.

« Et ita dicimus, pronuntiamus, ac per sententiam declaramus, statuimus, damnamus et reservamus, hoc et omni alio meliori modo et formula qua de jure possumus ac debemus. Ita pronuntiamus, nos Cardinales infra scripti : — F. Cardinalis de Asculo; — F. Cardinalis Bentivolus; — F. Cardinalis de Cremona; — F. Antonius Cardinalis S. Onufrii; — B. Cardinalis Gypsius; — F. Cardinalis Verospius; M. Cardinalis Ginettus. »

ABJURATIO GALILÆI.

« Ego Galilæus Galilæi, filius quondam Vincentii Galilæi Florentinus, ætatis meæ annorum 70, constitutus personaliter in judicio, et genuflexus coram vobis eminentissimis et reverendissimis Dominis Cardinalibus universæ Christianæ reipublicæ contra hæreticam pravitatem generalibus inquisitoribus, habens ante oculos meos sacrosancta Evangelia, quæ tango propriis manibus, juro me semper credidisse et nunc credere, et Deo adjuvante in posterum crediturum omne id quod tenet, prædicat et docet sancta catholica et apostolica Romana Ecclesia. Sed quia ab hoc Sancto Officio, eo quod postquam mihi cum præcepto fuerat ab eodem juridice injunctum, ut omnino desererem falsam opinionem quæ tenet solem esse centrum mundi et immobilem, et terram non esse centrum et moveri; nec possem tenere, defendere aut docere quovis modo prædictam falsam doctrinam; et postquam mihi notificatum fuerat prædictam doctrinam repugnantem esse sacræ Scripturæ; scripsi et typis mandavi librum, in quo eamdem doctrinam jam damnatam tracto, et adduco rationes

cum magna efficacia in favorem ipsius, non afferendo ullam solutionem ; idcirco judicatus sum vehementer suspectus de hæresi, videlicet quod tenuerim et crediderim, solem esse centrum mundi et immobilem, et terram non esse centrum ac moveri.

« Idcirco volens ego eximere a mentibus Eminentiarum vestrarum et cujuscumque christiani catholici vehementem hanc suspicionem adversum me jure conceptam, corde sincero et fide non ficta abjuro, maledico, et detestor supradictos errores et hæreses, et generaliter quemcumque alium errorem et sectam contrariam supradictæ sanctæ Ecclesiæ ; et juro me in posterum nunquam amplius dicturum aut asserturum voce aut scripto quidquam, propter quod possit haberi de me similis suspicio; sed si cognovero aliquem hæreticum aut suspectum de hæresi, denuntiaturum illum huic Sancto Officio, aut inquisitori et ordinario loci, in quo fuero. Juro insuper ac promitto, me impleturum et observaturum integre omnes pœnitentias, quæ mihi impositæ sunt, aut imponentur ab hoc Sancto Officio. Quod si contingat me aliquibus ex dictis meis promissionibus, protestationibus et juramentis (quod Deus avertat) contraire, subjicio me omnibus pœnis ac suppliciis, quæ a sacris canonibus et aliis constitutionibus generalibus et particularibus contra hujusmodi delinquentes statuta et promulgata fuerunt : sic me Deus adjuvet et sancta ipsius Evangelia, quæ tango propriis manibus.

« Ego Galilæus supradictus abjuravi, juravi, promisi et me obligavi ut supra, et in horum fidem mea propria manu subscripsi præsenti chirographo meæ abjurationis, et recitavi de verbo ad verbum, Romæ in conventu Minervæ, hac die 22 junii, anni 1633.

« Ego Galilæus Galilæi abjuravi ut supra manu propria. »

Documentum V. — *Excerptum ex epistolis Cartesii quibus dicit, nondum a Papa* autorisatam *fuisse condemnationem Copernicani systematis.* — Hæc scribebat Descartes ad reverendum patrem Mersenne, die 10 januarii 1634, id est, labente jam

sexto post Galilæi condemnationem mense : « Vous savez sans doute que Galilée a été repris depuis peu par les inquisiteurs de la foi, et que son opinion touchant le mouvement de la terre a été condamnée comme hérétique. Or je vous dirai que toutes les choses que j'expliquais en mon traité, entre lesquelles était aussi cette opinion du mouvement de la terre, dépendaient tellement les unes des autres que c'était assez de savoir qu'il y en ait une qui soit fausse pour connaître que toutes les raisons dont je me servais n'ont point de force. Et quoique je pensasse qu'elles fussent appuyées sur des démonstrations très-certaines et très-évidentes, je ne voudrais toutefois pour rien du monde les soutenir contre l'autorité de l'Église... *Ne voyant point encore que cette censure* (*la condamnation de Galilée*) *ait été autorisée par le Pape ni par le concile, mais seulement par une congrégation particulière des Cardinaux inquisiteurs*, je ne perds pas tout à fait espérance qu'il n'en arrive ainsi que des Antipodes, qui avaient été quasi en même sorte condamnés autrefois » (Lettre LXXVI du tome II. — Dans l'édition *Panthéon littéraire*, tome des *Œuvres philosophiques de Descartes*, p. 545).

In epistola sequenti ad eumdem : « Vous n'aurez que meilleure opinion de moi de voir que j'ai voulu entièrement supprimer le traité que j'en avais fait, et perdre presque tout mon travail de quatre ans, pour rendre une entière obéissance à l'Église, en ce qu'elle a défendu l'opinion du mouvement de la terre. Et toutefois, pour ce que *je n'ai point encore vu que ni le Pape ni le concile aient ratifié* cette défense, faite seulement par la congrégation des Cardinaux établis pour la censure des livres, je serais bien aise de savoir ce qu'on en tient maintenant en France, et si leur autorité a été suffisante pour en faire un article de foi » (*Œuvres philosophiques de Descartes*, édition dite *Panthéon littéraire*, Paris, 1838, page 546).

DOCUMENTUM VI. — *Scriptum reverendi patris Olivieri, commissarii Sancti Officii, et præpositi generalis Dominicanorum, ubi*

testatur decreto, Copernicanum systema condemnanti, non accessisse Romani Pontificis approbationem. — Reverendus pater Olivieri, quocum dominus Biot anno 1825 infra relatum colloquium habuit, scripserat de Galilæi condemnatione dissertationem, quæ non fuit typis mandata. Ex ea tamen dominus Bonetty, in publicatione periodica *l'Université catholique* (novembre 1855, pag. 454 et suiv.) edidit fragmentum sequens :

« En 1835, sur la *liste réimprimée à Rome des ouvrages défendus*, on ne vit plus ceux qui avaient été mis touchant l'opinion de Copernic sur le mouvement de la terre, et qui sont au nombre de cinq, savoir : *Copernic*, *Astunica* et *Foscarini* par décret du 5 mars 1616. Mais *Copernic* et *Astunica*, seulement *donec corrigantur* (les corrections de Copernic avaient été publiées avec un autre décret du 15 mai 1620, et réduisaient à une simple hypothèse le mouvement de la terre ; mais il ne s'était plus fait aucune édition avec de telles corrections). Après ce décret et un autre du 10 mai 1619, avait été également mis sur la liste *Képler* pour son *Epitome astronomiæ Copernicæ*. Finalement, dans la sentence prononcée contre Galilée, le 22 juin 1633, l'ordre fut donné d'y inscrire également le fameux *Dialogue* de ce même Galilée. Ces cinq livres furent cependant rayés de la liste en 1835...

« Le décret par lequel avaient été défendus, ou *suspendus donec corrigantur*, Copernic, Astunica et Foscarini, comprenait également tous les autres livres enseignant la même doctrine (*omnes alios libros pariter idem docentes*). Mais *on avait omis de faire approuver le décret par le Pape*, quand on renouvela l'*Index* sous Benoît XIV, en 1758. Aussi, la difficulté était si peu résolue, que quelques-uns croyaient qu'on devait ajouter l'*hypothèse* à l'enseignement de la mobilité de la terre. Mais la sacrée *Congrégation du Saint-Office*, dans son assemblée du 16 août 1820, permit de se servir de l'*affirmation ;* et la chose examinée de nouveau fut jugée dans l'assemblée du 17 septembre 1822 ; et il parut un décret, ap-

prouvé par le Pape Pie VII, par lequel les éminentissimes inquisiteurs généraux, se conformant expressément au décret de la sacrée Congrégation de l'Index de 1757, et au leur de 1820, déclarèrent permises à Rome l'impression et la publication d'ouvrages traitant de la mobilité de la terre et de l'immobilité du soleil, selon l'opinion commune des astronomes modernes (Operum tractantium de mobilitate terræ et immobilitate solis juxta communem modernorum astronomorum opinionem). »

Documentum VII. — *Excerpta e Caramuele, Galilæi coævo; quibus liquet decretis contra systema Copernicanum non accessisse Pontificis ex cathedra loquentis auctoritatem; et hac de causa licuisse ista decreta non habere infallibiliter vera.* — « Quam sint certæ et indubitatæ declarationes Cardinalium... Ego authoritatem practicam a speculativa distinguo : et licet condendi articulos fidei, hoc est sentiendi et credendi, potestatem *soli Pontifici ex cathedra loquenti* concedam, condendi *practicos* articulos loquendi, docendi, concionandi, dictandi et operandi authoritatem concedo dominis eminentissimis, quos ad Ecclesiæ règimen practicum adsumpsit sanctissimus dominus noster. Aio eorumdem authoritatem esse duplicem, interdictoriam et condemnatoriam. Quando liber vel sententia *interdicitur*, non asseritur esse improbabilis sed neque esse probabilis; sed, jussa manere in gradu probabilitatis in quo antea, ob bonum publicum vel privatum nec dictari nec defendi præcipitur... Quando aliqua sententia ab Eminentissimis dominis *condemnatur*, *practice* condemnatur. Propositio sic condemnata non pertransit in hæresim, sed perdit omnem extrinsecam authoritatem et redditur improbabilis *practice*. Quid si condemnetur *tanquam hæretica? Tunc vi hujus condemnationis non fiet hæretica, quæ antea non esset hæretica ;* sed quæ antea erat hæretica, condemnatione declarabitur esse hæretica ; idque tanta certitudine, ut eamdem non esse hæreticam maneat improbabile. In hoc et similibus casibus habent inquisitores authoritatem interdicendi, præcipiendi,

adjurandi; et subditi tenentur in conscientia obedire, sincere jurare. Ergo in ejusmodi casibus subsunt tribunali actus externi per se, et interni per accidens » (*Theologia fundamentalis*, libro I, fundamento 5, n. 258 et seq., tomo I, pagina 104, edit. Lugduni, 1676).

« De motu terræ ab Eminentissimis dominis condemnatio... Dubia subsequentia propono : Olim fuit probabilis illa astronomorum opinio, quæ terram movet, aut tantum diurno motu, quod placuit Origano; aut etiam diurno et annuo, quod placuit Aristarcho olim, ante annos paucos Copernico, et hodie fere omnibus hæreticis, qui tribunal Cardinalium non curant. Hæc opinio damnata est hodie a Cardinalibus. Et inquiris, an ideo sit improbabilis reddita? An qui putaret se habere firmissima momenta pro Copernico, posset illam in foro exteriore defendere? An in interno aut privato saltem? An qui illam pertinaciter tueri vellet, accusandus esset de inobedientia tantum, an etiam de improbabilitate? » (ibidem, n. 262, pagina 105).

« Si ageretur tantummodo de motu qui falso adscribebatur terræ, non puto fuissent solliciti domini Eminentissimi. Quæstio erat physica, et per duo sæcula tolerata aut permissa, quandiu intra philosophiæ cancellos mansit. At hoc ævo inceperunt sutores supra crepidam sapere, astronomi supra arithmeticam et geometriam, et velle torquere ad sensa sua authoritates sacræ paginæ, quæ potius terram firmant quam volvunt. Et quia sacra non debent illota manu tractari, displicuerunt astronomi, qui temerario ausu falcem audacem in messem alienam immiserant. Sacræ paginæ expositio probabilis ad sacræ theologiæ professores, et infallibilis ad Summum Pontificem spectat... Defenditur hodie a Calvinistis motus terræ mago nisu : et cur? Ut cœlo et sideribus quietem accenseant? Minime. Nihil enim est illis et cœlo commune. Cur igitur? Nota bene : ut suggestum erigant, in quo suas machinas et bellica tormenta ponant, christianæ religionis articulos oppugnatura. Considera sequentem discursum : *Doctrinam Co-*

pernici de motu telluris diurno et annuo admittit Ecclesia Romana : Ergo admittit in Sacra Scriptura sensum metaphoricum, apparentem et opinativum : patet consequentia, quia testimonia quæ contra terræ motum adducuntur, nisi ad metaphoras et abusus sententiarum trahantur, quietem evincunt. Ergo et poterimus nos eosdem sensus admittere, cum sacram paginam interpretamur. Ergo et poterimus, dum proferimus baptismi verba, infantes abluere per famulos; nos enim moraliter facimus, quæ fieri per ministros jubemus. Ergo poterimus uti aqua artificiali in baptismo ;etsi enim non sit aqua vera, est aqua apparens. Ergo poterimus ad metaphoram trahere testimonia quæ apud catholicos confirmationis sacramentum evincunt. Peccata ergo teguntur, non delentur : gratia imputatur, non confertur : et loca sacræ paginæ, quæ contra adduci solent, significant quantum apparet. Consecrationis ergo verba sunt admittenda metaphorice, et transubstantiatio neganda. Ordo igitur et matrimonium, politici et apparentes status sunt, non veri : et quidquid de extrema unctione dicitur, præter Romanorum opinionem nihil habet. Ecce hæreticos ecthescon mirabiles textores, quam caute humana divinis immiscent, confundunt theologicis physica, pro sua hæresi undique argumenta corradunt.

« Quid ad hæc deberemus respondere catholici ? Nihil occurrit facilius, nihil melius quam primum antecedens negare. Debemus igitur agere gratias Eminentissimorum dominorum Cardinalium consessui, quod nos ab hoc argumento tam facili negotio expedierit, Copernici doctrinam condemnando.

« Hinc patet quid respondendum sit inquirentibus : *An qui tellurem circumducunt, dicendi sint inobedientes, an etiam hæretici, vel temerarii?*

« Respondeo hanc propositionem, *terra movetur*, bifariam posse considerari ; nimirum, ut hæreseos *damnatam ab Eminentissimis* Cardinalibus, præscindendo a Pontifice : et ut *damnatam a Summo Pontifice*, seu Ecclesia Romana. Si tantummodo esset condemnata ab Eminentissimis dominis, qui

illam defenderet esset inobediens et temerarius practice, quia tueretur doctrinam improbabilem et interdictam. Addo eumdem, si contumax esset, posse practice puniri ut hæreticum; tum quia est suspectus de fide qui Ecclesiæ obedire non vult; tum quia cardinales, penes quos est practicum Ecclesiæ regimen in his materiis, Aristarchi doctrinam hæreticam et sacræ doctrinæ contrariam declararunt. Cæterum eadem propositio ut a Summo Pontifice condemnata (non enim indiget concilii generalis solemnitate ut fide tenendas assertiones definiat) esse hæreticam etiam speculative pronuntio. Quamobrem Cardinales per suam declarationem non fecerunt quod motus terræ esset hæreticus; sed fecerunt quod ille, qui alias et aliunde erat hæreticus, et a multis putabatur probabilis aut etiam verus, esse hæreticus et Sacræ Scripturæ oppositus ab omnibus agnosceretur » (loco citato, n. 264 et seq., pagina 105 et seq.).

« At expediret, inquies, in controversia philosophica ingeniis libertatem concedere, et campos doctrinæ et eruditionis non claudere. — Sic loqueris, et multi tecum. Nam ut rem fatear, in hac materia hæretici contra Eminentissimos dominos Cardinales insaniunt, et *multi astronomi catholici* ægre tacent; et *omnium aut fere* vox est : *Si contrarium de fide non est, hoc verum est.* Et semper conqueruntur rem pure astronomicam a non astronomis (non enim Cardinalium theologi profitentur hanc artem) in judicium vocatam (ibidem, n. 269, p. 106).

« Terram quiescere affirmo, et opinationem contrariam esse hæreticam et a Sacra Scriptura condemnatam assero (ibidem, n. 272, p. 107).

« Et quid, si prodierit perinde aliqua demonstratio astronomica, quæ solem non moveri convincat? Quid, si per doctrinam parallaxeon terram moveri evidenter et clare convincatur? Respondeo citra miraculum non posse dari demonstrationem physicam quæ terram quiescere aut moveri persuadeat...

« Quid, si hæc ipsa demonstratio, quam impossibilem esse

dicimus, olim daretur? — Responderet hic aliquis, in tali casu adsentiendum esse demonstrationi (est enim supponendum esse legitimam et certam); at *in illo casu dici non posse Ecclesiam Romanam erravisse : non enim hanc propositionem speculative sumptam generale concilium, aut Pontifex ex cathedra proposuit universæ Ecclesiæ ut articulum fidei*, ita ut vellet ipsummet internum dissensum esse hæresim; *sed Cardinalium eminentissimum tribunal*, cujus authoritas inter homines summa est, definivit non dari rationem humanitus, propter quam non dicatur motus terræ Sacræ Scripturæ contradicere : adeoque *practice* debere haberi tanquam hæreticum, qui Pontifici *per Cardinales suos* cum pertinacia contradicat. Quod si, per impossibile cras haberetur aliqua nova demonstratio, tunc inciperet dari humanitus ratio propter quam possent permittere Eminentissimi domini, ut in expositione capitis x Josue, ad sensum aliquem apparentem aut metaphoricum recurreretur. Sic forte aliquis responderet, et forte se involveret novis difficultatibus. Ego autem summa cum facilitate me expedio. Assero igitur esse impossibile, quod olim moveri terram demonstrative suadeatur. — Quid si suaderetur demonstrative? — Respondeo : Uno impossibili admisso, non esse absurdum si impossibilia et absurda sequantur » (ibidem, n. 28, pagina 110).

Documentum VIII. — *Epistola Patris Fabri Jesuitæ, quam actis suis inseruit Academia regia Angliæ, anno* 1665, *et quam citat theologus Amort.* — Postquam suas de motu solis et terræ immobilitate probationes deduxit dictus Amort, ita pergit :

« Et hinc Urbanus VIII prohibuit sub excommunicatione systema Copernicanum, tanquam temerarium, et Sacræ Scripturæ quoad sensum proprium contrarium, donec a Copernicanis afferatur aliqua demonstratio, quæ cogat in re tanti momenti recedere a sensu proprio Scripturæ, judicio totius orbis consecrato. Ita enim explicat mentem bullæ Pontificiæ Pater Fabri, Societatis Jesu, Romæ ad sanctum Petrum Pœnitentiarius, dum cuidam Copernicano in hæc verba rescribit :

Ex vestris coriphæis non semel quæsitum est, utrum haberent aliquam pro terræ motu demonstrationem? Nunquam ausi sunt id asserere. Nil igitur obstat, quin loca illa in sensu litterali Ecclesia intelligat, et intelligenda esse declaret, quamdiu nulla demonstratione contrarium evincitur; quæ si forte aliquando a vobis excogitetur (quod vix crediderim) in hoc casu nullomodo dubitabit Ecclesia declarare, loca illa in sensu figurato et improprio intelligenda esse, ut illud poetæ : Terræque urbesque recedunt. « Rescriptum istud insertum est anno 1665 actis Societatis Regiæ Anglicanæ, mense junio » (*Philosophia Polingana*..., authore R. D. Eusebio Amort, canonico regulari Lateranensi ad sanctissimum Salvatorem in Polling sacræ theologiæ professore, tomo III, in-12, pagina 7, edit. Venetiis, 1734).

Notet lector ibi quidem mentionem fieri de aliqua *bulla pontificia*, qua supponitur Urbanus VIII systema Copernicanum condemnasse. Ast errat Amort. Nulla edita est hac de re bulla. Pronuntiata est condemnatio Copernicani systematis a solis Cardinalibus; nec eorum decreto accessit Romani Pontificis confirmatio aut speciale mandatum de publicanda decisione.

Documentum IX. — *Excerpta e scriptis domini Biot.* — Mense martio anno 1825, dominus Biot Romæ colloquium habuit de Galilæo, cum reverendo Patre Olivieri, Sancti Officii commissario, et Dominicanorum generali superiore. Hocce colloquium ipse retulit in publicatione *Journal des savants* (mars, 1858, pagina 139), ubi sic legere est:

« Nous avons lu ici, me dit-il, votre article *Galilée* de la *Biographie universelle*. Vous y blâmez le jugement porté contre lui par le tribunal du Saint-Office. Mais, en fait, le tribunal n'a condamné que ses erreurs ; car il en avait commis de très-réelles...

« Il se peut, répondis-je, que Galilée ait commis des erreurs, même en physique. Tout homme est faillible. Mais... Au reste, en déplorant ce procès, et mettant à nu les motifs intéressés

qui lui ont servi de prétexte, vous avez pu voir que je n'en ai pas exagéré les circonstances. Je crois avoir *montré avec évidence que les rigueurs physiques*, indiquées dans le texte de la sentence, n'ont pu être que des énoncés de forme, sans réalité d'application. Tout concourt à le prouver. Galilée eut d'abord pour prison le logement d'un officier supérieur du tribunal, avec la permission de se promener dans le palais. On lui laissa son domestique de confiance. Plus tard, on le transféra dans le palais de l'archevêque de Sienne, dont les superbes jardins lui servaient de promenade. Il put chaque jour écrire librement à ses amis; et il leur écrivit en effet des lettres fort plaisantes sur le compte de ceux qui l'interrogeaient. Ce n'est pas ainsi que peut badiner un vieillard de soixante et dix ans qui viendrait d'être mis à la torture. Les souffrances morales que lui causa ce procès et les entraves qui en résultèrent pour sa liberté pendant les dernières années de sa vie lui furent assez pénibles, sans qu'on ait besoin de les aggraver. — Non assurément, reprit mon interlocuteur. En tout, votre article est écrit avec droiture et sincérité. Mais croyez-bien que Galilée eut grand tort de se mettre mal personnellement avec le Pape, qui lui avait montré autrefois beaucoup d'estime. Il l'avait joué dans ses dialogues, sous le personnage de *Simplicius;* et, en faisant allusion à la fantaisie qu'on lui attribuait de composer des vers, il ne se gênait pas pour dire et pour écrire que le Pape aimait à rimer *il sonnetto amoroso*. Soyez convaincu que ces torts personnels ont puissamment contribué à sa perte...

« Trouvant donc mon interlocuteur si bien instruit..., je lui demandai si, pour satisfaire une curiosité bien naturelle, il pourrait m'être permis de voir les pièces originales de ce procès. A cela il me répondit : Nous ne les avons plus. Elles avaient été transportées à Paris, avec tout l'ensemble des archives pontificales. Le roi Louis XVIII a voulu en avoir communication. Elles lui furent apportées aux Tuileries. Mais, quand il quitta précipitamment Paris au 20 mars, on ne

songea plus à les restituer aux archives royales ; et dans la bagarre, elles ont disparu. Si nous les possédions, il n'y aurait aucune difficulté à vous les communiquer. »

Nota 1°. — In opere *Galileo e l'Inquizitione*, auctore Marino Marini (pagina 101, edit. 1850), reperies testimonium Cardinalis Bellarmini, Galileo traditum, 26 maii 1616. Quod documentum transcripsit dictus Marini ex autographo processu, ubi extat pagina 83.

Nota 2°. — In eodem opere (pagina 143 et seq.), narrat præfatus Marini, quomodo jam ab anno 1814 destinatus Parisios fuerit a Papa Pio VII, ad recuperanda varia, sive manuscripta, sive alia, quæ ab urbe Roma Lutetiam ablata fuerant, et quæ reddi Ludovicus XVIII edixerat. Inter alia autographum *processum* Galilæi, necnon *librum diurnum* ab Holstenio editum reposcebat dominus Marini.

Ei rescripsit comes de Blacas, tunc regiæ domus minister, 2 februarii 1815 in hunc modum : « Le roi a désiré parcourir le *procès de Galilée*. Il est dans le cabinet de Sa Majesté; et je regrette de ne pouvoir vous le rendre sur-le-champ. Mais aussitôt qu'elle me l'aura rendu, je m'empresserai de vous le faire savoir. » Nihilominus non tantum redditus non fuit Galilæi *processus* hoc anno 1815, sed postea eidem domino Marini pluries responsum est manuscriptum istud non reperiri. Repertum tandem fuit et redditum Pio Papæ IX, extatque nunc in Vaticana bibliotheca.

§ 2. — Romanus Pontifex non loquitur ex cathedra seu infallibiliter per definitiones dogmaticas cardinalium sancti officii, nisi eas faciat suas, editis ad hoc litteris Pontificiis, sive saltem accedente ipsius confirmatione aut speciali mandato.

Hac de re disseruimus in tractatu *de Curia romana* (parte III, sectione III, capite VII, pag. 470). Unde hic brevius quæstionem expediemus. Prænotandum est triplicem distingui speciem decretorum dogmaticorum a Sacra Inquisitionis Congregatione editorum : *Primo* enim alia sunt quæ summus

Pontifex facit sua, publicando (sive in forma Brevis sive aliter) pontificias litteras, quibus id, quod a Cardinalibus judicatum est, ipse judicat, definit ac tenendum decernit. Quod tunc summus Pontifex loquatur *ex cathedra*, in confesso est apud omnes. *Secundo*, alia sunt super quibus nullum conficitur Breve, nullæ Pontificiæ litteræ; sed duntaxat in ipsomet Sacræ Congregationis decreto dicitur, factam esse relationem Summo Pontifici, et ipsum *confirmasse;* vel dicitur publicari decretum *de speciali mandato* summi Pontificis. An autem per talia decreta dogmatica Romanus Pontifex loqui *ex cathedra* censendus sit, inter doctores catholicos controvertitur. Alii scilicet contendunt tunc Pontificem non loqui tanquam caput Ecclesiæ, sed solummodo tanquam caput Congregationis : alii vero (*multo plures*, ut ait Zaccaria) tenent in eo casu Pontificem loqui ut Pontificem seu tanquam caput Ecclesiæ. Et huic posteriori sententiæ ego prorsus adhæreo. At simul fateor rem etiamnum manere controversiæ obnoxiam. *Tertio* tandem alia sunt decreta dogmatica Cardinalium Sancti Officii, quæ eorum tantummodo nomine eduntur, et quibus non accedit, neque supradicta summi Pontificis *confirmatio*, neque ipsius *speciale mandatum*. De his sub præsenti paragrapho agimus, et dicimus, per talia decreta Romanum Pontificem non loqui *ex cathedra*. Quod probatur sequentibus propositionibus.

Propositio I[a]. — *Romanus Pontifex non definit ex cathedra, nec proinde infallibiliter, nisi ipse per propriæ suæ mentis actum judicet ac pronuntiet.* — Etenim Romanus Pontifex non loquitur *ex cathedra*, nisi quando tanquam caput Ecclesiæ ac supremus controversiarum judex, eum actum exerit, cui Christus Dominus infallibilitatis prærogativam alligavit, et cui teneantur omnes adhærere. Porro ejusmodi prærogativam et auctoritatem alligavit Christus illi actui quo Romanus Pontifex ipse docet et definit per suum proprium seu personale judicium. Etenim Sacræ Scripturæ textus et traditionis documenta quæ Romani Pontificis infallibilitatem adstruunt,

simul aperte hanc prærogativam exhibent tanquam ipsi exclusive propriam. Nec potest hanc suam infallibilatem alteri delegare; quia Christus, non alterius cujuslibet hominis, sed solius Romani Pontificis fidem definientis judicium infallibilitate donavit. Ergo ut Romanus Pontifex loquatur ex cathedra, necesse est ut ipsemet per proprium mentis suæ actum judicet ac pronuntiet.

Propositio IIª. — *Romanus Pontifex per propriæ suæ mentis actum definit ac pronuntiat, quando id, quod a Cardinalibus Sancti Officii definitum est, ipse per Pontificias litteras definit ac tenendum præcipit; item quando decreta dogmatica Cardinalium confirmat; ac demum quando decreta hæc ex speciali ipsius mandato publicantur.* — 1° Si Pontifex per Breve, aut alterius formæ litteras Apostolicas, ipse definiat quæ fuerunt a Cardinalibus pronuntiata, patet ipsum definire ac pronuntiare per proprium mentis suæ actum; siquidem, ut supponitur, litteræ pontificiæ quibus ita pronuntiat, ipsius sunt et ipsius nomine publicantur. 2° Idem est quando decreta dogmatica Cardinalium, sibi per relationem cognita, Papa *confirmat*, licet ad id non edatur ullum Breve, sed tantum in ipsomet Cardinalium decreto addatur judicium istud a Papa fuisse *confirmatum*. Nam qui sic ratum habet et confirmat judicium alterius, hoc ipso notum habet judicium istud, et illud, per propriæ suæ mentis actum, suum facit, idem judicando ac pronuntiando. 3° Idem dicendum si definitio Cardinalium publicetur *de speciali mandato* Romani Pontificis. Nam non adest mandatum *speciale* Papæ, nisi mandatum istud referatur ad definitionem illam *in particulari* cognitam a Papa. Proinde quoties adest ejusmodi mandatum *speciale*, Papa notam habuit illam ipsam definitionem a Cardinalibus pronuntiatam; et cum aliunde jubeat illam publicari, hoc ipso declarat se eam approbare ac confirmare. Adest igitur ille proprius mentis ipsius actus, quo idem ipse definit et pronuntiat.

Propositio IIIª. — *Quando decretis dogmaticis Cardinalium*

non accedunt, nec litteræ Pontificis, nec ejus confirmatio, nec speciale publicandi mandatum, per ejusmodi decreta Romanus Pontifex non loquitur ex cathedra. — Etenim, ex dictis, non loquitur *ex cathedra*, nisi per propriæ suæ mentis actum ipse pronuntiet, et hoc suum judicium publice manifestum faciat. Porro in dicto casu, non constat adesse hunc propriæ mentis Pontificis judicandi actum. Constat solummodo de judicio Cardinalium. An autem quod pronuntiarunt Cardinales ipse Papa probet et confirmet, immo an etiam noverit quid pronuntiaverint, publice non constat; siquidem, ex hypothesi, Papa nullo modo publico manifestum fecit se idem pronuntiare.

Objicies 1°. — Per *generale* mandatum quo Romanus Pontifex deputavit Sacram Congregationem Inquisitionis ut de dogmate judicaret, una vice pro semper *sua fecit* omnia decreta dogmatica in posterum ab ea congregatione edenda. Ergo per ejusmodi decreta censendus est loqui ex cathedra, quamvis ipse per propriæ suæ mentis actum nihil circa ea pronuntiet, immo quamvis ea ignoret.

Respondeo : Nego antecedens. Etenim ea decreta *non facit sua*, eo sensu quod sint de iis judiciis ex cathedra prolatis, quibus Christus infallibilitatem annexuit. Nam ejusmodi prærogativam alligavit Christus ipsismet Papæ judiciis, id est, quæ per proprium ipsius mentis actum pronuntiantur.

Objicies 2°. — Cardinalibus Sancti Officii delegavit summus Pontifex potestatem edendi definitiones dogmaticas; ergo ejusmodi definitiones fiunt auctoritate summi Pontificis; ergo eamdem auctoritatem habent ac si a Papa pronuntiarentur; ergo censendæ sunt prolatæ ex cathedra.

Respondeo : Dictam potestatem delegavit Papa, in quantum est delegabilis, concedo : quoad eam partem quæ delegari nequit, nego. Papa scilicet delegare nequit potestatem edendi dogmaticas definitiones, quæ sint judicia infallibilia Papæ loquentis ex cathedra. Etenim hanc prærogativam ipsimet personæ Romani Pontificis exclusive propriam fecit Christus.

Quo posito, repugnat posse delegari ullum tribunal ad pronuntiandum infallibiliter et ex cathedra.

At vero bene potest Papa Cardinalibus delegare potestatem condendi decreta dogmatica, quæ valeant tanquam judicia doctorum gravissimorum, utpote ab ipso ad id electorum. Imo potest Cardinalibus delegare potestatem obligandi per ejusmodi decreta *quoad externam agendi rationem.* Unde si propositionem aliquam proscripserit Sacra Congregatio Inquisitionis, et prohibuerit ne propugnetur in scriptis, lectionibusve aut sermonibus, jam non licebit propositionem illam sic externis actibus propugnare. Ejusmodi enim præceptum disciplinam respicit; et potest Papa Cardinalibus delegare suam potestatem obligandi per disciplinares leges et præcepta. Ipsa autem propositio quam Cardinalium congregatio proscripsit tanquam erroneam vel hæreticam, *vi hujus solius decreti* non erit necessario et ex obligatione ut talis credenda, donec hocce judicium suum fecerit summus Pontifex illud confirmando et publicari præcipiendo.

§ 3. — Condemnationem Galilæi et Copernicani systematis a Cardinalibus pronuntiatam, nullus Papa suam fecit, sive per litteras Apostolicas, sive per confirmationem, sive per speciale mandatum.

PROBATUR I *ex eo quod nullum extet documentum, dictas litteras Pontificias, aut dictam confirmationem, aut dictum speciale mandatum exhibens.* — Sane si Romanus Pontifex dictam condemnationem confirmasset per aliquod Breve, aut saltem decreto Cardinalium, addita fuisset solita clausula, Pontificiam *confirmationem* aut *speciale* publicandi *mandatum* exprimens, tale documentum, non una vice, sed millies productum fuisset; atque illud reperiremus, non tantum apud Riccioli, qui documenta retulit, sed in tot illis acatholicorum libris, qui hac de re disserunt. Porro ejusmodi documenti nullum omnino vestigium reperire est :

1° Nulla producitur bulla, nullum Breve, nullæ demum

Pontificiæ litteræ, quibus aut Paulus V aut Urbanus VIII, aut alius quilibet Pontifex, dictam condemnationem Copernicani systematis ratam habuerit ac confirmaverit.

2° Sed neque extat in ullo Cardinalium decreto clausula dictæ *confirmationis* aut *specialis mandati* Romani Pontificis. Imprimis non extat in decreto Sacræ Congregationis Indicis 5 martii 1616, quo propositio motum terræ et mobilitatem soli adscribens declarata est *falsa et divinæ Scripturæ omnino adversaus* (vide illius textum supra, § 1, documentum I). Si decreto huic accessisset confirmatio Pontificis, post verba *prohibet, damuat atque suspendit*, posita fuisset solita clausula : *Et facta per me infra scriptum relatione Sanctissimo, Sanctissimus confirmavit;* vel diceret congregatio : *Et præsens decretum de speciali mandato Sanctissimi publicavit.* Porro nihil tale ibi reperies; sed post verba *damnat atque suspendit*, immediate sequuntur ista : *In quorum fidem præsens decretum manu et sigillo illustrissimi et reverendissimi Cardinalis sanctæ Cæciliæ Episcopi Albanensis signatum et munitum fuit.*

3° Nec invenitur dicta clausula in decreto Sacræ Congregationis Indicis anni 1620 (vide illud supra, § 1, documentum II). Sed neque in sententia contra Galilæum pronuntiata (vide textum supra, § 1, documentum IV). Et tandem nullibi reperies clausulam illam de superaddita Papæ *confirmatione* aut *speciali mandato.* Unde qui assereret Romanum Pontificem suam fecisse dictam condemationem, id falso assereret, cum nullum documentum id testetur, et non possent deesse documenta, si revera res contigisset.

Probatur II *testimoniis positivis.* — 1° Dicebat Descartes, elapsis jam, post pronuntiatam Galilæi condemnationem sex mensibus : *Ne voyant point encore que cette censure ait été autorisée par le Pape... Je n'ai point encore vu que* ni *le Pape ni le concile aient ratifié cette défense* (d'enseigner que la terre tourne). Contextum vide supra (§ 1, documentum V). Maxime igitur attendebatur ad hanc circumstantiam, an accessisset confirmatio Romani Pontificis. Unde si revera accessisset,

notissimum foret documentum illam exprimens. Porro documentum ejusmodi nullibi reperiri potest. Ideo sane, quia nunquam contigit ejusmodi per Romanum Pontificem confirmatio.

2° Et revera quod nunquam contigerit, testatur reverendus pater Olivieri, commissarius Sancti Officii et Dominicanorum superior generalis. Is nempe, loquens de decreto 5 martii 1661, Copernicanum systema condemnante, sic asserit : *On avait omis de faire approuver le décret par le Pape* (vide supra, § 1, documentum VI). Et supponit nunquam accessisse ejusmodi Pontificiam confirmationem ante 16 augusti 1820, quo die Sacra Congregatio Inquisitionis, liberum declaravit motum terræ, seu Copernicanum systema ut certum propugnare.

3° Idem colligendum venit ex Caramuele Galilæi coævo. Expendens casum quo inveniretur aliquando (quod tamen ipse impossibile putat) rigorosa demonstratio de motu terræ, sic habet : « Quid si hæc ipsa demonstratio, quam impossibilem esse dicimus, olim daretur? Responderet hic aliquis, in tali casu adsentiendum esse demonstrationi : *At in illo casu dici non posse Ecclesiam Romanam erravisse; non enim hanc propositionem speculative sumptam generale concilium aut Pontifex ex cathedra proposuit universæ Ecclesiæ...*; *sed Cardinalium Eminentissimum tribunal* » (vide supra, § 1, documentum VII). Ibi tanquam certum supponit Caramuel non accessisse Romani Pontificis confirmationem, qua suum fecerit Cardinalium decretum.

Objicies 1°. — In sententia contra Galilæum pronuntiata, supponitur ab ipsomet Papa condemnatam fuisse doctrinam de motu terræ. Ibi enim de quadam testificatione quam Galilæus a Cardinali Bellarmino impetraverat sic habetur : « In qua testificatione dicitur, te non abjurasse neque punitum fuisse, sed tantummodo denuntiatam tibi fuisse *declarationem factam a Domino nostro*, et promulgatam a Sacra Congregatione Indicis, in qua continetur doctrinam de motu terræ et stabilitate

solis contrariam esse Sacris Scripturis. » Igitur condemnatio Copernicani systemetis quæ exprimitur in decreto 5 martii 1616, *facta fuit* ab ipsomet Summo Pontifice.

Respondeo : Facta est ab ipso Pontifice, ast edenda et publicanda solo nomine Cardinalium, et quin accesserit Pontificis confirmatio aut speciale mandatum, concedo. Facta est a Pontifice, id est, edita fuit et publicata nomine Pontificis, vel ei accessit attestatio de publica Pontificis confirmatione aut speciali mandato, nego. Decreta scilicet quæ solo nomine Cardinalium eduntur, non fiunt plerumque, præsertim si magni momenti sint, nisi postquam ipse Summus Pontifex quæstionem expendit, et decreta hæc jam approbavit ac edi mandavit. Unde in eo sensu dici possunt ab ipso facta. Sed ejusmodi approbatio et mandatum Pontificis, de quibus nulla fit attestatio publica, remanent actus *privati;* sunt nempe Pontificis privatam personam agentis, non autem decernentis ut Pontificis et ex cathedra. Quæstio est num Galilæi et Copernicani systematis condemnationem suam fecerit aliquis Romanus Pontifex per litteras apostolicas, vel per solitam clausulam et publicam attestationem de ipsius confirmatione aut speciali mandato. Id a nullo Papa peractum dicimus; nec contrarium probant objecta verba.

Objicies 2°. — Dicit Amort : *Urbanus VIII prohibuit sub excommunicatione systema Copernicanum tanquam temerarium et Sacræ Scripturæ contrarium.* Item loquitur de *bulla pontificia* qua ita decretum fuerit (vide textum allegatum Eusebii Amort supra, § 1, documentum VIII). Ergo Romanus Pontifex suam fecit illam condemnationem, per litteras apostolicas, seu loquendo ex cathedra.

Respondeo : Deceptus est Amort, dum supposuit aliquam ejusmodi bullam. Si talis bulla edita fuisset, eam frequenter citatam reperiremus. Porro de hocce documento nulla particula, nullum vestigium reperitur. Mirum non est hac in re dictum scriptorem errasse, cum recentioribus temporibus scripserit. Cum nempe id quod pronuntiarat Sacra Cardinalium Con-

gregatio in negotio Galilæi, soleat Urbano VIII tribui, falso existimavit editam ab eo Pontifice hac de re bullam.

§ 4. — Concluditur perperam allegari dictam Galilæi et Copernicani systematis condemnationem, contra Romani Pontificis infallibilitatem : immo confirmari ex eo facto prærogativam infallibilitatis.

1. Etenim, ex § 2, Romanus Pontifex non loquitur ex cathedra seu infallibiliter per decreta dogmatica Cardinalium, nisi ea sua faciat per apostolicas litteras, aut saltem per adjectam clausulam quæ ipsius *confirmationem* vel *speciale mandatum* publice testetur. Aliunde, ex § 3 nullus Romanus Pontifex dicto modo suam fecit præfatam Galilæi et Copernicani systematis condemnationem. Ergo illam condemnationem nullus Pontificum ex cathedra pronuntiavit. Ergo ex eo quod ista condemnatio erronea sit, non sequitur errasse Romanum Pontificem ex cathedra loquentem. Proinde absonum prorsus est eam objicere, quando agitur de Romani Pontificis ex cathedra loquentis inerrantia.

2. Econtra merito allegari valet dicta condemnatio ad confirmandam pontificiæ infallibilitatis prærogativam. Nam si hoc totum Galilæi negotium perpendatur, cuidam supernæ providentiæ tribuendum est, quod decreto Cardinalium non accesserit solita clausula de pontificia confirmatione aut speciali mandato. Hujus quippe temporis theologi, communiter, ne dicam unanimiter, persuasum habuerunt propositionem qua dicitur solem stare et terram moveri, esse falsam, Scripturæ Sacræ adversam, immo et hæreticam. Quod plane compertum habebit, qui vel solum Patris Riccioli opus (*Almagestum novum*) legerit. Ita tenuerunt definitores Sancti Officii; ita pronuntiarunt cardinales; ita demum tenebat et ipse Urbanus VIII, qui hoc sensu voluit edi decretum a Sacra Congregatione. Ut quid igitur ipse decretum istud non confirmavit, sive per Breve aliquod, sive saltem per solitam clausulam qua in ipso decreto Pontificis *confirmatio* aut *speciale mandatum* exprimitur? Cur præcise quoad tale decretum omissum est, quod omitti

non solet? Cur illa omissio quam sic testatur commissarius Sancti Officii, Pater Olivieri, *on avait omis de faire approuver le décret par le Pape?* Id fortuito casui forsan quis adscribendum existimabit. At mihi liceat altiorem causam autumare. Cum nempe decretum istud errorem contineret, singulari sua providentia præpedivit Christus ne a Romano Pontifice ex cathedra confirmaretur; et sic illæsa remaneret cœlitus concessa inerrantiæ prærogativa.

Sed et criminationes, quibus ob istud Galilæi negotium sacra Inquisitionis et Indicis Congregatio ab acatholicis impeti solet, veritati ac justitiæ magna ex parte adversantur. De quo subjungenda visa est sequens paragraphus.

§ 5. — In quo erraverit, et in quo recte egerit vel excusanda sit sacra congregatio Inquisitionis et Indicis, quoad Galilæi negotium.

Propositio I^a. — *Quod Inquisitionis tribunal Galilæum squalore carceris, tortura membrorum, oculorum effossione, aliisve suppliciis physicis affecerit, mera calumnia est.* — Id jam toties et adeo evidenter probatum est a viris nullatenus suspectis, et ex documentis omnino authenticis, ut supervacaneum sit ejusmodi probationes et documenta hic retexere. Lectorem præcipue remittimus ad dissertationem domini Biot, physices et matheseos scientia in Galliis clarissimi, hoc titulo editam : *La Vérité sur le procès de Galilée* (*Mélanges scientifiques et littéraires*, tomo III, pag. 1, edit. Parisiis, 1858). Ibi de Galilæo dicit dominus Biot (pagina 42) : « Nous avons démontré par des preuves *certaines*, qu'il n'a pas été *matériellement* torturé. » Nonnulla jam domini Biot hac de re dicta retulimus (supra § 1, documentum IX). Equidem diebus aliquot in ædibus Sancti Officii detentus est Galilæus ; sed ita ut lotius in palatio aliquo degere non potuisset. Ei quippe illa pars ædium assignata est, quam unus e præcipuis officialibus incolere solebat. Data ei facultas famulum apud se retinendi, in horto deambulandi, ad amicos libere scribendi, eos eo-

rumque litteras recipiendi, delatis ex palatio legationis Toscaniæ escis vescendi. Non aliter Galilæus carcerem passus est, si tamen carcer dicendus sit. Quod torturæ addictus sit, quod ei oculi effossi, puditissima mendacia sunt. Merito igitur sic adnotavit Pater Perrone (*le Protestantisme et la Règle de foi*, traduit de l'italien par l'abbé Peltier, tomo II, p. 497, edit. Parisiis, 1854) : « Qu'il ait d'ailleurs été traité avec tous les égards dus à sa personne et à son âge, c'est ce qu'attestent ouvertement ses lettres publiées par *Venturi* dans son histoire (IIIe partie, page 179 et suiv.). Voir aussi *Tiraboschi* (*Storia della litteratura italiana*, Venise, 1796, tome 8, p. 161 et suiv.). Tous les efforts de *Libri* pour prouver le contraire (dans le *Journal des Savants*, septembre et octobre 1840 et avril 1841, et dans la *Revue des Deux-Mondes*, juin 1841) ont été en pure perte. Voir la savante dissertation de Phillips, dans le *Journal de Munich*, sur ce même sujet. Voir aussi Delambre, auteur assurément non suspect aux incrédules (dans son *Histoire de l'astronomie moderne*, Paris, 1821, t. I, p. 657, 652, 661 et 666). »

Propositio IIa. — *Vituperandum non est tribunal Inquisitionis ex eo quod sollicitum fuerit de systemate illo, quo solem stare et terram moveri propugnabatur.* — Nam quæstio hæc, etsi physica et astronomica, indivulse tamen connexa erat cum quæstione theologica de sensu plurium textuum Scripturæ Sacræ, quibus terra stans, sol autem gyrans exhibetur. Admisso Copernicano systemate, ad sensum metaphoricum seu moralem varii illi textus trahendi erant. Porro tunc temporis ea machina *sensus metaphorici* protestantes abutebantur, ut omnia ferme catholicæ fidei dogmata convellerent. De quo satis testatur supra transcriptum fragmentum ex Caramuele, Galilæi coævo scriptore (§ 1, documentum VII). Insuper connexa erat eadem quæstio cum sacrosancto Incarnationis mysterio. Admissa siquidem hypothesi quod terra non sit totius mundi centrum, facile inferebatur mundorum pluralitas ; et periculum erat ne minus Deo dignum videretur stu-

pendum incarnati Verbi opus, in gratiam incolarum unius mundi, inter cæteros innumeros minimi. Merito igitur Summus Pontifex et eminentissimi inquisitores fuerunt de hac quæstione, utpote dogma catholicum attingente, solliciti.

Propositio IIIª. — *Antiquissimum est dictum systema de stante sole et terra gyrante; atque illud tenere ac doceri permiserat Sedes apostolica usque ad annum* 1616. — Systema istud, quod nunc vocatur Copernicanum, olim nuncupabatur Pythagoricum; quia illud Pythagoras docuerat, eique Pythagoræi fere omnes adhærebant. Præcipuus in eo propugnando Philolaus Crotoniata; et eamdem opinionem sectati sunt Aristarchus Samius, et Plato (*de Senectute*). De hac antiqua opinione sic mentionem fecit Seneca (*Naturalium quæstionum* libro VII, numero seu capite II) : « Illo quoque pertinebit hoc excussisse, ut sciamus, utrum mundus terra stante circumeat, an mundo stante terra vertatur. Fuerunt enim qui dicerent, nos esse quos rerum natura nescientes ferat, nec cœli motu fieri ortus et occasus; ipsos oriri et occidere. Digna res est contemplatione, ut sciamus, in quo rerum statu simus : pigerrimam sortiti, an velocissimam sedem? Circa nos Deus omnia, an nos agat? » Ad hunc locum Senecæ, sic habet Justus Lipsius (*Physiologia stoicorum*, libro II, dissert. XIX) : « Ait (Seneca) *fuisse qui dicerent*. Qui illi? Plures reperio sed, *primus Philolaus Pythagoricus dixit : Terram moveri in orbem* (Laertius, in Philolao). Addit tamen : *Alii tamen Hicetæ Syracusano id tribuunt*. Et de Hiceta etiam Cicero (Acad., II) : *Hicetas Syracusius, ut ait Theophrastus, cœlum, solem, lumen, stellas, supera denique omnia stare censet; neque præter terram, rem ullam in mundo moveri. Atque hoc etiam Platonem in* Timeo *dicere quidam arbitrantur, sed paulo obscurius*. At de Philolao quod Laertius, universe Plutarchus Pythagoricis adscribit (in *Numa*), eosque terram non putare immobilem, sed esse in gyrum circa ignem suspensam. Additque de Platone, *eadem jam senem sensisse*. »

Igitur systema istud, multo antiquius est opposito systemate

Ptolemæi. Vixit enim Ptolemæus, Alexandrinus astronomus, secundo post Christum sæculo. Prævaluerat tamen jam a multo tempore systema Ptolemæi, seu de terra immobili, ante sæculum decimum quintum.

Anno circiter 1435, edidit Nicolaus Cusanus librum suum *De docta ignorantia* inscriptum, ubi (capite XI et XII), stantis solis et terræ gyrantis opinionem exponit ac propugnat. Neque ob id minus benevolam Sedem apostolicam Romanamve curiam expertus est; immo Cardinalitia dignitate fuit condecoratus.

Sed neque Copernicus, qui anno 1540 idem systema, in opere suo *De orbium cœlestium revolutionibus*, magis ex professo propugnavit, quidquam molestiæ passus est. Fuit primum Romæ professor in collegio *Sapientiæ;* ac postmodum ab avunculo suo Worsmatiensi Episcopo, canonicatu quodam Frawemburgi donatus. Hanc scilicet opinionem libere teneri ac edoceri permittebant Sancti Officii Cardinales et Romani Pontifices. Quæ facultas seu tolerantia perduravit usque ad annum 1616. Et tunc primum, decreto Sacræ Congregationis Indicis 5 martii dicti anni, opinio illa proscripta est.

Propositio IV^a^. *Opinio de sole stante et terra gyrante a Cardinalibus proscripta est tanquam falsa et Sacræ Scripturæ adversa; an insuper tanquam hæretica ambigi potest.* — 1. Quod proscripta fuerit tanquam *falsa* et *Sacræ Scripturæ adversans*, patet ex ipso textu decreti Sacræ Congregationis Indicis 5 martii 1616 (habetur supra, § 1, documentum I); necnon ex tenore sententiæ in Galilæum pronuntiatæ (ibidem, documentum IV).

2. Quod vero insuper *hæretica* declarata sit, nonnulli inficiati sunt. Equidem, aiunt, in dicta sententia contra Galilæum pronuntiata, reperitur etiam *hæreseos* nota; sed simul dicitur appositam fuisse a *theologis qualificatoribus;* nec eam pronuntiant ipsi Cardinales Sancti Officii, sed tantum referunt, ita qualificatam fuisse propositionem *a theologis*. Sic nempe habet textus : « De mandato Domini nostri et eminentis-

simorum dominorum Cardinalium hujus supremæ ac universalis inquisitionis, a qualificatoribus theologis qualificatæ fuerunt duæ propositiones de stabilitate solis et de motu terræ, ut sequitur : *Solem esse in centro mundi, et immobilem motu locali, est propositio absurda et falsa in philosophia; et formaliter hæretica, quia est expresse contraria Scripturæ sacræ.* » Igitur hæreseos nota, non a Sacra Congregatione Inquisitionis, sed a solis theologis inusta est. Ita nonnulli.

3. Sed dici potest Cardinales ejusmodi qualificationem approbasse ac suam fecisse; atque id evinci ex reliquo sententiæ contextu. Etenim infra, ubi dicitur concedi absolutionem censurarum, sic additur : « Dummodo prius corde sincero et fide non ficta coram nobis abjures, maledicas et detesteris *supradictos* errores et *hæreses*. » Et paulo antea : « Declaramus, te Galilæum... teipsum reddidisse huic Sancto Officio vehementer suspectum de hæresi; hoc est, quod credideris et tenueris doctrinam falsam et contrariam sacris et divinis Scripturis, solem videlicet esse centrum orbis terræ et eum non moveri ab Oriente in Occidentem, terram moveri nec esse centrum mundi, et posse teneri ac defendi tanquam probabilem opinionem aliquam, postquam declarata ac definita fuerit contraria Sacræ Scripturæ. » Cum ibi enumerentur variæ sententiæ ob quas Galilæus sese reddidit *suspectum de hæresi*, æquivalenter declarant Cardinales aliquam saltem ex his sententiis esse *hæreticam*. Talis autem haberi ab ipsis censenda est, ea ipsa, quam qualificatores *formaliter hæreticam* pronuntiaverant. Confirmatur ex coævis scriptoribus, qui revera persuasum habuerunt et scripserunt, opinionem de sole stante et terra gyrante a Sancto Officio declaratam fuisse *hæreticam* (vide § 1, notam ad documentum I; et documentum VII).

4. In contrarium quis forsan sic opponet : Inter enumeratas sententias ob quas Galilæus dicitur se suspectum de hæresi reddidisse, adesse et istam : *Et posse teneri et defendi tanquam probabilem opinionem aliquam, postquam decla-*

rata ac definita fuerit contraria Sacræ Scripturæ. Potuerunt Cardinales hanc solam tanquam *hæreticam* habere. Et sic dum exigunt ut Galilæus abjuret *supradictos errores et hæreses*, vox *hæreses* ad istam solam, et vox *errores* ad cæteras referenda foret. Juxta quam explicationem, negari posset opinionem de sole stante et terra mota tanquam *hæreticam* a Sacra Congregatione Inquisitionis proscriptam fuisse. Sed in abjurationis formula, unica dumtaxat allegatur causa ob quam judicatus est suspectus de hæresi, videlicet ipsius de stante sole et terra gyrante opinio. Cæterum parvi momenti videtur disceptatio hæc, cum errasse dicendum sit tribunal Inquisitionis, etiamsi tanquam *falsam* dumtaxat dictam opinionem proscripserit.

Propositio Vª.—*Quod Inquisitionis tribunal dictum systema non proscripserit tanquam in se falsum, sed dumtaxat quatenus assereretur certum et rigorose demonstratum, omni prorsus fundamento caret.*—Etenim in decreto Sacræ Congregationis Indicis 5 martii 1616, *doctrina de mobilitate terræ et immobilitate solis*, pronuntiatur *falsa* et *divinæ Scripturæ omnino adversans* (vide supra, § 1, documentum I). Non dicunt Cardinales: *Falso asseritur jam rigorose demonstrari doctrinam de motu terræ et stabilitate solis*, sed de ipsamet doctrina motum terræ adscribente dicunt: *falsa* et *Sacræ Scripturæ adversans*. Unde hanc doctrinam absolute et in se erroneam tunc pronuntiarunt. Equidem nihilominus per decretum anni 1620 permiserunt hanc doctrinam exponi tanquam *hypothesim;* sed non ideo revocarunt decretum quo illam falsam et Sacræ Scripturæ contrariam pronuntiaverant. Permiserunt nempe doctrinam illam exponi tanquam hypothesim; sed tanquam hypothesim *falsam*, et quæ pro *falsa* tenenda esset. Immo ipsi Galilæo, ne *ullo modo*, id est, ne ut hypothesim quidem eam doctrinam exponeret ac doceret, prohibuerunt; prout constat ex tenore sententiæ in ipsum pronuntiatæ. Et in hac sententia declaratur istam doctrinam utpote quæ jam proscripta fuerat tanquam *falsa* et *Sacræ Scripturæ contraria*, non potuisse licite

a Galilæo ut *probabilem* propugnari. Igitur Sacræ Congregationes Indicis et Inquisitionis dictam doctrinam de motu terræ et stabilitate solis, absolute et in se sumptam habuerunt revera tanquam in se erroneam, et talem eam apertissime pronuntiarunt.

Nota, fundamento etiam carere quod a quibusdum dictum est, videlicet : ideo dumtaxat condemnatum fuisse Galilæum quod Scripturæ Sacræ textus systemati suo aptandos contorqueret ; cæterum ipsummet systema de motu terræ condemnatum non fuisse. Contrarium constat ex ipso tenore sententiæ in ipsum pronuntiatæ.

Propositio VI^a. — *Erravit tribunal Inquisitionis, Galilæum et systema Copernicanum condemnando : sed inde non sequitur pravam esse hujus tribunalis institutionem : item non sequitur fallibilem esse Romanum Pontificem ex cathedra definientem.* — 1. Equidem adhuc hodie nonnulli negant *rigorose demonstrari* telluris motum, quantumvis cum ea hypothesi concordent varia quæ noscuntur phenomena. Nos autem hic malumus in sensu adversariorum abundare. Quapropter omnino certum supponimus soli tellurem circumvolvi. Quo posito, non negamus errasse Sacram Congregationem Inquisitionis ; si quidem, ut supra probatum est, revera *falsam* et *sacræ Scripturæ contrariam* pronuntiavit illam ipsam de sole stante et terra gyrante sententiam.

2. At nequaquam inde sequitur pravam esse ac de medio tollendam hujusce tribunalis institutionem. Quis enim nisi mente captus contendat, supprimenda esse quælibet magistratuum tribunalia, eo quod infallibilia non sint, et contingere possit ut in aliqua dirimenda lite erronee pronuntient? Bona sane magistratuum ad redendam justitiam præpositorum institutio, quamvis ex errore, vel etiam ex pravo aliquo affectu, injustæ identidem ab ipsis sententiæ pronuntientur. Similiter Ecclesiæ utilissimum est a Romano Pontifice constitui magistratus, quorum officium sit invigilare ne catholica fides in discrimen adducatur, errores ac hæreses pros-

cribere, et quæ doctrina orthodoxa sit, quæ vero erronea et hæretica pronuntiare; quamvis ejusmodi tribunal infallibile non sit, et contingere possit ut erret in aliqua edenda dogmatica definitione. Etenim præterquam quod errabit rarissime, nunquam errorem suum faciet Romanus Pontifex loquendo ex cathedra. — Sed, ais, postquam erronee aliquem librum aliquamve doctrinam proscripsit tribunal Inquisitionis, exigitur ut huic decreto ab omnibus obtemperetur; quod sane iniquissimum est.

Respondeo : Exigitur obtemperari quoad *externam agendi rationem*, concedo : per *internam* adhæsionem seu per actum credendi, nego. Inquisitionis decretum *per se solum* non facit rem ab ipsa definitam esse necessario tenendam seu credendam. Non enim datur obligatio credendi nisi auctoritas definiens sit infallibilis; et infallibile non est decretum dogmaticum tribunalis Inquisitionis, nisi Pontifex illud suum fecerit e cathedra loquendo. Igitur antequam accesserit illa suprema Romani Pontificis auctoritas, decreto dogmatico Cardinalium inquisitorum nullus tenetur assensu interno adhærere. Quod autem nihilominus teneamur abstinere a legendis libris et propugnandis propositionibus a tribunali Inquisitionis proscriptis, etiam si forte injusta ac cerronea fuerit proscriptio, levissimum est inconveniens, si conferatur cum immensa ejusdem tribunalis utilitate. Quodnam scilicet grave nocumentum ex prohibita lectione alicujus libri de se non pravi? Sane ex se pravæ non sunt carnes, et tamen Ecclesia utiliter eas certis temporibus prohibet. Adde adeo rara fuisse et fore ejusmodi erronea inquisitionis decreta doctrinalia, ut in praxi pro chimerico fere dictum inconveniens merito habeatur. Interea autem quotidiana pravorum librorum et erronearum opinionum proscriptio in immensam cedit Ecclesiæ utilitatem; quia sic arcentur hæreses et fidei pericula. Unde vesanum prorsus foret, tribunal inquisitionis sublatum velle, ex eo quod, tot sæculorum tractu, unum ediderit erroneum decretum.

3. Quod autem ex tali erroneo decreto nihil sequatur contra infallibilitatis prærogativam Romano Pontifici divinitus concessam, jam supra satis ostensum est.

Propositio VIIa. — *Erravit et injuste sese gessit tribunal Inquisitionis, Galilæum cogendo ad abjurandam ex animo suam de motu terræ opinionem.* — 1. Quod revera ita Galilæum coegerint Cardinales Inquisitionis, patet ex tenore sententiæ ab ipsis pronuntiatæ, ubi sic habetur : *Dummodo prius corde sincero et fide non ficta coram nobis abjures et detesteris supradictos errores et hæreses.* Item in abjurationis formula cui subscribere coactus est, hæc occurrunt : *Judicatus sum vehementer suspectus de hæresi, videlicet quod tenuerim et crediderim solem esse centrum mundi et immobilem. Et terram non esse centrum ac moveri. Idcirco... corde sincero et fide non ficta abjuro... supradictos errores et hæreses.* Unde revera Galilæum coegerunt ad abjurandam, etiam interne et ex animo, suam de terræ motu opinionem.

2. Porro in hoc mihi videtur dictum tribunal aliquid humani passum esse; suæ scilicet potestatis limites excessisse, et injustum exstitisse, non quidem ex pravo ullo affectu, sed ex errore. Enimvero dictam Galilæi opinionem nondum infallibilis Ecclesiæ auctoritas, id est, Summus Pontifex ex cathedra loquens, erroneam aut hæreticam pronuntiaverat. Ipsa autem Inquisitionis congregatio poterat quidem de ista opinione judicare, eique notas theologicas quæ justæ viderentur (etiam hæreseos) inurere, et prohibere sub pœnis ne quis eam *externe* propugnaret. At hoc ipsius judicium, utpote cui nondum accesserat Summi Pontificis ex cathedra loquentis confirmatio, remanebat fallibile. Proinde, nec Galilæus, nec quivis alius, poterat juste adigi ut *interne* et ex animo illi judicio adhæreret. Unde sacra Inquisitionis Congregatio, Galilæum adigendo ut *corde sincero et fide non ficta* opinionem de terræ motu abjuraret, idque antequam Cardinalium hac de re judicium confirmasset ex cathedra loquens Summus Pontifex, potestatis suæ limites excessit, ac injuste egit.

Objicies. — Hac in re nihil egit Inquisitionis tribunal nisi assentiente et dirigente Urbano VIII; ergo, si admittatur error, in ipsum Papam refundendus est.

Respondeo : Distinguo antecedens : *Nisi assentiente Urbano VIII*, quatenus doctore privato, transeat; quatenus loquente ex cathedra, nego. Item distinguo consequens : refundendus error in ipsum Papam, quatenus doctorem privatum, transeat; quatenus loquentem ex cathedra, nego. Unde ad summum ex objectione sequeretur ipsum etiam Urbanum VIII, quatenus doctorem privatum, hac in re deviasse. Sed neque istud conceditur donec probetur. Difficile autem demonstrari posse videtur Urbanum VIII, etiam *ut doctorem privatum*, proprio suo et firmo judicio hæreticam judicasse de gyrante tellure opinionem. Deesse puto documenta quibus id rigorose probari valeat.

Propositio VIII[a]. — *Lugendum quod in processus decursu torturam physicam Galilæo Cardinales comminati sint. Sed injuste tribunali Inquisitionis exclusive proprius supponeretur ac exprobaretur modus ille reddendæ justitiæ, qui tunc communis fuit omnibus omnino tribunalibus.* — Dicit Biot (*Mélanges*, tomo III, p. 40), in authentico processus textu occurrere dictam comminationem : Galilæo nempe dictum fuisse, nisi veritatem fateretur : *Alias devenietur ad torturam... devenietur contra ipsum ad remedia juris et facti opportuna.* Esto id dictum fuerit, quia solita formula et stylus tribunalis, non autem quod unquam septuagenarium senem torturæ reipsa subjicere Cardinales voluissent. Etiam sic adhibitam formulam hanc valde lugendum fatemur.

At vero quod torturam erga reos tribunal istud adhibuerit, absone ipsi exclusive proprium tribuitur. Noto notius est per plura sæcula in omnibus Europæ regionibus ita invaluisse torturæ usum, ut ne in quæstionem quidem vocaretur hujusce medii justitia et utilitas. Nec existimabatur aliter in re criminali justitiam a magistratibus reddi posse. Postquam nempe de patrato delicto habuerat judex probationem *semi-*

plenam (verbi gratia, quando unus testis omni exceptione major testatus erat patratum a reo homicidium), torturæ reus subjiciebatur, ut ex ipsius confessione plene veritas comperiretur. Hunc communem populorum omnium usum Ecclesia, sicut non invexerat, ita nec abolevit; ne videretur minus justitiæ tenax et scandalum pusillis inferret. Unde et ab ipsis ecclesiasticis tribunalibus adhiberi permisit.

Quidquid ergo minus probandum in hoc justitiæ reddendæ modo hodie merito carpitur, non est tribunali Inquisitionis, potius quam cæteris omnibus dicasteriis exprobrandum. Dum autem formidare se fingunt acatholici nonnulli, ne aliquando in praxim denuo torturæ usum reducere velit Sedes apostolica, prorsus nugantur. Quod a recto deficit tolerare potest Ecclesia, ne secus ob tenacem populorum morem graviora exoriantur detrimenta; at semel sublatum non ipsa unquam reducet; imo ne a tribunalibus laicis reducatur obsistet.

Propositio IXª. — *Ergo toties objectum et recantatum illud Galilæi negotium, nihil aliud probat quam tribunalis Inquisitionis in decretis dogmaticis, a Papa non confirmatis fallibilitatem; quam catholicorum negat nullus.* — Sequitur ex dictis.

CAPUT VI

CONFUTATUR OBJECTIO DESUMPTA EX EO QUOD INFALLIBILITAS PAPÆ (UTPOTE NON DEFINITA NEC DE FIDE) SIT INUTILIS, NEC PROINDE CENSENDA SIT A CHRISTO CONCESSA.

Quam ex hoc *inutilitatis* capite deducunt objectionem gallicani systematis propugnatores, validissimam reputant, ac veluti certum agentes triumphum urgere solent. Sic nempe arguunt :

« Inutiliter haece prærogativa Romanum Pontificem exornasset Christus. Cum enim non sit de fide, utpote non defi-

nita, papalibus definitionibus nullam firmitatem addere potest. Nimirum potest quisque quin desinat esse catholicus, Sedis apostolicæ judicia, quamdiu eis non accessit Ecclesiæ consensus, habere tanquam errori obnoxia. De facto ita pronuntiarunt Prælati conventus anni 1682; nec ideo desiere inter catholicos a Romanis Pontificibus recenseri. Ne igitur dicendum sit inutile quid a Christo institutum fuisse, negandum est dictum infallibilitatis privilegium. »

Prænotet lector ejusmodi adversariorum argumentum merito retorqueri posse. Dicunt adversarii : *Prærogativa hæc inutilis est, ergo eam non concessit Christus.* Nos dicimus : *Eam concessit Christus* (quod immensa probationum mole demonstravimus), *ergo utilis est.* Sed quoniam memoratum sophisma perpetuo in Galliis retexi solet, ac non paucos irretire, visum est directe ac paulo fusius illud hic explodere. Sit igitur.

Propositio I^a. — *Quod Romani Pontificis infallibilitas nondum sit definita et de fide, verum est quoad quasdam formulas, privilegium istud exprimentes, non quoad alias.* — Id jam probavimus supra (sect. I, cap. xiii), et hic iterum memoramus, ne sibi persuadeat lector absolute ac omni sensu veram esse propositionem hanc : *Romani Pontificis infallibilitas nunquam definita est nec est de fide.* Equidem definita non fuit, verbi gratia, sub his terminis, *Papa loquens ex cathedra infallibilis est;* nec sub istis, *Irreformabilia sunt Sedis apostolicæ decreta fidem spectantia antequam Ecclesiæ consensus accesserit.* At expresse damnata est ut hæretica propositio hæc : *Ecclesia urbis Romæ errare potest.* Item expresse definitum est *Pontificiis definitionibus deberi obedientiam, et quidem internam et ex animo.* Quibus sane formulis æquivalenter et apertissime adstruitur Romani Pontificis infallibilitas. Salva ergo illa distinctione, concedimus infallibilitatem Romani Pontificis, quatenus certis formulis expressam, nondum definitam fuisse, ita ut sit de fide. Et hinc est quod illam negantes a Sede apostolica adhuc tolerentur, et ipsis,

ob bonam fidem, dari possit absolutio, prout a Sacra Pœnitentiaria declaratum est.

PROPOSITIO II^a. — *Quamvis Romani Pontificis infallibilitas nondum definita et de fide sit, utilis tamen et necessaria est ad hoc ut possit ab Ecclesia definiri.* — Clamant adversarii : Infallibilitas hæc non est definita. — Esto : at si fuerit revera a Christo concessa et revelata, definibilis hoc ipso est, et poterit Ecclesia, quando sibi opportunum videbitur, eam definire. Econtra si Christus eam non elargitus fuisset, nunquam definiri posset, quia esset error. Igitur ad hoc saltem ut aliquando definiri valeret, utile imo et necessarium fuit eam a Christo concedi. Et hoc jam sufficit ut corruat argumentum istud : *Non fuit definita, ergo inutilis est.* Potuit enim Christus velle ut aliquando definiretur; quo posito, eam concedere debuit.

PROPOSITIO III^a. — *Quamvis dicta infallibilitas nondum definita et de fide sit, utilis tamen et necessaria est, ut impossibile reddatur schisma seu dissidium inter caput et corpus Ecclesiæ.* — Etenim 1° posito quod Christus istud privilegium Romano Pontifici concesserit, impossibile redditur scissio quoad fidem caput inter et corpus Ecclesiæ. Nam tunc Romanus Pontifex utpote infallibilis veram Christi fidem semper docebit ac definiet, nec unquam contingere poterit ut errorem ullum Ecclesiæ credendum præscribat. Aliunde Ecclesia, quæ et ipsa quatenus Ecclesia infallibilis est, nunquam poterit Papalibus definitionibus contradicere; siquidem ab iis definitionibus dissentire errare esset, cum ex hypothesi veram Christi fidem necessario exprimant. Igitur in hac hypothesi omnino impossibilis evadit dissensio quoad fidem inter Ecclesiæ caput Romanum Pontificem, et reliquos Episcopos ac fideles, in vera fide Christi permanentes et corpus Ecclesiæ constituentes. Et hoc verum remanet (nota bene), quamvis dicta Papæ infallibilitas non sit definita et de fide. Nimirum si de facto ea donatus fuerit Romanus Pontifex, etiamsi hoc nos prorsus lateret, sequitur dicta dissidii impossibilitas. Im-

possibile nempe est a Romano Pontifice dissentire Episcopos qui veram Christi fidem profitentur, cum, ex hypothesi, nonnisi veram illam fidem Romanus Pontifex docere possit.

2° In contraria autem hypothesi, id est, si Papa dicto privilegio donatus non sit, exurgere poterit, imo et debebit dissidium ejusmodi, et quidem insanabile. Nam tunc poterit Romanus Pontifex errorem definire ac tenendum præscribere. Quo casu Episcopi omnes, veram Christi fidem tenentes, legitime poterunt ac etiam debebunt contradicere. Et ecce dissidium et schisma. Scilicet corpus Ecclesiæ a suo capite, et caput a suo corpore hæreticum pronuntiabitur. Nec dicas tunc Romanum Pontificem sententiam suam certo mutaturum : cum enim supponatur fallibilis, poterit in suo errore pertinaciter remanere. Nullum autem tanto malo præsto erit remedium; quia certo dignosci non poterit ex qua parte stet veritas. Non enim certum erit verum esse quod definit Papa, cum supponatur fallibilis. Sed neque certum erit veram esse sententiam Episcoporum ipsi contradicentium; quia de fide non est corpus Episcoporum a Romano Pontifice sejunctorum esse infallibile, nec ulla legitur Christi promissio ejusmodi corpori acephalo ac truncato facta. Ubi jam, quæso, fidei unitas? Ubi gregis cum pastore, ædificii cum fundamento, confirmandorum cum confirmante, ac variarum Ecclesiarum cum centro unitatis cohæsio? Igitur ita necessaria est, nedum utilis, Romani Pontificis infallibilitas, ut ipsa existente, licet non definita, impossibilis jam sit fidei ac Ecclesiæ scissio et ruina; ipsa vero deficiente, dissidiis eamdem Ecclesiam lacerari, ac a portis inferorum subverti necesse sit. — Nec dicas, potuisse Christum mala hæc præcavere, providendo ut infallibilis esset sententia majoris partis Episcoporum, licet a Papa sejunctorum, et præscribendo ut sententia illa haberetur pro suprema fidei regula. — Esto potuerit hoc modo providere. At inutiliter ita providisset, nisi simul hanc suam institutionem revelasset. Porro nullibi revelatum reperitur quod Christus pro suprema et infallibili fidei regula

posuerit doctrinam majoris partis Episcoporum *a Papa sejunctorum*. Id a sacris Scripturis exulat, id a Patrum traditione prorsus abhorret.

Propositio IVa. — *Quamvis dicta infallibilitas nondum definita et de fide sit, utilis ac necessaria fuit ad hoc ut potuerit Christus aliam concedere quammaximi momenti prærogativam, qua donatum fuisse Romanum Pontificem definitum fuit et est de fide.* — Nimirum de fide est Romani Pontificis circa fidem moresque ac generalem disciplinam decretis *deberi ab omnibus obedientiam;* nec sufficere obedientiam externam seu *silentii obsequiosi*, sed omnino requiri *internam* et *ex animo*. Id non negant adversarii quos hic confutamus, quosque *Gallicanos* vocamus. Si negarent, non Gallicani dumtaxat, sed et Jansenistæ ac hæretici dicendi forent. Opinio enim quæ tenebat, papalibus definitionibus, antequam accederet Ecclesiarum consensus, internam obedientiam non deberi, a Sede apostolica solemniter condemnata est; et Pontificiæ constitutiones condemnationem illam pronuntiantes jamdudum apud omnes catholici orbis Ecclesias receptæ sunt. Unde etiam juxta Gallicani systematis principia, de fide est *Pontificiis definitionibus deberi statim ab omnibus veram ac internam obedientiam*, nec posse obedientiam illam denegari sub prætextu quod nondum constet de Ecclesiarum seu Episcoporum per orbem dispersorum consensu. Proinde omnino de fide est, Romano Pontifici collatam a Christo fuisse dictæ potestatis prærogativam, vi cujus scilicet exigere potest veram ac internam definitionibus suis obedientiam.

Jam vero talem prærogativam Romano Pontifici conferre non potuit Christus, nisi simul et infallibilitatis prærogativam contulerit. Non enim potuit Christus fideles omnes obligatos velle ad obediendum definitionibus, quibus Romanus Pontifex errorem definiret et credendum præciperet. Hoc enim foret homines obligatos velle ad credendum errori; quæ voluntas in Deo prorsus repugnat. Ergo si voluit Christus Romanum Pontificem hac tanta prærogativa exornare, ut ipsi

fidem definienti ac præcipienti omnes sincere et ex animo obedire teneantur, necessario simul debuit infallibilem eum in definiendo efficere. Hæc nempe posterior infallibilitatis prærogativa, inseparabilis prorsus est a priore. Nec potest prior, etiam de potentia divina, absque posteriore concedi. Igitur infallibilitatis prærogativa, licet nondum sit definita, et etiamsi usque ad finem mundi sic non definita permansura esset, nihilominus utilis fuit, imo et rigorose necesaria, ad hoc ut Christus conferre potuerit illam aliam prærogativam, quam de facto contulit, et qua exornatum fuisse Romanum Pontificem de fide est et expresse definitum.

Nota. Eodem modo demonstrare possemus necessariam fuisse infallibilitatis prærogativam ut Romano Pontifici conferri potuerint aliæ plures, quibus certo donatus est, prærogativæ. Ipsi collata est, verbi gratia, *plena* potestas universalem Ecclesiam pascendi, regendi ac gubernandi, prout expresse ab œcumenica Florentina synodo definitum est. Porro *plena* non foret potestas hæc, nisi ad Romanum Pontificem pertineret quæstiones fidei supremo ac obligatorio judicio dirimere. Sed potestas sic ultimo et obligante judicio de fide pronuntiandi, infallibilitatem necessario supponit ac involvit. Igitur ut potuerit hac *plena* potestate donari, necessario debuit et infallibilitate communiri. — Idem dic de *suprema* ejus in Ecclesia universali potestate; quæ pariter *suprema* esse nequit nisi et infallibilis existat. — Item prærogativa qua Romanus Pontifex *centrum est unitatis catholicæ* (quod salva fide negari nequit) prorsus veritate careret, nisi foret cum infallibilitate conjuncta. Mitto similia. Sed hæc indigitasse sat est, ut jam plane compertum habeat lector, quam inepta sit adversariorum argumentatio hæc: *Non fuit definita infallibilitas, ergo inutilis est.* Respondetur scilicet : quamvis nondum sit definita (intellige expresse sub certis formulis) necessaria omnino fuit ad constituendam Ecclesiam, prout constitutam a Christo fuisse de fide est. Quod est multiplici sensu *necessarium*, non nisi a delyrante inutile dici potest.

CAPUT VII

CONFUTATUR OBJECTIO : CONCILIA ŒCUMENICA NECESSARIA SUNT; AT SEMEL ADMISSA PAPÆ INFALLIBILITATE INUTILIA DICI DEBENT.

Potest difficultas hocce syllogismo breviter exhiberi : *Necessaria sunt aliquando concilia œcumenica : atqui nunquam essent necessaria si Romanus Pontifex infallibilitate potiretur ; ipse siquidem controversias omnes dirimere posset : ergo infallibilis non est Romanus Pontifex.*

Respondeo 1° : Distinguo majorem : Concilia œcumenica sunt aliquando *necessaria moraliter*, id est, valde utilia, conceditur : necessaria *metaphysice* seu stricto sensu, ac ita ut controversiæ fidei nequeant a solo Papa dirimi, negatur. Nimirum quæ adduci solent, sive ex factis historicis, sive aliunde, ad probandam generalium synodorum necessitatem, non aliam evincunt quam *moralem* illam, quæ magnæ dumtaxat utilitati æquivalet. Jam vero nullatenus repugnat infallibilitate pollere Romanum Pontificem, et nihilominus valde utiles esse in nonnullis circumstantiis generales synodos. Quando enim per œcumenicum concilium edicitur aliqua fidei definitio, major et facilior inde oritur publicitas ; ita ut hæretici qui damnantur jam non valeant definitam doctrinam populos celare. Dum econtra si solus Papa pronuntiet, mendaciis ac machinationibus suis facilius procurant, ne populi ac præsertim potentes laici certam de pronuntiata definitione notitiam recipiant. Insuper sic in unum congregati ex variis regionibus Episcopi, ac inter se conferentes, multa dignoscere, suggerere et statuere possunt, quibus Ecclesiæ prosperitati consulatur ; quæ Papa, si solus deliberasset, omisisset ac etiam forte non cogitasset. Non enim, ex eo quod Papa sit in definienda fide infallibilis, sequitur eum non posse negligentem esse, ac multa omittere, quæ utilitas Ecclesiæ

requireret. Sequitur tantum eum, si fidem ex cathedra definiat, errare non posse. At bene potest definitiones dogmaticas et generalis disciplinæ decreta omittere, quæ omittenda non essent. Ad quod si attendatur, facile perspicitur quanta esse possit conciliorum generalium actio ac utilitas, quamvis simul certa sit Romani Pontificis ex cathedra definientis infallibilitas.

Respondeo 2° : Objecta difficultas a Gallicani systematis propugnatoribus absone prorsus opponitur. Nam ipsi admittunt *Ecclesiæ dispersæ infallibilitatem.* Unde prædicta difficultas contra ipsos sic retorqueri potest : necessaria sunt aliquando concilia œcumenica : atqui nunquam necessaria forent, si Episcopi per orbem dispersi infallibiles essent ; quia possent tunc isti Episcopi sic dispersi absque concilio œcumenico quaslibet controversias dirimere. Hinc qui Gallicano systemati adhærent, coguntur et ipsi negare, et de facto negant *strictam* generalium conciliorum necessitatem ; et admittunt dumtaxat *moralem*, id est, magnam utilitatem; cum qua, aiunt illi, stare potest Ecclesiæ dispersæ infallibilitas; cum qua, inquimus nos, stare potest inerrantia Romani Pontificis.

Respondeo 3° : Infallibiles erant, ex privilegio personali, apostolorum singuli ; et nihilominus, quando mota est quæstio an gentiles circumcidi oporteret, opportunum duxerunt illam communiter expendere ac dirimere; celebraruntque Jerosolymitanum concilium, quo subsecuturis forma indita est. Si utilis fuit hæc apostolorum synodus, licet eorum unusquisque infallibilis esset, cur utilia esse non possent concilia œcumenica, quamvis Papa inerrantiæ privilegio potiatur?

Hoc ipsum autem apostolorum exemplum allegatum reperimus in œcumenica quinta synodo, anni 533 (collat. 8ª, Conciliorum Labbe t. V, col. 562 et 563, edit. Parisiis, 1671), his verbis : « Licet enim sancti Spiritus gratia et circa singulos apostolos abundaret, *ut non indigerent alieno consilio ad ea quæ agenda erant*, non tamen aliter voluerunt de eo quod movebatur, si oporteret gentes circumcidi, definire, priusquam

communiter congregati divinarum Scripturarum testimoniis unusquisque sua dicta confirmaverunt. Unde communiter de eo sententiam protulerunt, ad gentes scribentes : *Visum est Spiritui sancto et nobis...* Sed et sancti Patres, qui per tempora in sanctis quatuor conciliis convenerunt..., communiter de exortis hæresibus et quæstionibus disposuerunt, certo constituto, quod in communibus disceptationibus, cum proponuntur quæ ex utraque parte discutienda sunt, veritatis lumen *tenebras expellit mendacii.* » Ibi vides utilia esse concilia ut *expellantur mendacii tenebræ.* Hæretici nempe, tum solius Romani Pontificis tum etiam synodi œcumenicæ definitiones plerumque respuunt. Sed quando eorum errores et mendacia publice in concilio œcumenico discussa et explosa fuere, ipsis addictæ multitudines facilius attendunt et intelligunt se deceptas fuisse. Non quod certior sit œcumenicæ synodi definitio quam solius Papæ; sed quandoque aptior ad impediendam deceptionem.

CAPUT VIII

SOLVITUR DIFFICULTAS EX EO DEDUCTA, QUOD IN CONCILIIS EPHESINO AC CHALCEDONENSI RETRACTATÆ FUERINT EPISTOLÆ SEU DEFINITIONES S. CŒLESTINI CONTRA NESTORIUM ET S. LEONIS CONTRA EUTICHIANOS.

Sic difficultas exhiberi potest : *Retractari nequit judicium infallibile : Atqui tamen retractatæ sunt dictæ definitiones ex cathedra prolatæ ; ergo definitiones ejusmodi non sunt infallibiles.* Respondetur ratiocinium istud esse merum sophisma, quod totum nititur æquivocatione vocabuli *retractare*. Nimirum :

I. Certum est duplici modo posse aliquod judicium retractari, id est, iterum ventilari ac expendi : 1° Scilicet ad videndum an male judicatum sit, et ad cassandum vel confirmandum judicium, prout repertum fuerit bene vel male pronuntiatum fuisse; 2° ut, supposita et nullatenus in dubium

vocata illius judicii veritate, ostendatur nihilominus ejus veritas iis qui eam negant, ac ejusdem cum Sacra Scriptura et traditione conformitas, utque solemnius promulgetur, et efficacius ad executionem deducatur. Quod hoc posteriori modo *retractari* possit aliquod judicium, et in particulari aliqua definitio dogmatica, sive a Romanis Pontificibus, sive etiam a conciliis œcumenicis pronuntiata, constat ex quotidiano facto. Enimvero doctores catholici, ut errantes hæreticos ad saniora reducant, ipsos etiam fidei articulos, a conciliis œcumenicis definitos, ad crisim vocant ; eo nempe consilio ut variis argumentis demonstrent eorum articulorum veritatem, et contradicentes ad ejiciendum errorem suum adigant. Quis porro unquam somniavit a dictis doctoribus tanquam fallibiles haberi ejusmodi conciliorum œcumenicorum definitiones, ex eo quod eas sic retractent? Igitur

II. Si præfatæ retractationes, in Ephesino et Chalcedonensi conciliis factæ, sint posterioris generis, nihil omnino probant contra definitionum sic retractatarum infallibilitatem, ut patet. Porro

III. In dictis synodis retractatæ sunt S. Cœlestini et S. Leonis definitiones, non ut expenderetur num essent corrigendæ ac mutandæ, sed dumtaxat ut hæretici de earum veritate convincerentur, ostensa per pleniorem illam ac solemniorem investigationem ac concertationem earum conformitate cum sacris paginis et cum perpetua orthodoxorum Patrum doctrina. Legantur integra illarum synodorum acta, et nihil omnino reperietur quod aliam mentem, scopum alium arguat. Immo plura occurrunt ex quibus manifestus fit assertus a nobis scopus. In Chalcedonensi concilio, verbi gratia, lecta sancti Leonis epistola, exclamarunt Patres unanimi voce : *Hæc apostolorum fides, Petrus per Leonem locutus est.* Et dumtaxat post illam exclamationem cœpta est epistolæ discussio seu retractatio. Ubi vides, eos epistolam retractasse, licet jam pro vera et orthodoxa haberent doctrinam in ea contentam.

IV. Absone prorsus Gallicani systematis propugnatores dic-

tas synodos objiciunt. Nam seipsos confodiunt. Si nempe verum foret pro infallibilibus ab iis synodis non habitas fuisse Cœlestini et Leonis definitiones seu epistolas, actum simul esset de Gallicano systemate, quo infallibilis pronuntiatur definitio Romani Pontificis *si fuerit ab Ecclesia dispersa*, expresse vel etiam tacite seu silentio, *approbata*. Enimvero dictæ Cœlestini et Leonis definitiones jam plane in tota generaliter Ecclesia receptæ fuerant, quando præfatæ synodi celebratæ sunt. Ergo definitiones illæ, etiam juxta Gallicanum systema, jam erant infallibiles. Errassent proinde Ephesinum et Chalcedonense concilium eas definitiones non habendo tanquam infallibiles, et eas in hunc finem retractando, ut disquireretur num essent corrigendæ.

V. Evidentissimis exemplis constat, a conciliis œcumenicis fieri dicto sensu pontificiarum definitionum retractationes, quin vel minimum dubitetur de earum definitionum veritate et infallibilitate. Leo X, verbi gratia, per bullam *Exurge*, anno 1520, id est, viginti quinque annis ante Tridentinum concilium, multos Lutheri errores damnavit. Et bulla hæc ab universis orbis catholici Episcopis recepta fuit et approbata; ita ut per illos viginti quinque annos qui concilium Tridentinum præcesserunt, eadem bulla pro regula fidei apud catholicos habita sit; nec dubitatum est quin falsa et hæretica esset doctrina sic condemnata. Nihilominus tamen Tridentina synodus hos omnes damnatos articulos, per longum retractavit ac iterum condemnavit. Igitur si retractatio hæc probaret contra Romani Pontificis infallibilitatem, probaret simul contra infallibilitatem totius Ecclesiæ; quod prorsus absonum est, etiam juxta Gallicanum systema. —Insuper, retractavit eadem Tridentina synodus et definivit nonnulla, quæ jam in aliis œcumenicis conciliis definita fuerant; verbi gratia, validitatem baptismi ab hæreticis collati, quæ jam a concilio Nicæno pronuntiata fuerat. Igitur sicut ejusmodi retractationes nihil probant contra synodorum generalium infallibilitatem, ita nec contra infallibilitatem Romani Pontificis.

PARS III

DE SUPERIORITATE ROMANI PONTIFICIS RELATIVE AD CONCILIUM ŒCUMENICUM

Hanc, non logomachiæ (ut nonnulli existimant), sed maximi momenti quæstionem expendemus quadruplici sectione, ut sequitur.

SECTIO I

DE STATU QUÆSTIONIS, ET DE NOVITATE OPINIONIS QUÆ SUPERIORITATEM CONCILIO ASSERIT

Propositio I[a]. — *Quæstio de superioritate Romani Pontificis relative ad concilium duplex est, prout agitur de concilio decernente cum assensu Papæ, vel de concilio decernente absque isto assensu.* — Institui nempe potest hæc quæstio : Utrum Papa superior sit concilio generali, cujus ipse decreta assensu suo confirmat. Item institui potest hæc altera valde diversa quæstio : Utrum Papa sit major concilio generali, cujus decreta ederentur non assentiente, vel etiam expresse dissentiente Romano Pontifice. In utraque autem quæstione supponitur Papa verus et certus, ita ut hic non agatur de casu Papæ illegitimi vel dubii. Cæterum probatione non indiget (cum per se satis pateat) duplicis memoratæ quæstionis distinctio. Nec

eam ego excogitavi, sed mutuatus sum a probatis auctoribus; inter quos sic Bellarminus : « Observandum est, duobus modis posse comparari Papam cum concilio : *Uno modo*, ut sumatur ab una parte solus Papa verus et indubitatus ; ab altera concilium generale cui præsit Papa per se vel per legatos, ita ut nihil definiatur sine consensu ipsius : *Altero modo*, ut sumatur ab una parte solus Papa; ab altera concilium generale, cui Papa nec per se nec per suos legatos præsit. Intelligo autem non præsidere per suos legatos, etiam quando legatus quidem ab eo missus præest concilio, sed agit contra ipsius Pontificis voluntatem ; tunc enim non est vere ejus legatus, licet pro tali se gerat » (Bellarminus, *de Conciliorum auctoritate*, lib. II, cap. XIII). — Potest autem duplex illa quæstio sic breviori formula exprimi : 1° Utrum *Concilium-sine-Papa* sit supra Papam ; 2° utrum *concilium-cum-Papa* sit supra Papam.

Propositio IIª. — *An concilio sine Papa superioritatem adscripserint Patres Constantienses, controvertitur.* — 1° Sic pronuntiavit concilium Constantiense, sessione quarta : « Decernit et declarat ut sequitur. Et primo quod ipsa synodus... potestatem a Christo immediate habet, cui quilibet, cujuscumque status vel dignitatis, etiamsi papalis existat, obedire tenetur in his quæ pertinent ad fidem et extirpationem dicti schismatis. » Sessione autem quinta, sic addidit : « Item declarat, quod quicumque cujuscumque... dignitatis, etiamsi papalis, qui mandatis, statutis seu ordinationibus aut præceptis hujus sacræ synodi et cujuscumque alterius concilii generalis legitime congregati, super præmissis seu ad ea pertinentibus factis vel faciendis, obedire contumaciter contempserit, nisi resipuerit, condignæ pœnitentiæ subjiciatur et debite puniatur, etiam ad alia juris subsidia, si opus sit, recurrendo. »

2° Gallicani systematis patroni tenent, concilium Constantiense in his duabus sessionibus *œcumenicum* fuisse; et ibi tanquam dogma fidei *definitam* ab ipso fuisse concilii supe-

rioritatem; et definitam *absolute*, non autem dumtaxat quoad casum quo pluribus de papatu contendentibus, nescitur quis eorum sit verus et legitimus Pontifex.

3° At *primo*, falsum est Constantiensem synodum in quarta et quinta sessione œcumenicam fuisse; et harum sessionum decreta nequaquam confirmavit Martinus V. Id jam supra probavimus (parte secunda, sect. II, c. VI, § 5). Unde si revera dictam superioritatem *absolute* definivissent Constantienses Patres tanquam *dogma fidei*, sequeretur tantum eos errasse. — *Secundo*, ex contextu potius concludendum est dictam superioritatem non fuisse *definitam* ut *dogma fidei*, sed dumtaxat assertam *per modum constitutionum synodalium*, ut expresse habetur in actis sessionis quintæ. — *Tertio*, item ex contextu videtur citata concilii verba non absolute pronuntiata fuisse quoad omnes Summos Pontifices, sed solummodo relative ad casum schismatis, quando nempe plures de papatu contendunt, et nescitur quis sit verus Pontifex. — *Quarto*, decreta sessionis quartæ et quintæ posse ita explicari et intelligi ut salva sit superioritas Romani Pontificis, tenet, inter alios, Petrus Ballerini (*de Potestate ecclesiastica*, cap. VIII, n. 8).

Igitur, quod synodus Constantiensis concilii superioritatem proprie definiverit revera controvertitur. Cæterum etiamsi definivisset, ejus auctoritas hac in re nulla prorsus foret, cum in dictis sessionibus œcumenica non fuerit.

Propositio IIIa. — *Concilium sine Papa, esse supra Papam, fuit error synodi Basileensis, et conventus cleri Gallicani anni* 1682. — « 1° Basileenses Patres, qui definierunt concilium esse supra Papam, suum concilium Basileense asserebant esse supra Eugenium Papam, eo tempore quo in concilio neque Papa neque ejus legatus aderat. Quin etiam Papam omnibus modis repugnantem deponere aggressi sunt » (Bellarminus, *de Conciliorum auctoritate*, lib. II, cap. XIII).

2° Hunc etiam errorem aperte professus est Gallicani cleri conventus anni 1682, in secundo scilicet e quatuor famosis

articulis, cujus tenor est hujuscemodi : « Sic autem inesse « Apostolicæ Sedi ac Petri successoribus Christi vicariis re- « rum spiritualium plenam potestatem, ut simul valeant « atque immota consistant sanctæ œcumenicæ synodi Con- « stantiensis, a Sede apostolica comprobata, ipsoque Roma- « norum Pontificum ac totius Ecclesiæ usu confirmata, atque « ab Ecclesia Gallicana perpetua religione custodita decreta « de auctoritate conciliorum generalium, quæ sessione quarta « et quinta continentur; nec probari a Gallicana Ecclesia, qui « eorum decretorum, quasi dubiæ sint auctoritatis ac minus « approbata, robur infringant, aut ad solum schismatis tem- « pus concilii dicta detorqueant. » — Adhærent igitur Galli- cani præsules decretis quartæ et quintæ sessionis synodi Constantiensis, quibus pronuntiata fuerat concilii generalis superioritas supra Papam. Proinde hanc eamdem superiori- tatem et ipsi profitentur. Id autem intelligunt *de Concilio generali sine Papa;* siquidem is sensus est decretorum Con- stantiensium. « Satis patet, inquit Schelstrates, in declara- tione cleri Gallicani accipi hinc summum Pontificem sine concilio, illinc concilium sine summo Pontifice; cum decla- ratio decretis concilii Constantiensis nitatur, quæ aliam sen- tentiam non admittunt » (*de Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ*, lib. V, cap. I). Insuper intelligunt Gallicani præsules dictam concilii superioritatem, non ad tempus schismatis restrictam, sed absolute, id est, etiam quando nullum existit schisma, nullum de vero Papa dubium; et tandem contendunt decretis Constantiensibus sic intellectis plenam inesse auctoritatem; prout patet ex ultimis citati articuli verbis.

Hinc de synodo quidem Constantiensi ambigi potest, num, extra casum schismatis ob dubium de legitimo Papa, pro- nuntiaverit concilium generale esse supra summum Ponti- ficem ab ipso dissentientem. Sed Gallicani præsules, in co- mitiis anni 1682, errorem hunc apertissime professi sunt; siquidem decretis Constantiensibus ita adhæserunt, ut be- nignam interpretationem, quæ ipsis aptari solebat, expresse

respuerint. Unde Gallicanum systema concilii superioritatem intelligit *de Concilio generali* improprie dicto, id est, sejuncto a capite suo Romano Pontifice, cui nempe non assentit, vel etiam adversatur Romanus Pontifex.

Propositio IVª. — *Quæstio, an concilium cum Papa sit supra Papam, est minus præcipua; sed quæstio, an concilium sine Papa sit supra Papam, summi momenti est.* — « Quæstio præsens, ait Bellarminus (*de Conciliorum auctoritate*, lib. II, cap. XIII), licet nonnullis videatur præcipue versari circa priorem comparationem (id est, concilii cum Papa ex una parte, et solius Papæ ex parte altera), quippe quod existimant concilium sine Papa non esse verum concilium, et proinde sine dubio Papam esse majorem tali concilio; tamen revera quæstio præcipua est de posteriore comparatione, » id est, qua conferuntur, ex una parte solus Pontifex, et ex altera concilium sine summo Pontifice

I. Quanti momenti sit quæstio, *an concilium sine Papa sit supra Papam*, facile advertet qui sequentes adnotationes attente perpenderit.

1° Quæstio illa, quæ primum agitari cœpit paulo ante Constantiensem synodum, non est subtilitas mere speculativa, sed ducit statim, si affirmative solvatur, ad hanc conclusionem valde practicam : posse summum Pontificem, etiam invitum, a concilio judicari, puniri ac deponi.

2° Hanc conclusionem amplexata est et ad praxim reducere tentavit synodus Basileensis.

3° Legitime deducitur hæc eadem conclusio e secundo articulo declarationis, a conventu cleri Gallicani, anno 1682, editæ. Nam ibi, ut supra ostendimus, aperte admiserunt Gallicani præsules, licet sub aliis terminis, *concilium sine Papa esse supra Papam;* ex quo aperte sequitur posse Papam etiam invitum, a tali concilio judicari, puniri et deponi.

4° Item logice sequitur appellari posse a Papa ad futurum concilium sine Papa, tum in materia fidei, tum in materia disciplinæ.

5° Tandem sequitur penes Romanum Pontificem non esse supremam regiminis ecclesiastici potestatem, sed penes concilium generale sejunctum a Papa.

Quapropter omnino errant qui nihili faciendam existimant quæstionem hanc, *an Concilium generale sine Papa sit supra Papam.* Equidem verum est quod adnotant, *concilium generale sine Papa*, non esse proprie *generale concilium;* sed hoc non impedit quin revera ejusmodi concilio attributa fuerit a multis superioritas supra Papam, et quin funestissimum errorem istum etiamnum Gallicanum systema pro fundamento retineat. Maximi econtra momenti est, et sedulo confutandus error, divinæ constitutionis Ecclesiæ ac catholici dogmatis plane subversivus.

II. Altera vero quæstio, videlicet, *an concilium cum Papa sit supra Papam*, minoris momenti est. Nam talis concilii decreta sunt simul decreta summi Pontificis; nec potest tunc contingere conflictus Papam inter et concilium, cum supponatur concilium nihil decernere nisi assentiente et confirmante summo Pontifice. Non est tamen quæstio hæc, ut nonnulli[1] existimant, otiosa et ridicula. Enimvero prout admittitur concilium-cum-Papa esse vel non esse supra Papam, fluunt diversa consectaria. Verbi gratia, si auctoritas *solius* Papæ sit æqualis auctoritati *concilii cum Papa*, sequitur definitiones fidei a solo Papa ante concilium editas, non posse aliter a concilio-cum-Papa definiri; dum econtra si inferior foret, definitionibus istis a solo Papa editis, non inesset suprema auctoritas, et posset concilium-cum-Papa expendere num erroneæ sint, ac, si tales existimaret, eas corrigere ac reformare. — Item si concilium-cum-Papa sit supra Papam,

(1) Verbi gratia, sic auctor *Febronii abbreviati* (præf., p. XLIV, edit. Bruxell. 1829) : « Quæstionem utrum *concilium sit supra Papam*, vel contra *Papa sit supra concilium generale*, ad inutiles disceptationes rejicio » — Et de Maistre (*Du Pape*, chap. 3) : « Cette notion... expose dans tout son jour l'immense ridicule de la question si débattue, si *le Pape est au-dessus du Concile, ou le Concile au-dessus du Pape.* » Hæc minus considerate dicta videntur, etsi ab eximiis scriptoribus, et ad optimum quidem scopum.

leges disciplinares in concilio-cum-Papa editæ ligabunt ipsummet summum Pontificem, non tantum directive, sed etiam coercitive; nec poterit summus Pontifex, extra concilium, eas abrogare vel in eis dispensare, nisi tanquam minister et juxta facultatem ei expresse datam vel legitime præsumptam. Econtra si auctoritas solius Papæ æqualis sit auctoritati concilii-cum-Papa, non tenebitur summus Pontifex legibus concilii nisi directive seu ex jure naturali; prout nempe tenentur principes servare leges ab ipsismet latas, nisi ex circumstantiis opportunior sit derogatio. At Papa nequaquam poterit hisce legibus constringi coercitive, id est, ob auctoritatem concilii. Quia scilicet par in parem auctoritatem coercitivam non habet.

Porro erroneum Gallicanismi systema contendit, tum concilium-cum-Papa, tum etiam concilium-sine-Papa, esse supra Papam. Sana vero et orthodoxa doctrina, ut mox probabimus, tenet Papam esse supra concilium-sine-Papa; auctoritatem autem solius Pontificis esse *intensive* æqualem auctoritati concilii-cum-Papa. Dicitur *intensive*, quia *extensive* majorem esse in concilio-cum-Papa, extra controversiam est.

Propositio Va. — *Concilium esse supra Papam, fuit opinio usque ad sæculum* XIV *inaudita; tunc scilicet primum excogitata, quando post electionem Urbani VI, pertinaci annorum quadraginta schismate Ecclesia discissa est.* — « Novitatem et seram opinionum originem in materiis fidei certam esse erroris notam inter omnes catholicos convenit, ex principiis Tertulliani, Vincentii Lirinensis et aliorum Patrum » (Petrus Ballerinius, *de Potestate ecclesiastica*, capite V). Igitur novam demonstrare dictam opinionem simul erit demonstrasse erroneam. Patebit autem novitas argumentis sequentibus.

Argumentum I. — *Generalia concilia usque ad octavam synodum œcumenicam nullum prorsus vestigium dictæ opinionis exhibent; sed econtra Papæ superioritatem in universam Ecclesiam, ac proinde in omnes Episcopos, etiam collective sumptos, plurimis documentis adstruunt.* — 1° Tentavit Bossuet isti opi-

nioni antiquitatem vindicare, atque in hunc finem diligenter expendit omnia vetera generalium synodorum acta et documenta. Porro nihil reperire potuit, ex quo jus concilii generalis supra Romanum Pontificem colligeret. Excerpsit solummodo gesta quædam, quibus constat novum examen novumque judicium post summi Pontificis definitionem institutum fuisse. Istud autem nullatenus probat concilia generalia superioritatem supra Papam sibi vindicasse. Enimvero institutum fuit ejusmodi novum examen ac judicium, non quod Romani Pontificis definitio dubiæ ac incertæ auctoritatis haberetur, sed ut hæreticorum pertinacia apertius ac magis notorie retunderetur (de quo vide Ballerinium, *de Vi ac Ratione primatus*, cap. XIII). Sane contigit etiam ut conciliorum generalium definitiones in subsequentibus synodis œcumenicis iterum tractatæ fuerint. Quis autem inde colligat concilium subsequens sibi superioritatem supra præcedens, aut majorem auctoritatem vindicasse? Retractabant, id est iterum tractabant, non ut corrigerent, sed ut renitentes ad obedientiam cogerent. Hoc sensu, et non aliter, retractatæ in conciliis Romanorum Pontificum sententiæ. Nec alia supponi potest conciliorum mens in ejusmodi retractationibus, cum indubitata fuerit in tota retro antiquitate Romani Pontificis in definienda fide infallibilitas, et in regimine suprema auctoritas, prout in prima et secunda hujus tractatus parte probavimus.

2° Inepte opponeretur anathema in Honorium Papam, a sexto concilio œcumenico pronuntiatum. Nam *primo*, tunc Honorius, utpote mortuus, jam non erat summus Pontifex. Proinde hocce anathema, etiamsi foret proprie dictæ jurisdictionis actus, non esset tamen actus jurisdictionis in Papam. At *secundo*, ejusmodi anathemata in mortuos, sicut et mortuorum absolutiones, non sunt actus jurisdictionis relative ad mortuos, utpote qui ab ipso Deo jam immutabiliter judicati sunt; sed respiciunt dumtaxat vivos; ut videlicet vivi sepultura donare et suffragiis juvare valeant eos qui

post mortem ab excommunicatione absoluti sunt; itemque ut vivi a mortuis anathematizatis caveant, id est, ab eorum scriptis et auctoritate. Quod autem dictum anathema nullatenus probet Honorium erronee definivisse ex cathedra, vide supra (parte II, sect. V, cap. III).

3° Neminem unquam jurisdictionem exercuisse aut exercere potuisse in Romanum Pontificem, et ipsamet concilia œcumenica non esse supra, sed infra Papam, apertissime pronuntiavit octava œcumenica synodus. Sic enim habet actione X, canone 13 : *Si qua vero œcumenica synodo collecta, de Romana etiam Ecclesia controversia extiterit, licebit cum decenti reverentia de proposita quæstione veneranter percunctari, responsumque admittere, et sive juvari sive juvare; non tamen impudenter contra senioris Romæ Pontifices sententiam dicere* (Labbe, t. VIII, col. 1375, edit. Parisiis, 1671). Igitur nequit *œcumenica* synodus sententiam dicere contra Romanum Pontificem ; et *impudentia* foret si hoc attentaret. Et ita pronuntiat concilium cujus œcumenicitas extra omnem prorsus controversiam est. « Hoc œcumenicæ synodi testimonium, ait Ballerinius, nulli obnoxium controversiæ, quantum præstet aliis quibuslibet posterioris ævi, et inferioris multo aut nutantis auctoritatis, quæ ab adversariis opponi solent, facile est judicare » (*de Potestate ecclesiastica*, c. v, § 1, n. 7).

Quid ad hoc testimonium Bossuetus? Dicit (libro X *Defensionis*, c. XXI) citatum canonem restringendum esse ad casus de quibus Photius contra Nicolaum Papam egerat. Sed gratuita hæc assertio simul apertissime falsa probatur ipsiusmet canonis verbis, quæ generalia sunt, et generalem regulam statuunt de *quibuscumque* controversiis circa Romanam Ecclesiam, quæ ad œcumenicam synodum deferri contingeret. Nullam scilicet restrictionem patiuntur verba ista : *Si qua controversia extiterit de Romana Ecclesia.* — Dicit insuper Bossuet canonem intelligendum de casibus *ordinariis* seu vulgaribus, ob quos majestatem Pontificiam in synodo œcumenica lacessere *esset revera*, inquit, *impudentissimum;* non autem de ca-

sibus *extraordinariis* a concilio Constantiensi memoratis. Sed inanc pariter istud effugium. Nam *primo* verba canonis, utpote generalia, casus omnes, proindeet extraordinarios, comprehendit. Non dicit canon, « si qua controversia *ordinaria*, » sed impliciter, *si qua controversia*. *Secundo*, si concilium esset supra Papam in casibus *extraordinariis*, a fortiori et in *ordinariis*. Qui enim est superior in gravioribus causis, non desinit esse superior in vulgaribus. Et notetur in canone agi de causa contra Papam quæ defertur ad œcumenicam synodum jam collectam, et de qua synodus jam examen instituit. Porro nullatenus *impudens* dici posset sententiam in tali causa contra Papam a concilio pronuntiari, si revera concilium esset supra Papam in gravioribus. Ideo igitur octavæ generalis synodi Patres *impudentiæ* adscribunt si concilium *contra senioris Romæ Pontifices sententiam dicat*, quia persuasum habent nullum prorsus generali concilio jus in Romanum Pontificem competere.

Certa igitur conclusio hæc : In conciliis generalibus usque ad octavum, nullum reperitur vestigium opinionis quæ contendit concilium esse supra Papam; et econtra prorsus explosa reperitur eadem opinio in œcumenica octava synodo, siquidem in citato canone pronuntiatur, non illicitum dumtaxat, sed et *impudens* fore attentatum, si œcumenica synodus sententiam contra Romanum Pontificem dicere præsumeret.

ARGUMENTUM II. — *Ex aliquot documentis quæ præiverunt schismati sæculi* XIV *et Constantiensi concilio.* — Si ante Constantiensem synodum viguerit et pro indubitato receptum fuerit principium istud, *Papam nulli humano tribunali subjacere nec posse ab hominibus judicari*, merito colligemus ignotam fuisse opinionem quæ concilio generali jus et auctoritatem supra Papam adscribit. Porro extra omnem controversiam fuisse præfatum principium, evincunt subjecta documenta : videlicet :

1° Quando ad Romanam synodum III, impellente Theodo-

rico rege, delatæ sunt accusationes in Symmachum Papam, hujus synodi Patres tale judicium sibi non competere declararunt ex ea ratione, quia *nec antedictæ* (Romanæ) *sedis Antistites minorum subjacuisse judicio in propositione simili facile forma aliqua testaretur*. Duo ibi notanda : 1° Declarant judicium synodi contra Papam, fore judicium *minorum* contra majorem ; 2° Asserunt absque exemplo esse quod Papa sic ab inferioribus judicatus fuerit. Equidem synodus ista particularis fuit; et ex eo quod Papa non subsit *particulari* concilio, prout in confesso est apud omnes (vide Bossuet, lib. II *Defensionis*, c. IV), non sequitur ipsum non subesse *generali*. At modus loquendi Patrum satis innuit eos existimasse, neque per œcumenicam etiam synodum Papam judicari posse. Secus enim aliam incompetentiæ suæ rationem protulissent, videlicet : Suam synodum non esse œcumenicam, et non nisi per œcumenicam synodum posse Romanum antistitem judicari. Porro de hoc silent; et asserunt dumtaxat *Romanæ Sedis antistites nunquam minorum* (sedium) *judicio subjacuisse.* Hæc autem propositio generalis est, ita ut non minus includat judicium contra Papam in generali quam in particulari synodo. Nam in generali etiam synodo sententia contra Papam lata, esset sententia *minorum sedium* contra Romanæ Sedis Antistitem. Cæterum hoc sensu intelligenda esse citata verba, quod Papa nequeat *per ullos homines*, ac proinde neque per œcumenicam synodum judicari, omnino evincit testimonium sequens, nempe :

2° Ennodius diaconus, postmodum Ticinensis Episcopus, apologiam pro Symmacho Papa scripsit, quam approbarunt concilii Patres, et synodi gestis adnumerari decreverunt. In hac porro apologia sic legere est : *Si vera est Episcoporum assertio, Sedis apostolicæ præsules minorum nunquam subjacuisse sententiæ, cur ad judicium districta conventione productus est? Numquid gloriabatur securis contra eum qui secat in ea?* Et infra : *Aliorum forte hominum causas Deus voluerit per homines terminare. Sedis istius Præsulem suo sine quæstione re-*

servavit arbitrio. Igitur tunc temporis, ab Ennodio, a Patribus synodi qui apologiam istam approbarunt, generaliterque ab omnibus, tanquam principium inconcussum et *sine quæstione* habebatur, Romani Episcopi causas non posse *per homines terminari*, sed soli Deo reservari. Profecto qui nequit judicari *per homines*, nec judicari potest per concilium œcumenicum. Proinde concilium œcumenicum non est supra Papam. Et cum ratio cur judicari Papa nequeat *per homines* hæc adducatur, Romanum præsulem *minorum sententiæ non subjacere*, sequitur tunc temporis *minorem* seu inferiorem relative ad Papam existimatam fuisse ipsam etiam œcumenicam synodum, quatenus a Papa sejunctam.

3° Sanctus Nicolaus I, in epistola VIII, ad Michaelem imperatorem scribens : *Cum secundum canones, ubi est major auctoritas, judicium inferiorum sit deserendum..., patet profecto Sedis apostolicæ, cujus auctoritate major non est, judicium a nemine fore retractandum, nec cuiquam de ejus licet judicare judicio* (Labbe, t. VIII, col. 310, edit. 1671). Ibi absolute et sine restrictione et tanquam quid certum ac nulli controversiæ obnoxium pronuntiatur, *Romanæ Sedis auctoritate majorem non existere ;* quod falsum foret, si concilium œcumenicum in Romanum Pontificem jurisdictionem haberet. Nec ita fidenter locutus esset sanctus Nicolaus, si vel paucorum catholicorum opinio fuisset, concilium esse supra Papam, et ei licere de Romani Pontificis judicio judicare. Sed nondum orta tunc temporis erronea hæc opinio.

4° In Quintilineburgensi concilio, cum ausus esset quidam clericus asserere, Romanos Pontifices, non divino jure hæreditasse, sed sibi usurpasse prærogativam hanc, *ut* scilicet *nullus de eorum judicio judicare debeat, nec illi alicujus judicio subjaceant*, unanimem totius synodi repulsam expertus est. Quod sic narrat synchronus annalista Bertoldus, in appendice ad Hermannum Contractum, ad annum 1085 : « Cum omnes juxta ordinem suum consedissent, prolata sunt in medium decreta sanctorum Patrum de primatu Sedis apostolicæ... Qui-

dam Barbengensis clericus, nomine Cunibertus, Romani Pontificis primatui derogare volens, in mediam synodum se contulit, asserens Romanos Pontifices hunc sibi primatum adscripsisse, non aliunde concessum hæreditasse, videlicet *ut nullus de eorum judicio judicare debeat, nec illi alicujus judicio subjaceant.* Qui cum aperte *a tota synodo* confutaretur, præcipue tamen a quodam laico convictus est per illud evangelicum, *non est discipulus supra magistrum.* Cum enim hoc generaliter in omnibus ecclesiasticis ordinibus observandum deputetur, *ne major a minore judicetur*, qui hoc vicario sancti Petri denegare potuit, quem omnes catholici pro Domino et magistro venerantur? » Igitur quod *nullus*, nec proinde etiam œcumenica synodus, *de judicio Romani Pontificis judicare debeat*, quodque Romanus Pontifex *nullius*, nec proinde etiam œcumenicæ synodi *judicio subjaceat*, adeo inconcussum sæculo XI principium reputabatur, ut Quintilineburgensis concilii Patres quasi inauditam et absonam contrariam Cuniberti clerici opinionem statim unanimiter rejecerint.

5° Testimonium Ivonis Carnotensis. — Præmittendum qua occasione S. Ivo citanda verba scripserit. Cum a Paschali II per vim extortum fuisset privilegium de investituris, coadunatum est Viennæ provinciale concilium, anno 1112, in quo præfatum privilegium rescissum est. Scripta etiam epistola qua Patres a Paschali Papa decretorum suorum confirmationem postulabant, adjecta, si renueret, hacce comminatione : « Si, quod minime credimus, aliam viam aggredi cœperitis, et nostræ paternitatis assertiones roborare nolueritis, propitius sit nobis Deus, quia nos a vestra obedientia repelletis. » Notandum quæstionem de investituris multis tunc ad fidem pertinere visam fuisse. Item passim admittebatur Papam, tanquam privatum doctorem, hæresi adhærere seu hæreticum fieri posse; aliunde autem Papam notorie hæreticum, hoc ipso Papam esse desinere. Hinc non adeo mirum est Viennensis concilii Patres ad præcitatam comminationem devenisse, cum Paschalis II ipsis videretur in hæresim lapsus. Cæterum

nullatenus probat comminatio hæc præsules illos sibi aliquod jus vindicasse in verum et legitimum Papam; sed dumtaxat in Papam hæreticum qui jam verus Papa non est. Non ergo ipsis exprobrandum quod adeo stolide erraverint, ut *particulari* etiam concilio jus supra Papam competere existimaverint.

Hac autem occasione scripsit sanctus Ivo Carnotensis epistolam ccxxxiii ad Henricum abbatem; in qua de Paschali Papa et de lugenda ipsius concessione sic legere est: « Familiaribus et caritatem redolentibus litteris admonendus mihi videtur, ut *se judicet* aut factum suum retractet... Si autem in hoc languore insanabiliter ægrotaverit, *non est nostrum judicare de Summo Pontifice.* »

Item postquam convocata fuisset, ob idem negotium, synodus Lugdunensis, scripsit sanctus Ivo cur ipse ac alii Senonensis provinciæ antistites ad talem synodum ire nollent: « Non videtur nobis, inquit, utile consilium ad illa concilia convenire, in quibus non possumus eas personas, contra quas agitur, condemnare vel judicare, quia *nec nostro, nec ullius hominum probantur subjacere judicio* » (epist. ccxxxvi). Et infra excipit dumtaxat casum quo Papa *manifeste ab evangelica veritate discederet*, id est, notorie hæreticus evaderet.

Liquet ex isto Ivonis testimonio tunc temporis indubitatum fuisse principium istud: Romanum Pontificem *nullius hominum* (ac proinde nec etiam generalis synodi) *subjacere judicio*. Ivoni prolixe respondit Lugdunensis præsul; ast ipsius assertioni, quod nempe Papa nullius hominum judicio subjaceat, nihil prorsus opposuit.

6° Testimonium Philippi, anno 1206. — Cum nempe Philippus de imperio certaret cum Ottone III, scripsit ad Innocentium III his verbis: « Si nos in aliquo vos, vel Romanam Ecclesiam offendisse videamur, nos pro honore Domini nostri Jesu Christi, cujus vicem in terris geritis, et ob reverentiam beati Petri principis Apostolorum, cujus vicarius estis, et ob salutem nostram, nos ad satisfaciendum vobis supponimus.

Si vero vos in aliquo nos vel imperium læsisse videmini, conscientiæ vestræ super iis vos relinquimus. Cum enim nos pie credamus, et ante passionem et post passionem Dominum nostrum Jesum Christum beato Petro claves regni cœlorum contulisse, et tradidisse jus ligandi atque solvendi, scimus et protestamur, quod vos, qui in locum suum cum plenitudine potestatis successistis, in hujusmodi articulis *ab homine non estis judicandus; sed judicium vestrum soli Deo reservatur*, cujus judicium et examen, quod sibi soli debetur, nobis non quærimus usurpare » (apud Raynaldum, ad annum 1206). Huic ergo principi persuasum ac indubitatum prorsus erat, *Papam ab homine non esse judicandum*, et ejus judicium *soli Deo* reservari, ac proinde Papam judicari non posse a concilio œcumenico.

7° Equidem sub hoc tempus, id est, sæculo XIII, audiri cœperunt appellationes a decretis Pontificum ad generale concilium. Sed catholici qui sic appellarunt, non intellexerunt concilium carens consensu Papæ, cuive jus coactivum in Papam competeret, et a quo Papa condemnari ac deponi posset. Ideo scilicet postulabant recognitionem causæ in concilio generali, quia sperabant facilius per Patres concilii obtineri posse remedium gravaminum, quæ sibi a Romano Pontifice illata fuisse conquerebantur. Non appellabant proprie, quia non majorem agnoscebant auctoritatem in concilio Papæ unito, quam in solo Papa; sed postulabant a Papa qui judicaverat, ut iterum causam revideret in concilio. Porro etiam hodie Papa quandoque concedit ejusmodi revisionem, quæ concessio vocatur *restitutio in integrum*; et similiter olim supremi principes nunnunquam indulgebant ut causam quam ipsimet judicaverant, iterum tractaretur, quasi judicata non fuisset. Hinc Petrus de Marca, diligenter explorata quoad id antiquitate, concludit proprie dictas appellationes catholicorum a Papa ad concilium œcumenicum, in veteri disciplina nuspiam reperiri.

8° Ipsa etiam appellatio, quæ occasione dissidii inter Bo-

nifacium VIII et Philippum regem contigit, non probat hoc tempore viguisse opinionem de superioritate concilii supra Papam. Equidem Galli a Bonifacii decretis appellarunt ad generale concilium et ad *futurum indubitatum Pontificem*. At sic appellabant in hypothesi quod Bonifacius VIII non esset *indubitatus*, id est, certo verus et legitimus Pontifex. Quidam scilicet erronee censebant prædecessorem Cœlestinum V Pontificatui renuntiare non potuisse, ac proinde Bonifacium ei legitime non successisse. Cum igitur appellatio fuerit a Papa *dubio* ad Papam certum et ad generalem synodum, non sequitur ab appellantibus admissam fuisse superioritatem concilii *supra Papam certum*, sed dumtaxat supra Papam dubium. — Præterea non appellarunt ad solum concilium quatenus a Papa sejunctum, sed ad concilium simul et futurum Papam certum; ac proinde ad concilium cujus decreta essent simul decreta Summi Pontificis. — Et tandem ipsosmet Bonifacii VIII accusatores prorsus alienos fuisse ab opinione quæ concilio supra Papam auctoritatem tribuit, apertissime constat ex eorum libello, qui Clementi V oblatus fuit, et in quo sic legere est : « Estis enim vos, Pater sanctissime, Jesu Christi vicarius *totam Ecclesiam repræsentans*, qui claves regni cœlorum habetis ; nec congregatum *totum generale concilium sine vobis et nisi per vos* potest cognoscere de negotio » (apud Ballerinium, *de Potestate ecclesiastica*, cap. v, § 2, n. 18). Sane qui existimat *totum generale concilium, sine Papa* et nisi *per Papam* de aliquo negotio cognoscere non posse, hoc ipso tenet concilium non esse supra Papam.

9° Unus tamen Gallicanus theologus, nempe Joannes de Parisiis, erroribus ac devia in multis doctrina celebris, libro *de Potestate regia et papali*, quem lucubravit ob dissidium Bonifacii VIII cum Philippo rege, Papam deponendi potestatem adscribit, non solum generali concilio, sed etiam cardinalium collegio, immo et sæculari principi, licet *indirecte* tantum, id est, subditos ab obedientia Papæ subtrahendo, ita ut Papa cedere compellatur. At « nullum alium quem nove-

rim (ait Ballerinius) vel inter Gallos ob Bonifacii gesta male animatos, suffragatorem tunc habuit » (*de Potestate eccl.*, cap. v, § 2, n. 19).

Immo quod ipsi etiam Gallicani qui Bonifacio adversabantur, antiquam nihilominus retinuerint doctrinam de superioritate Papæ, ita ut a nemine, et ne ab ipsa etiam œcumenica synodo Papa judicari possit, testem habemus opusculum ejusdem dissidii tempore editum, et sic inscriptum : *Rationes ex quibus probatur quod Bonifacius legitime ingredi non potuit, Cœlestino vivente*. Ibi nempe, pagina 453, sic habetur :

« Summus hierarcha Romanus Pontifex *superior est omnibus;* ipse verus prælatus et pastor est Dominici gregis... Subditorum subtractio nullomodo cadit in summum hierarcham, nec possibile est sibi subtrahi subditos, quoniam *non habet superiorem in terris ;* sed omnis anima sibi subdita est, ejusque curæ commissa; *neque a quopiam judicari potest*, sed cunctos judicaturus *a nemine judicandus est*, nisi deprehendatur a fide devius. Et hæc superioritas non est humano privilegio, sed divino, a quo est institutio, et qui sibi pascendi gregis curam commisit. Omni enim clero et populo IN UNUM CONGREGATO manet obsequendi sibi necessitas, et non auctoritas imperandi. »

10° Novam fuisse nec Constantiensi concilio anteriorem opinionem de superioritate concilii supra Papam, testatur ipsemet Joannes Gerson, qui præcipuus ejusdem opinionis promotor extitit : « Fallor, inquit, si non ante celebrationem hujus sacrosanctæ Constantiensis synodi *sic occupaverat mentes plurimorum litteralium* magis quam litteratorum *ista traditio; ut oppositorum dogmatizator fuisset de hæretica pravitate vel notatus vel condemnatus*. Hujus rei signum accipe : Quia post declarationem ex theologiæ principiis luce clariorem, et quod urgentius est, post determinationem et practicationem ejusdem sanctæ synodi, inveniuntur qui talia palam asserere non paveant : tam radicatum et ut cancer serpens, tam medullitus imbibitum fuit hoc priscæ adulationis virus letiferum ! » (*De Potestate*

ecclesiastica, consid. 12, Operum tomo II, pag. 247, edit. Ellies Dupin, Antuerpiæ, 1706). Igitur, Gersone teste, traditio ista, nempe quod concilium non sit supra Papam, ita generalis, *radicata* et *imbibita* fuit ante Constantiensem synodum, ut contrariæ doctrinæ dogmatizator tanquam *hæreticus* notatus ac condemnatus procul dubio fuisset. Alia loca Gersonis, quibus dictæ opinionis novitatem ipsemet testatur, jam citavimus (parte II, sectione II, capite v).

Explorata igitur documentorum serie, omnino colligendum est, *novam* fuisse, et nonnisi sæculo xiv, exorto jam magno hujus temporis schismate, adinventam opinionem, quæ Romanum Pontificem generalis concilii auctoritati subjicit. Porro in materia fidei, inconcussum apud catholicos principium : **Ubi novitas, ibi falsitas.**

SECTIO II

AUCTORITAS PAPÆ SUPRA CONCILIUM-SINE-PAPA PROBATUR SIMUL QUOAD FIDEM, DISCIPLINAM ET JUDICIA

Superiori sectione vidimus distinguendam esse quæstionem, *an concilium-sine-Papa sit supra Papam*, a quæstione, *an concilium-cum-Papa sit supra Papam*. Item ostendimus priorem summi momenti esse, cum enormis ejusmodi error, qui concilio-sine-Papa jus tribuit in Romanum Pontificem, pro fundamento systemati Gallicano subjaceat, ac cum Gallicanus clerus, anno 1682, secundo e quatuor famosis articulis apertissime professus sit. Jam vero quæstio hæc, *an concilium-sine-Papa sit supra vel infra Papam*, in triplicem aliam, pro diversitate materiæ, subdividitur, videlicet : an sit supra vel infra, *quoad fidem*, *quoad disciplinam* et *quoad judicia*. Hic autem per supremam auctoritatem *quoad judicia*, intelligat lector jus cæteros quoscumque tanquam subjectos ad tribunal suum vocandi, puniendi ac deponendi.

Notandum insuper, ad demonstrandam auctoritatem Papæ supra concilium-sine-Papa, præsto esse duplicem argumentorum speciem, videlicet : 1° Argumenta quæ illam auctoritatem probant simul quoad fidem, disciplinam et judicia; 2° Argumenta unicuique ex dictis materiis propria. In præsenti sectione deducemus dumtaxat priorem argumentorum seriem; in sequenti vero posteriorem. Quibus prænotatis, sit :

CAPUT I

ARGUMENTUM E SCRIPTURA SACRA.

I. E textu S. Matthæi (16, 18) : *Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam.* — Per hæc Christi Domini verba, Ecclesiæ *fundamentum* constitutus est, non solum beatus apostolus Petrus, sed et quilibet legitimus ejus in Sede Romana successor. Id jam probavimus supra (parte II, sectione III, capite I). Porro Ecclesiæ fundamentum non esset Romanus Pontifex, nisi polleret auctoritate supra concilium-sine-Papa. Nam, sicut in materiali ædificio, illud est fundamentum quod cæteras ædificii partes sustentat, a quo illæ partes suam soliditatem trahunt, et sine quo dissolverentur et ruerent, ita in ædificio morali, id est, in aliqua societate, non potest quis esse fundamentum, nisi in omnia membra et in totam etiam societatem collective sumptam, jus coactivum habeat seu auctoritatem sufficientem, qua membra in unitate sociali retineat, et societatem ipsam ad finem ipsi proprium dirigat. Enimvero si auctoritas regiminis vel æqualiter penes omnia membra, vel penes aliquem senatum resideat, et a majoritate suffragiorum, sive omnium, sive aliquorum dependeat, tunc nullus erit qui cum veritate fundamentum dici possit ; sed fundamentum erit, vel auctoritas democratica in omnibus residens, vel auctoritas aristocratica existens penes aliquos. Cum ergo Christus Dominus fundamentum Ecclesiæ suæ constituerit, non omnes, non aliquos, sed beatum Petrum e quemlibet ejus pro tempore successorem, rigorose sequitur penes Romanum Pontificem Petri successorem stare auctoritatem, tum in singulos, tum in omnes collective sumptos fideles, et fidelium pastores, qua valeat eos ad finem Ecclesiæ proprium convenienter dirigere. Exigit autem finis Ecclesiæ proprius, ut fideles veram fidem edoceantur ac in ea reti-

neantur, opportunis disciplinaribus legibus subjiciantur, eorumque transgressiones judicialiter cognoscantur et coerceantur. Habet igitur Romanus Pontifex, utpote fundamentum Ecclesiæ a Christo constitutus, tum quoad fidem, tum quoad disciplinam, tum quoad judicia, auctoritatem in omnes, etiam collective sumptos, fideles et fidelium pastores. Ergo triplicem illam auctoritatem habet etiam in concilium generale, quatenus sejunctum a Papa consideratum. — Quod sic brevius exprimi potest : Papa, ex institutione Christi, est Ecclesiæ fundamentum ; atqui non esset Ecclesiæ fundamentum, nisi esset supra concilium-sine-Papa, quoad fidem, disciplinam et judicia ; Ergo.

II. E textu S. Matthæi (c. XVI) : *Et tibi dabo claves regni cœlorum, et quodcumque ligaveris*, etc. — Per *clavium* metaphoram potestatis plenitudinem in tota retro antiquitate significatam fuisse res est eruditis certa et explorata. Et notandum, non dixisse Christum apostolis collective sumptis : *Vobis dabo claves*, sed soli Petro dixit : *Tibi dabo claves regni cœlorum.* Aliunde certum est potestatem ibi Petro traditam, simul ejus successoribus Romanis Pontificibus collatam fuisse ; siquidem potestati Petri Romanum Episcopum successisse, dogma catholicum est, neque id in quæstionem vocant adversarii quos hic confutamus. Igitur collata fuit Romano Pontifici, in persona beati Petri, potestas clavium metaphora expressa, eique tradita est in ordine ad regendam Ecclesiam. Cum ergo per metaphoram istam exprimatur *suprema* ac *plena* potestas, et potestas *plena* ac *suprema* quoad Ecclesiæ regimen talis esse debeat quoad fidem, disciplinam et judicia, sequitur Romanum Pontificem esse supra omnes fideles ac fidelium pastores, etiam collective sumptos, seu *esse supra concilium-sine-Papa*, quoad fidem, disciplinam et judicia. Enimvero si Papa esset *infra* concilium-sine-Papa, vel etiam si esset illi æqualis, falsum foret ipsi in beato Petro traditas regni cœlestis claves.

Objicies. — Quamvis Christus seorsim Petro dixerit *quod-*

cumque solveris etc., tamen hanc ipsam ligandi et solvendi potestatem tradidit et cæteris apostolis per verba *Quæcumque solveritis*, etc. Ergo a pari, licet seorsim Petro *claves* tradiderit, censendus est eas etiam aliis apostolis tradidisse; ita ut potestas clavium non sit penes unum, sed penes cœtum Episcoporum; ex quo sequitur concilium esse supra Papam.

Respondeo : Quando Christus omnibus apostolis dixit, *quodcumque solveritis*, etc., ibi erat Petrus; nec potestatem ligandi et solvendi tradidit Christus apostolis sejunctis a Petro, sed Petro tanquam capiti unitis et subjectis. Econtra quando dixit Christus *Quodcumque solveris*, etc., per verba hæc, utpote ad Petrum solum directa, ei personaliter contulit potestatem iisdem verbis expressam. Igitur potestatem istam habuit Petrus *quatenus solus;* alii autem apostoli eam non habuerunt nisi *quatenus uniti Petro.*

Pariter potestatem clavium Petro personaliter concessam, censendus quidem est Christus, licet in Scripturis expresse non legatur, aliis etiam apostolis contulisse; ast unitis Petro, non autem a Petro sejunctis. Proinde Romanus Pontifex *claves* habet personaliter et independenter a cæteris Episcopis; et econtra cæteri Episcopi eas non habent nisi quatenus aperientes et claudentes simul cum Romano Pontifice. Ex quo aperte sequitur Papam, qui claves habet, esse supra synodum-sine-Papa, quæ eas non habet.

III. E textu S. Lucæ (22, 32) : *Ego autem rogavi pro te, ut non deficiat fides tua; et tu aliquando conversus, confirma fratres tuos.* —Habet Romanus Pontifex, utpote Petri successor, *officium fratres confirmandi.* Ut autem ejusmodi officium recte expleat, necessaria ipsi est potestas, non tantum fratres in vera fide firmandi, sed et eos disciplinaribus legibus in sancta vita informandi, necnon eorum errores et delicta coercendi. Est igitur supra fratres, ac proinde *supra* concilium-sine-Papa, quoad fidem, disciplinam et judicia. Si voluisset Christus eum esse *infra* concilium-sine-Papa, non dixisset Petro Rogav

pro te, *confirma fratres*; sed dixisset : Fratribus, *rogavi pro vobis, ut non deficiat fides vestra. Confirmate Petrum.*

IV. E textu S. Joannis (21, 15) : *Pasce agnos meos, pasce oves meas.* — His verbis Romanum Pontificem, utpote Petri successorem, constituit Christus pastorem fidelium et Episcoporum omnium ; et hoc ipso simul ei fideles et Episcopos omnes regendos subjecit ad finem Ecclesiæ proprium. Ergo ei potestatem contulit *supra* omnes, quoad fidem, disciplinam et judicia. Ergo et supra concilium-sine-Papa.

Objicies. — Intelligi potest data potestas solummodo supra omnes Episcopos *seorsim sumptos*, non autem super Episcópos collective sumptos et in concilio adunatos.

Respondeo : Sub nomine ovium Christus Episcopos Petro regendos commisit, absque ulla distinctione vel restrictione. Igitur gratis et contra obvium evangelici textus sensum assereretur Romanum Pontificem pascendas recepisse oves seorsim sumptas, non autem collective sumptas. — Præterea, si Christus voluisset Episcopos collective sumptos esse supra Papam, vesane (quod cogitare nefas est) usus esset illa pastoris et ovium metaphora, et præcepisset Petro ejusque successoribus ut oves pascerent. Posito enim quod Episcopi collective sumpti sint supra Papam, jam falsum est ipsos esse oves relative ad Papam ; quia oves non regunt pastorem, sed ab ipso reguntur. — Insuper admitti nequit nisi *unum ovile et unus pastor.* Porro in præfata hypothesi pastores duos Christus in Ecclesia sua constituisset ; nimirum Papam relative ad Episcopos seorsim sumptos, et collectionem Episcoporum relative ad Papam ac fideles cæteros. — Tandem, quod vesaniæ cumulus foret, constituisset Christus pastores duos, quorum neuter legitime suam regendi potestatem exercere valeret. Nam quoties vellet Papa Episcopis præcipere, possent hi collective agendo et sic supremam auctoritatem prætendendo, papale decretum irritare ac declinare; unde Papæ auctoritas in Episcopos divisim sumptos illusoria esset et in nihilum abiret. Pariter quoties vellent Episcopi collective

agere et decernere, posset Papa, pro suprema sua in ipsos seorsim sumptos auctoritate, singulis id ipsum prohibere, id est, ne collective agant et hoc vel illud decernant; tenerenturque singuli obtemperare, nec proinde possent collective agere. Igitur duæ istæ supremæ potestates invicem sese eliderent. Remanet ergo Papam simpliciter a Christo constitutum fuisse *pastorem* ovium, id est, Episcoporum, etiam collective sumptorum. Nec pastor sane foret quem regerent oves collective sumptæ, et qui ovibus collective sumptis obedire teneretur.

CAPUT II

ARGUMENTUM E CONCILIIS.

1. *Ex œcumenica synodo Ephesina, anno* 431. — In actis, actione II, occurrunt hæc Philippi Sedis apostolicæ legati verba : « Gratias agimus sanctæ venerandæque synodo, quod litteris sancti beatique Papæ nostri vobis recitatis, sancta *membra*, sanctis vestris vocibus, *sancto capiti*, sanctis etiam vestris exclamationibus vos adjunxeritis. Non enim ignorat vestra beatitudo totius fidei vel etiam apostolorum *caput* esse beatum apostolum Petrum » (apud Labbe, tomo III, col. 619; Parisiis, 1671). Ibi distinguens legatus Papam inter et reliquam synodum, expresse asserit Papam esse *caput*, et reliquos Patres, in actu collectivo et synodali, fuisse *membra;* atque id confirmat ea ratione, quod Petrus sit *caput* totius fidei, et etiam apostolorum. Cui doctrinæ assensum præbuisse Patres Ephesinos, vel ex hoc colligitur quod non reclamaverint. Jam vero si Papa non esset *supra* reliquam synodum, perperam dictus fuisset *caput*, et alii Patres quatenus synodaliter procedentes dicti fuissent *membra.* Nam quando agitur de corpore morali, seu de aliqua societate, ex usu populorum et idiomatum omnium, certum est nomine *capitis* designari superiorem, et nomine *membrorum* inferiores.

Objicies. — In pluribus ordinibus religiosis suprema potestas stat penes generale capitulum, et nihilominus qui unicuique ordini præest, superioris et *capitis* nomine nuncupatur.

Respondeo : Qui præest vocatur superior et *caput* abstrahendo a capitulo generali, concedo : etiam et expresse relative ad capitulum generale, nego. Enimvero in eorum ordinum constitutionibus expresse dicitur, ipsum etiam qui ordini præest, capitulo generali *subjici*, quod profecto idem est ac dicere, ipsum non esse *superiorem* nec *caput* relative ad capitulum generale. Unde in istis ordinibus qui præest, non est proprie *caput* seu suprema auctoritas, sed, sicut præses senatus in societate civili democratica, est dumtaxat caput *ministeriale*. Dum econtra in Ephesina synodo, Papa dictus est *caput* relative ad Patres in synodo coadunatos et synodaliter procedentes; igitur *caput* est revera, ac proinde *supra* concilium-sine-Papa, relative ad finem Ecclesiæ proprium, ac proinde quoad fidem, disciplinam et judicia.

2. *Ex œcumenica synodo Chalcedonensi, anno* 451. — Actione III recitatæ sunt epistolæ, ad concilium e variis locis directæ, quæ omnes ita incipiunt : *Sanctissimo universali Patriarchæ magnæ Romæ Leoni, et sancto universali concilio congregato in Chalcedonensi civitate.* Cum ibi distinguantur Papa et concilium, si concilium esset supra Papam, priori loco positum fuisset.

Præterea dicunt Chalcedonenses Patres Papam Leonem ipsis in concilio congregatis *sicut membris caput* (ὡς κεφαλὴ μέλων), per suos legatos præfuisse. Et infra sanctum Leonem iterum vocant *caput*, sese autem ejus *filios;* et petunt eorum quæ decreverunt *confirmationem*. Ergo agnoscunt eum esse *supra* ipsos, etiam collective sumptos et synodum generalem constituentes.

Insuper in eadem synodo, cum a legatis Sedis apostolicæ postulatum fuisset cur Dioscorum e concilio expulsum vellent, responderunt : *Quia synodum ausus est facere sine auc-*

toritate Sedis apostolicæ, quod nunquam factum est, nec fieri licet. Damnatus autem fuit Dioscorus ea potissimum de causa quod judicare in generali synodo ac damnare ausus fuisset summum Pontificem Leonem. « Non tam ob hæresim, ait Nicolaus I (epist. ad Michaelem imperatorem), damnatus est Dioscorus, quam ob horrendam præsumptionem, qua in summum Pontificem sententiam dictare ausus fuerat. » Jam vero, « si Dioscorus, qui erat Patriarcha Alexandrinus, id est, primus post Romanum, cum generali concilio non potuit jure judicare Romanum Pontificem, certe sequitur evidenter concilium non esse supra Pontificem. Cur enim non potuit Pontificem judicare, si erat supra ipsum, immo ejus judex, ut adversarii volunt? » (Bellarminus, *de Conciliorum auctoritate*, lib. II, cap. XVII.)

Tandem sic habet sententia contra Dioscorum pronuntiata : « Sanctus ac beatissimus Papa *caput universalis Ecclesiæ* Leo... *Petri apostoli præditus dignitate*... episcopali cum (Dioscorum) dignitate nudavit. » Non potest Romanus Pontifex esse *caput universalis Ecclesiæ*, si subjaceat concilio. Nam *universalis Ecclesia* comprehendit etiam et principaliter Episcopos omnes, sive distributive, sive collective sumptos; comprehendit proinde ipsum etiam concilium. Ergo Papa est caput concilii; ergo est supra concilium. Quam superioritatem etiam secum trahit *Petri dignitas* qua potitur Papa.

3. *E synodo œcumenica octava, quæ fuit Constantinopolitana quarta.* — Sic habet, actione decima : « Romanum Pontificem de omnium ecclesiarum Pontificibus judicasse legimus, de eo vero quemquam judicasse non legimus. » Et in eadem actione x editi sunt canones, quorum quinquagesimus tertius hic est : « Si qua vero œcumenica synodo collecta, de Romana etiam Ecclesia controversia extiterit, licebit cum decenti reverentia de proposita quæstione veneranter percunctari, responsumque admittere... *non tamen impudenter contra senioris Romæ Pontifices sententiam dicere.* » Jam superiori sectione, propositione V, technas explosimus a Bossuetio et

aliis Gallicanis, ad elidendam textus hujus vim excogitatas. Si œcumenica synodus nequeat sine *impudentia* sententiam contra Romanum Pontificem dicere, sequitur Papam esse supra concilium-sine-Papa, non solum quoad judicia, sed etiam quoad fidem et disciplinam. Si enim Papa concilio quoad fidem et disciplinam subjaceret, non *impudenter* sed jure concilium sententiam diceret contra Papam, qui erroneas fidei definitiones, vel pravas disciplinares leges ederet.

4. *E synodo œcumenica duodecima, quæ fuit Lateranensis quarta, anno* 1215. — Sic definivit : « Romana Ecclesia, disponente Domino, super omnes alias *ordinariæ potestatis* obtinet principatum, utpote universorum Christi fidelium mater et magistra. » Si concilium esset supra Papam, ipsi concilio competeret *ordinariæ potestatis* principatus; Romani vero Pontificis potestas non esset *principalis* nec *ordinaria*, sed secundaria et ministerialis seu *delegata*. Præterea repugnat *Patrem* et *magistrum* subesse filiis et discipulis collective sumptis. Filii enim, licet coadunati, debent subesse Patri et non ipsi imperare; et discipuli, quantumvis coadunati, debent doceri a magistro, et non eum docere.

5. *E synodo œcumenica decima quarta, quæ fuit Lugdunensis secunda, anno* 1274. — Approbavit fidei professionem, quæ sic habet : « Ipsa quoque sancta Romana Ecclesia *summum* et *plenum* primatum et principatum super universam Ecclesiam catholicam obtinet. » Et infra dicitur ipsi collatus ejusmodi principatus in beato Petro, *cum potestatis plenitudine*. Porro si concilium-sine-Papa esset supra Papam, principatus Romani Pontificis non esset *summus*, siquidem altior foret principatus concilii; nec esset *plenus*, siquidem huic principatui deesset pars magna et præcipua; nec tandem esset cum *potestatis plenitudine*, sed cum aliqua dumtaxat potestatis *parte*.

6. *E synodo Constantiensi, anno* 1415, *in iis decretis quæ vim œcumenicitatis habent.* — Proscripsit propositionem XXXVII Wiclefi, quæ sic habebat : « Nec Papa est proximus et imme-

diatus vicarius Christi. » Igitur ad dogma catholicum pertinet, Papam esse *immediatum Christi vicarium*. Porro si concilium esset supra Papam, jam non Papa, sed concilium immediatus Christi vicarius foret. — In eadem synodo decrevit Martinus V suspectos interrogandos esse an crederent, *quod Papa canonice electus... sit successor beati Petri, habens supremam auctoritatem in Ecclesia Dei*. Porro si concilium foret supra Papam, credendum non esset Papæ competere *supremam* auctoritatem in Ecclesia Dei; revera enim *suprema* auctoritas, non Papæ, sed concilio competeret.

7. *E synodo œcumenica Florentina, anno* 1438. — Definivit Romano Pontifici a Christo traditam fuisse *plenam potestatem pascendi, regendi ac gubernandi universam Ecclesiam* (Labbe, t. XIII, col. 515, Parisiis, 1672). Si concilium foret supra Papam, non recepisset Papa *plenam* potestatem, sed partem dumtaxat potestatis : immo potior pars concilio competeret. Igitur *plena* hæc potestas Papæ divinitus tradita, etiam relative ad concilium intelligenda est. Quod autem intelligenda sit quoad fidem, disciplinam et judicia, evincunt hæ voces : *Pascendi, regendi ac gubernandi;* immo et sola ista dictio *plena potestas*. Plena siquidem non esset, nisi talis foret quoad triplicem illam materiam.

8. *E synodo Lateranensi quinta sub Leone X*. — Synodus hæc, ait Bellarminus, « diserte et ex professo docuit Pontificem esse supra omnia concilia, et reprobavit contrarium decretum editum in concilio Basileensi » (*de Conciliorum auctoritate*, lib. II, cap. XVII). Sic nempe legere est, sessione undecima concilii Lateranensis quinti : « Solum Romanum Pontificem, *tanquam super omnia concilia auctoritatem habentem*, conciliorum indicendorum, transferendorum ac dissolvendorum plenum jus et potestatem habere, nedum ex sacræ Scripturæ testimonio, dictis sanctorum Patrum ac aliorum Romanorum Pontificum, sed propria etiam eorumdem conciliorum confessione manifesto constat. »

Equidem Gallicani theologi haud pauci, videntes per tam

apertam declarationem explodi systema suum de concilii auctoritate supra Papam, œcumenicam non fuisse synodum illam persuadere tentarunt. Sed vanum istud effugium. « Hoc enim concilium, ait Veith, fuit vere œcumenicum, convocatum ab habente legitimam potestatem, nimirum Julio II. Præsederunt ipsi Pontifices Julius II, eoque demortuo Leo X. Invitati sunt omnes Episcopi totius orbis. Sufficiens Patrum numerus huic concilio subscripsit, nimirum (præter Abbates et generales Ordinum) Cardinales et Episcopi centum et quatuordecim, qui Basileensium Episcoporum numerum longe excedebant. Acceptatum fuit ab universa Ecclesia; atque etiam a Ludovico XII Galliarum rege, tanquam verum, legitimum et œcumenicum agnitum, abjecto Pisano conciliabulo, ut patet ex sessione VIII. Ipsi Galli renuntiarunt in hoc concilio appellationi factæ tempore Julii II ab hoc ad aliud concilium, tanquam omnino illegitimæ » (Veith, *de Primatu*, sect. II, proposit. XXIV, p. 165, edit. Melchliniæ, 1824). Adde, concilium istud per solemnem Bullam a Leone X confirmatum fuisse; et vocari œcumenicum a Pio VI, in Brevi *Caritas* (13 aprilis 1795), ad Galliæ præsules directo, quo civilis cleri constitutio damnata est.

Objicies. — Sequeretur quid intolerabile, nimirum Galliæ theologos manifestis hæreticis esse accensendos, cum negent id ipsum quod citata synodus declaravit, id est, *Romanum Pontificem super omnia concilia auctoritatem habere.*

Respondeo : Id quidem rigorose sequeretur si plene constaret dicti concilii Patres proprie dictam *fidei definitionem* edere voluisse. At cum id, ob formam qua usi sunt, dubium aliquatenus ac disputabile remanserit, sequitur præfatos theologos proprie hæreticos dici non posse. « Quod vero « concilium hoc, ait Bellarminus, rem istam non definierit « proprie ut decretum fide catholica tenendum, dubium est, « et ideo non sunt *proprie hæretici* qui contrarium sentiunt, « *sed a temeritate magna excusari non possunt* » (loco citato).

Cæterum ab hæresi nequaquam excusarentur dicti Gallicani

theologi ex eo quod præfatum concilium non fuerit, ut ipsi asserunt, receptum in Galliis. De quo sic Bellarminus (loco citato) : « Quod autem non fuerit receptum, saltem ab om- « nibus, parum refert; nam decreta conciliorum non indi- « gent approbatione populi, cum ab eo non accipiant auc- « toritatem. Verum est quidem decreta *de moribus*, si non « recipiantur, et Pontifex conniveat, tandem consuetudine « abrogari. Sed hoc non accidit ex eo quod indigeant populi « approbatione, sed quia decreta mutabilia sunt; et cum « Pontifex videt longo tempore ea non servari, et tacet, cen- « setur ipse abrogare. At decreta *de fide* immutabilia sunt, « nec possunt ullo modo abrogari. Tale autem est hoc de quo « agimus. »

CAPUT III

ARGUMENTUM E DOCTRINA ROMANORUM PONTIFICUM.

Sanctus Zozimus, qui creatus est Pontifex anno 417. — In suis ad Africanos Episcopos litteris : « Quamvis Patrum traditio apostolicæ Sedi auctoritatem tantam tribuerit, *ut de ejus judicio disceptare nullus auderet...*; tantam enim huic apostolo canonica antiquitas per sententias omnium voluit esse potentiam, *ex ipsa quoque Christi Dei nostri promissione*, ut ligata solveret et soluta vinciret; *par potestatis data conditio in eos qui Sedis hæreditatem... meruissent...*; tamen *cum tantum nobis esset auctoritatis, ut nullus de nostra possit retractare sententia*, nihil egimus quod non ad vestram notitiam nostris ultro litteris referremus » (apud Coustant, *Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 974, edit. Parisiis, 1721). Igitur quod *nullus*, ac proinde nec ipsum etiam concilium generale, *disceptare valeat de Romani Pontificis judicio ac sententia*, tradidit antiquitas et promissione Christi nititur. Consequens est ut Papa sit supra concilium quoad fidem, disciplinam et judicialem potestatem.

Sanctus Bonifacius I, qui creatus est Pontifex anno 418. — « Nunquam enim licuit de eo rursus quod semel statutum est ab apostolica Sede, tractari » (apud Coustant, *Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 1035, edit. Parisiis, 1721). Id verum esse nequit nisi Papa sit supra concilium; et quidem simul quoad fidem, disciplinam et judicia. Si enim subjaceret concilio, licite posset concilium decreta quælibet Romani Pontificis judicare et abrogare. Vide apud Coustant, col. 1037, textum alium, quo docet idem S. Bonifacius, Romanæ Sedi *omnia Domini sermone concessa fuisse*. Si *omnia*, ergo et potestas supra concilium. Item (col. 1042) textum istum : *Nemo unquam apostolico culmini, de cujus judicio non licet retractari, manus obvias audacter intulit; nemo in hoc rebellis extitit, nisi qui de se voluit judicari*. Si *nemo*, ergo nec concilium generale.

Sanctus Cœlestinus I, qui creatus est Pontifex anno 422. — In instructionibus quas dedit suis ad synodum Ephesinam legatis : « Siquidem instructiones quæ vobis traditæ sunt hoc loquantur, ut interesse conventui debeatis, ad disceptationem si fuerit ventum, *vos de eorum sententiis judicare debeatis, non subire certamen* » (apud Coustant, *Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 1152, edit. Parisiis, 1721). Ibi expresse agitur de concilio generali; et legati Pontificii jubentur, non inferioris, sed superioris personam agere. Ipsi nempe de aliorum sententiis *judicare debent*.

Idem sanctus Cœlestinus in suis ad Ephesinam synodum litteris : « Direximus pro nostra sollicitudine sanctos fratres et consacerdotes nostros... qui iis quæ aguntur intersint, et *quæ a nobis ante statuta sunt exequantur* » (apud Coustant, ibid., col. 1162). Igitur non sinit sanctus Cœlestinus sententiam a se antea pronuntiatam in synodo judicari, sed jubet eam *executioni mandari*. An, quæso, sic generalem synodum alloqui ausus esset, nisi tunc temporis apud catholicos omnes indubitata fuisset Romani Pontificis supra concilium auctoritas?

Sanctus Gelasius, qui creatus est Pontifex anno 492. —

In epistola IV, seu commonitorio ad Faustum : « Ipsi sunt canones qui appellationes totius Ecclesiæ ad hujus Sedis examen voluere deferri ; *ab ipsa vero nusquam prorsus appellari debere sanxerunt*. Ac per hoc, *illam de tota Ecclesia judicare, ipsam ad nullius commeare judicium*... Non veremur ne apostolica sententia resolvatur, quam *et vox Christi*, et majorum traditio, et canonum fulcit auctoritas, *ut totam potius Ecclesiam semper ipsa* (Sedes Romana) *dijudicet* » (Labbe, t. IV, col. 1168 et seq., edit. Parisiis, 1671). Si Romana Sedes jus habeat judicandi *totam* Ecclesiam, et ipsa *nullius* judicio subjaceat, consequens est ut Romanus Pontifex sit supra ipsum etiam concilium, quoad fidem, disciplinam et judicialem potestatem.

In litteris suis ad Episcopos Dardaniæ : « Quæ (Sedes Romana) et unamquamque synodum *sua auctoritate confirmat*..., pro *suo* scilicet *principatu*, quem beatus Petrus apostolus Domini voce perceptum... et tenuit semper et *retinet* » (Labbe, t. IV, col. 1200, edit. Parisiis, 1671). Si Romano Pontifici competat quamlibet synodum *confirmare* pro suo *principatu*, id est, quatenus superior, invicte sequitur ipsum esse supra concilium, quoad rem totam ecclesiasticam, id est, quoad fidem, disciplinam et judicia.

In aliis ad Episcopos Dardaniæ litteris : « Cuncta per mundum novit Ecclesia, quoniam *quorumlibet* sententiis ligata Pontificum Sedes beati Petri apostoli jus habeat resolvendi, utpote quæ *de omni Ecclesiæ fas habeat judicandi*, *neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio* » (ibid., col. 1203). Et in exemplum adducit sanctus Gelasius concilium cujus sententia in Athanasium per hoc solum annullata est quod ei Romanus Pontifex non consenserit.

Sanctus Nicolaus I. — Qui creatus est Pontifex anno 858. — *Cujus* (Romanæ Ecclesiæ) *auctoritate atque sanctione omnes synodi et sancta concilia roborantur et stabilitatem sumunt* (Labbe, t. VIII, col. 285, edit. Parisiis, 1671). Si omnia concilia robur et stabilitatem trahant ex auctoritate Romani Pon-

tificis, sequitur Romano Pontifici supra concilium quodlibet auctoritatem competere.

In litteris ad Michaelem imperatorem : « In universalibus synodis quid ratum vel quid prorsus acceptum, nisi quod Sedes beati Petri probavit, ut ipsi scitis, habetur? Sicut e contrario quod ipsa sola reprobavit, hoc solummodo consistat hactenus reprobatum » (Labbe, t. VIII, col. 291, edit. Parisiis, 1671). Ibi etiam habes manifeste declaratam Papæ superioritatem supra quodcumque concilium. In aliis ad eumdem imperatorem litteris : « Cum secundum canones, ubi est major auctoritas judicium inferiorum sit deferendum..., patet profecto Sedis apostolicæ, *cujus auctoritate major non est*, judicium a nemine fore retractandum, neque *cuiquam de ejus liceat judicare judicio* » (Labbe, ibid., col. 519).

Paschalis Papa. — *Aiunt in conciliis statutum non inveniri, quasi Romanæ Ecclesiæ legem concilia ulla præfixerint, cum omnia concilia per Romanæ Ecclesiæ auctoritatem et facta sint et robur acceperint, et in eorum statutis Romani Pontificis patenter excipiatur auctoritas* (capite *Significasti*, *de Electione*).

CAPUT IV

ARGUMENTUM EX ALIIS SANCTIS PATRIBUS.

Sanctus Irenæus. — « Ad hanc enim Ecclesiam (Romanam), propter potiorem principalitatem necesse est omnem convenire Ecclesiam, hoc est eos qui sunt undique fideles » (Contra hæreses, l. III, c. III). Si concilium-sine-Papa esset supra Papam, in conflictu Papam inter et ejusmodi concilium generale, deberet *omnis Ecclesia*, deberent *qui sunt undique fideles*, convenire, non cum Romana Ecclesia seu cum Romano Pontifice, sed cum concilio ipsi opposito. Implicat igitur Irenæi textus Papæ auctoritatem etiam supra concilium.

Cæsarius Arelatensis. — In libello Symmacho Papæ oblato

circa annum 502. — « Quantum in omnibus Ecclesiarum Pontificibus, quæ in toto orbe diffusæ sunt, apostolica Sedes sibimet vindicat principatum, et *synodalibus decretis firmior ejus præcellit auctoritas*, tantum, » etc. (Labbe, t. IV, col. 1310, edit. Parisiis, 1671). Si auctoritas Romani Pontificis *firmior* sit et *præcellat* quibuslibet decretis synodalibus, profecto Papa est *supra* concilium. Si enim esset *infra*, præcelleret et firmior esset auctoritas decretorum synodalium. Si vero nec *supra* nec *infra* concilium esset Papa, ejus auctoritas non *firmior* nec præcellens, sed *æqualis* dici debuisset.

Ennodius, in apologia pro Symmacho Papa, dicit *Sedis apostolicæ præsules minorum nunquam subjacuisse sententiæ.* Et postea subjungit : *Aliorum forte hominum causas Deus voluerit per homines terminare : Sedis istius præsulem suo sine quæstione reservavit arbitrio.* Si nequeat Romanus Pontifex *per homines* judicari, ergo neque per concilium.

Patres concilii Quintilineburgensis. — Cum quidam clericus negare ausus fuisset hanc Romanorum Pontificum prærogativam, *ut* scilicet *nullus de eorum judicio judicare debeat*, *nec illi alicujus judicio subjaceant*, Patres unanimiter et cum indignatione audaciam ejus retuderunt ; prout narrat synchronus annalista Bertholdus, in appendice ad Hermanum Contractum ad annum 1085.

Sanctus Ivo dicit de Romanis Pontificibus, epist. ccxxxvi : « Nec nostro, *nec ullius hominum* probantur subjacere judicio. »

Philippus, qui de imperio cum Othone III decertabat, scripsit ad Innocentium III : *Ab homine non estis judicandus, sed judicium vestrum soli Deo reservatur* (apud Raynaldum, ad annum 1206).

CAPUT V

ARGUMENTUM EX JURE APPELLATIONUM, VI CUJUS APPELLARI POTEST A CONCILIO AD PAPAM, NON A PAPA AD CONCILIUM.

I. Appellari potest a concilio ad Papam. — Papa est supra concilium-sine-Papa, si a talis concilii judicio ad Papam frequenter appellatum sit, et appellari posse constans fuerit catholicorum persuasio ac doctrina. Atqui supra (parte I, sectione III, capite IX), antiquitatis documenta recensendo, utrumque probavimus.

Juvat autem idem argumentum, prout a Bellarmino breviter concinnatum est, hic subnectere.

« Sine controversia enim, inquit, semper a minori ad majorem appellatur. Appellari autem a concilio ad Papam, non contra, perspicuum est ex Gelasio, in epistola ad Episcopos Dardaniæ : *Ad Sedem*, inquit, *apostolicam de qualibet mundi parte appellandum est, ab illa autem nemo est appellare permissus*. Et ne putemus eum loqui de appellatione ab aliquo Episcopo, non a concilio, subdit : Sæpe Romanos Pontifices solvisse eos quos inique concilia ligaverant. Cujus rei extant exempla clarissima. Nam Athanasius Episcopus Alexandrinus, et Paulus Episcopus Constantinopolitanus, a concilio depositi, ad Julium Papam appellaverunt, et ab eo in suas sedes restituti sunt, ut auctor est Sozomenus (libro III Historiæ, capite VII). Similiter Flavianus Episcopus Constantinopolitanus appellavit a concilio Ephesino II generali, ad Leonem Papam, ut testatur Leo (epistola XXV, ad Theodosium Augustum). Item Theodoretus Episcopus Cyri appellavit a concilio eodem Ephesino secundo, ad eumdem Leonem, ut patet ex Liberato (in *Breviario*, capite XII), et ex ipsa epistola Theodoreti, quæ extat ad finem Operum Leonis. Denique Joannes Chrysostomus

a concilio depositus appellavit ad Innocentium Papam, ut testatur Gelasius, et idem colligitur ex epistolis Chrysostomi ad Innocentium. » (Bellarminus, *de Conciliorum Auctoritate*, libro II, capite XIX).

Objicies. — Concilia ejusmodi a quibus ad Papam appellatum fuit, non erant *generalia*, de quibus solis quæstio movetur; nec constat antiquitus viguisse persuasionem, quod etiam *a generali* concilio ad Papam appellari possit.

Respondeo : Nego utrumque assertum. Enimvero concilium Ephesinum secundum, verbi gratia, fuit *generale* quantum generale esse potest *concilium-sine-Papa*, de quo præcise hic quæstio est. Fuerat quippe legitime convocatum, et ad illud totius orbis Episcopi vocati fuerant, et plurimi convenerant. Solummodo suum ejus decretis assensum denegavit Summus Pontifex; qui si accessisset, procul dubio vim œcumenici concilii ejus synodi acta obtinerent. Porro quodlibet *concilium-sine-Papa*, quantumvis generale, similiter Pontificio assensu caret; quia alioquin non esset concilium-sine-Papa, sed concilium-cum-Papa. Igitur appellatio a concilio Ephesino secundo fuit vere appellatio ab uno ex istis conciliis *generalibus* de quibus quæstio movetur, id est, quæ generalia quidem sunt, at sine assensu Romani Pontificis. Falsum etiam alterum assertum. Nam quod Papa de quorumlibet aliorum, ac proinde etiam synodorum generalium, judicio judicare possit, nemini autem fas sit de ipsius judicio judicare, fuit constans totius antiquitatis doctrina, quamplurimis documentis et formulis expressa. (Plures ejusmodi textus vide supra, capite III et IV.) Persuasum ergo habuit antiquitas posse a judicio generalium etiam synodorum ad Papam appellari.

II. Appellari nequit a Papa ad concilium. — 1° Ante sæculum XIV nullum reperitur vestigium ejusmodi appellationis per catholicos factæ. Exhibet dumtaxat historia ecclesiastica hæreticos, et quidem paucissimos, qui ad id audaciæ progressi sint. Verbi gratia, sæculo V, octodecim Episcopi Pelagiani Zozimo Papæ suam obtulerunt fidei professionem,

postulantes ut eam examinaret, ac si erroneam in aliquo deprehenderet, ipsis intimaret; secus se ad œcumenicam synodum appellaturos significarunt. Non erat appellatio ab aliquo decreto Pontificio, sed solum a denegata justitia. — Sub initium sæculi XIV, Philippus Pulcher Galliarum rex, a judicio Bonifacii VIII ad concilium generale appellationem interposuit. Sed simul contendebat Bonifacium non esse verum ac legitimum Pontificem; unde appellationem hanc faciebat, non quatenus a Papa certo et indubitato, sed quatenus a Papa dubio ; nec proinde valet factum istud tanquam exemplum propriæ dictæ appellationis a Papa ad concilium. Præterea idem Philippus rex enixe a Bonifacii successoribus postulavit absolutionem ab excommunicatione, qua se innodatum ob prædictam appellationem merito verebatur. — Sæculo XVI appellavit Lutherus a Leone X; et sæculo XVIII appellarunt Jansenistæ, a constitutione *Unigenitus*. — Opinio quidem illa quod a Papa etiam indubitato ad concilium appellari possit, suos habuit defensores tempore magni schismatis per concilium Constantiense sublati. Ast eam mox scholæ catholicæ rejecerant. Iterum autem revixit tempore Ludovici XIV, contendentibus Gallicanis theologis multis, posse appellari a Papa ad concilium in materia disciplinari; immo et quoad fidei et morum decreta, quandiu dispersæ universalis Ecclesiæ tacitus saltem assensus non accesserit. — Jam vero vel ex facto isto historico, quod appellationes a decretis Pontificiis apud catholicos per tot sæcula inauditæ fuerint, colligendum venit, prorsus erroneam esse præfatam Gallicanorum opinionem. Enimvero si doctrina ab apostolorum tempore constanter tradita ejusmodi appellationem a Papa ad concilium non respuisset tanquam illegitimam et divinæ constitutionis Ecclesiæ subversivam, sed econtra tanquam legitimam exhibuisset, nedum inauditæ per tot sæcula forent apud catholicos ejusmodi appellationes, frequentissimæ potius in historia ecclesiastica recurrerent, et ordinariam regendæ Ecclesiæ formam constituerent. Posito nempe quod traditum ab apostolis ac

primis sæculis creditum fuerit, concilium esse supra Papam, debuerunt a decretis Romanorum Pontificum ad generalia concilia provocationes innumeræ interponi, ab iis nempe, numero tam multis, qui Sedis Romanæ decreta ægre ferebant. Hoc porro in historia non videmus, sed plane contrarium; id est, perpetuo et undique appellari a synodorum judiciis ad Romanum Pontificem. Et notetur ejusmodi appellationes reperiri hac ratione fundatas, quod Romani Pontificis prærogativa sit, divinitus accepta, *de tota Ecclesia judicare*, de ipsius autem judicio *nemini* sit judicare permissum. Hæc enim totius antiquitatis perpetua vox.

2° Appellationes a Papa ad concilium pluries a Sede apostolica reprobatæ ac damnatæ fuerunt. — Eas damnavit S. Gelasius, his verbis : « Cuncta per mundum novit Ecclesia quoniam *quorumlibet* sententiis ligata Pontificum Sedes beati Petri apostoli jus habeat resolvendi, utpote quæ de omni Ecclesia fas habeat judicandi, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio » (Labbe, t. IV, col. 1203; edit. Parisiis, 1671). « Ipsi sunt canones qui appellationes totius Ecclesiæ ad hujus Sedis examen voluere deferri; ab ipsa vero nusquam prorsus appellari debere sanxerunt » (ibid., col. 1168). Eas appellationes damnavit Martinus V in concilio Constantiensi, anno 1418. Nimirum in publico et generali consistorio, nemine reclamante promulgavit dictus Pontifex constitutionem, quæ sic habeat : « *Nulli fas est* a supremo judice, videlicet apostolica Sede seu Romano Pontifice, Jesu Christi vicario in terris, *appellare*, aut illius judicium in causis fidei, quæ tanquam majores ad ipsum et Sedem apostolicam deferendæ sunt, declinare » (apud Veith, *de Primatu*, § 47). Cumque idem Martinus V legatorum Poloniæ petitioni cuidam annuere nollet, isti legati appellationem ad concilium sese facturos minati sunt. At Pontifex silere jussis hanc ipsam constitutionem, de non appellando a Papa ad concilium, ostendit. Quibus auditis, isti ab ausu destiterunt (Confer Veith, loco citato). — Appellationes quaslibet a Summo Pontifice, sub pœna ex-

communicationis damnavit Pius II bulla *execrabilis*, anno 1459. — Eas pariter sub anathemate damnavit Sixtus IV, cujus bulla, teste Raynaldo (in annalibus ecclesiasticis, ad annum 1483), jussu Ludovici XI in Galliis solemniter fuit promulgata. — Item eas damnavit Julius II, qui in constitutione *suscepti regiminis* approbans et amplians prædictam Pii II bullam, declarat et decernit, *ipsos* (appellantes) *et eorum quemlibet pro veris et indubitatis schismaticis ac de catholica fide male sentientibus habendos esse et reputandos*, et gravissimas in eos pœnas decernit. — Eas damnavit Leo X. Constitutione *Exurge Domine* (cui et totius Ecclesiæ assensus et acceptatio supervenit) utramque prædictam Pii II et Julii II bullam memorat et confirmat ; ac insuper Lutherum redarguens quod contra ejusmodi constitutionum tenorem ausus esset ad concilium generale appellare, verba hæc subjungit : *potuisset Lutherus jam inde haberi tanquam hæreticus utque talis puniri*. — Tandem eas damnavit Benedictus XIV, constitutione sua *Ex omnibus christiani orbis*, qua denegandum decernit sanctissimum viaticum iis omnibus qui bullæ *Unigenitus* adversantes, ab ea publice appellabant ad futurum concilium. Igitur appellatio a Papa ad concilium expresse a Sede apostolica pluries damnata est ; accessit conditio a systemate Gallicano requisita ut ista decreta Pontificia irrefragabilem vim habeant, nimirum ab Episcopis seu ab Ecclesia dispersa non reclamatum est ; imo universaliter a catholicis præfatæ bullæ receptæ sunt. Certum proinde non dari appellationem a Papa ad concilium.

3° Illegitimas appellationes a Papa ad concilium demonstrant insuper plures rationes theologicæ, videlicet. — *Primo*, communis doctorum catholicorum sententia. Exceptis enim paucis recentiorum temporum Gallicanis, omnes generaliter in hac re consentiunt. — *Secundo*, de fide est Papam esse omnium fidelium patrem et doctorem, supremum omnium pastorem, et confirmatorem fratrum. Porro talis non foret si ab ipso ad aliud tribunal appellari posset. — *Tertio*, de fide est institutam a Christo Ecclesiam cum forma monarchica, non

aristocratica vel democratica, seu Papam esse vere ac proprie *monarcham*. Porro si ab ipso ad concilium appellari legitime posset, non esset monarcha, sed minister duntaxat alicujus senatus cui suprema auctoritas competeret. *Quarto*, de fide est Romano Pontifici a Christo *traditam fuisse plenam potestatem pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam* (concilium Florentinum). Item, ex concilio Tridentino, potestas hæc Papæ *suprema* est. Porro si ab ipso ad concilium appellari posset, ejus potestas nec *plena* foret nec *suprema*, siquidem supra ipsum esset superior potestas, nempe concilii. Igitur a Papa non datur appellatio ad concilium, sed econtra a concilio ad Papam; ac proinde Papa est supra concilium.

CAPUT VI

ARGUMENTUM EX FACTO APPROBATIONIS ET REPROBATIONIS CONCILIORUM PER PAPAM.

« Nam omnia revocantur tandem ad examen Romani Pontificis; et quæ ille probat recipiuntur, quæ improbat rejiciuntur, ut testatur Gelasius in eadem epistola ad Episcopos Dardaniæ » (Bellarminus, *de Auctoritate conciliorum*, libro II, capite XVII). Hæc sunt sancti Gelasii verba : « Sed nec illa præterimus, quod apostolica Sedes frequenter, ut dictum est, more majorum, etiam sine ulla synodo præcedente, et *absolvendi eos quos synodus inique damnaverat*, et damnandi, nulla existente synodo, quos oportuit, habuerit facultatem. Sanctæ memoriæ quippe Athanasium synodus orientalis addixerat; quem tamen exceptum Sedes apostolica, *quia damnationi Græcorum non consensit, absolvit*. Sanctæ memoriæ Joannem Constantinopolitanum *synodus etiam catholicorum præsulum certe damnarat;* quem simili modo Sedes apostolica, *etiam sola, quia non consensit, absolvit.* Itemque sanctæ memoriæ Flavianum Græcorum congregatione damnatum, pari tenore, quoniam

sola Sedes apostolica non consensit, absolvit. Potiusque, qui illic receptus fuerat, Dioscorum, secundæ Sedis præsulem, sua auctoritate damnavit, et impiam synodum *non consentiendo submovit*... Quoniam *sicut id quod prima Sedes non probaverat constare non potuit, sic quod illa censuit judicandum, Ecclesia tota suscepit* » (Labbe, tomo IV, col. 1203, edit. Parisiis, 1671). « Quod ad petitionem conciliorum approbaverit Pontifex multa concilia, patet ex gestis ipsis conciliorum, præcipue, primi, secundi, tertii, quarti et sexti. Quod autem Pontifices aliquando conciliorum decreta reprobaverint, quod est apertum signum superioritatis, ex Basilio patet, qui in epistola ad Athanasium, quæ est LII, scribit videri sibi bonum ut rogetur Romanus Episcopus, ut mittat aliquos in Græciam, qui ejus nomine irritent concilium Ariminense. Ipse etiam Damasus, in epistola ad Episcopos Illyrici, reprobat concilium illud. Similiter Leo in epistola LV ad Pulcheriam : *Consensiones*, inquit, *Episcoporum, canonum apud Nicæam conditorum regulis repugnantes, in irritum mittimus, et per auctoritatem beati Petri apostoli generali prorsus definitione cassamus.* Beatus Gregorius, libro IV epist. XXXIV : *Cuncta*, inquit, *illius synodi, Sede contradicente apostolica, soluta sunt* » (Bellarminus, loco citato).

Certum igitur factum approbationis et reprobationis conciliorum per Papam ; nec minus certum, decreta synodalia quæ Romanus Pontifex approbavit valida fuisse, quæ autem reprobavit seu quibus consensum denegavit, ex hoc ipso nulla et irrita remansisse. Porro id contingere non potuit, nisi pro certo et indubitato dogmate in tota Ecclesia habita fuerit Papæ auctoritas supra concilia. Alioquin enim sic ad nutum Romani Episcopi synodalia decreta recipere vel rejicere, quid aliud fuisset quam universalis Ecclesiæ vesana rebellio in supremam, id est, conciliorum, auctoritatem? Profecto portæ inferi contra ipsam prævaluissent.

CAPUT VII

ARGUMENTUM EX NECESSITATE APPROBATIONIS PER PAPAM, UT CONCILIUM SIT ŒCUMENICUM ET VIM CONCILII ŒCUMENICI HABEAT.

Prænotanda. — 1° Duplex intervenire potest Romani Pontificis approbatio : Una qua decretis quidem concilii assensum suum det et sufficienter manifestet, sed absque declaratione publica et solemni, ad Ecclesiam universalem directa, qua hanc suam approbationem testetur et intimet : altera vero consistens in ejusmodi publica declaratione, post absolutum concilium, per litteras encyclicas, aliove modo, ad omnes Ecclesias transmissa. Prior est simplex approbatio : Posterior *confirmationis* nomine designari solet. Potest tamen prior etiam vocari confirmatio, dummodo intelligatur nondum universaliter Ecclesiis significata ; sicut et posterior vocari potest approbatio, dummodo intelligatur universaliter et publice notificata.

2° Prior, ut mox probabitur, omnino necessaria est ut concilium sit œcumenicum, et ejus decreta vim *intrinsecam* habeant universaliter obligandi. Posterior vero, etsi *ordinarie* sit necessaria, videlicet ut decreta vim etiam *extrinsecam* obligandi habeant, non tamen *absolute* seu semper necessaria est. Dicitur eam esse *ordinarie* necessariam, quia Romani Pontificis approbatio, nisi notorietatis publicæ fiat per authenticam illam ad omnes Ecclesias directam declarationem, posset quandoque multis ignota vel dubia remanere. Quo casu qui illam ignorabunt decretis concilii non constringentur. Non quidem quod per se decreta illa jam non habeant *intrinsecam* obligandi vim, utpote a Pontifice approbata et *firmata*, sed quia vim illam in ignorantes exercere nequeunt, siquidem lex ignota non obligat. Sed addimus solemnem istam con-

firmationem non esse semper seu *absolute* necessariam. Nam contingere aliquando potest, ob peculiarem circumstantiarum concursum, ut universaliter notum et certum fiat decreta concilii a Pontifice approbata fuisse, quamvis Pontifex hanc suam approbationem per encyclicam non declaraverit. Et tunc solemnis illa confirmatio necessaria non erit, ut synodi œcumenicæ decreta universaliter obligent.

3° Distinctio hæc inter simplicem approbationem et solemnem confirmationem valde attendenda est, ob sophisma, quo adversarii, id est, Gallicani systematis sequaces, incautos decipiunt. Nam quando *necessaria* dicitur Papæ *approbatio*, fingunt agi *de solemni confirmatione*, quod falsum est ; tum probant solemnem istam confirmationem rigorose et absolute necessariam non esse, et concludunt generaliter *nullam* necessariam esse *approbationem*, ut decreta concilii vim habeant. Igitur dum contendimus *absolute necessariam* Papæ approbationem, intelligimus approbationem simplicem, id est, *assensum* saltem Romani Pontificis, quocumque modo præstitum; et ex hac necessitate inferimus Papæ auctoritatem supra concilium. Quo prænotato, sit

Propositio I[a]. — *Concilium cui Papa suum assensum recusat, non est œcumenicum, nec ejus decreta vim habent.*

Probatur I. — Ex Scriptura Sacra. — 1° Ideo concilium generale, licet non assentiente Papa, decernendi et per decreta sua universaliter obligandi auctoritatem haberet, quia Christus censendus foret hanc potestatem generali Episcoporum coadunationi contulisse quando apostolos suos, quibus succedunt Episcopi, allocutus est his verbis : *Quodcumque solveritis*, etc. (Matth., capite ultimo v, xvi et seq.). Porro his verbis supremam potestatem contulit Christus apostolis, non a Petro sejunctis, sed unitis Petro, qui jam caput seu princeps Ecclesiæ constitutus fuerat. Ibi scilicet præsens erat Petrus quando citata verba prolata sunt ; et verba hæc dicta fuerunt de collegio apostolorum, non excluso sed comprehenso Petro. Nec legitur in sacris Evangeliis collegium apostolorum, *qua-*

tenus a Petro sejunctum, ulla vel minima potestate donatum fuisse. Igitur vi verborum *Quodcumque solveritis*, etc., habet quidem Episcoporum collegium supremam decernendi potestatem, at dummodo decernat cum Petri successore Romano Pontifice. Proinde si concilium generale decernat dissentiente Romano Pontifice, ejus decreta, deficiente ad sic decernendum potestate, nulla prorsus erunt et irrita.

2° Certum est, ex Scriptura Sacra, Petrum, quatenus seorsim ab aliis apostolis sumptum, recepisse a Christo supremam regendæ Ecclesiæ potestatem. Noti scilicet textus, quibus eum constituit Christus *fundamentum*, ovium et agnorum, id est, omnium sine exceptione *pastorem*, cœli *clavigerum*, et fratrum *confirmatorem;* qui textus, ex obvio ac luce meridiana clariori sensu, necnon ex subsecuta traditionis et conciliorum interpretatione, *plenam* ac *supremam* exprimunt regendæ totius Ecclesiæ potestatem. Jam vero Christus Dominus, post collatam sic Petro supremam regiminis potestatem, non potuit eam apostolis, quatenus a Petro sejunctis, conferre. Repugnat enim et impossibilis est in una eademque societate duplex *suprema* potestas. Duas siquidem supremas potestates instituere, idem est ac nullam constituere, quia sese invicem excludunt et annihilant. Econtra optime potuit Christus *supremam* potestatem, jam uni Petro collatam, apostolis etiam quatenus Petro unitis et cum ipso decernentibus, conferre; quia sic non duplex, sed *una* constituitur *suprema* potestas. Nam potest quidem duplici modo exerceri, id est, vel a Petro solo, vel a Petro simul et reliquo apostolorum collegio in unam eamdemque sententiam convenientibus. Sed in hoc posteriori casu non alia intervenit *suprema* potestas, quam illa quæ Petro personaliter collata est; nam, quatenus exercetur a reliquo collegio, non est *suprema;* siquidem Christus collegium, quatenus a Petro capite suo sejunctum, nulla potestate donavit. Igitur non est suprema nisi quatenus exercetur simul a Petro, collegii capite. Proinde *suprema potestas* solius Petri,

et *suprema potestas* collegii apostolici unanimiter cum capite suo decernentis, non est duplex, sed una et eadem suprema potestas. Cum ergo collegium apostolicum, quatenus a Petro sejunctum, nullam a Christo auctoritatem receperit, sequitur concilii generalis decreta, quibus assensum suum denegat Romanus Pontifex, vim œcumenici concilii, id est, universaliter obligandi, non habere, imo prorsus nulla esse ac irrita.

Objicies. — Sequeretur per verba *Quodcumque ligaveritis*, etc., nihil potestatis a Christo collatum fuisse apostolis, quod est absurdum.

Respondeo : Sequeretur nihil potestatis collatum fuisse apostolis, quatenus sine Petro et seorsim a Petro ligantibus et solventibus, concedo : quatenus cum Petro ligantibus et solventibus, nego. Absurditas in eo esset quod Christus supremam potestatem constituisset simul, tum penes Petrum, tum penes reliquos apostolos quatenus a Petro sejunctos. Id quippe non minus vesanum foret quam duos constituere reges, qui cum *suprema* potestate unum eumdemque populum, et quidem sub eodem respectu gubernent.

Nota. — Aliam quæ fieri solet objectionem, de inutilitate conciliorum si suprema potestas sit penes solum Romanum Pontificem, vide solutam supra (parte II, sect. V, c. VII).

Probatur II. — Ex gestis concilii Chalcedonensis, anno 451. — Hujus œcumenici concilii Patres, actione XV, decretum ediderant, quo Sedi Constantinopolitanæ dignitatis locum *secundum*, id est, primum post Romanam Sedem, vindicabant. Qua dispositione subvertebant Nicænos canones, qui Romanæ Sedi primum, Alexandrinæ secundum, Antiochenæ tertium, Hyerolymitanæ quartum dignitatis locum assignant; Constantinopolitanæ autem nullum. Ejusmodi decreto suam legati Pontificii oppositionem interposuerunt; et frustra Chalcedonenses Patres a sancto Leone Papa efflagitarunt ut illud suo assensu confirmaret. Hocce decretum sanctus Leo rejecit, sicque nullum et irritum remansit. Unde Chalcedonense con-

cilium fuit quidem œcumenicum et vim concilii œcumenici habuit quoad cætera, non autem quoad decretum istud, cui assensum suum Sedes Romana denegaverat.

Ex quo facto sic argumentari licet : si valerent generalis concilii decreta quibus Romanus Pontifex suum assensum denegat, validum fuisset præfatum Chalcedonensis concilii decretum; atqui invalidum fuit ob denegatum Leonis Papæ consensum; ergo nulla et irrita sunt conciliorum generalium decreta, eis dissentiente Romano Pontifice. Dicimus irritam fuisse Chalcedonensem dispositionem *ob denegatum* sancti Leonis *consensum*, et non alia de causa. Non enim repeti potest invaliditas ex eo quod præfatum decretum Nicænis canonibus adversaretur. Equidem adversabatur, sed in materia disciplinari. Quod nempe Sedes Alexandrina secundum locum obtinuerit, et Antiochena tertium, non ad jus divinum pertinet, sed fuit dispositio juris mere ecclesiastici. Ita scilicet a Sede Romana, ante primam œcumenicam synodum Nicænam statutum fuerat. Et generatim quod aliqua Sedes, præter Romanam, super alias præcedentiam et auctoritatem, sive Patriarchalem, sive Archiepiscopalem, habuerit, non repeti potest a divino, sed solum ab ecclesiastico jure. Jam vero quæ ad disciplinam pertinent et sunt juris mere ecclesiastici possunt valide a suprema Ecclesiæ potestate, id est, a Papa et a concilio œcumenico mutari. Igitur synodus Chalcedonensis, utpote œcumenica, potestatem habuit præfatam dispositionem, licet a Nicænis patribus confirmatam, immutandi, et secundum dignitatis locum Constantinopolitanæ Sedi tribuendi, Alexandrinam dejiciendo ad tertium locum. Ergo quod ejus decretum invalidum fuerit, non provenit ex eo quod Nicænorum Patrum canones non potuerit immutare; ergo provenit dumtaxat ex eo quod Papa huic decreto non consenserit.

Confirmatur conclusio ex ipsa Chalcedonensium Patrum agendi ratione. Quando nempe Legati Sedis apostolicæ oppositionem suam interposuerunt, si existimassent Patres

decretum suum non posse per Romani Pontificis dissensum annullari et irritum fieri, id profecto dixissent. Porro hoc nequaquam dixerunt; sed scripserunt ad Leonem Papam ut decretum istud probare dignaretur : « Rogamus igitur, aiunt, et tuis sententiis nostrum honora judicium; et quemadmodum nos consensum in bonis *capiti* contulimus, sic et *caput filiis* quod decet adimpleat » (inter epistolas S. Leonis, epist. XCVIII, alias LXXVII). Ubi etiam notetur vox *caput*, qua sanctum Leonem sibi collective sumptis superiorem confitentur; et vox *filiis*, qua se ipsi inferiores agnoscunt. Præterea ipse Constantinopolitanus Episcopus ad S. Leonem scripsit, *vim omnem et confirmationem auctoritati vestræ beatitudinis fuisse reservatam* (ibid., epist. CXXXII, alias CV).

Objectio Bossuetii. — « In eo canone statuendo (Patres Chalcedonenses) nequaquam concilii generalis auctoritate gaudebant, a quorum decretis in ea actione cum Sede apostolica universus Occidens recedebat » (*Defensio*, l. VIII, c. VIII).

Respondeo : Si consensisset Romanus Pontifex, habuisset certe canon iste œcumenicitatis vim, licet non placuisset Episcopis Occidentis qui ad concilium non accesserant. Nam omnes adfuissent conditiones ad verum concilium œcumenicum, videlicet : legitima convocatio, omnium invitatio, quamplurimorum adunatio, et capitis cum membris consensio. Quis unquam œcumenicitatem repetendam duxit ab Episcopis qui concilio non intersunt? In hoc inani effugio Bossuetii sublatet enormis error, nempe quod œcumenicitas a sententia absentium Episcoporum dependeat. Sicut in cæteris œcumenicum fuit concilium Chalcedonense, ita et in hoc canone fuisset, si assentientem Romanum Pontificem habuisset. Ergo canonis nullitas non aliunde provenit quam ex denegato a Sede Romana consensu.

Aliud non minus inane Bossuetii effugium, confutatum vide a Ballerinio (*de Potestate ecclesiastica*, cap. IV, § 1).

Probatur III. — Ex aliis traditionis documentis. — 1° Post concilium Chalcedonense, quia innotuit supradictum canonem

a sancto Leone rejici, occasionem arripuerunt Eutychetis sequaces dictitandi et in vulgus spargendi, ipsas quoque contra Euthychianismum definitiones a Romano Pontifice assensum obtinere non potuisse. Unde concludebant definitiones illas vim œcumenici concilii non habere et contemni posse. De quo sollicitus imperator Marcianus, ad sanctum Leonem scripsit enixe petens definitionum illarum confirmationem, tanquam necessariam ad tollendum ejusmodi de valore dubium : *Quod nonnullorum animis*, inquit, *qui Eutychetis etiam nunc pravam opinionem et perversitatem sectantur, ambiguitatem multum injecit, utrum tua beatitudo, quæ in synodo decreta sunt, confirmaverit. Et ob eam rem tua pietas litteras mittere dignabitur, per quas omnibus Ecclesiis et populis manifestum fiat, in synodo peracta a tua beatitudine rata haberi* (inter epistolas S. Leonis, epist. CX, alias LXXXVIII).

Nutasset nempe tota concilii Chalcedonensis auctoritas, si dubia remansisset Romani Pontificis approbatio. Necessarius ergo ab omnibus reputabatur Papæ consensus, ut generalis concilii definitiones et decreta vim haberent (confer Ballerinium, *de Potestate eccl.*, cap. II, n. 10).

2° Œcumenica Nicæna synodus secunda condemnavit et annullavit pseudosynodum episcoporum 338, ex hac ratione quod *non habuerat adjutorem illius temporis Romanum Papam, vel eos qui circa ipsum sunt sacerdotes, nec etiam per vicarios ejus, neque per encyclicam epistolam, quemadmodum* LEX DICTAT *conciliorum* (apud Ballerinium, loco citato). Igitur ut vim œcumenici concilii habeant definitiones ac decreta synodalia, necessaria est aliqua Romani Episcopi approbatio. Et hæc est *lex conciliorum*. Et hanc esse legem conciliorum declaravit Nicænum concilium secundum, quod est septimum ex œcumenicis.

Probatur IV. — Ex natura generalis concilii. — Duo hic præstanda : primo scilicet determinanda vera et genuina de conciliis generalibus notio : secundo, demonstrandum ex ista notione, decreta generalis concilii, a quibus dissentit Romanus Pontifex, vim non habere.

Sed in antecessum recolenda sunt nonnulla principia quæ ad rectam de concilii œcumenici notionem viam sternant.

Primo, constituit Christus Ecclesiam suam cum forma sociali, ita ut ejus membra efficiant societatem *unam*, seu corpus morale *unum*. — *Secundo*, huic societati præposuit Christus unum caput, seu unum supremum rectorem, videlicet Romanum Pontificem, cum *plena* potestate totam illam societatem pascendi, regendi ac gubernandi.— *Tertio*, in persona beati Petri et apostolorum contulit Christus, tum Romano Pontifici, tum etiam *conjunctim* Romano Pontifici et Episcopis, potestatem docendi et regendi cætera Ecclesiæ membra. — *Quarto*, inde sequitur distinguendam esse Ecclesiam unam Christi, in Ecclesiam *docentem et regentem*, et in Ecclesiam quæ doceri et regi debet; item sequitur Ecclesiam *docentem et regentem*, consistere in Romano Pontifice et Episcopis, non autem in cæteris Ecclesiæ membris. — *Quinto*, quælibet congregatio Episcoporum in hunc finem coadunata ut circa fidem vel regimen deliberent ac decernant, dicitur et dici debet *concilium*. — *Sexto*, concilium dici debet, et revera dicitur *generale*, quando *repræsentat*, id est, *præsentem* hic et nunc *facit*, universam moraliter Ecclesiam docentem et regentem, videlicet : illius Ecclesiæ docentis et regentis caput Romanum Pontificem, et alios generaliter Episcopos. — *Septimo*, ad essentiam generalis concilii non requiritur ut in eo repræsentetur, seu præsens fiat, generalitas Ecclesiæ quæ *docetur et regitur*. Cum enim voluerit Christus ista omnia societatis suæ membra doceri, non docere, regi, non regere, hoc ipso illa exclusit a cœtu, cui docendi et regendi officium exclusive commisit. Unde licet admitti possint in generali synodo aliqui laici, nunquam tamen tanquam membra concilii. — *Octavo*, cum nocivum foret omnes omnino Episcopos diœceses suas derelinquere ut ad concilium pergant, nec sit etiam possibile, merito concluditur, et perpetua patrum traditione confirmatur, ad plenam auctoritatem *generalis concilii* sufficere, si, vocatis omnibus Episcopis, multi conveniant, cum

capite suo Romano Pontifice. — *Nono*, Romanus Pontifex, qui est caput totius Ecclesiæ, est etiam caput *Ecclesiæ docentis et regentis;* unde ipsa Ecclesia regens ac docens est corpus morale, constans Romano Pontifice tanquam capite, et Episcopis tanquam membris. — *Decimo*, licet concilium generale possit esse *perfectum* absentibus pluribus Episcopis, non tamen *perfectum* esse potest sine Romano Pontifice; quia tunc deesset membrum principale corporis Ecclesiæ docentis et regentis, nempe caput. Hinc, mortuo vel incerto Papa, congregatio generalis Episcoporum non nisi *imperfecte* repræsentat Ecclesiam docentem et regentem, nec est concilium generale nisi *imperfecte*. — *Undecimo*, si, vivente Papa cujus legitimitas dubia non sit, generalis congregatio Episcoporum ipso invito conveniret, vel ipso dissentiente decerneret, et cognito ipsius dissensu nihilominus decretis suis supremam inhærere auctoritatem contenderet, tunc illud concilium, etiamsi omnes mundi antistites ei interessent et unanimiter decernerent, non tantum repræsentaret *imperfecte* Ecclesiam docentem et regentem, sed *perfecte* repræsentaret et efficeret ejusdem Ecclesiæ docentis et regentis destructionem. Finem scilicet ex hoc ipso haberet vera Christi Ecclesia. Nam per ejusmodi dissensum, scinderetur ac separaretur caput a corpore, et hoc ipso Ecclesia, quam Christus Dominus cum forma corporis moralis instituit, existere desineret; siquidem haberetur ex una parte caput sine corpore, et ex alia truncus sine capite. Et ideo nunquam contingere potest ejusmodi inter Romanum Pontificem et omnes concilii generalis Episcopos dissensus ac separatio, in definienda fide et edicendis disciplinæ decretis; ob promissam scilicet a Christo Ecclesiæ suæ usque ad finem mundi durationem : *Et portæ inferi non prævalebunt adversus eam. Ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi.* Hinc pariter, licet possit Papa hanc vel illam Sedem episcopalem supprimere, nunquam tamen contingere potest ut omnes Sedes episcopales, omnes scilicet Episcopos quatenus ordinarios diœceseon pas-

tores, supprimat. Quia tunc in Ecclesia docente et regente remaneret solum caput, nec proinde jam esset integrum corpus, qua deficiente formâ constitutiva, jam non subsisteret Ecclesia a Christo instituta. — *Duodecimo*, quod concilium generale, mortuo vel dubio Papa coadunatum, licet assensu Papæ careat, non sit Ecclesiæ destructio, sed dumtaxat concilium generale *imperfectum*, ex eo provenit, quod tunc non fiat nec fieri possit scissio moralis caput inter et corpus. Nimirum Papæ certo et indubitato contradicere tunc nequit generalis Episcoporum congregatio, cum ex hypothesi talis Papa tunc non existat, sed expectetur. Econtra vero, si, vivente Papa certo et indubitato, adesset ipsum inter et concilium generale dissensus, oriretur caput inter et corpus scissio socialis; id est, ipsa societas, qualem instituit Christus, scinderetur et perimeretur. — Quibus memoratis principiis, dicimus :

1° *Ad essentiam perfecti ac legitimi concilii generalis pertinet, ut constet Romano Pontifice tanquam capite, et generali congregatione Episcoporum tanquam corpore.* Dicimus *perfecti* ac *legitimi*, quia, vacante Romana Sede, concilium generale sine Papa poterit quidem esse *legitimum*, at non erit *perfectum*, nec pollens *plena* concilii œcumenici auctoritate. Vivente autem Papa certo et indubitato, generale concilium sine ipso tanquam capite, plane *illegitimum* erit. Sequitur ex modo expositis principiis. Proinde ulterius :

2° *Ut generalis concilii decreta* (vivente certo et indubitato Papa) *vim œcumenici concilii habeant, necesse est ut edantur consentientibus simul capite, id est, Papa; et corpore, id est, pluralitate præsentium Episcoporum.* Nam si ederentur a Papa, dissentiente concilio, non essent decreta concilii, sed decreta Pontificia. Si vero ederentur a concilio, adversante Papa, non ederentur ab integro illo corpore morali, quo verum et legitimum concilium œcumenicum essentialiter constituitur, sed ab una ejus parte tantum, id est, a trunco hujus corporis, qui sese abcidisset a capite. Cumque Christus Episco-

porum collegium quatenus a capite suo Romano Pontifice sejunctum, nulla prorsus auctoritate donaverit, ejusmodi decreta essent de se illegitima et irrita.

Cum igitur genuina de synodo œcumenica notio ad vim œcumenicitatis requirat mutuam Papæ et Patrum concilii *consensionem*, sequitur decreta concilii generalis quibus suum Romanos Pontifex assensum denegat, vim œcumenici concilii non habere, sed esse prorsus nulla et irrita.

Nota. — Præmissam de essentia concilii generalis notionem admisit Bossuetius, libro VII (alias X) *Defensionis*, c. XIII, n. 9 : *Hæc ergo*, inquit, *summa auctoritas, summa vis, quod membra et inter se, et Romano Pontifici, ut capiti, conjungantur : quod ex consensione invictum ecclesiastici judicii robur.* Et similiter libro VIII, c. IX, dicit : *Quare haud immerito affirmamus, ultimum quo synodi œcumenicæ asserantur, esse Ecclesiæ universalis consensum cum apostolicæ Sedis confirmatione conjunctum.* Igitur ex ipso etiam Bossuetio, vim œcumenici concilii habere nequeunt decreta concilii generalis, si edantur dissentiente Romano Pontifice. Tunc siquidem non adest *conjunctio* nec *consensio* Patrum concilii *cum Romano Pontifice;* non adest eorum *consensus* cum apostolicæ Sedis *confirmatione conjunctus;* proinde nec adest *summa auctoritas, summa vis*, nec id quo synodus *œcumenica* efficitur.

Probatur V. — Ex constanti Ecclesiæ praxi ac traditione circa ejusmodi approbationem seu confirmationem : 1° De facto concilia œcumenica Romani Pontificis approbationem postularunt; et omnibus quæ pro œcumenicis habita sunt approbatio hæc accessit; et quibus denegata est, vim œcumenicitatis non obtinuerunt; et quæ approbationem istam receperunt quoad aliqua decreta tantum, non quoad alia, œcumenicitatis vim habuerunt solummodo quoad priora, non quoad posteriora. Facta hæc monumentis probata reperies apud Muzzarelli (*de Auctoritate Romani Pontificis*).

2° Approbatio Romani Pontificis habita est tanquam necessaria ut concilia vim œcumenicitatis haberent. — Testan-

tibus Socrate, Sozomeno et Nicephoro, ad Orientales Episcopos scripsit S. Julius Papa, irrita esse acta synodi in qua sanctum Athanasium deposuerant, eo quod ipse ad eam synodum vocatus non fuisset; et addidit : *Quin irrita sunt quæcumque præter sententiam Romani Pontificis efficiuntur*. Ergo irrita sunt etiam decreta concilii generalis, si fiant *præter sententiam*, id est, sine consensu Romani Pontificis. — Jam supra citavimus Marciani imperatoris epistolam, circa dubium an acta Chalcedonensis concilii a Leone Papa fuissent approbata; quo stante dubio, negabatur a nonnullis eorum auctoritas. Et ideo enixe postulabat imperator litteras quibus manifesta fieret Leonis approbatio. Et in epistola CXVII, ad totius synodi Patres directa, dicit sanctus Leo se scribere, ne haberentur *infirma aut dubia, quæ nulla sunt consensus mei sententia roborata*. — Item citavimus septimum concilium œcumenicum, a quo tanquam illegitima rejecta est quædam synodus, ex ea ratione, quod *non habuerat adjutorem illius temporis Romanum Papam..., quemadmodum lex dictat conciliorum*. Ergo *lex est conciliorum*, ut valida et legitima esse nequeat ulla generalis synodus, nisi sibi habeat *adjutorem*, id est, consentientem Papam.

Probatur VI. — Ex ipsomet Gallicano systemate. — Nam Gallicani theologi, infauste quidem contendere audent *necessariam* non esse illam Papæ confirmationem seu approbationem, ut generale concilium *plenum robur* habeat. Ad quam conclusionem eos adigit erroneum ab ipsis receptum principium, nempe concilium esse supra Papam. At nihilominus, extra casum extraordinarium Papæ dubii, seu quando vivit Papa certus et indubitatus, fatentur necessariam esse ipsius confirmationem ut concilium sit *certo* œcumenicum, et *de fide* sint ejus definitiones. Ergo, ipsis fatentibus, absque approbatione Papæ, concilia generalia sunt saltem *dubie œcumenica*. Porro concilium *dubie œcumenicum* hoc ipso nequit obligare, ac proinde nullius est roboris; et illud *plenum robur* quod Gallicani tribuunt concilio a Papa non approbato,

etiam ex ipsorum systemate, *nulli robori* perfecte æquivalet. Seu, aliis terminis, etiam ipsi admittunt, licet sibi contradicendo, rigorosam Pontificiæ approbationis necessitatem, ut concilium vim œcumenicæ synodi habeat.

Igitur certa omnino est propositio I[a], id est, ***concilium cui Papa assensum suum denegat non esse œcumenicum, et ejus decreta vim non habere.***

Propositio II[a]. — ***Ex eo quod sine approbatione Papæ concilium non possit esse œcumenicum, nec vim habere, sequitur Papam esse supra concilium-sine-Papa.*** — Posito enim quod ad valorem decretorum concilii generalis, omnino, juxta præcedentem propositionem, requiratur Papæ *consensus*, Papa et concilium-sine-Papa sic sese habent ad invicem : concilium generale *nihil* potest valide statuere nisi dependenter ab assensu Papæ; et econtra Papa, extra concilium, *plenam* habet potestatem pascendi, regendi et gubernandi universalem Ecclesiam. Quis porro non videat Papalem auctoritatem, quæ *plena* est sine assensu concilii, superare concilii generalis auctoritatem, quæ *nulla* est sine assensu Papæ?

Objicies. — Sicut concilii decreta vim non habent sine consensu Papæ, ita Papæ decreta vim non habent sine consensu vel concilii vel Ecclesiæ dispersæ. Summa scilicet et irrefragabilis auctoritas, ut tradit Bossuet, in utriusque *consensione* reposita est. Proinde ex necessario Papæ assensu colligi nequit ejus supra concilium auctoritas, sed dumtaxat ejus cum concilio æqualitas.

Respondeo : 1° Etiam sic rueret Gallicanum systema, quo contenditur concilium esse *supra* Papam; et deserendus esset secundus e quatuor famosis articulis anni 1682, hanc concilio superioritatem vindicans. — 2° Falsum est Romano Pontifici non competere *plenam* regiminis ecclesiastici potestatem sine assensu concilii aut Ecclesiæ dispersæ. Nam hæc *plena* potestas a concilio Florentino expresse definita est. Præterea quoad leges disciplinam spectantes, certum est omnes Romano Pontifici obedientiam debere antequam etiam

accesserit concilii aut Ecclesiæ dispersæ consensus. Item ejus dogmaticis definitionibus tenentur omnes obsequi, et quidem, non obsequioso silentio, sed *ex animo*, ante omnem etiam concilii aut Ecclesiæ dispersæ consensum, prout contra Jansenistas definitum est. Insuper si *suprema* et *plena* potestas Ecclesiam docendi et regendi non sit, nec in Papa solo, nec in solo corpore Episcoporum, sed in utriusque conjunctione ac consensione, negandus primatus jurisdictionis Romani Pontificis. Quando enim suprema jurisdictio est penes duas personas, ita ut neutri seorsim sumptæ competat, falso et absone diceretur unam ex duabus illis personis primatu jurisdictionis potiri. Hæretica porro est negatio primatus jurisdictionalis Romani Pontificis, prout ipsi etiam Gallicani systematis sequaces fatentur. Fluerent et alia plurima ex objectione consectaria hæretica et absona. Verbi gratia, Romanus Pontifex non esset pater et doctor universalis Ecclesiæ; nec supremus omnium Pastor; nec centrum unitatis; nec cum veritate de Ecclesia Romana dixisset sanctus Irenæus sæculo secundo : *Ad quam, propter potiorem ejus principalitatem, necesse est omnem convenire Ecclesiam, id est, qui sunt undeque fideles*, etc.

CAPUT VIII

ARGUMENTUM EX ABSURDITATE OPINIONIS, QUÆ PAPÆ SUBJICIT EPISCOPOS UT SINGULOS, PAPAM VERO EPISCOPIS COLLECTIVE SUMPTIS.

Prænotandum. — Hac famosa distinctione, qua Romano Pontifici tribuitur suprema potestas *in Episcopos singulos*, non *in Episcopos collective sumptos*, potissimum nititur Gallicanum systema.

Novam esse, id est, nullo antiquitatis monumento suffultam, fidenter asserit rei ecclesiasticæ peritissimus Ballerinius : *Velim adversarios*, ait, *qui antiquitate glorientur*, *hanc*

distinctionem aliquo antiquo textu probare. Vetus certe Ecclesiæ traditio contraria est (de Potestate ecclesiastica, cap. IV, § 3, n. 7).

Insuper adeo manifeste absona est, ut inter ipsos etiam heterodoxos non desint qui eam tanquam quid absurdum et ridiculum suggillaverint. Sic, verbi gratia, Moshemius, in dissertatione *de gallorum appellationibus ad concilium universæ Ecclesiæ, unitatem Ecclesiæ visibilem tollentibus* : « Quod *universis* sive *singulis Ecclesiis* præesse Pontificem dicunt, non « *universæ Ecclesiæ*, id tam mihi scitum vidètur ac si quis « affirmaret, membra quidem a capite regi, non vero quod « ex membris constat corpus; aut urbes quidem omnes, « villas et prædia subesse regi, non vero quæ his continetur « provinciam » (inter Moshemii *dissertationes ad historiam ecclesiasticam pertinentes*, edit. Altonaviæ, 1733, t. I, p. 612). Similiter Samuel Pufendorffius (*de habitu religionis christianæ ad vitam civilem*) : « Concilium esse supra Papam thesis est... « Sed quod isti quoque hanc propositionem asserere velint, « qui Sedem Romanam omnium Ecclesiarum centrum, ac « Papam œcumenicum Episcopum agnoscunt, id quidem « non parum absurditatis habet, cum status Ecclesiæ Ro« manæ monarchicus sit, illa autem thesis meram aristocra« tiam oleat. »

Revera manifeste absonam esse illam Gallicanorum theologorum opinionem,

Probatur I. — Ex metaphysica impossibilitate, quod Episcopi ut singuli Papæ subjiciantur ac obedire debeant, et simul quatenus collective sumpti auctoritatem in Papam habeant. — 1° Enimvero *de fide est singulos* Episcopos subesse Romano Pontifici ac ei obedientiam debere : *Dogma catholicum est*, ait Pius VI... *subesse plenitudini potestatis Romani Pontificis omnes Episcopos* (in responsione super Nuntiaturis, cap. III, sect. I). *Veritas e dogmatis fonte profecta, primatum summi Pontificis divinitus institutum... auctoritatem secum ferre stabilem, perpetuam, numeris omnibus absolutam pascendi, re-*

gendi et gubernandi tam populos quam populorum ipsos pastores, absque ulla certi temporis constitutione (ibid., cap. VIII, sect. II). In litteris ad Maximilianum Archiepiscopum Coloniensem ita declarat idem Pius VI : *Fidei dogma est Episcoporum auctoritatem et jurisdictionem subjectam esse summi Pontificis auctoritati, ut subesse debeant Sedis apostolicæ statutis.* In professione fidei quam ab Episcopis emittendam præscripsit Pius IV, summo Pontifici *vera obedientia* promittitur. In Brevi *Quod aliquantum* dicit Pius VI : *Debetur ipsi* (Romano Pontifici) *tanquam capiti a suis membris solemnis obedientiæ canonicæ promissio.* Et ibi loquitur de Episcopis quos ab ista promissione eximebat constitutio civilis cleri. Igitur Episcopi singuli Romano Pontifici subsunt et obedire tenentur. Cæterum id non negant adversarii quos hic confutendos habemus; sed plane concessa obligatione obediendi quoad Episcopos *singulos*, eam solum negant quoad Episcopos *collective sumptos*, quibus Papam subjectum volunt. Porro metaphysice repugnat singulos ad obediendum Papæ teneri, et simul ipsis collective sumptis supremam auctoritatem competere. Nam vi supremæ suæ auctoritatis possent Episcopi *collective sumpti* semel pro semper sic decernere : *Prohibemus ne in posterum ullus Episcopus sese subjiciat ulli decreto Romani Pontificis, nisi prius a nobis collective sumptis examinato, acceptato et confirmato.* Valeret sane istiusmodi decretum, siquidem emanaret ab Episcopis *collective sumptis*, qui, ut tales, essent supra Papam et suprema auctoritate potirentur. Proinde jam Episcopi quatenus *singuli*, et Ecclesiæ quatenus singulæ, non tenerentur Papæ decretis obedire; aut tenerentur dumtaxat quatenus eis vim obligandi collectio Episcoporum indidisset. Igitur actum esset de primatu jurisdictionis Romani Pontificis, etiam in Episcopos seorsim sumptos. Imo, ut perimatur iste primatus, a Christo Domino Romanæ Sedi collatus, necesse non est ut collectio Episcoporum edat de facto supradictum decretum; sufficit ut *possit* edere. Nam hoc ipso quod valeat, quando volet, decretis

Papæ vim omnem obligandi adimere, si hoc non faciat, obligatoria quidem erunt ista decreta, quoad Episcopos singulos, sed ob *permissionem* seu *consensum* collectionis Episcoporum. Proinde obligabunt, non vi propria, seu auctoritate sola Romani Pontificis; sed ob auctoritatem collectionis Episcoporum. Igitur vel Papa non subest auctoritati Episcoporum *collective sumptorum*, vel potestatem non habet Episcopos singulariter sumptos decretis suis obligandi.

2° Idem alio modo sic demonstrari potest : supponamus a Romano Pontifice definiri et credendum præcipi aliquem fidei articulum. Ex una parte quilibet Episcopus seorsim sumptus tenetur obedire, id est, articulum illum verum credere ; et quidem non externe tantum sed interne et ex animo ; idque sine mora seu antequam accesserit ac innotuerit ecclesiæ universæ consensus ; si quidem ex hypothesi tenentur Episcopi *singulariter sumpti* Papæ decretis obedire. Ex altera vero parte, iidem Episcopi quatenus *collective sumpti*, non tenebuntur Romani Pontificis definitioni sese subjicere, cum habeant supremam auctoritatem et sint supra Papam. Igitur iidem homines tenebuntur simul et non tenebuntur veram credere eamdem Romani Pontificis definitionem. Nec dicatur : tenebuntur *antequam* collective agere cœperint, non *postea*. Nam etiam sic remanet impossibilitas, et absurditas. Consideremus aliquem Episcopum seorsim sumptum, antequam collective agere cœperint Episcopi. Sane iste Episcopus tenebitur absque ulla dubitatione ac conditione verum credere articulum a Papa definitum; si quidem actus credendi, qui a Papa præcipitur, excludit omnem dubitationem, conditionem omnem. Simul tamen hic idem Episcopus licite tanquam certum admittere poterit, imo et debebit, eumdem articulum posse a majori auctoritate, id est, a collectione Episcoporum, aliter definiri quam definitus fuit a Papa. Item tanquam certum admittere poterit et debebit, hunc articulum habendum esse pro falso et hæretico, si talem eum pronuntient Episcopi collective sumpti. Porro stante hac ipsius legitima persuasione,

impossibile est ut articulum a Papa definitum *absolute ac sincere verum credat*, sicut præcipit Papa. Poterit dumtaxat illum verum credere sub hac conditione : *dummodo non sit credendus falsus ex judicio tribunalis superioris*, scilicet collectionis Episcoporum. Porro credere sub tali conditione, non est *credere*, sed *dubitare*. Et qui sic credit, non obtemperat Papæ; quia Papa non præcipit dubium, sed actum fidei. Igitur vel Episcopi *singulariter sumpti* non tenentur obedire decretis Papæ circa fidem, vel tenentur eis obedire etiam *collective sumpti*. — Eadem recurrit impossibilitas quoad leges Papæ disciplinam spectantes. Possunt enim, in adversariorum systemate, Episcopi *collective sumpti* semel pro semper statuere, ut nullus Episcopus ligetur legibus Romani Pontificis, nisi a totalitate Episcoporum libere acceptatis et confirmatis. Et tunc quilibet Episcopus seorsim sumptus simul obligaretur et non obligaretur lege Pontificia. Obligaretur ex principio quod Episcopi singulariter sumpti Papæ obedire teneantur; et non obligaretur, quia obligationem istam sustulissent Episcopi *collective sumpti*, auctoritate superiores et in ipsum Papam jurisdictionem habentes.

3° Eadem impossibilitas sic probari potest : agitur de Papæ in *singulos* Episcopos jurisdictione, quæ sit *plena* et *independens a collectione Episcoporum*. Talem enim Romano Pontifici jurisdictionem competere de fide est, ut ipsi etiam gallicani systematis propugnatores ultro confitentur. Porro talis esse nequit Papæ jurisdictio *in singulos*, nisi existat etiam *in collective sumptos*. Nam si Papa jurisdictionem non haberet in Episcopos *collective sumptos*, sed econtra eis subjaceret, possent Episcopi, collective agendo, quemlibet Pontificiæ in singulos jurisdictionis actum invalidum reddere, sicque totam Papæ jurisdictionem elidere. Verbi gratia, statim ac Papa legem aliquam edidisset, posset major pars Episcoporum legem illam abrogare. Imo posset in antecessum quaslibet leges absque ipsius consensu in posterum a Papa ferendas invalidas decernere. Porro talis Papæ jurisdictio in singulos,

nec esset *plena*, nec *independens a collectione Episcoporum*, ut patet.

Objicies 1°. — Non aderit contradictio nec impossibilitas, si admittatur, neque ab Episcopis collective sumptis posse impediri jurisdictionem Papæ in singulos, neque a Papa (sub prætextu jurisdictionis in singulos) elidi posset supremam Episcopalis collegii auctoritatem.

Respondeo. — Econtra hoc admitti nequit quin admittatur perfecta contradictio et impossibilitas. Nam si Papæ jurisdictio in singulos præpediri non possit ab Episcopis collective sumptis, cuilibet papali decreto quilibet Episcopus obedire tenetur, quidquid in contrarium statuere attentet Episcoporum collectio. Ex quo jam ruit prætensa auctoritas collectionis supra Papam. Imo si decernat Papa nullius esse roboris decreta generalis concilii absque sedis apostolicæ assensu edita, et singulis Episcopis ita tenendum et docendum præcipiat, huic etiam decreto quilibet Episcopus obedire tenebitur. Igitur si Papæ jurisdictio in singulos præpediri nequeat a collectione, ipsa collectionis auctoritas prorsus a Papa dependet, et nihil omnino valet et est, nisi per ipsammet Papæ auctoritatem.— Quæ contradictio ut magis pateat, supponamus a concilio generali, renitente Papa, ferri aliquam legem ; et eodem die prohiberi a Papa idipsum quod præcepit generalis synodus. Quilibet Episcopus seorsim sumptus tenebitur obedire Papæ, utpote cujus jurisdictio *in singulos* elidi nequit a generali concilio : simul autem tenebitur obedire decreto contradictorio concilii, ut pote cujus suprema auctoritas elidi nequit per jurisdictionem papalem in singulos.

Objicies 2°. — Non repugnat in aliqua republica supremam potestatem penes aliquem senatum ita residere, ut præses *plenam* auctoritatem habeat in ipsos senatores quatenus singulos, eis vero subsit quatenus collective sumptis ; ergo a pari.

Respondeo. — Immo id prorsus repugnat. Quod enim senatores, ut singuli, præsidis ordinationibus quibusdam obtem-

perare teneantur, provenire quidem potest ex decreto et auctoritate ipsiusmet senatus. Non autem ex auctoritate quæ præsidi propria sit eique competat independenter a senatu. Præses quippe nullam per se auctoritatem habet, sed tantum ex delegatione, et prout ipsi tanquam ministro commissum est. Unde senator seorsim sumptus quoad aliqua Præsidi obedire tenetur, non ob plenam et ordinariam Præsidis potestatem, sed ob supreman potestatem senatus qui sic decrevit, quique Præsidi exequendi officium ac potestatem commisit ac delegavit. — Cæterum si præses *in singulos* senatores *plenam, ordinariam* ac *independentem* auctoritatem haberet, hoc ipso actum esset de senatu et de *suprema* ejus potestate. Nam posset tunc præses *singulis* senatoribus præcipere ne in posterum cum aliis senatoribus quidquam deliberarent aut collective decernerent ; imo ad tutius posset eos *quatenus singulos* in carcerem trudere. Unde jam talis præses, extincto senatu, verus monarcha foret. — Præterea non valet comparatio. Nam ipsimet adversarii quos hic confutamus fatentur Papam non esse merum Præsidem, sed a Christo accepisse *plenam* et *ordinariam* jurisdictionem in omnes ecclesias et Episcopos.

Objicies 3°. — Quod Christus Romanum Pontificem singulis Episcopis præposuerit, simulque eorum collectioni ipsum subjectum voluerit, est quid possibile ; seu nullam involvens repugnantiam. Atque id concedere videtur Ballerinius. Licet enim de suprema et nemini subordinata auctoritate dicat : *qua qui fruitur in singulos distributive, fruitur etiam collective in omnes*, tamen sic annotat : *excipiendus quidem esset casus, quo quis a suæ potestatis auctore ita præpositus esset singulis alicujus magistratus, vel communitatis, ut omnium collectioni subordinatus fuisset* (*de Potestate eccl.*, cap. IV sub finem).

Respondeo. — Agitur de potestate *suprema* et *nemini subordinata.* Porro non potuit Christus talem potestatem conferre Papæ *in singulos*, et simul Episcoporum collegio. Nam si potestas Papæ in singulos sit *suprema*, prout declaravit concilium Tridentinum, et *plena*, prout definivit Florentina syno-

dus, nec *dependeat* ab ulla alia in terris potestate, non poterit, etiam a generali concilio, eximi ullus Episcopus ab obligatione obediendi Papæ decretis ac jussionibus. Proinde, in hypothesi etiam quod omnes Episcopi sint hic et nunc in concilio coadunati, tenebuntur singuli Papæ obedire; quæ obligatio singulorum stare nequit, quin et tota eorum *collectio* pariter obedire teneatur. — Econtra si penes collectionem stet potestas *suprema* et *independens* ab omni alia in terris potestate, legitime poterit *tota collectio* Papæ non obedire. Quod si *toti collectioni* licitum sit non obedire, ergo et *singulis* collectionis membris. Igitur quod Christus *supremam* et *nemini subordinatam* potestatem contulerit, tum Papæ *in singulos*, tum etiam Episcopali collegio, est quid simpliciter repugnans et impossibile. Unde vera remanet *absque ulla exceptione* Ballerinii sententia, de suprema et nemini subordinata potestate : *qui ea fruitur in singulos distributive, fruitur etiam collective in omnes*. Nec debuisset Ballerinius ullum casum excipere. Cæterum in casu quem excipit, *suprema* et *nemini subordinata* potestas non staret nec penes Præpositum singulis, nec penes collectionem.

Probatur II. — Ex Scriptura sacra. Nimirum opinio de Papæ auctoritate quoad Episcopos distributive sumptos superiore, inferiore autem quoad eosdem collective sumptos, prorsus absona est, si conferatur cum sacræ Scripturæ textibus Romani Pontificis potestatem exprimentibus. Nam, prout ipsi etiam dictæ opinionis propugnatores fatentur, textus evangelici quibus sanctus Petrus a Christo constitutus fuit totius Ecclesiæ *fundamentum*, agnorum et ovium *supremus pastor*, *fratrum confirmator*, et *cœli claviger*, intelligendi sunt de Romanis Pontificibus sancti Petri successoribus, ita ut istæ prærogativæ unicuique Romano Pontifici divino jure competant. Jam vero repugnat Papam esse *fundamentum* totius societatis a Christo institutæ, id est, totius Ecclesiæ, si Episcopis collective sumptis subjaceat. Nam fundamentum alicujus societatis non aliud est nec esse potest quam *suprema*

auctoritas, qua cæteræ socialis ædificii partes, non tantum distributive, sed etiam collective sumptæ, sustentantur et in unitate ac mutua cohæsione retinentur. Ecclesia enim non est Ecclesia, nisi quatenus constans membris suis *collective sumptis*. Igitur Papa, vel non est Ecclesiæ fundamentum, vel est fundamentum, ac proinde suprema auctoritas, relative ad omnia Ecclesiæ membra *collective sumpta*. — Item repugnat Papam esse *supremum* totius ovilis Christi *pastorem*, nisi talis sit etiam relative ad oves *collective sumptas*. Nam pastor qui potestatem non haberet regendi oves collective sumptas, sed econtra subjaceret ovium collective sumptarum regimini, non esset *pastor*, nec nisi ridicule talis diceretur.—Item derisorie Christus Papæ commisisset officium ac proinde potestatem *confirmandi fratres suos*, nisi voluisset par ejus auctoritatem in recta fide et sanis moribus regi ac contineri fratres etiam *collective sumptos*. Nam si voluisset Christus, non a Papa *fratres collective sumptos*, sed ab ipsis collective sumptis Papam confirmari, non debuisset dicere Petro, *Confirma fratres tuos*, sed Apostolis, *Confirmate Petrum*.—Item si collectioni Episcoporum a Papa sejunctorum, competeret suprema potestas definiendi fidem et edicendi leges, quibus fideles in cœlorum regnum introducantur, ista collectio, non autem Papa, constituta fuisset supremus cœli claviger. — Igitur dicta opinio, cum evangelicis textibus collata, non tantum falsa, sed et absurda est.

Probatur III. — Ex innumeris Patrum et conciliorum testimoniis, quæ supremam auctoritatem Papæ tribuunt in *universalem Ecclesiam*. Sæpe quidem asseritur suprema Papæ potestas cum hac aut æquivalenti formula : in *omnes mundi Ecclesias*. At sæpe sæpius etiam adhibetur singularis numerus : in *universalem Ecclesiam*. Porro hæc prosterior formula, in stricto et obvio sensu intellecta, denotat Episcopos et fideles omnes quatenus *collective sumptos*. Non enim unicam illam *universalem Ecclesiam* conflant quatenus *distributive sumpti*, sed dumtaxat quatenus *collective*. Igitur, vel Papa est supra Episcopos *collective sumptos*, vel non habet supremam

auctoritatem *in universam Ecclesiam*, quod dici nequit absque hæresi.

Probatur IV. — Ex forma Ecclesiæ monarchica. Institutam a Christo Ecclesiam cum forma monarchica, omnino certum et tenendum est, prout supra probavimus (parte I, sect. IV, cap. I et II). Nec minus certum est principem et monarcham constitutum fuisse Romanum Pontificem. Porro Papa verus monarcha non esset, si auctoritatem haberet dumtaxat in Episcopos distributive sumptos, eisque collective sumptis subjaceret. Nam tunc totius societatis christianæ supremus rector non esset Papa, sed collegium Episcoporum; siquidem penes istud collegium staret suprema auctoritas, etiam in ipsum Papam. Unde Ecclesia non instituta fuisset cum forma monarchica, sed cum forma aristocratica. Igitur ex eo quod Papa verus monarcha sit, inferendum necessario est, ipsi competere auctoritatem in Episcopos, etiam collective sumptos.

Probatur V. — Ex eo quod distinctio illa inter Episcopos *distributive* sumptos et *collective* sumptos, antiquitati prorsus ignota fuerit. Nullum enim hujusce subtilitatis vestigium reperire est ante sæculum XIV; nec nisi occasione magni schismatis, eo tempore Ecclesiam in plures obedientias discerpentis, invecta primum fuit opinio, quæ Papam concilio generali subjicit. Porro si revera Christus ita Ecclesiam suam constituisset, ut Papa esset Episcopis distributive sumptis superior, inferior autem collective sumptis, non potuisset hæc distinctio, ut pote ad ipsammet Ecclesiæ constitutivam formam pertinens, ullo sæculo ignorari. Cumque toties a primis sæculis, tum intra tum extra synodos, mota fuerit quæstio de Romani Pontificis primatu, ac suprema ejus in universam Ecclesiam potestate, debuisset, non una vice, sed centies, præfata distinctio allegari. Præsertim Romanis Pontificibus auctoritatem supra ipsas etiam generales synodos sibi vindicantibus, et textus evangelicos in hunc finem adducentibus, objici debuisset, ipsorum superioritatem intelligendam non esse nisi relative ad Episcopos *distributive* sumptos. Porro Patres in

conciliis adunati, ne verbo quidem id innuunt; sed sibi et concilio superiorem Pontificem agnoscunt. Opinionis scilicet demonstratam falsitatem plane confirmat novitas.

CAPUT IX

ARGUMENTUM EX EO QUOD PAPA SIT CENTRUM UNITATIS, ET PRIMATUS IN HUNC FINEM IPSI COLLATUS FUERIT, UT ECCLESIÆ UNITATI CONSULERETUR.

Probavimus supra (parte I, sect. IV, cap. III et IV) Romanum Pontificem esse *centrum* totius unitatis catholicæ; item eo fine ipsi collatum a Christo primatum *ut Ecclesia in unitate servaretur*. Utrumque pro certo habent et nobiscum propugnant adversarii quos hic confutamus, id est, Gallicani systematis defensores. Porro,

I. Si concilium-sine-Papa auctoritatem haberet supra Papam, jam Papa nequaquam esset *unitatis centrum*. Etenim centrum unitatis duplex est, videlicet : centrum *unitatis fidei*, cum quo docente omnes convenire et concordare debent, ne sint hæretici; et centrum *unitatis regiminis*, cui regenti et præcipienti fideles omnes subesse et obtemperare tenentur, ne sint schismatici. Jam vero neque unitatis fidei, neque unitatis regiminis centrum esset Romanus Pontifex si suprema auctoritas quoad fidem, disciplinam et judicia non staret penes ipsum, sed penes concilium. Nam quoad fidem convenire debent fideles omnes cum *suprema* circa fidem auctoritate; non autem convenire debent cum auctoritatibus inferioribus, nisi quatenus et istæ conveniunt cum suprema. Sed, ex hypothesi adversariorum, suprema auctoritas circa fidem staret penes concilium-sine-Papa. Ergo fideles omnes convenire et concordare tenerentur quoad fidem cum concilio, etiamsi a concilio Papa dissentiret. Sed unitatis fidei *centrum* est præcise auctoritas illa cum qua fideles omnes

quoad fidem convenire tenentur; ergo centrum unitatis fidei nequaquam foret Romanus Pontifex, sed concilium-sine-Papa. Pariter quoad leges disciplinæ et judicialem potestatem, fideles omnes tenentur sese subjicere et obtemperare *supremæ* auctoritati, quoad disciplinam et judicia; non autem eis liceret inferiori ulli auctoritati sese subjicere, si hæc adversaretur *supremæ*. Talis autem *suprema* auctoritas, ex adversariorum hypothesi, staret, non penes Papam, sed penes concilium-sine-Papa. Igitur fideles omnes in materia disciplinæ et judiciorum, subesse tenerentur, non Romano Pontifici, sed concilio-sine-Papa. Porro *unitatis regiminis centrum* ille est, cui omnes obsequi tenentur quoad leges et judicia; ergo unitatis regiminis centrum foret, non Papa, sed concilium-sine-Papa. Unde revera manifeste sibi contradicunt Gallicani theologi, dum Romanum Pontificem confitentur *totius unitatis centrum*, et simul in concilio statuunt *supremam* auctoritatem, cui ipse etiam Papa subesse teneatur. Quam contradictionem merito ipsis, vel malæ fidei, vel stoliditati vertunt hæterodoxi. Equidem ipsi quoque protestantes supremam auctoritatem et credendi regulam aliunde repetunt quam a Romano Pontifice; at simul negant eum esse unitatis centrum.

II. Quod Christus Dominus Romani Pontificis primatum eo fine instituerit *ut in Ecclesia unitas servaretur*, fuit constans patrum traditio, ac indubitata catholicorum omnium persuasio; idque ipsi etiam Gallicani theologi pro inconcusso habent et unanimiter confitentur. De quo vide adducta testimonia superius (parte I, sectione IV, capite III). Porro Christus, hunc finem sibi proponens, non potuit Papam subjicere concilio-sine-Papa, sed debuit econtra Romano Pontifici auctoritatem tribuere in omnes, ac in ipsa etiam generalia quælibet concilia. Posito enim quod Papa supremam auctoritatem non habeat, sed ea potiatur concilium-sine-Papa, jam inutilis est primatus Papæ ad producendam et retinendam fidelium et ecclesiarum omnium unitatem; siquidem non tenebuntur variæ Ecclesiæ fidem profiteri quam definit et amplectendam

præcipit Papa, sed illam quæ a concilio definitur. Item non tenebuntur subesse regimini Papæ, nisi quatenus superior concilii auctoritas, Papæ leges et judicia non abrogabit. Proinde non producetur nec firmabitur unitas fidei et regiminis per primatum seu auctoritatem Papæ, sed per superiorem concilii generalis auctoritatem. Igitur, in hac hypothesi, medium a Christo electum ad servandam in Ecclesia unitatem, nempe primatus Romani Pontificis, esset ad hunc finem ineptum et inutile. Enimvero, subortis de fide quæstionibus, et Ecclesiis in varias sectas sese scindentibus, aliisque alia dogmata profitentibus, cogi ad unitatem non poterunt nisi a suprema circa fidem auctoritate. Quæ cum non sit penes Papam, ex adversariorum hypothesi, sed penes concilium, inutilis erit Papæ primatus ad tollendas hæreses. Pariter inutilis foret ad tollenda schismata; siquidem schismatici Papæ auctoritatem recusare possent, utpote quæ *suprema* non esset quoad disciplinam et judicia, et appellare ad concilium, vel collectivum Episcoporum judicium. Unde revera, si Romanus Pontifex auctoritatem non habeat supra concilium et supra Episcopos collective sumptos, sed econtra eis subjaceat, falsa est illa totius antiquitatis doctrina, ab ipsis etiam adversariis recepta, quod nempe Christus *primatum Papæ ad producendam et servandam unitatem instituerit.*

CAPUT X

ARGUMENTUM EX EO QUOD PAPÆ JURE DIVINO COMPETAT *PLENA* ET *SUPREMA* POTESTAS IN UNIVERSALEM ECCLESIAM.

I. *Plenam* Romani Pontificis potestatem definivit œcumenica synodus Florentina his verbis : « Definimus... ipsum Romanum Pontificem successorem esse beati Petri principis apostolorum, et verum Christi vicarium, totiusque Ecclesiæ

caput, et omnium christianorum patrem ac doctorem existere, et ipsi in beato Petro pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam a Domino nostro Jesu Christo *plenam* potestatem traditam esse. » (Sess. xxv. —Apud Labbe, t. XIII, col. 515, edit. Parisiis, 1671.) *Supremam* declaravit œcumenicum Tridentinum concilium his verbis : « Pontifices maximi, « pro *suprema* auctoritate sibi in universa Ecclesia tradita... » (sess. xix, c. vii). Item in concilio Constantiensi editum est a Martino V decretum, quo præscribitur suspectos de fide interrogandos esse : « Utrum credant... Papam canonice electum successorem esse beati Petri, habentem *supremam* potestatem in Ecclesia Dei. » In concilio œcumenico decimo quarto, id est, Lugdunensi secundo, edita est professio fidei, in qua sic habetur : « Ipsa quoque sancta Romana Ecclesia *summum* et *plenum* primatum et principatum super universam Ecclesiam catholicam obtinet : quem se ab ipso Domino in beato Petro apostolorum principe sive vertice, cujus Romanus Pontifex est successor, cum potestatis *plenitudine* recepisse veraciter et humiliter recognoscit » (Labbe, t. XI, col. 966, edit. Parisiis, 1671).

Igitur de *fide est*, nec sine hæresi negari potest Romani Pontificis *potestas plena et suprema*, ejusque *primatus ac principatus plenus et summus*, in *universam Ecclesiam*.

II. Porro manifeste falsum foret hocce dogma catholicum, si Papa auctoritatem non haberet supra concilium-sine-Papa, sed econtra ei subjaceret. Nam 1° *plenam* potestatem ille non habet in aliquam societatem, qui potestate caret in præcipuam hujus societatis partem. Papa vero careret potestate in præcipuam Ecclesiæ partem, videlicet in Episcopos conciliariter adunatos seu collective sumptos. — A fortiori *plenam* potestatem non habet Papa in universam Ecclesiam, si in ipsa Ecclesia existat potestas superior, prout contendunt adversarii. — Tandem ille non habet *plenam* potestatem, cujus potestas concipitur augeri posse aliquo gradu quo caret; atqui, in adversariorum hypothesi, caret Papa aliquo potestatis

gradu; si nempe haberet etiam potestatem in concilium generale seu in Episcopos collective sumptos, ejus sane potestas augeretur; imo quæ ipsi accederet quantitas potestatis, major esset illa quam antea habebat. Igitur sine isto augmento, nedum *plenam* potestatem haberet, ne dimidiam quidem *plenæ potestatis* partem possideret. Unde vix ac ne vix quidem concipitur bona fides theologorum gallicanorum, qui ex una parte *plenam* Papæ potestatem confitentur, ac confiteri debent ne sint hæretici; et ex altera nihilominus superiorem potestatem ponunt in concilio et in Episcopis collective sumptis, quibus subesse Papam contendunt. Quis unquam, nisi scienter et egregie mentiendo, *plenam* vocavit potestatem in aliqua societate, quæ alteri potestati in illa ipsa societate subesset? An, quæso, *plena* foret Episcopi in diœcesi sua potestas, si parochorum concilio seu parochis collective sumptis subjaceret?

2° *Suprema* potestate in universam Ecclesiam non potitur summus Pontifex, si in Ecclesia Christus aliam constituerit potestatem *superiorem*, cui ipse Papa subesse debeat. Non enim dari potest auctoritas suprema auctoritate altior; quia si daretur altior, jam altera *suprema* non esset. — Similiter argui posset ex locutione *plenus* et *summus* principatus *super Ecclesiam universam*.

3° Nec objiciatur, potestatem Romani Pontificis absque contradictione a Gallicanis theologis dici *plenam* et *supremam*, quamvis superiorem admittant in concilio-sine-Papa, eo quod nempe *supremam* et *plenam* agnoscant solummodo relative ad Episcopos *distributive* sumptos. Etenim *plenam* eam et *supremam* debent, ne sint hæretici, admittere, et de facto admittunt, relative ad *universam Ecclesiam*. Definitio quippe Florentini concilii agit de *plena* potestate pascendi et regendi *universalem Ecclesiam*. Item concilium Lugdunense secundum *summum* et *plenum* principatum definit super *universam Ecclesiam catholicam*. Item concilium Tridentinum *supremam* Papæ potestatem declarat *in universa Ecclesia*. Et

Martinus V cum Constantiensi concilio vult agnosci *supremam* in *Ecclesia Dei*. Quibus testimoniis alia subjungi possent quam plurima. Jam vero potestas *plena* et *suprema* dumtaxat quoad Episcopos *distributive* sumptos, et supra quam emineret concilii-sine-Papa auctoritas, nequaquam plena et suprema esset *in universa Ecclesia*, *in Ecclesia Dei*, *in universam Ecclesiam*, *super universam Ecclesiam*. Nam locutio illa *universa Ecclesia* manifeste comprehendit omnes omnino qui sunt *in Ecclesia* seu *de Ecclesia*. Tolle aliquam partem, classem aliquam membrorum quibus constat *universa Ecclesia*, et jam non est Ecclesia *universa*, sed dumtaxat aliqua *pars* plus minusve præcipua Ecclesiæ universæ. Porro concilium generale, et Episcopi *collective* sumpti, sunt procul dubio in *Ecclesia universa* et de *Ecclesia universa*, imo pars Ecclesiæ valde conspicua. Igitur qui habet *plenam* potestatem in *Ecclesia universa* et *super Ecclesiam universam*, hoc ipso *plenam* habet in *concilio generali*, et *super concilium generale* et in Episcopos *collective* sumptos. Ergo manifeste sibi contradicunt Gallicani theologi dum Papæ potestatem *plenam* agnoscunt *super universam Ecclesiam*, et simul nullam esse volunt super concilium generale et Episcopos collective sumptos; quia nempe sub denominatione *universæ Ecclesiæ* comprehenduntur, et quidem potissimum, generalis synodus et Episcopi quatenus collective sumpti. Unde qui dicit : Papa *plenam* habet potestatem in *universam Ecclesiam*, non autem in Episcopos collective sumptos aut in concilio adunatos, vel non attendit ad id quod dicit, vel egregie mentitur et vult incautos decipere.

CAPUT XI

ARGUMENTUM EX EO QUOD PAPA SIT CAPUT UNIVERSALIS ECCLESIÆ.

I. *Papam esse caput totius Ecclesiæ, probant sequentia testimonia.* — In œcumenica synodo Chalcedonensi, anno 451,

pronuntiata fuit contra Dioscorum depositionis sententia in hunc modum: « sanctus ac beatissimus Papa, *caput universalis Ecclesiæ* Leo, per nos vicarios suos, sancta synodo consentiente, Petri apostoli præditus dignitate, qui Ecclesiæ fundamen et Petra fidei, cœlestis janitor nuncupatur, episcopali eum (Dioscorum) dignitate nudavit » (Labbe, t. III, col. 1419, edit. Parisiis, 1671).

Item in synodali relatione dicunt Chalcedonenses Patres sancto Leoni Papæ: « Tu quidem, sicut *membris caput* præeras in his qui tuas vices gerebant » (Labbe, t. IV, col. 833, edit. Parisiis, 1671).

Sanctus Avitus, Viennensis Episcopus: « Scitis synodalium legum esse, et in rebus quæ ad Ecclesiæ statum pertinent, si quid dubitationis fuerit exortum, ad Romanæ Ecclesiæ maximum sacerdotem *quasi ad caput nostrum* membra sequentia recurramus » (Epist. XXXVI).

In canonibus Arabicis primi Nicæni concilii: « Qui tenet Sedem Romæ, *caput* et princeps est omnium Patriarcharum. Quandoquidem ipse est primus sicut Petrus, cui data est potestas in omnes principes christianos et omnes populos eorum; ut qui sit vicarius Christi Domini nostri super cunctos populos et universam Ecclesiam christianam » (Labbe, t. II, col. 303, edit. Parisiis, 1671).

In actis œcumenicæ synodi Ephesinæ, anni 431, cum Patrum approbatione pronuntiata sunt a legato Romani Pontificis verba hæc: « Gratias agimus... quod litteris sancti beatique Papæ nostri vobis recitatis, sancta *membra*... sancto *capiti*... vos adjunxeritis. Non enim ignorat vestra beatitudo totius fidei vel etiam apostolorum *caput* esse beatum apostolum Petrum » (Labbe, t. III, col. 619, edit. Parisiis, 1671). Dixit idem legatus de sancto Petro: « Qui ad hoc usque tempus et semper in suis successoribus vivit et judicium exercet. Hujus itaque *successor* et locum tenens sanctus... Papa noster Cœlestinus... » (ibid., col. 626). Ubi notetur Papam dictum fuisse *caput* relative ad Episcopos in concilio adunatos.

Concilium œcumenicum Florentinum expresse definivit (sess. xxv), Romanum Pontificem esse *totius Ecclesiæ caput* (Labbe, t. XIII, col. 515, edit. Parisiis, 1672).

Concilium Sardicense, anni 347 : « Hoc optimum... si ad *caput*, id est, ad Petri apostoli Sedem, de singulis quibusque provinciis Domini referant sacerdotes. »

Sanctus Siricius Papa, in suis ad Himerium litteris, ei dicit : *Ad caput tui corporis retulisti* (apud Coustant, *Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 637, edit. Parisiis, 1721).

Sanctus Bonifacius I, in suis ad Episcopos Thessaliæ litteris : « Omnia denique huic (Romanæ Ecclesiæ) noverat (Nicæna synodus) Domini sermone concessa. Hanc ergo Ecclesiis toto orbe diffusis *velut caput suorum certum est esse membrorum;* a qua se quisquis abscidit, fit christianæ religionis extorris » (apud Coustant, opere citato, col. 1037).

Sanctus Leo Magnus institutos dicit majorum Urbium Episcopos, qui alios Episcopos auctoritate superent, « per quos ad unam Petri Sedem universalis Ecclesia confluerct, et nihil unquam *a suo capite* dissideret (Labbe, t. III, col. 1386, edit. Parisiis, 1671).

Sanctus Vincentius Lirinensis, in suo Commonitorio, quod edidit anno 435, Romanum Pontificem vocat *caput orbis.*

Item eum *capitis* nomine designat Episcopus Africanus Possessor, anno 520 (apud Labbe, t. IV, col. 1529, edit. Parisiis, 1671).

Justinianus imperator : « Neque enim patimur ut quidquam eorum quæ ad ecclesiasticum spectant statum non etiam ad ejus (sanctissimi Papæ veteris Romæ) referatur beatitudinem, *cum sit caput omnium sanctissimorum Dei sacerdotum* » (in Codice, lib. I, tit. I, lege VII).

Ratramnus, qui scripsit sæculo nono : « Cernimus omnino Romani Pontificis auctoritatem super cunctas Ecclesias Christi præeminere, *ut omnes Episcopi illum habeant caput*, et ad ejus judicium pendeat quidquid in ecclesiasticis negotiis disponitur, ut ex ejus arbitrio vel maneat constitutum, vel corri-

gatur erratum, vel sanciatur quodcumque fuerit innovandum » (*Contra Græcorum opposita*, lib. IV, cap. VIII, in *Patrologia* Migne, t. CXXI, col. 336).

In bulla *Auctorem fidei*, ad tertiam synodi Pistoriensis propositionem, dicitur Romanus Pontifex a Christo accepisse potestatem ministerii, « qua velut Petri successor, verus Christi vicarius, ac *totius Ecclesiæ caput*, pollet in universa Ecclesia. »

In Brevi *Super soliditate*, damnatis erroribus adnumerat Pius VI assertionem qua negatur, « Romanum Pontificem constitutum a Deo *caput Ecclesiæ visibile*, ac vicarium Jesu Christi. »

Igitur Papam esse revera totius Ecclesiæ caput, dogma catholicum est.

II. *Papa non esset nec dici deberet* CAPUT ECCLESIÆ, *nisi supra concilium generale et Episcopos collective sumptos auctoritatem haberet.* — Colligitur 1° ex obvio et certo sensu hujusce metaphoræ. Nam quoties quis dicitur *caput* relative ad societatem aliquam, sensus est totam illam societatem ipsi subesse et ab ipso regi, quemadmodum corpus humanum capiti subest et a capite regitur. Porro in corpore humano, caput membra cætera regit, non quatenus distributive sumpta et ab invicem sejuncta, sed collective et quatenus in unum corpus coadunata. Nempe ut caput sit caput alicujus corporis humani, necesse est ut membra inter se unita, capiti quoque uniantur et sic corpus integrum efficiant. Pariter qui societati alicui præest, si auctoritatem non habeat in membra istius societatis quatenus collective sumpta seu societatem conflantia, jam dici nequit hujus societatis *caput* seu rector. Igitur, cum certum sit et de fide Papam esse *caput Ecclesiæ*, sequitur ipsi auctoritatem competere in Ecclesiæ membra, quatenus *collective sumpta*, id est, quatenus Ecclesiam constituunt. Etenim distributive sumpta nequaquam constituunt Ecclesiam, ut patet.

2° Idem colligitur ex voce *Ecclesia.* Nempe de fide est Pa-

pam esse caput non tantum Ecclesiarum singularum, sed et *Ecclesiæ*. Porro vocabulum istud *Ecclesia*, est *collectivum;* nec designat fideles quatenus distributive sumptos, sed quatenus societatem illam conflantes, quæ Christi Ecclesia dicitur. Igitur Papa est caput Episcoporum, non solum quatenus distributive sumptorum, sed etiam quatenus socialiter et collective agentium. Ergo est caput cujuslibet generalis concilii; ergo auctoritatem habet in concilium generale.

3° Idem colligitur ex voce *totius*. Nempe quod Papa capitis auctoritatem habeat in *totam* Ecclesiam, de fide est. Igitur vel concilium generale et Episcopi collective sumpti sunt *extra* Ecclesiam, quod absurdum est; vel Papa auctoritatem capitis seu rectoris habet etiam in concilium generale ac in Episcopos collective sumptos. Quod etiam sic ostendi potest : qui est *totius* alicujus societatis caput seu rector, hoc ipso auctoritatem habet in *omnia* collegia quæ in ista societate comprehenduntur; atqui Papa est caput seu rector *totius* Ecclesiæ; ergo auctoritatem habet in omnia collegia quæ in Ecclesia existere et reperiri possunt. Si enim in Ecclesia existere posset collegium aliquod, verbi gratia, collectio aliqua Episcoporum, cujus non esset caput, falsum foret ipsum esse caput *totius* Ecclesiæ; si quidem existeret pars aliqua, in quam non haberet auctoritatem, et cui e contra ipse subesset.

4° Idem colligitur ex eo quod Patrum traditio multipliciter expresserit Papam esse *caput* etiam conciliorum, seu Episcoporum collective sumptorum. Verbi gratia, quando Chalcedonenses Patres dicunt sancto Leoni : *Tu quidem, sicut membris caput præeras in his qui tuas vices gerebant*, apertissime loquuntur de concilio suo, seu de Patribus concilii collective sumptis. Nam Legati Pontificii non venerant ad concilium ut *vices Papæ gererent* quoad singulos Episcopos distributive sumptos, bene vero ut nomine Papæ concilio, ut tali, præsiderent. Et stolidum foret dicere Leonem in persona suorum Legatorum *præfuisse* unicuique Episcopo seorsim

sumpto, non autem toti concilio. Dum ergo dicunt ipsum *præfuisse sicut membris caput*, manifestissime id intelligunt relative ad concilium, seu relative ad Episcopos concilii collective sumptos. — Pariter sanctus Siricius, in textu citato, sese expresse dicit caput *corporis episcopalis*. Porro Episcopi *corpus* episcopale constituunt, non quatenus distributive, sed quatenus collective sumpti. — Pariter sanctus Leo, in textu citato, dicit per subordinationem Episcoporum inferiorum superioribus, et horum Romano Pontifici, universam Ecclesiam *ad unam Petri Sedem confluere*, ita ut *nihil a suo capite dissideat*. Porro si Episcopi quatenus collective sumpti aut in concilio generali adunati auctoritati Papæ non subjacerent, sed econtra supra ipsum essent, a *capite Ecclesiæ*, aliquid, imo ingens pars, id est, concilium generale *dissederet*.

5° Tandem in opinione Gallicanorum theologorum, quæ Papam subjicit concilio seu Episcopis collective sumptis, caput non deberet *ducere* membra, et membra non deberent *sequi* caput, prout docet in textu citato sanctus Avitus Viennensis; sed econtra membra deberent *ducere*, et caput deberet *sequi*. Porro id pugnat in terminis. Nam qui *ducit*, ille ipse est et vocatur *dux* seu *caput*. Quod si debeat *sequi*, potest quidem esse cauda, sed nequaquam dici poterit *caput*. Neque objiciatur dari posse rempublicam in qua suprema potestas sit penes aliquem senatum, et simul adsit præses seu caput, cui omnes distributive sumpti obedire teneantur. Nam tunc verum caput non est præses iste, sed senatus. Præses autem est dumtaxat minister executorialis veri capitis. Nec ipse proprie dictam auctoritatem habet in unumquemque senatorem seorsim sumptum; licet enim senator quilibet seorsim sumptus præsidi obtemperare in nonnullis teneatur, id non provenit ex auctoritate propria præsidis, sed ex auctoritate senatus, qui sic decrevit. Unde talis præses nequaquam est, nec cum veritate dici potest, reipublicæ *caput*. Nimirum non magis est caput, quam minister generalis quem sub se constituisset rex aliquis in regno monarchico. Romanus au-

tem Pontifex a Christo constitutus est vere et proprie *Ecclesiæ caput*, et hoc est de fide.

CAPUT XII

ARGUMENTUM E TOTIUS ANTIQUITATIS INDUBITATA DOCTRINA, QUOD PAPA DE QUORUMLIBET ALIORUM JUDICIIS JUDICARE VALEAT, DE IPSIUS AUTEM JUDICIO NEMINI FAS SIT JUDICARE.

I. Hanc revera fuisse totius antiquitatis doctrinam, evincunt sequentia documenta. — Professio fidei, quæ in concilio œcumenico decimo quarto, id est, Lugdunensi secundo, edita est, sic habet : *Si quæ de fide subortæ fuerint quæstiones, hujus* (Romanæ Ecclesiæ) *debent judicio definiri* (Labbe, tomo XI, col. 966, edit. Parisiis, 1671).

Sanctus Zozimus, qui creatus est Pontifex anno 417, in suis ad Africanos Episcopos litteris, dicit tantam esse apostolicæ Sedis auctoritatem, *ut de ejus judicio disceptare nullus auderet;* idque *per canones semper* servatum; et constare *ex ipsa quoque Christi Dei nostri promissione;* et firmari *tam humanis quam divinis legibus*. Et ita subjungit : « Tamen cum tantum nobis esset auctoritatis *ut nullus de nostra possit retractare sententia*, nihil egimus quod non ad vestram notitiam nostris *ultro* litteris referremus » (apud Coustant, *Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 974, edit. Parisiis, 1721).

Sanctus Bonifacius I, qui creatus Pontifex anno 418, in suis ad Rufum Thessalonicensem Episcopum litteris : « Talia scripta direximus, quibus universi fratres intelligant... *de nostro non esse judicio retractandum. Nunquam enim licuit de eo rursus, quod semel statutum est ab apostolica Sede, tractari* » (apud Coustant, opere citato, col. 1035). Et infra : « Nemo unquam apostolico culmini, *de cujus judicio non licet retractari*, manus obvias audacter intulit : nemo in hoc rebellis extitit, nisi qui de se voluit judicari. »

Sanctus Gelasius, qui creatus est Pontifex anno 492: « Nobis opponunt canones, dum nesciunt quid loquantur... Ipsi sunt canones, qui appellationes totius Ecclesiæ ad hujus Sedis (Romanæ) examen voluere deferri; ab ipsa vero nusquam prorsus appellari debere sanxerunt; ac per hoc *illam de tota Ecclesia judicare, ipsam ad nullius commeare judicium*... Quapropter non veremur ne apostolica sententia resolvatur, quam et *vox Christi*, et majorum traditio, et canonum fulcit auctoritas, *ut totam potius Ecclesiam semper ipsa dijudicet* » (Labbe, t. IV, col. 1168, edit. Parisiis, 1671).

Idem sanctus Gelasius, in suis ad Episcopos Dardaniæ litteris : « Non reticemus autem, quod cuncta per mundum novit Ecclesia : quoniam *quorumlibet sententiis ligata Pontificum Sedes beati Petri apostoli jus habeat resolvendi*, utpote quæ *de omni Ecclesia fas habeat judicandi, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio* » (Labbe, t. IV, col. 1203, edit. Parisiis, 1671).

Sanctus Nicolaus I : *Patet profecto Sedis apostolicæ, cujus auctoritate major non est, judicium a nemine fore retractandum, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio* (Labbe, t. VIII, col. 319, edit. Parisiis, 1671).

II. Ex hac antiquitatis doctrina manifeste sequitur Papam esse supra concilium-sine-Papa. — Nam si concilium esset supra Papam, vera foret contraria doctrina, videlicet : Papa non posset judicare de judiciis concilii, et econtra concilium-sine-Papa, de judiciis Papæ judicare posset. Ad supremam quippe auctoritatem pertinet judicare de judicio inferioris tribunalis. — Igitur errasset concilium œcumenicum Lugdunense secundum, formulæ professionis fidei inserendo verba hæc : *De fide quæstiones hujus* (Romanæ Sedis) *debent judicio definiri*. Nam ibi procul dubio, prout ex totius formulæ contextu patet, agunt Lugdunenses Patres de proprie dicta *definitione* quæstionum fidei, id est, cui omnes obsequi teneantur, utpote a suprema auctoritate dimanans; non autem de improprie dicta definitione, quæ ad assentiendum non obligat,

utpote non proveniens ab auctoritate cui necesse sit obtemperare. Porro si concilium esset supra Papam, ad ipsum, et non ad Papam, pertineret proprie dicta definitio quæstionum fidei; si quidem quidquid definivisset Papa, posset a concilio, utpote superiorem auctoritatem possidente, ad examen revocari et definitive judicari. Nec esset infallibile judicium penes Papam, sed penes concilium. — Item errasset sanctus Zozimus Papa, sibi *tantum auctoritatis* tribuens, ut *nullus possit de ipsius sententia retractare*. Nam id posset concilium-sine-Papa. Et insuper errasset vel mentitus esset, cum subjunxit ita *semper* servatum, et firmari tam humanis quam *divinis* legibus. — Item errasset sanctus Bonifacius I sic asserens tanquam quid notorietatis publicæ, quod nequaquam putabat posse a quoquam negari : *Numquam enim licuit de eo rursus, quod semel statutum est ab apostolica Sede tractari.* Posito enim quod concilium sit supra Papam, id econtra *semper licuit* Episcopis collective sumptis aut in concilio adunatis. — Item insane locutus fuisset sanctus Gelasius, qui provocat ad notorietatem publicam per hæc verba : *Cuncta per mundum novit Ecclesia;* et asserit Romanæ Sedi jus competere « resolvendi ligata sententiis *quorumlibet* Pontificum. » Si *quorumlibet*, ergo et collective sumptorum et in concilio adunatorum. Item Sedi apostolicæ adscribit jus de *omni* Ecclesia judicandi. Si de *omni* Ecclesia, ergo et de omnibus Episcopis in concilio congregatis et collective seu conciliariter agentibus. Subjungit non licere *cuiquam* judicare de judicio Sedis Romanæ. Si non liceat *cuiquam*, ergo nec concilio generali. — Tandem erroneum foret sancti Nicolai I assertum istud : *Sedis apostolicæ auctoritate major non est*. Etenim, in adversariorum hypothesi, *major* foret concilii-sine-Papa auctoritas.

CAPUT XIII

ARGUMENTUM EX EO QUOD PAPA SIT IMMEDIATUS CHRISTI VICARIUS.

I. Romanum Pontificum esse verum et immediatum Christi in terris vicarium, est dogma catholicum, prout constat documentis sequentibus :

In canonibus arabicis primi Nicæni concilii, dicitur Romanus Pontifex *vicarius Christi Domini nostri super universam Ecclesiam christianam* (Labbe, t. II, col. 303, edit. Parisiis, 1671).

A Martino V in concilio Constantiensi damnata est hæc Wiclefi propositio : « Nec Papa est *proximus et immediatus* « *vicarius Christi* et apostolorum » (Labbe, t. XII, col. 265, edit. Parisiis, 1671).

Œcumenica Florentina synodus (sess. xxv) expresse definivit Romanum Pontificem esse *verum Christi vicarium* (Labbe, t. XIII, col. 515, edit. Parisiis, 1672).

Leo X damnavit istam Lutheri propositionem, inter damnatas vigesimam quintam : « Romanus Pontifex, Petri successor, non est *Christi vicarius* super omnes totius mundi Ecclesias ab ipso Christo in beato Petro institutus. »

In bulla *Auctorem fidei* damnata est ut *hæretica* propositio tertia concilii Pistoriensis, hoc modo : « Propositio quæ statuit Romanum Pontificem esse *caput ministeriale;* sic explicata, ut Romanus Pontifex, non a Christo, in persona beati Petri, sed ab Ecclesia potestatem ministerii accipiat, qua, velut Petri successor, *verus Christi vicarius ac totius Ecclesiæ caput* pollet in universa Ecclesia; *hæretica.* »

II. Ex eo quod Papa sit Christi vicarius in terris, rigorose sequitur ipsum esse supra concilium-sine-Papa, et supra quoslibet Episcopos collective sumptos. — Nam absurdum est illum, cui Christus vices suas immediate commisit, cui sci-

licet immediate auctoritatem suam contulit ad regendam Ecclesiam, subjici superiori auctoritati a Christo institutæ. Enimvero si Christus superiorem auctoritatem contulerit alteri, id est, concilio generali, non Papam instituit vicarium suum, sed concilium. Proinde verus et immediatus vicarius Christi in terris esset concilium seu Episcoporum collegium; et propositio asserens Papam esse verum et immediatum Christi vicarium, nedum esset de fide, tanquam manifestus error rejici deberet. — Idem sic alio modo probari potest : si Papa est verus et immediatus vicarius Christi, pollet auctoritate Christi ad regendam Ecclesiam. Porro cumulus absurditatis est, auctoritatem Christi non esse supra quodlibet concilium, seu auctoritatem concilii majorem esse auctoritate Christi. — Igitur, aut aperte negent Gallicani theologi Papam esse verum et immediatum vicarium Christi, prout negabat Lutherus; aut ejus supra quamlibet Episcoporum collectionem ac supra quodlibet concilium auctoritatem agnoscant.

CAPUT XIV

ARGUMENTUM EX EO QUOD PAPA SIT PATER ET DOCTOR, SEU ECCLESIA ROMANA MATER ET MAGISTRA UNIVERSALIS ECCLESIÆ.

I. Certum est et de fide Papam esse universalis Ecclesiæ patrem et doctorem. De quo pauca ex innumeris testimonia producimus.

In actis synodi œcumenicæ duodecimæ, quæ fuit Lateranensis quarta, anno 1215 : « Romana Ecclesia... super omnes alias ordinariæ potestatis obtinet principatum, utpote universorum Christi fidelium *mater et magistra* » (Labbe, t. XI, col. 153, edit. Parisiis, 1671).

Florentina œcumenica synodus expresse definivit Romanum

Pontificem *omnium christianorum patrem ac doctorem existere* (Labbe, t. XIII, col. 515, edit. Parisiis, 1672).

Leontius Arelatensis Episcopus, anno circiter 462 : *Cum Ecclesia Romana sit omnium mater*, etc. (Labbe, t. IV, col. 1828, edit. Parisiis, 1671).

Hincmarus, Rhemensis Episcopus : « Piis, devotis atque catholicis hoc potest et hoc debet sufficere, quod *omnium Ecclesiarum mater* sancta catholica atque apostolica docet Romana Ecclesia » (de prædestinatione, dissertatio II, in *Patrologia* Migne, t. CXXV, col. 214). Omittimus alia quamplurima ejusmodi documenta, utpote quæ ita frequenter recurrunt in traditione scripta, ut nullus theologus eam Romani Episcopi prærogativam ignorare queat.

II. Ex eo quod Papa sit universalis Ecclesiæ pater et doctor, sequitur ipsi competere auctoritatem supra concilium-sine-Papa. — Etenim si sit pater universalis Ecclesiæ, est etiam pater Episcoporum in concilio adunatorum. Filii autem obedientiam debent Patri, non pater filiis. Et repugnat filios auctoritatem habere in patrem suum. Item si sit universalis Ecclesiæ doctor et magister, relative ad ipsum discipuli sunt etiam Episcopi in concilio adunati. Proinde ab ipso erudiendi sunt, et ipsius est veram doctrinam fidei edocere, non a discipulis edoceri. — Idem sic evolvi potest : Repugnat patrem familias esse patrem dumtaxat filiorum suorum *distributive sumptorum*, non autem *collective sumptorum*. Si nempe unusquisque seorsim sumptus ejus filius sit, ac ipsius potestati subjectus, quis non videat omnes *collective sumptos* esse ipsius filios et ejus auctoritati subjici ? Porro quod Papa sit *Pater omnium christianorum*, ac proinde ipsorum etiam Episcoporum, non est simplex opinio, sed dogma fidei a concilio Florentino expresse definitum. Nec objiciatur vocem illam *Pater* esse metaphoram, quæ commode interpretari possit de paternitate honorifica, quæ Papæ jus tribuat solummodo ad quamdam specialem venerationem. Equidem metaphora est, sed ex qua supra citatum concilium Lateranense infert *ordinariæ potestatis*

principatum, non autem jus mere honorificum. Pariter Florentina synodus expresse definivit ita *Patrem* esse Papam, ut ei *plena* potestas competat universalem Ecclesiam pascendi, regendi ac gubernandi. Similiter argui posset ex prærogativa *doctoris*, quam de fide est Romano Pontifici relative ad christianos omnes competere.

CAPUT XV

ARGUMENTUM EX PRÆROGATIVA PRIMATUS JURISDICTIONIS

Parte prima præsentis tractatus demonstratum est Romano Pontifici competere jure divino *primatum jurisdictionis* in universam Ecclesiam. Estque id fidei dogma, quod plane admittunt ipsi etiam adversarii, quos hic confutamus, id est, Gallicani theologi. Porro stare nequit jurisdictionalis ille primatus, nisi Papa sit supra concilium-sine-Papa. Nam primatus jurisdictionis est jurisdictio *prima*, seu *suprema*, ita ut non existat superior nec etiam æqualis. Si enim existeret superior vel æqualis, jam non esset, prima seu suprema, ut patet. Igitur ut verificetur primatus jurisdictionalis Papæ in universam Ecclesiam, necesse est ut ipse polleat jurisdictione seu auctoritate *suprema* quoad proprium universalis Ecclesiæ regimen, id est, quoad fidem, disciplinam et judicia. Porro si Papa non esset supra concilium-sine-Papa et supra Episcopos collective sumptos, sed econtra eis subjiceretur, jam ipse non polleret jurisdictione *prima* seu *suprema;* sed Ecclesiæ regimen quoad fidem, disciplinam et judicia penderet a jurisdictione superiori, quæ staret penes concilium et episcopale collegium. Igitur, in adversariorum hypothesi, *primatus jurisdictionis* nequaquam Papæ competeret, sed Episcopis collective sumptis aut in concilio adunatis. — Nec dicatur *supremam* jurisdictionem seu auctoritatem non fuisse a Christo collatam neque soli Papæ, neque soli Episcoporum concilio aut colle-

gio sine Papa, sed utrique conjunctim ; ita ut ad irrefragabilem auctoritatem, tum decretorum fidei et disciplinæ, tum sententiarum in materia judiciali, concurrere debeat utriusque dictæ auctoritatis consensus. Nam etiam sic prorsus falsum foret Papæ competere *jurisdictionis primatum.* Non Papæ competeret, sed illi collectioni quæ conflaretur simul Papa et pluralitate Episcoporum. Præterea sequeretur absurdum, videlicet a Christo supremum Ecclesiæ regimen commissum fuisse duabus auctoritatibus æqualibus et ab invicem independentibus, ita ut neutra sine alterius consensu jus supremi regiminis haberet. Non enim Papa teneretur assentire cæterorum Episcoporum collectivo decreto, sed liberum ei esset dissentire. Vicissim collegium Episcoporum non teneretur assentire papali decreto, sed legitime assensum denegare posset. Igitur ad regendam supremo jure Ecclesiam suam constituisset Christus verum manichæismum. Crescit autem absurditas, si attendatur aliud principium omnino certum, et ab adversariis plane receptum, videlicet in hunc finem a Christo collatum Papæ fuisse jurisdictionis primatum, *ut Ecclesiæ unitati consuleretur*, et tolleretur hæreseon et schismatum occasio. Nam posita necessitate mutui consensus utriusque dictæ (æqualis et ab invicem independentis) auctoritatis, permanens foret occasio dissensionis Papam inter et episcopale collegium, cum (ex hypothesi) nec Papa collegio, nec collegium Papæ cedere teneretur. Permanens item scissionum occasio inter episcopalis collegii membra. Unde si Christus econtra intendisset schismatibus et hæresibus favere quam maxime, haud aptiori forma Ecclesiam suam constituere potuisset. — Falsitatis insuper arguitur adversariorum hypothesis; ex eo quod stare nequeat Papæ jurisdictionalis primatus in *singulos Episcopos*, nisi auctoritatem etiam habeat in *collective sumptos*, prout supra (capite VIII) jam probavimus.

CAPUT XVI

PERPERAM OBJICERENTUR SESSIONES QUARTA ET QUINTA CONSTANTIENSIS CONCILII (REMISSIVE).

1° Œcumenicitate caruisse dictas sessiones, et nihili faciendam earum auctoritatem jam probavimus supra, dum ageremus de Romani Pontificis infallibilitate (parte II, sect. II, capite VI, § 5). — 2° Multi doctores catholici easdem sessiones interpretantur, de solo casu schismatis; ita ut quæ ibi pronuntiantur de concilii supra Papam auctoritate, a Constantiensibus Patribus non intellecta sint nisi de casu quo plures de papatu contendunt, et certo detegi nequit quis eorum verus existat ac legitimus Pontifex.

SECTIO III

AUCTORITAS PAPÆ SUPRA CONCILIUM-SINE-PAPA, SEPARATIM EXPENDITUR ET CONFIRMATUR QUOAD FIDEM, DISCIPLINAM ET JUDICIA.

Quæ superiore sectione deduximus argumenta, Papæ auctoritatem supra concilium probant *simul* quoad fidem, disciplinam et judicia. Hic vero alia nonnulla subjiciemus, quæ *seorsim* quoad unamquamque ex istis materiis idem jus papale magis perspectum faciant.

CAPUT I

DE AUCTORITATE PAPÆ SUPRA CONCILIUM-SINE-PAPA, IN MATERIA FIDEI.

PROPOSITIO I^a^. — *Si Romanus Pontifex definitionem fidei jam ediderit, tenentur generalis concilii Patres huic definitioni adhærere; nec ipsis liberum est aliter sentire aut judicare.* — 1° Id constat ex prærogativa infallibilitatis, quam tota secunda tractatus parte fuse probavimus. Si enim infallibilis sit definitio Papæ, repugnat aliter a quocumque sentiri et judicari posse [1].

2° Definitioni Papæ tenentur omnes, etiam antequam accesserit Ecclesiæ dispersæ consensus, assensum præstare, et

(1) *Infallibilem,* ait Bossuet, *qua quidem in re talis est, cuiquam sulesse nefas* (*Defensio,* dissertatio prævia, cap. II, p. 2, edit. 1745).

quidem internum seu ex animo, nec sufficit silentium obsequiosum, prout contra Jansenistas decisum fuit. Atque ita tenent ipsi etiam Gallicani theologi, qui usque ad Jansenianam hæresim non progressi sunt, prout videre est apud Tournely[1]. Porro repugnaret ista obligatio firmiter et sincere verum credendi articulum a Papa definitum, nisi certo verum esset et irreformabile hoc Papæ judicium. Igitur concilii generalis Patres nedum valeant Papæ definitionem judicare ac reformare, tenentur ipsimet sincere ac firmiter eam veram credere ac profiteri.

3° Huc redeunt superioris sectionis argumenta quibus generatim probata est Papæ auctoritas supra concilium.

Propositio IIa. — *Quando Papæ definitio ad novum examen in conciliis deducta est, id non factum fuit cum libertate dissentiendi, sed ut per novam discussionem, errantes aut dubitantes ad unitatem revocarentur.* — Contra præcedentem propositionem objicere solent adversarii in hunc modum : pluries contigit ut Romani Pontificis definitio dogmatica iterum ad exa-

(1) Comitiorum anni 1653 Gallicani Præsules, in suis ad Innocentium X litteris (die 15 julii), loquendo de Ecclesiæ catholicæ (sancti Innocentii primi temporibus) doctrina, quam et suam esse protestantur : « Enimvero, aiunt, vetustæ illius ætatis Ecclesia catholica, *sola Petri communione et auctoritate fulta....* Pelagianæ hæresis damnationi absque cunctatione subscripsit. Perspectum enim habebat non solum *ex Christi Domini pollicitatione Petro facta,* sed etiam ex actis priorum Pontificum, et ex anathematismis, adversus Apollinarem et Macedonium nondum ab ulla synodo œcumenica damnatos, a Damaso paulo ante jactis, *judicia pro sarcienda regula fidei a summis Pontificibus lata* super Episcoporum consultatione, sive suam in actis relationis sententiam ponant (Episcopi), sive omittant, prout illis collibuerit, *divina æque ac summa per universam Ecclesiam auctoritate niti, cui christiani omnes ex officio, ipsius quoque mentis obsequium præstare tenentur.* » Si judicium summi Pontificis in materia fidei *divina* et *summa* auctoritate nitatur, ob pollicitationem Christi Petro factam, si ejusmodi judicio christiani *omnes* ex officio *ipsius quoque mentis* obsequium præstare teneantur, planum est Episcopis in concilio œcumenico *liberum non esse a definitione Pontificia* jam edita *dissentire.* Utinam Gallicani Præsules hanc semper tenuissent doctrinam, quæ profecto adversa fronte pugnat cum famosa declaratione anni 1682. Ibi enim dicitur *summi Pontificis judicium in fidei quæstionibus non esse irreformabile nisi Ecclesiæ consensus accesserit;* ex quo aperte sequitur *reformari* posse ab Episcopis in concilio definitionem Papæ, ac proinde liberum ipsis esse ab ea dissentire, nec *teneri* eos illi definitioni *mentis quoque obsequium præstare.*

men in concilio œcumenico deducta sit, et concilium de re jam a Papa judicata judicaverit; id porro non contigisset, nisi concilium sibi auctoritatem supra Papam tribuisset in materia fidei : ergo conciliorum œcumenicorum *persuasio* et doctrina fuit, Romanum Pontificem quoad decreta fidei concilio subjacere. — Conceditur major; negatur minor. Enimvero contingere potuit et revera contigit factum allegatum, quin concilium sibi vindicaverit libertatem dissentiendi a judicio dogmatico Romani Pontificis. Potuit nempe concilium dogmaticam Sedis apostolicæ sententiam discutere, ac suum judicium promere, ad hunc dumtaxat finem, ut per solemniorem ejusmodi totius quæstionis discussionem, resistentes ad debitam papali definitioni obedientiam adigeret, ac ne populi hæreticorum fraudibus ac sophismatibus seducerentur.

Igitur adversariis probandum incumbit illa concilia, in quibus quæstio fidei, a Romano Pontifice jam definita, iterum discussa fuit et judicata, sibi tribuisse *dissentiendi libertatem*. Id prorsus negamus, quoad omnia omnino concilia quæ recepta sint tanquam catholica et œcumenica. Allegat Bossuetius (*Defensio*, dissertatio prævia, 59, p. 59, edit. Besançon, 1836) œcumenicas synodos quinque, videlicet tertiam, quartam, sextam, septimam ac octavam, quas contendit examini suo subjecisse judicium Romani Pontificis, sibi tribuendo libertatem dissentiendi, ac definitionem pontificiam rejiciendi, si eam rectæ fidei minus consentaneam repperissent. Atque inde concludit concilium œcumenicum esse supra Papam. Illarum synodorum acta tantisper recenseamus, et videbit lector factum istud, quod nempe *sibi dissentiendi libertatem tribuerint*, ab adversariis gratis asseri, et nequaquam ex actis posse colligi.

I. *Concilium Ephesinum, sub Cœlestino Papa.* — 1° Sanctus Cyrillus Episcopus Alexandrinus, in suis ad sanctum Cœlestinum Papam litteris, postquam exposuit hæreticam Nestorii doctrinam, ita subjungit : *Non prius autem illius communionem pa-*

lam aperteque deserimus, quam hæc ipsa pietati tuæ indicaremus. Digneris proinde quid hic sentias præscribere; quo liquido nobis constet, communicarene nos cum illo oporteat, an vero libere eidem denuntiare, neminem cum eo communicare. Rogat insuper S. Cyrillus ut S. Cœlestinus suam hac de re sententiam mittat ad omnes Orientis Episcopos, *ut omnes uno animo in una sententia persistant, rectæque fidei opem ferant* (Labbe, t. III, col. 344, edit. 1671). Ibi jam videt lector Romani Pontificis judicium exposci ab Alexandrino Patriarcha, tanquam tutam *communionis* et *fidei* regulam. Supponit autem Cyrillus post prolatum a Papa judicium non posse aliter Episcopos sentire, siquidem judicium istud expetit, *ut omnes in una sententia persistant, rectæque fidei* adhæreant.

2° Misit S. Cœlestinus postulatas epistolas, quibus Nestorii doctrinam damnavit, et eas ad varios Orientis Episcopos direxit S. Cyrillus. In sua autem ad Cyrillum epistola ei vices suas delegavit ad deponendum Nestorium. *Quamobrem*, inquit, *nostræ Sedis auctoritate adscita, nostraque vice et loco cum potestate usus, ejusmodi non absque exquisita severitate sententiam exequeris : nempe, ut nisi decem dierum intervallo ab hujus nostræ admonitionis die numerandorum, nefariam doctrinam suam conceptis verbis anathematizet..., illico sanctitas tua illi Ecclesiæ prospiciat* (Labbe, t. III, col. 349, edit. Parisiis, 1671). Hanc Nestorii condemnationem a Papa in Romana synodo pronuntiatam memorat S. Cyrillus in suis ad Joannem Anthiochenum Patriarcham litteris : *Sancta Romana synodus*, ait, *disertam statim in illum sententiam tulit*. Et postea subjungit : *Horum proinde decreto modis omnibus parendum est illis qui a totius Occidentis communione excidere noluerint... Nos enim sequemur quæ illi judicaverunt. Veremur namque ne a tantorum communione excidamus.* Ibi iterum videt lector admissam a S. Cyrillo necessitatem adhærendi judicio dogmatico Romani Pontificis.

3° In sententia depositionis contra Nestorium sic loquuntur Ephesini concilii Patres : *Coacti per sacros canones et episto-*

lam sanctissimi patris nostri et comministri Cœlestini Romanæ Ecclesiæ Episcopi, lacrymis subinde perfusi, ad lugubrem hanc contra eum sententiam venimus (Labbe, t. III, col. 533, edit. Parisiis, 1671). Ibi notanda vox *coacti*. Græce habetur ἀναγκαίως κατεπειχθέντες (necessario impulsi). Igitur profitentur se ad damnandum Nestorium *coactos* fuisse *per epistolam* qua sanctus Cœlestinus jam de hac re pronuntiaverat. Equidem dicunt etiam se coactos *per canones*, sed canones nihil statuerant de hæresi Nestorii, sed tantum præcipiebant deponi hæreticos. Proinde canones non coegissent ad deponendum Nestorium, nisi jam *sententia Cœlestini* de hæretica Nestorii doctrina Patres coegisset ad habendum Nestorium tanquam hæreticum. Dum ergo sic *coactos* se fatentur, hoc ipso æquivalenter declarant non liberum esse concilio œcumenico aliter sentire et judicare in materia fidei, quam definivit et pronuntiavit Romanus Episcopus.

4° Suam ad Ephesinam synodum epistolam sic claudit sanctus Cœlestinus : *Direximus pro nostra sollicitudine sanctos fratres et consacerdotes nostros, unanimes nobis et probatissimos viros, Arcadium et Projectum Episcopos, et Philippum presbyterum nostrum, qui iis quæ aguntur intersint, et quæ a nobis antea statuta sunt exequantur. Quibus præstandum a vestra sanctitate non dubitamus assensum, quando id quod agitur, videatur*[1] *pro universalis Ecclesiæ sanctitate decretum* (Labbe, t. III, col. 618, edit. Parisiis, 1671). Ibi advertat lector a Cœlestino mitti legatos, ut quæ ab ipso *antea statuta sunt*, isti Legati in synodo *exequantur*. Igitur Cœlestinus synodi Patribus *dissentiendi libertatem* non relinquit, nec ipsis competere supponit. Sed vult causam in concilio discuti et conciliariter judicari, ut edito jam a se decreto Patres *assensum* præstent, et decretum istud *ad executionem deducatur*. Nisi assensum præstitissent

(1) Vox *videtur* olim in monumentis ecclesiasticis idem significavit ac *evidens est;* nec nisi sat recentioribus temporibus usurpata fuit ad significandum, rem haberi tanquam *probabilem*, seu non asseri *ut omnino certam*. De quo nullum apud eruditos dubium.

Patres, synodi gesta rejecisset Cœlestinus, nec tanquam œcumenica et catholica Ephesina synodus recepta fuisset. Ad confundendos autem Nestorianos, et ne populi ab ipsis deciperentur, valde utilis erat publica illa totius generalis synodi adhæsio, quamvis ad determinandam rectam fidem plene jam per se sufficiens esset Cœlestini sententia. — Advertat etiam lector Patres synodi non ægre tulisse quod Romanus Episcopus non aliam eis potestatem tribueret quam *exequendi*, non autem *libertatem dissentiendi;* quod tamen contingere debuisset, si persuasum habuissent generali concilio competere facultatem dissentiendi, et dogmaticas Papæ sententias corrigendi. Nedum ægre tulerint, statim post lectam illam Cœlestini epistolam, *omnes reverendissimi Episcopi* (actorum verba sunt) *simul acclamaverunt : hoc justum judicium... Cœlestino universa synodus gratias agit* (actione secunda, Labbe, loco citato). Immo in citata synodali contra Nestorium sententia, expresse declarant se *per illam Cœlestini epistolam coactos fuisse.*

5° In commonitorio seu instructionibus quas suis ad Ephesinam synodum legatis dederat sanctus Cœlestinus, sic habetur : « Auctoritatem Sedis apostolicæ custodiri debere mandamus. Siquidem instructiones quæ vobis traditæ sunt hoc loquantur ; ut interesse conventui debeatis ; ad disceptationem si fuerit ventum, *vos de eorum sententiis judicare debeatis, non subire certamen* (apud Coustant, *Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 1152, edit. Parisiis, 1721). Igitur, quod Sedi Romanæ competeret judicare de judicio generalis concilii, generale autem concilium jus non haberet judicandi judicium Romani Pontificis nisi assentiendo et exequendo, non autem dissentiendo, omnino persuasum habuit sanctus Cœlestinus. Nec vel minima de hoc orta est ipsum inter et Ephesinam synodum controversia, sed econtra Ephesini Patres, tum agendi ratione, tum sese per Cœlestini epistolam *coactos* profitendo, idipsum sibi prorsus indubitatum testati sunt. Cæterum, salva ista rigorosa obligatione conciliariter adhærendi sententiæ

dogmaticæ jam a Papa prolatæ, non obstabat Cœlestinus, immo volebat, Nestorianam causam in concilio discuti ac judicari, iterata scilicet conciliariter Sedis apostolicæ sententia. Id quippe utilissimum ad confundendos hæreticos et impediendam multorum deceptionem.

6° Si ita sit, inquies, quomodo potuit Bossuetius ad hanc ipsam Ephesinam synodum provocare, ut concluderet concilia sibi jus tribuisse Sedis apostolicæ judicia examinandi ac judicandi, *cum libertate assentiendi vel dissentiendi?* Quæ fuerit vera ejusmodi Bossuetiani erroris causa, aliis expendendum relinquimus. Pauca hæc dumtaxat adnotabimus : Primo, siluit Bossuetius, loco citato *Defensionis*, textus a nobis adductos, qui lectori perspectam fecissent contrariam synodi sententiam. *Secundo*, scripsit Bossuetius *Defensionis* librum *jussu regis*, prout in ipso primæ editionis titulo expressum est; et aliunde notum ejus nimium regi obsequendi studium. *Tertio*, certum est, ipsum, loco citato *Defensionis*, duas dumtaxat adduxisse rationes, quæ nullatenus probant assertam ab ipso synodi Ephesinæ mentem. Prima ratio hæc est : Postquam lecta fuit in concilio sancti Cyrilli ad Nestorium epistola, quam Cœlestinus orthodoxam judicaverat, dixit idem S. Cyrillus : « Audivit sancta et magna hæc synodus, quæ ad religiosissimum Nestorium scripsi, rectam fidem defendens. Existimo autem nullam me in partem ab orthodoxæ fidei doctrina deflexisse, hoc est a symbolo per sanctam et magnam illam synodum Nicææ olim congregatam tradito declinasse. Quare sanctitatem vestram rogatam cupio, ut coram exponat, *rectene et inculpate, sanctoque illi concilio convenienter hæc scripserim, an secus* » (actione prima, apud Labbe, t. III, col. 461, edit. Parisiis, 1671). Ex verbis sublineatis, nimirum ex eo quod Patres Cœlestini judicium conciliariter non approbaverint *nisi deliberatione et examinatione facta*, concludit Bossuetius concilium esse supra Papam, et liberum esse concilio Papæ definitionibus assensum præstare vel denegare, prout eas orthodoxas vel erroneas judicaverit. Porro factum istud,

quod Ephesini Patres Cœlestini judicio se adhærere non declaraverint nisi post *examinatum* idem judicium, nequaquam probat eos sibi facultatem tribuisse ab eo judicio dissentiendi. Nam licet sese obligatos, et, ut ipsi dixerunt, *coactos* existimaverint ad adhærendum sancti Cœlestini judicio, quia tamen utile visum est idem judicium *conciliariter* etiam pronuntiari, potuerunt imo et debuerunt totam causam, et tum epistolam Cyrilli, quam Cœlestinus orthodoxam declaraverat, tum doctrinam Nestorii, quæ ab eodem Cœlestino heterodoxa et blasphema judicata fuerat, examinare et discutere. Quia nempe nisi præmissa fuisset examinatio et discussio, intentum scopum, confundendi scilicet Nestorianos et impediendi multorum deceptionem, non attigissent. Cæterum, et ante examinationem, et durante examinatione, indubitata ipsis fuit obligatio dogmatico sancti Cœlestini judicio prorsus adhærendi; et factum examinationis nequaquam contrarium probat. Secunda Bossuetii ratio similiter desumitur ex eo quod Ephesini Patres Nestorii scripta, licet jam a Cœlestino damnata, non damnaverint, nisi prius facta deliberatione ac examinatione. Nimirum post recitatam Nestorii epistolam sic interrogata fuit synodus : *Numquid hæc ipsa quoque fidei a sancta Nicænorum Patrum synodo expositæ consentanea esse videtur, an vero secus?* (Labbe, t. III, col 493, edit. Parisiis, 1671). Hæc secunda Bossuetii ratio eodem ac prior vitio laborat, id est, non probat quod probandum erat. Licet nempe Patribus Ephesinis indubitata esset obligatio assentiendi dogmatico Cœlestini judicio, potuerunt examinare, discutere, et idipsum quod pronuntiaverat Cœlestinus conciliariter pronuntiare.

Objicies. — Si jam finita fuisset causa per Cœlestini sententiam, et huic sententiæ omnes obsequi debuissent, inutiliter Ephesini Patres concilium celebrassent.

Respondeo : Licet Romani Pontificis dogmaticum judicium plenam, supremam, definitivam, omnesque fideles obstringentem auctoritatem habeat, contingere potest, ut subse-

quens concilium, eamdem causam definiens, utile sit, imo et necessarium ad reducendos errantes et præcavendam multorum deceptionem. Id quoad Ephesinam synodum manifeste liquet. « Nestorius regiæ civitatis Episcopus ea auctoritate pollebat, ea specie pietatis hominum animis illuserat, eos sibi conciliarat Episcopos, ea denique gratia apud Theodosium juniorem imperatorem et proceres erat, ut facile omnia commoveret » (Bossuet, *Defensio*, parte I, libro VII, cap. x). Porro, ut ait Petrus Ballerinius, « ubi tam graves excitati sunt motus, quibus omnia perturbentur, generalium synodorum convocatio utilis, et quandoque etiam necessaria judicata est post Romani Pontificis sententiam, ut decepti ab hæreticis, aut præjudiciis atque difficultatum nebulis impediti, tot Patrum doctrinis et sermonibus instructi atque convicti, ad catholicum sensum et unitatem adducantur ; ut ne tamen liberum ac licitum crederetur, apostolicæ definitioni (quam semper œcumenicæ synodi ratam habuerunt, numquam repudiarunt) contradicere ac repugnare. *Novum examen in hujusmodi synodis* (eo tantum fine institutum, ut disjectis difficultatibus, confirmatoque catholico ac definito dogmate, veritas clarius elucescat, dubitantesque vel etiam repugnantes convincantur) *nihil præjudicat auctoritati præcedentis definitionis*, neque vim coactivam juris eidem denegat... *Illud solum examen* præjudicio esset auctoritati definientis, *quo liberum et licitum fieret assentire vel dissentire.* Quis autem probare queat, id liberum ac licitum fuisse habitum ab Ephesinis Patribus circa dogmaticas Cœlestini litteras, quibus se ad ferendum judicium *coactos* protestati sunt ? (*de Vi ac Ratione primatus*, cap. xiii, § 11, n. 60).

II. *Concilium Chalcedonense* — 1° S. Flavianus, Constantinopolitanus Episcopus, coacto particulari concilio, Eutychem damnaverat. Postmodum rogavit sanctum Leonem Papam ut damnationem istam ipse *per propria scripta* decerneret ac confirmaret. Et in suis hac de re litteris ita subjungebat : « Causa enim eget solummodo vestro solatio atque defensione,

qua debeatis consensu proprio ad tranquillitatem et pacem cuncta perducere. Sic enim hæresis quæ surrexit, et turbæ quæ propter eum factæ sunt, facillime destruentur, Deo cooperante, per vestras sacratissimas litteras. Removebitur autem et concilium, quod fieri divulgatur, quatenus nequaquam ubique sanctissimæ turbentur Ecclesiæ » (Labbe, t. IV, col. 14 et 15, edit. Parisiis, 1671). Ibi jam videt lector Romani Pontificis dogmaticum judicium Flaviano visum fuisse sufficiens, absque concilio œcumenico, ut nova hæresis destrueretur, et pax, id est, fidei unitas firmaretur. Id persuasum non habuisset Flavianus, nisi infallibiles et irretractabiles existimasset Sedis apostolicæ circa fidem definitiones.

2° Damnavit S. Leo Eutychetis hæresim [1] per suam ad Flavianum epistolam, quam vide apud Labbe (t. IV, col. 344, edit. Parisiis, 1671). Nihilominùs cum voluisset Theodosius imperator generalem synodum Ephesi indicare, consensit, ægre licet, S. Leo. Ephesina illa synodus in latrocinium versa est; et Theodosii successor Marcianus aliam synodum, nempe Chalcedonensem, indixit; cui etiam S. Leo consensum præbuit, ne imperatoris, ut ipse ait, *devoto obviare videretur imperio*, utque omnia *ad unitatem pacis, compressa omni dissensione, revocarentur* (Operum S. Leonis, epist. LXXXIX, alias LXIX). Sed notet lector sequentia S. Leonis dicta :

« Ne cujusquam procaci impudentique versutia, *quasi de incerto*, sinatis inquiri » (epist. LXXXII, alias LXII, cap. I, ad imperatorem).

« Non *cujusmodi sit fides tenenda* tractandum est, sed quorum precibus et qualiter annuendum » (ibid., caput II).

Similiter, epistola XC (alias LXXIII), Marcianum rogat ne pateretur fidem *quasi dubiam* in synodo *retractari*. Quod in aliis item epistolis inculcat. Et in suis ad Patres Chalcedonenses litteris : « Unde, fratres carissimi, rejecta penitus audacia dis-

(1) Putavit Bellarminus a Leone missam illam epistolam, *non ut continentem ultimam et definitivam sententiam, sed ut instructionem tantum* (*de Conciliorum auct.*, lib. II, cap. XIX). Sed in hoc derelinquitur.

putandi contra fidem divinitus inspiratam, vana errantium infidelitas conquiescat. Nec liceat defendi quod non licet credi ; cum... *plenissime et lucidissime per litteras, quas ad beatæ memoriæ Flavianum Episcopum misimus, fuerit declaratum* quæ sit de sacramento Incarnationis Domini nostri Jesu Christi pia et *sincera confessio.* »

Jam antea in suis litteris ad Ephesinam illam synodum quæ in latrocinium versa est, perscripserat S. Leo, quid Patres peragere deberent : *Hoc est*, inquit, *ut primitus pestifero errore damnato, etiam de ipsius qui imprudenter erravit restitutione tractetur* (epist. XXXIII, alias XXIX).

Ex his textibus liquet quam incunctanter sanctus Leo definitionem a se prolatam habuerit tanquam infallibilem, irretractabilem et quoad omnes obligatoriam. Prohibet siquidem hanc *sinceram confessionem* in concilio *quasi dubiam retractari.* Non vult *quasi de incerto* inquiri postquam ipse quid tenendum sit pronuntiavit. Significat a patribus ante omnia *damnandum esse* pestiferum Eutychetis errorem, postea tractandum de ejus restitutione, si forte eam, abjurata hæresi, mereatur.

3° Sub finem actionis secundæ, post recitatam S. Leonis ad S. Flavianum epistolam, concilii Patres clamaverunt : *Anathema ei qui non ita credit. Petrus per Leonem ita locutus est.* (Labbe, t. IV, col. 368, edit. 1671). Et antea postulantibus judicibus ut ederetur fidei *expositio*, responderat unus e Patribus : *Super iis forma data est a sanctissimo Archiepiscopo Romanæ urbis; et sequimur eum, et epistolæ* (Leonis ad Flavianum) *omnes subscripsimus.* Quibus verbis adhærentes Patres omnes dixerunt : *Ista omnes dicimus... Alteram expositionem non licet fieri* (Labbe, t. citato, col. 337).

Equidem adhuc *dubitantibus Illyricianis et Palestinis*, concessum est ut cum eis disceptaretur ; sed a *nonnullis* dumtaxat Patribus ad hoc deputatis, et *ad docendum eos qui dubitant* (Labbe, eodem tomo IV, col. 369). Hic Patrum loquendi et agendi modus aperte denotat, eos nequaquam sibi licitum

existimasse de sententia dogmatica Leonis, *tanquam de dubio aut incerto judicio* examen ad deliberationem instituere.

4° Jam ad ea gressum faciamus, quæ Bossuet aliique cum ipso Gallicani in contrarium opponunt.

Objectio prima. — Sub initium actionis quartæ, dixerunt *judices*, id est, ii laici qui nomine imperatoris aderant : « Singuli reverendissimi Episcopi qui convenerunt doceant, si expositio trecentorum decem et octo sanctorum Patrum qui olim in Nicæa collecti sunt, et post hæc centum quinquaginta qui in regia congregati sunt civitate, *consonat epistolæ reverendissimi Papæ Leonis* » (Labbe, t. IV, col. 471, edit. Parisiis, 1671). Et singuli responderunt, consonare. Igitur non recepta est Leonis epistola nisi *deliberato et explorato* eam antiquioribus conciliis consonare. Atqui sic explorando, sibi tribuerunt *potestatem dissentiendi*, casu quo eam reperissent a vera fide dissonam, ac proinde sibi vindicarunt auctoritatem supra Papam in materia fidei.

Respondeo : Nego minorem. Quamvis nempe indubitatum haberent sibi nullatenus competere *facultatem dissentiendi* a dogmatico Leonis judicio, potuerunt illud conferre cum synodorum præcedentium doctrina, et consonantiam conciliariter declarare. Cum enim Eutychiani consonantiam illam negarent, et aliqui dubiam haberent, ad eos ab errore revocandos utilis erat illa collatio ac expressa declaratio. Cæterum Chalcedonenses Patres Leonis epistolæ jam ante concilium subscripserant ; et ante actionem quartam eamdem epistolam conciliariter pro inconcussa fidei regula receperant. Unde quod tunc declaratum est de illius epistolæ consonantia cum anterioribus conciliis, non alium scopum habuit quam eos confundendi qui dissonantiam asserebant, et sub hoc prætextu hæresi adhærebant.

Objectio secunda. — Scripsit sanctus Leo se concilii celebrationi consentire, *ut pleniore judicio omnis possit error aboleri* (Operum S. Leonis epist. XXXIII, alias CXXIX). Jam per suam ad Flavianum epistolam dogmaticam hac de re senten-

tiam pronuntiaverat; et tamen supponit non sufficere hoc ipsius judicium *ut omnis error possit aboleri*, sed necessarium esse concilii generalis judicium, quod ipsemet Leo vocat *plenius*. Ergo agnovit sanctus Leo pleniorem, id est, *superiorem* generali concilio auctoritatem competere, sibi vero *inferiorem*.

Respondeo : 1° Sanctus Leo judicium concilii generalis (id est, suum simul et Patrum concilii) *plenius* vocat et agnoscit *extensive*, seu quoad numerum judicantium, concedo : intensive, seu quoad auctoritatem et vim obligandi, nego. Definitio nempe quam Papa pronuntiat in concilio œcumenico, non majori pollet intrinseca auctoritate quam definitio a solo Romano Pontifice pronuntiata. Prioris tamen auctoritas dici potest, et est revera *major extensive*, quia pronuntiatur a majori judicum numero; siquidem in generali synodo Episcopi vere judices sunt et cum Papa vere ac proprie judicant.

2° Ex eo quod sanctus Leo agnoverit concilium generale, de quo agebatur, attentis circumstantiis, fore utile aut etiam necessarium, *ut omnis error posset aboleri*, nequaquam sequitur agnitam ab ipso fuisse majorem intensive auctoritatem conciliarii judicii. Enimvero quamvis solius Papæ definitio plenissimam et omnes *de jure* obstringentem auctoritatem habeat, ita quandoque hæretici per fraudes et technas suas ad decipiendos et commovendos populos ac etiam magnates prævalent, ut *de facto* ad reducendam unitatem et præcavendam multorum perniciem, *aptior*, *utilior*, *efficacior*, *imo et necessaria* esse possit publica et solemnis illa Papæ simul et omnium mundi Episcoporum unanimis sententia. Esto sanctus Leo, ad coercendam Eutychianorum hæresim, et ut ipse dicit, *ut omnis posset error aboleri*, generalis synodi utilitatem vel etiam necessitatem agnoverit. Et nos etiam eamdem utilitatem ac necessitatem, datis certis circumstantiis, agnoscimus. Inde autem non sequitur a nobis agnosci aut agnitam a Leone majorem *intensive* generalis synodi auctoritatem. *De jure* deberet semper sufficere Papæ definitio, quia plenissima ejus auctoritas, nec

major intensive dari potest. *De facto* autem quandoque non sufficit, sicut nec quandoque sufficit œcumenici concilii definitio, ob errantium scilicet pertinaciam. Unde inanis prorsus est objectio ex citato Leonis textu deducta.

Objectio tertia. —Absoluto Chalcedonensi concilio, scripsit sanctus Leo ad Theodoretum, in hunc modum : « Gloriamur in Domino, cum propheta canentes, adjutorium nostrum in nomine Domini qui fecit cœlum et terram : qui nullum nos in nostris fratribus detrimentum sustinere permisit ; sed quæ *nostro prius ministerio definierat*, universæ fraternitatis *irretractabili firmavit assensu*, ut vere a se prodiisse ostenderet, quod prius a prima omnium sede formatum, totius christiani orbis judicium recepisset; ut in hoc quoque capiti membra concordent... Nam ne aliarum sedium ad eam, quam cæteris omnium Dominus statuit præsidere, consensus assentatio videretur, aut alia quælibet subrepere posset adversa suspicio, inventi prius sunt qui de judiciis nostris ambigerent. Et dum nonnulli, a dissensionis incitati auctore, ad contradictionum bella prosiliunt, ad majus bonum, malo ejus, auctore totius bonitatis dispensante, perventum est... Ipsa quoque veritas et clarius renitescit et fortius retinetur, dum quæ fides prius docuerat (*intellige per epistolam ad Flavianum*), hæc postea examinatio confirmarit. Multum denique sacerdotalis officii meritum splendescit, ubi sic summorum servatur auctoritas, ut in nullo *inferiorum putetur imminuta libertas :* et ad majorem Dei gloriam proficit finis examinis, quando ad hoc se accipit exerendi fiducia, ut vincatur adversitas » (Operum S. Leonis epist. cxx, alias xcIII, cap. I).

Ex hoc textu sic inferre licet : Cum dicat sanctus Leo, *quæ* (Deus) *nostro prius ministerio definierat, universæ fraternitatis irretractabili firmavit assensu*, hoc ipso agnoscit judicium suum non fuisse *irretractabile* seu infallibile, ante assensum concilii ; seu, aliis terminis, agnoscit Romani Pontificis judicium non esse irretractabile nisi a concilio approbetur et confirmetur. Quod idem est ac agnoscere concilii supra Papam aucto

ritatem. Item per verba hæc, *sic summorum servatur auctoritas, ut in nullo inferiorum putetur imminuta libertas*, agnoscit sanctus Leo synodi Patribus competere *libertatem dissentiendi* a judicio dogmatico Romani Pontificis.

Respondeo : 1° Dixit quidem S. Leo *irretractabile* judicium suum jam a concilio confirmatum ; sed non dixit illud *antea non fuisse irretractabile.* Imo pluries obligatorium quoad omnes hocce judicium suum edixerat ante Chalcedonensem synodum, et prohibuerat ne in ipsa etiam synodo de hac sua definitione tanquam *incerta* vel *dubia* disceptaretur. Equidem inventi sunt nihilominus *nonnulli* (ut ipse ait), qui de isto judicio, quasi non esset *certa*, sed potius erronea fidei regula, disceptare ausi sunt ; at nedum id jure factum concedat sanctus Leo, expresse dicit eos nonnullos *a dissensionis auctore incitatos fuisse.* Et addit, ex hoc malo, id est, ex hac nonnullorum prævaricatione, emersisse majus bonum. Cum nempe de facto aliqui obstiterint et in contrarium disputaverint, cæterorum assensus a malevolis dici non potuit per vim extortus aut adulationi adscribendus. Diligenter advertenda est illa reprehensio, qua dicit a diabolo incitatos eos qui de suo judicio *tanquam incerto* disceptarunt. Nam si ejus dogmaticum judicium non fuisset jam irretractabile, *jure* omnes et licite potuissent illud tanquam adhuc incertum et dubium expendere ; et immerito sanctus Pontifex ejusmodi examen et disceptationem dæmonis incitationi adscripsisset. Igitur falsum est sanctum Leonem *irretractabilem* non existimasse sententiam suam ante assensum concilii. — 2° Contrariam ipsius persuasionem arguit insuper, et manifestissimam facit modus, quo ipse de sua sententia, nondum a concilio confirmata, loquitur. *Quæ nostro*, inquit, *prius ministerio Deus definierat, quæ fides prius docuerat.* An, quæso, sanctus Leo concilii Patribus licitum ac liberum existimavit dissentire ab iis *quæ Deus definivit*, ab iis *quæ fides docuit?* Id supponere, quid aliud esset quam dementiam sancto Pontifici adscribere? Cum sententiam suam, nondum assensu concilii confirmatam,

habeat tanquam ipsissimam *Dei sententiam*, quomodo potuisset eam ut *irretractabilem* non habere? — 3° Admisit tamen sanctus Leo licitam et laudabilem aliquam de suo judicio dogmatico disceptationem. Ast non illam qua *nonnulli* de isto judicio tanquam *dubio* et *incerto* disceptare ausi fuerant; sed qua usi sunt cæteri Patres, ad hunc scilicet solum finem ut *vinceretur adversitas*, id est, ut confunderentur *adversarii* et eorum sophismata exploderentur. Nimirum œcumenici concilii Patres, dummodo pontificiam definitionem *firmiter* prout tenentur, *veram credant*, nec sibi ullatenus ab ea dissentiendi facultatem tribuant, licite ac libere possunt eam examinare, discutere consonamque jam antea definitis articulis demonstrare, ut sic adversantes confutent et ad sanam doctrinam reducant. Hæc est *libertas examinis minorum*, quam agnoscit sanctus Leo, et quacum, ut ipse ait, illæsa *servatur Summorum* (Pontificum) *auctoritas*. Et dicit ea utiliter usos fuisse Chalcedonenses Patres, quia sic *clarius renitescit et fortius retinetur veritas*, et *multum splendescit sacerdotalis officii meritum*, et *ad majorem Dei gloriam proficit* ejusmodi examen, *quando ad hoc* sese determinant Patres ex *fiducia* quod sic *vincetur adversariorum* pertinacia. At libertas illa examinis quam admittit sanctus Leo, non est libertas disceptandi de pontificia definitione tanquam *incerta aut dubia*, neque *libertas dissentiendi*. Hanc posteriorem reprobat S. Leo; imo eos paucos qui eam in synodo Chalcedonensi usurparunt, asserit a diabolo incitatos fuisse. — 5° Bossuetius et alii Gallicani theologi suum ipsimet systema subvertunt, dum sancti Leonis definitionem, ex eo quod fuerit in concilio examinata et confirmata, contendunt non evasisse *irretractabilem*, nisi postquam accessit synodi consensus. Agitur enim de Romani Pontificis definitione cui Occidens assensum præbuerat, et cui in toto Oriente Episcopi jam subscripserant. Aderat nempe *Ecclesiæ*, ut aiunt, *dispersæ consensus*. Porro fundamentale Gallicani systematis principium est, irretractabiles evadere Romani Pontificis definitiones, quando dictus eis Ecclesiæ

dispersæ consensus accessit. Igitur ne sibi contradicerent Gallicani theologi, Chalcedonensis concilii patribus tribuere non debuissent a dogmatico Leonis judicio *dissentiendi libertatem*. Debuissent nempe nobiscum propugnare Chalcedonenses Patres instituisse quidem et instituere potuisse examen et deliberationem ; at nequaquam cum *dissentiendi libertate*. Manifesta sane contradictio, manifestus lapsus.— 6° Perperam confundunt adversarii, relative ad prævias Romani Pontificis definitiones, *libertatem examinandi* et *libertatem dissentiendi*. Licita prior ad reducendos errantes, non posterior. Alioquin sequeretur absurdum, videlicet post œcumenici etiam concilii definitiones, remanere ab eis dissentiendi libertatem. Nam pluries de synodi etiam œcumenicæ decretis dogmaticis denuo a catholicis Episcopis disceptatum est et prolatum judicium ; verbi gratia, post Chalcedonensis concilii definitionem contra Eutychianos, cum adhuc nonnulli resisterent, Leo imperator totius orbis Episcopos ad novum examen excitavit, prout videre est in ipsius ad Anatolium epistola (apud Labbe, t. IV, col. 890, edit. Parisiis, 1671). Et habentur responsa totius orbis præsulum ad eumdem imperatorem, quibus Chalcedonensis concilii decreta suo judicio confirmant[1]. Item post damnatos ab Ecclesia Donatistas, refractarios provocavit S. Augustinus, cum aliis catholicis Episcopis, ad novum causæ examen, in celebri collatione Carthaginensi, anno 411. Igitur ex eo quod de Romani Pontificis definitione in concilio œcumenico *novum* instituatur *examen*, minime sequitur illud examen *cum dissentiendi libertate* institui.

III. *Constantinopolitana synodus tertia, quæ fuit sexta ex œcumenicis.* — Hanc etiam synodum allegant Gallicani systematis propugnatores, ut probent Romani Pontificis definitiones in conciliis generalibus denuo examinatas et judicatas fuisse, ac proinde concilium œcumenicum esse supra Papam. Adducunt

(1) Habentur istæ totius orbis Episcoporum epistolæ in codice qui vocari solet *encyclicon* (ἐγκύκλιον); et insertas reperies apud Labbe, tomo IV, col. 891 et seq., edit. Parisiis, 1671.

scilicet istam interrogationem, ab imperatore in actione octava factam, quoad duas decretales a sancto Agathone missas, quibus impiam Monothelitarum doctrinam damnaverat : « Edicat Georgius sanctissimus Archiepiscopus..., et Macarius venerabilis Archiepiscopus Antiochiæ, et eis subjacens synodus, *si convenit eis sensus suggestionum directarum ab Agathone sanctissimo Papa Romæ et ejus synodo* » (Labbe, t. VI, col. 729, edit. Parisiis 1671). Sancti Agathonis definitioni adhæserunt Patres omnes, exceptis paucis, qui a synodo condemnati sunt et depositi. Aliqui autem citatæ interrogationi respondendo dixerunt, se contulisse Agathonis decretales cum sanctorum Patrum doctrina, et consonantes reperisse (Labbe, loco citato).

Jam vero quid inde concludere possunt adversarii? Libere examinatam fuisse Agathonis definitionem, libere discussam, libere cum doctrina sanctorum Patrum et præcedentium synodorum collatam? Hoc plane concedimus. In hunc finem synodum illam celebrari procuraverat imperator Constantinus (ut probat ejus epistola, initio actorum posita) ut fieret ejusmodi examen, ejusmodi libera disceptatio, sperans sic errantes reduci posse. Concilio non denegamus quoad prævias Romani Pontificis definitiones *libertatem examinis*; ad hunc finem instituti ut renitentes erroris convincantur. At prorsus negamus *libertatem examinis cum libertate dissentiendi*. Liberum concilio examinare, liberum discutere Papæ definitionem, non quasi *dubia* foret aut *incerta*, sed ut devii ab errore reducantur. Liberum autem dissentire, nunquam. Cum ergo allegati concilii Patres sibi *dissentiendi libertatem* tribuisse, ne vel minimo etiam indicio probari possit, perperam illud adducunt adversarii in erronei sui systematis patrocinium.

IV. *Synodus Ephesina secunda, ex œcumenicis septima.* — Ex illa synodo allegat Bossuet (*Defensio, prævia dissertatio, Gallia orthodoxa*, n. 62) verba hæc Legatorum Hadriani Papæ : *Dicat nobis sanctissimus Patriarcha Tarasius regiæ civitatis, si consentiat litteris sanctissimi Papæ senioris Romæ Hadriani, an non.*

(Labbe, t. VII, col. 127, edit. Parisiis, 1671.) « Ad quam rogationem, ait Bossuet, tam claram, tam liberam, auctore apostolica Sede factam, Tarasius imprimis ac deinde singuli Episcopi responderunt : *Se Scripturam scrutatos et patriis doctrinis doctos* (facto scilicet examine) *apostolicis litteris consentire.* » Iterum ibi Bossuet extra quæstionem vagatur. Quæstio est an *de jure* possint concilii generalis Patres Romani Pontificis definitionem examinare et judicare, *cum libertate dissentiendi;* seu, quod idem est, an possint eam examinare et judicare, quasi adhuc *incerta* et *dubia* foret. Quod eam discutere, cum Patrum scriptis conferre et consonantem demonstrare *licite* valeant, *ad hunc finem ut devios ab errore reducant*, negat nemo. Id unum negamus, posse eos *de jure* illam *dubiam erroneamve* habere, posse eos *de jure* ab ea *dissentire.* Hanc porro dissentiendi libertatem Bossuetii citationes nequaquam probant. 1° Eam non supponit neque probat postulatio hæc legatorum Romani Pontificis : *Dicat Tarasius, dicat synodus, si consentiat litteris Hadriani, an non.* Nam ad hoc concilium habebatur ut quæstio hæc de imaginibus, a Romano Pontifice jam definita, *conciliariter* etiam definiretur. Porro ad id necesse erat ut singuli Patres sententiam suam dicerent ; et in omnibus conciliis postulatur a Patribus ut sententiam dicant. Ast ex eo quod ab ipsis sententia petatur, non sequitur ipsis tribui *libertatem dissentiendi* a Sedis apostolicæ definitione. Sane in pluribus conciliis, prævio a Patribus postulatum est, an primi Nicæni concilii symbolum admitterent. Quis vero somniet per istam expostulationem ipsis tributam a Nicæna fide dissentiendi libertatem? Qui negative respondissent, tanquam hæretici expulsi fuissent. Pariter in præsenti synodo, si Tarasius et alii negative respondissent, eos habuissent Legati Pontificii tanquam hæreticos ; et si pluralitas ita *judicasset*, huic concilio assensum suum denegassent iidem Legati ; nec foret concilium œcumenicum, sed latrociniis adnumeraretur.

2° Neque dissentiendi libertatem probat responsum Tara-

sii. Equidem respondit se Hadriani definitionem examinasse, cum Scripturarum et Patrum doctrina contulisse, et consonantem reperisse. Sed ita rimari et respondere potuit, licet Papæ definitionem nequaquam *dubiam* habuerit, et licet sibi nequaquam tribuerit a Sedis Romanæ definitionibus *dissentiendi libertatem*. Erat quippe ad reducendos devios utile, ut non simpliciter diceret se definitioni Papæ adhærere, sed adderet factam a se diligentem indagationem, et repertam fuisse consonantiam cum Patrum doctrina, quam isti devii contrariam contendebant.

3° Nedum a Romanæ Sedis definitionibus dissentiendi libertatem sibi tribuerit Patriarcha Tarasius, econtra eis adhærendi *necessitatem* professus est in hac ipsa sua ad Legatos responsione. En illius responsionis initium, quod siluit Bossuet : « Sacratissimus Paulus apostolus... cum Romanis scriberet, approbans studium sinceræ fidei eorum..., sic ait : *Fides vestra annuntiatur in universo mundo. Hoc testimonium sequi necessarium est*, *et inconsulte agit* qui huic *conatur resistere*. Unde Hadrianus Præsul senioris Romæ, *cum esset particeps eorum qui prædicto testimonio muniri meruerunt*, scripsit expresse ac *veraciter*..., affirmans bene ac optime se habere antiquam traditionem Ecclesiæ catholicæ » (Labbe, t. VII, col. 127, edit. Parisiis, 1671). Ibi habes primariam rationem cur Tarasius Hadrianæ definitioni adhæreat. Quia nempe, teste sancto Paulo, Romana Ecclesia veram fidem semper habet ; et quia Hadrianus *particeps est* (id est, comprehensus fuit in numero) *eorum qui prædicto testimonio muniri meruerunt*. Aliis terminis, quia Sedes Romana et ipse Hadrianus non possunt definire nisi veram fidem. Ex quo infert Tarasius *necessitatem* sequendi hoc testimonium, id est, habendi tanquam infallibiliter veras Sedis Romanæ et Hadriani Papæ definitiones. Et addit verba hæc, quæ utinam sibi applicasset Bossuetius : *Inconsulte agit* qui *huic conatur resistere*. Hæc igitur primaria ratio ob quam Tarasius dicit se Hadrianæ definitioni assentire : *Necessitas* sequendi Sedis Ro-

manæ judicium. Addit quidem postea, repertum a se hoc judicium consonans Patrum doctrinæ; sed id, ad facilius reducendos devios additum, nullatenus contradicit assertæ prius et ante omnia *necessitati* sequendi traditam a Romano Pontifice fidei regulam. Videt lector, quomodo Bossuet Tarasii responsionem truncaverit, et eam partem, quæ in ejusmodi quæstione præcipua erat, quæque ipsius erroneum systema explodebat, astute silentio prætermiserit. Ejusmodi technis assutus *Defensionis* liber.

4° Citat insuper Bossuet Patrum verba quibus conciliariter pronuntiaturi, in antecessum memorant promissionem Christi, *vobiscum sum omnibus diebus*, et dicunt promissionem hanc factam fuisse, non solis apostolis, sed etiam sibi (Labbe, t. VII, col. 551, edit. Parisiis, 1671). Quis, quæso, negat promissionem illam spectare concilium œcumenicum, id est, Papam simul cum totius orbis Episcopis definientem? Quidve hoc ad quæstionem, an Patribus *liberum* sit a definitionibus Romani Pontificis *dissentire?* — Tandem citat Bossuet hæc alia Patrum verba : *Deus... nos sacerdotii principes undique convocavit, quatenus deifica catholicæ Ecclesiæ traditio communi decreto recipiat firmitatem* (Labbe, tomo citato, col. 554). Et subjungit Bossuet : « Quæ verba clare docent in isto consensu vim ecclesiastici judicii esse positam » (*Defensio*, loco cit.). Verba ista docent solummodo Romani Pontificis definitionem, licet per se plenam vim *de jure* habeat, recipere tamen *de facto* ex decreto conciliari aliquam firmitatem. Quia nempe devii et decepti, qui post solam Papæ definitionem quandoque pertinaciter in errore persistunt, dum vident a totius mundi Episcopis quæstionem discuti, et sicut Papa definiverat definiri, sese tandem subjiciunt et ad unitatem redeunt. Non autem docent citata verba pontificiam definitionem ante superveniens synodicum decretum *vim non habere*. Id Patres concilii non dixerunt. *Clare* ipsorum verba torquet Bossuetius, ut erroneum hunc sensum eorum verbis adnectat. — Præterea notetur istud *commune decretum* de quo loquitur

synodus, intelligendum (prout et Bossuetium intellexisse supponimus) *de communi Papæ et Patrum concilii* judicio. Dum ergo subjungit Bossuet : « Quæ verba clare docent in isto *consensu vim ecclesiastici judicii* esse positam, » hoc ipso fatetur vim non habiturum judicium solius concilii-sine-Papa, sicut nec solius Papæ-sine-concilio. Inde autem sequitur concilium-sine-Papa *non esse supra Papam*, ac proinde falsum esse secundum e quatuor articulis anni 1682, a Bossuetio exaratum. Nam, prout supra ostendimus, hujus articuli sensus est, concilio-sine-Papa, imo et contra Papam decernenti, competere auctoritatem supra Papam.

Nota. — Prætermittimus, brevitatis gratia, quæ opponit Bossuet ex œcumenica synodo octava ; qui textus non magis quam præcedentes probant quod probandum esset, id est, hujus concilii Patres a definitione Papæ *dissentiendi libertatem* sibi vindicasse.

V. *Concluditur, cum Ballerinio, certam et omnino tenendam esse præsentem nostram propositionem secundam.* — « Omnes definitiones pontificiæ in materia fidei inveniuntur semper receptæ a conciliis vere œcumenicis, nullæ rejectæ. Quod si quandoque ad novum examen res deducta fuit in conciliis, id factum, *non cum libertate dissentiendi*, sed ut nova discussione dissentientes aut dubitantes ad unitatem debitam revocarentur. Excitati sane nonnunquam non exigui tumultus per eos qui errori ab apostolica Sede prædamnato favebant ; sed semper ratum est habitum quod a Summo Pontifice fuerat definitum ; et qui definitioni noluerunt acquiescere, inter hæreticos recensiti. Adde quod pauci semper fuerunt, qui repugnarunt definitioni pontificiæ, præ illis qui acquieverunt et præstiterunt debitam obedientiam atque unitatem ; neque ex illis paucis, a capite et centro unitatis catholicæ dissidentibus, qui non poterant dici aut haberi generale concilium, jus generalis concilii supra Papam colligere licet. Quod si etiam complures contra apostolicam definitionem conspirarent (quod nonnisi per dolum aut vim posset accidere), nemo his

œcumenicæ synodi nomen et jus posset attribuere, sed pseudo-synodi et conciliabuli, uti Ariminensi et pseudo-Ephesinæ synodis evenit; quæ sane nullum habuerunt jus in Summum Pontificem aut in Episcopos eidem adhærentes, qui ex unione cum capite et centro unitatis, generalis concili titulo et jure potiri poterant » (Petrus Ballerinius, *de Potestate ecclesiastica*, cap. II, § 1, n. 2).

PROPOSITIO IIIª. — *Ex eo quod concilii Patribus liberum non sit aliter definire et judicare quam definivit et judicavit Papa, non sequitur eos non esse vere et proprie judices.* — Hanc scilicet adversarii objectionem, quam validissimam putant, urgere solent : si Patres in conciliis etiam generalibus sequi tenentur definitionem fidei, quam antea Romanus Pontifex edidit, quomodo ibidem erunt *veri judices*, uti eos esse nemo negare potest? — Respondemus, rationem judicis non esse collocandam in *libertate dissentiendi*, et eam cum *obligatione assentiendi* plane stare posse; quod sic probatur :

ARGUMENTUM I. — *Ex factis historicis.* — 1° Chalcedonensis concilii Patribus certo incumbebat *obligatio assentiendi* Leonis Papæ definitioni, contra Eutychetis hæresim pronuntiatæ. Enimvero huic definitioni subscripserant tum Occidentis, tum Orientis Episcopi. Unde illi definitioni accesserat non solum tacitus, sed etiam *expressus* totius Ecclesiæ dispersæ consensus. Porro, juxta ipsum etiam Gallicanum systema, definitio pontificia, cui accessit expressus vel etiam tacitus Ecclesiæ consensus, infallibilis est, atque omnino quoad omnes obligatoria, ita ut ab ea dissentire nefas sit. Igitur nequaquam habuerunt Chalcedonenses Patres a Leonis definitione *dissentiendi libertatem*. Et tamen quis unquam somniavit eos in hac causa veros ac proprie dictos judices non extitisse?

2° Quando, post Chalcedonense concilium, totius orbis Episcopi, de illius synodi decretis dogmaticis, postulante imperatore Leone, novum protulere judicium [1], fuerunt procul

(1) Vide apud Labbe, t. IV, col. 890 et seq., edit. Parisiis 1671.

dubio veri et proprie dicti judices. Non tamen penes eos fuit ab illius œcumenici concilii definitionibus dissentiendi libertas.

3° In apostolorum concilio, Hierosolymis habito, primus controversiam definivit sanctus Petrus, et omnes in ejus sententiam transierunt. Sane judices fuerunt etiam alii. Quis tamen dixerit eis liberum fuisse a sententia Petri dissentire ?

4° Haud paucas hæreses, jam antea damnatas, et a Lutheri sequacibus renovatas, Tridentini Patres condemnarunt. In qua sane pronuntianda condemnatione fuerunt vere ac proprie judices. Non tamen ipsis liberum fuit de illis hæresibus aliter sentire ac pronuntiare, quam judicaverant anteriora concilia œcumenica.

Ex his et similibus factis historicis constat, ad essentiam proprie dicti judicii de dogmate jam antea definito, minime requiri a præcedenti definitione *dissentiendi libertatem*.

Argumentum II. — *Ex requisitis ad essentiam proprie dicti judicii.* — Judicium nempe proprie dictum tunc fertur cum quis *ex causæ cognitione sententiam pronuntiat*. Porro licet Patres in concilio œcumenico cognoscant Romani Pontificis vel generalis anterioris synodi judicium, et persuasum habeant sibi nefas esse ab eo judicio dissentire, possunt nihilominus *sententiam ferre ex cognitione causæ*. Possunt nempe cognoscere *rationes* seu *momenta* e quibus concludant, verum esse judicium a Summo Pontifice, vel a præcedenti aliqua generali synodo prolatum. Ergo possunt esse vere ac proprie judices, licet judicent idipsum quod prius judicavit Papa, et sciant persuasumque habeant fas sibi non esse a Pontificio judicio dissentire.

Jam si quis postulet quænam sufficiat *causæ cognitio* ut Episcopus in concilio proprie dictum judicium emisisse censendus sit, respondeo *primo*: Sufficit *quælibet ratio* ad quam mens ejus attenderit, et ex qua putaverit merito inferri posse definitionis pontificiæ veritatem. Nam qui sententiam dicit *ob*

aliquam rationem, ex qua verum reputet id quod pronuntiat, revera proprie dictum emittit *judicium*. Atque id verificatur etiam in casu quo errat. Sane magistratus qui, auditis testimoniis, vel sontem absolvit, vel innocentem damnat, erronee pronuntiat, et tamen ejus sententia *judicium* ab omnibus dicitur. — Respondeo *secundo :* Necesse non est ut ratio ob quam Episcopus in concilio veram pronuntiat pontificiam definitionem, desumatur ab *intrinseco* quæstionis definitæ; sed sufficit etiam ratio desumpta ex aliquo principio *extrinseco*. Verbi gratia, qui dogma Trinitatis verum judicat, non ex eo quod intrinsecam ejus veritatem percipiat, sed quia ita docuerunt Christus et apostoli, qui falsum tradere non potuerunt, is proprie dictum judicium emittit. Similiter si quis Episcopus in concilio generali veram pronuntiet alicujus anterioris œcumenicæ synodi dogmaticam definitionem, non ex eo quod intrinsece veram illam definitionem percipiat, sed solummodo quia œcumenica synodus quæ jam sic pronuntiavit errare non potuit, is etiam proprie dictum *judicium* profert. Pariter, si Romani Pontificis definitionem veram pronuntiet, ex ea dumtaxat ratione, quod errare non potuerit Romanus Pontifex, utpote qui infallibilis sit in ejusmodi definitionibus, et cui competit universam Ecclesiam *docendi et regendi plena et suprema potestas*, et cui christiani omnes *ipsius quoque mentis obsequium præstare tenentur*, is adhuc proprie dictum *judicium* emisisse dicendus erit. —Respondeo *tertio :* Error est, et quidem funestissimus, opinio quæ tenet, *tanquam judices* non agere Episcopos, si Romani Pontificis definitioni acquiescentes, ex solo motivo quod erronea esse nequeat fides a Romano Pontifice definita et injuncta, aliud examen ad ferendam sententiam non instituant nec necessarium arbitrentur. Falsa, inquam, illa opinio; siquidem, ut probavimus, etiam tunc adest proprie dicti judicii essentia; id est, pronuntiatur *ex ratione*, ob quam judicans verum existimat quod pronuntiat. Est insuper funestissima; quia semel admissa illa opinione, eludi quoque posset Episcoporum judicium,

definitionem pontificiam confirmantium. Nam semper dici posset, eos sufficiens examen non instituisse, sed simpliciter sese auctoritati Papæ submisisse; sicque nulla remaneret auctoritas, cui sese in materia fidei subjicere christiani tenerentur. Non solius Pontificis, quam insufficientem effutiunt Gallicani systematis sequaces; non Pontificis simul et Episcoporum, quia contenderetur Episcopos non *judicasse*, sed solummodo Papæ obtemperasse. Noto notius est quanta pertinacia Jansenistæ hocce propugnaculo hæresim suam mordicus retinere conati sint. Unde ad eos expugnandos debuerunt ipsi et etiam Gallicani præsules opinionem illam explodere. *Quæ ratio*, inquiunt, *si quid valeret, nullum esset amplius generale concilium, cujus decreta similiter impugnari non possent, cum a Pontifice antea fuissent proposita. Semper enim dicerentur plerique Episcopi ipsis subscribentes non aliud fecisse, nisi submittere se auctoritati quam infallibilem judicant* (in comitiis cleri Gallicani anni 1728, die 8 maii).

Nota. — Præsentem propositionem nostram (videlicet quod Episcopi vere sint *judices* adhærendo Papæ definitioni, quamvis ei adhærere teneantur, et dissentiendi libertatem non habeant) propugnavit Fenelonius Cameracensis Episcopus, in sua pastorali instructione, diei 20 aprilis, anni 1715; in qua præcipue attendendum hoc ejus præclare dictum: *Judicare post judicium Pontificis est suum judicium cum Pontificio conjungere. Hac ratione Episcopi olim subscripserunt ipsorum conciliorum generalium decretis. Eorum submissio erat judicium, et eorum judicium erat submissio. Subscribentes sese submittebant simul et confirmabant decisionem synodi.*

Propositio IV[a]. — *Si nulla præcessit Papæ definitio, quamdiu durat definiendæ quæstionis examen, nec ventum est ad definitionem ipsam, licite possunt concilii Patres a Papa dissentire.* — Tribus præmissis propositionibus egimus de casu quo præcessit Romani Pontificis dogmaticum decretum. Hic vero casum expendimus quo nulla ejusmodi præcessit pontificia definitio. Porro tunc sententia Romani Pontificis, prout et cæ-

terorum Patrum, quamdiu in decretum fidei non transiit, non aliam vim habet quam meræ *opinionis*. Opinioni autem licite contradicitur. Adhærendi nempe obligatio eos dumtaxat fidei articulos respicit, quos Ecclesiæ auctoritas tanquam tales proponit et *ex necessitate* credendos declarat. « Contingere quidem potest, ait Ballerinius, ut in discutiendis ante definitionem momentis, et in veritate inquirenda, multi et plures concilii Patres aliter atque aliter opinando discrepent et inter se, et ab ipso Romano Pontifice. At quoad discutiendo et inquirendo dissentiant, ac definitio nulla ex parte proferatur, erit hæç dissensio *opinionis*, non *definitionis nec fidei*. Nec quisquam utrinque alterum coget ad assensum, cum coactio ex definitione edita atque Ecclesiæ proposita oriatur. In ejusmodi dissensionibus, quæ ex difficultatibus hinc inde ingestis, dum veritas quæritur, provenire solent, illud fere accidit, ut definitio differatur, quoad veritas manifeste elucescat » (*de Potestate ecclesiastica*, cap. II, § 2, n. 7).

Propositio V^a. — *In concilio, a vi et fraudibus libero, nunquam contigit ut in materia fidei, aliter Papa et aliter Patres omnes definiverint : imo id nunquam contingere potest.* — 1° Id nunquam contigit. Nihil enim tale reperies in octodecim synodis quas tanquam œcumenicas veneratur et recipit universa Ecclesia catholica. Equidem quinta œcumenica synodus separatim a Vigilio Papa judicium suum, judicio Papæ contrarium, protulit. At certum est, ex sancto Gregorio Magno (libro II, epist. x, ad Salvinum), in ea quæstione *de quibusdam solummodo personis fuisse ventilatum, et nihil aliud quam de personis* fuisse disceptatum, ut affirmavit Pelagius II (epist. ad Episcopos Istriæ); ac proinde quæstionem fuisse *extra fidem*, ut Pelagius I scripsit ad Childebertum regem Francorum. In hac autem ipsa quæstione de personis vim œcumenici concilii non obtinuerunt hujus synodi decreta, nisi postquam Vigilius, qui prius dissentiebat, peremptorio suo judicio consensum præbuit. Ad Ariminensem et pseudo-Ephesinam synodos quod attinet, perperam objicerentur

cum nemo nesciat eas, ob vim, metum et fraudes, necessaria libertate caruisse; quam ob causam, non conciliis œcumenicis, sed conciliabulis adnumerantur.

2° Id nunquam contingere potest. Nam ad divinam Ecclesiæ constitutionem pertinet ut sit corpus morale, constans pluribus membris et capite. Quod sit *corpus morale*, id est, omnium Christi fidelium societas, vel ipsa Ecclesiæ denominatio et in catechismis recepta definitio manifestum facit. Item quod Romanus Pontifex sit, ex institutione Christi, universalis Ecclesiæ *caput*, pater et doctor, plena et suprema pollens potestate eam regendi ac gubernandi, dogma est apud catholicos extra omnem controversiam positum. Ea quidem est *corporis moralis* seu societatis natura, ut deficere possit *caput* seu rector ad tempus (verbi gratia, eo intervallo quod intercedit inter mortem unius et successoris electionem) quin corpus reliquum vivere desinat; ad differentiam scilicet corporis physici, a quo si abscindatur caput, totum perit. Nam eo intervallo pergunt leges, tum ex divino jure, tum ex auctoritate defuncti rectoris manantes, vim suam in Ecclesiæ membra sufficienter exercere, ut in unitate sociali retineantur, nec desinant tanquam societas vivere. At vero si, vivo Ecclesiæ rectore seu capite, id est, Romano Pontifice, ipsum inter et reliquum corpus scissio fieret, statim hoc ipso periret et existere desineret ea Ecclesia quam *suam* dixit Christus. Hujus enim forma constitutiva est, ut existente Romano Pontifice, ei tanquam capiti cætera membra in unitatem seu in unum corpus cohæreant; deficiente autem (sive per obitum sive per demissionem) Romano Præsule, alius ei succedere debeat. Unde Ecclesia Christi esse nequit quæ aliud caput quam Romanum Pontificem habeat. Nec minus certum est, ex fine ob quem Ecclesiam suam instituit Christus, dictam unitatem caput inter et corpus reliquum, *in fide* potissimum consistere.

Jam vero, si contingeret in concilio œcumenico aliter a Papa et aliter a tota reliqua synodo fidem definiri, hoc ipso

scinderetur caput hic et nunc existens a membris reliquis. Proinde, sive istud reliquum corpus maneret sine capite, sive constitueret sibi caput diversum a Romano Pontifice, hic et nunc existente, a quo se abscidisset, nequaquam esset Ecclesia quam instituit Christus. Aliunde nec in solo capite sic abscisso et a cæteris membris rejecto Ecclesia Christi consistere dici posset. Igitur revera periisset vera Christi Ecclesia. Cum ergo promiserit Christus illam usque ad consummationem sæculi permansuram, simpliciter impossibile est ut contingat in concilio generali, aliter a Papa et aliter ab omnibus vel fere omnibus aliis Episcopis fidem definiri[1].

Propositio VI^a. — *Contingere nequit ut tota vel fere tota Episcoporum collectio præsumat unquam fidem independenter a Papa proprie definire, id est, ita ut definitio hæc, absque assensu Papæ, ad credendum obliget.* — Nam collectio Episcoporum quæ id præsumeret, hoc ipso sese caput seu rectorem Ecclesiæ prætenderet quoad præcipuum ecclesiastici regiminis officium, quod in docenda et præscribenda vera fide consistit. Sibi quippe *supremam* et a Papa independentem in materia fidei potestatem vindicaret. Proinde non agnosceret verum Ecclesiæ caput a Christo constitutum ; et hoc ipso ab isto capite, id est Romano Pontifice, sese abscinderet. Quæ scissio caput inter et reliquum corpus, cum impossibilis sit, ex præcendente propositione, sequitur pariter nunquam contingere posse ut tota vel fere tota collectio Episcoporum quæstiones fidei proprie dicta definitione dirimere *præsumat*, independenter a Papa.

Igitur nec de jure, nec etiam de facto, potest Concilium,

(1) « Ecclesia, inquit pater Martin, stare nequit, ex Christi constitutione, *sine summo Pontifice* omnibus et singulis Episcopis superiore et præcipiente, nec *sine episcopis summo Pontifici subjectis* et ipsi ut capiti, fundamento, pastori supremo fratrumque confirmatori adhærentibus. Ergo divisio Episcoporum omnium collective sumptorum esset schisma membrorum a capite, ædificii a fundamento ovium a pastore, confirmandorum a confirmante ; ergo tota rueret, pessumdaretur et dilaberetur Ecclesia ; perimereturque ipsius forma constitutiva, totaque ratio subsistendi ; ergo repugnat ejusmodi scissionis hypothesis. » (*Tractatus de Ecclesia*, autographice editus, p. 184.)

sine Papa, fidem definire absolute, sed solummodo conditionate et provisorie; id est, donec et dummodo accedat Papæ approbatio, per quam solam firma, rata et irrefragabilis evadat concilii definitio. « Nam si vellet independenter a Summo Pontifice judicare et definire, hoc ipso insurgeret contra Summum Pontificem, et a capite necessario deficeret; unde et deficeret Ecclesia, quæ nec in solo Summo Pontifice, nec in sola Episcoporum collectione, sed in hac collectione Summo Pontifici adhærente et subjecta, vi promissionis Christi et ex ipsius institutione, subsistit » (Pater Martin, *Tractatus de Ecclesia*, autographice editus, pag. 309).

Scholion. — *De quæstione, an contingere possit ut major pars Episcoporum (sive in concilio sive extra concilium) sese quoad fidem a Papa sejungat.* — Duabus præcedentibus propositionibus dictum est contingere non posse, ut *tota* vel *fere tota* Episcoporum collectio aliter quam Papa definiat, vel etiam præsumat independenter ab ipso definire. Num vero contingere possit ut a fide Sedis apostolicæ deficiant *multi* Episcopi, vel etiam *dimidia* pars, vel tandem pars *dimidia major*, non inquisivimus: 1° De *tota* Episcoporum collectione impossibibilitas est manifestissima. Quia, cum Ecclesia consistat in capite simul et ipsi adhærentibus membris, contingente *omnium* membrorum abscissione, hoc ipso periret Ecclesia. 2° Item res certa est de *fere tota* Episcoporum collectione. Quia, si *fere omnes* Episcopi in hæresim laberentur, et paucissimi Papæ adhærentes remanerent, non verificarentur verba Christi, quibus et assistentiam promisit et Ecclesiam suam typis adumbravit. Dum nempe dixit, *Ego vobiscum sum* usque ad consummationem sæculi, promisit assistentiam largam et suo amore dignam; qua proinde impediret non tantum Ecclesiæ suæ ruinam omnimodam, sed etiam ne unquam exilis evaderet et ad pauca membra reduceretur. Item quando Ecclesiam suam typis regni, ovilis et civitatis supra montem positæ adumbravit, procul dubio prædixit Ecclesiam suam, quoad partem etiam docentem et regentem, id est, quoad

Episcoporum numerum, semper fore in mundo conspicuam. Sane, *regnum* aut *civitas* non dicitur societas constans rege et paucissimis subditis; *ovile* non vocatur pastor duarum aut trium ovium. Igitur semper erunt in Ecclesia *multi* Episcopi Romano Pontifici adhærentes et cum ipso in fide convenientes. 3° Nec videtur contingere posse ut Episcoporum pars *dimidia major*, vel etiam *dimidia*, a Romanæ Sedis fide deficiat et in hæresim labatur; tum ob prædictos typos et Christi promissionem, necnon sæculorum octodecim experientiam, tum quia sic contingere posset ut in aliqua secta hæretica tot aut plures essent Episcopi quam in Ecclesia catholica; quod non videtur stare posse cum plurimis Scripturæ Sacræ et Patrum textibus, quos, de nota *catholicitatis* Ecclesiæ disserendo, adducere solent auctores catholici (quos inter vide : Thomassin, *Traité de l'Unité de l'Église*. — Pouget, *Institutiones catholicæ*, t. III, p. 136 et seq., edit. Lovanii, 1774. — Perrone, *Prælectiones theologicæ*, tract. *de Locis theologicis*, parte I, sect. I, cap. III, prop. 1). Attamen Bellarminus, opinioni oppositæ aliquatenus favere videtur per hæc verba : *Si sola una provincia retineret veram fidem, adhuc vere et proprie diceretur Ecclesia catholica, dummodo clare ostenderetur eam esse unam et eamdem cum illa quæ fuit aliquo tempore, vel diversis (temporibus) in toto mundo* (*de Notis Ecclesiæ*, libro IV, cap. VII). Si non repugnet veram fidem coarctari *in una provincia*, nec repugnat dimidiam partem Episcoporum, vel etiam plures, a Sedis Romanæ fide deficere. Equidem non expresse dixit Bellarminus *non repugnare* hypothesim istam de veræ fidei ad unicam provinciam reductione; at neque dixit *eam repugnare*. Quapropter ego, in re tam gravi, ignorantiam meam profitens, quæstionem doctioribus expendendam relinquo; omnino amplectens quod Ecclesiæ auctoritas de ea edocebit, vel jam forte, me nescio, sufficienter edocuit. Rationem tamen proponam quæ me valde movet ad rejiciendam hypothesim, quod *major pars* Episcoporum, in generali concilio adunatorum, a Sedis apostolicæ fide possit deficere et in hæresim labi. Id

nempe contingere non posset sine ingenti quoad universalitatem fidelium periculo. Quamvis enim unusquisque fidelium scire debeat *suprema* Ecclesiam docendi et regendi potestate donatum primo seorsim fuisse Petrum et Romanum Pontificem, tum postea Petrum simul cum Apostolis ipsi unitis, seu Romanum Pontificem simul et Episcopos ipsi in unitate fidei consentientes et adhærentes, non autem Apostolos et Episcopos quatenus a Petro et Romano Pontifice divisos et dissidentes; ac proinde supremam auctoritatem, veram fidem, veramque Christi Ecclesiam docentem, apud Romanum Pontificem et ipsi unitos Episcopos esse, non autem apud dissidentes, etiamsi numero plures forent; attamen dissidium istud majoris numeri Episcoporum in concilio adunatorum, aptum ex natura sua foret ad seducendam simplicium fidelium multitudinem; ob innatam scilicet propensionem ad deferendum majoris numeri judicio. Hinc provisurum Christum ne id unquam contingat, merito inclusum haberi potest in ejus promissione, *Et portæ inferi non prævalebunt... Ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi.* Non autem mihi peremptoria videtur alia ratio quæ menti occurrere posset, nempe : Ecclesiam a Patribus generalis concilii repræsentari; cumque infallibilis sit in fide, utpote *columna et firmamentum veritatis,* competere eam infallibilitatem majori saltem Patrum numero. Nam responderi potest, repræsentari quidem Ecclesiam per Patres concilii quatenus et quamdiu remanent in Ecclesia, veram fidem tenentes, id est, Romanæ Sedis fidei adhærentes; at si ab ea fide major numerus deficiat, jam non per istos in hæresim lapsos Ecclesiam repræsentari, sed per Papam et cæteros ipsi adhærentes et in fide consentientes, quamvis pauciores numero remansissent. Unde ratio ex dicta *repræsentatione* non probat. Nec dixit sanctus Ambrosius, *ubi major Patrum concilii numerus, ibi Ecclesia;* sed, *ubi Petrus, ibi Ecclesia.* Unde, quod vera Christi Ecclesia docens, et supremam auctoritatem habens, sit in Romano Pontifice et Episcopis ipsi adhærentibus, hoc certissimum; quod vero

Patrum generalis concilii *major numerus* nequeat a fide deficere, nescio an sit omnino certum.

Propositio VII^a. — *Collegio Episcoporum, quatenus seorsim a Romano Pontifice spectatorum, competit in aliquo sensu infallibilitas : videlicet eo sensu, quod contingere non possit ut fere omnes a fide Sedis apostolicæ dissideant, seu ut non remaneant multi Romano Pontifici adhærentes et in fide consentientes.* — « Sicut enim, ait Ballerinius, fieri nequit ut Petri ac successorum ejus fides, vel momento desinat esse illa *petra*, cui bono unitatis ex Christi institutione tota Ecclesia catholica, seu totius catholicæ Ecclesiæ fides superstructa, in unitate ejusdem fidei debet consistere; ita fieri nequit ut eadem Ecclesia et Episcopi catholici, *saltem plerique*, desciscant ab ea petra, et ab unitate fidei Petri ac successorum ejus dissentiant, sive in concilio, sive extra concilium; cum institutionem Christi nec Ecclesia nec Episcopi catholicæ Ecclesiæ infringere vel mutare aut deserere unquam possint. Semper itaque generalis ac liberi concilii Patres, qui una cum capite legitime adunati universam Ecclesiam repræsentant, si non omnes, *saltem plerique* in definiendo conspirabunt cum definitione Summi Pontificis. Et si qui pauci dissentiant, horum judicium extra petram et centrum catholicæ unitatis, imo contrarium unitati fidei quæ apostolicæ Sedi debetur, nullo jure coactivo gauderet, jurisdictione nulla, quæ solum habet locum et vim in unitate cum Petro et cum successoribus Petri ut in eam unitatem conspirent et conferant, non vero contra unitatem » (*de Potestate ecclesiastica*, cap. II, § 2, n. 7). Sublineavi voces *saltem plerique*, ut attendat lector certum esse clarissimo Ballerinio, quod supra prorsus certum asserere non sum ausus, videlicet contingere non posse ut *major* Patrum concilii *pars*, a fide Romani Pontificis deflectat et in hæresim labatur.

« Licet collectio Episcoporum (ait Pater Martin, Societatis Jesu) per se spectata et quatenus abstracta a Summo Pontifice, non habeat supremam et infallibilem et independentem

definiendi et statuendi auctoritatem, habet tamen, vi promissionum Christi, Ecclesiam suam permanere usque ad consummationem sæculi volentis, infallibilitatem aliquo gradu sibi propriam ; vi cujus scilicet non potest contra caput suum Summum Pontificem insurgere, ab ipso dividi, auctoritatem ipsius negare et contemnere, aut etiam ignorare, auctoritatem ipsius sibi non competentem usurpare, contra id quod ipse docet aut definivit docere aut definire, non convenire cum ipso in unam et veram fidem. Vi cujus infallibilitatis solummodo fit impossibile schisma Ecclesiæ, sive dispersæ sive congregatæ, a suo capite. Et sic etiam tantummodo non possunt adversus Ecclesiam portæ inferi prævalere. Porro, vi istius infallibilitatis et Ecclesiæ totius unitatis, omnino impossibile fit, ut *tota* Episcoporum collectio sibi unquam usurpet auctoritatem definiendi et statuendi contra Summi Pontificis judicium et independenter ab ipso. Ergo tota hæc Episcoporum collectio infallibilis est ad obediendum et obsequendum Summo Pontifici, et cum ipso et fide quam ipse docet conveniendum » (tractatus *de Ecclesia*, autographice solummodo editus, pag. 310). Dictam impossibilitatem intelligit etiam Pater Martin, ut ex contextu satis patet, *de plerisque* seu de majori Episcoporum numero.

Igitur concilium generale, quatenus seorsim a Papa spectatum, non est eo sensu infallibile, quod unusquisque Patrum infallibilis sit. Nec eo sensu quod non possint etiam *multi* a capite suo Romano Pontifice quoad fidem et obedientiam sese abscindere. Sed est infallibile in eo sensu quod contingere nunquam possit, ut *fere omnes*, vel etiam *pars major* (juxta citatorum auctorum sententiam) fidem aliter definiant quam Summus Pontifex, aut etiam independenter ab ipsius assensu et approbatione definire præsumant.

Nota. — Etiam collectioni fidelium Episcopis subjectorum suo modo competit similis infallibilitas. Nunquam scilicet contingere potest ut omnes aut fere omnes desinant in fide convenire cum Episcopis Romano Pontifici adhærentibus,

et cum ipsomet Romano Pontifice. Si enim omnes aut fere omnes a suis respective Episcopis et a Romano Pontifice sese abscinderent et ad hæresim declinarent, non remanerent in Ecclesia Christi nisi pastores sine ovibus, et rectores sine subjectis. Nec jam subsisteret vera Christi Ecclesia.

Propositio VIII^{a}. — *Contingere nequit ut Episcopi Pontificiæ definitioni adhærentes in hæresim erroremve cadant.* — Nam ita Christus Ecclesiam suam constituit ut constet Romano Pontifice Petri successore tanquam capite, et membris ipsi subjectis et in fide consentientibus. Igitur periret Ecclesia, si Romanus Pontifex cum sibi adhærentibus Episcopis in errorem aut hæresim laberetur. Proinde contingere nequit erroneam esse fidem Papæ et ipsi adhærentium Episcoporum. Ergo nec erronea esse potest fides Episcoporum, quandiu concordabit cum fide Romani Pontificis. Et nititur ista impossibilitas promissione Christi, duraturam usque ad consummationem sæculi Ecclesiam suam spondentis. Siquidem existere desineret illa vera Christi Ecclesia, statim ac erronea foret fides Episcoporum fidem Romani Pontificis profitentium.

Idem constat ex celebri formula fidei, cui subscribere omnes Orientis Episcopos jussit Hormisdas Papa; quod formularium iterum post trecentos et amplius annos subscribendum præscripsit Sedes apostolica, ut Photiano schismati finis imponeretur. Atque illud octava generalis synodus approbavit. In hac porro fidei formula sic habebatur: « Prima salus est rectæ fidei regulam custodire...; quia non potest Domini nostri Jesu Christi prætermitti sententia dicentis : *Tu es Petrus et super hanc Petram ædificabo Ecclesiam meam.* Hæc, quæ dicta sunt, rerum probantur effectibus; quia *in Sede apostolica inviolabilis semper catholica custoditur religio. De hac igitur fide* non cadere cupientes, et Patrum sequentes in omnibus constituta, anathematizamus omnes hæreses... Quapropter *sequentes in omnibus Sedem apostolicam*, et prædicamus omnia quæ ab ipsa decreta sunt; et propterea spero in *una communione* vobiscum, *quam apostolica Sedes prædicat*, me futurum;

in qua est integra religionis et perfecta soliditas : promittentes in sequenti tempore *sequestratos a communione Ecclesiæ catholicæ, id est in omnibus non consentientes Sedi apostolicæ*, eorum nomina inter sacra non recitanda esse mysteria. Huic vero professioni subscripsi mea manu, et direxi per scripta tibi Hormisdæ sancto et beatissimo fratri et Papæ magnæ Romæ » (Labbe, t. IV, col. 1486, edit. Parisiis, 1671). Si in Sede apostolica *inviolabilis semper catholica custodiatur religio*, impossibile est errare fideles et Episcopos qui huic Romanæ Sedis religioni adhærent. Item si *integra et perfecta religionis soliditas* sit in Sede apostolica et in communione quam apostolica Sedes prædicat, fieri nequit ut errent Episcopi illam ipsam fidem profitentes quam prædicat Romanus Pontifex. Item si *sequestrari a communione Ecclesiæ catholicæ* et *non consentire in omnibus Sedi apostolicæ* sit quid unum et idem, sequitur Episcopos fidei Romani Pontificis adhærentes, non posse a communione Ecclesiæ catholicæ excidere, seu non posse in errorem et hæresim deflectere.

Inesse autem dicto formulario plenam obligandi vim, ita ut nemini christiano fas sit expressam in eo fidem rejicere vel in dubium revocare, ipsis etiam gallicani systematis sequacibus certum est. De quo sic testis Bossuet :

« Hæc professio ab Hormisda Pontifice dictata, ab omnibus Episcopis Orientalibus, eorumque antesignanis Constantinopolitanis Patriarchis, est recepta. Qua de re Occidentales Episcopi, præsertim Gallicani, multum in Domino collætantur ; ut certum sit hanc formulam a tota Ecclesia catholica comprobatam... Hanc professionem... per secula sæcula frequentatam scimus. Hanc uti sancto Hormisdæ Papæ, sanctoque Agapeto, ac Nicolao I omnes Episcopi fecerant, ita iisdem verbis Adriano II Papæ, Nicolai successori, factam in concilio octavo œcumenico legimus. Hæc ergo ubique diffusa, omnibus sæculis propagata, ab œcumenico concilio consecrata, quis respuat christianus? » (*Defensio*, libro X, cap. VI.)

Juvat autem quæ Fenelonius, in pastorali instructione 20 ju-

nii 1714, de eodem formulario gallice scripsit, latine hic subjicere : « Utinam, inquit, actum tam solemnem, quo Episcopi schismatici ad unitatem redibant, nemo accipiat tanquam vaga et ampullosa inanis obsequii verba, quæ nihil præcisum ac serium significent. Agitur hic de promissione Filii Dei sancto Petro facta, quæ *quotidie ipsis rerum probatur effectibus.* Quinam vero sunt ejusmodi *effectus?* Id est, quia *in Sede apostolica inviolabilis semper catholica custoditur religio.* Id est, quia hæc Ecclesia, ut audiemus ex Bossueto Episcopo Meldensi, *semper est virgo, semper Petrus loquetur in sua cathedra, et Romana fides semper est fides Ecclesiæ.* Id est, quando in ejus communione quis manet, integram et perfectam soliditatem christianæ religionis tenet. Id est, nihil differre inter eos qui privantur communione Ecclesiæ catholicæ, et eos qui *sententiis non consentiunt omnino* cum eadem Sede. Immo quicumque contradicit Romanæ fidei, quæ est centrum traditionis communis, contradicit traditioni totius Ecclesiæ. Econtra quicumque unitur doctrinæ hujus Ecclesiæ semper virginis, suam fidem nulli discrimini exponit. Hæc promissio quantumvis absoluta, nihil temerarium, nihil exorbitans continet relate ad Episcopos ipsos, qui ad ejus subscriptionem cogebantur, ut in communionem reciperentur. Cavete igitur, fratres dilectissimi, ne illis præbeatis aures, hoc formularium Papæ Hormisdæ, factum ut afferetur remedium schismati Acacii, non fuisse nisi temporarium Sedis Romanæ conatum. Hæc tam explicita fidei professio ob unitatem, renovata fuit sub Adriano II... et universim fuit approbata in octavo generali concilio... Quisque Episcopus in ea spondet se non discessurum unquam *a fide et doctrina*, sed *secuturum* præsertim in omnibus *decisiones ejusdem Sedis Pontificum*... Hac conditione Episcopi ad unitatem rediere. Hoc pretio illi inter catholicos recensiti ; sine hac subscriptione nemo sperare poterat locum in octava œcumenica synodo. »

PROPOSITIO IXª. — *Concluditur Papæ competere auctoritatem upra concilium-sine-Papa, in materia fidei.* — Etenim ante-

quam concilium generale de aliquo dogmate pronuntiet, vel præcessit definitio Papæ, vel non. Atqui in utroque casu stat Romani Pontificis auctoritas supra concilium-sine-Papa.

1° Quando præcessit pontificia definitio, tenentur omnes concilii Patres illi adhærere, nec ipsis liberum est aliter sentire ac judicare; prout Iª propositione probatum est. Porro qui tenetur in materia fidei alterius judicio sese subjicere, hoc ipso quoad illam materiam *inferior* est et *inferiorem* auctoritatem habet; statque *superior* et *suprema* auctoritas penes illum cujus decretum dogmaticum cæteros omnes constringit, atque ad sic judicandum et credendum obligat. Quæ tamen pontificiæ definitioni adhærendi obligatio, nequaquam impedit quin concilii Patres in decernendo eodem articulo sint in vero ac proprio sensu *judices*, prout probatum est propositione IIIª.

2° In casu etiam quo nulla præcessit pontificia definitio, major seu superior est Romani Pontificis auctoritas. Nam tunc definitio Patrum concilii vim non habet, nisi quatenus ei accesserit Romani Pontificis assensus seu approbatio. Et quamvis totius vel fere totius concilii definitio erronea esse non possit, ut dictum est, propositione VIª et VIIª, hæc tamen infallibilitas inde tantum provenit, quod nunquam contingere possit ut fere omnes concilii generalis Patres aliter definiant quam sentit et judicat Romanus Pontifex, ut ibidem probavimus. Proinde hæc eorum infallibilitas involvit omnimodam a judicio Romani Pontificis dependentiam. Ideo scilicet sic infallibiles sunt, quia nequeunt unquam aliter judicare velle, quam judicat Romanus Pontifex. Igitur tota obligandi vis et infallibilitas definitionis, ab omnibus vel fere omnibus[1] concilii Patribus editæ, dependet ab ipsius consonantia et unione cum Romani Pontificis judicio; ita ut si, per impossibile, discreparet, jam nec infallibilis, nec ullius

(1) Non dicimus cum Bellerinio *a plerisque*, id est, a majori Patrum numero; non quod id rejiciamus; imo recte dictum existimamus; sed quia, prout supra notavimus, an id ex auctoritatibus certum haberi debeat, ignoramus.

valoris, sed erronea prorsus censenda foret. Jam vero e duobus auctoritatibus in materia fidei, illa profecto *inferior* est, quæ ab alterius assensu dependet, ut auctoritas sit et obligare valeat. Ergo etiam in casu quo nulla præcessit pontificia definitio, major est Papæ auctoritas. Aliunde et in casu quo Pontificis definitio præivit. Ergo semper et absolute.

CAPUT II

AUCTORITAS PAPÆ SUPRA CONCILIUM-SINE-PAPA, IN MATERIA DISCIPLINÆ.

Apertissime constat argumentis deductis superiori sectione, capitibus I, II, III, IV, VI, VII, VIII, X, XI, XII, XIII, XIV et XV. Inutile foret omnia hæc argumenta denuo exponere. Nonnulla dumtaxat, præcipue attendenda, hic indigitabimus.

1° Gesta Chalcedonensis concilii. — Hujus concilii Patres disciplinæ canonem ediderant quo secundum dignitatis locum sedi Constantinopolitanæ adscripserant. Contradicebat quidem dispositio hæc anterioribus Nicænis canonibus, qui secundum locum Antiochenæ sedi, tertium Alexandrinæ, quartum Hierosolymitanæ assignabant, Constantinopolitanæ autem nullum. Nihilominus validum fuisset istud decretum, si ei consensisset Romanus Pontifex. Nam cæterarum, præter Romanam, sedium dignitas et jurisdictio sunt juris mere ecclesiastici et ad disciplinam pertinent. Proinde quod de iis statuit unum concilium œcumenicum, possunt valide ab alio ejusdem auctoritatis concilio mutari. Chalcedonensis tamen canon, quem sanctus Leo Papa rejecit et annulavit, nullus et irritus remansit; et synodus illa œcumenica fuit quoad cætera, non quoad illum canonem. Ad valorem scilicet illius canonis nihil aliud defuit quam consensus Romani Pontificis. Ergo necessarius est consensus Papæ ut valeant leges disciplinæ a conciliis generalibus editæ. Ergo

concilium-sine-Papa, id est, sine assensu Papæ, non est supra Papam in materia disciplinæ, sed e converso. Vide supra (sectione II, cap. VII, prop. I, ad *probatur* II) ubi confutata reperies adversariorum effugia.

2° Essentia seu natura concilii œcumenici. — Concilium quippe esse nequit œcumenicum sine assensu Romani Pontificis. « Hæc ergo summa auctoritas, ait ipse Bossuetius, summa vis, quod membra inter se *et Romano Pontifici* conjunguntur, quod ex consensione invictum ecclesiastici judicii robur » (*Defensio*, lib. VII, c. III, n. 9). Et libro VIII, c. IX, dicit constitutivum et quasi caracterem quo synodi *œcumenicæ* asserantur, esse *Ecclesiæ universalis consensum cum apostolicæ Sedis confirmatione conjunctum*. Igitur disciplinaria concilii decreta quibus Summus Pontifex assensum denegat, hoc ipso nulla et irrita remanent. Econtra valent disciplinæ leges a Papa extra concilium latæ, ac eis singuli Episcopi, Ecclesiæ singulæ obedire tenentur. Ergo in materia disciplinæ Papa est supra concilium-sine-Papa. Et notetur adversariorum confessio quoad concilia quæ Papæ approbatione carent. Fatentur ea esse saltem *dubie œcumenica ;* proinde *dubium* esse an eorum decreta disciplinaria vim habeant. Sed lex dubia non obligat. Ergo idem est ac si certo vim non haberet.

3° Definitiones conciliorum œcumenicorum. — Secundum concilium Lugdunense approbavit professionem fidei quæ sic habet : « Ipsa quoque sancta Romana Ecclesia *summum* et *plenum* primatum et principatum super universam Ecclesiam catholicam obtinet. » Et infra dicitur a Christo collatus iste primatus *cum potestatis plenitudine*. Sane iste principatus in universam Ecclesiam, utpote *plenus* et *summus* ac *cum potestatis plenitudine* a Christo collatus, includit potestatem non solum regulandæ fidei, sed et disciplinæ. Aliunde ista potestas in materia disciplinæ falso diceretur *summa* et *plena*, relative ad universam Ecclesiam, si alia existeret, *major* vel etiam *æqualis* in concilio-sine-Papa.

In concilio Constantiensi damnata est a Martino V propo-

sitio hæc Wiclefi : *Nec Papa est proximus et immediatus Vicarius Christi*. Igitur Papam esse proximum et *immediatum Christi vicarium* in regenda Ecclesia, dogma catholicum est. Porro qui est immediatus *Christi vicarius*, hoc ipso habet immediate a Christo potestatem regiminis qua nec *major* nec etiam *æqualis* existere potest in concilio-sine-Papa. Nam si concilium-sine-Papa *majorem* regiminis potestatem haberet, Papa huic potestati concilii subjiceretur; nec proinde ipse hanc potestatem a Christo immediate recepisset; nec proinde ipse foret immediatus Christi vicarius in regenda Ecclesia ; sed Christus pro immediato vicario sibi constituisset concilium-sine-Papa. Nec etiam concilio-sine-Papa tribui potest *æqualis* potestas. Nam tunc Christus ad regendam Ecclesiam suam constituisset duas æquales ac ab invicem independentes potestates; quod idem est ac nullam constituere, quia sese mutuo eliderent. Verumque remaneret Papam non esse *immediatum Christi vicarium*, si quidem non posset ipse *vices Christi* agere in regenda Ecclesia. — Præterea in eodem Constantiensi concilio præscripsit Martinus V, suspectos de hæresi esse interrogandos an crederent, « quod Papa sit successor beati Petri, habens *supremam* potestatem in Ecclesia Dei. » Et pariter concilium Tridentinum Romano Pontifici adscripsit *supremam* in universali Ecclesia potestatem. Porro *suprema* non foret Papæ potestas, si *majorem* aut *æqualem* in materia disciplinæ haberet concilium-sine-Papa.

Concilium œcumenicum Florentinum definivit Romano Pontifici a Christo traditam fuisse *plenam potestatem pascendi, regendi ac gubernandi universam Ecclesiam* (Labbe, t. XIII, col. 515, edit. Parisiis, 1672). *Plena* profecto non foret regendi potestas Romani Pontificis, nisi esset *superior* relative ad quamlibet aliam regendi potestatem, ac proinde relative ad potestatem concilii-sine-Papa.

Concilium Lateranense quintum sub Leone X, expresse dixit Romanum Pontificem *super omnia concilia auctoritatem habere*. Quæ propositio, utpote universalis, intelligenda est,

tum in materia fidei, tum etiam in materia disciplinæ.

4° Omittimus textus Patrum, eo quod jam plures superiore sectione retulerimus, qui superioritatem in materia disciplinæ manifeste docent; veluti verba hæc Cæsarii Arelatensis : Quantum in omnibus Ecclesiarum Pontificibus, quæ in toto orbe diffusæ sunt, apostolica Sedes sibimet vindicat principatum, et *synodalibus decretis firmior ejus præcellit auctoritas*, tantum, etc. » (Labbe, t. IV, col. 1310, edit. Parisiis, 1671).

CAPUT III

AUCTORITAS PAPÆ SUPRA CONCILIUM-SINE-PAPA, QUOAD JUDICIA.

Propositio I^a. — *Papa non potest judicari, ac proinde nec deponi, nec puniri, a concilio-sine-Papa.* — Agimus hic de Papa *certo*. De casu autem Papæ *dubii*, id est, de cujus legitima electione non constaret, dicetur infra (sectione IV). Item hic prætermittimus casum Papæ publice hæretici. Quod nempe possit Papa, non quidem ex cathedra definiens, sed tanquam persona privata, labi in hæresim, opinati sunt plures doctores catholici, aliis idipsum negantibus. De hac etiam hypothesi Papæ notorie hæretici, dicetur infra (sect. IV).

Quo prænotato posita thesis

Probatur I, conciliorum et Patrum doctrina. — 1° Sic pronuntiavit concilium œcumenicum octavum, actione decima : « Romanum Pontificem de omnium Ecclesiarum Pontificibus judicasse legimus, de eo vero quemquam judicasse non legimus. Licet enim Honorio ab Orientalibus, post mortem, anathema sit dictum, sciendum tamen est quia fuerat super hæresi accusatus, propter quam solum licitum est minoribus majorum suorum motibus resistendi, vel pravos sensus respuendi. Quamvis et ibi nec patriarcharum nec cæterorum antistitum cuipiam de eo quamlibet fas fuerit proferendi sententiam, nisi ejusdem primæ sedis consensus

præcessisset auctoritas » (Concilia Coleti, t. X, col. 597).

Et in eadem actione X, canone 53, sic legere est : « Si qua vero œcumenica synodo collecta, de Romana etiam Ecclesia controversia extiterit, licebit cum decenti reverentia de proposita quæstione veneranter percunctari, responsumque admittere, et sive juvari sive juvare ; non tamen impudenter contra senioris Romæ Pontifices sententiam dicere » (Concilia Coleti, t. X, col. 879).

Ex iis octavi concilii œcumenici verbis hæc colligenda veniunt : *Primo*, non *licet* œcumenicæ synodo sententiam dicere contra senioris Romæ Pontifices. — *Secundo*, talem sententiam proferre, non tantum illegitimum foret, sed *impudens*. — *Tertio*, legitur quidem Romanum Pontificem de omnium Ecclesiarum Pontificibus judicasse ; at de ipso quemquam judicasse, *non legitur*. — *Quarto*, ita tenet octavum concilium œcumenicum, non obstante anathemate (quod sibi objicit), contra Honorium Papam, in sexta synodo œcumenica, pronuntiato. Tum quia istud anathema pronuntiatum est *post mortem* Honorii, ac proinde quando jam non erat Papa. Tum quia pronuntiatum est, *ab Orientalibus ;* quæ vox innuit a Sede apostolica tunc receptam non fuisse ejusmodi synodalem sententiam, seu quoad istud anathema œcumenicum non fuisse sextum generale concilium. Nec objiciatur contrarium colligi ex istis verbis *nisi ejusdem primæ Sedis consensus præcessisset auctoritas*. Non dicit synodus *istum consensum præcessisse*. Sed dumtaxat, non potuisse anathema legitime proferri contra illum mortuum, nisi in casu quo dictus consensus præcessisset. (De quo vide parte secunda, sect. V, cap. III.) Tum denique quia Honorius accusatus fuerat de hæresi, et propter *solum* istud crimen licitum est inferioribus superiori suo resistere. Papam autem hæreticum jam papatu excidisse olim senserunt multi doctores catholici. Unde anathematizare Papam publice hæreticum (supposito quod casus possibilis sit, quod non asserit concilium) non esset judicare verum Papam, sed ex-Papam. Ob eas omnes

rationes tenet concilium œcumenicum octavum, sententiam contra Honorium prolatam non impedire quin verum remaneat quod asseruerat, videlicet : *de Papa quemquam judicasse non legimus.* —*Quinto*, dum dicit Synodus, propter solam hæresim licitum esse *minoribus majorum* suorum motibus resistere, hoc ipso implicite ac æquivalenter asseruit Patres sexti œcumenici concilii, etiam collective sumptos, fuisse *minores*, id est, inferiores relative ad Romanum Pontificem ; siquidem hoc dixit ad explicandum quo titulo potuissent isti Patres dictum anathema conciliariter pronuntiare. Unde sic implicite asseruit Papæ superioritatem relative ad generale concilium.

Igitur ex octavo œcumenico concilio apertissime constat Papam non posse ab ullo concilio judicari, puniri aut deponi.

2° Concilium Lateranense quintum, sessione XI, expresse sic declaravit : « Solum Romanum Pontificem, tanquam *super omnia concilia auctoritatem habentem*, conciliorum indicendorum, transferendorum ac dissolvendorum plenum jus et potestatem habere, nedum ex Sacræ Scripturæ testimonio, dictis sanctorum Patrum ac aliorum Romanorum Pontificum, sed propria etiam eorumdem conciliorum confessione manifeste constat. »

Si Papa *auctoritatem habeat super omnia concilia*, apertissime repugnat eum posse judicari, puniri aut deponi ab ullo concilio. Alioquin enim esset simul superior et inferior concilio : superior, siquidem super concilium *auctoritatem haberet;* inferior, utpote concilii judicio subjectus. — Præterea, ex citato concilio Lateranensi, habet Papa *plenum jus* concilia *dissolvendi.* Igitur statim ac concilium aliquod Papam judicare attentaret, posset Papa concilium istud dissolvere, et sic impedire ne posset quidquam legitime pronuntiare. Porro tribunal quod existere non potest nisi quatenus Papa velit, a fortiori non potest Papam judicare, illumve deponere. — Insuper declarat quinta Lateranensis synodus, auctoritatem Papæ *super omnia concilia, manifeste constare* sacra Scriptura, sanctis Patribus et Romanis Pontificibus, atque ipsa etiam

conciliorum confessione. Unde certa est, ex illis variis fontibus, Papæ auctoritas super quodlibet concilium; quæ auctoritas stare nequit si possit Romanus Pontifex ab aliqua synodo in jus vocari, punirive aut deponi.

Objicies. — Concilium istud Lateranense quintum œcumenicum fuisse negant plures Gallicani theologi : ergo nihil probat.

Respondeo : 1° Retorquendo : Tridentinæ synodi œcumenicitatem negant Lutherani : ergo nihil probant Tridentina decreta. — 2° Quod negent Gallicani theologi dictæ synodi Lateranensis œcumenicitatem, est valde miserum effugium. Nihil enim defuisse ex requisitis ad œcumenicitatem conditionibus, ostensum est supra (sect. II, cap. II, n. 8). Id dumtaxat aliquatenus controverti potest, an dicta synodus Papæ auctoritatem super omnia concilia declaraverit cum ea forma, quæ *definitionem* dogmaticam proprie dictam constituat. Et ideo dumtaxat Gallicani qui dictam Papæ superioritatem, a synodo expresse assertam, negare audent, non sunt proprie hæretici. Ast errant certissime, nec a temeritate saltem excusari possunt.

3° Sanctus Zozimus, qui creatus est Pontifex anno 417, hæc scribebat ad Africanos Episcopos : « Quamvis Patrum traditio apostolicæ Sedi auctoritatem tantam tribuerit, ut de ejus judicio disceptare nullus auderet... » (apud Coustant, *Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 974, edit. Parisiis, 1721). — « Cum tantum nobis esset auctoritatis, ut nullus de nostra possit retractare sententia, nihil egimus quod non ad vestram notitiam nostris ultro litteris referremus » (loco citato). Atque istam judicialem Romani Pontificis potestatem dicit ibidem sanctus Zozimus provenire *ex ipsa quoque Christi Dei nostri promissione.*

Hæc nempe Zozimi doctrina, quam certam et a nemine controversam supponit : talem Christus Romano Pontifici potestatem contulit, ut *nullus*, ac proinde nec ulla generalis synodus, possit de ipsius judicio *retractare*, id est, illud judicialiter examinare ad eum finem ut abrogetur vel corri-

gatur. Igitur Papæ judicium supremum est, ita ut a nulla terrena potestate reformari valeat. Inde autem rigorose sequitur non posse Papam ab ullo concilio judicari, punirive aut deponi. Nam sententiæ quam concilium aliquod contra Papam pronuntiaret, et qua in eum depositionem aliamve pœnam decerneret, posset Papa suum judicium opponere. Posset nempe concilii sententiam nullam et irritam pronuntiare. Cumque nemini liceat de Papæ judicio retractare, deberent ipsimet concilii Patres huic judicio sese submitttere. Unde reipsa potestatem non habent Papam judicandi, puniendive aut deponendi.

4° Eamdem doctrinam sic exprimit sanctus Bonifacius I, qui creatus est Pontifex anno 418 :

« Numquam enim licuit de eo rursus quod semel statutum est ab apostolica Sede tractari » (apud Coustant, *Epistolæ Romanorum Pontificum*, col. 1035, edit. Parisiis, 1721). — « Nemo unquam apostolico culmini, de cujus judicio non licet retractari, manus obvias audacter intulit; nemo in hoc rebellis extitit, nisi qui de se voluit judicari » (ibid., col. 1042). Igitur, teste Bonifacio I, scelus est Romano Pontifici ipsiusque decretis resistere; atque id semper certum et indubitatum apud omnes catholicos fuerat. Porro concilii Patres qui Papam in judicium vocare ac deponere attentarent, procul dubio ipsi et ejus judicio resisterent. Ergo illicite agerent.

5° Sanctus Gelasius, qui creatus est Pontifex anno 492 : « Ipsi sunt canones qui appellationes totius Ecclesiæ ad hujus sedis examen voluere deferri; ab ipsa vero nusquam prorsus appellari debere sanxerunt. Ac per hoc, illam de tota Ecclesia judicare, *ipsam ad nullius commeare judicium*... Non veremur ne apostolica sententia resolvatur, quam et vox Christi, et majorum traditio, et canonum fulcit auctoritas, ut *totam potius Ecclesiam* semper ipsa dijudicet » (Labbe, t. IV, col. 1168, edit. Parisiis, 1671).

« Cuncta per mundum novit Ecclesia, quoniam quorumlibet sententiis ligata Pontificum Sedes beati Petri apostoli

jus habeat resolvendi, utpote quæ de omni Ecclesia fas habeat judicandi, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio » (ibid., col. 1203).

Ex illo testimonio multipliciter et manifestissime vera probatur thesis, id est : Papam non posse ab ullo concilio in judicium vocari, punirive aut deponi. *Primo*, si concilio competeret potestas illa Papam in judicium vocandi, seu, quod idem est, potestas supra Papam, hoc ipso liceret appellare a Papa ad concilium. Porro contrarium asserit sanctus Gelasius. Nempe canones sanxerunt, a Sede Romana *nusquam appellari debere*. Et illa sedes jus habet judicandi *de omni Ecclesia;* at non licet *cuiquam de ejus judicio judicare*. Cum non detur appellatio a Papa ad concilium, repugnat concilium esse legitimum Papæ judicem. — *Secundo*, teste sancto Gelasio, notorium est, idque *cuncta per mundum novit Ecclesia*, Romano Pontifici competere potestatem judicandi *de tota Ecclesia*, ita ut jus habeat resolvendi ligata sententiis *quorumlibet Pontificum*. Si Papa jus habeat judicandi *de tota Ecclesia*, ergo et de quolibet concilio. Si jus habeat cassandi judicia *quorumlibet* Pontificum, ergo et judicia Episcoporum in concilio coadunatorum; ergo et judicia concilii contra ipsum prolata. Porro habere potestatem judicandi aliquam personam, ita ut illa persona valeat judicium contre se prolatum rescindere, idem est ac omni judiciali potestate in personam illam carere. Igitur jus non habet concilium Romanum Pontificem in judicium vocandi, pœnasve ullas in eum decernendi. — *Tertio*, expresse asserit sanctus Gelasius, Romanum Pontificem *ad nullius commeare judicium*, id est, a *nullo* judicari posse. Si a *nullo*, ergo neque a concilio. — *Quarto*, doctrinam hanc asserit fulciri, non tantum *canonum auctoritate*, sed etiam *voce Christi*, et *Patrum traditione*. Quodque valde notandum est, eam doctrinam invocat, non tanquam ulli controversiæ obnoxiam, sed tanquam indubitatum et quatenus tale ab omni Ecclesia notum et receptum dogma catholicum, prout arguunt verba hæc : *Cuncta per mundum novit Ecclesia*.

6° Sanctus Nicolaus I, qui creatus est Pontifex anno 858 : « Cum secundum canones, ubi est major auctoritas judicium inferiorum sit deferendum..., patet profecto Sedis apostolicæ, *cujus auctoritate major non est*, judicium a nemine fore retractandum, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio. Siquidem ad illam de qualibet mundi parte canones appellari voluerunt; ab illa autem nemo sit appellare permissus » (Labbe, t. VIII, col. 519, edit. 1671).

Si nullibi auctoritas existat, Romani Pontificis auctoritate major, non poterit ullum concilium papam in judicium vocare, illumve deponere. Nullus siquidem jurisdictionem habere potest in superiorem vel in æqualem.

7° Ennodius diaconus, postmodum Ticinensis Episcopus, in apologia pro Symmacho Papa, quam synodus Romana suam fecit et actis suis inseri jussit : *Aliorum forte hominum causas Deus voluerit per homines terminare : sedis istius præsulem suo sine quæstione reservavit arbitrio.* Si Romani Pontificis causa terminari nequeat *per homines*, ergo neque per ullum concilium. Et notetur principium istud, quod nempe Papa nequeat judicari *per homines*, invocari ab Ennodio tanquam certum atque apud catholicos omnes indubitatum, prout exprimunt voces illæ, *sine quæstione.*

8° Sanctus Avitus Viennensis de eadem Symmachi Papæ causa scribens ad senatores Romanos, non suo tantum, sed et omnium Gallicanorum præsulum nomine : « Si sæculo primum fuerat accusatus, consacerdotum suorum solatium potius adciscere, quam recipere debuisset judicium... Non facile datur intelligi qua vel ratione vel lege ab inferioribus eminentior judicetur » (epist. XXXI). Equidem Episcopi a potestate laica Romam vocati ad judicandum Symmachum Papam, non constituebant generalem synodum, sed particularem. Unde licet sanctus Avitus dicat Papam ab iis præsulibus, utpote *inferioribus* non potuisse legitime judicari, non sequitur rigorose hanc ejus sententiam generali etiam synodo applicandam esse. Id tamen satis aperte sequitur ex adductis ab

ipso rationibus. Si enim existimasset Romanum Pontificem a Romana illa synodo non debuisse judicari, ex ea ratione quod synodus non esset *œcumenica*, id profecto expressisset. Dixisset nempe: cum Galliarum Episcopis reprobo attentari a concilio *particulari*, quod legitime agi nequit nisi per *generale* concilium. Porro hoc non dixit, sed adduxit dumtaxat rationem istam : *eminentiorem non posse judicari ab inferioribus.*

9° In concilio Quintilineburgensi cum indignatione rejecta est temeritas cujusdam clerici, qui negare ausus est hancce Romanorum Pontificum prærogativam, videlicet : *Ut nullus de eorum judicio judicare debeat, nec illi alicujus judicio subjaceant* (id narrat Bertholdus synchronus, in appendice ad Hermannum contractum, ad annum 1085). Si *nullius*, ergo nec concilii generalis judicio Papam subjacere, pro indubitato habebatur.

10° Sanctus Ivo, epistola ccxxxvi, de Romanis Pontificibus dicit : *Nec nostro, nec ullius hominum probantur subjacere judicio.* Igitur nec generalis concilii.

11° Philippus, qui de imperio cum Othone III decertavit, in epistola ad Innocentium III : *Ab homine non estis judicandus, sed judicium vestrum soli Deo reservatur* (apud Raynaldum, ad annum 1206).

12° Explorata igitur conciliorum et Patrum doctrina, omnino colligendum venit, non posse Papam ab ulla synodo judicari, punirive aut deponi.

Probatur II, ex jure appellationum. — Probavimus supra (sectione II, capite v) posse ad Papam appellari a quorumcumque Episcoporum ac conciliorum judiciis et sententiis. Quam potestatem ejusmodi appellationes recipiendi de facto constanter Romani Pontifices exercuerunt. Eamque ipsis a Christo collatam fuisse, ac traditione Patrum, canonumque auctoritate confirmatam, fuit dogma in tota retro antiquitate indubitatum; prout quinto sæculo tanquam quid notorietatis publicæ declarabat sanctus Gelasius Papa his verbis : « Ipsi

sunt canones qui appellationes totius Ecclesiæ ad hujus sedis examen voluere deferri... Non veremur ne apostolica sententia resolvatur, quam et *vox Christi*, et *majorum traditio*, et *canonum* fulcit auctoritas... *Cuncta per mundum novit Ecclesia*, quoniam quorumlibet sententiis ligata Pontificum sedes beati Petri jus habeat resolvendi » (Labbe, t. IV, col. 1168 et 1203, edit. 1671). Jam vero si ad Papam appellari possit a judiciis conciliorum, non ipse iis judiciis subest, sed ipsa ei subjiciuntur.

Probatur III, ex necessitate approbationis papalis ut concilium œcumenicitatis vim habeat. — Eam necessitatem probavimus supra (sectione II, capite VII). Igitur synodus quæ Papam in judicium vocare et sententiam contra ipsum pronuntiare attentaret, quoad istam sententiam, utpote Papæ consensu destitutam, non esset œcumenica, sed particularis. Et cum aliunde extra controversiam sit concilio *particulari* jus non competere Papam judicandi, synodus id attentans latrociniis adnumeranda foret.

Probatur IV, ex falsitate opinionis quæ Papæ subjicit Episcopos ut singulos, Papam vero Episcopis collective sumptis. — Hac scilicet opinione totum nititur Gallicanum systema, concilio generali adscribens potestatem Papam judicandi ac deponendi. Nam cæteroquin fatentur illius systematis propugnatores ab Episcopis ut singulis summo Pontifici deberi obedientiam omnimodam. Porro supra (sectione II, capite VIII), erroneum et absonum probavimus Episcopos Papæ subjici ut singulos, et non subjici collective sumptos.

Probatur V, ex eo quod Papæ competat suprema et plena potestas universalem Ecclesiam regendi. — De fide est hanc ei potestatem competere; neque id negant adversarii. Porro potestas alicui principi competens regendi *totam* aliquam societatem non potest esse *plena* et *suprema*, si existat in illa societate aliquis cœtus magistratuum, qui possit principem in jus vocare et deponere. Sane *major* esset potestas hujus principis, si ejusmodi magistratus jus istud in ipsum non habe-

rent. *Plena* autem non est potestas qua *major* dari potest. Item *supremam* regiminis potestatem non habet, qui superiori potestati subjicitur. Papa autem subjiceretur altiori potestati, nempe generali concilio.

Nota. Idem sequitur ex eo quod Papæ competat *plenus* et *summus* jurisdictionis primatus seu principatus *in universalem Ecclesiam;* quod nemo catholicus negat. Enimvero *majorem* et *altiorem* jurisdictionis primatum habet Papa, in hypothesi quod concilio non subjiciatur. Igitur si concilio subjiciatur et ab eo judicari et deponi possit, nequaquam habet *plenum* et *summum* principatum. Præterea non habet illum plenum jurisdictionis primatum in *universam Ecclesiam*, si eum non habeat in præcipuam et nobiliorem Ecclesiæ partem, id est, in Episcopos conciliariter coadunatos. Alia multa probationis media omittimus. Stat ergo propositio I^a, videlicet Papam non posse judicari, nec puniri nec deponi ab ullo concilio.

Propositio II^a. — *Potest Papa cujuslibet concilii judicia judicare ac rescindere.* — 1° Repugnat a Christo constitutam fuisse in Ecclesia duplicem judicialem potestatem æqualem et ab invicem independentem. Id siquidem idem est ac nullam constituere. Quod enim judicasset una, posset altera, contradictorie judicando, abrogare. Proinde subditi nec hujus nec illius judicio constringerentur. Igitur indubium est Christum vel Papam concilio, vel concilio Papam subjectum voluisse. Sed, ex præcedenti propositione, non subjecit Papam concilio; ergo Papæ concilium subjecit. — 2° Certum et ipsis etiam adversariis indubitatum est, posse Papam conciliorum *particularium* judicia judicare ac rescindere. Porro aliunde judicium generalis concilii, si assensu Papæ careat, hoc ipso œcumenicitatis vim non habet. Nempe concilium, licet quoad cætera quibus Papa consensum præbuit, sit œcumenicum, non tamen œcumenicum est quoad decretum a Papa non approbatum. Id probavimus supra (sectione II, capite vii, propositione I^a). Ergo Papa, consensum denegando, facere potest

ut judicium concilii non sit judicium concilii œcumenici, sed tantum particularis, ac proinde rescindibile. Ergo potest semper cujuscumque concilii judicia judicare et rescindere. — 3° Idem exemplis constat. Dantur nempe concilia quibus nihil ad œcumenicitatem defuit nisi approbatio Romani Pontificis; itemque alia quæ œcumenica fuerunt quoad aliqua, non autem quoad ea quæ a Sede Romana rejecta et reprobata sunt. Verbi gratia, œcumenicum concilium Chalcedonense, quoad canonem quo secundum dignitatis locum Constantinopolitanæ sedi adscribebat, œcumenicitatis vim non habuit, eo quod canonem istum Romana sedes approbare noluerit. — A concilio generali octavo, id est, Nicæno secundo, actione v, rejecta est pseudo-synodus Iconomachorum, cui interfuerant Episcopi 338, ex ea ratione quod *non habuerat adjutorem illius temporis Romanum Papam..., quemadmodum lex dictat conciliorum*. Unde *lex est conciliorum*, ut Papa possit acta conciliorum nulla et irrita reddere, non tantum ea expresse abrogando, sed etiam assensum denegando. — De concilio Ariminensi, 600 Episcopis constante, dicit Damasus Papa (epist. III, apud Coustant) : « Neque enim præjudicium aliquod nasci potuit ex numero eorum, qui apud Ariminum convenerunt; cum constet, neque Romanum Episcopum, cujus ante omnes fuit expetenda sententia... hujusmodi statutis consensum aliquem commodasse. » — Judicialem Papæ auctoritatem supra concilia, jam suo tempore tanquam indubitatam asserebat et factis seu praxi confirmabat sanctus Gelasius (qui creatus est Pontifex anno 492), in suis ad Episcopos Dardaniæ litteris : « Non reticemus autem, inquiebat, quod cuncta per mundum novit Ecclesia, quoniam quorumlibet sententiis ligata Pontificum Sedes beati Petri apostoli jus habeat resolvendi, utpote quæ de omni Ecclesia jus habeat judicandi, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio... Sed nec illa præterimus, quod apostolica Sedes frequenter, ut dictum est, more majorum, etiam sine ulla synodo præcedente, et absolvendi quos synodus inique dam-

naverat, et damnandi, nulla existente synodo, quos oportuerit, habuerit facultatem. Sanctæ memoriæ quippe Athanasium synodus Orientalis addixerat, quem tamen exceptum Sedes apostolica, quia damnationi Græcorum non consensit, absolvit. Sanctæ memoriæ nihilominus Joannem Constantinopolitanum synodus etiam catholicorum præsulum certe damnarat, quem simili modo Sedes apostolica, etiam sola, quia non consensit, absolvit. Itemque sanctæ memoriæ Flavianum, Pontificum (Græcorum) congregatione damnatum, pari tenore, quoniam Sedes apostolica non consensit, absolvit; potiusque qui illic receptus fuerat Dioscorum, secundæ sedis præsulem, sua auctoritate damnavit, et impiam synodum non consentiendo submovit » (Labbe, t. IV, col. 1203, edit. Parisiis, 1671).

Propositio IIIª. — *Ergo Papæ auctoritas est superior concilio quoad judicia.* — Sequitur e duabus præmissis propositionibus. Nam si penes concilium non sit Papam in jus vocare et sententiam contra ipsum pronuntiare; aliunde vero penes Papam sit judiciales concilii sententias, contra quemlibet Episcopum aut fidelem pronuntiatas, judicare ac rescindere, evidens est Papæ supra concilium auctoritas, quoad judicia.

SECTIO IV

PAPA NON SUBEST CONCILIO IN CASIBUS EXTRAORDINARIIS, ID EST, CASU QUO SIT SCANDALOSUS, VEL HÆRETICUS, VEL DUBIE LEGITIMUS.

Prænotanda. — 1° Mirum quanta fiducia ejusmodi extraordinarios casus nobis objiciant adversarii. In iis casibus, aiunt, prorsus necessarium est aliquod remedium, ne Ecclesia pereat. Porro non aliud tunc superest, quam concilii supra Papam auctoritas. Verbi gratia, quando plures de papatu contendunt et nescitur quis verus Papa sit, nisi in eos auctoritatem et vim coactivam habeat generalis synodus, nullus erit schismati finis. « An dubium Pontificem etiam contumacem (ait Bossuet) a concilii œcumenici potestate immunem esse oportebat, neque esse in Ecclesia vim ullam quæ schismatis vulneri mederetur? Absurdum, absonum, rebus gestis repugnans, Ecclesiæ catholicæ Christique providentiæ prorsus inimicum. Dicent opportunissimum schismatis fuisse remedium, si de papatu pari fere jure contendentes ultro loco cederent. Recte. Quid autem si nollent? Æterno schismate Ecclesia laboraret? Absit. Ergo necesse est ut sit aliqua potestas, qua dubii saltem Pontifices etiam inviti comprimantur » (*Defensio*, dissertatio prævia, n. 38).

2° Ex eo quod auctoritas concilii supra Papam sit *remedium necessarium* in casibus extraordinariis, adversariorum auda-

ciores concludunt hanc auctoritam supra Papam concilio competere absolute in omnibus casibus, id est, non exceptis etiam ordinariis. Nullibi enim legitur, aiunt, collatam a Christo fuisse generalibus synodis potestatem, cum illa restrictione ad extraordinarios casus. Ergo si concilium dictam potestatem habeat in uno casu, habet quoad omnes. Unde isti supremum jurisdictionis primatum seu supremum jus Ecclesiam regendi ponunt, non in Romano Pontifice, sed in concilio generali, etiam quatenus est concilium-sine-Papa. — Prudentiores vero concilii supra Papam auctoritatem restringunt ad solos *extraordinarios* casus. Fatentur nempe Romano Pontifici a Christo collatam supremam jurisdictionem in universam Ecclesiam, atque in ipsa etiam concilia; sed ita ut *ordinaria* illa Papæ potestas, suspendatur in casibus extraordinariis, et transeat ad concilium; non quidem permanenter, sed *extraordinarie*. Unde admittunt divinam Ecclesiæ constitutionem esse quidem *ordinarie* monarchicam; extraordinarie vero, seu *exceptionaliter* aristocraticam. Atque illam casuum extraordinariorum limitationem supremæ Romani Pontificis jurisdictioni apponunt, non tantum Gallicani theologi, quatuor articulorum anni 1682 propugnatores, sed etiam nonnulli bonæ cæteroquin notæ auctores, qui dictos articulos impugnant; eo quod nempe putaverint aliter solvi non posse difficultatem ex casu Papæ dubii vel hæretici desumptam. Ex horum numero Duvallius (*de Suprema Romani Pontificis potestate*, parte IV, quæst. VIII, ad 10).

3° Bossuetius concilii auctoritatem supra Papam restringere videtur ad casus *extraordinarios*. Id innuere videtur textus in quo sibi objicit octavæ synodi œcumenicæ canonem 13, cujus hic tenor est : « Si qua vero œcumenica synodo collecta, de Romana etiam Ecclesia controversia extiterit, licebit cum decente reverentia de proposita quæstione veneranter sciscitari, responsumque admittere...; non tamen impudenter contra senioris Romæ Pontifices sententiam dicere » (Labbe, t. VIII, col. 1375, edit. 1671). Respondet Bossuetius,

noluisse hujus synodi Patres *casuum* VULGARIUM *causa lacessi Pontificiam majestatem, pacemque Ecclesiæ perturbari; quod esset revera impudentissimum* (Defensio, libro X, capite XXI). Postea hæc subjungit : *Nec ideo synodo œcumenicæ silentium imponunt, si forte inciderent ejusmodi causæ... quæ a concilio Constantiensi memorantur. Scitum enim illud est, generalibus legibus non comprehendi casus* EXTRAORDINARIOS, *eosve actus quos in re improvisa ipsa necessitas expresserit* (loco citato).

Idem colligendum videtur ex alio libri *Defensionis* loco. Sibi objicit Bossuetius rejectum et cassatum a Leone Papa canonem vigesimum octavum œcumenici Chalcedonensis concilii, quo nempe Chalcedonenses Patres secundum dignitatis locum Sedi Constantinopolitanæ adscribebant. Sic respondet Bossuetius : « Hæc qui objiciunt, primo ne statum quidem quæstionis intelligunt. Defendimus enim Constantiense concilium, quo nempe concilii potior auctoritas agnoscatur *in fide, in schismate, in reformatione generali* promovenda. At Orientales Episcopi isto canone... non fidei, non schismati, non reformationi generali providebant... Proinde ad nostram quæstionem non pertinet quidquid hic actum ab illis fuit » (*Defensio*, libro VIII, capite VIII).

Ideo ad tres istos casus restringi a Bossuetio auctoritatem concilii supra Papam existimat Ballerinius, ne, si ad omnes casus extendisset, nimis aperte Jansenistis appellantibus connivere visus fuisset. Contendebant Jansenistæ a quolibet Papæ judicio appellari posse ad concilium generale, eo quod concilio seu Episcoporum collegio, non Romano Pontifici, *supremam* Christus auctoritatem contulisset. Id pluries Sedes apostolica damnaverat. Id aperte propugnare Bossuetius non audebat, ne Jansenistis adcenseretur. Idcirco suam inducebat casuum *ordinariorum* et *extraordinariorum* distinctionem, et dicebat defendi a se potiorem concilii auctoritatem *saltem* in casibus extraordinariis a synodo Constantiensi memoratis. Cæterum non negabat sed econtra sat aperte innuebat, synodo generali collatam immediate a Christo fuisse auctoritatem supra

Papam *universaliter*, seu quoad omnes omnino casus. Ita mihi colligendum videtur ex sequenti ipsius textu : « Quod vero conciliis œcumenicis datam *universim* a Christo immediate potestatem nolunt, haud equidem intelligo, quo pacto stare possit cum iis quæ ipsi asserunt. Nam ultro confitentur, merito a concilio Constantiensi pronuntiatum esse, potestatem conciliis a Christo immediate datam his certe casibus : si Papa sit hæreticus, si schismaticus, vel dubius. At ego lubens quæsivero quo loco Christus *in illis speciatim casibus* eam potestatem synodo immediate contulerit. Certe in Scripturis nullam invenimus a Christo in Ecclesiæ ministros sive dispersos sive congregatos collatam potestatem, nisi ubi dicit : *Quodcumque ligaveritis..., quodcumque solveritis*, etc., et : *Si Ecclesiam non audierit*, etc.; et : *Qui vos audit me audit;* aliaque ejus generis. Quæ qui dixerit ad hæretici, aut schismatici, aut omnino dubii Pontificis casum pertinere, rideatur. Certum est ergo intelligi hæc *universim* dicta, neque aliter pertinere ad illos speciatim casus, nisi quod universim dictis, hos quoque speciales casus comprehendi necesse sit » (*Defensio*, *appendix*, libro III, capite IX). Ibi agitur de potestate concilio collata *immediate* a Christo; et quidem de potestate collata *supra Papam*, seu concilio-sine-Papa; et hanc potestatem negat Bossuetius ad speciales aliquos casus fuisse restrictam; propugnat scilicet collatam fuisse *universim*, seu, quod idem est, quoad omnes generaliter casus. Quæ sane doctrina non concordat cum opinione, quæ potiorem concilio potestatem adscribit dumtaxat in casibus extraordinariis.

4° Dicimus, neque in ipsis etiam casibus extraordinariis, qui tam fidenter objiciuntur, ullam concilio competere supra Papam potestatem. Quod probatur sequenti capitum serie.

CAPUT I

QUOD CHRISTUS PAPAM CONCILIO SUBJECERIT EXCEPTIONALITER IN CASIBUS EXTRAORDINARIIS, NON SUFFICIENTER PROBATUR; ET HOC IPSO REJICIENDUM EST.

Quando diploma, certam aliquam jurisdictionem alicui conferens in subditos, habet formam propositionis *universalis*, id est, nullum ab ea jurisdictione casum, subditum nullum excipientis, admitti non debet ullius casus, ulliusve personæ exceptio, nisi aliunde *peremptorie probetur* subintelligendam et admittendam esse exceptionem illam, quamvis in diplomate non exprimatur. Porro diploma (si ita loqui fas sit) quo Christus Romano Pontifici plenam et supremam regendæ totius Ecclesiæ potestatem contulit, *universalitatis* formam habet. Enimvero universalitatem illam sonant sacri textus : *Quodcumque ligaveris, quodcumque solveris... — Tibi dabo claves... — Pasce oves, pasce agnos... — Confirma fratres tuos.* Ibi nullum propositionis *particularis* vestigium; nulla casuum, personarum, temporum exceptio vel limitatio. Aliunde idem diploma, prout per definitiones conciliorum et constantem traditionem Patrum expressum fuit, hanc pariter universalitatis formam habet. Definivit, verbi gratia, œcumenicum concilium Florentinum, Romano Pontifici *in beato Petro, pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam a Domino nostro Jesu Christo plenam potestatem traditam esse.* Hinc etiam exceptio ac limitatio quælibet prorsus exulat. Igitur qui contendunt, ab hac jurisdictione, Romano Pontifici in forma *universali* tradita, excipiendos et a Christo ipso exceptos censendos esse aliquos extraordinarios casus, hanc exceptionem *peremptorie probare* debent; cum præsertim contendant in iis casibus desinere in Papa supremam jurisdictionem, et transire ad eos quos Christus ipsius subditos consti-

tuit, ita ut Papa iis subsit, quibus a Christo tanquam superior cum *plena* potestate præpositus est. Quod si exceptionem ejusmodi *rigorose probare* nequeant, eorum opinio rejicienda est.

Immo dictam exceptionem ita rigorose ac peremptorie probare debent, ut efficaciter impediant ne in scholis catholicis subsistat et licite propugnari possit sententia contraria. Nam si vel notabilis pars doctorum catholicorum de facto dictam exceptionem rejiciant, hoc ipso exceptio illa certa non est, sed dubia remanet et controversa. Porro nullum in casibus etiam extraordinariis concilio competere jus in Papam, qui hic et nunc verus Papa sit, est *communior* doctorum catholicorum sententia. In hoc enim plerique concordant, quamvis difficultates ex iis extraordinariis casibus desumptas diversimode solvant. Cum ergo ex una parte Papa supremam jurisdictionem acceperit *universaliter* et absque expressa ulla extraordinariorum casuum exceptione, et aliunde prætensa illa exceptio ad minus *dubia* remaneat, standum est pro superioritate Papæ erga concilium, etiam in casibus extraordinariis. Unde non tantum non tenentur fideles, Episcopi et summus Pontifex ejusmodi exceptionem agnoscere, sed tenentur agere perinde ac si certo non existeret.

Plane sufficeret generalis hæc confutatio, ad disjiciendum systema quo Papa concilio in casibus extraordinariis subjicitur. Sed expendamus singulos extraordinarios casus, et dictum systema in particulari quoad unumquemque casum confutemus.

CAPUT II

DE CASU PAPÆ PRAVIS MORIBUS SUIS NOXII. — FALSUM EST IN HOC CASU PAPAM CONCILIO SUBJICI.

In decretis Constantiensis concilii tres enumerantur casus extraordinarii, in quibus Romanus Pontifex synodo generali

subjectus prætenditur, videlicet : casus Papæ hæretici, casus Papæ dubii (quando nempe inter plures de papatu contendentes non constat quis sit verus Papa), et casus Papæ pravis suis moribus noxii. Incipimus ab ultimo; qui, cum distinguatur a casu Papæ hæretici, intelligendus est dumtaxat de personalibus Papæ peccatis ab hæresi diversis. Igitur quæstio præsens est, an Papa, cæteroquin certo legitimus, et nequaquam hæreticus, quique a Christo accepit jurisdictionem in universam Ecclesiam et in ipsamet concilia generalia, possit nihilominus, ob pravos mores suos, reformatione indigentes, a concilio judicari, puniri ac deponi. Quo prænotato, sit :

Propositio I^a^. — *Jurisdictio concilii in Papam, ob pravos ejus mores, est impossibilis.* — Quo facilius impossibilitas hæc pateat, instituitur sequens assertorum series :

I. *Papa non potest simul esse Papa et concilio subjectus.* — Potestatis papalis essentia in eo reponenda est, quod est in ipsa præcipuum, et quo a qualibet alia potestate distinguitur. Certum autem est et de fide, Papam esse immediatum Christi vicarium in terris; eique a Christo collatam fuisse plenam potestatem pascendi ac regendi Ecclesiam universalem; ac ipsi competere, non tantum honoris, sed et jurisdictionis seu auctoritatis primatum seu *superioritatem*. Quæ sane prærogativæ altissimæ sunt et Romano Pontifici exclusive propriæ. Ut proinde merite in eis papatus essentia reponenda sit. Jam vero ejusmodi prærogativæ essentialiter requirunt ut Papa sit *superior* relative ad quælibet Ecclesiæ membra, et relative ad quaslibet Ecclesiæ partes, et relative ad totam simul Ecclesiam. Nam si subesset alicui parti Ecclesiæ, verbi gratia, cœtui cæterorum omnium Episcoporum simul adunatorum, falsum foret ipsum esse *immediatum Christi in terris vicarium*. Christus nempe sibi pro *immediato vicario* illum elegit per quem voluit suam supremam exerceri in Ecclesia potestatem; seu cui voluit omnes subesse; ac proinde quem voluit subesse nemini. Unde si cœtus omnium aliorum Episcoporum haberet jus in Papam, iste cœtus, et non Papa, con-

stitus fuisset immediatus Christi vicarius. Et pariter falsum foret Romano Pontifici collatum jurisdictionis primatum in totam Ecclesiam; siquidem iste primatus, seu superioritas, competere nequit illi qui subest, seu inferiori. Igitur de essentia papatus est, ut inferioritatem jurisdictionalem excludat. Ergo impossibile est ut ille qui hic et nunc Papa est, sit simul ulli cæterorum Episcoporum cœtui seu concilio subjectus.

Nec fingatur potuisse Christum sibi duos *immediatos vicarios* constituere : unum in casibus ordinariis, nempe papam; in casibus extraordinariis alterum, nempe concilium. Nam tunc falsum foret, quod tamen est de fide, videlicet : Papam ita constitutum fuisse immediatum Christi vicarium, ut ipsi competat *suprema* et *plena* potestas pascendi et gubernandi *totam* Ecclesiam. Si commissa ipsi *plena* et *superior* regiminis potestas, ergo non commissa fuit ipsi dumtaxat *pars* hujus potestatis, id est, quoad solos casus ordinarios; neque potestas hæc divisa est inter ipsum et alium immediatum vicarium. Item si commissa fuerit quoad *totam* Ecclesiam, commissa est hoc ipso quoad Episcopos collective sumptos, qui sane sub *totius* Ecclesiæ denominatione comprehenduntur. Præsertim cum certum sit Episcopis in concilio adunatis potestatem non competere nisi quia et quatenus Ecclesiam repræsentant. Ergo nequeunt majorem habere potestatem quam ipsamet quam repræsentant Ecclesia. Sed *tota* Ecclesia subest Papæ regimini; ergo subest etiam cœtus eorum qui eam repræsentant. Igitur ea est papatus essentia ut impossibile sit Papam, quamdiu Papa remanet, concilio subjici.

II. *Concilium non potest jurisdictionem in Papam ob pravos ejus mores acquirere, nisi Papa jam desierit esse Papa.* — Sequitur ex numero præcedenti. Si enim Papa nequeat simul esse Papa et concilio subjectus, impossibile fit concilium jus habere in Papam, nisi is jam Papa esse desierit.

III. ***Papa nequit desinere esse Papa, ob intrinsecam incompatibilitatem papalis jurisdictionis cum peccatis ab hæresi di-***

versis. — Etenim nulla percipitur contradictio in eo quod quis sit simul peccator et alicujus societatis superior, dummodo ejus peccatum tale non sit, quo ab ista societate necessario abscindatur. Porro ab Ecclesia nullus Christianus præscinditur nisi per hæresis aut schismatis peccatum. Igitur alia peccata per se non obstant, quin Papa servet Pontificiam jurisdictionem. — Quod etiam sic ostendi potest : Ab actu ad posse valet consecutio. Atqui jurisdictio episcopalis, verbi gratia, stat cum peccatis Episcopi ab hæresi et schismate diversis; nisi forte per legem superioris cautum sit ut Episcopus determinati alicujus peccati reus ipso facto depositionem incurrat. Igitur Romani Pontificis pravi mores, seu peccata ejus ab hæresi et schismate diversa, nequaquam per se sola, seu ex natura sua, ipsius Pontificiam jurisdictionem necessario excludunt aut extinguunt. Proinde nisi ipsius superior, id est, Christus Dominus, statuerit et revelaverit Romanum Pontificem per pravos mores, Pontificiæ jurisdictionis privationem ipso facto incursurum, perseverabit jurisdictio hæc, non obstante dicta morum pravitate.

IV. *Repugnat Christum voluisse ac instituisse ut Papa, peccatis ab hæresi diversis sese inquinans, ipso facto papatu excidat.* — 1° Non constat Christum ita statuisse, idque satis esset ad concludendam Pontificiæ jurisdictionis perseverantiam, non obstante dicta morum pravitate. — 2° Sed etiam repugnat Christum ita statuisse. Nam pro divina sapientia sua non potuit in dicto casu provisum velle per remedium insufficiens ac prorsus *inefficax.* Enimvero supponamus Christum ita decrevisse, id est, Papam ob peccata ab hæresi diversa papatus privationem ipso facto incursurum. Cum id nullatenus revelatum fuerit, et aliunde per se stare possit jurisdictio cum dicta morum pravitate, merito negare poterit Papa sese ob pravos mores papatu excidisse; ac merito idem theologi omnes negare poterunt, imo et debebunt. Igitur, non obstante supposito illo Christi decreto, agere omnes fideles ac Episcopi debebunt, perinde ac si decretum istud non exis-

teret. Igitur Christus remedium decrevisset inutile prorsus ac inefficax. — 3° Obstaret ejusmodi remedium fini quem sibi proposuit Christus in instituendo papatu. Finis quippe ille fuit, tota id testante traditione, ut provideret *unitati*; id est, ut omnes obligando ad profitendam fidem Romani Pontificis, et ad obediendum ipsius regimini, Ecclesiam catholicam efficaciter et permanenter in unitate contineret. Nimirum hac stante lege, impossibile fit in plures scindi veram Christi Ecclesiam; sed quisquis Romani Pontificis fidem deserit, aut ejus regimini subesse renuit, hoc ipso fit extra veram Christi Ecclesiam, vel tanquam hæreticus, vel tanquam schismaticus. Porro huic unitatis fini male consuluisset Christus per prætensum de quo agimus remedium. Nam, sub prætextu pravorum Romani Pontificis morum, contendere possent multi eum papatu excidisse, et procedendum ad alterius electionem; cæteris idipsum legitimum negantibus. Sicque in duas partes Ecclesia scinderetur, quin certa foret obligatio unam potius quam alteram pro vera Ecclesia Christi agnoscendi.— 4° Tandem in hac hypothesi, quod nempe Papa per pravos suos mores sit *ipso facto* depositus, serpere frequenter poterit dubium (ex malevolorum præsertim calumniis et machinationibus), an qui hic et nunc dicitur Papa talis revera sit, et num omnes ejus jurisdictionales actus nullitate laborent. Ex quo solo consectario satis liquet non potuisse Christum velle, ut Papa per pravos mores esset ipso facto depositus. — 5° Cæterum neque id contendunt adversarii quos hic confutamus. Ipsi nempe volunt Papam, non quidem ipso facto esse depositum, sed posse ob pravos mores a concilio deponi. Nam inde colligunt auctoritatem concilii supra Papam. Quæ conclusio apertam insaniam saperet, si ageretur de Papa jam deposito, seu qui jam Papa non est. Sed neque stare potest hæc ultima eorum hypothesis. Nam,

V. *Repugnat Christum voluisse ac instituisse ut Papa, licet non depositus ipso facto per pravos mores suos, posset tamen a concilio judicari et deponi.* — Etenim si Papa per pravos suos

mores non sit ipso facto depositus, adhuc est Papa, et tota fruitur Pontificia potestate quæ papatum constituit. Porro de essentia papatus seu Pontificiæ aucturitatis est, ut Papa nemini subjiciatur; ipsi autem subjiciatur *tota* Ecclesia, proindeque ipse etiam cæterorum omnium Episcoporum cœtus; ita ut, quemadmodum numero I dictum est, impossibile sit Papam esse simul Papam et concilio subjectum. Igitur si Christus vellet Papam nondum depositum, posse a concilio judicari et deponi, vellet impossibile; videlicet, ut Papa esset et non esset simul Papa.

VI. *Concluditur impossibilem esse quamlibet jurisdictionem concilii in Papam, ob pravos ejus mores.* —Enimvero, vel Papa esset jam per suos pravos mores ipso facto depositus, vel non. Atqui in utroque casu impossibilis est jurisdictio concilii in Papam.

1° Impossibilis est in Papam per pravos mores suos jam depositum. Etenim *primo*, fieri nequit ut Papa ob pravos mores suos ipso facto deponatur; siquidem ejusmodi depositionem dicti pravi mores ex se et necessario non operantur, sed stare possunt cum papali jurisdictione, ut diximus numero III; nec aliunde illam operatur voluntas Christi, quia talis Christi voluntas repugnat, prout numero IV probatum est. Cum ergo dari nequeat Papa ob pravos suos mores ipso facto depositus, hoc ipso dari nequit jurisdictio concilii in Papam ob pravos mores suos jam depositum. — *Secundo.* Etiamsi dari posset Papa ob pravos suos mores jam depositus, adhuc impossibilis remaneret jurisdictio concilii in Papam ob pravos ejus mores. Nam talis Papa sic depositus, jam non esset Papa, sed ex-Papa. Igitur jurisdictio concilii in ipsum non esset jurisdictio in Papam. Unde 1° impossibilis est jurisdictio concilii in Papam, si Papa supponatur jam ob pravos mores suos ipso facto depositus.

2° Impossibilis etiam est dicta concilii jurisdictio in altera hypothesi, id est, si Papa non sit jam depositus. Nam si nondum sit depositus, est adhuc Papa. Si adhuc Papa, plenam et

supremam jurisdictionem retinet in totam Ecclesiam, atque in omnes cæteros Episcopos etiam collective sumptos. Ergo est superior relative ad synodum generalem; et synodus generalis relative ad ipsum est inferior. Porro impossibile est ut inferior juridictionem habeat in superiorem suum. Immo id pugnat in terminis; siquidem habere jurisdictionem, idem est ac esse superior. Unde nec Deus ipse facere potest, ut qui hic et nunc superior est, subsit inferiori suo. Equidem potest Deus, superiorem destituendo, eum inferiorem constituere, atque item eum qui prius erat inferior superiorem efficere. At dum et quandiu Papa remanet Papa, ac proinde superior, nequit Deus ulli inferiori jurisdictionem in Papam conferre. Igitur in quacumque hypothesi impossibilis est jurisdictio concilii in Papam ob pravos ejus mores.

Propositio IIa. — *Etiamsi jurisdictio concilii in Papam non esset impossibilis, adhuc falsa et rejicienda foret opinio quæ tenet, ejusmodi jurisdictionem a Christo statutam fuisse pro remedio in casu Papæ pravis moribus noxii.* — Nam 1° tale remedium esset inefficax et prorsus inutile, prout sub præcedenti propositione, numero IV, probatum est. — 2° Finem subverteret ob quem Christus papatum instituit, ex dictis ibidem. — 3° Schisma induceret. Nam qui tentarent synodum congregare ad judicandum et deponendum Papam, hoc ipso hic et nunc sese ab obedientia Papæ subtraherent, ac proinde seipsos ipso facto schismaticos constituerent. « Cum enim, ait Ballerinius, de certo legitimoque summo Pontifice totius Ecclesiæ capite sermo est, hæc duo sunt pariter certa : primo non licere membris se a suo capite separare, cum quo unitas necessaria est : secundo separationem ejusmodi a certo ac legitimo capite inducere *crimen aperti schismatis*, quod a nemine contrahendum est, ut alicujus cujuslibet scandala aut crimina corrigat vel impediat; juxta illud apostoli : *Non sunt facienda mala ut eveniant bona* » (*de Potestate Ecclesiastica*, cap. IX, n. 6). — 4° Opinio illa, quod nempe Papa ob pravos mores suos possit a concilio judicari ac deponi, quæ tot

ex capitibus absona probatur, erroris insuper convincitur per constantem Patrum doctrinam. Frequens nempe in traditionis monumentis istud principium : Papam non judicari a quoquam, ejusque crimina solius Dei judicio reservari. Dicebat Hadrianus Papa II : *Romanum Pontificem de omnium Ecclesiarum Pontificibus judicasse legimus ; de eo vero quemquam judicasse non legimus.* Quæ verba gestis octavi concilii œcumenici, actione decima, fuerunt inserta (*Conciliorum Coleti*, t. X, col. 597). Et ipsa œcumenica synodus octava *impudens* attentatum fore declaravit, si generale concilium sententiam contra Romanum Pontificem pronuntiaret : « Si qua vero œcumenica synodo collecta, de Romana etiam Ecclesia controversia extiterit, licebit cum decenti reverentia de proposita quæstione veneranter percunctari, responsumque admittere, et sive juvari sive juvare; non tamen *impudenter contra senioris Romæ Pontifices sententiam dicere* » (concilium œcumenicum octavum, actione decima, canone 55). Nota Ennodii sententia, in apologia Symmachi Papæ, quam actis suis insertam voluit Romana synodus : *Aliorum forte hominum*, inquit, *causas Deus voluerit per homines terminare; sedis istius præsulem suo sine quæstione reservavit arbitrio.* Item S. Ivo, Carnotensis Episcopus, de Romanis Pontificibus loquens : *Nec nostro nec ullius hominum probantur subjacere judicio.* Idem pro inconcusso habebat Philippus ille qui cum Ottone de imperio decertabat. Siquidem ad Innocentium III scribens : *Ab homine*, inquit, *non estis judicandus, sed judicium vestrum soli Deo reservatur* (apud Raynaldum, ad annum 1206). Jam sæculo quinto dixerat S. Gelasius Papa, *Sedem apostolicam de tota Ecclesia judicare, ipsam ad nullius commeare judicium* (Labbe, t. IV, col. 1168, edit. Parisiis, 1671). Et tandem ante funestum illud schisma, sæculo decimo quarto exortum et in Constantiensi concilio extinctum, vim axiomatis habebat dictum istud : *Prima sedes non judicatur a quoquam.* Igitur a Christo assignatum fuisse pro remedio, in dicto casu, concilii jus in Papam, ex hoc etiam

capite falsum colligitur, quod Patrum traditioni contradicat. — 5° Juvat hic subnectere locum Ballerinii, ubi dictum remedium rejicit, ex eo quod sit inefficax, difficillimum ac fere impossibile : « Quid tandem, ait, *remedii necessarii* nomine jus concilii generalis supra Pontificem adstruas, dum remedium hujusmodi per se non satis efficax, et aliunde difficillimum sit, ac fere impossibile? Ut *efficax* esset, et effectum pareret quem necessitas requireret, jus ipsius concilii deberet esse omnino certum, de quo nemo posset ambigere. Si enim Papa non credat se subesse concilio, quid sperari potest remedii ex ejus (concilii) decretis? Neque solum certum deberet esse conciliorum generalium jus, ut necessariam reformationem induceret, sed præterea ipsorum congregatio *facilis* esse deberet et expedita. Cum reformationis causæ frequentiores sint, et identidem urgere ab adversariis credantur; generale autem concilium cogere, quo necessaria reformatio inducatur, hoc præsertim tempore difficillimum sit ac fere impossibile; remedium necessarium deesset Ecclesiæ; aut, ne desit, jus in Papam etiam invitum remedii causa non solis generalibus conciliis esset tribuendum, sed etiam particularibus, quæ promptius et facilius cogi queunt. Id autem si ex necessitate remedii adversarii nequeunt admittere, eo quod Papa primatus causa quibuslibet particularibus synodis præstat, neque ex eodem remedii necessarii titulo tribuendum erit concilio generali, cum ille ex eodem primatu non tam particularibus quam generalibus synodis sit superior» (*de Potestate Ecclesiastica*, cap. IX, § 1, n. 7).

Propositio IIIa. — *Falsum est, in casu Papæ moribus noxii, jurisdictionem concilii in Papam esse remedium necessarium, ita ut nullum aliud remedium sufficiens et conveniens reperiri possit.* — Vox *necessarium* relativa est. Unde quando res aliqua *necessaria* dicitur, locutio ista sensum non habet, nisi exprimatur, vel notum supponatur id relative ad quod res hæc *necessaria* pronuntiatur. Dum autem adversarii dictum

remedium *necessarium* propugnant, intelligunt esse necessarium, vel ne Ecclesia pessumdetur et pereat, vel ne ingens detrimentum subeat. Porro in utroque sensu perperam necessarium asseritur præfatum remedium.

I. *Necessarium non est ad hoc ut Ecclesia non pereat.* — Etenim : 1° ad præcavendam Ecclesiæ ruinam necessarium esse nequit remedium impossibile, quodque, etiamsi possibile per se foret, adhiberi tamen a Christo non debuisset. Atqui, ex propositione prima, remedium istud est quid impossibile ; et ex propositione secunda, etiamsi de se foret possibile, non tamen decuit a Christo adhiberi. — 2° Salva consistere potest Ecclesia, licet notorie pravi sint mores alicujus Pontificis. Sane aliqui extitere istiusmodi Pontifices, et tamen Ecclesia non periit. Norunt quippe fideles omnes verbum Christi : *Super cathedram Moysi sederunt scribæ et pharisæi; quæ dicunt servate et facite : secundum vero opera eorum nolite facere* (Matth., XXIII). Prævidit nempe Christus prava Episcoporum nonnullorum, ac etiam Romanorum Pontificum exempla, et tamen promisit Ecclesiam suam usque ad consummationem sæculi permansuram. Vesana igitur foret argumentatio hæc : Pravi sunt Papæ mores; ergo nisi deponatur actum est de Ecclesia. — 3° In casu Papæ moribus suis noxii, adest valde aptum remedium, videlicet Episcoporum et conciliorum particularium *charitativa correctio*. Equidem correctio *auctoritativa* nequit legitime procedere nisi a superiore ad inferiorem; ast *charitativa* licita est ab æquali ad æqualem, et etiam ab inferiore ad superiorem. Possunt ergo, imo et debent Episcopi, sive singuli, sive conciliariter adunati, Romanum Pontificem in dicto casu reverenter commonere, hortari ac deprecari, ut sese emendet. Imo idem quisque fidelium agere posset, ac etiam deberet, si merito utile prævideret ac reputaret. Hoc esse remedium ab Episcopis adhibendum docuit sanctus Ivo Carnotensis, occasione pravæ concessionis a Paschali Papa II factæ quoad investituras. Cum nempe concessio hæc a præfato Pontifice per vim extorta fuisset, magnæ

excitatæ sunt turbæ. Ad revocandum istud investiturarum privilegium, Paschalem Papam multi Episcopi vehementer hortati sunt. Ulterius etiam procedens Guigo Viennensis Archiepiscopus et apostolicæ Sedis Legatus, anno 1112, coacto in sua metropoli provinciali concilio, in quo aderant sanctus Hugo Gratianopolitanus et sanctus Godefridus Ambianensis Episcopi, dictum privilegium a Paschali Papa concessum rescidit; et data ad Pontificem epistola, una cum synodi decretis, quibus omnes privilegium resciderant, confirmationem omnium nomine petiit, hac comminatione addita : *Si, quod minime credimus, aliam viam aggredi cœperitis, et nostræ paternitatis assertiones roborare nolueritis, propitius sit nobis Deus, quia nos a vestra obedientia repelletis*[1] (vide apud Natalem Alexandrum, dissertatione IV, in sæculum XII, art. 12). Id sancto Ivoni exorbitans visum est. Scripsit non intentandas Romano Pontifici scissuræ minas, non ferendam ab inferioribus in eum sententiam, sed agendum cum ipso dumtaxat charitativæ correctionis suasionibus. En ipsius verba : « Quia verenda patris debemus potius velare quam nudare, familiaribus et caritatem redolentibus litteris admonendus mihi videtur, ut se judicet, aut factum suum retractet. Quod si fecerit, referamus Deo gratias, ac gaudeat nobiscum omnis Ecclesia, quæ graviter languet, dum caput ejus laborat tanta molestia. Si autem in hoc languore insanabiliter ægrotaverit, *non est nostrum judicare de summo Pontifice.* Habemus enim evangelicam sententiam quæ securos hos (alias *nos*) facit : *Super cathedram Moysi sederunt scribæ et pharisæi. Quæ dicunt servate et facite; secundum vero opera eorum nolite facere.* Vult

[1] Notet lector quæstionem hanc tunc multis visam esse *ad fidem* pertinere; ita ut isti antistites erronee sibi persuadere potuerint, se esse *in casu Papæ hæretici.* Cumque multorum opinio, fuerit Papam pertinaciter hæreticum ipso facto Papam esse desinere, consequenter sibi persuadere potuerunt sibi licitam obedientiæ subtractionem quoad Paschalem II, nisi resipisceret. Alioquin vix ac ne vix quidem intelligi posset, ausam esse synodum provincialem, sanctosque antistites in ea præsentes, gesta summi Pontificis rescindere, et nisi rescissioni huic adhæreret, subtrahendam obedientiam minitari. Hoc modo a prævaricatione excusari possunt, licet nimio et non secundum scientiam zelo graviter erraverint.

enim hæc sententia præcepta præsidentium *ad cathedram pertinentia* obedienter impleri (etiamsi tales sint quales erant pharisæi), non eos factiosa conspiratione a suis sedibus removeri. Si vero ea præcipiant quæ sint contra doctrinam evangelicam vel apostolicam, ibi non esse eis obediendum exemplo docemur Pauli apostoli, qui Petro sibi prælato non recte incedenti ad veritatem evangelii in faciem restitit, non tamen eum abjecit » (epist. ccxxxiii ad Henricum abbatem). Eamdem iterum doctrinam professus est sanctus Ivo, quando sub idem tempus indictum est provinciæ Lugdunensis concilium, in quo de præfata Paschalis II concessione pariter agendum erat. Ad hanc synodum invitati sunt Senonensis provinciæ antistites (e quorum numero sanctus Ivo), qui accedere renuerunt, hanc inter alias rationem obtendentes : « Non videtur nobis utile consilium ad illa concilia convenire, in quibus *non possumus* eas personas contra quas agitur *condemnare vel judicare;* quia nec nostro, *nec ullius hominum probantur subjacere judicio*... Principales Ecclesiæ claves nolumus potestate sua privare, quæcumque persona vices Petri habeat, nisi manifeste ab evangelica veritate discedat » (epist. ccxxxvi Ivonis). Igitur, excepto casu Papæ manifeste hæretici, certum Ivoni erat Romanos Pontifices, quantumvis moribus pravos, *nullius hominum subjacere jurisdictioni*. Simulque docebat solum adhiberi posse caritativæ commonitionis remedium. Quod sane remedium, si convenienter a quamplurimis Episcopis adhibeatur, magnam profecto vim plerumque habebit. — 4° Quid vero, si ejusmodi charitativa correctio inefficax remaneat? An nullum supererit præter concilii in Papam jurisdictionem? Superest sane aliud, cujus efficacia certissima, videlicet scandalosi Pontificis mors, quæ nequit serius ocius non contingere. Interea profecto non peribit Ecclesia. Igitur I°, jurisdictio concilii in Papam, in dicto casu, non est remedium *necessarium ad hoc ut Ecclesia non pereat*.

II. *Neque necessarium dici potest ad hoc ut Ecclesia grave*

detrimentum non subeat. — 1° Etiam hoc sensu *necessarium* dici nequit quod est impossibile. 2° Quod non est necessarium nisi ut Ecclesia grave aliquod detrimentum non subeat, non est proprie ac stricto sensu *necessarium.* Nec voluit Christus ut in Ecclesia sua non orirentur tempestates et scandala; quæ licet nonnullis in perniciem cedant, multis simul utilia sunt, eorum fidelitatem probando et meritum augendo. 3° Præsto est Episcopis remedium aliud, videlicet charitativa et reverentialis correctio; simulque si majori sanctitate, vitæ austeritate ac evangelicis virtutibus in suis respective diœcesibus reluceant, detrimentum ex pravo capitis exemplo proveniens compensabunt. 4° Quod remedium vocant adversarii, gravius detrimentum ingereret quam pravi mores Pontificis usque ad ejus obitum perdurantes. Facili enim negotio excogitarentur Papæ crimina, ob quæ prætenderetur eum esse deponendum. Hincque orirentur perturbationes et schismata. Remedium scilicet pejus malo foret.

Propositio IVª. — *Papam non posse ob pravos mores suos a concilio judicari ac deponi, est communis catholicorum doctorum sententia.* — Id sufficienter probat Suaresii testimonium. « Extra casum hæresis, inquit, non potest verus et indubitatus Pontifex, etiamsi iniquissimus sit, dignitate sua privari. Est *certa* et *communis* conclusio » (*De fide*, disput. x, sect. VI, n. 13). Citata auctoritate sancti Thomæ (in quarto, distinct. decima nona, quæst. II, art. 2, quæstiuncula tertia, ad 2) et plurium aliorum, conclusionem probat Suarez pluribus rationibus, quarum prima hæc est : « Quia Papa, quantumvis iniquus, verus est Papa; ergo habet supremam potestatem; ergo illi est obediendum; juxta id sancti Petri : *Non tantum bonis et modestis, sed etiam dyscolis;* et (Matthæi, XXIII) : *Super cathedram Moysis,* » etc.

CAPUT III

DE CASU PAPÆ HÆRETICI. — NEQUE OB HUNC CASUM PAPA CONCILIO SUBJICITUR.

Prænotanda. — 1° Casus hæresis quoad summos Pontifices non ille intelligitur, quo aliquis eorum *ex officio* definiens aliquod dogma fidei, errorem definiret. Hoc modo nunquam hæreticus esse potest ullus Romanus Pontifex, ob concessam ipsi *ex cathedra* docenti infallibilitatem, prout certum et omnino tenendum probavimus, *secunda* præsentis tractatus parte. Sed agitur dumtaxat de casu quo Papa, *tanquam privatus doctor*, crederet et pertinaciter propugnaret aliquid contrarium cuipiam articulo fidei evidenti aut definito, quod hæresis proprium est. — 2° Ad hunc casum fidenter provocant adversarii, id est, Gallicani systematis sequaces, ut concludant concilium esse supra Papam. Sic nempe argumentantur : Papa, etsi ex cathedra hæresim docere nequeat, saltem ut doctor privatus potest hæreticus fieri : atqui necesse est ut Papa hæreticus a concilio generali deponi possit, ac proinde ut concilium jus in Papam habeat : ergo in hoc saltem casu Papa concilio subjicitur. Hujus syllogismi *majorem*, id est, dari posse casum Papæ hæretici, negant auctores catholici multi, inter quos Albertus Pighius (de Eccl. hierarch. cap. VIII); quorum sententia haud levibus momentis nititur, ita ut vel sola impediat ne peremptoria sit adversariorum argumentatio. *Minorem* autem, id est, in casu Papæ heretici concilio competere jus in Papam qui hic et nunc Papa sit, tanquam certo erroneam rejicit communis catholicorum doctorum sententia. Equidem Constantiensis concilii temporibus, quando quæstio hæc agitari cœpit, et etiam aliquandiu postea, reperire est in nonnullis auctoribus, cæteroquin catholicis, haud pauca minus considerate dicta; prout contingere solet quoties noviter exorta quæstio scholarum disputa-

tionibus exeutitur. Verum postea probati quique auctores communi sententia certum ac omnino tenendum docuerunt, in dicto casu (posito quod possibilis sit) Papam, nisi jam per hæresim papatu exciderit, concilio non subjici. In hoc quidem variant, utrum Papa sit ipso facto per hæresim depositus, an deponendus, an tandem nec depositus nec deponendus. Sed in hac triplici opinione pariter negatur posse a concilio ullum jurisdictionis actum in Papam exerceri. Quoad primam et tertiam, per se patet; si quidem juxta primam Papa jam Papa non est, ac proinde concilium, ipsum judicando, non judicat Papam, sed ex-Papam; et juxta tertiam, judicari a concilio nequit, nec deponi. Tandem juxta secundam opinionem, deponi quidem potest ac debet, sed per meram *declarationem* de ipsius hæresi; quæ declaratio non est jurisdictionis actus in Papam; sed, ea posita, Pontifex a Christo ipso deponitur; sicut, posita legitima electione, ab ipso Christo creatur. Quibus prænotatis, exponemus primo varias illas sententias doctorum catholicorum, qui concordant in deneganda concilio qualibet auctoritate supra Papam. Tum confutabimus erroneam opinionem, quæ Papam concilio subjicit ob dictum hæresis casum.

§ 1. — Exponuntur variæ sententiæ eorum doctorum catholicorum, qui concordant in deneganda concilio qualibet auctoritate supra Papam ob casum hæreseos.

Prima sententia *quæ negat dari posse casum Papæ hæretici.* — 1° Quibus rationibus nitatur sententia hæc, sic paucis exponit Pater Martin Societatis Jesu : « Dici potest Romanum Pontificem esse non posse etiam privatim hæreticum : tum ex verbis istis Christi : *Ego rogavi pro te ut non deficiat fides tua*, etc., quæ, licet directe pertineant ad Petrum ut doctorem Ecclesiæ publicum, simpliciter tamen accepta, exprimun tetiam hoc privilegium, ne unquam deficiat fides ipsius personalis et privata. Atque idem colligi potest ex aliis Christi verbis, *Tu es Petrus*, etc., quibus, in remunerationem con-

fessionis divinitatis Christi, ipsi promittitur inconcussa fidei soliditas; non tantum ut per eam sustineat Ecclesiam, sed etiam ut ipse semper hanc fidem intime teneat ac profiteatur, qua Ecclesiam sustentet. Tum etiam quia summus Pontifex continuo debet et infallibiliter veram fidem docere; et cum ipso ut centro unitatis catholicæ, et cum fide quam docet, convenire debet tota Ecclesia. Porro, licet absolute veram fidem docere posset Pontifex privatim hæreticus, ad id tamen requireretur, præter supernaturalem assistentiam promissam Pontificibus etiam recte credentibus et sentientibus, miraculum speciale et extra hujus assistentiæ ordinem positum, quo Pontifex hæreticus induceretur ad catholice docendum; eo quod, juxta hominis conditionem et ordinariam agendi rationem, Pontifex hæreticus pronus esset ad hæretice docendum. Ergo requireretur extraordinaria assistentia et motio divina. Porro recurri non potest ad istam motionem extraordinariam. Nam Christus, pro sapientia sua, in regimine Ecclesiæ suæ, licet supernaturali, statuere debuit et reipsa statuit ordinem, qui naturalem ordinem perficeret et elevaret ad conditionem supernaturalem, non vero perimeret aut ipsi adversaretur; et ex ordinis istius necessitate aptavit propria media fini, seu instituit media apte ordinata ad finem statutum. Porro ad finem, qui est ut summus Pontifex continuo veritatem doceat, non aliud est medium ordinarium, seu apte per se ordinatum et ordinabile, quam ut summus Pontifex ipse privatim credat quod docet, et doceat id quod credit; præsertim cum prædicatio et intimatio veræ fidei sit etiam per se actus fidei, quo scilicet creditur id quod docetur. Igitur ordo postulavit ut summus Pontifex id semper crederet quod docere continuo deberet; et per id solum Christus accommodavit assistentiam supernaturalem ordini et conditioni hominis; et suaviter, prout agit divina providentia, simul ac fortiter egit; et exclusit omnem violentiam qua res quælibet agit contra propriam inclinationem et motionem. Ergo summus Pontifex debet esse semper catholice credens, ut sit sem-

per catholice docens. Ergo summus Pontifex non potest esse unquam privatim hæreticus » (*Tractatus de Ecclesia*, autographice editus, p. 312). — Huic sententiæ non contradicit, sed prorsus concordat octodecim sæculorum experientia. « Siquidem, ait Ballerinius, nullus *vel privatus* error cuipiam Pontifici adscriptus, contra ullum dogma evidens aut definitum, hactenus inventus est, aut futurus putatur. » Et paulo ante idem auctor de casu Papæ privatim hæretici dixerat : « Dei præsidio nunquam eventurum confido » (*de Potestate Eccl.*, cap. IX, § 2, n. 8). — Eidem sententiæ tanquam cæteris omnibus *probabiliori* adhæsit Suaresius. Equidem ex professo aliam propugnavit, videlicet : Papam hæreticum non esse ipso facto depositum; deponi autem posse et debere, non per ullum actum jurisdictionis concilii in Papam, sed per meram declarationem de ipsius hæresi; qua declaratione facta, Pontifex ab ipso Christo immediate deponitur, sicut per Cardinalium electionem, ab ipso Christo immediate creatur. Hæc, inquam, sententia propugnata est a Suaresio; sed *hypothetice* dumtaxat, id est, in hypothesi quod possibilis sit casus Papæ hæretici : « Quæ certe omnia, inquit, *probabiliter* dicta sunt : procedunt tamen *supponendo* verum Pontificem posse incidere in hæresim. Quod licet multi verisimiliter affirment, mihi tamen breviter, *et magis pium et probabilius* videtur, posse quidem Papam ut privatam personam errare ex ignorantia, non tamen ex contumacia. Quamvis enim efficere Deus possit, ut hæreticus Papa non noceat Ecclesiæ, suavior tamen modus divinæ providentiæ est ut, quia Deus promisit Papam definientem nunquam erraturum, consequenter provideat ne ille unquam hæreticus sit. Adde, quod hactenus in Ecclesia nunquam accidit, censendum ex Dei ordinatione et providentia accidere non posse » (*de Fide*, disp. x, sect. VI, n. 11).

Eamdem sententiam sic exponit et tuetur Ferraris (*Bibliotheca canonica*, verbo *Papa*, art. 2, n. 62): « Papa probabilius, etiam ut persona privata, non potest in hæresim incidere et

in fide deficere. Ita Albertus Pighius, lib. IV (*de Eccl. hierarch.*, c. VIII), Gravina..., Tirinus..., Fragosus..., Joannes Viggers..., Jadertinus..., Suarez (*de Fide*, disp. x, sect. VI, n. 11), Bellarminus (*de Pontifice*, lib. IV, c. VI), Matthæuccius (*Controv.* VI, c. I, n. 3), et alii plures. Et hanc sententiam valde probabilem censet etiam Barbosa; et probabiliter tenent plurimi alii, contra Turrecrematam, Canum, Cajetanum, Sotum, Bannez, Valentiam, Castropalaum, Turrianum, et plurimos alios... Probatur autem nostra conclusio ex verbis a Christo dictis divo Petro : *Ego autem rogavi pro te ut non deficiat fides tua; et tu aliquando conversus confirma fratres tuos* (Luc., XXII); quæ verba non personaliter ad solum Petrum, sed ad omnes successores in ejus cathedra pertinere ostendimus supra... Unde cum constet Petrum sic a Deo fuisse confirmatum, ut ejus fides etiam personalis minime posset deficere, ut clare denotant illæ particulæ *pro te* et *tua*, idem dicendum est etiam de aliis Romanis Pontificibus ejus successoribus. Ideo enim tale privilegium est illis impetratum, ut fratres suos in fide confirment. Sed quomodo confirmabunt, si sunt ipsimet vel hæretici, vel infideles? An in aliis eam fidem stabilient, quam ipsimet animo execrantur et impugnant? Tum quia cum Pontifex sit viva regula, quam omnes fideles sequi et præ oculis semper habere debent, oportet muniri singulari aliquo privilegio, quo ab errore, in iis quæ sunt fidei, non solum sedes ipsa, sed etiam ipsius persona præservetur. Alias, si et ipsum Papam in hæresim labi et a fide deficere admittamus, quid aliud sperari poterit, nisi quod cæcus ipse nos cæcos simul in foveam trahat?... Hinc hæc de Romana Ecclesia præ omnibus aliis prædicatur excellentia et prærogativa singularis, quod omnes aliæ principaliores et antiquiores Ecclesiæ, non solum hæreticos, sed etiam heresiarchas habuerunt Episcopos; Antiochena videlicet Paulum Samosatenum; Alexandrina Dioscorum; Constantinopolitana Nestorium et Macedonium, et sic de reliquis...; Ecclesia vero Romana nunquam. Ex tot enim Romanis Pontificibus, quamvis aliquibus subinde moribus

utcumque dyscolis, nemo unquam repertus fuit, qui in hæresim vel apostasiam fuerit prolapsus... Et expresse id testatur Agatho Papa, in epistola ad Constantinum imperatorem, quæ lecta est in sexta synodo, actione IV, et postea actione VIII ab omnibus approbata. *Hæc est*, inquit, *veræ fidei regula, quam et in prosperis et in adversis vivaciter tenuit apostolica Christi Ecclesia, quæ per Dei gratiam a tramite apostolicæ traditionis nunquam errasse probatur, nec hæreticis novitatibus unquam depravata succubuit, quia dictum est Petro : Simon, Simon, ecce Satanas expetivit vos ut cribraret sicut triticum. Ego autem rogavi pro te, ut non deficiat fides tua. Et tu aliquando conversus confirma fratres tuos. Hic Dominus fidem Petri non defuturam promisit, et confirmare eum fratres suos admonuit; quod apostolicos Pontifices meæ exiguitatis prædecessores confidenter fecisse semper cunctis est agnitum...* Nec valet objicere quod si omnis Papa, ut S. Petrus, neque ut persona privata posset in hæresim incidere et a fide deficere, hoc esset de fide, et consequenter essent hæretici contrariam sententiam tenentes; quod non est dicendum, cum illam teneant clarissimi doctores tum canonistæ, tum theologi; non valet, inquam, quia etiamsi dicatur id esse de fide, ut volunt aliqui (inter quos Matthæuccius, *Controv.* VII, cap. I, n. 6) utpote revelatum saltem implicite et virtualiter in illa propositione, *ego rogavi pro te ut non deficiat fides tua*, adhuc tamen contrarium sentientes non essent hæretici, quia propriam opinionem sustinent cum pertinacia, ut requiritur ad hæresim, sed parati sunt parere Ecclesiæ definitioni.

Objicitur 1°. — Opinio hæc habet contra se *communiorem* et *antiquiorem* doctorum scholæ sententiam.

Respondetur : Id verum est. Sed in quæstionibus nondum definitis et liberæ scholarum disputationi permissis, contingere potest ut sententia recentior et minus communis, vera sit et ut talis agnosci tandem debeat.

Objicitur 2°. — Habet insuper contra se auctoritatem Innocentii III, cujus hæc sunt verba in sermone tertio pro anni-

versario consecrationis suæ : *In tantum fides mihi necessaria est, ut, cum in cæteris peccatis Deum judicem habeam, propter peccatum quod in fide committitur possim ab Ecclesia judicari* (vide Sylvium in IIª IIæ S. Thomæ, tom. III, q. XXXIX, art. 3, concl. 2).

Respondetur : Equidem ibi supponit Innocentius III, posse Romanum Pontificem tanquam personam privatam labi in hæresim. Sed ita locutus est Innocentius III, sequens opinionem suo tempore magis receptam; nec id pronuntiavit tanquam Pontifex fidem definiens; unde dici potest ipsum in hoc errasse. Hic autem ejus error non est hæresis, quia propositio ista, *Papa nequit etiam privatim hæreticus fieri*, etiamsi vera sit, non tamen est ARTICULUS FIDEI evidens aut definitus. Igitur citatum Innocentii III dictum, favet quidem sententiæ quæ tenet Papam posse privatim hæreticum fieri; vim tamen peremptoriam non habet.

Objicitur 3°. — Canon *Si Papa* (ex actis Bonifacii Moguntini, apud Gratianum dist. XL, c. VI). Papam ab inferiorum jurisdictione exemptum affirmat cum hac exceptione : *Nisi deprehendatur a fide devius.* Et in simili documento concilii quinti sub Symmacho Papa legitur : *Nisi a recta fide exorbitaverit.* Igitur in remota etiam antiquitate indubitata vigebat doctrina, posse Papam hæreticum fieri.

Respondetur : De duobus illis documentis sic adnotat eruditus Ballerinius : « Monebo canonem *Si Papa*, de quo in actis hactenus notis sancti Bonifacii Archiepiscopi nullum indicium est, nullaque apud canonistas Deusdedit antiquiores occurrit mentio, incertæ admodum esse auctoritatis ac fidei : concilium vero V Romanum sub Symmacho, vulgo legitimum habitum, omnino supposititium probasse nobis videmur, in tractatu *de antiquis canonum collectionibus*, qui prodiit tomo III nostræ editionis Venetæ Operum sancti Leonis. Vide parte III, cap. VI, n. 7, pag. 217 » (*de Potestate Ecclesiastica*, cap. IX, §, n. 8, sub finem).

SECUNDA SENTENTIA *quæ, supponens Papam posse fieri hære-*

ticum, tenet eum per hæresim ipso facto deponi. — Eam defenderunt Turrecremata, Augustinus de Ancona, Paludanus, Driedo, Castillio, Symmanchas, Jacobatius, Salmeron. Præcipua ejus momenta hæc fere sunt : 1° Fides est fundamentum necessarium cujuslibet jurisdictionis ecclesiasticæ. Ergo papalis jurisdictio stare nequit cum hæresi. Ergo Papa labens in hæresim, hoc ipso Papa esse desinit, seu deponitur. — 2° Plures sanctorum Patrum textus aperte indicant, non posse quemquam qui fide caret jurisdictionem in Ecclesia habere (vide citationes apud Suarez, *de Fide*, disp. x, sect. VI, n. 2). — 3° Hæreticus membrum Ecclesiæ non est; ergo nec caput. — 4° Hæreticus debet vitari (epist. II S. Pauli ad Titum, c. XIII, v. 10); et non debet salutari (epist. II S. Joannis). Ergo a fortiori ei non debetur obedientia. Papa vero cui non debetur obedientia, jam Papa non est, sed Papatu excidit. Ergo Papa labens in hæresim, ipso facto papalem potestatem amittit.

Impugnatur sententia illa rationibus sequentibus : 1° Si Papa ob hæresim ipso facto deponeretur, id fieret vel jure divino, vel jure humano. Atqui neutrum. Nam cum pœna depositionis gravissima sit, ut jure divino incurerretur, deberet id in jure divino exprimi. Nulla autem reperitur juris divini dispositio, quæ id statuat, sive generaliter de hæreticis, sive specialiter de Episcopis, sive specialissime de Papa. Neque de hoc habetur ulla certa traditio. Aliunde neque per jus humanum potest Papa hæreticus ipso facto depositionem incurrere. Nam legem illam tulisset, vel concilium, vel Papa prædecessor. Si prius, invalida lex foret, utpote lata ab inferiore in superiorem. Si posterius, esset adhuc invalida, utpote lata ab æquali in æqualem. — 2° Ecclesiæ summe perniciosum foret, si ob hæresim Papa ipso facto deponeretur. Nam id intelligeretur, vel dumtaxat de hæresi notoria et publica, vel etiam de hæresi externa occulta, vel de interna. Quoad hæresim publicam et notoriam, incideret dubium, quanta esse debeat notorietas seu infamia, ut Pontifex censendus sit Pa-

patu excidisse. Inde sequerentur schismata, et perplexa forent omnia, præsertim si, non obstante notorietate allegata, Papa per vim vel alio modo sedem retineret et plures muneris sui actus exerceret. Quoad hæresim externam quidem sed occultam, adhuc majora exurgerent detrimenta. Nam omnia Pontificis sic occulte hæretici gesta nulla forent et irrita, idque nonnisi paucis innotesceret. Quod inconveniens adhuc majus foret, si per internam hæresim Papa ipso facto deponeretur, ut patet. Unde supponi nequit Christum voluisse Pontificem propter hæresim papatu excidere, nisi forte postquam Ecclesia declaraverit Papam esse revera hæreticum. — 3° Fides non est necessaria, ut homo sit capax spiritualis et ecclesiasticæ jurisdictionis, possitque exercere veros actus talem jurisdictionem exigentes. Nam in extrema necessitate sacerdos hæreticus potest absolvere, ut docetur in tractatibus de pœnitentia et de censuris; quæ tamen absolutio jurisdictionem exigit et supponit. Præterea, potestas ordinis, quæ prestantior suo modo est, stare potest sine fide seu cum hæresi; ergo et ecclesiastica jurisdictio. — 4° Insuper, amittitur fides per solam internam hæresim, et tamen nullus est catholicus doctor qui unquam tenuerit ob solam internam hæresim Episcopos aut Romanum Pontificem jurisdictione sua privari; ergo stare potest jurisdictio sine fide. — 5° Ad textus Patrum, quibus docetur, non posse quemquam qui fide careat, jurisdictionem in Ecclesia habere, respondetur : id intelligendum eo sensu, quod sine fide nequeat jurisdictio ecclesiastica convenienter exerceri, et eo sensu quod hæreticus jurisdictionis privationem mereatur; vel etiam intelligendi sunt aliqui ejusmodi textus, de jure canonico privatos Episcopos respiciente, quo scilicet ipso facto depositi decernuntur. — 6° Ad argumentum, *Papa hæreticus non est membrum Ecclesiæ, ergo nec caput*, respondet Suarez : « Papam hæreticum non esse membrum Ecclesiæ quoad substantiam et formam qua constituuntur membra Ecclesiæ; esse tamen caput quoad officium et influxum. Quod non est mirandum, quia

non est primum et præcipuum caput sua virtute influens, sed quasi instrumentale et vicarium primi capitis, quod potens est influxum spiritualem membris tribuere vel per caput æneum. Proportionali enim ratione per hæreticos interdum baptizat, interdum etiam absolvit, ut dictum est» (*de Fide*, disp. x, sect. VI, n. 5). Sic etiam responderi potest : Papa hæreticus non est membrum et caput Ecclesiæ, quo ad vitam supernaturalem quæ per fidem inchoatur et per charitatem perficitur, per quam vitam supernaturalem omnia Ecclesiæ membra in unum corpus supernaturaliter vivens coalescunt, concedo : non est membrum et caput quoad potestatem regiminis muneri suo propriam, nego. Non enim repugnat velle Christum ut Papa (idem dic de Episcopo quoad diœcesim), licet ob hæresim non sit jam pars corporis istius supernaturaliter viventis, adhuc tamen habeat potestatem Ecclesiam regendi, perinde ac si dictam vitam supernaturalem non amisisset. Sane quoad potestatem ordinis, voluit Christus ea non privari presbyterum et Episcopum hæreticum, etsi per hæresim jam desierit esse, in præfato sensu, Ecclesiæ membrum. Non autem magis repugnat stare jurisdictionem in Episcopo et in Papa, sive interne tantum, sive etiam externe hæretico.

Tertia sententia. — *Papam hæreticum deponere potest et debet generalis synodus; non quidem jurisdictionem in ipsum exercendo, quod possibile non est, cum Papa sit concilio superior; sed simpliciter declarando eum esse hæreticum; qua posita declaratione, Papa statim a Christo ipso deponitur.*—Hujus sententiæ præcipuus propugnator Suarez; qui tamen eam defendit solummodo *hypothetice*, id est, in hypothesi quod dari possit Papa hæreticus; quam hypothesim rejici debere ipsi *probabilius* est. Suaresii hac de re disceptatio sic paucis contrahi potest :

Primo, ponit conclusionem istam : « Si Papa sit hæreticus et incorrigibilis, cum primum per legitimam Ecclesiæ jurisdictionem sententia declaratoria criminis in eum profertur,

desinit esse Papa » (*de Fide*, disp. x, sect. VI, n. 6). Quam conclusionem dicit esse communem doctorum sententiam. — *Secundo*, illius conclusionis rationes deducit in hunc modum : « Colligitur ex Clemente primo, epistola primâ, ubi ait Petrum docuisse, hæreticum Papam esse deponendum. Fundamentum autem hoc est, quia gravissimum foret nocumentum Ecclesiæ talem habere pastorem, nec posse sibi subvenire in tam gravi periculo. Præterea contra dignitatem Ecclesiæ facit subditam manere hæretico Pontifici, neque posse illum a se depellere. Nam qualis est princeps et sacerdos, talis solet existimari populus. Hoc item confirmant rationes prioris sententiæ; illa præcipue, quod hæresis *ut cancer serpit;* propter quod malum, hæretici (quoad fieri potest) vitandi sunt; multo vero magis pastor hæreticus. Quomodo autem vitari potest, si pastor esse non desinat » (loco cit., n. 6). — *Tertio*, expendit Suarez a quo facienda sit dicta declaratio; et concludit id spectare ad omnes Episcopos Ecclesiæ, ac proinde ad concilium generale. — *Quarto*, sibi objicit difficultatem legitime congregandi ejusmodi generale concilium. Et dicit forsan non esse congregandam generalem synodum, et sufficere concilia provincialia. Tum addit concilium generale, etsi non possit ordinarie cogi legitime nisi a Papa, in hoc tamen casu coadunari posse, vel a Cardinalibus, vel ex consensu Episcoporum, etiam invito Romano Pontifice. — *Quinto*, dicit per ejusmodi declarationem non exerceri a concilio ullum actum superioritatis supra Papam; sed a Christo ipso Papam deponi, statim ac concilium declaravit Papam esse hæreticum.

Contra illam Suaresii sententiam hæc objici possunt : 1° Quod legitime, invito Papa, congregari valeat generale concilium ad declarandam Pontificis hæresim, quodque facta ista declaratione Pontifex a Christo deponatur, non est dogma, sed mera opinio. Igitur fidelibus et doctoribus liberum erit Papam qui declaratus est hæreticus adhuc habere tanquam verum et legitimum Pontificem; eum vero qui ejus loco electus fuisset, repellere tanquam intrusum. Imo facile contin-

geret ut multi Episcopi tale concilium generale pro illegitimo haberent, et ad illud accedere renuerent. Quod si tandem ejusmodi concilium celebraretur, licite negari posset ejus legitimitas; et insuper negari etiam posset, Papam, qui ante sententiam synodalem nondum ob hæresim depositus erat, jam esse depositum post declaratoriam sententiam. Igitur dictum systema nedum malo remedium afferat, ei addit malum multo majus; januam scilicet intricatissimo schismati aperit. — 2° Præcipuum hujus sententiæ fundamentum est, voluisse Christum ut Papa hæreticus non deponeretur ipso facto per hæresim, sed dumtaxat postquam a concilio generali declaratus esset hæreticus; quæ voluntas Christi colligitur ex eo quod necessaria sit ad præcavenda Ecclesiæ mala. Porro hæc ratio non valet. Nam Ecclesiæ multo minus noxium percipitur si Pontifex, qui non obstante hæresi jurisdictionem suam retinuit, eam usque ad mortem retineat. Enimvero longo tempore opus erit ut major pars Episcoporum de asserta hæresi Papæ, et de factis quibus constat, certam notitiam acquirat; item ut tractetur de congreganda generali synodo et major pars antistitum in id consentiat, præsertim cum, ad minus, incerta sit talis generalis concilii legitimitas, et incerta hujus medii efficacitas ad deponendum Pontificem. Unde tale remedium plerumque non adhiberetur nisi jam ad finem vergente hæretici Papæ pontificatu. Immo plerumque obiisset Papa hæreticus, antequam congregari potuisset tale concilium et suam declaratoriam sententiam pronuntiare. Interea vero tractationes de celebranda synodo generali et deponendo Pontifice, totam Ecclesiam scandalo, commotionibus et scissionibus opplerent. Minus certe malum, si Pontifex hæreticus, qui per privatam hæresim non perdidit regendæ universalis Ecclesiæ potestatem, eam vel sic regere pergat usque ad obitum. Igitur si ea censenda sit voluntas Christi, quæ melius Ecclesiæ provideat, procul dubio voluit Christus, vel nunquam in hæresim, etiam privatam, labi posse Pontificem, vel ab ipso usque ad obitum

retineri Pontificiam jurisdictionem, non obstante privata ipsius hæresi.

Quarta sententia. — *Generalis synodus nullo modo efficere potest ut Papa hæreticus (si talis dari unquam possit) Pontificia jurisdictione privetur.* — Hisce momentis nititur : 1° Pontifex non deponitur ipso facto per privatam hæresim[1], ob rationes supra deductas contra *secundam* sententiam. — 2° Nequit generalis synodus, per propriam suam auctoritatem seu jurisdictionem supra Papam, illum deponere. Nam, ex hypothesi, licet hæreticus, adhuc est summus Pontifex, supremam retinens auctoritatem, cui tota Ecclesia, ac ipsa etiam generalis synodus, subjicitur. Inferior autem nequit superiorem suum judicare ac deponere. — 3° Nec potest generalis synodus, declarando Papam esse hæreticum, efficere ut a Christo ipso deponatur. Nam ut vim haberet talis depositio deberet esse certa; id est, certum esse deberet, posita dicta concilii declaratione, statim Papam Pontificia dignitate a Christo privari. Porro id non est dogma, nec quid certum, sed mera opinio. Igitur, cum Pontifex ante illam synodalem declarationem adhuc potestate sua potiatur, nec ea spoliatus, post declarationem certo probetur, in praxi perinde est ac si certo eam adhuc retineret.— 4° Imo non potuit Christus, pro divina sapientia sua, hoc modo Papam hæreticum deponere. Nam ut generalis synodus posset devenire ad sententiam illam juridice prolatam, qua Pontificem hæreticum declararet, deberent Episcopi resistere Papæ, talis concilii congregationem prohibenti; id est, deberet præcedere schisma. Ii scilicet Episcopi qui, invito ac prohibente Papa, nihilominus talis concilii celebrationem procurare tentarent, obedientiam hoc ipso denegarent Pontifici, adhuc plenam regiminis potestatem retinenti. Ex qua inferiorem in superiorem suum insurrectione, ingens oriretur scandalum ac perturbatio. Nec cessaret malum, etiamsi deveniri posset ad dictam synoda-

[1] De qua sola hic agitur : nam hæreticus esse nequit tanquam Pontifex, id est, quando fidem docet et definit ex officio, seu, ut dicitur, *ex cathedra*.

lem sententiam; quia post ejus prolationem, non certum fieret Papam esse depositum, sed id licite negari posset. Insuper eligeretur novus Pontifex, qui licite pro intruso haberi posset ab omnibus opinionis contrariæ propugnatoribus. Sane censendus non est Christus Ecclesiæ suæ per remedium malo pejus providisse. — 5° Equidem grave malum foret Papa privatim hæreticus; at non tale, ut Ecclesia subsistere non posset, ac præsertim ut deberet præfatum remedium adhiberi. Nam, ex hypothesi, talis Pontifex, plenam regiminis potestatem, ante concilii generalis sententiam, retineret; nec ideo interea periret Ecclesia. Longum autem interflueret tempus antequam celebraretur generale concilium; cujus sane congregatio, in talibus circumstantiis, admodum operosa foret, ne dicam, impossibilis. Si ergo tanto tempore salva esse possit Ecclesia sub Papa privatim hæretico, cur salva esse non posset usque ad ipsius obitum? Diceretur fidelibus : Tenete orthodoxam fidem quam Papa docet et definit ex officio tanquam Pontifex : hæresim autem cui dicitur adhærere tanquam privata persona, rejicite. De hoc scilicet personali Pontificis peccato diceretur, sicut de pravis ejus moribus : *Super cathedram Moysis sederunt scribæ et pharisæi; quodcumque ergo dixerint vobis* (ex cathedra) *servate et facite; secundum opera vero eorum nolite facere*. Igitur, si dari possit casus Papæ privatim hæretici, censendus est Christus voluisse ut supremam auctoritatem nihilominus retineret, nec ullo modo posset per generale concilium ea privari.

Hæc quarta sententia mihi videtur secundæ ac tertiæ omnino anteponenda; postponenda tamen primæ. Nimirum, sicut Suaresio et multis aliis, mihi etiam, *probabilius* videtur Papam, etiam ut personam privatam, in hæresim labi non posse. Ast in hypothesi quod Papa privatim hæreticus fieri possit, omnino negarem eum esse ipso facto depositum, aut posse ab ullo concilio deponi.

Quoad textus qui contrarium supponunt, jam eos expendimus supra post primam sententiam.

§ 2. — Pontificem, ob crimen hæreseos, concilii generalis jurisdictioni subjici, ac posse ab ipso judicari et deponi, est opinio erronea et prorsus rejicienda.

PROPOSITIO I^a. — *Certum non est dari posse casum Papæ hæretici; ex quo incerta saltem remaneret opinio quæ eum ob hæresim concilio subjicit.* — Quod nequeat Pontifex, etiam ut persona privata, in hæresim labi, suadent rationes gravissimæ, superiori paragrapho deductæ, ubi *primam* sententiam exposuimus; atque ita tenent doctores multi; ac tanquam *probabilius* habet Suarez. Igitur contraria opinio nequaquam certa est; sed controversiæ inter doctores catholicos obnoxiæ. Jam vero si incertum saltem sit dari posse Papam hæreticum, hoc ipso incertum est Papam posse unquam ob crimen hæreseos concilii generalis jurisdictioni subjici.

PROPOSITIO II^a. — *Dato, non concesso, Papam in hæresim labi posse, si hæresis esset interna et occulta, nequaquam posset Pontifex ob eam concilio subjici.* — Etenim per hæresim internam et occultam nemo Ecclesiæ membrum esse desinit. Item extra controversiam est prælatos Ecclesiæ jurisdictione sua ob ejusmodi hæresim non privari. Et patet ratio. Nam alioquin omnes jurisdictionales actus dubii valoris forent, cum certo sciri nequeat utrum quis sit necne interne et occulte hæreticus. Quod proinde in summum Ecclesiæ damnum vergeret. Igitur repugnat constitutam Ecclesiam a Christo fuisse cum hac lege, ut Papa aliive prælati ob internam et occultam hæresim ipso facto jurisdictionem amitterent. Aliunde autem non possunt ea privari ab ullo humano tribunali; siquidem talis hæresis nosci et probari nequit. Unde si agatur de hæresi interna et occulta, absonum foret ob eam concilio generali Papam subjectum contendere. Cæterum occulta hæresis non impedit quin summus Pontifex suo regendæ Ecclesiæ muneri satisfaciat. Siquidem, ex hypothesi rectam fidem externe docet; et quod interne prave sentiat, ignoratur, ita ut hæc ejus interna et occulta hæresis nemini scandalo esse possit, nec universali Ecclesiæ regimini nocere.

Propositio III^a^. — *Dato, non concesso, Papam, tanquam personam privatam, labi posse in hæresim externam et publicam, nequaquam ob talem hæresim papalis auctoritas concilii generalis jurisdictioni subesset.* — Nam Papa ob ejusmodi hæresim, vel *ipso facto* est depositus, vel non. Atqui in neutro casu contingere potest ut Papa subjiciatur jurisdictioni generalis concilii. 1° Si sit ipso facto depositus, jam non est Papa. Proinde jurisdictio concilii in ipsum, non est jurisdictio in Papam, sed duntaxat jurisdictio in virum qui Papa fuit, sed qui hic et nunc Papa non est. Igitur in ista hypothesi metaphysice impossibilis est jurisdictio seu auctoritas concilii supra Papam. — 2° Si ob dictam hæresim Papa non sit ipso facto depositus, papalem auctoritatem seu primatum jurisdictionis adhuc retinet. Porro quandiu papalem auctoritatem retinet, impossibile est ipsum ullius jurisdictioni subjici. Nam ad papalem auctoritatem pertinet ut sit *plena potestas* divinitus accepta *universalem Ecclesiam pascendi, regendi ac gubernandi*, prout definivit Florentina generalis synodus. Statim autem ac Papa superiorem haberet eique subesset, hoc ipso amitteret *plenam* illam regiminis potestatem. Enimvero mendaciter alicui tribueretur *plena potestas* totam aliquam societatem regendi ac gubernandi, si existeret in hac eadem societate auctoritas superior, cui ipse subjectus foret. Unde si Papa, non obstante hæresi, papalem auctoritatem retinet, hoc ipso impossibile est eum generali concilio subjici. — Item ad papalem auctoritatem pertinet ut jus habeat oves et agnos, id est, fideles omnes pascendi; juxta verba Christi ad Petrum directa : *Pasce agnos, pasce oves.* Porro si, ob hæresim, Papa concilio subesset, non ipse pasceret oves, sed ab ovibus pasceretur et regeretur; id est, Papa esse desineret. Igitur si, ob suam hæresim Papatum non amittat, hoc ipso impossibile est eum concilio subjici. — Item, vi primatus Pontificii, Romano Pontifici obedire tenentur Episcopi singuli. Aliunde autem repugnat Episcopos omnes ut singulos ad sic obediendum teneri, nisi etiam teneantur collective, seu

in concilio adunati, prout supra probatum fuit. Igitur totus etiam Episcoporum conciliaris concessus Romano Pontifici subest, quandiu is primatum seu Papatum non amisit. Ergo si, non obstante hæresi sua, Pontifex auctoritatem Papalem retineat, non ipse concilio, sed ipsi concilium subjicitur. — Tandem ea est natura primatus Papalis (ex verbis Christi ad Petrum directis et ejus successoribus applicandis, ex definitionibus conciliorum, ex Patrum doctrina, ex Ecclesiæ praxi, et ex communi doctorum catholicorum sententia), ut sit primatus *jurisdictionis in totam Ecclesiam*, seu potestas *suprema* regendi universalem Ecclesiam, seu potestas cui fideles ac Episcopi omnes obedire tenentur, seu potestas vere monarchica. Porro repugnat existere in Ecclesia potestatem jurisdictionalem quæ sit supra primatum jurisdictionis, seu (quod idem est) supra primam potestatem jurisdictionalem quoad universam Ecclesiam; item existere potestatem quæ sit supra supremam; item existere potestatem supra monarchicam cui omnes subesse ac obedire tenentur. Igitur 2° si concedatur Papam in hæresim lapsum non ideo Papatu excidere, sed adhuc Papam esse ac Papalem jurisdictionem retinere, repugnat cum concilio generali subjici, ab eoque judicari ac deponi posse. Aliunde 1° si dicatur Papam ob hæresim esse ipso facto depositum, repugnat concilium esse supra Papam, cum depositus a Papatu jam Papa non sit. Ergo in nullo casu contingere potest ut Papa, ob hæresim, subsit concilii generalis jurisdictioni.

Objicies. — Admittenda sunt tria hæc : 1° Papa per hæresim non est ipso facto depositus; 2° censendus est Christus providisse ut Papa hæreticus posset deponi ac expelli; 3° censendus est Christus voluisse ac statuisse ut Papa hæreticus posset deponi per concilii generalis auctoritatem. Ergo Papa, ob hæresim, concilii generalis jurisdictioni subjicitur.

Respondeo : 1° Permissa hypothesi quod Papa tanquam privatus doctor in hæresim labi possit (quam hypothesim multi doctores rejiciunt, et probabilius falsam existimat

Suarez), libenter admittimur, Papam non fore ipso facto depositum, quamvis contrarium plures theologi catholici propugnaverint. — 2° Non adest ratio sufficiens cur Christus censendus sit providisse ut Papa hæreticus deponi posset. Enimvero ratio illa foret ingens detrimentum Ecclesiæ obventurum nisi talis Papa deponeretur. Atqui ratio illa non valet; tum quia Papa hæreticus non est adeo nocivum malum ut propterea Ecclesia necessario ruere et perire debeat; tum quia remedium depositionis Papæ multo pejus malo foret. Et *primo* quidem hæresis Papæ de qua hic quæstio movetur, non adeo grave malum est ut necessario censendus sit Christus voluisse talis Pontificis depositionem. Agitur siquidem de hæresi *privata* dumtaxat; non quam profiteatur Papa tanquam Ecclesiæ Pastor et in suis Papalibus decretis aut actibus, sed cui adhæreat tanquam privatus doctor, et suis solummodo privatis dictis aut scriptis. Porro dummodo Papa, quoties Pontificaliter definit et loquitur, rectam fidem doceat, satis in tuto sunt fideles, quamvis simul innotesceret eumdem Papam privatim alicui hæresi adhærere. Facile quippe omnes intelligerent auctoritate destitui sententiam a Papa tanquam privato doctore propugnatam, et ipsi dumtaxat obsequendum quando fidem ex officio et auctoritate Pontificia definit ac intimat. Si quis nihilominus contendat adeo nocivam esse posse privatam Papæ hæresim, ut Christus non potuerit Ecclesiam suam sine remedio contra tantum malum relinquere, respondemus et nos ita probabilius sentire; sed pro remedio assignamus peculiarem Christi providentiam ne Papa, etiam tanquam privatus doctor, in hæresim cadat. Prorsus autem negamus, potuisse Christum providere per remedium depositionis Papæ. Nam *secundo* remedium istud malo pejus foret. Vel enim depositio hæc facienda supponitur a Christo ipso, statim ac Papa hæreticus a generali concilio declararetur, juxta doctrinam Suaresii; vel supponitur facienda concilii generalis auctoritate. Porro in utroque casu augeretur malum, non curaetur. Nam quod Christus Papam hæreticum ipsemet deponat

statim ac hæreticus a generali concilio declaratur, est mera opinio a multis rejecta, et a qua dissentire cuique liberum est. Imo ipsi Suaresio minus probabilis est opinio illa, siquidem *probabilius* existimat dari non posse Papam privatim hæreticum. Igitur facta declaratione per generale concilium, Papam aliquem esse hæreticum, nequaquam certum fieret hunc Papam esse depositum; et in tali dubio ipsius auctoritati potius esset adhuc obsequendum. Quod si alter Papa eligeretur, nedum certo legitimus foret, pro intruso potius esset habendus. Igitur remedium depositionis, a Christo ad concilii declarationem faciendæ, nedum mederetur malo, multo pejus malum, id est schisma intricatissimum, induceret. Proinde Christus nequaquam censendus est per tale remedium providisse. Sed neque censendus est providisse per remedium depositionis auctoritate concilii faciendæ. Nam, præterquam quod impossibile est deponi Papam a concilio, ut mox dicetur, si possibile foret, sequeretur majus malum. Nam quod Christus talem auctoritatem concilio supra Papam hæreticum contulerit, non est nisi mera opinio; communissime a doctoribus catholicis rejecta, imo quæ intrinsece repugnans facile probatur. Igitur post talem depositionem, nequaquam certum foret Papam hæreticum, primatu Pontificio spoliatum fuisse; et qui ejus loco eligeretur pro intruso haberetur a multis, et licite ut talis respui posset. Igitur non remedium, sed schisma, confusio et dissensio induceretur. — 3° Nedum censendus sit Christus providisse per depositionem a concilio faciendam, dicendum est ejusmodi remedium repugnare ac esse simpliciter impossibile. Nam si Papa hæreticus sit deponendus, et non jam depositus, adhuc Papa est, et primatum jurisdictionis retinet in Ecclesiam universam. Proinde superior est cuilibet Ecclesiæ membro, et cuilibet collectioni. Seu, aliis terminis, hoc ipso quod sit adhuc Papa, est *superior* quolibet concilio generali ab ipso sejuncto, et concilii auctoritas relative ad ipsum *inferior* est. Porro repugnat et simpliciter impossibile est superiorem

subesse inferiori, et posse ab ipso deponi. Nec dicatur, intrinsece non repugnare decretum quo Christus statuisset Papam hæreticum generali concilio fore subjectum. Equidem tale decretum non repugnat, dummodo simul supponatur Papa per hæresim ipso facto *jam depositus*. Tunc enim cum jam Papa non sit, nec est relative ad concilium superior, sed inferior. At prorsus repugnat dictum decretum, si Papa supponatur *deponendus*. Tunc enim Christus voluisset eum, non obstante hæresi, adhuc esse Papam, id est, *superiorem* concilio; et simul voluisset eum subjici concilio, id est, esse *inferiorem;* quod contradictorium est. Repugnat autem Christum contradictoria voluisse et statuisse. Igitur opinio quæ tenet Papam ob hæresim concilio subjici, et ab eo deponi posse, erronea est ac prorsus rejicienda.

Propositio IV^a. — *Papam concilio subjici ob hæresim, ac ab eo deponi posse, opinio est inducens in schisma et hæresim.* — 1° Inducit in hanc practicam conclusionem : Licitum Episcopis, ob intentatam Romano Pontifici hæresis accusationem, in eum, quamvis adhuc Papa sit, insurgere; ei conciliarem congregationem prohibenti, obedientiam denegare; ipsum, hic et nunc Papam, rejicere; et ab ipso tanquam capite sese abscindere. Porro ejusmodi obedientiæ substractio et ab Ecclesiæ capite Romano Pontifice scissio, ipsissimum schisma est. — 2° Logice deducit ad hanc conclusionem, quæ hæretica est : Romano Pontifici collata non fuit a Christo *plena potestas* universalem Ecclesiam pascendi, regendi ac gubernandi. Nam si Romanus Pontifex, licet adhuc Papalem auctoritatem retineat, subjiciatur superiori auctoritati, nempe generalis concilii, falsum est ipsi competere dictam *plenam regiminis potestatem*.

CAPUT IV

DE CASU PAPÆ DUBII, SEU PLURIUM DE PAPATU CONTENDENTIUM QUIN PERSPICI POSSIT, QUIS SIT LEGITIMUS. NEQUE OB HUNC CASUM PAPA CONCILIO SUBJICITUR.

Sedulo in antecessum determinabimus statum quæstionis, seu in quo præcise stet difficultas. Tum probabimus, pro remedio quoad casum de quo agitur, non institutam a Christo fuisse ullam in terris auctoritatem supra verum ac legitimum Pontificem; sed remedium in hoc casu a divina ipsius providentia, opportuno tempore non defutura, pendere. Tandem confutabimus objectionem, qua falso contenditur Constantienses Patres, jurisdictionem in verum ac legitimum Pontificem exercuisse, sicque finem schismati imposuisse : ostendemus scilicet sublatum tunc schisma, non per ullum in verum Pontificem jurisdictionis exercitium, sed aliter.

§ 1. — Determinatur status quæstionis, seu in quo præcise stet difficultas.

I. Schisma proveniens ex eo quod duo vel plures de Papatu contendant et Ecclesiam in partes scindant, duplicis speciei esse potest. Vel enim, instituto congruo examine, detectum est cujusnam electio legitima fuerit; vel post diligentem et plenissimam indagationem, obscurum et incertum remanet quis ex contendentibus legitime fuerit electus. *Prioris speciei* schismata pluries antiquis etiam temporibus inciderunt. In his autem casibus institutum fuit ab Episcopis examen de circumstantiis electionis; et acquisita certa notitia de legitime electo uno e contendentibus, is pro vero Papa agnitus, alii tanquam intrusi ac invasores rejecti; sicque sublata omnia ejusmodi schismata. Quod constat verbi gratia ex iis quæ gesta sunt in schismate contra S. Cornelium exci-

tato, sancti Cypriani tempore; necnon in illo quod temporibus S. Bernardi contra Innocentium II et Alexandrum III efferbuit. Concilia nempe tunc congregata non in aliud intenderunt, nec aliud sibi tribuerunt, quam ut verum inter dubios Pontifices detegerent, eumque jam certo cognitum, legitimum agnoscerent ac proclamarent. Nunquam autem ante decimum quintum sæculum cogitatum est de adhibenda concilii generalis auctoritate ad deponendos omnes simul contendentes, ac proinde illum etiam qui verus esset Pontifex, licet adhuc non certo cognitus. — *Posterioris speciei* unicum dumtaxat schisma Ecclesiam exagitavit. Tempore scilicet Pisanæ et Constantiensis synodorum, duo primum, dein tres tanquam Pontifices sese gesserunt. Ac post plurimas ad detegendum verum Papam indagationes longaque tentamina, ob inextricabiles facti jurisque difficultates, incertum remansit quis e contendentibus legitimus esset Pontifex. Id nunquam in anterioribus schismatibus contigerat; siquidem in singulis, post congruum examen, ad certam de vero Papa notitiam deventum erat. Porro hic quæstio movetur dumtaxat de casu *posterioris* speciei; id est, de casu quo, *post omnes Episcoporum catholicorum investigationes, non potest detegi, imo nec spes remanet detegendi, quis sit verus Papa*. Quoad istum casum quæritur, an generali concilio competat jus deponendi unumquemque contendentium, etsi inter eos unus sit verus ac legitime electus Pontifex. Difficultas autem in eo stat, quod qui hic et nunc est verus Papa, quique proinde hic et nunc primatum obtinet seu superior est omnibus, nequeat ulli in terris auctoritati subjici; aliunde vero nisi in dicto casu subjiciatur concilii generalis jurisdictioni, nullum remanere videatur tollendi schismatis medium.

II. Plures doctores catholici, ac inter eos aliquot etiam celebres auctoritatis Pontificiæ vindices, putarunt nullum revera superesse tanti mali remedium, nisi generali synodo tribuatur jus coactivum in verum etiam Pontificem. At jus istud non admiserunt nisi in hoc *solo* casu, quo jam nulla

superest spes certo detegendi quisnam sit verus inter contendentes Pontifex.

Isti autem doctores catholici sedulo distinguendi sunt a multis aliis, id est, Gallicani systematis sequacibus, qui sic argumentantur : Non potest concilium generale jurisdictionem in verum Papam habere in hoc casu, nisi habeat in omnibus; ergo concilium semper et in omnibus est supra Papam. Utraque opinio erronea, posterior autem multo magis.

III. Plurium etiam catholicorum doctorum opinio fuit, nullum e contendentibus in dicto casu esse verum ac legitimum Papam, juxta istud adagium, quod verum reputarunt, *Papa dubius*, *Papa nullus*. Porro si vera foret opinio hæc, omnis evanesceret difficultas. Nam tunc competeret quidem synodo generali auctoritas in omnes et singulos de papatu contendentes, ast non in verum ac legitimum Pontificem; quia nullus hic et nunc existeret Papa legitimus, vereque vacaret Sedes apostolica.

Sed dictam opinionem multi rejiciunt. Dicunt vix credi posse Ecclesiam vero Pontifice caruisse per annos triginta et amplius quibus memoratum schisma duravit, ab electione Urbani VI usque ad electionem Martini V. Immo id fere impossibile videri. Si enim, aiunt, irrita fuit electio Urbani VI, subsecuta electio Clementis VII valida dicenda est, cum non potuerit alia de causa esse irrita, quam quod Urbanus VI fuerit legitime promotus. Cum igitur certum non sit istud adagium *Papa dubius*, *Papa nullus*, sed dumtaxat opinio ad summum probabilis, solvenda remanet difficultas quoad hypothesim oppositam, æque probabilem aut etiam multo probabiliorem, qua nempe supponitur unum e contendentibus esse revera hic et nunc verum Papam, licet quis ille sit ignoretur.

IV. Omissa opinione quæ nititur adagio *Papa dubius*, *Papa nullus*, juxta quam omnis evanesceret difficultas, præsens disceptatio nostra, ut adversarios hic impugnandos convincat, debet tota restringi ad hypothesim oppositam, quam

ipsi pro certa tenent, unum scilicet e dubiis Pontificibus esse verum Papam. Igitur in sequentibus paragraphis, supponendo cum adversariis nostris unum e dubiis Pontificibus esse verum ac legitimum Papam, probamus ejusmodi Papam nullatenus concilii generalis jurisdictioni subjici, nec proinde ex isto casu evinci posse concilii auctoritatem supra Romanum Pontificem.

§ 2. — Quæstio de possibili. — Velle potuit Christus dicto schismati finem imponi per divinam providentiam suam, nulla constituta in terris supra verum Papam auctoritate.

I. Ratiocinium, ab adversariis perpetuo recantatum, hoc est : Non potuit Christus Ecclesiam suam absque remedio relinquere quoad dictam schismatis speciem (quando nempe pluribus de Papatu contendentibus nulla remanet spes detegendi quis sit legitimus) : atqui nullum Christus præstitisset remedium, si concilio generali potestatem non contulisset verum inter dubios Pontificem deponendi : ergo hanc concilio potestatem contulit. — Respondetur ad majorem : Non potuit Christus Ecclesiam relinquere sine remedio *sive per auctoritatem in terris constitutam, sive per providentiam suam præstando*, concedo : non potuit relinquere sine remedio *per auctoritatem aliquam humanam præstando*, nego. Respondetur ad minorem : Nisi Christus potestatem concilio supra verum Papam contulisset, nullum suppeditasset remedium *per humanam potestatem præstandum*, concedo : *per divinam suam providentiam ingerendum*, nego. Ejusmodi nempe adversariorum argumentum, quod inscribunt *ex necessitate remedii*, merum sophisma est. Necessarium quidem remedium eo sensu quod debuerit Christus providere, ne dictum schisma perpetuum fieret. At nequaquam repugnat id Christum præstare voluisse per providentiam suam ; ita scilicet eventus et hominum corda moderando, ut ab illa vexatione, quando ipsi placeret, Ecclesiam suam liberaret.

II. Confirmatur exemplo aliarum vexationum, quas per-

misit Christus in Ecclesia sua excitari (ob finem utique bonum, licet nobis quandoque ignotum), et in quarum remedium nullum humanum subsidium constituit. Priorum sæculorum persecutiones, verbi gratia, nisi modum et finem accepissent, nomen Christianum Ecclesiamque prorsus tandem extinxissent. Porro nullam in terris potestatem constituit Christus, ac constitutam revelavit, quæ valeret istam ethnicorum sævitiem efficaciter coercere. Sed, deficiente omni humano subsidio, ejusdem Christi Domini fuit remedium præstare, quod et quando ipsi placuit. Atque idem dicendum de nonnullis scandalis, Ecclesiæ ruinam secum tracturis, nisi miserante ac providente Deo sublata fuissent. Necessarium sane in his etiam casibus remedium; et tamen non aliter provisum quam divina providentia. Ergo pariter potuit Christus, quoad dictum schisma, remedium constituere, non in attributa concilio supra verum Papam potestate, sed in providentiæ suæ regimine.

Objicies. — Divinæ sapientiæ adversatur per miracula et supernaturalem influxum mederi dictis schismatibus, pro quorum remedio satis esset semel auctoritatem ad id competentem in Ecclesia constituisse.

Respondeo : Ita quidem quoad ordinaria schismata, quæ pluries recursura prævidebantur; id est, quoad schismata ex pluribus de Papatu contendentibus provenientia, quæ compesci ac finiri possunt per diligens circumstantiarum electionis examen. Et quoad hanc schismatum speciem existit revera sufficiens in Ecclesia auctoritas; Episcoporum nempe, quorum in his casibus jus et officium est, sive singulatim, sive in conciliis particularibus, sive etiam (si opportunum ipsis videatur) in concilio generali, diligenter investigandi quisnam inter contendentes verus sit ac legitimus Pontifex, et quem certo talem compererint, publice agnoscendi ac proclamandi. Quæ quidem Episcoporum auctoritas non est jurisdictio in verum Papam, licet dubium; sed est dumtaxat potestas procurandi ut detegatur et agnoscatur. Casus vero

quo, post longas ac diligentes Episcoporum investigationes nulla spes remanet verum inter dubios Papam detegendi, ex natura sua rarissimus est. Semel dumtaxat contigit duodecim sæculorum spatio, et vix ac ne vix quidem, ob subsecutas quoad electionem Ecclesiasticas leges, ante finem mundi reincidere potest. Porro quod necessario debuerit pro sapientia sua Christus, ut huic rarissimo casui provideret, concilio verum Papam subjicere, nequaquam probari potest. Immo sapientiæ divinæ magis congruum percipitur, quod Christus in hoc casu non aliud instituerit quam providentiale remedium; prout nempe disposuit quoad alias prædictas Ecclesiæ vexationes, pro quibus removendis nulla in terris extat sufficiens auctoritas, quasque providentia sua sustulit Christus Dominus, eo quo placuit modo et tempore.

III. Ab actu ad posse valet consecutio. Potuit nempe Christus assertum ab adversariis remedium non constituere, si de facto non constituit : atqui de facto remedium dicti schismatis non constituit Christus in auctoritate concilii supra verum Pontificem, prout evincitur sequenti paragrapho.

§ 3. — Quæstio facti. — De facto in dicto casu a Christo in remedium constituta non fuit ulla jurisdictio concilii in verum Papam.

I. Concilio generali, in dicto casu, competere jurisdictionem in verum inter dubios Papam, de facto est dumtaxat mera nonnullorum opinio. Ipsi nempe adversarii qui huic opinioni adhærent, fatentur illam non esse dogma inter catholicos certum et necessario amplectendum. Immo fateri debent illam communius a catholicis doctoribus tanquam erroneam rejici. Proinde, contingente casu, nullus contendentium tenetur in conscientia opinionem illam sequi, id est, concilii generalis jurisdictioni ac sententiis sese subjicere; sed etiamsi generalis concilii sententia deponatur, licite potest sententiam illam habere pro nulla et irrita; ac sic etiam cuilibet catholicorum sentire fas est. Porro jurisdictio gene-

ralis concilii in verum inter dubios Pontificem, quæ sic de facto in Ecclesia catholica incerta est et controversiæ obnoxia, hoc ipso insufficiens et inepta est ad medendum dicto schismati. Ergo de facto prætensa hæc jurisdictio non est remedium a Christo institutum in dicto casu. Nequit enim Christus, ad assequendum aliquem finem, instituere medium insufficiens, ineptum ac inutile. Id siquidem insipiens foret, et insuper tale medium seu remedium instituere, idem est ac nullum instituere. Quod ratiocinium sic alio modo exhiberi potest.

II. Si instituisset Christus, pro dicti schismatis remedio, concilii generalis jurisdictionem in verum inter dubios Pontificem, hanc suam institutionem ita revelasset, ut esset dogma proprie dictum, id est, ut tale in Ecclesia catholica cognitum ac receptum; non autem potuisset Christus hanc suam institutionem incertam ac controversiæ obnoxiam relinquere; quia sic incerta remedium esse nequit. Cumque dictæ speciei schisma nonnisi semel in tota Ecclesiæ duratione contingere deberet (vix enim reincidere potest), providisset Christus præfatam suam institutionem tanquam dogma certissimum ab Ecclesia explicite agnosci ac doceri, eo præsertim tempore quo casus incidit; et a tempore illius schismatis, idem dogma non potuisset incertum remanere ac controverti. Porro adhuc hodie, pluribus elapsis post dictum schisma sæculis, doctrina de constituto remedio in generalis concilii supra Papam jurisdictione, mera nonnullorum opinio est, quæ communius a doctoribus catholicis tanquam erronea confutatur ac rejicitur. Ergo de facto prætensa illa generalis concilii in verum inter dubios Pontificem juridictio, ad minus incerta est; ergo de facto non est remedium a Christo institutum.

III. Est dogma catholicum, in Sacris Scripturis revelatum et ab Ecclesia expresse definitum, Romanis Pontificibus, in persona beati Petri, collatam a Christo fuisse *plenam potestatem regendi, pascendi ac gubernandi universalem Ecclesiam*.

Igitur cuilibet Romano antistiti legitime electo competit *plena* illa regiminis potestas seu primatus jurisdictionis; idque pariter de fide est. Jam vero prorsus repugnat, prout supra fuse probavimus, eum qui *plenam* regendæ totius Ecclesiæ potestatem seu jurisdictionis primatum obtinet, id est, eum qui *omnibus superior* est, esse simul *inferiorem* relative ad aliquot, vel etiam relative ad omnia simul collecta Ecclesiæ membra. Repugnat proinde illum generalis concilii jurisdictioni unquam subjici. Ergo Christus *de facto* instituit quemlibet verum seu legitime electum Romanum antistitem fore concilio superiorem. Ergo ita *de facto* instituit etiam quoad verum et legitime electum inter dubios Pontificem. Ergo, in casu schismatis de quo agitur, *de facto* Christus pro remedio non instituit, verum ac legitime electum Papam generali concilio subjectum fore. — Quæ argumentatio sic etiam evolvi potest: Propositio ista, quæ ad fidem pertinet, *Romanis Pontificibus competit regendæ totius Ecclesiæ plena potestas*, universalis est. Proinde vera est etiam quoad verum et legitime electum, inter plures de pontificatu contendentes, summum Pontificem. Quod cæteroquin ex ipsa hypothesi patet. Enimvero unus e contendentibus *verus* Papa supponitur. *Verus* autem Papa esse nequit nisi quatenus Pontificiam potestatem revera possidet; qua si destitueretur, non magis ipse *verus* Papa foret quam contendentes cæteri. Igitur is, licet dubius, primatum obtinet, cum quo stare nequit ut concilio subjiciatur. Ergo, ex institutione Christi, concilio subesse non potest. Ergo Christus *de facto* pro remedio non instituit ut subjiceretur. Nec obstat quod, quandiu dubius remanet, licite possint fideles ei obsequium denegare. Nam excusantur quidem tunc fideles ex ignorantia invincibili; sed hoc jus ipsius non tollit.

Objicies 1°. — Concilium Pisanum duos de papatu contendentes deposuit, sicque jus coactivum exercuit in verum etiam Pontificem; siquidem alteruter legitimus Papa erat.

Respondeo : 1° Eos deposuit quatenus jam a semetipsis

ob schismatis et hæresis crimen *ipso facto* jam depositos, concedo : eos deposuit sibi tribuendo jurisdictionem in eum qui hic et nunc adhuc esset verus Papa, nego. Hujus nempe synodi Patres, prout ex actis constat, nequaquam sibi tribuere ausi sunt jurisdictionem in eos Pontifices, licet dubios, potestatemve eos vi hujusce jurisdictionis deponendi. De quo sic Petrus Ballerinius : « Jam ante hoc concilium plerique theologi canonumque magistri, præcipue Gallicani et universitatis Parisiensis, omni studio investigantes qua ratione tam perniciosum et inveteratum schisma posset aboleri, primo indicarunt unicam viam legitimam esse contendentium cessionem; et in hanc procurandam tota cura intendendum, cum *nondum obtineret opinio de jure concilii œcumenici ad deponendos incerti saltem juris Pontifices*. At postquam ob contendentium repugnantiam hæc via inutilis inventa est; et similiter non omnino facilis videretur subtractio obedientiæ ab utroque, qui in sua cujusque obedientia habebatur verus legitimusque Pontifex; aliam viam excogitarunt, quam Pisanum concilium inivit. Ex actis enim et documentis ejusdem concilii liquet, in ipso prius doctorum Patrumque requisita sententia, hos fere in eo convenisse, Gregorium XII et Benedictum XIII, incerto Pontificatus jure fungentes, cum sese antea jurejurando obligassent ad ipsius Pontificatus cessionem, si tollendo schismati necessaria esset, hujus promissionis executionem diutius differentes, veluti fautores pertinacissimi schismatis, habendos esse tanquam schismaticos, immo etiam hæreticos, juxta illud scholarum (quod invaluerat) principium, quo pertinax in schismate ab hæretico practice non distinguitur. Eosdem porro ob notorium schismatis et hæresis crimen ante omnem sententiam *ipso facto* ab Ecclesia esse præcisos, et a Pontificatu consequenter decidisse; ac propterea, romana Sede jam vacante, licere ad novi certique Pontificis electionem transire. Hæc fuit sententia theologorum atque canonistarum 105, qui concilio jubente in prima congregatione consulti fuerant a cardinali Mediolanensi. Idem

quoque censuerunt alii doctores universitatis Florentinæ numero 120; a quibus non discreparunt universitates Bononiensis, Andegavensis, Aurelianensis, Tolosana, et potissimum Parisiensis. Hæc autem tot thelogorum, canonistarum, universitatumque suffragia atque principia Pisani Patres secuti noscuntur, non solum cum in prima et secunda sessionibus citari voluerunt duos contendentes, non nominibus Gregorii XII et Benedicti XIII, sed Angeli Corrarii et Petri de Luna, eo quod ipsos, ob dictas causas *ipso facto* depositos, actuales Pontifices non haberent; verum etiam et multo apertius cum post aliquot actus intermedios in definitiva sententia eosdem ut notorios schismaticos et hæreticos *ipso facto* a Deo et a sacris canonibus fuisse depositos et ab Ecclesiæ corpore præcisos declararunt sessione quarta decima, antequam in ipsos depositionis sententiam ferrent, seu potius antea latam declararent » (Ballerini, *de Potestate Ecclesiastica*, cap. VI, n. 14 et 15). Igitur Pisani concilii agendi ratio et auctoritas, nedum opinioni de jure concilii in verum Papam faveat, ipsi econtra palam adversatur.

Respondeo 2° : Etiamsi Pisanum concilium sibi jus tribuisset deponendi Papam qui hic et nunc esset verus Pontifex, perperam adversarii ejusmodi auctoritatem allegarent. Nam Pisani patres duos contendentes deponendo, seu potius, ut diximus, jam ipso facto depositos declarando, nedum schisma extinxerint, illud econtra magis accenderunt et auxerunt. Post electum nempe ab ipsis novum Pontificem, jam non duo, sed tres extitere Papæ dubii de summo Pontificatu contendentes et Ecclesiam in tres obedientias scindentes.

Objicies 2°. — Constantiense concilium, quarta et quinta sessione, definivit concilio competere jus in verum etiam inter dubios Pontificem.

Respondeo: Decreta dictarum sessionum vim generalis concilii non habere, omnique prorsus robore carere; quod probatum vide supra (parte *secunda;* sectione *secunda*, capite VI, § 5).

Objicies 3°. — De facto non aliter sublatum est schisma

quam per exercitium jurisdictionis Constantiensis concilii in verum inter dubios Pontificem.

Respondeo : Id falso asseri, prout evincitur sequenti paragrapho.

§ 4. — In concilio Constantiensi non sublatum est schisma coactiva concilii in verum Pontificem auctoritate, sed aliter.

Propositio I^a. — *E tribus contendentibus duo abdicarunt; ita ut tota difficultas sit de tertio, id est, de Petro de Luna, qui noluit abdicare.* — 1° Gregorius XII Pontificatu libere cessit. Is, post alios duos, successerat Urbano VI, qui nunc ab eruditis verus ac legitimus Pontifex fuisse, multo saltem probabilius, existimatur. « Licet enim dicti Urbani VI electio a Cardinalibus peracta incussi metus titulo vocata fuisset in dubium, ratihabitio tamen subsequens, et multo magis nova ab iisdem peracta ipsius posterior electio, et quadrimestris pacifica possessio, aliaque a Raynaldo allata (anno 1376) illam luculentissime vindicant » (Ballerinius, *de Potestate Eccles.*, cap. IX, n. 16, in nota). Igitur in Gregorium XII Constantienses Patres exercendam jurisdictionem non habuerunt, siquidem libere abdicavit.

2° Joannes XXIII, alter e contendentibus, fuit quidem sententia concilii depositus. Sed antea huic suæ depositioni, casu quo pronuntiaretur, assensum præbuerat. Spoponderat nempe synodi sententiam, etiamsi contra ipsum latam, *confirmare*, *approbare* et *omologare*. Et in ipsa depositionis sententia concilium mentionem fecit de *ejusdem submissione spontanea.* Insuper post pronuntiatam depositionem, et ante Martini V electionem, sententiam concilii confirmavit ac ratam habuit; in qua ratihabitione notanda verba ista quæ liberam renuntiationem exprimunt : *Immo eidem Papatui et juri, si quod in eodem sibi qualitercumque competierat, seu si quod sibi nunc in eodem competebat, pure, simpliciter et absolute libereque et sponte cedebat et renuntiabat* (conciliorum Labbe t. XII, col. 97, edit. Parisiis, 1672). Igitur Joannes XXIII etiam

ipse Papatui renuntiavit. Vi nempe eorum quæ gessit, Papatu excidit, in hypothesi quod verus Papa fuerit, et etiam in hypothesi quod sententia depositionis a concilio pronuntiata nulla fuerit et irrita. Dum enim hanc depositionis sententiam, quantumvis de se nullam, ipse ratam habuit, seipsum vere deposuit, id est, Papatui vere renuntiavit. Equidem objici potest hæc ab ipso gesta dum in custodia detineretur. At nequaquam dici possunt acta *ex metu cadente in constantem virum*, quo libertas ejusmodi actis necessaria tollitur. Hic enim metus in eum non cadit, qui ex metu id facit, quod jure facere tenetur. Porro ad restituendam Ecclesiæ unitatem, contendentium quisque jure naturali tenebatur Papatui renuntiare; et insuper Joannes XXIII se renuntiaturum promiserat et juramento firmaverat. Non ergo ex defectu libertatis nutare dici possunt acta quibus Papatui renuntiavit.

3° At contendentium tertius, id est, Petrus de Luna, dictus in sua obedientia Benedictus XIII, nec sicut Gregorius XII abdicare voluit, nec sicut Joannes XXIII sententiæ depositionis a concilio pronuntiatæ assentire. Quoad ipsum solvenda remanet difficultas; quomodo scilicet aliter extinctum fuerit schisma, quam per concilii Constantiensis jurisdictionem in verum Papam.

Propositio IIª. — *Ante Martini V electionem, evidens ac notorium ex eventibus evaserat, Petrum de Luna non esse verum Pontificem.* — Vera probatur conclusio sequenti punctorum serie :

I. Contingere nequit, verum ac legitimum Papam de facto a toto generaliter Ecclesiæ catholicæ corpore separari, ita ut omnes generaliter Episcopi ac fideles ipsi tanquam capiti adhærere desinant. — Nam Ecclesia quam Christus instituit non est corpus divisum a capite, nec caput divisum a corpore; sed est integrum corpus morale, constans capite simul et corpore sibi invicem cohærentibus; ita scilicet ut caput Ecclesiæ tale esse nequeat nisi corpori præsideat illudque regat, et vicissim corpus Ecclesiæ tale esse nequeat nisi capiti

subsit ab eoque regatur. Hinc sicut quælibet particularis Ecclesia, juxta dictum sancti Cypriani, est *plebs adhærens Episcopo*, ita Ecclesia catholica, ex institutione Christi, constat Episcopis et fidelibus summo Pastori adhærentibus. Equidem cum summus Pontifex sit morti obnoxius, postquam obiit et donec ejus successor electus fuerit, interim, licet capite carens, Ecclesia non perit. Hac nempe separatione, cum non sit scissio a capite hic et nunc existente ac vivente, nequaquam Ecclesiæ unitas et essentialis ejus constitutio destruitur. Destrueretur vero, nec jam vera Christi Ecclesia existeret, si, vivente ipsius capite, totum Ecclesiæ corpus ab eo sese abscinderet. Quemadmodum si, vivente rege, totum ejus regnum ab ipso deficeret, jam regnum non esset; dum econtra permanet regnum, dum, mortuo rege, successor expectatur. Igitur perimeretur Christi Ecclesia et inferi portæ adversus eam prævalerent, si contingeret legitimum ejus caput, hic et nunc vivens, a toto generaliter corpore sese abscindente rejici ac derelinqui. Proinde scissio hæc impossibilis est, cum nunquam interituram Ecclesiam suam Christus promiserit.

II. Pluribus de Papatu contendentibus, si contingat unum deseri ac rejici tanquam caput a tota moraliter Ecclesia catholica, jam hoc ipso statim notorium ac evidens fit, illum non esse verum seu legitime electum Pontificem. — Id rigorose sequitur e præcedenti puncto. Cum nempe, ex probatis, impossibile sit totam moraliter Ecclesiam sese abscindere a legitimo hic et nunc vivente capite, is a quo sese tota catholicitas de facto abscindit, hoc ipso illegitimus seu intrusus comprobatur. Et licet antea ejus illegitimas dubia foret, ex tunc tamen evadit certa prorsus ac notoria.

III. Ante Martini V electionem, Petrus de Luna seu Benedictus XIII a tota generaliter Ecclesia catholica derelictus est, ita ut omnes fere Episcopi ac fideles ipsi tanquam Ecclesiæ capiti adhærere renuerint. — Nempe post coadunatas duas Gregorii XII et Joannis XXIII obedientias, agentibus cum Sigis-

mundo rege concilii Constantiensis legatis, cæteri, ac tandem Hispani, qui difficiliores fuerant, ex tertia Benedicti XIII obedientia accesserunt ad unitatem. Remansitque Benedictus XIII cum paucissimis sibi adhærentibus in Hispaniæ angulo qui Paniscola nuncupatur.

IV. Ergo ante Martini V electionem, evidens ac notorium evaserat Petrum de Luna non fuisse legitime electum seu verum Pontificem. — Sequitur e præmissis. Si nempe verus fuisset Pontifex, contingere non potuisset hæc totius generaliter catholicitatis scissio ab ipso tanquam capite.

Propositio IIIª. — *Ergo non extinctum fuit schisma per coactivam concilii jurisdictionem in verum Papam, sed aliter.* — Nimirum, ex parte Gregorii XII cessavit schisma per liberam ipsius abdicationem. Ex parte vero Joannis XXIII, per actum abdicationi æquivalentem. Et tandem ex parte Petri de Luna, per providentialem adunationem ipsius adhærentium cum reliqua Ecclesia catholica. Qua scilicet adunatione evidens ac notoria evasit illius falsi Papæ intrusio. Unde concilii contra ipsum sententia non fuit exercitium jurisdictionis in verum et legitimum Pontificem, sed in schismaticum cujus illegitima electio jam certa evaserat. Igitur extinctum quidem est teterrimum istud schisma per Constantiensem synodum, sed quin opus fuerit eamdem synodum quidquam juris exercere ad deponendum sua auctoritate quempiam verum, licet ignotum, actualem Pontificem.

SECTIO V

DE AUCTORITATE PAPÆ RELATIVE AD CONCILIUM-CUM-PAPA.

In præcedentibus sectionibus determinatum est quænam sit potestas summi Pontificis relative ad concilium *sejunctum a Summo Pontifice*, et vice versa. Nunc breviter solvenda superest quæstio quoad concilium *conjunctum cum summo Pontifice.*

Propositio Iª. — *Papa superior non est concilio-cum-Papa.* — Concilium summo Pontifici conjunctum, seu concilium-cum-Papa, illud est quod Romanus Pontifex convocavit, cui per se vel per legatos suos præsidet, et cujus acta et decreta ipse confirmat. Atqui Papa superior non est tali concilio. Nam concilio huic inest ipsamet Romani Pontificis auctoritas, quæ seipsa major esse nequit, ut patet.

Propositio IIª. — *Auctoritas concilii-cum-Papa, extensive quidem major est sola auctoritate Papæ, non vero intensive.* — 1° Dicimus auctoritatem concilii-cum-Papa esse majorem *extensive*, id est, quoad numerum eorum qui auctoritatem exercent. Nam decretum dogmaticum a concilio-cum-Papa editum, non tantum auctoritate Papæ, sed etiam et vero sensu uniuscujusque Episcopi conciliariter pronuntiantis auctoritate nititur. Episcopi enim sunt veri judices, et ipsis capiti unitis eique concordantibus fidem infallibiliter docendi ac intimandi collata est a Christo potestas. Ac pariter in decretis disciplinæ vera Patribus competit auctoritas, ipsis a

Christo collata, quoad universale Ecclesiæ regimen, dummodo cum capite suo Romano Pontifice unanimiter et concorditer decernant. Unde in concilio-cum-Papa intervenit et exercetur *plurium* auctoritas; decreta vero a Papa extra concilium prolata *unius* auctoritate nituntur. Major igitur *extensive* concilii-cum-Papa auctoritas. — 2° Dicimus auctoritatem hanc non esse majorem *intensive*. Nam certum est Petrò scorsim ab aliis apostolis dictum a Christo : *Pasce oves, pasce agnos... quodcumque solveris... quodcumque ligaveris... confirma fratres tuos... super hanc Petram ædificabo Ecclesiam meam.* Hinc dogma catholicum est Romani Pontificis *plena potestas* Ecclesiam universalem pascendi, regendi ac gubernandi. Igitur definitio fidei a Romano Pontifice, licet extra concilium pronuntiata, fideles omnes, ipsosque fidelium pastores ad credendum, itemque ipsius decretum, disciplinam universalem respiciens, ad obtemperandum *plene* omnes constringit. Ejusmodi autem ad credendum et obediendum obligatio, major vel minor esse nequit intensive seu quoad intrinsecam obligandi vim, sed tota est vel nulla. Proinde concilii-cum-Papa decretum non potest *magis* obligare, quam idem decretum si foret sola auctoritate Papæ prolatum. Ergo non habet majorem *intensive* auctoritatem. Nimirum concilium-cum-Papa *plures* auctoritates continet, non *plus* auctoritatis.

Propositio III^a. — *Ex eo quod Papa subjiciatur fidei definitionibus a concilio-cum-Papa editis, non sequitur eum esse dicto concilio inferiorem.* — Nam quodlibet concilium œcumenicum subjicitur articulis fidei a præcedenti concilio œcumenico definitis; et tamen unius concilii œcumenici auctoritas major non est auctoritate alterius. Non potest, verbi gratia, quod definivit unum generale concilium conjunctim cum Romano Pontifice, aliter definiri ab altero generali concilio simul cum Papa pronuntiante. Item subjicitur quilibet Papa fidei definitionibus editis ab ipsius prædecessore, cui tamen inferior non est. Imo post pronuntiatam a seipso ex cathedra fidei definitionem, tenetur Papa ei adhærere; nec tamen seipso in-

ferior est. Ideo nempe quia definitionum fidei ea est natura, ut primam etiam et omnibus superiorem Ecclesiæ auctoritatem constringant. Ut proinde obligatio sese his definitionibus subjiciendi nullatenus inferioritatem arguat.

Propositio IVª. — *Canonibus disciplinæ a concilio-cum-Papa editis non ligatur Papa vi auctoritatis hujusce concilii.* — Vel agitur de ipsomet Romano Pontifice qui dictum concilium confirmavit, vel de aliquo ipsius successore. — 1° Canonibus disciplinæ a concilio-cum-Papa editis, non ligatur Romanus Pontifex hujusce concilii confirmator, vi auctoritatis ejusdem concilii. Nam, ex propositione secunda, hujus Pontificis auctoritas intensive (seu quoad vim obligandi) minor non est auctoritate concilii-cum-Papa, sed prorsus æqualis. Porro æquali in æqualem nulla competere potest jurisdictio; sed omnis jurisdictio est necessario superioris in inferiorem. Quod autem concilio insit auctoritas major *extensive* seu quoad numerum exercentium, nihil ad rem facit. Quia nisi sit simul major *intensive* seu quoad vim obligandi, non potest Papam ligare, ut patet. Igitur Pontifex qui concilium generale confirmavit, ligari non potest *ob auctoritatem ejusdem concilii*, canonibus disciplinæ in eo concilio editis. — 2° Sed neque ullus ejus successor. Nam hujus auctoritas minor non est quam prædecessoris. Ergo idem dicendum de successore ac de prædecessore. Ergo neque successor ligari potest canonibus disciplinæ in concilio-cum-Papa editis, vi auctoritatis ejusdem concilii. Dicimus *vi auctoritatis concilii*. Nam *ex jure naturali* dictis canonibus Romani Pontifices revera constringuntur certo modo, prout sequenti propositione dicitur.

Propositio Vª. — *Canonibus disciplinæ, a concilio-cum-Papa editis, jure naturali Romanus Pontifex ita ligatur, ut licite nequeat absque justa causa eos transgredi, aut abrogare, in eisve dispensare; possit vero justa interveniente causa.* — 1° Exigit jus naturale ac divinum ut supremus alicujus societatis rector ab iis peragendis caveat, quæ eidem societati detrimentum inferrent. Atque id imprimis verum est de supremo Ecclesiæ

rectore seu de Romano Pontifice, qui arctius animarum sibi commissarum spirituale bonum procurare tenetur. Atqui leges pro bono generali latas, licet mutabilem disciplinam respicientes, si, absque justa causa, Romanus Pontifex, vel ipse non observaret, vel abrogaret, vel in eis dispensaret, ingens procul dubio nocumentum Ecclesiæ ingereret. Nam dictas leges sine justa causa transgrediendo, aliis exemplo suo earum violandarum viam sterneret. Eas vero, absque justa causa abrogando, vel in eis dispensando, bonum præpediret ex earumdem legum fideli observatione proveniens. Ergo ne *licite* possit Papa, extra casum justæ causæ, dictas leges, vel non observare, vel abrogare, vel in eis dispensare, naturale ac divinum jus obstat. Quæ conclusio applicanda etiam est, ob easdem rationes, legibus quas prædecessores Romani Pontifices extra concilium promulgarunt. Immo et suismet disciplinaribus canonibus quisque Papa dicto modo ligatur; prout etiam quilibet legislator legibus suis. — 2° Quod si justa interveniat causa, exigit idem jus naturale ac divinum ut disciplinæ canones *licite* abrogari valeant, possitque in eis dispensari a supremo Ecclesiæ rectore, id est, a Romano Pontifice. Nam alias ingens sequeretur Ecclesiæ damnum; cum contingere valeat ut canon aliquo tempore utilis, alio tempore ob mutatas circumstantias nocivus evadat.

Nec objiciatur, attento jure naturali, non posse canones generalis concilii mutari ac abrogari nisi ab auctoritate *æquali*, ac proinde a novo concilio œcumenico. Nam, propositione secunda probavimus, cuilibet Romano Pontifici competere auctoritatem æqualem intensive (seu quoad obligandi vim) auctoritati generalis concilii a Papa confirmati.

Ex dictis sequitur canones generalis et a Papa confirmati concilii habere quidem vim *directivam* quoad Papam qui confirmavit et quoad ejus successores, non autem vim *coactivam*. Id est, potest quilibet Papa eos canones valide immutare et abrogare; sed non debet id facere absque justa causa.

APPENDIX

AD SECUNDAM ET TERTIAM PRÆSENTIS TRACTATUS PARTEM.

DOCTRINA SANCTI ALPHONSI DE LIGUORIO AC EJUS AUCTORITAS.

Ad singulas fere dictarum partium conclusiones, in confirmationem adduci potuisset, imo et debuisset, tanti viri doctrina et auctoritas. Sed sparsa huc illuc eximia ejus dicta minus profuissent, quam hic in unum collecta, prævio scriptionum, quibus Gallicanum systema profligavit, indiculo.

§ 1. — Quibus scriptis sanctus Alphonsus de Liguorio pestiferum gallicani systematis errorem impugnaverit.

I. Præcipuum est quod inscribitur : *Vindiciæ pro suprema Pontificis potestate adversus Justinum Febronium*. Cum nempe sub ementito Febronii nomine librum suum edidisset Episcopus de Honteim, requiem non habuit sanctus Alphonsus de Liguorio, donec pravissimi hujus systematis confutationem concinnasset. At denegata ipsi fuit in Neapolitano regno imprimendi facultas; obstante scilicet Neapolitano gubernio, quod tunc temporis Jansenismo et Febronianismo insanissime adhærebat atque favebat. Idcirco dicit sanctus Liguorius de hocce libro suo (in sua *Theologia morali*, l. I, n. 110) : *Qui tamen lucem non vidit*. Ast editus postea fuit Venetiæ. Aureus plane libellus, in quo sanctissimus vir Romano Pontifici *supremam* in Ecclesia potestatem vindicando, simul probat eam esse in definienda fide infallibilem, et generali concilio superiorem.

II. *Dissertatio super propositionem XXIX damnatam ab Alexandro VIII, quæ dicebat : « Futilis et toties convulsa est assertio de Pontificis Romani supra concilium œcumenicum auctoritate et in fidei quæstionibus definiendis infallibilitate.* » Eam inseruit sanctus Liguorius in suam *Theologiam moralem* (lib. I, tractatu *de Legibus*, n. 110 et seqq.). Et hujus scripti sco-

pus idem fere ac præcedentis. Nempe ut omnino certam probet Romani Pontificis in definienda fide infallibilitatem, et ejus supra concilium œcumenicum auctoritatem.

III. Gallicanum systema impugnavit insuper scripto suo : *Riflessi spettanti alla dichiarazione dell' assemblea di Francia circa l'infallibilità del Papa.* — Id est, latine : *Reflexiones respicientes declarationem concessus Gallicani anni* 1682, *circa infallibilitatem.* Sed opusculum istud nondum mihi comparare potui. Extat tamen, prout et duo præcedentia, in catalogo scriptorum sancti Alphonsi de Liguorio, a Sacra Rituum Congregatione examinatorum et approbatorum.

IV. In opere *Vérité de la foi* (parte tertia, cap. VIII, IX et X) iterum disseruit sanctus Liguorius de suprema Romani Pontificis auctoritate, de ipsius relative ad concilium superioritate, ac de certa ejusdem in definienda fide infallibilitate. In editione Parisiensi Parent-Desbarres 1836, posita sunt tria citata capita initio tomi XVII bis, sub titulo *de l'Autorité du Pontife romain* translata in Gallicam linguam, et ita ut caput VIII dicatur *chapitre premier*, et sic de sequentibus.

§ 2. — Quid tenuerit et docuerit sanctus Alphonsus de Liguorio de Romani Pontificis infallibilitate, ac ipsius supra concilium œcumenicum auctoritate.

1° *Summi momenti quæstionem hanc existimavit.* « Duo hic *magni ponderis*, inquit, enucleanda occurrunt, primum an auctoritas Summi Pontificis extra concilium in rebus fidei et morum decernendis sit infallibilis? alterum, an auctoritas Papæ sit supra concilium œcumenicum? » (*Theologia moralis*, l. I, n. 110). Adeo gravem quæstionem reputavit, ut contentus non fuerit eam semel pertractasse in libro suo, *Vindiciæ pro suprema Pontificis potestate;* sed tribus aliis supramemoratis scriptis pestiferum Gallicanismi systema diligenter confutandum duxerit. Et quamvis ejusmodi dogmatica disceptatio, ipsius scribendæ *Theologiæ moralis* instituto vix ac ne vix quidem congrueret, eam tamen etiam ibi, in tractatu *de Legibus*, interposuit, ita præmonens : « Hæc celeberrima quæstio... sicut ad eam pertractandam integro libello... aliquando me duxit; ita nunc me urget, ut in ea aliquantulum immemorer. Hinc parcat mihi lector, si a meo instituto nimis recedere videar » (*Theologia moralis*, l. I, n. 110). In opere *Santità e Dottrina del B. Alfonso Maria Liguori* (p. 200, editione tertia, 1834), occasione supradicti opusculi, *Riflessi spettanti alla dichiarazione dell' assemblea di Francia circa l'infallibilità del Papa*, sic adnotatur : « Pacem non reperiebat et totus commovebatur, quando impugnari et in dubium vocari audiebat Romani Pontificis supra concilium auctoritatem et ejusdem infallibilitatem in materia fidei. Econtra summopere gaudebat si quos videret in tuenda quam ipse tenebat doctrina zelo succensos, et in ea plane radicatos... Hinc perpetuo protestabatur *paratum se cum sanguine suo* usque ad mortem defendere Romani Pontificis primatum et infallibilitatem (Acta Canonizationis, vol. I, sum. p. 208, et vol. II, p. 67). Cumque cerneret

oppositionis, quam suo tempore patiebatur doctrina de Romani Pontificis in fidei definitionibus infallibilitate, præcipuam causam existere declarationem concessus Parisiensis, anni 1682, ad eam ex professo confutandam sese accinsit, et supradictum opusculum edidit. Erat ipsi Gallicana ista declaratio veluti spina, qua cor ejus transfigebatur. »

In eodem opere *Santità e Dottrina del B. Alfonso*, p. 204, videre est quantus fuerit sancti viri dolor quum prodiit pestilens Febronii scriptum, et quanta diligentia, licet jam ætate decrepita, illud confutaverit, vindicando potissimum Romano Pontifici infallibitatem et supra concilium auctoritatem. De qua suprema Pontificis auctoritate tunc ad quemdam scripsit hæc valde notanda verba : *Son pronto a dar la vita per difenderla ; perchè tolta questa, è perduta l'autorità della Chiesa, è perduta la fede* (Actorum in causa canonizationis, vol. I, sum. p. 230).

Dissimilis sane sanctus vir ab illis Galliæ scriptoribus et seminariorum professoribus, qui, postquam asseruerunt utramque opinionem in scholis catholicis, fatentibus utriusque propugnatoribus, esse *licitam* ac *liberam*, et egregio illo mendacio, ipsi olim decepti, juniores clericos deceperunt, subjungunt parvi momenti esse ejusmodi scholæ disputationes; neque hoc ad certam et tenendam doctrinam pertinere.

2° *Doctrinam de Romani Pontificis infallibilitate, ac ipsius supra concilium auctoritate, propugnavit sanctus Alphonsus Liguorius, ut omnino certam ac tenendam; contrariam vero Gallicanam opinionem non habuit ut liberam ac licitam, sed impugnavit tanquam certo rejiciendam, et auctoribus adhærendo qui* PESTEM *et* HÆRESI PROXIMAM *eam censuerunt.* — « Communis sententia, cui nos subscribimus, est quod, licet Romanus Pontifex quatenus particularis persona, sive privatus doctor, possit errare (sicut etiam est fallibilis in quæstionibus meri facti, quæ ex hominum testimoniis præcipue pendent); cum tamen Papa loquitur tanquam doctor universalis definiens ex cathedra, nempe ex potestate suprema tradita Petro docendi Ecclesiam, tunc dicimus, ipsum in controversiis fidei et morum decernendis omnino infallibilem esse » (*Theologia moralis*, l. I, n. 110). — « Ex his omnibus... quisque animadvertere potest, nostram sententiam non esse tam nostram, quam *totius Ecclesiæ sententiam, regulam et sensum*. Et ideo non ipsam, sed potius oppositam, ut futilem sæpiusque convulsam merito censendam ac rejiciendam » (ibid., n. 135). — Ex his omnibus tandem inferunt doctores, prout Suarez (l. III, *de fidei Defens.*), Bannez, et Bellarminus (l. IV, *de Pont.*, c. II), nostram sententiam esse *saltem fidei proximam*. Et contraria (dicit Bellarm. loco cit.) videtur *omnino erronea et hæresi proxima* » (*Theologia moralis*, l. I, n. 115). Ex modo quo ibi citat Bellarminum, manifestum facit sanctus Alphonsus de Liguorio se ipsi adhærere. Nimirum perinde est ac si ipse dixisset : Doctrina de Romani Pontificis imfallibilitate est *saltem fidei proxima ;* et contraria est *omnino erronea* et *hæresi proxima.* Nam ibi citat Suaresium, Bannez et Bellarminum tanquam communem sententiam exprimentes : « Inferunt doctores, inquit, prout Suarez, Bannez et Bellarminus. » Aliunde jam dixerat : « Communis

sententia, cui nos subscribimus. » Præterea, si huic Bellarmini doctrinæ non adhæsisset, vel nimiam aut non omnino certam existimasset, non sic eam simpliciter adduxisset tanquam auctoritatem, imo et tanquam probationum quas deduxerat legitimam conclusionem : « Ex his omnibus, inquit, tandem inferunt doctores, » etc. Sane si opinionem contrariam vel tantisper probabilem reputasset, id more suo adnotare non omisisset. In opere *Vérité de la foi*, parte III, c. VII, sub finem sic habet : « Quand bien même le premier sentiment, que le Pape seul est infaillible dans ses définitions *ex cathedra*, serait douteux, *quoique nous le croyions certain*, comme nous le ferons voir dans le chapitre X... » Et in hoc capite X ejusdem operis *Vérité de la foi*, ut suam exponat doctrinam, citat verba Suaresii : *Veritas catholica est, Pontificem definientem ex cathedra esse regulam fidei quæ errare non potest... Ita docent hoc tempore catholici omnes, et censeo esse rem de fide certam... Tam est constans Ecclesiæ consensus et catholicorum scriptorum concordis de hac veritate sententia, ut eam in dubium revocare nullo modo liceat.* Item citat, non semel, sed pluries, et quidem laudando, et valde *notatu dignum* præmonendo, textum Melchioris Cani : « En outre, inquit, le savant Melchior Cano, dans son célèbre ouvrage (*de Locis theolog.*, l. VI, cap. VII) dit que l'Église a toujours eu recours aux Pontifes romains dans les choses qui concernent la foi, et que leurs jugements ont toujours été considérés comme irrévocables... Il dit ensuite : *Nos autem communem catholicorum sententiam sequamur...; quam sacrarum etiam Litterarum testimonia confirmant, Pontificum decreta definiunt, conciliorum Patres affirmnnt, apostolorum traditio probat, perpetuus Ecclesiæ usus observat.* Puis il ajoute ces mots remarquables : *Hinc quæri solet an hæreticum sit asserere, posse quandoque Romanam Sedem, quemadmodum et cæteras, a Christi fide deficere? Et faciant satis : Hieronymus perjurium dicens qui Romanæ Sedis fidem non fuerit secutus : Cyprianus dicens,* Qui cathedram Petri, supra quam fundata est Ecclesia, deserit, in Ecclesia esse non confidat : *Synodus Constantiensis, hæreticum judicans qui de fidei articulis aliter sentit quam sancta Romana Ecclesia docet. Illud postremo addam, cum ex traditionibus apostolorum ad evincendam hæresim argumentum certum trahatur, constat autem Romanos Episcopos Petro in fidei magisterio successisse ab apostolis esse traditum, cur non audebimus assertionem adversam tanquam hæreticam condemnare? Sed nolumus Ecclesiæ judicium nntevertere. Illud assero, et fidenter quidem assero,* PESTEM *eos Ecclesiæ et perniciem afferre, qui negant Romanum Pontificem Petro, fidei doctrinæque auctoritate succedere, aut certe adstruunt summum Ecclesiæ Pastorem, quicumque ille sit, errare in fidei judicio posse. Utrumque scilicet hæretici faciunt. Qui vero illis in utroque repugnnnt, hi in Ecclesia catholici habentur...* J'ai rapporté ce passage de Mechior Cano afin que chacun voie combien il est *important pour la foi* d'établir ce point de l'infaillibilité du Pape dans ses définitions » (Œuvres complètes de saint Liguori, t. XVII bis, p. 99, Paris, 1836). Ibi patet sancti Alphonsi doctrinam non aliam fuisse quam Suaresii et Melchioris

Cani. Proinde Gallicanam opinionem habuit, non ut *licitam*, sed ut illicitam prorsus ac pestiferam. Et notetur scripsisse sanctum Alphonsum in regno Neapolitano, quo tempore gubernium, Jansenismo et Febronianismo favens, non permisisset edi librum in quo Gallicana opinio *pestis* diceretur. Et ea forsan de causa opinionem illam sanctus vir non ipse directe *pestem* vocat, sed inducit ita vocantem Melchiorem Canum; ast eo modo, quo intelligat lector, plus eum sensisse quam expressisse.

Cæterum initio operis sui *Vindiciæ pro suprema Pontificis potestate*, postquam iisdem terminis citavit illum Melchioris Cani textum, ita subjungit : Huc usque Canus, ejusque dictis valde consonat famosa sententia S. Cypriani : *Neque enim aliunde hæreses obortæ sunt, quam inde quod Sacerdoti Dei non obtemperatur, nec unus in Ecclesia Sacerdos et ad tempus judex vice Christi cogitatur* (epist. III, lib. II ad Cornelium Papam). Idque nimis verum est. Nam sublata infallibilitate circa res fidei a Pontifice Romano, nullum suppetit medium (ut infra videmus) ad hæreticos convincendos. Ac ideo illi qui pertinaciter Pontificum definitionibus restiterunt, prius schismatici, postea hæretici effecti sunt. » Ubi vides quam aperte Melchioris Cani doctrinam faciat suam, et quomodo Cyprianica verba *unus in Ecclesia sacerdos vice Christi judex*, de Romano Pontifice indubitanter interpretanda censeat.

Nec minus firmiter certam habet Romani Pontificis supra concilium auctoritatem. « Sententia, inquit, cui subscribimus, tenet Papam (non dubium) semper esse supra concilium generale, sive supra omnes Ecclesias etiam collective sumptas » (*Theol. mor.*, l. I, n. 122). Et in supra citato textu, in quo dicit sententiam suam non esse tam suam, *quam totius Ecclesiæ sententiam, regulam et sensum*, per suam sententiam ibi intelligit simul duo hæc : Romanum Pontificem esse in definienda fide infallibilem, et generali concilio superiorem.

Tandem supra vidimus ipsum sæpe sæpius testatum fuisse paratum se mori ad tuendam Romani Pontificis infallibilitatem et supra concilium auctoritatem. An, quæso, ita locutus fuisset, si contrariam opinionem *licitam* ac *liberam* existimasset?

Notatu etiam digna conclusio ipsius opusculi, *Vindiciæ* inscripti : « Denique, ait vir sanctissimus, obsecro omnes qui pro bono Ecclesiæ zelum fovent, ut fervidas jugesque preces Domino præbeant..., ut in omnibus fidelibus reverentiam et obedientiam confirmet et augeat erga Romanum Pontificem, quem Christus Dominus *in terris ad destruendos cunctos errores contra fidem* nobis benigne reliquit. »

§ 3. — Quanta sit in hacce materia sancti Alphonsi de Liguorio auctoritas.

I. Ingens et peremptoria est ratione argumentorum ab ipso deductorum. Etsi enim, non fuse, sed concinne, in supra citatis opusculis gravissimam illam quæstionem expenderit, omnimode tamen et validissime conclusionis suæ veritatem evincit, et adversariorum objectiones diluit. Si curarent se-

minariorum Galliæ professores a junioribus clericis attente legi dicta opuscula, dubium mihi non est mox finem habiturum erroneum gallicanismi systema. Unum aut alterum ex ipsius argumentis in medium proferamus, ut videat lector quanta simul simplicitate ac vi polleant. Ex Gallicanorum principio, infallibilem esse Papæ definitionem cui *majoris partis* Episcoporum consensus accesserit, ita contra ipsos arguit : « si autem consensus majoris partis Episcoporum sufficit, utique Papam esse infallibilem credere omnes tenemur, statim ac aliquid circa fidem aut mores ipse definitive decernit. Non solum enim *major pars*, sed tota fere Ecclesia, excepta Gallia, id docet et semper docuit. Aut igitur infallibilitatem Pontificis fateri oportet, aut dicere quod Ecclesia catholica tantum ad exiguum Gallorum numerum redacta sit » (*Theol. mor.*, l. 1, n. 115). Et paulo infra : « Si decreta Pontificum non essent infallibilia, nisi consensus Ecclesiæ accederet, utique dicendum foret, quod non Ecclesia fundata sit super Petrum, sed quod Petrus fundatus sit super Ecclesiam. Et sic pariter dicendum, quod non fratres confirmandi fuissent a Petro, sed Petrus confirmandus a fratribus. » Ad objectionem perpetuo a Gallicanis recantatam, obstare doctrinam hanc de Papa infallibili et conciliis œcumenicis superiore, ne hæretici ad Ecclesiam catholicam revertantur, respondet sanctus Alphonsus de Liguorio : « Non suprema Papæ potestas, sed libertas conscientiæ, sensuales delectationes, divitiarum concupiscentia et superbia tenet eos a nostra Ecclesia segregatos. Ipsi enim nihili faciunt auctoritatem, tam Papæ quam synodorum... Præsertim Lutherus memorabile de hoc exemplum porrexit. Nam prius a sententia sibi contraria data a Facultate Sorbonica ipse appellavit ad Papam. Postea a Papa non bene instructo (ut aiebat) appellavit ad Papam instructum. Postea a Papa instructo ad concilium generale. Postea demum a concilio ad seipsum. Et item pluries accidit quod hæritici non acquiescendo Pontificis definitionibus, nec decretis conciliorum acquieverunt. »

2° Ingens sancti Alphonsi de Liguorio auctoritas, ratione sanctitatis qua præfulsit. Legatur ejus vita ; legatur canonizationis bulla. Et serio attendant seminariorum Galliæ professores, Sulpitiani præsertim, qui Gallicanismum huc usque discipulis suis infuderunt, stare ex una parte virum sanctissimum, virum doctissimum, ab arte politica ac rebus mundanis alienissimum, nec quicquam scribentem aut peragentem nisi quod magis Deo placere et Ecclesiæ prodesse existimaret; qui tamen nihil antiquius habuit aut de quolibet alio magis sollicitus fuit, quam ut hunc ipsum Gallicanismi errorem de medio tolleret. Quod sic adnotabat causæ canonizationis defensor : « B. Alphonsus totam ingenii aciem, natura sublimem, studiisque maxime excultam, in id *præsertim* intendit, ut Summi Pontificis auctoritatem a malignantium cavillationibus defenderet... Prior erit, *inter aris impositos*, qui Pontificis infallibilitatem in rebus fidei et morum definiendis, *antequam accedat Ecclesiæ consensus*, ejusque supra concilium œcumenicum auctoritatem, ab iis commentis ac sophismatibus quibus nostra ætate hæ *veritates* oppugnantur, solidis argumentis vindi-

cavit. » Ex altera parte stant 34 prælati qui in comitiis anni 1682 quatuor famosis articulis subscripseruut, quorum præses, Archepiscopus Parisiensis de Harlay fuit infandum impudicitiæ ac hypocrisis monstrum, prout videre est in nota ad calcem hujus voluminis rejecta; cui vilissimo voluntatum regis et ministrorum mancipio cæteri serviliter palpabant et obsequebantur; ita ut eum *dignissimum* præsidem suum vocaverint, et Bossuetius eumdem laudibus prosequens cum magno Osio contulerit; quorum prælatorum *plerique* quatuor articulis subscribendo egregie mentiti sunt; siquidem, teste procuratore generali de Harlay, contrarium *statim ac libentissime declarassent, si id per regem licuisset*; quorum prælatorum plures morum turpitudine sacerdotii probrum extitere. Doctrina præcipuus Bossuet, ad Jansenisticam sectam[1] aliquando inflexus, librum *Defensionis* composuit, quem damnatione præprimis dignum judicavit Benedictus XIV, qui erroribus scatet, quem nec auctor edere ausus aut permissus est, nec subsecutum (mortuo Ludovico XIV) regimen edi in Gallia permisit; atque idem Bossuetius moriens episcopatu donari rogavit nepotem suum, quem apprime noverat moribus perditum et Jansenisticæ sectæ deditum; et tandem idem Bossuet sicut cæteri (ut alia de ipso in præsentiarum taceam) per ipsammet anni 1682 declarationem et circa regaliam dispositionem, enormiter prævaricatus est, prout fuse supra (parte II, sect. II) probavimus. Igitur prædictis seminariorum Galliæ professoribus dicam : Usquequo is aulicorum, ac (magna ex parte) perditorum virorum manipulus majorem apud vos auctoritatem consequetur, quam sanctissimus æque ac doctissimus Episcopus Alphonsus de Liguorio, qui non ex alio quam purissimo catholicæ veritatis zelo scripsit, et cujus doctrinam diligenter examinatam Sedes apostolica commendavit?

3° Ingens S. Alphonsi auctoritas ratione judicii, a Sede apostolica prolati circa illa ipsa scripta de quibus agimus, quibus nempe erroneum gallicanum systema confutavit. Sic legere est in bulla canonizationis : « Plurima scripsit ad asserenda hujus sanctæ Sedis apostolicæ jura, in quibus inusitatam vim, copiam, varietatemque doctrinæ, singularia ecclesiasticæ sollicitudinis documenta, et exquisitum religionis studium, admirari licet. »

(1) Id documentis probatum vide in publicatione periodica *Revue des sciences ecclés.*, août 1865, tomo XI, p. 120.

NOTA

DE ARCHIEPISCOPO PARISIENSI DE HARLAY

COMITIORUM ANNI 1682 PRÆSIDE

Episcoporum Galliæ qui sub Ludovico XIV floruerunt, ac eorum imprimis qui in celebri conventu anni 1682 quatuor articulos ediderunt, adeo invaluit apud nostrates auctoritas, ut non tantum laicis, sed et ipsi etiam clero delyrantis instar videatur, qui asserit ejusmodi præsules enormiter devios ac prævaricatores extitisse. Perpetuo scilicet juniorum auribus obstrepente formula, *le grand épiscopat du grand siècle, la célèbre assemblée de* 1682, *où le grand Bossuet rédigea les* 4 *articles*, alte animis infixa et radicata fuit plus quam bis sæcularis erga præfatos præsules fanatica quædam admiratio; qua non tantum doctrina, sed etiam integritate ac sanctitate conspicui, absque vel minima in contrarium suspicione, supponuntur. Quod quidem falsum præsuppositum nisi tandem eradicetur, nec omnino corruet gallicanum systema, peremptoriis licet argumentis conquassatum. Parcat ergo lector. Cogor fodere parietem; et quia dictam vesanam multorum admirationem aliter sanare non possum, ipsorum naribus eas admovebo ignominiæ feces, quibus erga perditos conventus anni 1682 viros cesset demum admiratio, incipiat horror. Id tamen præstabo dumtaxat quoad illustrem dicti conventus præsulem. De cæteris in præsentiarum silebo. Forsan enim ad intentum scopum sufficient, quæ de eorum *dignissimo* (ut eum ipsimet vocarunt) præside subjecturus sum.

Anno 1625 natum Parisiis de Harlay de Champvallon, cum sextum supra vigesimum annum vix ageret, id est, anno 1651, in Rothomagensis archiepiscopi coadjutorem deputari procuravit Mazarinus. Quod impedire nequivit sanctus Vincentius a Paulo, etsi Annæ Austriacæ a conscientiæ consiliis esset, quia tunc, curandæ valetudinis causa, aberat. Aptissimum Mazarinus juvenem agnoverat, qui aulæ regiæ sagax æque ac servile instrumentum ageret. Postmodum, favente ministro Colbert, a Ludovico XIV plurimi habitus de Harlay, anno 1670 ad sedem Parisiensem nominatus est, et om-

nibus fere cleri comitiis præses regia voluntate impositus. In perpetuis ministri Colbert et legistarum ad invadenda ecclesiastica bona et jura tentaminibus, strenuum se adjutorem adhibuit; ita ut tantæ illius cum Apostolica Sede conflictationis, quæ anno 1681 contigit, præcipuum instrumentum merito habeatur. Unde et *Cismontani Papæ* nomine designari solebat : *le Pape d'en-deça les monts* (Mémoires de l'abbé Legendre, p. 208). Sed et ipse adjutorem habuit licet simul æmulum, regis confessorem, patrem Lachaise. Utriusque viri lugubrem effigiem, anno 1695, paulo ante repentinum Archiepiscopi de Harlay obitum, depinxit Fenelonius. Quod Fenelonii testimonium, omni exceptione majus, primo loco ponimus.

I. Fenelonii ad Ludovicum XIV epistola. — « Vous avez un archevêque corrompu, scandaleux, incorrigible, faux, malin, artificieux, ennemi de toute vertu, et qui fait gémir tous les gens de bien. Vous vous en accommodez, parce qu'il ne songe qu'à vous plaire par ses flatteries. Il y a plus de vingt ans qu'en prostituant son honneur il jouit de votre confiance. Vous lui livrez les gens de bien, vous lui laissez tyranniser l'Église, et nul prélat vertueux n'est traité aussi bien que lui.

« Pour votre confesseur, il n'est pas vicieux; mais il craint la solide vertu, et il n'aime que les gens profanes et relâchés. Il est jaloux de son autorité, que vous avez poussée au delà de toutes les bornes. Jamais confesseurs des rois n'avaient fait seuls les Évêques et décidé de toutes les affaires de conscience. Vous êtes seul en France, sire, à ignorer qu'il ne sait rien, que son esprit est court et grossier, et qu'il ne laisse pas d'avoir son artifice avec cette grossiéreté d'esprit. Les Jésuites même le méprisent, et sont indignés de le voir si facile à l'ambition ridicule de sa famille. Vous avez fait d'un religieux un ministre d'État. Il ne se connaît point en hommes, non plus qu'en autres choses. Il est la dupe de tous ceux qui le flattent et lui font de petits présents. Il ne doute ni n'hésite sur aucune question difficile. Un autre très-droit et très-éclairé n'oserait décider seul. Pour lui, il ne craint que d'avoir à délibérer avec des gens qui sachent les règles. Il va toujours hardiment sans craindre de vous égarer. Il penchera toujours au relâchement et à vous entretenir dans l'ignorance. Du moins il ne penchera aux partis conformes aux règles que quand il craindra de vous scandaliser. Ainsi c'est un aveugle qui en conduit un autre, et, comme dit Jésus-Christ, ils tomberont tous deux dans la fosse.

« Votre archevêque et votre confesseur vous ont jeté dans les difficultés de l'affaire de la régale, dans les mauvaises affaires de Rome ; ils vous ont laissé engager par M. de Louvois dans celle de Saint-Lazare, et vous auraient laissé mourir dans cette injustice, si M. de Louvois eût vécu plus que vous. »

II. Quis fuerit Antonius Blache, et cujus auctoritatis historicæ. — Inter varia quæ horrendos Archiepiscopi de Harlay mores concorditer exhibent documenta, præcipuum Antonii Blache testimonium, ob flagitiorum ab ipso descriptorum immanitatem. Quapropter breviter prænotandum qua fide is dignus videatur.

Sic præses Rolland d'Erceville, in relatione sua, Parisiensi parlamento exhibita, die 26 februarii 1768, de scriptis in collegio Jesuitarum Louis-le-Grand repertis : « La cote 22 du procès-verbal est l'histoire rédigée par l'abbé Blache... Cette histoire est, de toutes les pièces dont je me propose de rendre compte, une des plus importantes... Toutes les persécutions qu'il a éprouvées rendent encore et plus intéressante et plus authentique toute cette histoire, où l'abbé Blache n'a rien inséré dont il n'ait été témoin, et très-souvent auteur. Circonstance qui ajoute un très-grand poids à tout ce qu'il rapporte. En effet, toute cette histoire, du commencement jusqu'à la fin, est marquée au sceau de la bonne foi et de la véracité. Un air de simplicité et de candeur annonce partout que les faits se sont passés tels que l'abbé Blache les rapporte. Les événements s'y succèdent de la manière la plus naturelle; ils s'arrangent sous la plume de l'auteur avec un ordre si convenable, qu'ils semblent naître les uns des autres, et que ceux qui suivent, en servant de preuve aux premiers, tirent eux-mêmes toute leur force de ceux qui sont détaillés ensuite. » (Recueil de plusieurs des ouvrages de M. le président Rolland, imprimé en exécution de la délibération du bureau d'administration du collége Louis-le-Grand des 17 et 18 avril 1782. Paris, 1782, in-4°, p. 316-34.)

Hocce judicium præsidis Rolland per se quidem parum aut nihil valeret ad probandam Antonii Blache veracitatem, ob notissimum dicti præsidis infensum animum in Jesuitas, quibus et ipse Blache infensum se exhibet.

At veracem Antonium Blache, in iis quæ de Archiepiscopo de Harlay retulit, pariter existimavit Monmerqué, Instituti membrum et epistolarum comitis Bussy-Rabutin editor. Sic quippe habet ad epistolam matronæ de Sévigné 30 junii 1680, nota 45 : « Harlay de Champvallon. Sur sa vie scandaleuse, voyez à l'appendice du tome V de la *Correspondance de Bussy* un extrait des Mémoires de l'abbé Blache. »

Fide autem dignum Antonium Blache quoad *facta* quæ refert (nam de ipsius in sentiendo aut ratiocinando placitis hic non agimus), meo quidem judicio evincere videtur, tum ipsius vita, tum scripta sua componendi causa et modus. Ortus est Antonius Blache Gratianopoli die 28 augusti 1635; et quamvis natu major, relicta quam aliquandiu exercuerat armorum militia, clericali nomen dedit. Anno 1670, a Parisiensi Archiepiscopo collatum ipsi fuit confessarii munus in conventu a Calvario nuncupato. Quo dum fungeretur, Ludovicum XIV certiorem fecit, via tamen anonyma, de quorumdam conspiratione, qui regem ac Delphinum veneno necare statuerant. Cumque anno 1681 regi detexisset dux de Saint-Aignan, ab Antonio Blache datam de ista conspiratione notitiam, *C'est cet abbé*, ait rex, *qui m'a si bien servi dans le complot du poison* (Mémoires de Blache, t. I, p. 141). Anno 1683 voluit rex ad se adduci Antonium Blache, et Archiepiscopo de Harlay jussa dedit, ut idem Blache ad comitia anni 1685 secundi ordinis deputatus eligeretur. Quod et peractum est. Optabat insuper rex aliquo ecclesiastico beneficio donari presbyterum Blache. Ast constanter obstiterunt Pater Lachaise, et Archiepiscopus de Harlay, qui virum illum metuebant. Econtra

æstimatione et amicitia eum prosequebatur Sancti Sulpitii parochus de la Barmondière. Et de ipsius prædecessore dicit Blache : « Feu M. de Poussé, curé de Saint-Sulpice, qui était d'ailleurs mon confesseur et le meilleur ami que j'eusse au monde » (*Récit d'un service*, etc. Mss. de la Biblioth. imp., 23-493). Anno 1693, aliud medium excogitavit Antonius Blache ad obtinenda sui erga regem benefacti remunerationem. « Je m'avisai, inquit, de comprendre tous les griefs que j'avais contre M. l'Archevêque et contre le P. de la Chaise, dans trois écrits séparés, pour les présenter au roi... Je fus depuis la fin du mois de juin 1693 jusqu'à la fin d'octobre de l'année suivante à faire ces écrits » (Mémoires, t. III, p. 335). Scripta hæc exhibuit Episcopo suo Gratianopolitano Le Camus, simul petens quid agendum suaderet. Qui præsul (Jansenistarum fautor, ut notum est), Archiepiscopo de Harlay necnon Patri Lachaise dicta scripta tradidit. Hi vero in amentiam incidisse Antonium Blache regi persuaserunt, et obtenta regia epistola *de cachet*, in Sancti Lazari domo eum recludi procurarunt, die 15 decembris 1694. Dum ibi detineretur, composuit Blache relationem inscriptam *Récit*, cujus textus autographus extat in Bibliotheca imperiali, et quæ alterius scripti sui *Mémoires* summam ac substantiam complectitur. « Je commençai, inquit, le récit abrégé de cette histoire dès les premiers jours de juillet 1695, et finis environ le 25 du même mois » (*Mémoires*, t. III, p. 360). Die 6 mensis sequentis obiit præsul de Harlay. Et addidit Blache titulo scripti sui *Récit* verba hæc : « Il a été composé avant la mort précipitée de feu M. de Harlay, Archevêque de Paris, dans la vue de faire connaître le prélat au roy, tel qu'on le verra dépeint au naturel dans ce qui le regarde. » Eductus e duro carcere suo Blache die 21 martii 1696, a cardinali de Noailles, cui Versaliensis parochus dictum scriptum *Récit* tradiderat. De negotio hoc regi retulit præsul de Noailles ; restituta pensio qua prius donabatur Blache ; et tandem, introducente cardinali, a rege receptus est. « Le roi s'arrêtant un moment, ait Blache, et en me montrant de la main M. le cardinal, me fit l'honneur de me dire que j'avais trouvé là un bon ami. Je répliquai sans hésiter et je dis au roi : Quand un prêtre qui craint Dieu a un saint Archevêque, il est toujours son ami. Le roi se prit à sourire et me répliqua que je fisse bien tout ce que M. l'Archevêque me dirait, et qu'il prendrait désormais soin de moi » (*Mémoires*, t. III, p. 373). Cum non potuisset Blache scripta, quæ anno 1693 ad cardinalem Le Camus transmiserat recuperare, nec etiam brevem aliam narrationem anni 1695, quam inscripserat *Récit*, denuo totam illam historiam sub nomine *Mémoires* composuit, eamque absolvit anno 1702.

Igitur ab Archiepiscopo de Harlay annis 1680 et 1681 patrata satanica flagitia *ter* descripsit Blache : bis scilicet ante præsulis obitum, et iterum septimo post ejus obitum anno. Sub finem suorum *Mémoires* protestatur de eorum sinceritate ac veritate. Ea dedicat duci Burgundiensi, alumno scilicet Fenelonii, qui adhuc viventem de Harlay depinxit ut supra vidimus. Pluribus iisque auctoritate præcipuis legenda tradit. Quod et peragit adhuc viventibus testibus. Inter quos unum citat (anno 1699) præcipui ponderis

(*Mémoires*, t. I, p. 168). Contradictionem scilicet vividius provocavit nemo.

Quibus perpensis circumstantiis mihi videtur Blache fide dignus, quatenus factorum de quibus agitur assertor et testis; quantovis dignus vituperio videri possit quoad varia ejus placita, sentiendique ac agend rationem.

Quid postmodum ipsi contigerit, ita refert præses Rolland : « Après avoir fini cet ouvrage et en avoir confié plusieurs exemplaires en mains sûres, même en avoir fait passer dans les pays étrangers, et avoir déposé chez Duport, notaire, le 18 février 1705, son testament, il quitta le collége de Damville, rue des Cordeliers, où il demeurait, et se retira aux Jacobins du faubourg Saint-Germain, où il entra le 1er mars de la même année. Il était alors à la fin de sa soixante-huitième année. Il se flattait d'y mener une vie cachée et complétement inconnue; mais il ne put remplir son projet. Car le P. Lachaise, ayant découvert sa retraite, fit menacer les Jacobins de son indignation s'ils conservaient plus longtemps dans leur maison un aussi grand janséniste que l'abbé Blache... L'abbé Blache, voyant cette nouvelle persécution, présenta au roi un placet, le 25 février 1704, pour obtenir de finir tranquillement ses jours dans le couvent des Jacobins. Louis XIV lui répondit qu'*il pouvait y rester tranquille et prier Dieu pour lui avec les bons religieux*... Néanmoins les Jacobins, toujours dans la crainte du courroux du P. Lachaise, engagèrent l'abbé Blache de quitter leur maison, ce qu'il fit. Il se retira au collége de Justice, sis rue de la Harpe, où il demeura environ cinq ans... L'abbé Blache s'était promis, en se retirant aux Jacobins, de tenir son histoire secrète. Malheureusement pour lui, *il ne* int pas fidèlement sa promesse... Il fut arrêté le 16 avril 1709 et conduit à la Bastille, puis à Charenton; ce qui donna lieu de penser que le P. le Tellier, en suivant les premières impressions données à Louis XIV contre l'abbé Blache par le P. la Chaise, l'avait encore fait passer pour fou. Ses papiers furent alors saisis... Il mourut prisonnier (à la Bastille) le 29 janvier 1714, âgé de soixante-dix-huit ans et demi » (cité dans la *Revue rétrospective*, t. I, p. 8). Quibus de Antonio Blache prænotatis ejus testimonium subjicimus; nonnullis tamen, non ipsomet gallico textu transcriptis, sed latino velo, decentiæ causa, donatis.

III. Exercepta e scriptis Antonii Blache. — « In fastidium vergentibus matronæ de Bretonvilliers veteribus illecebris, captus dominus Archiepiscopus amore junioris cujusdam scorti, nomine la Varennes; à qui il loua une maison à porte cochère, rue de Grenelle, au faubourg Saint-Germain; lui donna un équipage complet, et pour surintendante une certaine dame de la Croix, religieuse du couvent de Saint-Andoche, diocèse d'Autun, et pour lors pensionnaire à l'Abbaye-aux-Bois, dont le mur était mitoyen à la maison où logeait la Varennes; donna deux mille écus de pension à cette religieuse, ea conditione ut cautio esset de fidelitate scorti per totum diem; atque ideo puellam in suo locutorio detineret, ubi dapes Archipræsulis servi allaturi erant; reliquo tempore semetipsum provisurum. La dame la Croix était d'une répu-

tation dans le monde à se trouver honorée d'un tel soin, surtout sous la protection d'un tel Archevêque qu'on disait être grand-maître des lettres de cachet. Elle envoie donc querir une des dames Toupi, couturières de la reine, logée rue des Saints-Pères ; présente la Varennes sous le nom d'une fille de qualité, et dit qu'il fallait lui faire plusieurs habits des étoffes les plus à la mode, ajoutant que si elle savait quelque fille adroite, discrète et sage, qu'elle voulût placer avantageusement, sa condition chez la Varennes était des meilleures de Paris. La demoiselle Toupi satisfit à tout ; choisit une des filles qu'elle avait chez elle, nommée Tiennette, et la plaça auprès de la Varennes[1]. Il faut que je remarque que la Varennes et son père gagnaient leur vie à aller dans les maisons de qualité et dans les grandes auberges de Paris, la fille chantant, le père jouant du luth. Madame de Bretonvilliers les avait accoutumés à venir tous les jours chez elle pour faire quelques intermèdes à la comédie, quam ipsa et dominus Archiepiscopus donnaient au public. Die quadam matrona de Bretonvilliers subito abeuntes perspiciens Archiepiscopum et dictam la Varennes, tam ægre tulit sibi a prælato anteponi mulierculam (une gueuse), ut ipsamet, ante omnes, pulchram præsulis electionem in vulgus sparserit.

« Jam a quinque aut sex mensibus[2] nova sua amasia pacifice fruebatur Archipræsul, cum domina la Rochefoucault... » Ibi enarrat Blache quomodo ista domina pro re vestiaria dominam Toupi accersiverit; eique patefecerit quid essent monialis la Croix et puella la Varennes. Postea sic prosequitur.

« La dame Toupi dont j'étais le confesseur vint chez moi ; me raconta ce qu'elle venait d'apprendre de mademoiselle de la Rochefoucault. Il me fallut parler le langage d'un confesseur : dire que souvent on expliquait malicieusement certaines apparences ; qu'il fallait avant que de juger connaître toutes choses à fond ; qu'à cet effet elle m'envoyât Tiennette. Tiennette ne manqua pas de venir à l'heure même et me fit connaître naïvement toutes choses par une aventure surprenante qui était arrivée les premiers jours qu'elle fut au service de sa maîtresse, lorsqu'elle allait un matin dans son carosse au parloir de madame de la Croix, où elle (Tiennette) l'accompagnait et la laissait là tout le jour jusqu'au soir, qu'elle l'allait reprendre pour la suivre chez M. l'Archevêque, e cujus ædibus hora secunda post mediam noctem, et sæpius etiam transacta nocte integra, redibat. Ce matin donc, il arriva que le carosse fut arrêté par quatre hommes, dont l'un parut être le maître. Il commanda à l'un des trois d'ouvrir une portière, et aux deux autres de passer de l'autre côté pour en faire autant. Postea dictam la Varennes in ipsa reda prostraverunt. Qui solus stabat ex una parte illam tenebat. Ex aliis duobus, unus virgarum, urticarum alter manipulum exeruit. Attritis verberando virgis ac perfri-

(1) Minuta hæc transcripsi, ut videat lector quomodo Blache ea quæ testatur resciverit ; et quot viventes testes proprio nomine commemoret.

(2) Nempe sub finem anni 1679 et sub initium anni 1680.

cando urticis, cutemque repergente sanguine, unus ex eis forfices arripuit, vestemque ac indusium retro usque ad cingulum scidit; detinenteque tertio, quartus plurimis eam alapis donavit. Cette scène se passa dans la rue des Teigneux, le long du mur de l'Abbaye-aux-Bois. Comme il n'y avait qu'un pas de là à l'Abbaye-aux-Bois, et que c'était de grand matin, elles entrèrent au parloir de madame de la Croix, sans être vues de personne. La Varennes pressée par madame de la Croix lui avoua que l'auteur s'appelait M. Pierre-Pont; qu'il y avait deux ou trois mois qu'ayant fait rencontre de Pierre-Pont dans une auberge..., is eam solam in cameram suam abduxerat... Comme M. Pierre-Pont était lieutenant des gardes, en homme agréable il crut amuser Sa Majesté à son lever, en lui faisant le récit de cette plaisante aventure. Mais dès qu'il eut nommé M. l'Archevêque et cette fille, le roi lui imposa silence et lui défendit d'en parler jamais. Tiennette continua de me raconter que madame de la Croix écrivit à M. l'Archevêque pour le disposer à recevoir une si triste nouvelle; qu'au retour du laquais elles allèrent toutes trois au petit Archevêché, par où elles avaient coutume d'entrer; jussisse Archiepiscopum ut in suis ædibus pararetur cubiculum, in quo la Varennes et Tienneta ultra mensem, usque ad perfectam scilicet valetudinis restitutionem commoratæ sunt. Cumque non auderet Archipræsul chirurgum vocare, ipsemet bis in die adesse dignabatur, dum a Tienneta dominæ suæ plagæ curarentur. Postmodum ne similis aggressio iteraretur, providit Archiepiscopus, a secretario suo Morange, et a Philippo uno e suis eleemosynariis, necnon a quodam servo suo dictam la Varennes quotidie vespere adduci, et mane ad locutorium monialis de la Croix tuto reduci » (Hactenus ex opere *Mémoires*, t. I, p. 165 et seq. — Quæ sequuntur desumpta sunt ex opere manuscripto *Récit*, p. 125).

« Ayant écouté cette fille (Tiennette) qui était fort simple, elle me dit tout le particulier le plus secret dominæ suæ cum domino Archiepiscopo, id est, vix credibilia... Comme cela n'est pas public, je veux bien l'épargner à M. l'Archevêque. Mais aussi je ne dois ni ne puis taire ceci, pour être fait en face de Dieu et des hommes, et qui va prouver qu'un homme qui est capable de tomber dans de tels égarements ne doit jamais être reçu en témoignage contre qui que ce soit... Cette fille me dit que ce qui lui faisait le plus de peine pour sa conscience, c'est, dit-elle, qué, quoties sacrum missæ sacrificium celebrabat Archiepiscopus, amasia ejus stabat prope altare, ex adversa parte ad cornu Evangelii, utriusque oculis absque cessatione in invicem intentis. Cumque thus adoleret prælatus, præmonita ejus amasia sciebat tres ultimos thuribuli ductus ad ipsam dirigi; ad quos recipiendos apto se loco habebat. Et eos ipsi prælatus applicabat d'une manière gracieuse, quod amasiæ valde gratum erat; mirabatur scilicet pulchrum agendi modum sui *tout-homme*, quo amatorio nomine Archiepiscopum privatim alloquebatur; prout et ipse prælatus nomine Fanfan-Mimi eam vocitabat. Majoris autem sibi mœroris causa, inquiebat Tiennette, quod prælatus, jamjam consecraturus, ictum oculi semper in amasiam inten-

deret[1]. Addebat, pro sua simplicitate, famula ista, non credere se posse Deum e cœlo in manus Archiepiscopi descendere. Se insuper prælatum audivisse asserentem, contentum Deum externo religionis cultu ; ad confessionem quod attinet, nunquam memoranda ejusmodi quæ ex humana debilitate contingunt... Dicam hic per transennam, idem antea peractum ab ipsius amasia *la cathédrale*[2]; amasiam autem *la métropole*[3] quæ scorto la Varennes successit, et de qua infra, haud respuisse hanc eamdem ad cornu altaris stationem, nec vel una vice defuisse. J'en ai été témoin. Tous les nouveaux convertis y accourent, ce qui a beaucoup contribué à les affermir dans l'erreur où ils sont sur la présence réelle du plus adorable et redoutable de nos mystères. Comme tout est public, cela porte sa preuve, et par conséquent le témoignage de l'Archevêque contre moi ne doit être d'aucune considération.

« Addidit famula Tiennette, adeo se amasiæ suæ facilem Archiepiscopum exhibere, ut cum ista optasset domi suæ perspicere, num præsul tam pulcher foret *en robe de chambre* et mitram gerens, quam sub pluviali, is ipsi morem gesserit. Et tunc famulos vocabat ut admirarentur quam pulchre suus tout-homme sese haberet. Vicissim autem prælatus amasiæ mitram imponens atque ipsam ad speculum statuens mirabatur speciem suæ Fanfan-Mimi, atque ipsam benedictiones elargiri docebat. Hinc isti amasiæ inditum *mitræ* nomen. Ex imprudentia scilicet famulorum, qui ejusmodi famulatum sat frequenter deserentes, in vulgus sparserunt profanationem istam, necnon alia multa, quæ utinam pro Ecclesiæ honore numquam nota fuissent, et quæ hic invitus refero. Sed palam facere cogor quis sit meus apud regem denuntiator...

« Cum intra fines parochiæ Sancti Sulpitii, in qua tunc sacras functiones obibam, dicta la Varennes degeret, facile rescivi ab ipsa clam recipi duos viros nobiles eosdemque ætate provectos; jam scilicet non impediente moniali de la Croix, quæ ipsam custodiebat, et quæ recens diem extremum clauserat. Id mihi occasio fuit Archiepiscopo obtendendi infidelem, et grati animi prorsus expertem mulierculam, hortandi ut eam in conventu Madelonnettes recludi procuraret, et commonendi quanto ipsius famæ nocumento esset muliercula ista, præsertim adstando quoties pontificaliter sacrum celebraret. Eo quod adhuc viveret patronus meus, me audire non abnuebat Archipræsul, ob supradictas rationes, quæ et meæ ad cleri comitia deputationis causa fuerant. Qua circumstantia fretus, simul et urgente sincero salutis ipsius zelo, ipsi dixi, modo ad commovendum quam maxime apto, quidquid dixissem æquali meo. Quibus cum aliquali pudore auditis, nullatenus curans quæ dixeram de mulierculæ præsentia cum pontificaliter ageret, de triplici thuribuli ductu ad ipsam directo, de incerta mortis hora,

(1) Notet lector scelera hæc non tantum horrenda, sed satanica, contigisse et notorietatis publicæ fuisse intra primum semestre anni 1680. Ut adeo apprime illa noverint Prælati comitiorum anni 1682.

(2) Hoc nomine apud vulgus designabatur domina de Bretonvilliers.

(3) Id est, ducissa de Lesdiguières.

et de cæteris ejusmodi, quæ ingerentem me interrumpere non est ausus, id solum respondit, haud posse puellam in conservatorio Madelonnettes recipi. Qua vero de causa, certiorem me fecerat Tiennette. Ideoque in id solum suis dictis intendit prælatus, ut dictæ mulierculæ salutem procurandi mihi munus imponeret; cum aliunde, aiebat, parochiana nostra esset. Cum vero apprime prævidere inde non aliud cessurum, quam ut famam, qua supradicta monialis de la Croix potita erat, mihi vicissim compararem, Archiepiscopi propositum magna cum dexteritate declinans recessi. Hinc coactus est scortum istud primis suis propensionibus permittere, illique quatuordecim millium francorum redditum annuum (ne scilicet alioquin vulgi risum in se iterum commoveret) relinquere, simul cum domo in qua degebat, quam prælatus decem millibus scutatorum emerat, et in qua plus quam viginti quinque millium scutatorum suppellectile congesserat... Cum ergo Archiepiscopus neminem haberet qui dictum scortum custodiret, ac sibi de illius fidelitate sponderet, derelicto illo, contigit, permittente Providentia, ut in amasiam sibi assumeret ducissam de Lesdiguières, cardinalis Retz neptim, quam posthac *metropoleos* nomine, ob supradictam rationem, designabo. Quamcumque aliam sibi elegisset (quandoquidem prout vixit ita et mori decrevit), nunquam ego, quod notatu dignum, in carcerem projectus fuissem » (*Récit d'un service...*, p. 125 et seq. Mss. Bibliothecæ imperialis, pièces composées par l'abbé Blache. Jacobins, Saint-Honoré, 25).

« Cum mihi enarrasset Tiennetta nonnullos Archiepiscopi aspectus, lasciviam horribilemque impietatem denotantibus, ei dixi omnino deserendum apud dictam la Varennes famulatum. Sileo quamplurima quibus præsul et ejus amasia impedire conati sunt ne Tiennetta dominam suam desereret. Deseruit tamen; et apud supradictas dominas Toupi sese recepit... Abiisse Tiennettam mox adverterunt Archiepiscopus et la Varennes; statimque absque alia deliberatione mittendos decreverunt dictæ la Varennes camerarium (le valet de chambre), et magistrum domus (le maître-d'hôtel) domini Archiepiscopi, qui ab ædibus dominarum Toupi Tiennettam aut consentientem aut vi abducerent. Hi ergo domum ingressi, alta voce postularunt ubinam esset Tiennetta, et accesserunt ut brachium ejus apprehenderent, eamque secum abducerent. At fortiter obstare dominas Toupi. Quæ resistentia tantam eis iram commovit, ut ad omnia per fenestram projicienda sese accinxerint. Strepente tumultu, altera ex dominabus Toupi, commissarium quæsitura egrediens, me prius adivit, et enarravit scenam illam, quæ mane diei octavæ Assumptionis [1] cœpta, nonnisi una hora post meridiem finem accepit. Primum impedivi ne domina Toupi commissarium accerseret, et me ipsi ad domum suam regredienti comitem obtuli, expresse commonens ne nomen meum pronuntiaret. Accedo, et ecce totam viam reperio turba occupatam; quam pertransiens, usque ad cubiculum pervenio, et coram duobus Archiepiscopi officialibus me sisto. Gavisi primum sunt,

(1) Nempe anni 1680, ut colligere est ex eodem Blache, *Mémoires*, t. I, p. 169.

quod adesset Sancti Sulpitii presbyter, sperantes me ipsis collaboraturum, ne Archiepiscopi auctoritas, pro tam minima re læderetur. Eos in aliud atrium deduxi, ibique factam sibi jussionem enarrarunt, et Archiepiscopi erga Tiennettam benevolentiam multum extulerunt... Ipsorum dictis annuens, respondi a me necessario et alios audiendos esse, ut aliquod possem temperamentum reperire, quo satis Archiepiscopo fieri posset. Nec jam de alio actum quam ut illi duo missi e periculo eriperentur. Nisi enim adfuissem, eos domum circumdans turba occidisset. Igitur ipsos egredientes deducens, dixi huic populo, id accidisse ex eo quod unum pro alio intellectum fuisset. Eos reliqui jam securos, in via Taranne ; atque iterum redii ad dominas Toupi. Ab ipsis obtinui ne judicialiter agerent; imo consiliis meis deferentes promiserunt se nunquam apud reginam hac de re querelam ullam emissuras. (Blache, *Mémoires*, t. I, p. 169.)

« Comme je revenais d'assister un malade à la mort[1], sur les deux heures après minuit, je fis rencontre de huit porteurs de flambeaux de cire blanche, armés d'épées, de pistolets, de mousquetons, qui s'étaient mis à couvert d'une pluie assez forte sous un étau de boucher au carrefour de la Croix-Rouge. Comme je passais avec une lanterne à la main, un d'eux s'écria : Voilà un prêtre de Saint-Sulpice qui ferait mieux de se mettre à l'abri avec nous. Je leur dis en les approchant qu'apparemment ils voulaient faire quelque bonne œuvre, puisqu'ils m'appelaient à leur secours.

Vix eos allocuturus os aperueram, cum ecce unus ex eis, me interrumpens, edocuit qua de causa ipsos singulos viderem candela munitos. Ejusmodi scilicet apparatum excogitatum fuisse ad comitandum dominum Archiepiscopum. Se ivisse ad angulum viæ du Regard, atque ibi præsulem, e la Varennæ domo, in sede gestatoria cum duobus suis facibus, redeuntem expectasse. Tum se ipsi comites, accensis candelis, usque ad atrium Notre-Dame adjunxisse. Id autem in hoc comitatu præcipuum : Unoquoque centum passuum intervallo, coactis gestatoribus sedem deponere ac ejus januam aperire, prælato in faciem flagitiosam vitam exprobrabant. Et sic probrosus ille comitatus duabus ferme horis perduravit. Simul autem ingenti per vias strepitu cives provocabant ut e fenestris aspicerent; cumque aliquem astantem viderent, extraordinariæ illius pompæ causam pandebant, ingeminato per aera clamore isto : *En dominus Archiepiscopus e domo suæ... La Varennes redit, ut ab apostolicis se laboribus recreet.*

Qui me alloquebatur, duplici ex causa dixit invitatum me ut ipsos convenirem : 1° ut notam mihi faceret hanc tantam infamiam, quam sibi præsul scandalosa vita sua indiderat; 2° ut ardentissimam eorum charitatem imitatus, lucerna mea eos juvarem ad affigendum dictæ la Varennes valvis folium, quo domus hæc locus prostitutionis Parisiensis Archiepiscopi inscribebatur. Præ manibus insuper habebant foliorum rotulum, ubi modo peracti comitatus relationem in antecessum descripserant.

(1) Sexto circiter mense post supradictam famulæ Tiennette e domo scorti La Varrennes discessionem; id est mense februario anni 1681.

« Pénétré de douleur d'un tel affront, qui aurait été capable de faire mourir de honte tout autre que M. l'Archevêque, je me sentis animé d'un zèle de lui sauver le reste d'une infamie qu'on lui préparait ; de sorte que Dieu me mit en la bouche des paroles si énergiques, que le feu de ma bougie servit à allumer et l'écriteau et les placards. Postridie nihilominus sparsa Parisiis probrosi comitatus notitia. Cujus auctorem Pierre-Pont dictitabant ; nonnullis tamen id matronæ de Bretonvilliers tribuentibus » (Blache, *Mémoires*, t. p. 169[1]).

« Ce prélat ne balança pas un moment à se résoudre de convenir qu'il fallait me ménager[2]. A cet effet il m'envoya le lendemain à sept heures du matin un valet de chambre me prier de le venir voir; qu'il avait quelque chose à me dire qui me ferait plaisir. J'arrivai à l'Archevêché...

« Me sentant animé de ce zèle dont Dieu fortifie le cœur du prêtre dont il veut se servir pour presser un pécheur endurci à se convertir, je pris occasion de ce que M. l'Archevêque venait de me dire pour lui faire connaître la différence de son Évangile et du mien. Je lui passai tout ce qu'il me fit de plus atroce pour me chasser de Ruel ; je lui dis que Dieu avait permis que le roi en sût la cause, sans en savoir le détail. Tum in medium adduxi scandalosam ejus vitam, quam omni occasione velare satagebam. Commonui ea ipsa quæ secretissima permansisse credebat, in publicam transisse notitiam. Profanatum ab ipso episcopale ministerium, occasione cujusdam mitræ suæ; quod factum tantam arguit impietatem ut hic de eo silere maluerim. Retuli quomodo mihi obviam fuissent octo candelarum portitores ; in quo narrando cum devenissem ad oratorem qui Archiepiscopum adeo pulchre coram adstantibus allocutus fuerat, quique me hortabatur ut lucernam meam ipsis præberem, ad januam domus, in qua degebat la Varennes, affixuris diffamatorium folium, cujus tenorem prælato recitavi, is me interrumpens : « *Huc eant*, ait, *isti nebulones ; eos excipient optimi sclopetorum globuli* (*de bons coups de mousquets*). Ad quod ego : « Ah ! Domine mi, *non occides.* » — « *Utique, utique*, subjunxit, *non magis curassem quam de aliquot mortuis canibus.* » (Blache, *Mémoires*, t. I, p. 171.)

« At ne quis forsan existimet clarissimo Archiepiscopo a me falsa im-

(1) Notet lector hæc contigisse ac notorietatis publicæ fuisse *mense februario anni* 1681. Item jam antea publicæ notorietatis evaserant dicti Archiepiscopi flagitia cum matrona de Bretonvilliers, ac dein cum scorto La Varrennes, nec non satanica impietas qua, sacrum pontificaliter celebrando, unicuique pro tempore amasiæ thus adolere consueverat. Igitur hæc apprime noverat Bossuet, apprime noverant cæteri comitiorum anni 1682 Prælati, quando sese gesserunt ut sequitur : « Le 30 octobre 1681, l'on s'assembla à huit heures du matin aux Augustins et on entendit la messe selon la coutume. Ensuite M. l'archevêque de Paris dit qu'il était à propos de procéder à l'élection des officiers... Après que M. de Paris eut parlé, M. l'évêque de Meaux ajouta que la province de Paris ne pouvait s'empêcher de témoigner *le désir qu'elle aurait que son Archevêque, qui a déjà donné tant de preuves de sa haute capacité*, voulût bien se joindre à M. de Reims pour présider à une si illustre assemblée, et *qu'on pourait lui donner justement le titre qu'on donnait autrefois au grand Osius, qu'on appelait le président des conciles* » (vide citatum documentum supra, p. 38).

(2) Id contigit sub finem anni 1682, aut mense januario 1683.

poni, testes appello quotquot [1] in illustrissimo Parisiensis metropoleos capitulo exstant canonici, de veritate hujusce facti, videlicet : per viginti ferme annos, quibus Parisiensem sedem occupavit, toties quoties pontificaliter sacrum fecit, ne una quidem excepta vice, adfuisse (suo quæque tempore) matronam de Bretonvilliers, tum supr dictam la Varennes, ac dein ducissam (de Lesdiguières) inter cujus brachia mortuus est; ita ut nempe staret amasia ad cornu Evangelii facie ad faciem, prælato celebrante ac in faldistorio sedente ; mutuo ipsis ac sine interruptione sese respicientibus, et amatoria signa sibi invicem exhibentibus. J'atteste ici M. l'abbé de Villemarueil, chanoine de Notre-Dame, s'il n'a pas dit qu'un jour, servant à l'autel M. l'Archevêque qui officiait, il baigna de ses larmes le manipule qu'il mettait au bras du prélat officiant, pénétré de douleur de voir ces objets de scandale, sans que l'un ni l'autre rougissent de leur impiété » (Blache, *Mémoires*, t. I, p. 168).

« Obiit, haud facta sacramentali confessione, monialis de la Croix, quæ scilicet munus obibat invigilandi ne dicta la Varennes prælato infidelis esset. At procuravit Archiepiscopus prudenter spargi quamdam epistolam, qua persuasum faceret, pie monialem, exhibitis magnæ sanctitatis signis, obiisse. Quæ fraus non in aliud cessit quam ut recrudesceret scandalum. Ipsa la Varennes famulis suis dixit, mirari se, quod dominus Archiepiscopus religionem adeo ridiculam redderet; quodque sperasset ingeri posse persuasionem de sanctitate dominæ de la Croix, quæ sua pejorem vitam egerat » (Blache, *Mémoires*, t. II, p. 183).

« Le lendemain dimanche, à une heure après midi, comme je tenais l'abrégé manuscrit de mon histoire, dans la pensée de le rompre, ne croyant pas qu'il me fût d'aucune utilité, j'entends ouvrir le verrou de ma porte. Je vis entrer M. Thieulin [2], qui me dit qu'il m'apportait une méchante nouvelle. La méchante nouvelle était subitanea mors Archiepiscopi, qui absque sacramentis, inter ducissæ suæ (de Lesdiguières) brachia expiraverat [3]. Subjunxit posthac Patres Lazaristas pro me acturos, etsi superesset Pater Lachaise, infensissimus in me permansurus; sed non tantam esse suam quoad hunc quam quoad alterum dependentiam. At expectandum domini Joly reditum » (Blache, *Mémoires*, t. III, p. 362).

IV. Excerptum ex opere *Lettres de madame de Sévigné*. — « Vous me faites souvenir de cette sottise que je répondis pour ne pas aller chez madame de Bretonvilliers, *que je n'avais qu'un fils* [4]. Cela fit trembler vos

(1) Fidem sane meretur scriptor qui ad viventes et talis gravitatis testes provocat.

(2) Nempe unus e Lazaristis, in quorum domo reclusus fuerat.

(3) Annos natus 71.

(4) De hocce dicto matronæ de Sévigné sic habet Taschereau (*Vie de Molière*, p. 260) : « Nous avons dit plus haut quelle espèce de service madame de Bretonvilliers rendait officieusement à l'archevêque (nempe alias quærendi quæ secum amasiarum archiepiscopi munus obirent). Elle sollicitait un jour très-vivement madame de Sévigné de venir chez elle. Celle-ci lui répondit qu'elle n'avait qu'un fils. » — Idem Taschereau, citati operis pagina 259, mentionem facit de altera Præsulis amasia, nempe marchionissa de Gourville, et citat sparsam in vulgus de isto scandalo cantionem.

prélats. Je pensais qu'il n'y eut eu en gros que le mauvais air de mon hérésie (janséniste). Je vous en parlai l'autre jour; mais je comprends que cette parole fut étrange » (*Lettre de madame de Sévigné à madame de Grignan*, 15 juin 1680).

« On dit que Sa Majesté se lasse de M. de Paris et de sa vie; il sera quitté comme les maîtresses » (Madame de Sévigné à madame de Grignan, 30 juin 1680).

« On croit M. de Paris interdit. Il ne dit plus la messe. Il faut un sacrilége au peuple pour le remettre en bonne réputation » (Lettre de madame de Sévigné à madame de Grigran, 24 juillet 1680 [1]).

« La mort de M. de Paris, ma très-belle, vous aura infailliblement surprise. Il n'y en eut jamais de si prompte. Madame de Lesdiguières a été présente à ce spectacle. On assure qu'elle est médiocrement affligée... Il s'agit maintenant de trouver quelqu'un qui se charge de l'oraison funèbre du mort. On prétend qu'il n'y a que deux petites bagatelles qui rendent cet ouvrage difficile, c'est la vie et la mort » (Lettre de madame de Coulanges à madame de Sévigné, Paris 12 août 1695).

« Encore faut-il bien vous apprendre, mon amie, que c'est le P. Gaillard qui ne doit point faire l'oraison funèbre de feu M. l'Archevêque. Voici ce que je veux dire. M. le premier président et le P. de la Chaise se sont adressés au P. Gaillard pour ce grand ouvrage. Le P. Gaillard a répondu qu'il y trouvait de grandes difficultés. Il a imaginé de faire un sermon sur la mort au milieu de la cérémonie, de tourner tout en morale, d'éviter les louanges et la satire, qui sont deux écueils bien dangereux, tout le prélude des oraisons funèbres n'y sera point; il se jettera sur les auditeurs pour les exhorter; il parlera de la surprise de la mort, peu du mort, et puis : Dieu vous conduise à la vie éternelle » (Lettre de madame de Coulanges à madame de Sévigné, Paris 16 septembre 1695).

V. Excerptum ex opere *Correspondance de Roger de Rabutin, comte de Bussy*. — « M. de Paris, à qui M. Colbert donna l'autre jour un régal, y mena madame de Bretonvilliers et son mari. Comment que soient les choses, id mihi satis placet; magna quippe innocentia, aut ingens amoris vis » (Lettre de madame de Scudéry au comte de Bussy, 12 juillet 1675, t. III, p. 50, édit. Charpentier).

« Cela est assez étrange qu'on n'ait pu souffrir le scandale du (roi) et de madame de (Montespan), et qu'on souffre celui de M. de Paris et de madame de Bretonvilliers. Etsi enim facilior hujus quam illius maritus, dedecet nihilominus Episcopum cum pulchra fœmina perpetuo versari » (Lettre du comte de Bussy à madame de Scudéry, 15 juillet 1675, tomo cit., p. 52).

« Madame de Bretonvilliers s'avisa, il y a quelque temps, pour mieux régaler l'Archevêque de Paris, ipsi accercere puellam Varenne. Hæc autem

(1) Evincunt ejusmodi epistolæ, utpote mense junio et julio 1680 scriptæ, jam notorietatis publicæ fuisse horrenda Parisiensis Archiepiscopi scandala, quando comitiorum anni 1682 Prælati ipsum *dignissimum præsidem suum* salutarunt, et Bossuet magno Osio parem fecit.

præsuli visa est pulchrior *cathedrali* (quo derisorio nomine dominam de Bretonvilliers vulgus designabat). Quapropter voluit Archiepiscopus dictam puellam adesse omnibus apud vicum Conflans festivis recreationibus » (epistola 27 februarii 1680, in opere *supplément aux mémoires et lettres du comte Bussy-Rabutin*).

VI. Excerptum ex opere *Mémoires de Saint-Simon* (p. 289, edit Chéruel): — « Il avait présidé à cette assemblée (du clergé, 1695). Et lui qui avait toujours régné sur le clergé par la faveur déclarée et la confiance du roi, y avait essuyé toutes sortes de dégoûts. L'exclusion que peu à peu le P. de la Chaise était parvenu à lui donner de toute concurrence en la distribution des bénéfices, l'avait déjà éloigné du roi; et madame de Maintenon à qui il avait déplu d'une manière implacable en s'opposant à la déclaration du mariage dont il avait été l'un des trois témoins, l'avait coulé à fond. Le mérite qu'il s'était acquis de tout le royaume et qui l'avait de plus en plus ancré dans la faveur du roi, dans l'assemblée fameuse de 1682, lui fut tourné à poison quand d'autres maximes prévalurent. Son profond savoir, l'éloquence et la facilité de ses sermons, l'excellent choix des sujets et l'habile conduite de son diocèse, jusqu'à sa capacité dans les affaires et l'autorité qu'il avait acquise dans le clergé, tout cela fut mis en opposition de sa conduite particulière, de ses mœurs galantes, de ses manières de courtisan du grand air. *Quoique toutes ces choses eussent été inséparables de lui depuis son épiscopat* et ne lui eussent jamais nui, elles devinrent des crimes entre les mains de madame de Mainteuon... Cet esprit... ne put s'accoutumer à cette décadence et au discrédit qui l'accompagne... Toutes les grâces de son corps et de son esprit, qui étaient infinies, se flétrirent. Il ne trouva de ressource qu'à se renfermer avec sa bonne amie la duchesse de Lesdiguières, qu'il voyait tous les jours de sa vie, ou chez elle ou à Conflans, dont il avait fait un jardin délicieux, et qu'il tenait si propre, qu'à mesure qu'ils s'y promenaient tous deux, des jardiniers les suivaient à distance pour effacer leurs pas avec des rateaux. Les vapeurs gagnèrent l'Archevêque. Elles s'augmentèrent bientôt et se tournérent en légères attaques d'épilepsie. Il le sentit, et défendit si étroitement à ses domestiques d'en parler et d'aller chercher du secours quand ils le verraient en cet état, qu'il ne fut que trop bien obéi. Il passa ainsi ses deux ou trois dernières années. Les chagrins de cette dernière assemblée (1695) l'achevérent. Elle finit avec le mois de juillet. Aussitôt après il s'alla reposer à Conflans. La duchesse de Lesdiguières n'y couchait jamais; mais elle y allait toutes les aprés-dînées, et toujours tous deux tout seuls. Le 6 août il passa la matinée à son ordinaire jusqu'au dîner. Son maître-d'hôtel vint l'avertir qu'il était servi. Il le trouva dans son cabinet assis sur un canapé et renversé. Il était mort. »

VII. Excerptum ex opere *Mémoires de l'abbé Legendre*[1] (p. 201). — « Quelque mérite qu'eût M. de Harlay..., la cour et la ville ne laissèrent pas éga-

(1) Fuit Legendre secretarius Archiepiscopi de Harlay, cujus flagitiosam vitam ignorare non potuit. Non mirum a secretario defendi patronum et benefactorem suum. Ast etiam defendendo, confirmat horrendam, quam sibi Præsul comparaverat, famam.

lement de se déchaîner contre lui immédiatement après sa mort... Ce fut à qui le déchirerait. Il n'y eut pas jusqu'au Jésuite qui fit son oraison funèbre, qui ne parlât de lui en des termes à faire croire que le prélat était damné : *Quels talents n'eut-il point!* dit ce pitoyable rhéteur (c'était le P. Gaillard). *Quel usage en fit-il? Dieu le sait.* Madame de Maintenon put si peu contenir sa joie en apprenant sa mort, qu'elle courut à Saint-Cyr faire mettre en prières sa communauté pour demander à Dieu un Archevêque de Paris qui ne ressemblât pas à celui qui venait de mourir. »

VIII. « Madame de Maintenon écrit du 2 février 1687 : *Le P. de la Chaise est mieux que jamais dans l'esprit du roi. Il agira désormais sans M. l'Archevêque de Paris, et madame de Lesdiguières ne verra plus le clergé de France à ses genoux.* » (Rulhières, *Éclaircissements historiques sur les causes de la révocation de l'édit de Nantes*, 1788, t. I, p. 358.)

Simul collatis hisce documentis, pronuntiet ipsemet lector qua æstimatione dignum sit immane istud sceleris et hypocrisis monstrum. Si quis objiciat, potitum ipsum nihilominus regio favore, quod non contigisset si adeo perditus fuisset, facilis responsio : Placebat regi præsul, quia non tantum moribus similis, sed pejor ; placebat quia ingenio et omnimodo servilismo summopere utilis. Ast resipiscere incipienti regi, displicere cœpit. Æternum igitur probrum quod non erubuerint comitiorum anni 1682 prælati, talem virum *dignissimum præsidem suum* declarare ; quod non erubuerit Bossuet eumdem magno Osio conferre, etsi præter flagitia, notissimum etiam haberet ejus servilismum, de quo ipse dixit : *Il ne faisait que suivre la volonté des ministres, comme un valet.*

NOTA

DE INSIGNI FRAUDE, NUNC TANDEM DETECTA, QUA SANCTI ANTONINI
SUMMÆ THEOLOGICÆ
INSERTUS EST *TRACTATUS DE CONCILIIS*, A GALLICANIS THEOLOGIS EMPHATICE
ALLEGARI SOLITUS, AD DENEGANDAM ROMANO PONTIFICI INFALLIBILITATEM
ET SUPRA GENERALE CONCILIUM AUCTORITATEM.

Indubitatam sancto Antonino fuisse Pontificis ex cathedra definientis inerrantiam et supra concilium quodlibet auctoritatem, logice colligendum foret e pluribus operum ipsius locis, nisi occurrerent etiam alii textus, qui contrariam sententiam exprimunt, imo qui schisma sapiunt et hæresim. Habentur ejusmodi textus in ea parte *Summæ theologicæ* quæ inscribitur *Tractatus de conciliis*. Equidem jamdudum eruditi adverterant typis edita sancti Antonini opera cum manuscriptis non concordare. Et æquum erat, dictos textus, sedis apostolicæ auctoritati detrahentes, interpolationi tribuere. Quod insuper e multis circumstantiis indirecte colligebatur. Ut autem directe ac veluti materialiter certa exhiberi posset dicta interpolatio, necesse erat reperiri primarium textum, ipsiusmet sancti Præsulis manu exaratum. Is porro textus tandem feliciter inventus est; prout certior factus sum epistola quadam diei 25 octobris 1868. Nuper scilicet Florentiæ, in conventu Dominicanorum qui a sancto Marco nuncupatur, reperta est diu quæsita illa autographa Operum sancti Antonini scriptio. Inclusa extabat in theca quadam sigillata, quæ a pluribus sæculis aperta non fuerat. Equidem insertus in *Summa theologica* repertus est supradictus *Tractatus de conciliis;* sed exaratus *alia manu, alio papyro, atramento alio, et erasis manifestis paginationis signis*. Totius audacissimæ fraudis historiam exhibebit (aut forte jam continet) publicatio periodica *la Civiltà cattolica*. Notetur autem non multo post sancti Antonini obitum patratam scelestissimam illam interpolationem; siquidem occurrit in *prima* etiam, sancto Præsuli fere synchrona, operum ipsius editione.

Jam nuper in dicta publicatione *la Civiltà cattolica* prodierat eximia dissertatio (in diario *l'Univers*, die 30 octobris 1868, gallice reddita) qua simul collatis pluribus textibus manifestum fit, omnino certam sancto Antonino fuisse Romani Pontificis infallibilitatem et supra concilium auctoritatem. Statim autem ac a Patribus societatis Jesu, qui dictæ publicationi tam laudabiliter incumbunt, præfata fraus enarrata et certa peremptorie probata fuerit, causa tandem finita erit quoad objectos illos sancti Antonini textus, quibus nixus olim Bossuet, quibus et hodie magna fiducia niti dicitur Reverendissimus Maret, Surensis Episcopus, in libro, nondum typis integre dato, et (ut ipse dicit) futuri concilii œcumenici Patribus exhibendo. (Vide recentem ipsius epistolam in diario *l'Univers*, 12 novembris 1868.)

FINIS TOMI II.

INDEX

JUXTA MATERIARUM ORDINEM

TOMI II.

PARS II

(CONTINUATUR)

DE ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILITATE

[1] Adductis auctoritatibus evangelicam *petram* de Romano Pontifice interpretantibus, addere juvat sequentem textum sancti Braulionis Cæsaraugustani episcopi, et sancto Isidoro Hispalensi amicitia conjunctissimi : « Figmentum colubri non credimus fecisse vestigium in petra Petri, quam fundatam esse novimus stabilitate Domini Jesu Christi. » (S. Braulionis Epist. XXI, *España sagrada*, t. XXX, p. 648.)

PARS III

DE AUCTORITATE ROMANI PONTIFICIS SUPRA CONCILIUM ŒCUMENICUM

FINIS INDICIS TOMI SECUNDI

PARISIIS. — EX TYPIS SIMONIS RAÇON ET SOC., VIA DICTA ERFURTH, 1.